Ville de Sisteron



Plan Local d'Urbanisme

1.1. Livre I du rapport de présentation

PLU arrêté le : 23 juin 2016 | Enquête publique : du 29 mai au 30 juin 2017 | PLU approuvé le : 16 octobre 2017

Hôtel de Ville
Place de la République
04200 SISTERON
www.sisteron.com

AUAD - 5, rue monte cristo, 13004 Marseille - tel : 04 91 48 17 05 - contact@auad.fr
ATELIER PAYSAGES, Europe Résidence 102, 4 avenue du 8 mai 13090 Aix en provence - tel : 04 42 95 20 20 - elisabeth.bresdin@free.fr

SOMMAIRE

L'ÉLABORATION DU PLU 5

I. Contexte et encadrement du PLU de Sisteron **7**

I.1. Objet du Plan Local d'Urbanisme 8
I.1.1. Projet urbain et logique de développement durable 8
I.1.2. Les étapes de l'élaboration du PLU 9
I.1.3. Principes de la démarche suivie 9

I.2. Les règles supérieures 10
I.2.1 Les principes et objectifs du droit 10
I.2.2. La hiérarchie des normes d'urbanisme 11
I.2.3 Le porter à connaissance : association de l'État à l'élaboration du PLU 12

I.3. Encadrement à l'échelle de l'État, de la Région et du Département 15
I.3.1. L'encadrement législatif de Sisteron 15
I.3.2. Les orientations stratégiques de l'État 15
I.3.3. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) de la région PACA 15
I.3.4. Le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT) 18
I.3.5. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) 19
I.3.6. La Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) et le schéma régional de Cohérence écologiques (SRCE) 20
I.3.7. La Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) 20
I.3.8. Le Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de l'Eau 21
I.3.9. Le Plan Climat-Énergie Territorial (PCET) 22
I.3.10. L'agenda 21 des Alpes de Alpes de Haute Provence 23
I.3.11. Les Schémas régional et départemental des carrières 23
I.3.12. Le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales 24

II. État initial de l'environnement **27**

II.1 Étude paysagère 27
II.1.1 Préambule et objectifs de l'étude paysagère 28
II.1.1.1. Le contexte paysager 30
II.1.1.2 Les unités paysagères du territoire communal 30
II.1.1.3 Les caractéristiques paysagères 33
II.1.2.Les modalités de découverte 35
II.1.2.1. Les infrastructures routières 35
II.1.2.2. Les lieux patrimoniaux 40
II.1.3. Les enjeux paysagers 42
II.1.3.1.Les enjeux d'évolution 42
II.1.3.2.Les enjeux à l'échelle du territoire communal 47
II.1.3.3.Les enjeux par unité paysagère 48

II.2. Approche environnementale 63
I. Environnement physique 64
I.1. La topographie / Relief 64
I.2. Le contexte climatique 64
I.3. Contexte Géologique et hydrogéologique 65
I.4. Contexte pédologique 66
I.5. Le réseau hydrographique 67
I.5.1. Préambule 67
I.5.2. Description du réseau hydrographique 67
I.5.3. Régime hydraulique 68

II. Environnement naturel 69
II.1. Les dispositifs de protection de l'environnement 69
II.1.1. Les ZNIEFF 69
II.1.2. Le réseau Natura 2000 69
II.1.3. Les zones humides 70
II.1.4. Les sites classés et inscrits 71
II.1.5. Les habitats d'intérêt communautaire 71
II.1.6. Les espaces naturels sensibles 72
II.2. Biodiversité 72
II.2.1. Des conditions écologiques variées 73
II.2.2. Réseau d'espaces remarquables 73
II.2.3. La Flore 75
II.2.4. La Faune 77
II.2.5. La trame verte et bleue (TVB) 83
II.2.6. Analyse des continuités naturelles 85
II.3. Synthèse 89

III. L'eau 90
III.1. Préambule : le SDAGE un document de référence 90
III.2. Qualité des milieux aquatiques et réseaux de surveillance 91
III.2.1. Les eaux de surface 91
III.2.2. Les eaux souterraines 93
III.3. Gestion de l'eau 94
III.3.1. Contexte et enjeux 94
III.3.2. Les syndicats de gestion de l'eau et leurs outils 94
III.3.3. Autres organismes de gestion 96
III.4. L'eau potable 97
III.4.1 La production d'eau potable 97
III.4.2 La distribution d'eau potable 98
III.4.3 Analyse des usages de la ressource en eau 99
III.4.4. Autres usages de l'eau 100
III.5. La gestion des eaux usées et pluviales 100
III.5.1 Contexte réglementaire 100
III.5.2 Collecte des eaux usées et pluviales 101
III.5.3 Traitement des eaux usées 102
III.5.4 Gestion des boues d'épuration et des matières de vidange 103
III.5.5 Assainissement non collectif 103
III.5.6 Zonage de l'assainissement 105
III.6. Synthèse 106

IV. Les déchets 107
IV.1 Contexte réglementaire et institutionnel 107
IV.2 Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés des Alpes de Haute Provence (PDEMDA) 107

SOMMAIRE

IV.3. La collecte des déchets 107
IV.3.1 Les déchets ménagers 107
IV.3.2 Les déchets des entreprises 108
IV.3.3 Les déchets des activités de soins 108
IV.4 Traitement et valorisation des déchets 109
IV.4.1 Déchetterie de Ribiers Sisteron 109
IV.4.2 Filières de traitements des déchets 109
IV.4.3 Anciennes décharges et décharges sauvages 109
IV.5. Synthèse 110

V. Les ressources naturelles 110
V.1.Les richesses du sous-sol et leur gestion 110
V.1.1 Préambule 110
V.1.2 Les mines 110
V.1.3 Les carrières 110
V.2.Les richesses du sol et leur gestion 111
V.2.1 Occupation des sols 111
V.2.2 Agriculture 111
V.2.3 Espaces forestier et sylviculture 112
V.3 Energie 114
V.3.1 La production d'énergie 114
V.3.2 La consommation d'énergie 114
V.3.3 Les émissions de gaz à effet de Serre 114
V.3.4 Les énergies renouvelables 115
V.4 Synthèse 119

VI. Les risques naturels et technologiques 120
VI.1.Préambule 120
VI.2.Le risque majeur 120
VI.3.Les risques naturels 121
VI.3.1 Risque inondation 121
VI.3.2 Risque mouvements de terrains 121
VI.3.3 Risque feux de forêt 122
VI.3.4 Risque sismique 123
VI.4 Les risques technologiques 124
VI.4.1 Risque lié aux transports des matières dangereuses 124
VI.4.2 Risque lié aux activités industrielles 125
VI.4.3 Risque lié aux ruptures de barrages 127
VI.5 Synthèse 128

VII. Les pollutions et les nuisances 129
VII.1 Les nuisances sonores 129
VII.2 Les nuisances visuelles 129
VII.3 Les nuisances olfactives 129
VII.4 La pollution lumineuse 130
VII.5. La pollution des eaux 130
VII.6. La pollution de l'air 131
VII.7. Pollution des sols et du sous-sol 131
VII.8. Synthèse 132

III. Des Hommes, des Usages 134
III.1. Un territoire en mouvement 135
III.1.1. Une population croissante mais ralentie 135
III.1.2. Catégories sociales, emplois et revenus 137
III.1.3. Migrants résidentiels 138
III.1.4. Population active, marché du travail 139
III.1.5. Synthèse 141

III.2. Les pôles d'activités et d'attractivité 142
III.2.1. Services publics et équipements 143
III.2.2. Commerces, services et autres équipements en centre-ville 145
III.2.3. Le parc d'activités de Sisteron - Val de Durance 147
III.2.4. Le pôle industriel 147
III.2.5. Le tourisme, des atouts pour un développement 148
III.2.6. Les activités agricoles 149
III.2.7. Les sites d'activités agricoles 153
III.2.8. Synthèse 154

III.3. Un territoire vécu 155
III.3.1. Réseau viaire et déplacements 155
III.3.2. Les mobilités à Sisteron 156
III.3.3. Le fonctionnement urbain 157
III.3.4. Les cheminements doux à Sisteron 159
III.3.5. Synthèse 159

IV. Milieu urbain, habitat et consommation de l'espace 161
IV.1. Le milieu urbain 162
IV.1.1. La ville ancienne 162
IV.1.2. Les extensions résidentielles à partir du XIX^{ème} siècle 164

IV.2. Les différents quartiers de la ville 166
IV.2.1. Le centre ville et ses extensions immédiates 166
IV.2.2. Les extensions périphériques contemporaines 168
IV.2.3. L'organisation des fonctions dans la ville 169

IV.3. Les morphologies urbaines 170
IV.3.1. Expression des densités de l'habitat 170
IV.3.2. Expression des hauteurs bâties 172

IV.4. L'habitat 174
IV.4.1. Le parc de logement et son évolution 174
IV.4.2. Etat de la vacance à Sisteron 175
IV.4.3. Le parc social 175
IV.4.4. Marché du logement et formes urbaines 176
IV.4.5. Un marché dominé par la maison individuelle 177

IV.5. Capacité et consommation urbaines 178
IV.5.1. La capacité des espaces constructibles du POS 178
IV.5.2. La consommation des espaces au cours de 10 ans passés 180

V. Enjeux et prospective 183
V.1 Enjeux 185
V.2 Prospective démographique et développement urbain 186

Avertissements

L'article L. 174-3 du Code de l'Urbanisme dispose, que « *Lorsqu'une procédure de révision du plan d'occupation des sols a été engagée avant le 31 décembre 2015, cette procédure peut être menée à terme en application des articles L. 123-1 et suivants, dans leur rédaction issue de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, sous réserve d'être achevée au plus tard le 26 mars 2017. Les dispositions du plan d'occupation des sols restent en vigueur jusqu'à l'approbation du plan local d'urbanisme et au plus tard jusqu'à cette dernière date*».

Si le débat sur les orientations générales du PADD a eu lieu avant le 27 mars 2014, les dispositions de la loi ALUR peuvent ne pas être prises en compte dans le PLU en cours d'élaboration.

De plus en matière d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le PADD du projet de PLU de Sisteron ayant été débattu en avril 2012, les dispositions du Décret n°2012-995 du 23 août 2012 (Art.11) ne s'appliquent pas au document d'urbanisme en cours d'élaboration. De ce fait, il n'y a pas d'obligation à réaliser une évaluation environnementale pour le PLU de Sisteron.

Cependant, le PLU doit comporter dans son rapport de présentation : un état initial de l'environnement, la démonstration d'une absence d'incidences significatives du projet de PLU sur les sites Natura 2000, et une analyse des incidences du projet de PLU sur l'environnement.

La loi ALUR sera appliquée dans son intégralité lors d'une prochaine révision ou modification du PLU.
.

A compter du 1er janvier 2016, le code de l'urbanisme est remanié, dans sa partie législative et réglementaire, selon l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015.
De ce fait, une nouvelle codification des articles est mise en place. Elle est mise en application dans ce document.

Sauf indication contraire,
Les cartes sont orientées au Nord et sont réalisées par AUAD (Emilie DEPRES et Gilles GASSA).
Les données détaillées relatives à la démographie sont issues du recensement général de la population, source INSEE.

Equipe AUAD : Loïck Gassa, Coline Ducaroy, Emilie Déprés.

Les grands objectifs à l'origine de la prescription de l'élaboration du PLU

La commune de Sisteron, d'une superficie d'environ 5 025 hectares possède un Plan d'Occupation des Sols (POS). L'approbation du POS a eu lieu en 1977, révisé en 1993 et a fait l'objet de 11 modifications pour diverses raisons (modifications de règlement, d'emplacements réservés, de zonage etc.).

Instrument d'urbanisme réglementaire, le POS n'était plus adapté aux besoins des politiques de renouvellement urbain. Par ailleurs, étant l'expression d'une simple police du droit des sols, le POS était un document sans cohérence avec les documents supra-communaux (Plan de Prévention des Risques Naturels, Plans de Prévention des Risques Technologiques, etc...).

La révision du POS en PLU est décidée par délibération du conseil municipal en date du 7 novembre 2008 pour élaborer un document d'urbanisme en cohérence avec les nouvelles dispositions de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, dite loi SRU (modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003), ainsi qu'aux exigences actuelles, à savoir la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ou loi ENE) et la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové.
Une délibération complémentaire du conseil municipal est prise en date du 22 décembre 2015 qui précise les objectifs poursuivis au titre de l'article L.153-11 du CU, en vue « de renforcer le rôle central de la commune au sein de la communauté de communes, et de maîtriser la croissance démographique».

Modification du projet de PLU au regard de la loi Grenelle II

La loi d'Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, formule de nouveaux objectifs en matière de protection de l'environnement : le PLU se voit assigner de nouvelles exigences environnementales, tout comme les SCoT.

Les derniers textes réglementaires parus en 2012 sont :

* l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 relative aux procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme,
* le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme pris pour l'application de la loi Grenelle II et de la loi MAP.

La loi Grenelle II accorde une place plus grande à la protection de l'environnement. Les PLU doivent se préoccuper désormais de « la réduction des gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ». (Art L.101-2 du CU)

Le PLU doit également :

* réaliser de façon obligatoire des orientations d'aménagement et de programmation (dites OAP) pour l'ensemble des zones à urbaniser (Zone AU ou zones U),
* mener une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers dans le rapport de présentation et définir des objectifs de consommation foncière limitée pour l'avenir,
* définir des orientations de préservation et de remise en état des continuités écologiques, et de développement des communications numériques
* améliorer les performances énergétiques sur le territoire et réduire les émissions de gaz à effet de serre à notre échelle, afin de répondre à un objectif national et international concernant des engagements au niveau planétaire.

Le PLU, un projet pour notre avenir

L'élaboration du PLU constitue un acte majeur pour la définition du devenir du territoire et de son développement économique, démographique, culturel et urbain. Le PLU en remplacement du POS, introduit la notion de « projet communal » comme véritable axe de définition de l'aménagement et du développement durables du territoire.

Plus ambitieux que le POS, le PLU exprime un véritable projet de ville. Il s'agit de rechercher un équilibre entre développement urbain et préservation des espaces naturels et de tenir compte de préoccupations nouvelles liées aux déplacements, à la mixité sociale, à la maîtrise de l'étalement urbain et à la diversité des fonctions (habitat, activités, équipements). Un cadre de référence global, désigné sous le terme « Projet d'aménagement et de développement durables » de la commune (PADD), fonde le projet.



Les élus face au territoire

La conception et l'élaboration du PLU sont placées sous l'autorité du Maire. La concertation s'effectue selon certaines règles, précisées dans la délibération du conseil municipal prescrivant l'élaboration du PLU. Une enquête publique clôture la procédure avant l'approbation du document d'urbanisme par le conseil municipal.

Le PLU est un outil qui contribue à mettre en œuvre la politique urbaine de Sisteron pour les 15 ans à venir. Il promeut la conception d'un habitat diversifié et harmonieux, accessible pour tous ; d'un aménagement respectueux de l'environnement et du cadre de vie ; d'une activité agricole soutenue et d'une préservation des paysages ; d'un développement de l'activité économique, bien réparti sur le territoire communal et en cohérence avec l'existant.

Une démarche participative

L'élaboration du projet de territoire, exprimé par le PADD, se fonde d'une part, sur une analyse prospective des besoins, et d'autre part sur la prise en compte des orientations des projets de territoire de portée supérieure.

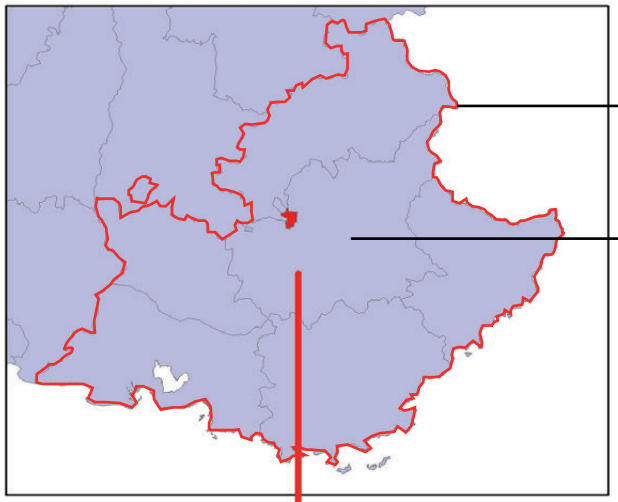
La mise en oeuvre de la « concertation » avec la population et « l'association » des personnes publiques à l'élaboration du projet permettent de nourrir la réflexion. Cette concertation-consultation s'est effectuée selon les articles L. 132-7 à L. 132-13 du Code de l'Urbanisme.

L'élaboration du document d'urbanisme se fait dans le respect de ces règles de concertation, en association avec les services de l'Etat (DDT, UDAP, ARS, DREAL, …), le Conseil Régional (la Région) et le Conseil Général (le Département), les chambres consulaires (Chambre d'agriculture, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers), les communes limitrophes qui souhaitent participer à la réflexion et les habitants de Sisteron.

Cette démarche participative a pour objectif la recherche permanente d'un équilibre, dans le projet urbain, entre un développement maîtrisé de la ville et la préservation de la qualité du cadre de vie, en intégrant les attentes des acteurs intéressés par le devenir du territoire sisteronais (population, entrepreneurs, services de l'Etat et collectivités, etc..).

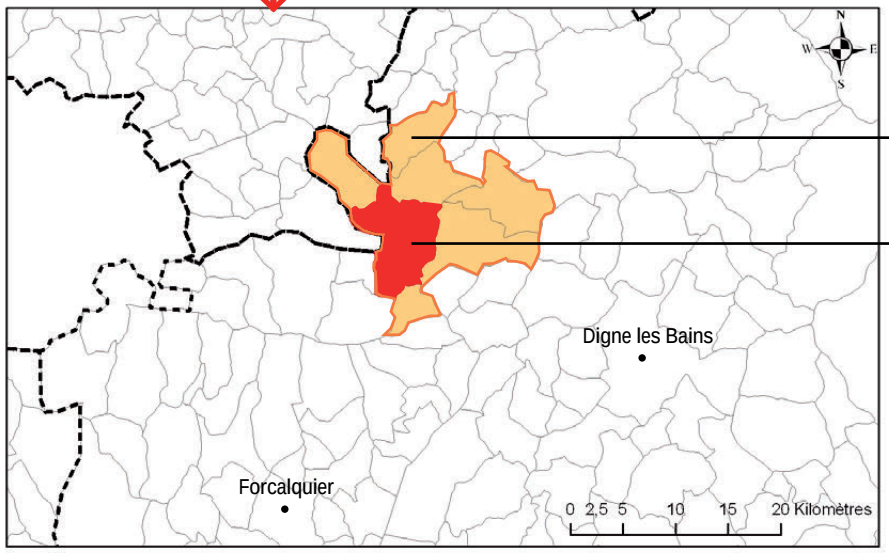
La concertation avec la population s'est faite à chaque grandes étapes du document (diagnostic, PADD, zonage et règlement), par les outils de communication : réunions d'information publiques, articles dans la presse municipale, site Internet de la ville, permettant de sensibiliser les habitants au devenir de la Ville dans le futur.

Situation géographique



Région Provence Alpes Côte d'Azur

Département des Alpes de Haute Provence



Communauté de Communes du Sisteronais

Commune de Sisteron

I. CONTEXTE ET ENCADREMENT DU PLU DE SISTERON



I.1 OBJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME

L'élaboration du PLU est menée conformément au cadre législatif en vigueur, fondé sur la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la loi portant Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 juillet 2006, la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (loi ENE ou Grenelle II), et la loi ALUR du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové.

Si le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme réglementaire de droit commun qui régit notamment les possibilités de constructions et d'usages des sols, il est avant tout un outil de planification urbaine qui a vocation à exprimer un projet pour la ville de demain.

Par délibération du Conseil Municipal du 7 novembre 2008, la commune de Sisteron a décidé la révision totale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Les raisons et les objectifs de la commune sont d'adapter le nouveau document d'urbanisme aux besoins des politiques de renouvellement urbain en le rendant cohérent avec les documents supra-communaux (PPRN, PPRT...). Il s'agit ici de mettre en avant le projet de la commune tout en apportant une vision globale du devenir de la commune en dictant des actions et des moyens pour permettre le renouvellement urbain et la préservation de l'environnement.

I.1.1 Projet urbain et logique de développement durable

Le cadre législatif de la planification territoriale constitué par la loi SRU, modifie fondamentalement les documents d'urbanisme, notamment le PLU. Cette loi propose de réagir contre l'étalement spatial par le renouvellement urbain, contre la sectorisation des fonctions urbaines par la mixité des fonctions et contre les disparités sociales par la diversité de l'habitat. Elle impose, par ailleurs, de reconsidérer les logiques et les pratiques de l'urbanisme et de l'aménagement en intégrant en particulier les exigences de développement durable.

Dans la continuité de la loi SRU, l'évolution des textes législatifs, avec la parution des lois «Urbanisme et habitat», Grenelle II (ou loi ENE) et ALUR complète également le contenu d'un PLU en apportant de nouvelles mesures à adopter dans l'aménagement communal.

Selon un modèle idéal, la ville durable évite de consommer inutilement les espaces naturels existants et les préserve pour l'avenir, en maintenant les espèces et les cultures locales. Tout en répondant aux aspirations des habitants, actuels et futurs, elle s'appuie autant que possible sur le tissu urbain existant et hérité du passé, sur ses emprises naturelles sans en gaspiller les ressources.

A ce titre, la commune de Sisteron s'est engagée dans la formulation d'un véritable projet urbain devant servir de support à un aménagement durable de son territoire.

Ce nouveau document cadre englobe dans une même vision, l'habitat, les transports, l'environnement, l'économie et le traitement des espaces publics, mais aussi la préservation des paysages comme les secteurs à renouveler ou à protéger.

Le document d'urbanisme qu'est le Plan Local d'Urbanisme, est composé d'un ensemble de pièces qui doivent être cohérentes entre elles: pièces écrites et pièces graphiques.

Le diagnostic communal est l'introduction au rapport de présentation, première pièce réglementaire du PLU. Par l'analyse de l'histoire et de l'évolution du territoire, des situations présentes et des projections sur les 10, 15 à 20 ans à venir, il permet de mesurer les enjeux, atouts et handicaps pour décliner un projet urbain soumis au débat. Le diagnostic se veut un document de synthèse pour tenter d'apporter au public la matière de ce débat.

Ce document est un outil d'accompagnement dans l'approche et la connaissance du territoire. Il permet de construire une analyse qui doit nous conduire à la déclinaison des grandes orientations du projet urbain, afin que la politique de planification urbaine soit en complète adéquation avec les besoins à court, moyen, et long terme, de la population et du territoire.

Le PLU se compose ainsi de plusieurs documents:

- Le rapport de présentation qui inclut le diagnostic territorial (Livre I). Il comprend un état initial de l'environnement et une analyse paysagère. Il expose les enjeux du territoire et introduit les grandes orientations qui vont structurer le projet de développement de la ville.

- Le Livre II, deuxième partie composant le rapport de présentation, explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables de la commune (P.A.D.D.) et justifie les dispositions réglementaires retenues. Il évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement.

Le rapport de présentation, composé des Livre I et Livre II, n'a pas de valeur normative, c'est à dire qu'il n'est pas opposable aux tiers.

- Le P.A.D.D. est un livret distinct qui expose les grandes orientations choisies pour répondre sur les 20 prochaines années au développement de la ville et aux besoins de la population. Il est complété par un document annexe au PADD, intitulé «Orientations d'aménagement et de Programmation» (OAP) qui précise sur certains secteurs, des actions d'aménagement souhaitées par la commune et qui sert de guide pour l'aménagement à suivre. Ainsi, les opérations de construction ou d'aménagement décidées dans ces secteurs devront être compatibles avec les orientations d'aménagement; elles devront les respecter dans l'esprit et non au pied de la lettre.

- Le règlement, écrit et graphique, fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.101-2, en cohérence avec le P.A.D.D. Le règlement se compose d'une règle écrite et de documents graphiques, qui tous deux, s'imposent aux projets en termes de conformité, c'est à dire que les règles qu'ils énoncent doivent être respectées strictement.

- Les annexes sont intégrées au PLU à titre d'information: elles servent de complément au rapport de présentation, d'aide à la réalisation des projets et de complément aux dispositions réglementaires du PLU. Elles informent sur les périmètres spécifiques présents sur la commune, les servitudes d'utilité publiques communiquées par le Préfet, et les éléments techniques qui peuvent avoir des incidences sur l'occupation des sols, tels que les annexes sanitaires.

I.1.2 Les étapes de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

En prenant appui sur les politiques communautaires ainsi que sur les objectifs stratégiques exprimés dans les démarches de projets de territoire, la commune de Sisteron s'engage à définir les conditions de développement et de renouvellement de son territoire, qui puissent répondre aux exigences de qualité de vie des générations actuelles sans nuire à celle des générations futures.

La loi SRU précise que le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) du PLU doit respecter les grands principes du développement durable :

- Concilier équité sociale, protection de l'environnement et croissance économique, dans une perspective nouvelle de développement,
- Replacer l'Homme au centre des préoccupations de l'aménagement,
- Veiller à une utilisation économe et valorisante des ressources, notamment naturelles.

Le développement durable traduit ainsi une certaine vision du territoire. C'est dans cet esprit qu'est élaboré le diagnostic stratégique et que seront déclinés les objectifs et orientations du projet de territoire communal.

L'analyse porte sur l'organisation spatiale et humaine, et sur les dynamiques portées par la commune se Sisteron, en relation avec son environnement.

Elle se construit au cours des visites de terrain avec les élus, au cours des réunions de travail et des rencontres avec les familles d'acteurs (institutionnels et membres de la société civile) ayant vocation à intervenir sur le territoire et par l'exploration des données statistiques et qualitatives disponibles dans les différentes politiques sectorielles (habitat, démographie, social, économie, transports, énergies, ...).

Le diagnostic favorise l'émergence d'une première vision stratégique du territoire d'étude, enrichie par les échanges avec les personnes associées et la concertation avec les citoyens. Le Livre I rend compte de cette connaissance partagée du territoire, à partir de laquelle sont déclinés les enjeux.

Par la suite est décliné le PADD, pour lequel les objectifs communaux de développement durable servent de fil conducteur dans la définition de l'ensemble des politiques de planification urbaine. Sur la base des enjeux territoriaux issus du diagnostic stratégique, le Livre II explique et justifie les choix et les orientations retenues par les élus et la société civile, qui ont servi à bâtir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de Sisteron. L'ensemble de ces orientations fait l'objet d'un texte réglementaire, de pièces graphiques et d'annexes explicitant leur mise en oeuvre sur le territoire.

I.1.3 Principes de la démarche suivie

L'ensemble des données recueillies lors du diagnostic se présente sous la forme d'un rapport décliné selon différentes thématiques qui analysent, à partir des données disponibles, l'état des lieux, les besoins et les tendances, et révèlent les principaux enjeux, atouts et perspectives de façon à mieux justifier les options qui seront proposées dans le PADD.

Le diagnostic stratégique s'articule autour de nombreux thèmes (environnement naturel, patrimoine, paysage - démographie et structure sociale - habitat - activités économiques et emplois - mobilités et déplacements - équipements, services, loisirs - cadre urbain) et les abordent dans une lecture transversale du territoire.

L'ordre de présentation de ces thèmes n'est pas laissé au hasard. Est posé comme principe que le paysage naturel constitue la première sensibilité déterminante du choix d'implantation des hommes, qu'il est ce qui est donné à voir et constitue le fondement du territoire.

Ensuite le paysage est investi par l'homme à travers l'habitat, les activités économiques et les mobilités nécessaires. Tous ces éléments vont constituer une mémoire et laisser des traces physiques et culturelles donnant à lire les usages du territoire au cours du temps.

L'aménagement du territoire du point de vue de la politique publique, exprimé par l'offre en équipements et services, ainsi que par le fonctionnement urbain (hiérarchisation et usages de l'espace public...), est alors abordé.

Cependant l'ordre théorique des causalités est en réalité plus complexe et des causalités secondaires interviennent éventuellement en sens inverse (par exemple, les activités économiques peuvent rétroagir sur l'habitat et la démographie). Les interrelations entre les thématiques peuvent donc être multiples, ce qui justifie la mise en oeuvre d'une lecture transversale et non d'une juxtaposition d'analyses sectorielles.

Ce document de synthèse résume donc, à travers une approche transversale et selon les principes du développement durable, les points forts et les potentialités de la commune, expose ses points faibles et les risques auxquels elle est soumise, et s'attache à mettre en évidence les perspectives de développement sur court, moyen et long terme. L'élaboration du diagnostic du PLU est également le moment de la prise en compte de l'ensemble des contraintes, servitudes, règlements ou études à l'oeuvre sur le territoire communal afin d'assurer une analyse la plus complète possible de l'utilisation du sol et des incidences possibles sur l'environnement.

Des réunions avec les acteurs locaux organisées en ateliers thématiques et des visites de terrain ont été réalisées pour prendre connaissance de l'existant en matière d'activités (tourisme, hébergements, commerces, agriculture, artisanat...), de déplacements, de patrimoine bâti, d'habitat, d'espaces publics et de projets. Les acteurs rencontrés sur le terrain ou au cours des ateliers d'échanges, et réunions de présentation ont pu exprimer les difficultés rencontrées en matière d'aménagement urbain et les besoins communaux en terme de développement économique. Les projets présentés ont été pris en compte et sont mis en adéquation avec les enjeux environnementaux, économiques, sociaux et culturels de la ville de Sisteron.

L'exposé des règles supérieures permet d'établir un état des lieux des contraintes et prescriptions liées au contexte paysager, patrimonial et politique auquel appartient Sisteron, avant d'élaborer l'analyse stratégique du territoire communal.

I.2 LES RÈGLES DE PORTÉE SUPÉRIEURE

Il s'agit :
- de présenter le cadre juridique qui guide l'élaboration du PLU,
- de dresser une liste des documents ayant trait à l'aménagement et au développement du territoire communal.

Ces documents, qui ont une incidence sur l'aménagement de la ville de Sisteron, sont définis par les différents niveaux politiques compétents (services de l'Etat à l'échelle de la région et du département, collectivités territoriales (Conseil Régional, Conseil Général, Organismes communautaires,...), Chambres consulaires, .. qui sont autant d'institutions investies d'une mission au regard d'une ou de plusieurs politiques publiques (risques, développement économique, aménagement urbain, gestion des ressources naturelles, ...).

Ces documents font partie de la hiérarchie des normes d'urbanisme à respecter afin de prendre en considération l'ensemble des éléments qui s'impose au projet communal.

I.2.1. Les principes et objectifs du droit

Document juridique d'urbanisme, le PLU répond à des principes généraux du droit de l'urbanisme et à des règles juridiques spécifiques fixant les conditions de son élaboration et son contenu.

L'Art L.101-1 du Code de l'Urbanisme
Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en est les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

L'Art. L101-2 du Code de l'Urbanisme fixe les principes assignés aux documents d'urbanisme, notamment au PLU, permettant d'assurer dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme visant à atteindre les objectifs suivants :

1°- L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

e) Les besoins en matière de mobilité.

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques;

5° la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

L'art L.151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme
«Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3.
Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L.131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L.131-5.
Toutefois en l'absence de SCoT, les PLU sont compatibles s'il y a lieu avec les documents énumérés au 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. (...) Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.»

L'Art L.151-4 (et suivants) décline le contenu de chacune des pièces des plans locaux d'urbanisme.

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement:»
Il s'appuie sur un diagnostic prévu par l'article L. 151-4 ; analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, la capacité de densification des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.
Il expose les dispositions qui favorisent cette densification et limitation de la consommation foncières (naturel, agricole et forestier),
Il justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) au regard des dynamiques économiques et démographiques (en l'absence de SCoT);

Si le PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L.104-1 et suivants, le rapport de présentation doit être complété en respect des articles L.104-4 et L.104-5 du CU.

Selon le Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, codifié à l'article R.121-14 du CU, il est prévu que doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale les PLU dont le territoire comporte un site Natura 2000.

La commune de Sisteron comportant des sites Natura 2000 sur son territoire, le PLU de Sisteron devrait être soumis à évaluation environnementale et faire l'objet également d'une évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation (art. L.414-4 et R.414-19 du CE). Toutefois, la procédure de PLU étant en cours d'élaboration et le PADD ayant été mis en débat au Conseil Municipal le 26 avril 2012, avant l'entrée en vigueur du Décret n°2012-995 (soit le 1er février 2013), les dispositions du décret ne s'appliquent pas à cette procédure, par conséquent le PLU n'est pas soumis à l'obligation d'une évaluation environnementale. Il devra par contre justifier de l'absence d'incidences significatives du projet de PLU sur les sites Natura 2000.

I.2.2. La hiérarchie des normes d'urbanisme

Les documents de niveaux supérieurs imposent leurs orientations à ceux de niveaux inférieurs (principe de compatibilité évoqué par l'article L.131-4 et suivants du CU). En l'absence de SCoT s'appliquant au territoire communal, le PLU doit être compatible avec les documents supérieurs qui s'appliqueraient au SCoT (art. L.131-1 et suivants du CU).

Le PLU doit être compatible avec:

- les dispositions prévues aux chapitres I et II du Titre II de la loi Montagne, et retranscrites dans le Code de l'Urbanisme aux articles L.122-1 et suivants. La loi instaure des modalités particulières d'aménagement et de protection des espaces: il s'agit de préserver les terres agricoles, pastorales et forestières, les espaces et paysages caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, et de réaliser l'urbanisation en continuité de celle déjà existante.
- les règles générales du fascicule du SRADDT de la Région PACA, pour les dispositions auxquelles ces règles sont opposables;
- la charte du Parc Naturel Régional des Barronnies, du fait que Sisteron en est l'une des Ville-portes;
- les orientations du SDAGE et les objectifs de protection du SAGE;
- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PPR inondation;
- les directives de protection et de mise en valeur des paysages;
- les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes (Plan d'Exposition au Bruit).

Le PLU prend en compte lorsqu'ils existent

- les objectifs du SRADDT, les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), les schémas régionaux des carrières, les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics, et le plan climat énergie territorial.

En l'absence de SCoT, de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU), le projet communal définira les orientations en matière d'habitat et de déplacements.

Le PLU de Sisteron prendra en compte les documents suivants:

- les orientations stratégiques de l'État définies à l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Alpes de Haute Provence,
- Le projet de territoire du Pays Sisteronais-Buëch et les documents de réflexion stratégique
- le schéma de secteur d'intérêt communautaire de la Communauté de Communes (CC) du Sisteronais (en projet, encore non réalisés)

qui sont porteurs de volontés politiques dont la commune de Sisteron est partie prenante,

- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion eaux (SDAGE du bassin Rhône Méditerranée).

Le schéma Directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) et les contrats de rivière

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau et affirme cette ressource comme un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général. Elle a mis en place des outils de planification décentralisée pour la mise en oeuvre de cette politique : les SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) et les contrats de rivière. Ces derniers sont élaborés par une Commission Locale de l'Eau. Ce document de planification élaboré de manière collective, fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau, en compatibilité avec le SDAGE.

La commune de Sisteron relève du SDAGE Rhône Méditerranée ~~Corse~~, approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009, pour la période 2010-2015, qui fixe un objectif «de bon état des milieux aquatiques». Au sein du bassin «Rhône-Méditerranée», la commune appartient au territoire «Moyenne Durance» et aux sous bassins Moyenne Durance amont, Buëch et Affluents moyenne Durance aval, pour ces trois cours d'eau principaux: la Durance, Le Buëch et le Jabron. Le SDAGE fait l'objet d'une mise à jour après un bilan de la gestion de l'eau sur la période 2010-2015. Il est approuvé le 20 décembre 2015, pour la période 2016-2021.

Aucun SAGE n'a été élaboré, cependant des contrats de rivière ont été mis en place sur le territoire communal, à savoir :

- le contrat de rivière du Val de Durance en novembre 2008 par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)
- le contrat de rivière pour le Buëch et ses affluents intitulé «Buëch Vivant Buëch à Vivre» mis en place en septembre 2008

Le SDAGE et ses orientations, ainsi que les contrats de rivière concernant le territoire communal sont présentés au chapitre «État initial de l'environnement».

Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales

- Le Contrat de Plan Etat-Région (CPER 2015-2020)

A l'issue des élections régionales de décembre 2015, le nouvel exécutif régional a souhaité ajuster le CPER qui a fait l'objet de 3 avenants. Le Contrat de Plan se structure toujours autour de 5 priorités:

- L'emploi et la jeunesse, priorités transversales pour le territoire régional
- Consolider l'économie de la connaissance et les filières stratégiques
- Dynamiser l'accessibilité multimodale
- Affirmer le cap de la transition écologique et énergétique
- Assurer un développement solidaire des territoires

- Schéma Interrégional d'aménagement et de Développement du Massif Alpin (2013-2020)

L'ensemble des forêts de Sisteron fait partie du Schéma Interrégional d'aménagement et de Développement du Massif Alpin, issu de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Ce schéma de massif fixe une vision sur les 15 à 20 ans à venir, proposant ainsi un cadre d'actions et d'interventions organisé autour de 4 enjeux. Face à la prégnance du changement climatique, des mutations socio-démographiques en cours et étant donné le changement réglementaire, la partie diagnostic a été actualisée au premier semestre 2010 pour ajuster les actions aux enjeux:

- Garantir dans la durée, la diversité et l'équilibre des ressources naturelles et patrimoniales :
- Consolider et diversifier les activités spécifiques du massif en les adaptant au changement:
- Organiser et structurer le territoire,
- Insérer les Alpes françaises dans leur environnement régional, transfrontalier et transnational:

- Le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales

Par Décret n°2015-56 du 26 janvier 2015, sont classés en parc naturel régional, pour une durée de douze ans à compter de la date de publication du présent décret, sous la dénomination de «parc naturel des Baronnies provençales», les territoires de 52 communes du département de la Drôme (pour deux tiers), et de 34 communes du département des Hautes Alpes. La Charte du parc est approuvée par ces 86 communes situées en partie ou en totalité dans le périmètre du Parc, ainsi que par les 6 communes en position de Villes-Porte du Parc dont Sisteron fait partie. Ces collectivités adhèrent au Syndicat Mixte du PNR des Baronnies Provençales et en sont membres.

La Charte du parc se fixe trois vocations ou ambitions:

- Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains,

- Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales,
- Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales.

- Le Pays Sisteronais-Buëch

Réunissant 86 communes (soit environ 26 000 habitants), le Pays Sisteronais-Buëch regroupe 9 structures intercommunales, à savoir les Communautés de Communes (CC) du Haut Buëch, Interdépartementale des Baronnies, de La Motte du Caire/Turriers, du Laragnais, de Ribiers Val de Méouge, du Serrois, de la Vallée du Jabron et du Sisteronais à laquelle Sisteron fait partie.

L'association de ces différentes CC permet aux communes de mieux agir sur leur territoire. Cette structure constitue un outil de développement et de réflexion de projets d'aménagement du territoire. Le Pays Sisteronais-Buëch a été constitué par les différentes communautés de communes afin de définir un projet de développement global et cohérent à l'échelle de leur territoire.

Adhérant à cette structure intercommunale, la commune de Sisteron doit respecter les documents mis en place par le Pays Sisteronais-Buëch, c'est à dire à la charte de développement, le contrat de territoire et les différentes études et actions menées sur ce territoire

La commune de Sisteron est concernée par l'ensemble de ces documents définissant des politiques publiques à mettre en oeuvre sur le territoire du Pays Sisteronais-Buëch

- La CC du Sisteronais

Regroupant 7 communes (Authon, Entrepierres, Mison, Sisteron, St-Geniez, Valernes et Vaumeilh), la CC du Sisteronais a été créé le 31/12/2005 pour mener des actions d'intérêt communautaire dans les domaines du développement économique et de l'aménagement de l'espace pour les compétences obligatoires, et pour la voirie, le logement et la protection et mise en valeur de l'environnement pour les compétences optionnelles.

La CC du Sisteronais et l'Etat ont permis, par la mise en place du FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce), d'apporter des subventions pour améliorer et développer l'environnement commercial des communes membres de l'EPCI. Une charte de qualité des devantures commerciales du centre ancien de Sisteron a été instituée dans le cadre du FISAC.

I.2.3. Le porter à connaissance : association de l'Etat à l'élaboration du P.L.U.

Tout au long de l'élaboration du PLU, les services déconcentrés de l'Etat portent à la connaissance de la commune les éléments de portée juridique certaine, tels que les directives territoriales d'aménagement (DTA), les servitudes d'utilité publique (SUP), les projets d'intérêt général (PIG), les protections en matière de préservation et de patrimoine applicables à Sisteron. Ils communiquent également les études techniques en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement, ou toute information et document nécessaires à l'élaboration du PLU.

Les servitudes (pour le contenu et la localisation des servitudes se reporter aux annexes).

Les types de servitudes sont transmises par :

• La DDT (Direction Départementale des Territoires des Alpes de Haute Provence) concernant les servitudes :
  - Servitude A2 relative à la pose de canalisations souterraines d'irrigation,
  - Servitude A3 pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des canaux d'irrigations et émissaires d'assainissement des terres,
  - Servitude A5 pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement.

• Le service départemental RTM (Restauration des Terrains en Montagne) : Servitude A8 relative à la protection des bois et forêts

• L'ARS (Agence Régionale de Santé) : Servitude AS1 résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales (à instaurer dans le cadre d'une DUP)

• L'EDF-pôle industrie : Servitude I2 relative à l'utilisation des cours d'eau en faveur des concessionnaires d'ouvrages.

• GRT GAZ : Servitude I3 relative à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz.

• RTE : Servitude I4 relative à l'établissement des canalisations électriques.

• TOTAL Petrochimicals : Servitude I5 relative aux canalisations de transport de produits chimiques.

• L'UDAP des Alpes de Haute Provence (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine) concernant les :
  - Servitude AC1 de protection des monuments historiques
  - Servitude AC2 des sites et des monuments naturels

• Le service des Télécommunications : Servitude PT 3 relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques.

• La SNCF : Servitude T1 relative aux chemins de fer

Les risques naturels

Le risque inondation : un plan de prévention des risques naturels prévisibles inondation (PPRn), approuvé par arrêté préfectoral le 27/06/2014, doit être intégré au PLU en tant que servitude d'utilité publique.

Le risque feux de forêt : couverte par 25 à 50 % d'espaces boisés, la commune est soumise au risque feux de forêt (aléa moyen) puisqu'elle a déjà connu en septembre 2001 un incendie ayant brûlé 127 hectares dans le massif de la Baume.

Le risque mouvement de terrain : la commune est concernée par le risque de ravinement, de glissements de terrain, de chutes de pierres ou de blocs et de retrait-gonflement des argiles.

Le risque sismique : les décrets 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010 ont modifié le zonage sismique de la France. Sisteron est une commune classée en zone de sismicité moyenne.

Les risques technologiques

Le risque industriel : la ville de Sisteron accueille sur son territoire l'entreprise SANOFI Chimie, établissement concerné par l'application de la directive «SEVESO II», seuil haut, nécessitant un Plan Particulier d'Intervention (PPI), approuvé par arrêté interpréfectoral n°2012-945 du 27 avril 2012. Les risques liés à Sanofi sont le risque d'émission de gaz toxiques et le risque d'explosion. L'arrêté préfectoral n°2011-2682 porte approbation du Plan de Prévention des risques technologiques (PPRT) pour la société Sanofi Chimie, approuvé le 28 décembre 2011. Sisteron accueillait la société BUTAGAZ, établissement classé en «Seveso seuil bas», qui est en cessation d'activités depuis le 4 mars 2016. L'usage futur de ce site est un usage industriel non-sensible.

Le risque transport de matières dangereuses (TMD) : La commune de Sisteron est traversée par l'autoroute A51, la route départementale n°4085, la voie ferrée ainsi que par le pipe-line Transalpes (transport d'Ethylène) et le pipe-line de gaz haute-pression (GDF) justifiant son classement dans le risque de transport de matières dangereuses.

Le risque de rupture de barrage : se situant à 53,5 km du barrage de Serre-Ponçon, Sisteron est concernée par le risque lié à l'onde de submersion pouvant engendrer une surélévation de 41 mètres au-dessus du plan d'eau initial.

Le PLU de Sisteron doit prendre en compte l'ensemble des risques naturels et technologiques existants sur son territoire.

Plan de prévention des risques naturels prévisibles inondation

Par arrêté préfectoral du 27 juin 2014, a été approuvé pour la commune de Sisteron, le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles pour les risques séisme, mouvements de terrain et inondation, institué comme servitude d'utilité publique et qui, à ce titre, figure en annexe du PLU. Le PPRn de Sisteron prend en considération les risques naturels induits par les inondations, les crues torrentielles, les glissements de terrain, les chutes de pierres et de blocs, par la sécheresse, les ruissellements et le ravinements. En ce qui concerne les séismes, il est simplement fait référence au zonage sismique de la France. Le risque lié au canal EDF de Sisteron ne constitue pas un risque naturel et ne relève donc pas de ce document.

Les études techniques effectuées sur le périmètre délimité le long de la Durance et ses affluents ont conduit à l'établissement du P.P.R.n qui comprend :

- la note de présentation, avec en annexe les pièces suivantes :
  - Carte de localisation des phénomènes historiques
  - Carte des aléas hydrauliques et de mouvements de terrain au 1/5 000 (3 planches)
  - Carte des aléas de retrait gonflement des argiles « sécheresse » au 1/10 000
  - Carte des enjeux
- le règlement, avec en annexe :
  - Plan de zonage réglementaire relatif aux inondations et aux mouvements de terrain au 1/5 000 (3 planches)
  - Plan de zonage réglementaire relatif au retrait gonflement des argiles « sécheresse » au 1/10 000 (1 planche)

Les risques prévisibles

L'étude des zones inondables par la Haute et la Moyenne Durance a conduit à définir sur le territoire de la commune de Sisteron, les champs d'inondation des crues de période de retour 10 ans, 50 ans et 100 ans. L'analyse des crues passées ainsi que celle des débits de crue de la Durance a permis d'établir une cartographie des zones inondables. La crue centennale est retenue comme crue de référence.

Le zonage établi selon les critères d'analyse exposés dans le rapport de présentation du PPR, permet de délimiter une zone «R» d'interdiction à l'urbanisation.

Protections réglementaires et contractuelle de l'environnement

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

Selon le site de la DREAL, le territoire communal comporte :

Réseau Natura 2000

La commune de Sisteron est concernée par Natura 2000 par la directive Oiseaux (Zone de protection Spéciale - ZPS) et la directive Habitat sur la proposition de site d'importance communautaire (pSIC) et sur des sites éligibles (inventaires préalables), comme le détaille le tableau ci-après :

Directive Habitats : Zones spéciales de conservation (ZSC)			
Code	Nom	Date de l'arrêté en vigueur	Code du site éligible d'origine
FR9301519	Le Buëch	20/11/2012-	PR23
FR9301589	La Durance	21/01/2014	PR25, PR47, PR93
Directive Habitats : sites éligibles (inventaires préalables)			
Code site	Nom		
PR39	Les Monges, cluse de Bayons, Montagne de Reiner, Montagne de Jouère, Montagne de Gache, Pierre Ecrite, le Siron		
PR41	Montagne de Lure, Montagne de l'Ubac, Pierre Impie, Roc de Gloritte, Pied du Mulet		
Directive Oiseaux : Zone de Protection Spéciale (ZPS)			
Code	Nom	Commentaires	
FR9312003	La Durance	Site redésigné par arrêté ministériel du 25/04/2006 et renotifié à l'Europe en avril 2006	

Ces différents sites sont présentés au chapitre «Etat initial de l'environnement»

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

• 5 ZNIEFF terrestre de type I- Ce sont des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable :

- ZNIEFF n° 04 100 151 «La Marquise - champ Brancou» (Code 930020014)
- ZNIEFF n°04 100 155 «Massif de la montagne de Lure» (Code 930012706)
- ZNIEFF n°04 100 157 «La moyenne Durance, de la clue de Sisteron à la retenue de l'Escale» (Code 930020016)
- ZNIEFF n°04 142 143 «La moyenne Durance, ses ripisylves et ses iscles de l'aval de la retenue de Curbans-la Saulce à Sisteron» (Code 930020373)
- ZNIEFF n°04 144 149 «Le Grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de Laragne à Sisteron» (Code 930020374)

• 5 ZNIEFF terrestres de type II- Ce sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.:

- ZNIEFF «Montagne de Gache - défilé de Pierrre Ecrite - rocher de Dromont - le Grand Adroit» (Code 930012738)
- ZNIEFF «Montagne de la Baume» (Code 930020038)
- ZNIEFF «Le Grand Buëch jusqu'à la confluence avec la Durance» (Code 930012746)
- ZNIEFF «Le Jabron et ses principaux affluents et leurs ripisylves» (Code 930020052)
- ZNIEFF «La haute Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron» (Code 930012748)

Les protections du patrimoine paysager et bâti :

La commune de Sisteron recèle un patrimoine d'intérêt historique et patrimonial, dont certaines de ces richesses ont fait l'objet d'une protection au titre de la Loi du 31 décembre 1931 sur les Monuments Historiques. Il existe deux niveaux de protection : l'inscription et le classement.

• 1 site classé :

La Citadelle de Sisteron depuis le 11/02/1925 avec une superficie de 7 ha (identifiant 93C04003)

• 2 sites inscrits :

- Le Château de la Casette et ses abords depuis le 12/05/1943 avec une superficie de 32 ha (identifiant 93I04010)
- La partie de la vieille ville à Sisteron depuis le 10/03/1944 avec une superficie de 19 ha (identifiant 93I04018)

Se référer au chapitre «les dispositifs de protection de l'environnement» pour une description détaillée de ces sites.

Les protections réglementaires liées à la biodiversité :

La commune de Sisteron est traversée par des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité identifiés par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région PACA. Ces espaces de biodiversité constituent avec les cours d'eau et les zones humides la Trame Verte et Bleue du territoire.

- 1 Corridor terrestre écologique: (code FR93CS74)
- 4 Réservoirs terrestres de biodiversité (codes FR93RS1314, FR93RS1323, FR93RS2, FR93RS2107)
- 9 zones humides appartenant aux sous bassins versant «Secteur de la Durance, de sa source au Buëch» et Secteur de la Durance, du Buëch inclus au Verdon» (codes FR93RS1186, FR93RS2637, FR93RS4947, FR93RS6068, FR93RS6160, FR93RS63112, FR93RS63113, FR93RS633211, FR93RS633222)
- 4 cours d'eau identifiés comme réservoir de biodiversité et corridor écologique (codes: FR93RL1460, FR93RL153, FR93RL1536, FR93RL687)

Un patrimoine paysager et bâti à respecter





I.3. ENCADREMENT A L'ECHELLE DE L'ETAT, DE LA RÉGION ET DU DÉPARTEMENT

Les lois SRU et Urbanisme et Habitat constituent les principales évolutions du Code de l'Urbanisme cadrant l'élaboration du PLU. Elles sont complétées en juillet 2010 par la loi Grenelle II, loi relative à l'Engagement National pour l'Environnement et la loi ALUR pour l'Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 . Toutefois, d'autres textes de portée nationale n'en demeurent pas moins incontournables dans le cadre de l'élaboration du PLU de la ville de Sisteron.

Il s'agit de définir le contexte général dans lequel la stratégie de développement de la commune de Sisteron doit s'inscrire en cohérence. Les orientations supra communales se définissent à l'aune des différents schémas régionaux, départementaux, des chartes propres aux politiques territoriales (agricole, environnementale, …), .etc

Ces stratégies constituent des lignes conductrices au sein desquelles le projet politique de Sisteron doit construire sa singularité et affirmer ses intentions. Son projet d'aménagement urbain et de développement communal prendra pour leviers les objectifs fixés par les stratégies de l'État et des collectivités, aux échelles régionales et départementales. Cette partie évoque l'ensemble des documents à prendre en considération pour l'élaboration du PLU de Sisteron.

I.3.1. L'encadrement législatif de Sisteron

La loi sur l'eau (Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau) affirme que l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Complétée en 2006 par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006) elle a pour objet de garantir la gestion équilibrée des ressources en eau dans l'intérêt général. Elle cadre l'intervention des collectivités locales dans la gestion des eaux, notamment en ce qui concerne l'assainissement.

La loi paysage (Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages) vise à assurer une meilleure prise en compte de la qualité des paysages et une maîtrise de leur évolution lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

La loi sur l'environnement (loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement) instaure les inventaires départementaux du patrimoine naturel dans un but de conservation et de restauration. Elle introduit le principe de précaution qui implique de prendre des mesures adaptées aux risques de dommages graves et irréversibles à l'environnement. La loi relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage (Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000) impose aux PLU de satisfaire aux besoins présents et futurs en matière d'habitat y compris ceux des gens du voyage. En application de la loi, et conformément au schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage des Alpes de Haute Provence, la commune de Sisteron fait partie des communes qui sont concernées par le séjour des gens du voyage.

La loi d'engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle II (Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) modifie le contenu des documents d'urbanisme, et notamment pour les PLU renforce les mesures en faveur du développement durable (gestion économe de l'espace, limitation de l'étalement urbain, diminution des obligations de déplacements, prévention des nuisances, ...). Par ailleurs, la loi affirme le PLU comme un outil au service de la préservation des ressources naturelles, de la lutte contre le réchauffement climatique et de la préservation de la biodiversité. La loi du 5 janvier 2011 fixe le délai maximal de prise en compte de ces dispositions du Grenelle à la date du 1er janvier 2016. Le PLU de Sisteron ne prend pas en compte l'ensemble des exigences imposées par la Loi Grenelle et devra donc faire l'objet d'une révision avant cette date.

La loi ALUR sur l'accès au logement et à l'urbanisme rénové (loi n°2014-366 du 24 mars 2014) impose la suppression des POS à la fin de l'année 2015 et encourage par ailleurs les collectivités à élaborer des PLU intercommunaux. Cette loi comporte de nombreuses modifications des règles de l'urbanisme, avec principalement la suppression du coefficient d'occupation des sols.

I.3.2. Les orientations stratégiques de l'Etat: le CPER 2015-2020

Les orientations stratégiques de l'Etat s'expriment sur le territoire par le biais du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) et des interventions d'accompagnement des services de l'Etat auprès des collectivités pour la mise en oeuvre des réglementations et des stratégies définies à l'échelon national.

Le CPER a pour objectif de coordonner l'action de l'Etat et de la Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur et de programmer le financement des grands projets structurant l'aménagement et le développement du territoire régional pour la période 2015-2020. Elaboré dans un contexte de crise économique et sociale, il est le vecteur de la transition écologique et énergétique de la Région avec un objectif prioritaire : soutenir le développement économique au service de l'emploi.

Conformément à la stratégie régionale définies par le SRADDT, le CPER 2015-2020 se structure autour de 5 priorités:

- L'emploi et la jeunesse, priorités transversales pour le territoire régional
- Consolider l'économie de la connaissance et les filières stratégiques
- Dynamiser l'accessibilité multimodale
- Affirmer le cap de la transition écologique et énergétique
- Assurer un développement solidaire des territoires.

L'Etat et la Région veillent, au travers du CPER, à prendre en compte les spécificités des territoires et les solidarités nécessaires entre eux en adaptant le cadre de négociation national à ces enjeux.

I.3.3. Le schéma régional d'aménagement et de développement durable du Territoire (SRADDT) de la région PACA

Document de référence, le SRADDT exprime le projet politique identifiant l'aménagement du territoire comme un domaine de convergence et d'articulation des thématiques favorisant le bien vivre ensemble au niveau régional. Cela concerne l'économie, l'écologie, la participation citoyenne, l'agriculture, l'urbanisme, l'habitat, la culture, le sport, les services....

Intitulé «Notre Région à 2030 - Le territoire comme cadre stratégique des démarches prospectives», le SRADDT comprend 3 documents essentiels, accompagnés des annexes :

- Le diagnostic prospectif territorial,
- La charte des orientations stratégiques,
- Les principes et la méthodologie de mise en oeuvre.

«Schéma des schémas», le SRADDT est un outil stratégique et opérationnel pour construire le contrat de plan État-Région et les programmes européens. La région PACA a révisé son document pour qu'il soit évolutif, adapté aux situations locales et à leurs problématiques spécifiques. Cette révision du SRADDT permet d'actualiser les orientations régionales face à trois nouveaux enjeux : le changement climatique, les disparités sociales et la solidarité entre les territoires.

Les orientations spatialisées concernent trois types d'échelle : l'échelle régionale, l'échelle des grands territoires (massif alpin, vallée du Rhône, littoral) et l'échelle des territoires de projets / espaces de convergence de l'action publique.

1. UNE RÉGION QUI FAIT SOCIÉTÉ ET QUI ACCUEILLE : LE PARI DE L'ÉGALITÉ ET DES SOLIDARITÉS TERRITORIALES

UN RÉSEAU MÉTROPOLITAIN POLYCENTRIQUE : STRUCTURER LES POLARITES, LES RELIER ET LES DÉVELOPPER

Pour l'échelle régionale, il s'agit de :

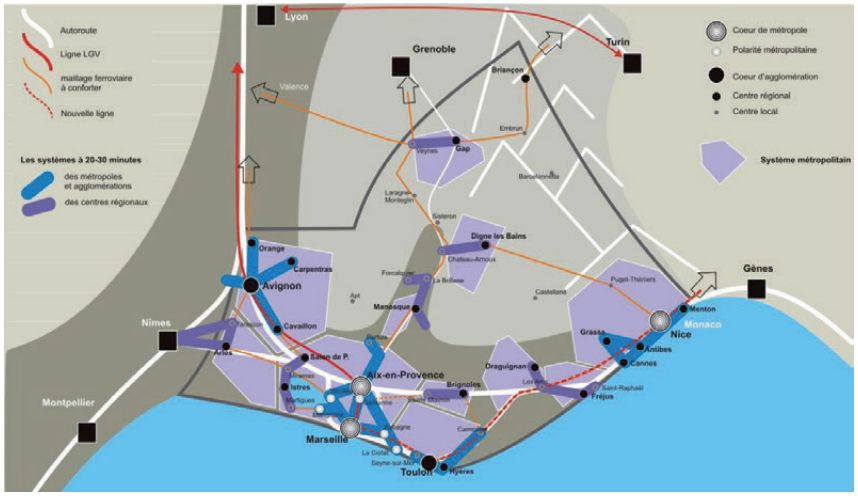
- conforter les centralités et les polarités du système métropolitain régional polycentrique
- structurer leur mise en réseau,
- assurer un meilleur accès aux services, aux emplois et aux logements pour renforcer la cohésion sociale et territoriale et de la qualité de vie.

Concernant Sisteron, il s'agit de structurer les petites villes, l'espace rural et périurbain. Le renforcement des polarités urbaines passe par la limitation de l'étalement urbain, qui consomme de l'espace, banalise les paysages et favorise les ségrégations sociales.

« Les orientations à privilégier sont notamment :

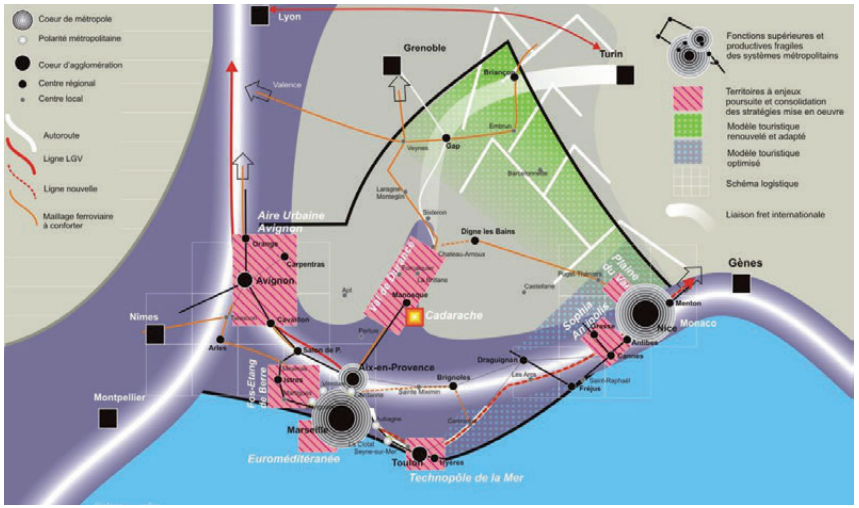
- La constitution de trames vertes et bleues comme canevas de développement de plusieurs fonctions : contenir ou développer la biodiversité ordinaire, préserver la qualité paysagère, donner des limites claires à l'urbanisation et aux zones agricoles, être le lieu privilégié pour utiliser les modes de déplacement doux.
- Les initiatives visant à faire de ces territoires peu denses, des lieux d'innovation qui peuvent apporter aux autres : laboratoire sur les mobilités et les « mobilités inversées », les télé-services, mutualisations, tiers lieux pour le travail à distance, innovation économique.

Schéma de synthèse : une organisation structurée du territoire régional



- La revalorisation des centres anciens et le développement de l'urbanisation en accroche à une urbanisation existante : ces centralités doivent être le lieu des services, de la sociabilité, et l'accessibilité à un logement abordable pour la plus grande partie de la population. Définir des échelles pertinentes d'équilibre social de l'habitat.
- Le renouvellement de l'accueil touristique, notamment là où le tourisme double, triple voire décuple la population résidente. Encourager des pratiques touristiques durables, désaisonnalisées, en articulant mieux l'habitat permanent et l'habitat temporaire (habitat modulable, évolution des modes de location, etc.).
- Le développement d'une économie locale en complément d'une économie touristique requalifiée et de l'économie sociale et solidaire modernisée.

Schéma de synthèse : le pari de nouvelles voies de développement économique



ASSURER UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INNOVANT ET SOLIDAIRE

A l'échelle régionale, il semble nécessaire de rendre lisible la structuration des pôles économiques et de valoriser leurs spécificités. Il s'agit d'émerger des écosystème économiques autour des 7 pôles majeurs au sein de la région.

Sisteron est identifiée comme un centre local, implantée au Nord du Val de Durance, territoire à enjeux. Le maillage ferroviaire traversant la commune est à conforter (cf. Schéma de synthèse : le pari de nouvelles voies de développement économique)

APPUYER LES GRANDS PROJETS ET DONNER L'IMPULSION DANS LES TERRITOIRES A ENJEUX

L'opération d'Intérêt Régional du Val de Durance s'appuie sur 3 axes stratégiques, à savoir :

- Organiser un développement urbain équilibré, pour contribuer à la cohésion sociale e améliorer l'accessibilité à l'habitat, aux services et aux emplois ;
- Construire un modèle économique durable, à partir du potentiel énergétique et industriel de la Vallée et du dynamisme de l'économie agricole, touristique et culturelle ;
- Faire de l'identité et du paysage du Val de Durance, un support d'aménagement et un vecteur de transition écologique.

ASSURER UNE SOLIDARITÉ ENTRE TERRITOIRES DANS LA PRODUCTION, LA GESTION ET LA CONSOMMATION DES RESSOURCES

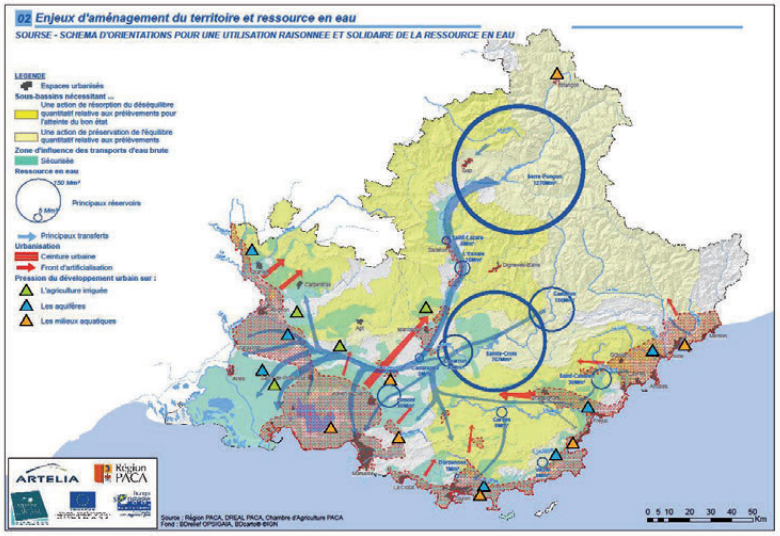
Une nouvelle répartition territoriale des ressources doit permettre de faire face aux changements climatiques et à l'augmentation de la pression urbaine. Ainsi, il est recommander de :

- Réduire les pressions d'usages en adoptant une sobriété dans les consommations,
- Limiter les pollutions, pour garantir la pérennité des ressources.
- Assurer les continuités de gestion, rapprocher la production des consommations pour limiter l'intensité des transferts, et les mécanismes de compensation.

Concernant la ressource en eau, les actions possibles peuvent être :

- Encourager des modes d'habiter plus économes en eau
- Moduler l'occupation des sols en fonction de la vulnérabilité des eaux souterraines ou superficielles
- Réguler les usages des sols en particulier entre le foncier agricole irrigué et le foncier urbain
- Exploiter toutes les économies d'eau possibles avant de solliciter de nouvelles ressources en eau
- Préserver le bon état des milieux aquatiques et la qualité des ressources en eau
- Entretenir et adapter le patrimoine du système provençal de gestion de l'eau
- Renforcer et développer localement une culture des risques naturels et renforcer la culture de l'eau

Carte des enjeux d'aménagement du territoire au regard de la ressource en eau



La retenue d'eau de Saint Lazare, au sein du territoire de Sisteron, est identifié comme un principal réservoir de ressource en eau de 5 Mm^3, permettant le transfert de la ressource en eau du Lac de Serre-Ponçon jusqu'au littoral (cf. Carte ci-dessus).

Par ailleurs, pour réduire la consommation énergétique et les émissions des gaz à effet de serre, pour améliorer la qualité de l'air et s'adapter aux impacts du changement climatique, la région a élaboré un schéma régional Climat Air Énergie (SRCAE), expliqué ci-après:

Concernant les solidarités agricoles et alimentaires, le SRADDT recommande une production régionale méditerranéenne très variée. Menacée par la pression urbaine, il serait nécessaire de :

- Préserver les terres agricoles de l'urbanisation, par des outils coordonnés, à la hauteur des pressions qui s'y exercent. (objectifs précis de réduction de consommation des terres agricoles, identification et préservation de la vocation agricole des sols dans les documents d'urbanisme, incitation à la création d'espaces publics agricoles collectifs, observatoire des prix du foncier agricole, taxation dissuasive…) ;
- Renouveler les solidarités agro-urbaines entre production agricole et alimentation locale, par l'encouragement de systèmes d'approvisionnement en produits locaux. Les expérimentations à petite échelle et en circuits courts sont concluantes. Envisager un changement de vitesse pour impliquer les marchés métropolitains et le monde agro-alimentaire ;
- Favoriser la compétitivité des productions agricoles et des industries agroalimentaires sur les marchés régional, national et international par la différenciation des produits, avec des signes d'identification de la qualité et de l'origine, et la valorisation économique des produits, en adaptation aux évolutions des marchés et aux attentes des consommateurs ;
- Maintien du pastoralisme, élément clef de l'élevage régional de qualité, et répondant à de nombreuses attentes sociétales en matière de préservation de ressources naturelles et de défense de la forêt contre les incendies ;
- Favoriser une approche environnementale globale de l'exploitation (performances énergétiques, gestion de l'eau, des déchets, contribution à la biodiversité…)
- Diversification des revenus des agriculteurs, et renouvellement des générations, en favorisant la création de nouvelles exploitations.

Le projet de territoire de Sisteron veillera à répondre à cet ensemble d'objectifs afin de garantir et valoriser les activités agricoles et les pratiques pastorales sur la commune.

2. A L'ÉCHELLE DES GRANDS TERRITOIRES INTERREGIONAUX : RELIER, PRÉSERVER, COOPÉRER

LE SCHEMA INTERREGIONAL POUR LE MASSIF ALPIN

Espace remarquable, attractif mais fragile, le massif alpin est un territoire de montagne et de piémonts, soumis à la loi Montagne puisque cet ensemble comporte des handicaps liés à l'altitude, la pente, le climat et à la difficultés d'exploiter certaines terres. Associant ressources naturelles, paysages et patrimoine, ce secteur offre une alternative à la saturation des espaces littoraux et du Rhône.

Un schéma Interrégional du massif des Alpes pour mettre en oeuvre des mesures et des financements sur la période 2007-2013. Le nouveau schéma Interrégional de Massif propose 4 axes d'orientations et d'enjeux pour le massif des Alpes :

- Garantir dans la durée la diversité et l'équilibre des ressources naturelles et patrimoniales : la richesse environnementale, «matière première» pour les activités touristiques, sont à préserver et à protéger pour développer durablement le massif des Alpes
- Consolider et diversifier les activités spécifiques du massif en les adaptant aux changements : la modernisation par l'intégration d'innovations technologiques dans l'organisation économique actuelle permettra de mettre en oeuvre des stratégies de développement durable
- Organiser et structurer le territoire : la prise en compte d'enjeux transversaux de transports durables, de services à la population et de gouvernance adaptée semble nécessaire pour assurer un développement harmonieux au sein du massif.
- Inscrire les Alpes françaises dans leur environnement régional, transfrontalier et transnational : voies de passage et espace d'émigration, le massif alpin se situe dans un vaste espace européen où un positionnement des Alpes françaises doit être défini dans cet espace alpin.

Convention alpine



Le SRADDT développe ensuite la stratégie Mer-Littoral et le plan Rhône mais Sisteron n'est pas une commune concernée par ces orientations.

3. A L'ECHELLE DES ESPACES DE CONVERGENCE DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE OU TERRITOIRES DE PROJET

LES PARCS NATURELS REGIONAUX

Dans un rapport Homme-Nature, les parcs naturels régionaux sont encouragés par la région dans la mesure où ils représentent des terres d'innovation sur «le mieux vivre ensemble». Sisteron n'appartient pas au périmètre d'un parc naturel régional, mais elle est commune membre du syndicat mixte du PRN des Baronnies Provençales en tant que «ville porte» de ce parc.

De cette façon, le projet de territoire de la commune de Sisteron devra se positionner comme une véritable «ville porte» pour valoriser son patrimoine remarquable en interface avec les Alpes et la Méditerranée.

ESPACES DE CONVERGENCE / TERRITOIRES DE PROJET : PARTAGER, RAPPROCHER, ANTICIPER

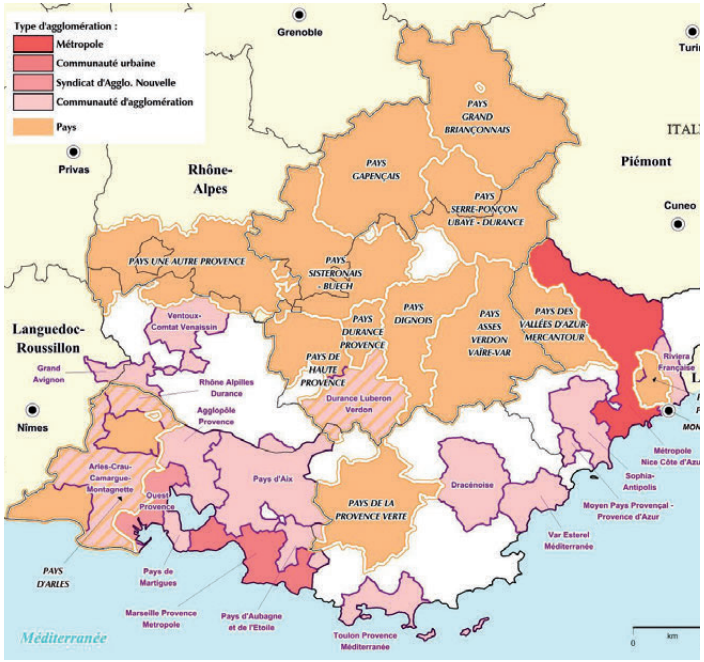
Partager et conforter la qualité de vie de proximité s'accompagne d'une politique de développement préservant les terres agricoles, assurant une mixité fonctionnelle des urbanisations en privilégiant le renouvellement urbain et les centralités urbaines et rurales existantes.

Favoriser la qualité de vie locale et le lien social développer «des solutions de mobilité durable» semble être un moyen pour faciliter la vie des habitants en réduisant par exemple les parcours production/distribution/ consommation en matière d'agriculture. L'équilibre entre emplois et actifs permettrait également de réduire les déplacements.

Anticiper les mutations et les besoins des populations et des territoires les préoccupations environnementales nécessite une politique territorialisée,
comme par exemple :

- Quantifier des objectifs localisés de **production d'énergies renouvelables** ;
- Préciser les enjeux d'intervention, à des échelles opérationnelles, pour **assurer effectivement les continuités écologiques** dont le besoin a été repéré ;
- Accompagner les territoires en transition ;
- Susciter les **innovations sociales**.

Territoires de projet : Carte des Pays et Agglomérations au 1er janvier 2013



A travers les orientations mises en place ou encouragées par le SRADDT, l'objectif affiché est de lutter contre :

- La surconsommation et la fragmentation des espaces naturels et agricoles,
- L'augmentation des nuisances et des pollutions,
- L'augmentation des inégalités socio-territoriales
- La pression sur la biodiversité et les paysages.

Le SRADDT pose ainsi les jalons pour que les collectivités territoriales agissent dans le même sens pour répondre aux nombreux défis d'un développement durable touchant l'ensemble des échelles territoriales (interrégion, région, pays, agglomérations, communes ...). Issue d'une démarche transversale, le SRADDT prend en considération l'ensemble des politiques publiques à appliquer au sein des communes.

Le projet de territoire de Sisteron devra œuvrer en cohérence avec l'ensemble des politiques publiques à mettre en place sur son territoire afin d'être en compatibilité avec l'ensemble des grandes orientations de la région issues du SRADDT. Lequel est en articulation avec les documents présentés dans les points suivants :

- SRIT (Schéma des infrastructures de transports)
- SCORAN (Stratégie d'aménagement numérique)
- SOURSE (Schéma pour une utilisation raisonnée et solidaire de l'eau)
- SRCAE (schéma climat Air Energie)
- SRB (Stratégie de la biodiversité)
- SRCE (Schéma de cohérence écologique)

I.3.4. Le Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT)

Dans sa dernière version officielle (novembre 2006), le SRIT (Schéma Régional des Infrastructures et des Transports) était une simple annexe du SRADDT (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire), contenant quelques pages avec certes de bonnes intentions en matière de transport mais sans aucune prescription. Dès 2012 lors de l'actualisation du document, le contexte législatif évoluant vers une nouvelle ré-organisation des collectivités (Réformes territoriales, redécoupage des régions, loi Métropoles, ...) a momentanément stoppé la relance du SRIT.

Evoluant certainement en SRI (Schéma Régional de l'Intermodalité), le SRIT et le SRADDT seront renforcés par le poids grandissant des régions ; ils deviendront prescripteurs pour les autres niveaux de planification.

L'approche régionale s'inscrit dans une logique de développement durable, avec :

- un développement du territoire plus équitable en assurant une desserte en transport en commun continue sur l'ensemble de la région notamment le haut pays ;
- une attractivité économique accrue grâce à un système de transport connecté et performant et des conditions de circulation véritablement améliorées dans les agglomérations ;
- un meilleur respect de l'environnement avec une réduction importante des nuisances dues aux poids lourds et aux véhicules légers notamment en ville.

Concernant les projets proposés par la Région, l'aménagement des dessertes ferroviaires des territoires de montagne, avec par exemple la réouverture de la ligne Digne Saint Auban, permettrait d'améliorer le système de transports collectifs de la région, et ainsi d'améliorer l'accessibilité de la commune de Sisteron.

I.3.5. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)

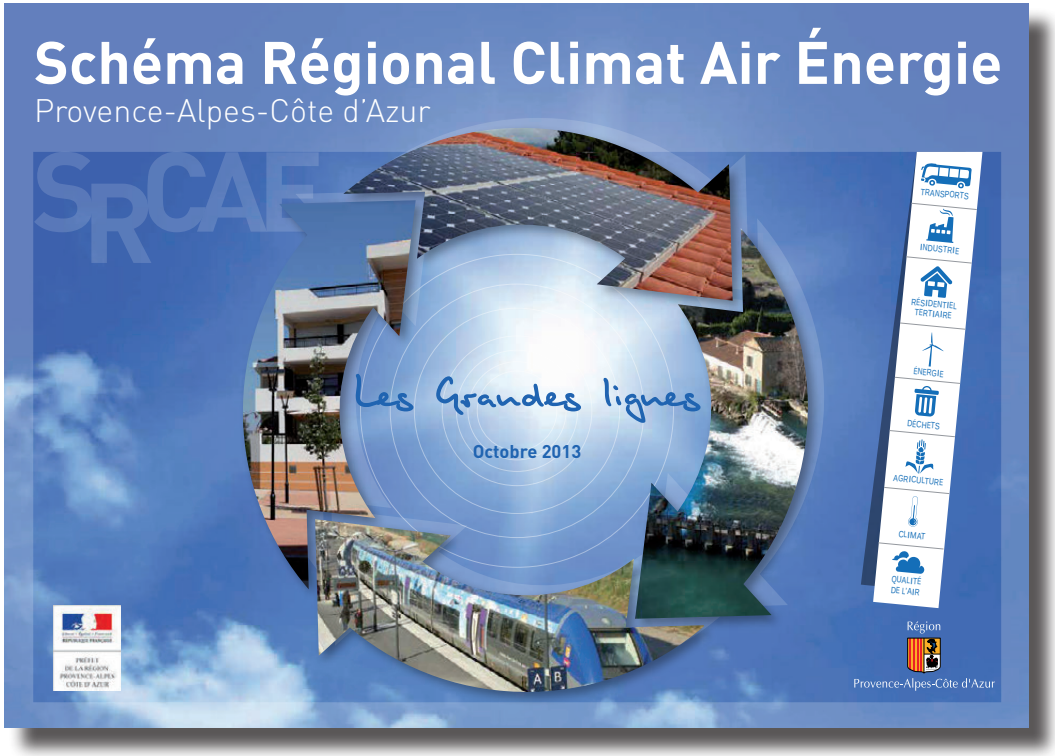
Approuvé par l'assemblée régionale le 28 juin 2013 et arrêté par le préfet de région le 17 juillet 2013, le SRCAE constitue une feuille de route pour réaliser la transition énergétique de la région PACA. Il s'agit d'une traduction régionale des objectifs nationaux et internationaux qui définissent comme objectifs pour 2020 :

- 20% de gain d'efficacité énergétique
- 23% d'énergie renouvelables dans la consommation final d'énergie
- 20% de réduction des émissions e gaz à effet de serre.

Orientations du SRCAE :

- Mobiliser les collectivités dans la planification et la réflexion globale : spécifique (Plans climats), générale (usage des outils d'urbanisme ou d'aménagement), ou expérimentales (dispositif ZAPA (Zones d'actions prioritaires pour l'air) etc.) ;
- Promouvoir dans l'aménagement urbain une structuration des formes urbaines qui favorise l'utilisation des **transports en commun**, et qui produise des espaces et des bâtiments globalement adaptés au climat futur et limitant le recours à la climatisation et au chauffage ;
- Faire des choix de **gestion foncière et d'aménagement urbain anticipant l'accroissement des risques naturels et l'émergence de nouveaux risques**, incluant les options de retrait stratégique dans les zones inondables et/ou soumises aux zones de submersion marine ;
- Développer un **maillage adapté de transports en commun** de qualité et favoriser le **développement des modes de déplacement doux** ;
- Porter une attention à la **qualité thermique et environnementale des constructions neuves** et réhabiliter les bâtiments existants en ciblant en priorité les bâtiments les plus énergivores, qui contribueront à lutter contre la précarité énergétique ;
- **Améliorer l'efficacité énergétique dans l'industrie** et développer l'ensemble des **énergies renouvelables** en optimisant chaque filière, en conciliant la limitation des impacts environnementaux et paysagers et le développement de l'emploi local ;
- Adapter les **filières agricoles et les pratiques sylvicoles** pour faire face aux contraintes exercées par le changement climatique et **favoriser les techniques moins émettrices de GES et de polluants**.

Document d'orientations stratégiques, le SRCAE est décliné de manière opérationnelle dans le Plan Climat-Energie Territorial (PCET) élaboré par le département des Alpes de Haute Provence détaillé ci-après





I.3.6 La Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Dans un contexte où on estime que plus de la moitié des espèces aura disparu avant le milieu du XXIème siècle, on observe que les stratégies proposées jusqu'à maintenant en matière de protection de la biodiversité ont abouti à des échecs et ceci à tous les niveaux (international, Europe, France...)

Face à ce constat, la Région PACA a lancé en 2010 l'élaboration de sa stratégie régionale pour la biodiversité en expliquant qu'elle est présente partout et qu'elle concerne l'ensemble des politiques sectorielles. Le 10 décembre 2010 la délibération du conseil régional énonce avec une forte portée politique :

- Que la biodiversité est un moteur de la qualité de vie et de l'attractivité sociale, culturelle et économique du territoire régional ;
- Que la Région entend prendre une part active dans la préservation et le développement de cet atout essentiel ;
- Qu'elle souhaite mettre la biodiversité au cœur de ses politiques générales et sectorielles en l'intégrant dans tous les domaines socio-économiques et culturels ;
- Qu'une telle démarche doit se conduire dans une relation de concertation, de partenariat et de collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire dans le cadre d'une gouvernance partagée.

La Région désire faire émerger un nouveau modèle de développement, dans lequel la biodiversité soit mieux connue, préservée et valorisée.

Concernant la biodiversité, la Région a mis en place le Schéma Régional de Continuités Écologiques (SRCE) afin de préserver et de remettre en bon état l'ensemble de la trame verte et bleue du territoire régional, insérée dans une échelle plus vaste. Le SRCE a été approuvé le 26 novembre 2014 par arrêté préfectoral n°2014330-0001.

«Les enjeux de mise en valeur, de préservation ou de restauration des milieux écologiques seront différenciés selon sept types de territoires en combinant la réduction des pressions et la restauration de continuités :

- Continuité majeure de dimension régionale et internationale à préserver dans le massif alpin et ses vallées ;
- Pressions majeures sur les continuités régionales à atténuer, autour des grandes infrastructures routières et autoroutières ;
- Restaurer les fonctionnements des continuités écologiques le long du Rhône et de la Durance ;
- Conserver et restaurer une ceinture verte autour des grandes aires urbaines « sur-artificialisées » notamment entre Fos-sur-Mer et Toulon ;
- Maintenir la fonctionnalité de l'éco-complexité terre-mer dans le delta du Rhône ;
- Conserver des connections terre-mer, par des réservoirs de biodiversité littoraux et marins connectés.»

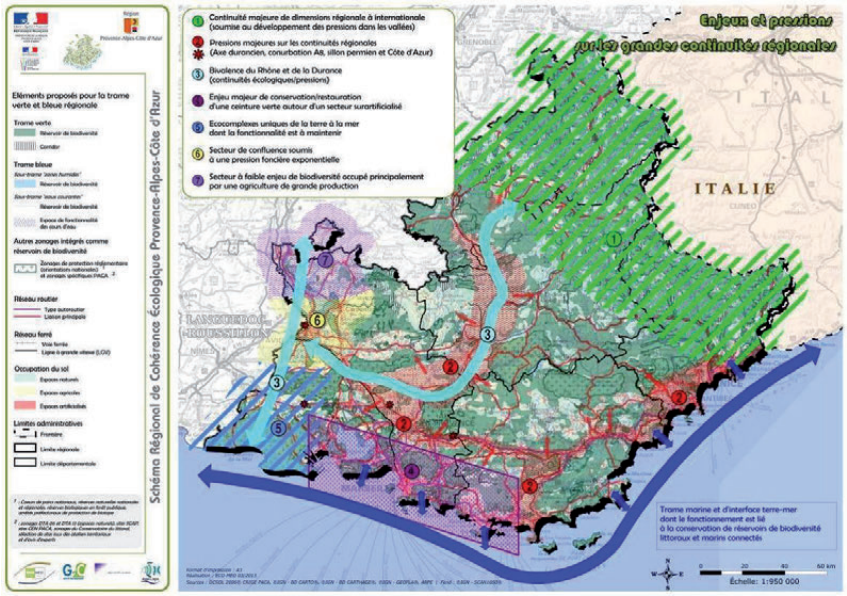
Sisteron est une commune localisée à la jonction de trois territoires dans la région :

- les Préalpes de Digne à Gap, concernant sur la commune la rive gauche de la Durance
- les Baronnies orientales, concernant la rive droite de la Durance, de la vallée du Jabron jusqu'au Buëch
- les Massifs du Ventoux - Lure, concernant le Sud-Est de la commune

Conformément aux articles L.131-1, L.131-2 et L131-7 du code de l'urbanisme, en l'absence de SCOT, le PLU doit prendre en compte le SRCE. De cette façon, le PLU de Sisteron devra considérer l'ensemble des orientations et recommandations au sein du SRCE afin de garantir la préservation et le maintien des grandes continuités écologiques existantes sur le territoire communal.

Le SRCE est un document d'échelle régionale et son niveau d'opposabilité est la «prise en compte». Le PLU doit se référer au SRCE, document de norme supérieure, et doit répondre à une obligation de compatibilité sous réserve de dérogations motivés. Cette notion appelle la prise en considération des orientations générales du

Carte des enjeux et pressions sur les grandes continuités régionales du SRCE



SRCE, et la recherche d'une conciliation, lorsque cela s'avère nécessaire, entre les dispositions du schéma et celles du PLU. Cela ne conduit pas pour autant à imposer l'absence de contrariété.

I.3.7. La Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)

L'accès aux infrastructures numériques à Très Haut Débit est porteur d'enjeux économiques et de société. De cette façon, l'État, la région et la Caisse des Dépôts et Consignations ont élaboré la SCORAN entre décembre 2010 et août 2011 pour permettre un accès pour tous.

Après avoir établi un diagnostic des besoins de débit, un état des lieux et les perspectives de l'offre de services de communications électroniques, une modélisation de scénario technico-économique de couverture du territoire régional, le SCORAN a abouti à la définition d'orientations pour les acteurs publics.

Il existe actuellement une grande disparité entre la zone littorale et le haut pays : les départements des Bouches-du-Rhône et des Alpes Maritimes sont quasiment couverts avec 92 à 95% des lignes alors que pour les départements des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes seulement 25% et 17% des lignes respectivement sont desservies.

Après une longue concertation entre les acteurs et les collectivités, le SCORAN désire «*garantir un accès équitable des citoyens à la société de l'information en luttant contre les risques de fracture numérique, avec trois objectifs poursuivis :*

- L'ensemble de la population régionale sera couverte en très haut débit (fibre) en 2030.

- Dès 2020, des initiatives publiques complémentaires aux déploiements des opérateurs privées permettront de couvrir en fibre 70 % au moins de la population de chaque département.

- En 2020, la population régionale et les entreprises non desservies en fibre pourront néanmoins accéder à un service triple play (internet, téléphonie, télévision haute définition), grâce à l'utilisation de technologies alternatives.»

Le coût de ces objectifs est estimé à 940 millions d'euros en 2030.

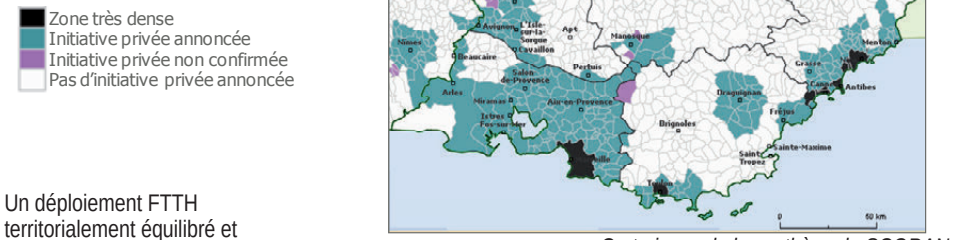
Sisteron ne sera pas une commune couverte par les opérateurs en FTTH à l'horizon 2020.

Un déploiement FTTH territorialement équilibré et un accès Triple Play pour tous sera mis en place sur la région PACA en 2030.

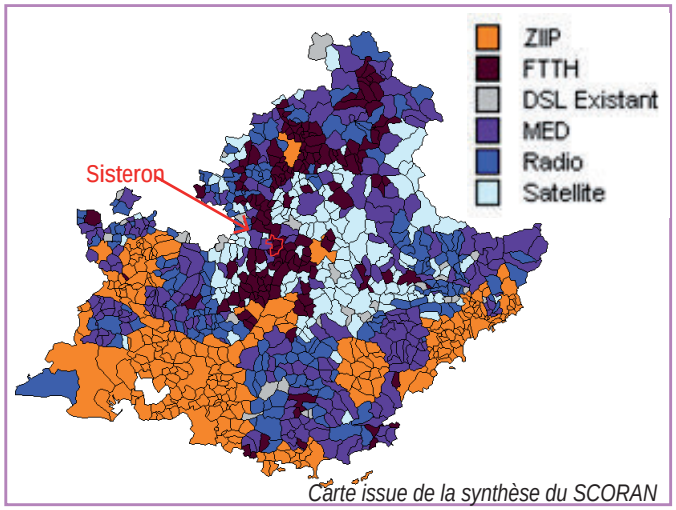
Sisteron sera alors une commune desservie par le FFTH.

Le PLU de Sisteron devra prendre en considération les orientations du SCORAN concernant la couverte numérique du territoire communal.

Communes couvertes par les opérateurs en FTTH à horizon 2020 (annonces AMII)



Carte issue de la synthèse du SCORAN



Carte issue de la synthèse du SCORAN

I.3.8. Le Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de l'Eau (SOURSE)

Pour faire face aux défis de la transition écologique et du changement climatique, la région PACA, en partenariat avec l'État et l'Agence de l'Eau ont initié depuis 2009 le Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de l'Eau (SOURSE).

Le SOURSE se décline en 5 volets : le rapport de synthèse, les zooms territoriaux, l'atlas cartographique, le livret des contributions des partenaires et la note de cadrage pour une stratégie régionale sur les eaux souterraines.

Une stratégie à l'échelle régionale a été mise en place afin de répondre aux deux objectifs majeurs, à savoir :

- Garantir durablement l'accès à l'eau pour tous en Provence-Alpes Côte d'Azur.
- Définir les conditions d'une gouvernance régionale de l'eau.

Les objectifs secondaires sont :

- Préciser les connaissances sur la ressource et ses diverses exploitations, ses modalités de renouvellement en lien avec le fonctionnement des milieux aquatiques et l'évolution des activités qui y sont liées à l'horizon 2030 ;
- Identifier de nouvelles propositions d'intervention à l'échelle du territoire régional en matière de gestion durable de la ressource en eau ;
- Identifier les leviers pour orienter ou réorienter les modes de gestion si nécessaire ;
- Renforcer la prise de conscience et l'implication des acteurs locaux pour une nouvelle gouvernance partagée et mutualisée ;
- Mettre en perspective le cadre d'analyse ainsi dégagé avec les évolutions potentielles des secteurs d'activités et des territoires

Concernant Sisteron, la commune fait partie du bassin versant de la Moyenne Durance.

Les enjeux et les priorités stratégiques pour le territoire de la Moyenne Durance présentés ci-après sont issus du document SOURSE «Zooms territoriaux»

ENJEUX :

Adéquation Besoin-ressources : «*Les besoins sont essentiellement couverts par les transferts du système Durance-Verdon, via le canal usinier et les réseaux (SCP et autres ASA) qu'il alimente: il y a donc une forte dépendance du territoire à ces apports extérieurs, qui se substituent en partie à sa ressource en eau superficielle « naturelle » (Durance) tout en améliorant l'accès du fait des aménagements. Les ressources souterraines locales sont quant à elles très sollicitées par l'AEP et l'industrie.*

A noter que la sécurisation ne concerne pas les affluents, dont la ressource locale apparaît insuffisante par rapport à leur niveau de sollicitation actuelle. La pollution rencontrée en aval d'ARKEMA pose la question de la sécurisation des ressources en eau potable.»

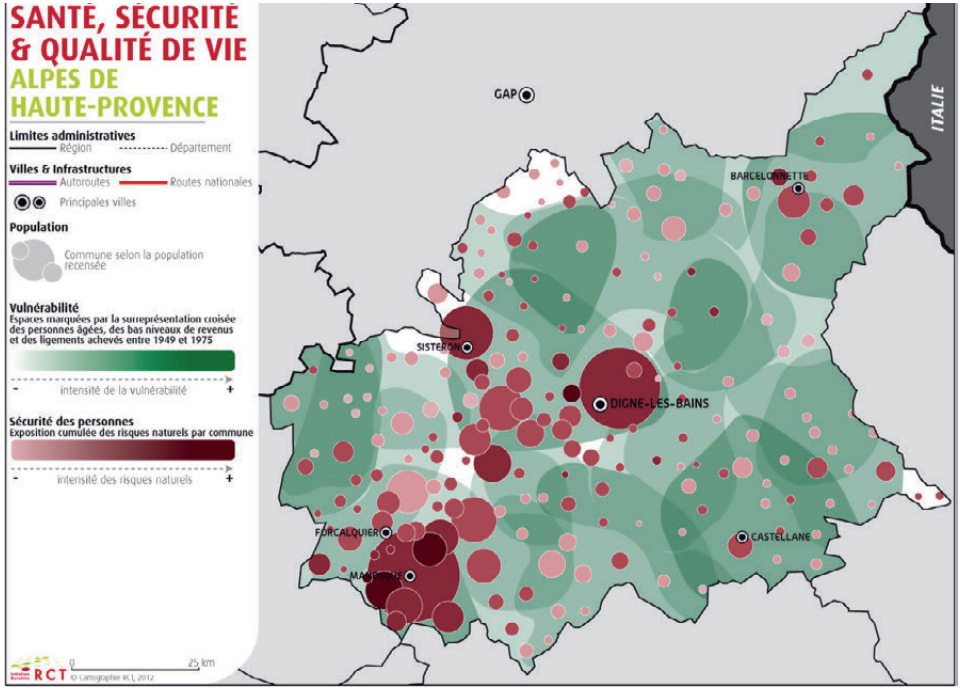
Usages : *Des usages accrus des ressources en eau sont à prévoir en lien avec le développement important du Val de Durance (influence du bassin d'emplois d'Aix-Marseille, projet ITER, réseaux routiers). L'agriculture se trouve concurrencée par une forte pression foncière en fond de vallée, qui tend à la « repousser » sur les coteaux : cela pose la question du devenir de l'irrigation gravitaire, qui contribue notablement à l'alimentation de la nappe de Durance. Les besoins industriels sont importants et susceptibles d'augmenter avec le projet ITER à Cadarache.*

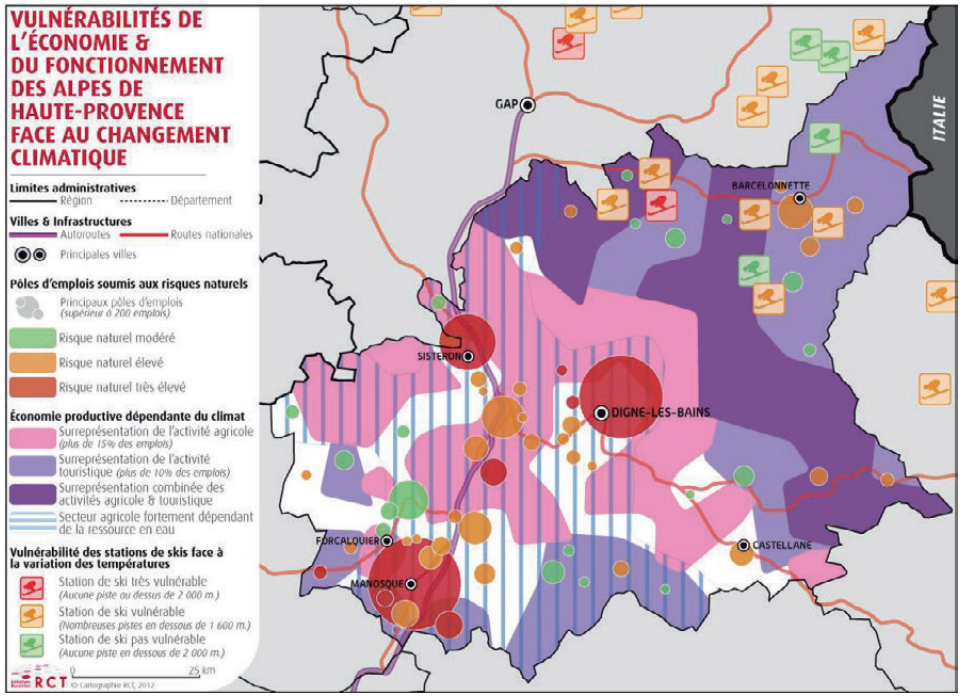
Les prélèvements des canaux de la Moyenne Durance influencent directement la ressource disponible à Cadarache pour les canaux de la CED et, par conséquent, la sollicitation de la réserve agricole de Serre-Ponçon et la cote estivale

REPONSES :

Priorités stratégiques :

- *Réaliser des économies d'eau sur l'irrigation (étude de la pertinence/ faisabilité de du passage sous pression des périmètres ne l'étant pas encore, sélection de variétés culturales peu demandeuses en eau, régulation optimisée des canaux) tout en maintenant les équilibres permettant la recharge de la nappe de Durance.*
- *Réaliser des économies d'eau par réduction de la consommation dans le patrimoine public et une amélioration des réseaux, et par diminution des besoins en eau potable de la population annuelle et estivale.*
- *Accompagner les ASA face aux enjeux de la pérennisation et de la multifonctionnalité des canaux d'irrigation gravitaire dans un contexte de forte pression foncière.*





- *Poursuivre les efforts de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux, notamment par la lutte contre les pollutions diffuses et la restauration physique des cours d'eau (chasses de décolmatage et transparences de barrage notamment).*
- *Intégrer les aspects liés à l'eau (disponibilité, capacité d'alimentation et protection des ressources) pour définir la capacité d'accueil du territoire dans les documents d'urbanisme ; de manière générale, lutter contre l'étalement urbain. **
- *Trouver des solutions de diversification de la ressource en eau pour certains secteurs sensibles*
- *Délimiter le domaine public fluvial*
- *Inscrire ce territoire dans une politique de gestion globale, concertée et équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant de la Durance, notamment pour la régulation de la retenue de Serre-Ponçon*
- *Définir et mettre en oeuvre une politique de gestion de la nappe alluviale*

De cette façon, le projet de territoire de Sisteron devra être en cohérence avec l'ensemble des documents du SOURSE pour assurer un développement harmonieux face aux problématiques liées à l'eau.

I.3.9. Le Plan Climat-Énergie Territorial (PCET)

Initié en 2011, il s'inscrit dans la continuité des actions du Conseil Général, concrétisées notamment par l'agenda 21. Le PCET permet de mettre en place au niveau du département des mesures et des actions visant à faire face aux enjeux globaux liés aux changements climatiques, à l'érosion de la biodiversité et au creusement des inégalités. L'objectif est la réduction des gaz à effet de serre pour limiter l'impact du territoire sur le climat en consommant moins d'énergie et en faisant évoluer les modes de transports et en développant les énergies renouvelables.

On observe dans le département du 04 une tendance à l'augmentation des températures, une évolution du régime des précipitations et une dégradation importante des conditions d'enneigement. Face à ces dysfonctionnements, le département semble malgré tout moins vulnérable face aux impacts des canicules comparé aux autres départements de la région PACA, du fait de sa faible densité de population, de la proximité des espaces naturels et de l'altitude. Par contre, la population vieillie, les risques d'allergies au pollen augmentent, le parc de logement ancien affichent de faibles qualités thermiques et le département est touché par des masses d'air pollué provenant des Bouches-du-Rhône.

Par ailleurs, précisons que l'offre de soins conditionne la capacité d'adaptation du territoire aux impacts du changement climatique. Dans le département, on observe une bonne couverture des services de santé de proximité mais un déficit de services spécialisés.

Les cartes ci-contre donnent un aperçu des vulnérabilités sur le département :

- Sur la 1ère carte, «Santé, sécurité et qualité de vie», Sisteron représente un espace de vulnérabilité puisqu'il s'agit d'un secteur urbanisé pour leur exposition aux risques naturels. En effet, Sisteron se positionne dans une exposition moyenne pour les risques naturels inondations et mouvements de terrain et dans une exposition forte pour les risques naturels feux de forêt et les retraits et gonflements d'argile.

- Sur la 2ème carte, «Vulnérabilité de l'économie et du dysfonctionnement des Alpes de Haute Provence face au changement climatique», Sisteron constitue, après les villes de Dignes-les-Bains et de Manosque, un principal pôle d'emplois exposés aux risques naturels pouvant être aggravés par le changement climatique. Par ailleurs, la commune s'insère au sein d'un territoire rural et montagnard dépendant largement de l'agriculture, activités dépendantes des conditions climatiques et des ressources naturelles.
Précisons que, pour la ressource en eau, on observe en été une diminution de la ressource au moment où elle est le plus sollicitée, autant par la consommation des habitants et des gens de passage que par l'irrigation pour l'agriculture.

Le département énonce les recommandations d'adaptation pour anticiper les changements climatiques, à savoir :

- Développer la connaissance locale du changement climatique
- Sensibiliser et former les acteurs en fonction de leurs compétences
- Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques départementales et locales
- Mieux partager la ressource en eau en situation de forte tension

Plusieurs pistes d'amélioration existent :

- Améliorer les connaissances et le suivi de l'évolution des ressources en eau et des usages
- Mener un programme de réduction des fuites sur les réseaux d'eau potable
- Agir ponctuellement sur les interconnexion des réseaux
- Réduire les consommations en eau potable des équipements des collectivités
- Favoriser la réduction de la consommation en eau potable des ménages
- Évaluer les besoins en eau associés aux projets
- Sensibiliser les acteurs du tourisme et promouvoir un modèle touristique adapté
- Faire du confort d'été un nouveau paramètre du développement touristique

Face aux risques naturels et événements climatiques extrêmes :

- Développer la connaissance locale des impacts du changement climatique sur les risques
- Mettre à niveau les dispositifs de prévention des risques et de gestion des crises climatiques
- Créer / recréer une culture du risque
- Renforcer l'attractivité du département dans un contexte de changement climatique en proposant un modèle d'aménagement urbain durable et anticiper l'évolution des besoins énergétiques liée au confort d'été du secteur résidentiel.

Favoriser les migrations d'espèces et l'adaptation de la biodiversité :

- Observation et suivi : pérenniser les réseaux, organiser des échanges d'information
- Identifier les zones refuge pour la biodiversité et les préserver
- Sensibiliser la population et le grand public sur la biodiversité
- Encourager une gestion des espaces communaux de lutte conter les espèces envahissantes
- Maintenir une agriculture garante de la biodiversité
- Garantir la pérennité des zones humides naturelles les plus importantes

De cette façon, le PLU devra prendre en considération l'ensemble des recommandations du département pour limiter les impacts de l'aménagement de son territoire sur le climat.

I.3.10. L'agenda 21 des Alpes de Haute Provence

Le conseil général des Alpes de Haute Provence a engagé fin 2005 sa démarche Agenda 21, premier programme d'actions, adopté en juin 2006, pour introduire des actions en faveur du développement durable sur son territoire.

Le plan d'action «Agenda 21» a été élaboré afin de répondre à 5 finalités essentielles :

1. la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et générations
2. la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources
3. un développement responsable
4. l'épanouissement de tous
5. la lutte contre le changement climatique

Le département a obtenu, au titre de la stratégie nationale de développement durable, un label «Agenda 21 local France», distinction remise à l'occasion de la 5ème session de reconnaissance des «projets territoriaux de développement durable et agendas 21 locaux».

Les priorités de l'Agenda 21 des Alpes de Haute Provence sont :

Agir pour les activités et les emplois dans les bassins de vie
Promouvoir une agriculture durable et viable
Développer un tourisme en équilibre avec les habitants et les milieux
Favoriser la prévention et la réduction des déchets à la source
Favoriser une mobilité raisonnée dans les territoires
Promouvoir une gestion rationnelle de l'eau
Réduire l'empreinte énergétique du territoire départemental
Renforcer la solidarité avec les personnes isolées et leur insertion sociale
Intervenir dans les domaines de l'éducation et de la culture pour sensibiliser le grand public
Promouvoir un urbanisme respectueux de l'environnement et plus soutenable
Agir au quotidien en tant que collectivité exemplaire
Mieux connaître et préserver la biodiversité départementale

Sur le terrain, l'Agenda 21 se traduit par :

- l'amélioration du tri et valorisation des déchets au sein des services départementaux
- la création d'un guide éco-responsable pour les agents du Conseil général
- la création de ressourceries dans le département à Sainte-Tulle, et sur le périmètre Digne-les-Bains / Château-Arnoux / Sisteron.

I.3.11. Les schémas régional et départemental des carrières

L'extraction de matériaux (granulats, ocre, pierre de taille, ...) est une activité engendrant de fortes contraintes environnementales liées à la stabilité des sols. Avec plus de 160 exploitations de carrières dans la région PACA, environ 32 millions de tonnes de matériaux ont été extraits du sous-sol en 2009. La répartition des carrières est variable dans la région, avec des productions élevées dans les Bouches-du-Rhône et très faible dans l'arrière pays. Le schéma départemental des carrières des Alpes de Haute-Provence établi par le BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière) dans le cadre de ses actions de services publics, approuvé en 2002 avec une mise à jour approuvée par le préfet le 30 janvier 2008, recense les gisements de matériaux exploités ou exploitables.

Aucun gisement exploitable n'est recensé sur la commune de Sisteron dans le schéma départemental des carrières.

I.3.12. Le Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales

Les Baronnies Provençales se situent aux confins de deux grandes régions, pour les deux tiers en Rhône-Alpes, sur le département de la Drôme, et pour un tiers en Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur le département des Hautes-Alpes. Ce territoire montagnard excentré reste à l'écart des grandes voies de communication et des agglomérations. Ce contexte géographique contraignant a permis de conserver une richesse biologique particulièrement épargnée et des structures paysagères originales, associées à une grande diversité de productions traditionnelles qui justifient sa reconnaissance en Parc Naturel Régional.

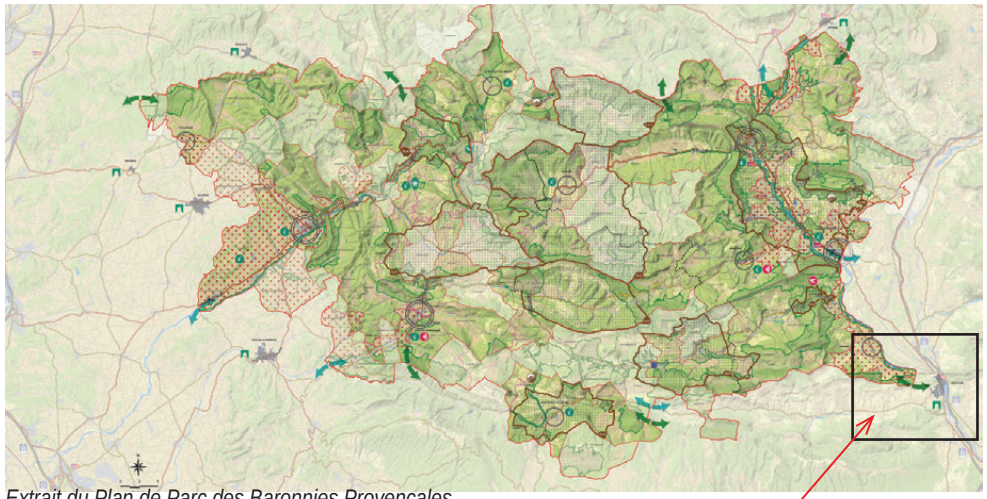
Après délibérations de la plupart des collectivités concernées (8 communautés de communes représentant 105 communes du périmètre, 14 communes non fédérées, 7 communes villes-portes, la Région PACA, la Région Rhône-Alpes, les départements de la Drôme et des Hautes Alpes) par arrêté du 30 mars 2007, le Préfet de la Drôme crée le Syndicat Mixte de préfiguration d'un Parc Naturel Régional et d'aménagement des Baronnies Provençales.

La réalisation d'un diagnostic territorial partagé du territoire fonde le projet de territoire sur la base des enjeux identifiés. La Charte du Parc a été élaborée dans la concertation (avec les conseils municipaux, la population, les associations et acteurs socio-économiques) puis soumise à enquête publique, et adoptée en comité syndical le 26 avril 2011.

L'approbation de la Charte est un acte volontaire, qui a valeur de contrat entre les collectivités signataires. La mise en oeuvre de la Charte relève bien de la responsabilité de toutes les collectivités et des EPCI qui l'ont approuvée. La loi lui confère une portée juridique: les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations et mesures de la Charte (art. L.333-1 et R.333-13 du code de l'environnement).

La Charte comporte deux documents étroitement liés: le rapport de Charte et le plan de Parc qui exprime le projet commun aux acteurs du territoire et traduit spatialement les orientations et mesures définies dans le rapport de la Charte. La Charte comporte 3 ambitions et 12 orientations:

- Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains
- Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales
- Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales.



Extrait du Plan de Parc des Baronnies Provençales



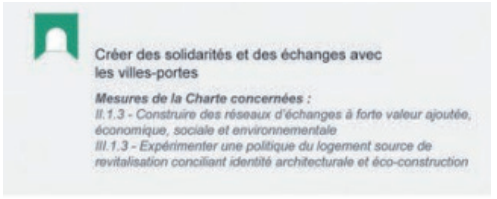
La ville-porte de Sisteron est concernée par les mesures suivantes :

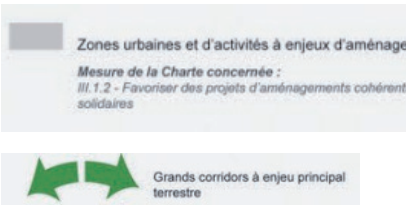
Conforter les activités et les modes d'occupation durables du territoire:

- Créer des solidarités et des échanges avec les villes-portes/ Mesures de la charte concernées:
  - II.1.3. Construire des réseaux d'échanges à forte valeur ajoutée économique, sociale et environnementale
  - III.1.3. Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et éco-construction
- Zones urbaines et d'activités à enjeux d'aménagement/ Mesure de la charte concernée
  - III.1.2. Favoriser des projets d'aménagements cohérents et solidaires

Préserver la biodiversité et les fonctionnalités écologiques

- Réseau de grands corridors à préserver/ Mesure de la charte concernée
  - I.1.4. Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux





Afin d'assurer la cohérence entre les normes et les politiques sectorielles d'urbanisme et d'aménagement, le projet de la commune de Sisteron doit être compatible avec la législation et l'ensemble des documents supra-communaux, et ce à toute les échelles (internationale, nationale, région, département, pays, communauté de communes, canton, etc.)

En l'absence de SCoT (schéma de cohérence territoriale), le projet de territoire de la commune de Sisteron devra être compatible avec:

- les dispositions de la Loi Montagne,
- les règles générales du SRADDT (schéma régional d'aménagement et de développement durable du Territoire)
- la Charte du Parc naturel régional des Baronnies Provençales,
- les orientations fondamentales du SDAGE Rhône Méditerranée
- les objectifs de gestion des contrats de rivière du Val de Durance, et du Buëch et ses affluents
- les objectifs de gestion et les orientations fondamentales et dispositions du PPRN inondation

Il devra prendre en compte:

- les objectifs du SRADDT (schéma régional d'aménagement et de développement durable du Territoire)
- le SRCE (Schéma de Régional de Cohérence Écologique),
- les programmes d'équipements de l'Etat et des collectivités territoriales (Pays Sisteronais-Buëch et communauté de communes du Sisteronais) exprimés à travers .

- le SRCAE (schéma régional Climat Air énergie)
- le SRIT (Schéma Régional des Infrastructures et des Transports)
- le PCET (Plan Climat-Énergie Territorial)
- L'agenda 21 des Alpes de Haute Provence
- la SCORAN (Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement Numérique)
- le SOURSE (Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de l'Eau)
- le schéma Interrégional d'Aménagement et de Développement du Massif Alpin

(liste non exhaustive)

II. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.1. ETUDE PAYSAGERE



II.1.1. Préambule et objectifs de l'étude paysagère

Selon la loi du 8 juillet 1993, portant sur la protection et la mise en valeur des paysages, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en compte «la préservation de la qualité des paysages, en identifiant, délimitant les quartiers, les rues, monuments, sites, éléments de paysage, sites à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique et de définir les prescriptions de nature à assurer leur protection.»

Cette étude a donc pour objectifs :
- de caractériser et de comprendre les paysages de la commune de Sisteron.

- d'évaluer leur sensibilité en appréhendant les tendances d'évolution et leur traduction paysagère

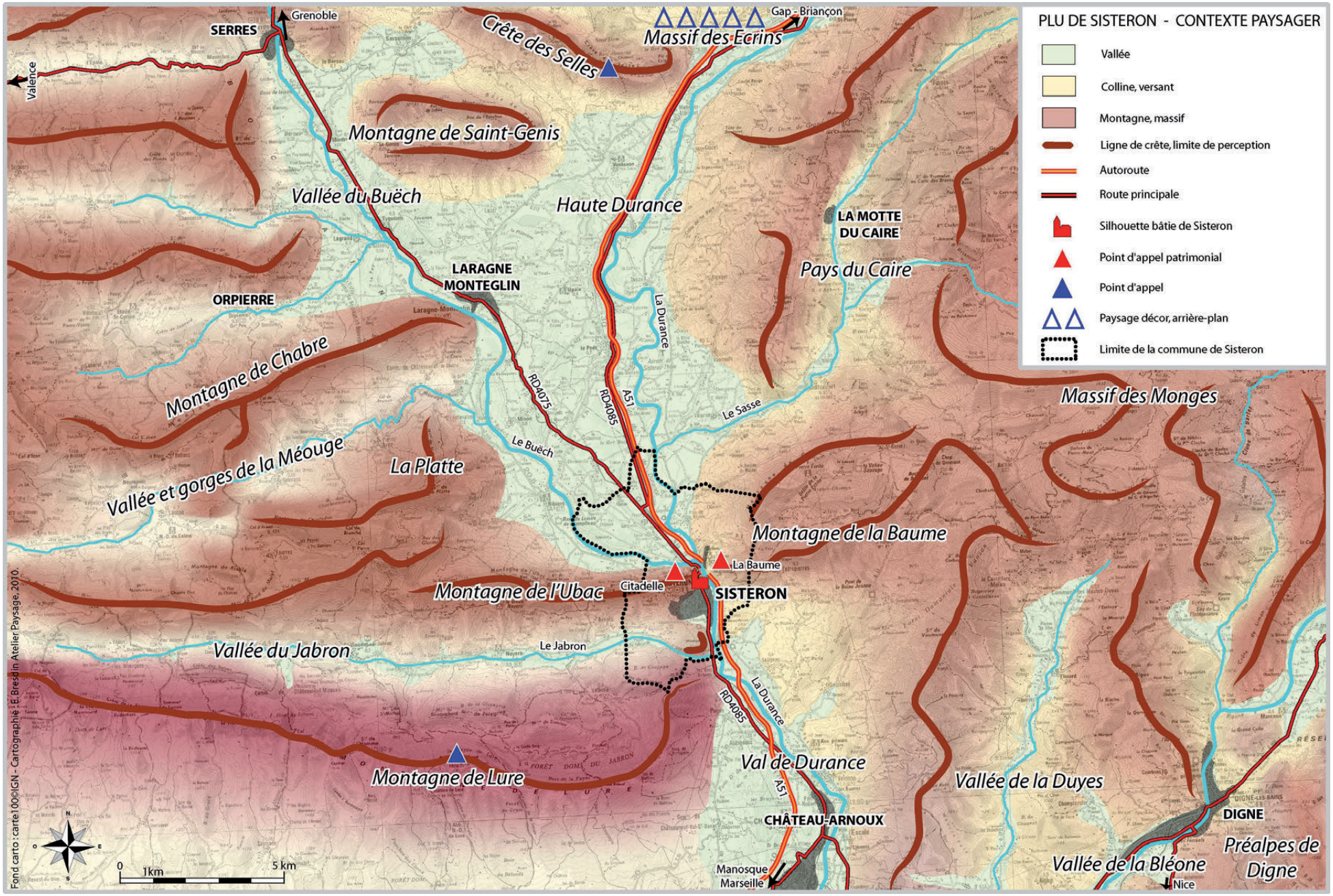
– de définir quels sont les espaces à préserver ou à valoriser.

Ce document se présente en deux parties.

La première s'attache à donner une vision globale de la commune.

Cette approche permet de définir les points particuliers et les unités paysagères qui composent le territoire, c'est à dire les espaces homogènes en terme d'organisation, de fonctionnement, de relations visuelles et d'ambiances.

La deuxième partie met en évidence les enjeux paysagers et conclut sur la synthèse des orientations et recommandations.


PLU DE SISTERON - CONTEXTE PAYSAGER
Vallée
Colline, versant
Montagne, massif
Ligne de crête, limite de perception
Autoroute
Route principale
Silhouette bâtie de Sisteron
Point d'appel patrimonial
Point d'appel
Paysage décor, arrière-plan
Limite de la commune de Sisteron
Grenoble
SERRES
Valence
Gap - Briançon
Crête des Selles
Massif des Ecrins
Montagne de Saint-Genis
Vallée du Buëch
Haute Durance
LA MOTTE DU CAIRE
Pays du Caire
LARAGNE MONTEGLIN
ORPIERRE
Montagne de Chabre
Vallée et gorges de la Méouge
La Platte
Massif des Monges
Montagne de la Baume
La Baume
Citadelle
SISTERON
Montagne de l'Ubac
Vallée du Jabron
Le Jabron
Montagne de Lure
Val de Durance
Vallée de la Duyes
CHÂTEAU-ARNOUX
DIGNE
Préalpes de Digne
Vallée de la Bléone
Nice
Manosque
Marseille
RD4075
RD4085
A51
La Durance
Le Buëch
Le Sasse
Fond carto : carte100©IGN - Cartographie : E. Bresdin Atelier Paysage, 2010.
0
1km
5 km

II.1.1.1. Le contexte paysager

Sisteron, situé entre Provence et Dauphiné est un seuil entre deux pays, deux climats. Le site est exceptionnel de par la configuration des synclinaux, la construction de la citadelle, l'implantation de la ville en bord de la Durance.

La ville, dominée par sa citadelle, veille sur l'une des clues les plus remarquables de la Durance.

Le territoire communal est délimité visuellement au Nord par les sommets alpins qui ferment la vaste plaine de la Durance.

Au Sud se dresse la silhouette de la montagne de Lure et les montagnes de l'Ubac et de la Baume qui se referment sur le verrou formé par la clue.

La commune, qui s'étend sur une superficie de 5025 hectares, se trouve à l'articulation de trois grandes entités paysagères définies dans l'atlas des paysages des Alpes de Haute Provence :

- la confluence Buëch – Durance au Nord, «large plaine subtilement vallonnée et cernée de montagnes qui se dessinent en toile de fond. Elle est le théâtre de la rencontre du Buech et de la Durance qui s'unissent pour franchir la majestueuse clue de Sisteron.»
- la moyenne Durance au Sud: «depuis la clue de Sisteron, la vaste plaine agricole de la Moyenne Durance étend ses terres fertiles, surplombées de villages perchés, jusqu'au défilé de Mirabeau. Cette colonne vertébrale est le principal axe de circulation et de développement économique». Durance, canal EDF, route nationale, autoroute, implantation du bâti récent, concourent à renforcer la lecture linéaire de la vallée.
- la vallée du Jabron au Sud Ouest: «La vallée du Jabron se caractérise par des petits reliefs successifs qui donnent l'impression d'une vallée étroite, relativement cloisonnée, aux horizons très restreints. Ce caractère est accentué par les hautes ripisylves et les haies. (....) Mais dès que l'on s'éloigne de l'axe principal et que l'on parcourt la vallée de façon transversale, la vision de ce paysage est toute autre. Les paysages s'ouvrent en larges étendues de prairies, landes et cultures.»

II.1.1.2. Les unités paysagères du territoire communal

Sur la base des entités définies dans l'atlas des paysages du département des Alpes de Haute Provence, un découpage plus fin en unités et sous unités a été réalisé à l'échelle du territoire communal.

Il doit permettre de proposer par la suite des recommandations paysagères par secteur homogène en terme de composantes paysagères et d'enjeux de préservation, de mise en valeur et de gestion.

Au sein des trois grandes entités, on peut ainsi distinguer cinq unités pouvant comprendre pour certaines des sous unités :

- la confluence Buëch Durance et ses terrasses, paysage à grande échelle ouvert sur les massifs alpins au Nord

- la montagne de Gache qui appartient à l'entité du pays de Vanson et dont la crête délimite visuellement la commune au Nord Est

- les reliefs boisés de la montagne de la Baume et du Collet qui forment un verrou, une barrière naturelle sur la vallée de la Durance qui constitue la porte entre la Provence et le Dauphiné et scinde le territoire communal en deux.

- la moyenne Durance au Sud qui accueille la ville et ses extensions sur les terrasses successives en rive droite du fleuve

- la vallée du Jabron au Sud Ouest où la crête de Chapage et le micro-relief de Montgervis délimitent le territoire communal au Sud.

Les unités paysagères du territoire communal



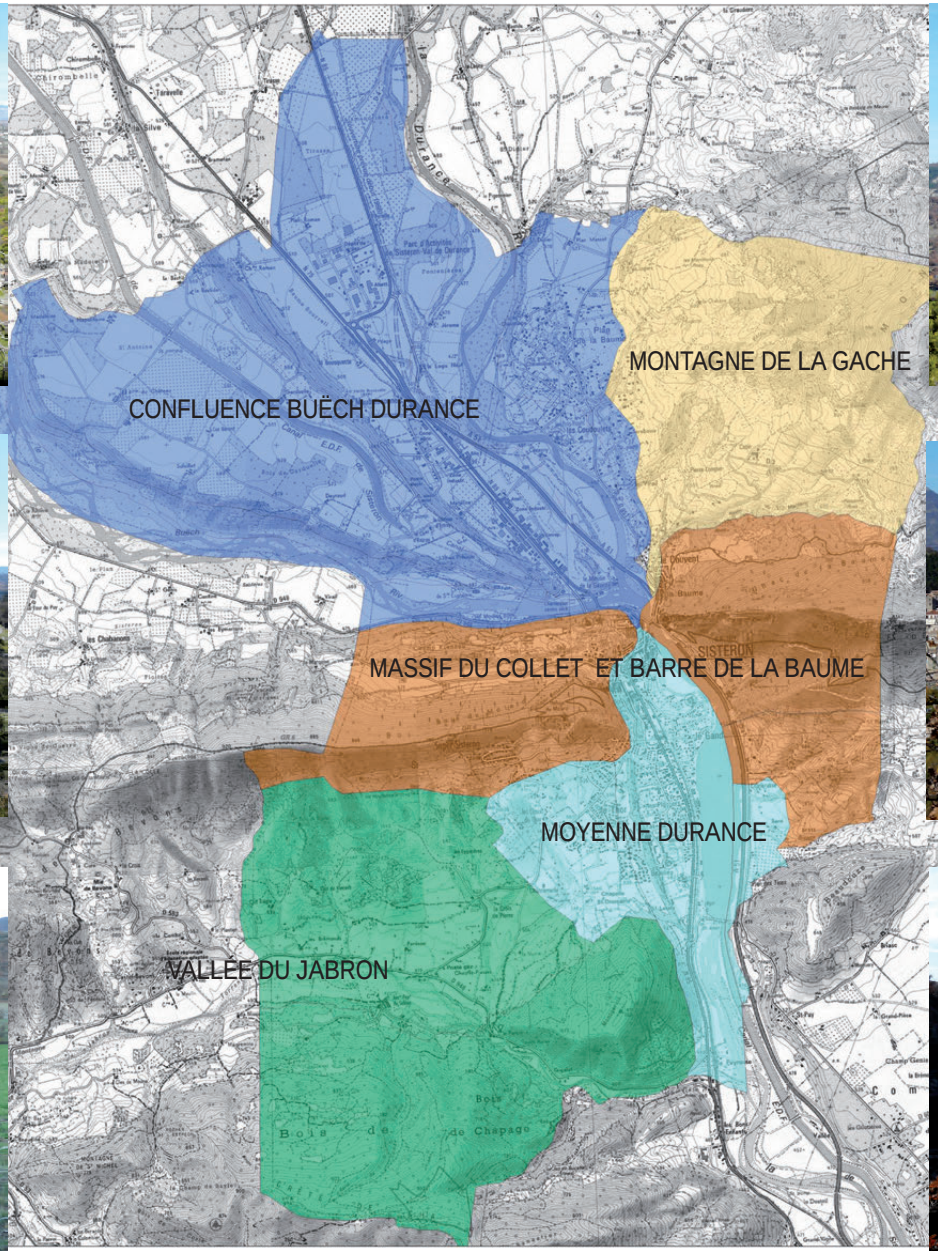
La confluence Buëch Durance



La citadelle et la montagne de la Baume



La vallée du Jabron





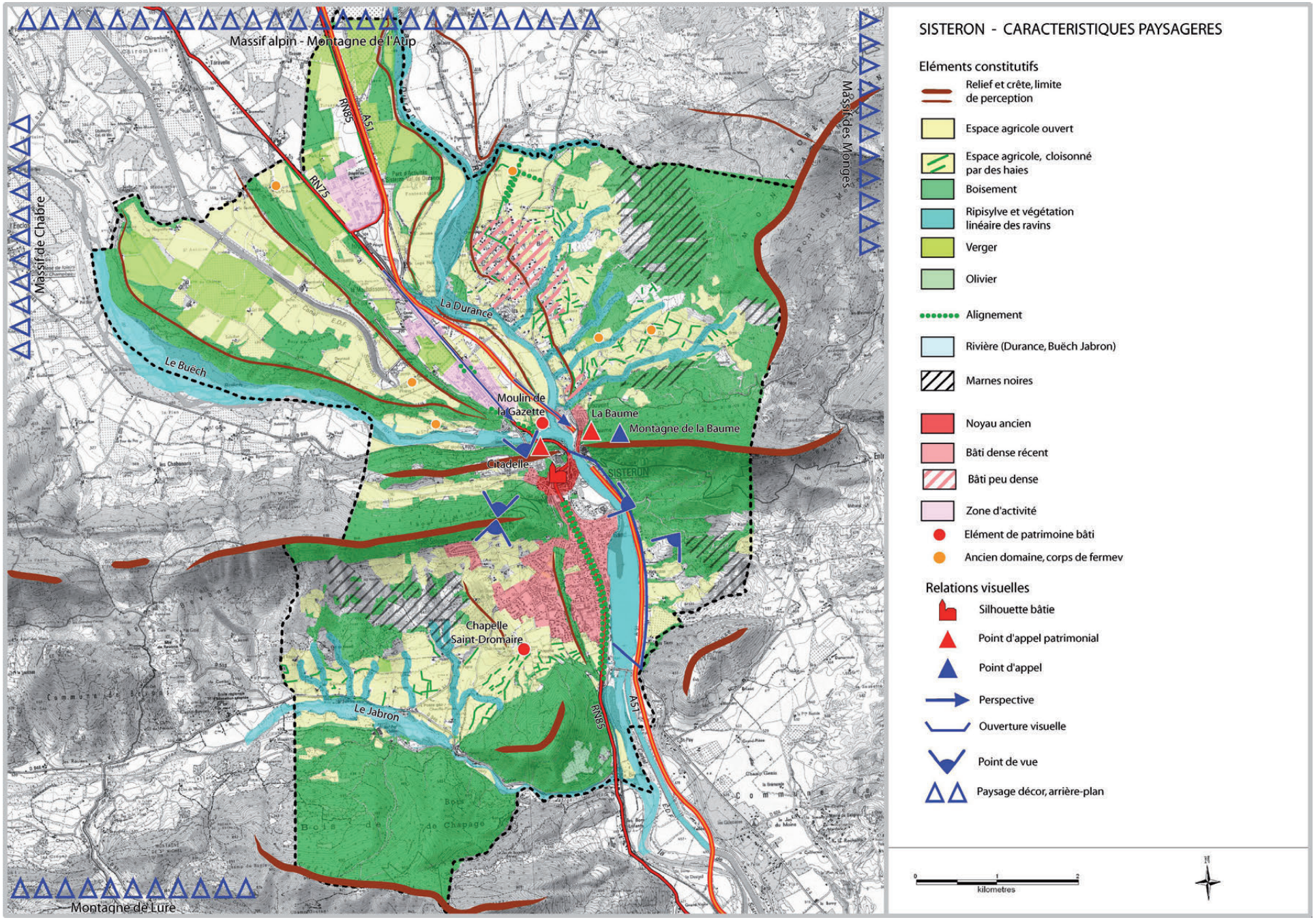
La montagne de la Gache



La citadelle



La moyenne Durance


Massif alpin - Montagne de l'Aup
Massif de Chabre
Massif des Monges
Montagne de Lure
RN85
A51
RN75
La Durance
Le Buëch
Le Jabron
Moulin de la Gazette
La Baume
Montagne de la Baume
Citadelle
SISTERON
Chapelle Saint-Dromaire
SISTERON - CARACTERISTIQUES PAYSAGERES
Eléments constitutifs
Relief et crête, limite de perception
Espace agricole ouvert
Espace agricole, cloisonné par des haies
Boisement
Ripisylve et végétation linéaire des ravins
Verger
Olivier
Alignement
Rivière (Durance, Buëch Jabron)
Marnes noires
Noyau ancien
Bâti dense récent
Bâti peu dense
Zone d'activité
Elément de patrimoine bâti
Ancien domaine, corps de fermev
Relations visuelles
Silhouette bâtie
Point d'appel patrimonial
Point d'appel
Perspective
Ouverture visuelle
Point de vue
Paysage décor, arrière-plan
kilometres

II.1.1.3. Les caractéristiques paysagères

Les éléments constitutifs

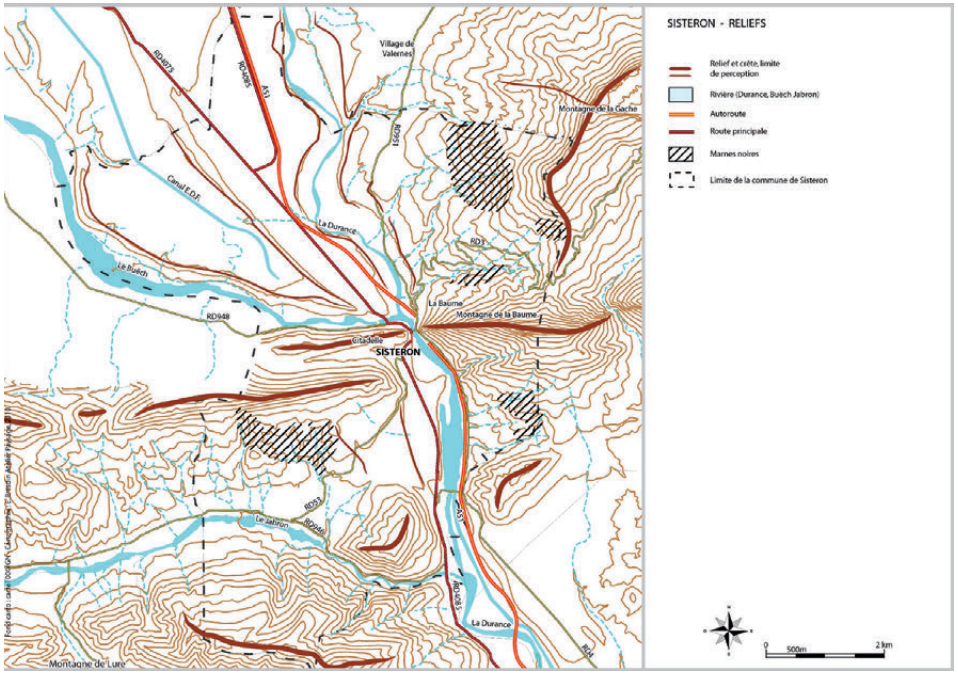
Un **relief très marqué** scindant le territoire en trois entités bien distinctes : la confluence Buech Durance, la Moyenne Durance et la vallée du Jabron

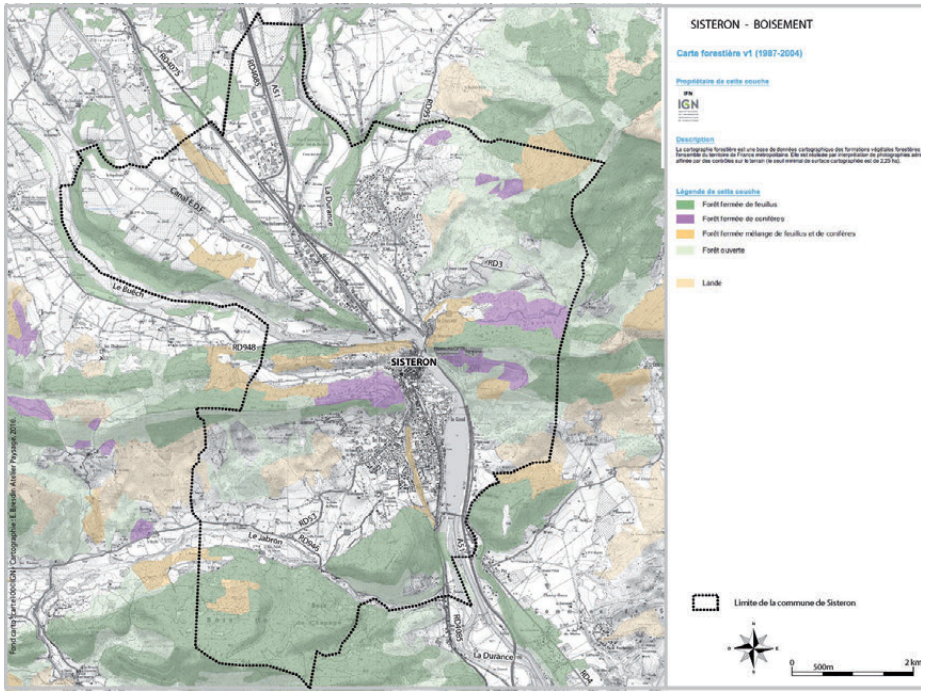
Une **forte présence de l'eau** parcourant l'ensemble du territoire, naturelle ou domestiquée : de grands cours d'eau, la Durance, le Buech et le Jabron;un réseau dense de ruisseaux et ravins, des canaux et fossés

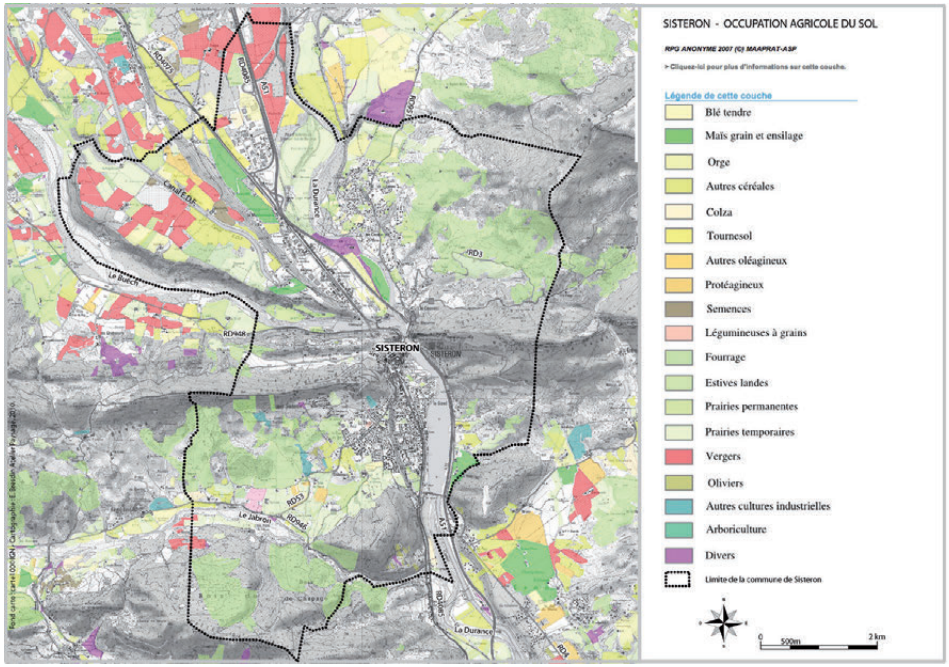
Un couvert végétal diversifié évoluant au gré des saisons :chênaies pubescentes, hêtraies, pinèdes de pins sylvestres, landes à genêts, landes à buis, végétation linéaire structurante....

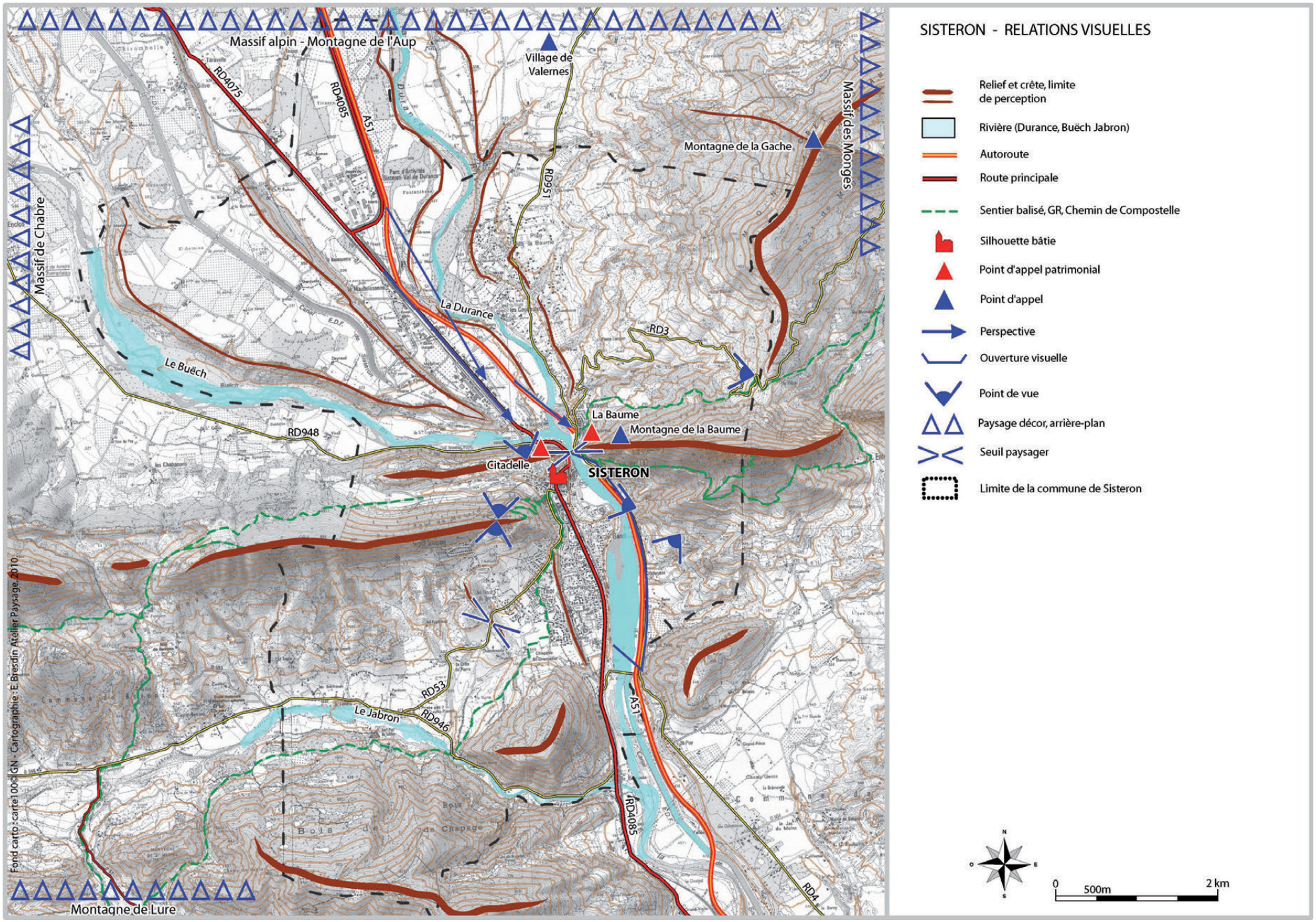
Des **silhouettes emblématiques**, naturelles ou façonnées par l'homme: la clue, la montagne de la Baume, la citadelle, le centre ancien

Un **territoire fortement marqué par l'agriculture**, qui contribue au maintien d'espaces ouverts et entretenus permettant la lisibilité et la mise en scène des silhouettes emblématiques.








SISTERON - RELATIONS VISUELLES
Relief et crête, limite de perception
Rivière (Durance, Buëch Jabron)
Autoroute
Route principale
Sentier balisé, GR, Chemin de Compostelle
Silhouette bâtie
Point d'appel patrimonial
Point d'appel
Perspective
Ouverture visuelle
Point de vue
Paysage décor, arrière-plan
Seuil paysager
Limite de la commune de Sisteron
Massif alpin - Montagne de l'Aup
Village de Valernes
Massif des Monges
Montagne de la Gache
Massif de Chabre
La Durance
Le Buëch
La Baume
Montagne de la Baume
Citadelle
SISTERON
Le Jabron
Montagne de Lure
RD4075
RD4085
A51
RD951
RD3
RD948
RD53
RD946
RD4
0
500m
2 km
Fond carto : carte 100 IGN - Cartographie : E. Bresdin Atelier Paysage 2010

II.1.2. Les modalités de découverte

II.1.2.1 Les infrastructures routières

L'autoroute A51

Dans les deux sens de circulation la silhouette de la citadelle constitue un point d'appel très fort que renforce la perception en vue axiale. En venant du Sud, la première vue sur la silhouette de Sisteron s'effectue bien en amont, après Château-Arnoux , là où la voie domine la vallée de la Durance à flanc de colline en rive droite au niveau de Volonne à plus de 10 km de la ville.

Ensuite la voie après avoir traversé le fleuve, longe celui ci et offre ouvertures visuelles vers la citadelle et la vieille ville et ses extensions. Le relief du Collet et la barre de la Baume sont des limites nettes qui ferment l'horizon.

La RD4085 (ancienne RN85)

La RN85 doit sa renommée à Napoléon qui rejoignit Grenoble, au départ de Cannes, en 1815, lors de son retour de l'île d'Elbe, par cet itinéraire.

Sur le territoire communal on peut distinguer 3 séquences du Sud vers le Nord:

Séquence 1 : le Val de Durance

Cette section est relativement fermée du fait des versants boisés très proches de la route à l'Ouest, d'alignements discontinus, de taillis denses le long de la ligne SNCF.

Au droit du hameau des Beaux Enfants, avant de rentrer sur le territoire communal, une brève perspective s'ouvre vers la citadelle de Sisteron au Nord;

Séquence 2: Sisteron

Le site de Sisteron constitue un des sites exceptionnels de cet itinéraire de la RN85 qui parcourt plus de 110 km.

Cette séquence se décompose en 3 sous séquences:

- Au Sud des alignements de platanes accompagnent et homogénéisent le tissu urbain résidentiel et commercial, avec un bel effet de voûte.

- Sisteron centre où le bâti est dense, et un tunnel sous la citadelle amène au coeur de ville.

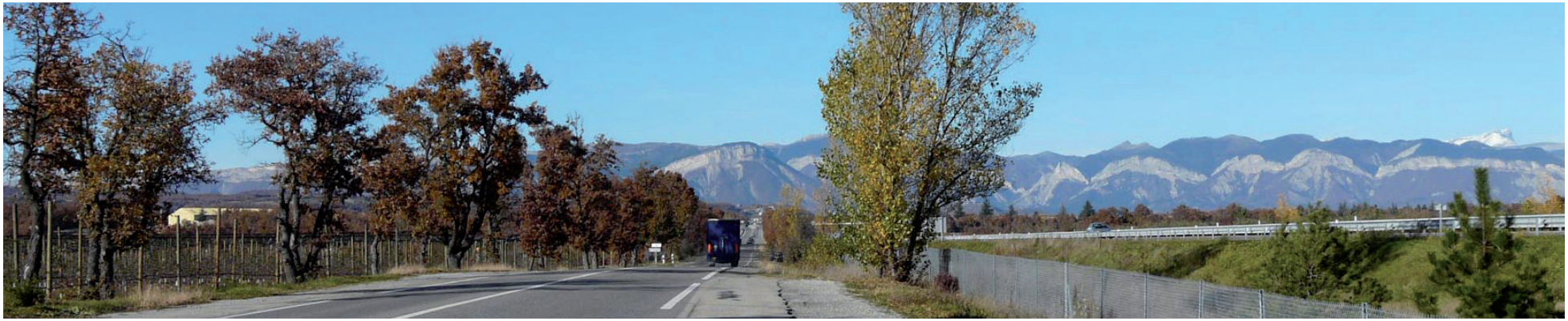
Au Nord de Sisteron se succèdent des bâtiments industriels, artisanaux et commerciaux. La RN axée sur la citadelle de Sisteron dans le sens Nord Sud ne bénéficie pas d'aménagement qualitatif qui pourrait valoriser l'entrée de ville. La végétation présente se limite aux taillis qui accompagnent la ligne SNCF.

Séquence 3: La Durance au Nord de Sisteron

Les sommets alpins ferment au Nord cette vaste dépression où serpente la Durance.



Zone d'activités en bordure de la voie, silhouette de la citadelle en arrière plan


Large ouverture visuelle au Nord mettant en scène les remarquables crêtes des Selles

Les infrastructures routières

La RD4075 (ancienne RN75)

La RN75 est une liaison interrégionale et l'un des accès à des massifs comme les Baronnies, le Diois, le Dévoluy, Trieves, l'Est du Parc Naturel régional du Vercors.

La commune n'est concernée que par une petite section.

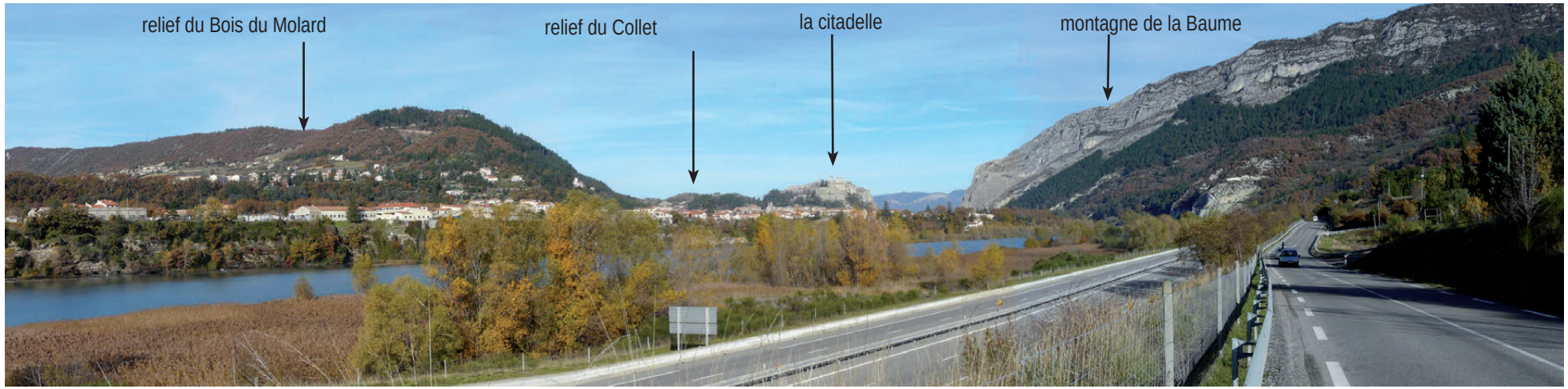
De nombreux taillis de chênes pubescents et robiniers bordent les champs ou la voie SNCF ce qui limite les perceptions latérales et accentue l'effet des longues lignes droites jusqu'au raccordement avec la RN85.

Dans ce secteur l'arrière des bâtiments de la zone d'activités ne donnent pas une image valorisante de l'arrivée sur Sisteron.

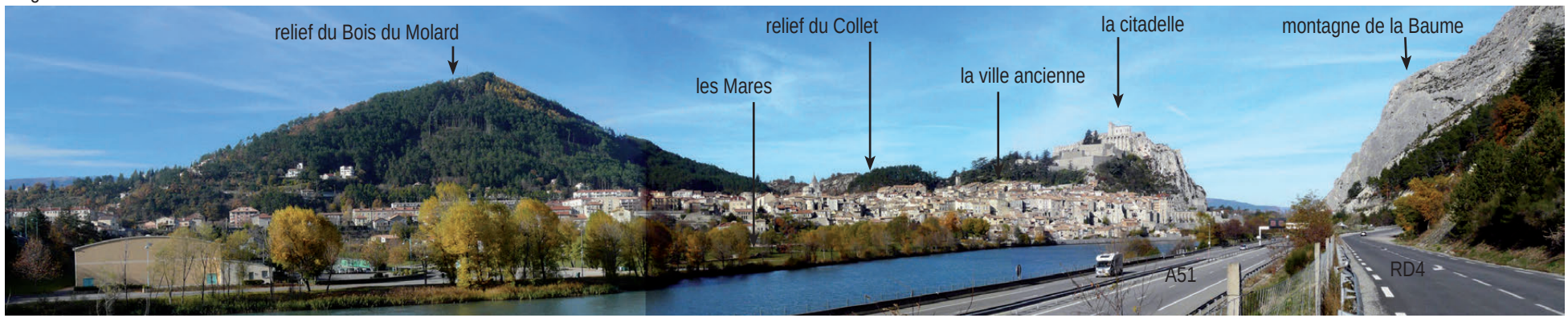
La RD4 (liaison Volonne RD 951 en rive gauche)

Elle permet l'accès aux hameaux et villages situés en rive gauche de la Durance depuis la sortie d'autoroute.

Dominant l'autoroute et la Durance elle permet depuis la sortie de l'autoroute jusqu'au centre ancien une large ouverture visuelle mettant en scène la citadelle et la ville de façon quasiment continue.



Larges ouvertures visuelles vers la citadelle et la vieille ville



La citadelle et le rocher de la Baume compose un signal fort et un ensemble mettant en scène la clue, symbolisant la porte de la Provence. La vieille ville et la citadelle se fondent dans le rocher.

Les infrastructures routières

La RD951 (liaison Sisteron - la Motte du Caire)

Cette voie aux dimensions réduites traverse sur les deux tiers de l'itinéraire des zones d'urbanisation pavillonnaire diffus s'étalant sur les anciennes terres agricoles de manière désordonnée, et générant une certaine fermeture et banalisation des premiers plans brouillant la lisibilité du paysage (clôtures, palette végétale peu diversifiée....).

La montagne de Gache et ses falaises rocheuses sont très prégnantes et ferment les vues à l'Est.

Au Nord, les vues s'ouvrent sur un paysage agricole ouvert et entretenu où subsiste une trame végétale structurante (chênes pubescents en bord de voie, alignements de platanes bordant les accès de la ferme du plan Massot). En arrière plan , les massifs de la Montagne et du Rocher de Hongrie forment l'horizon et le village perché de Valernes constitue un point d'appel.

Le cordon boisé du ravin de Riaud marque visuellement la limite communale.



Bâti pavillonnaire en bord de voie



Bâti pavillonnaire, montagne de Gache en arrière plan



Massifs alpins au Nord, silhouette du village de Valernes en point d'appel, cordon boisé délimitant le ravin de Riaud en limite communale

Paysage agricole ouvert au Nord, alignements de platanes du plan Massot, massifs del a Montagne et du Rocher de Hongrie en arrière plan



Les infrastructures routières

La RD3 (liaison Sisteron - Saint Geniez)

Cette petite route serpente sur les pentes des contreforts de la montagne de la Gache et traverse le défilé de la Pierre Ecrite (inscription gallo-romaine gravée dans la pierre classée monument historique située sur la commune de St Geniez).

Elle parcourt des espaces à dominante agricole composés de labours, pelouses pâturées et friches, structurés par des haies de chênes pubescents soulignant les ravins et les limites de parcelle et ponctués de quelques fermes et bâti vernaculaire. Sur les hauteurs marquées par des affleurements de marnes noires se développent des boisements de chênes pubescents.

La RD 3 offre de belles vues dominantes de la vallée de la Durance, où se détachent les silhouettes de couleur claire des deux zones d'activités, avec en arrière plan les montagnes de l'Ubac, Mare, de la Platte, de Chabre et de Saint Geniez.

L'entrée dans le hameau du Couvent, marquée par la présence de bâti pavillonnaire se fait sans transition, les clôtures végétales opaques et monospécifiques, de caractère urbain, ferment et banalisent le paysage aux abords de la voie.



Paysage agricole ouvert (labours)

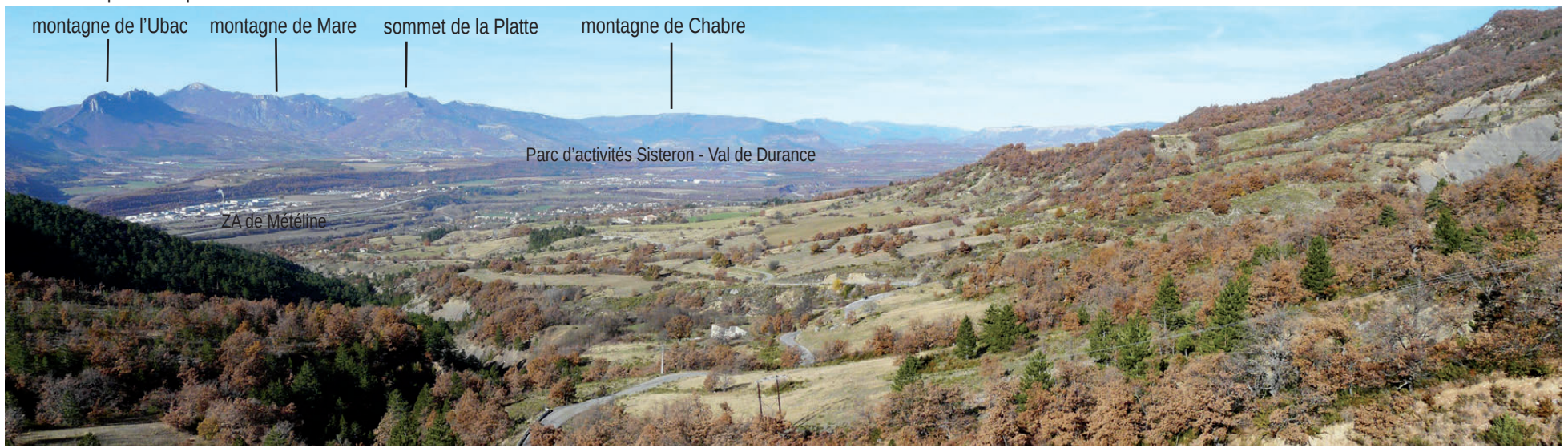


Plantations agrestes en bord de voie (mûriers blancs)



Entrée dans l'agglomération, zone pavillonnaire

Point de vue panoramique sur la vallée de la Durance



Les infrastructures routières

La RD946 (liaison RD4085 - Noyers sur Jabron)

Cette voie est implantée dans le fond de vallée du Jabron et longe la rive gauche du cours d'eau. Sur le territoire communal deux séquences peuvent être distinguées: en venant de la RD4085, la vallée très encaissée délimitée par des versants boisés et abrupts, au Nord le relief de Montgervis et au Sud la crête de Chapage ferme les vues, le caractère naturel domine. Au droit du carrefour avec la RD53, le paysage s'ouvre à l'Ouest et au Nord sur les pentes douces cultivées avec en arrière plan le relief du Collet .



RD 946 - La vallée encaissée du Jabron



RD 946 - Pespective sur le relief de Montgervis



RD 946 - Paysage agricole ouvert, massif du Collet en arrière plan



RD 53 - Paysage agricole vallonné et structuré par des haies



RD 53 - Massif du Collet en arrière

La RD53 (liaison - Sisteron RD946)

Elle constitue un des accès à la ville par le quartier du Thor. Deux séquences peuvent être distinguées: à partir de la RD946, la voie s'inscrit dans un paysage ample et vallonné très ouvert composé de cultures fourragères, parcours et friches et cloisonné par les haies de feuillus soulignant les ravins et le parcellaire, mettant en scène les massifs boisés du Collet au Nord, du Montgervis et crête de Chapage au Sud. Cette séquence est située dans l'unité paysagère de la vallée du Jabron.

La deuxième séquence, correspond au passage à une autre unité paysagère, la moyenne Durance , marqué par un effet de seuil au niveau du replat situé au lieu dit Chantemerle à l'arrivée dans le quartier du Thor situé sur une haute terrasse de la Durance.

L'entrée dans l'agglomération s'effectue assez brutalement: on passe sans transition d'un paysage rural à une zone pavillonnaire sans caractère particulier.



RD 53 - Entrée dans l'agglomération, zone pavillonnaire

II.1.2.2. Les lieux patrimoniaux

La citadelle et ses abords

Le site de la forteresse, remarquable signal, est un lieu de perception majeur à l'échelle des Alpes. Il constitue un lieu de panorama privilégié à la fois sur le grand paysage et son environnement proche, la vieille ville et la confluence Buech-Durance.

Au Nord, la vue s'ouvre largement sur la vaste plaine de la Durance avec en arrière plan les massifs alpins.

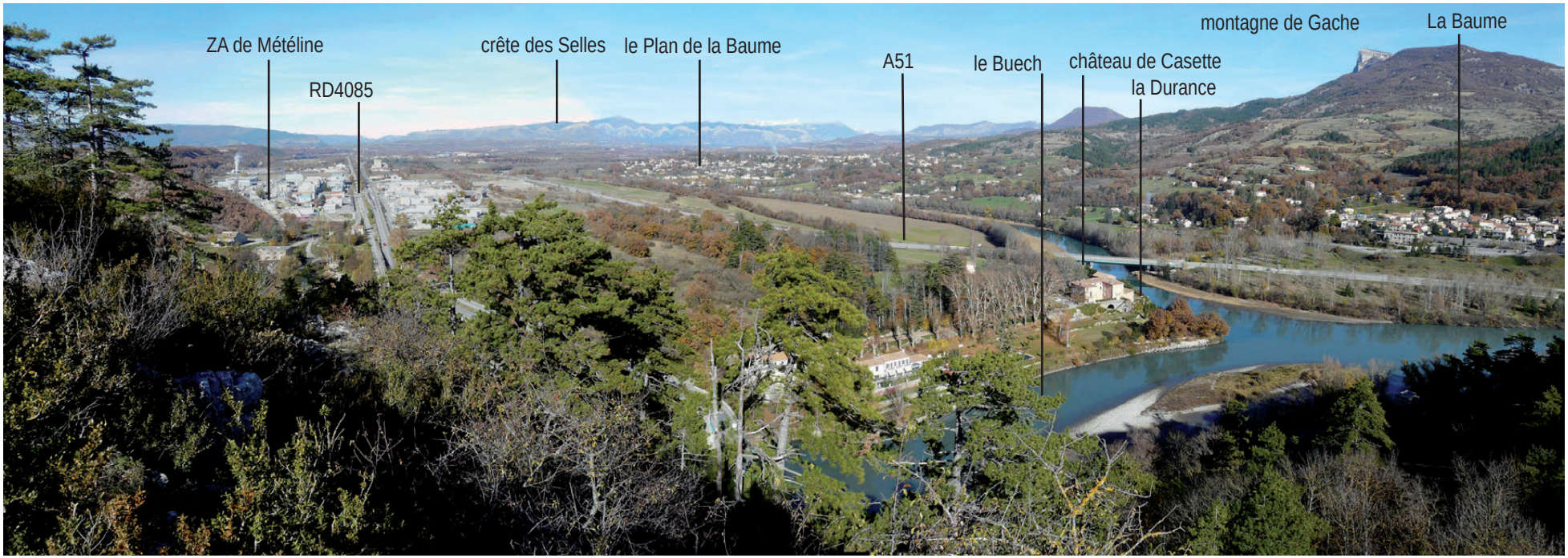
Au Sud, la vue domine les toitures de la vieille ville d'où émerge la cathédrale Notre Dame des Pommiers.



La citadelle et le rocher de la Baume vus depuis la le bélvèdère



Les toitures de la vieille ville



Vue panoramique depuis le bélvédère (table d'orientation) situé aux abords de la citadelle

Les lieux patrimoniaux

La place du Dauphiné

Cette place qui domine la Durance, entre le rocher de la Citadelle et celui de la Baume, constitue un seuil, la limite entre le Dauphiné et la Provence. La porte nord de la ville s'y élevait jusqu'en 1944. On y découvre de près le relief surprenant du rocher de la Baume, dont les barres verticales de calcaire tithonique, redressées par la reprise du plissement des préalpes après le miocène alternent avec des bancs de calcaire lithographique plus tendres attaqués par l'érosion.

La place offre également de belles perspectives dans l'axe de la Durance qui donnent à voir:

- au Nord, le hameau de la Baume dont la silhouette est caractérisée par le clocher élancé de l'église de Saint Dominique d'origine romane.

- au Sud, les toitures en pied de la ville ancienne et le secteur des Marres, bras mort de la Durance, constituant une respiration en lien direct avec le fleuve dans le tissu urbain.



Vue vers le Sud depuis la place du Dauphiné sur la ville ancienne (photo E.Genne)



Vue vers le Nord depuis la place du Dauphiné, sur le hameau de la Baume (photo Grapezzi).

Le hameau de la Baume

Le hameau de la Baume abritait un couvent dominicain.

Depuis le hameau, la RD951 et ses abords s'ouvrent sur la confluence Buech Durance mettant en scène la rivière et ses rives, le château de Cazette, le viaduc SNCF avec en arrière plan les montagnes de l'Ubac et de la Platte.

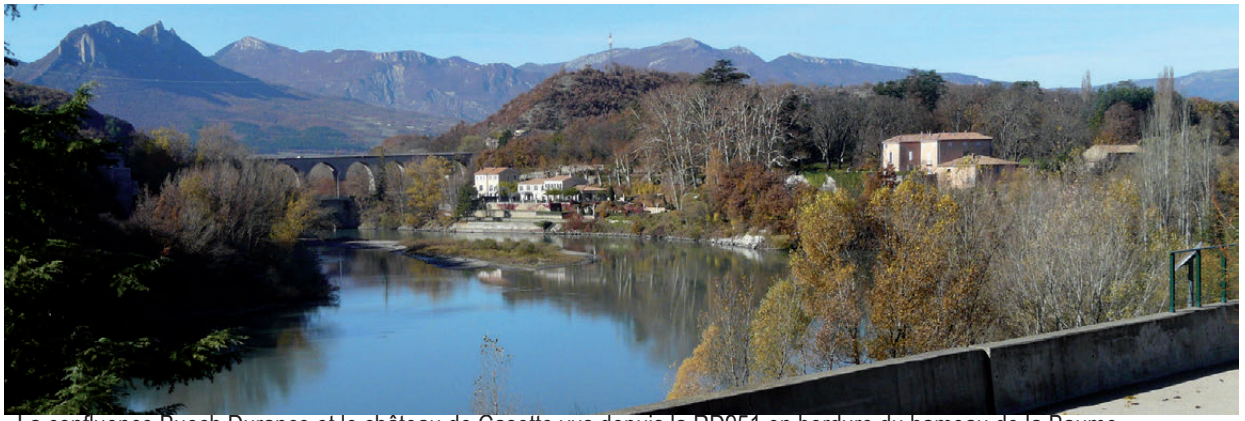
La forteresse, véritable sentinelle, imposante et se confondant avec le rocher, domine le hameau.



La citadelle vue depuis le hameau de la Baume.



Le rocher de la Baume vu depuis la place du Dauphiné



La confluence Buech Durance et le château de Casette vus depuis la RD951 en bordure du hameau de la Baume

II.1.3. Les enjeux paysagers

II.1.3.1. Les enjeux d'évolution

Le patrimoine naturel

Le territoire communal présente un patrimoine naturel remarquable sur une grande partie des espaces naturels constitués par les reliefs et les cours d'eau, comme en témoigne les nombreux inventaires et protections.

Le patrimoine naturel reconnu: les Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

(source: site internet de la DREAL PACA)

Le territoire communal présente 5 ZNIEFF de type I, ~~4~~ 5 ZNIEFF de type II et 1 ZNIEFF géologique..

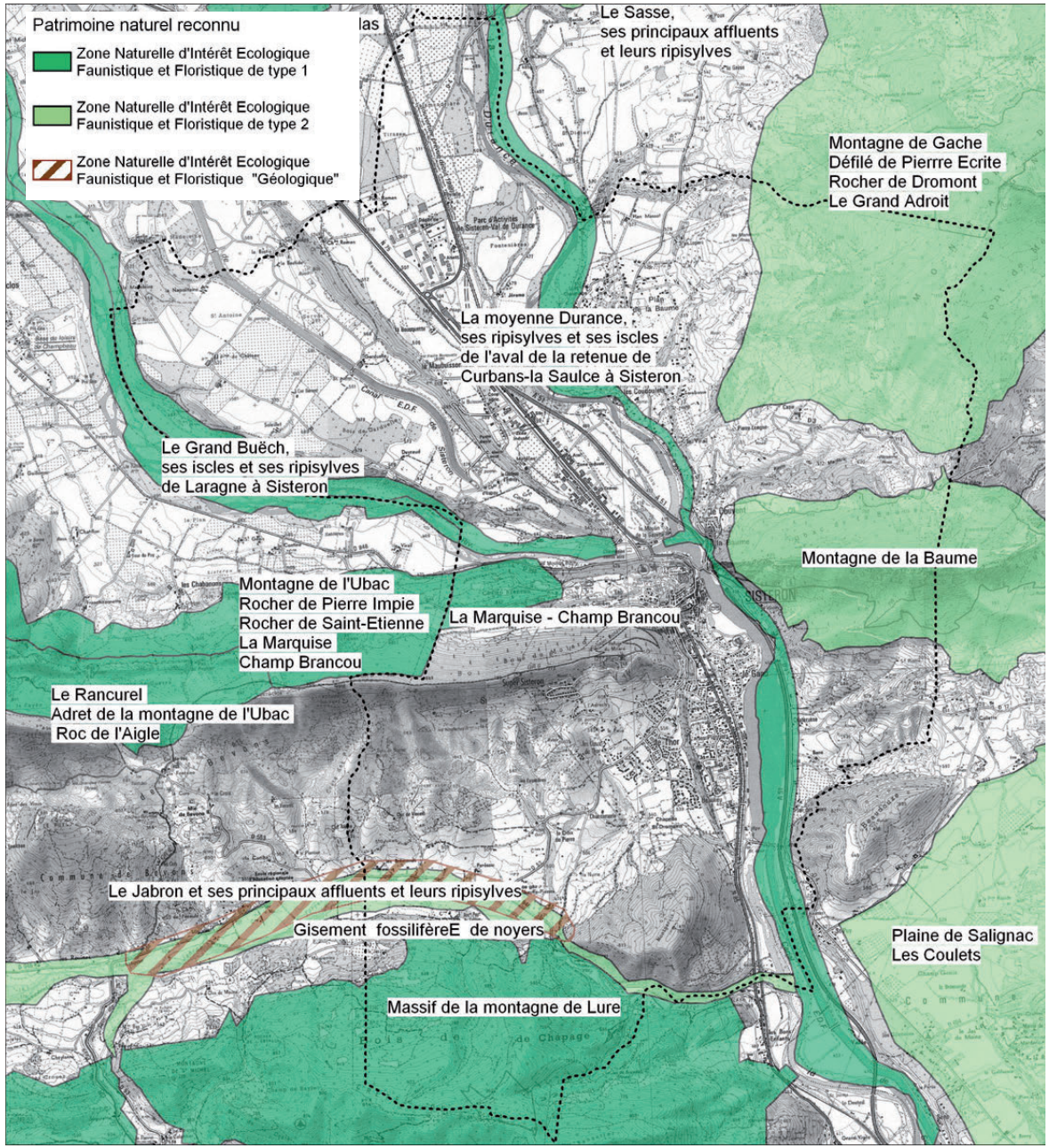
L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

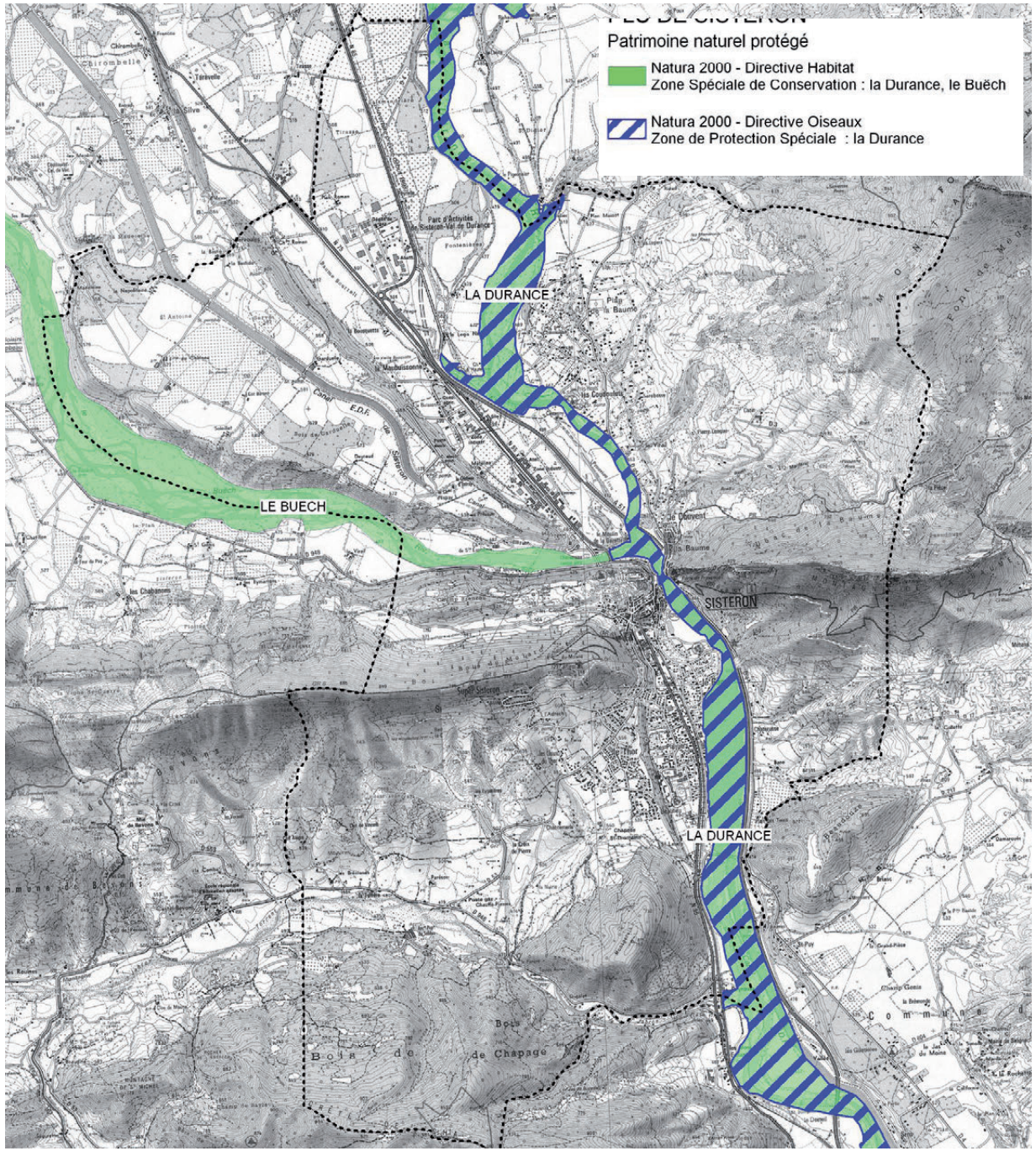
Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ; ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées;

- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes; dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.





Le patrimoine naturel protégé

Le patrimoine naturel protégé: Natura 2000

(source: site internet de la DREAL PACA)

La commune de Sisteron est concernée par:

Natura 2000 - Directive Habitat

- ZSC (Zone Spéciale pour la Conservation) FR9301519 «le Buech»
- ZSC FR9301589 «la Durance»

Natura 2000 - Directive Oiseaux

- ZPS (Zone de Protection Spéciale) FR9312003 «la Durance»

Natura 2000 est un réseau de sites naturels d'importance communautaire.

L'Union européenne a choisi d'agir pour la conservation de la biodiversité en s'appuyant sur un réseau cohérent d'espaces désignés pour leur richesse particulière.

Ce réseau abrite des habitats naturels d'intérêt communautaire ou habitats d'espèces animales ou végétales participant à la richesse biologique du continent européen.

Il est mis en place en application des directives «Oiseaux» et «Habitats» au titre desquelles des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont désignées.

Après un travail régional puis une validation nationale, les sites Natura 2000 sont proposés à la commission européenne pour intégrer le réseau.

Les sites font ensuite l'objet d'un document d'objectifs (DOCOB), document d'orientation et de gestion élaboré sous la responsabilité des collectivités territoriales réunies au sein d'un comité de pilotage (copil), en partenariat avec les gestionnaires et usagers du territoire, les scientifiques, les représentants des associations de protection de la nature, et les représentants de l'Etat.

Les protections au titre des sites

Site classé « les bâtiments, murs d'enceinte, bois et terrasses de l'ancienne citadelle » - arrêté du 2 février 1925 (source : fichier départemental des sites classés DREAL PACA):
Motivation
« Son lumineux perchement entre ciel et rocher, le déploiement de ses bastions tant au midi qu'au Nord, son chemin de ronde au vent presque éternel, fascinent et invitent à visiter cette forteresse qui barre la vallée et domine majestueusement la ville. La vie qu'on y découvre est saisissante, une centaine de km de paysages du Val de Durance et des Alpes du Sud se déroulent d'un horizon à l'autre. »
La citadelle de Sisteron est l'un des sites majeurs des Alpes de Haute Provence et de la région PACA. La perspective sur la citadelle et la vieille ville, elle-même inscrite au titre des sites, constitue l'un des grands événements paysagers de l'itinéraire du Val de Durance depuis l'autoroute des Alpes.

Site inscrit « Partie de la ville sur la rive droite de la Durance » - arrêté du 10 mars 1944 (source : fichier départemental des sites inscrits DREAL PACA):
Motivation
« Par l'inscription des façades, toitures et sols de rues du quartier Saunerie et des bords de la Durance, tout ce qui fait de Sisteron la capitale esthétique de la Haute Provence est sauvegardé.

Par l'inscription des vergers, des berges et des terrains situés à la sotie Nord de la ville, l'indispensable dégagement des murs de la ville et de la citadelle est assuré ».

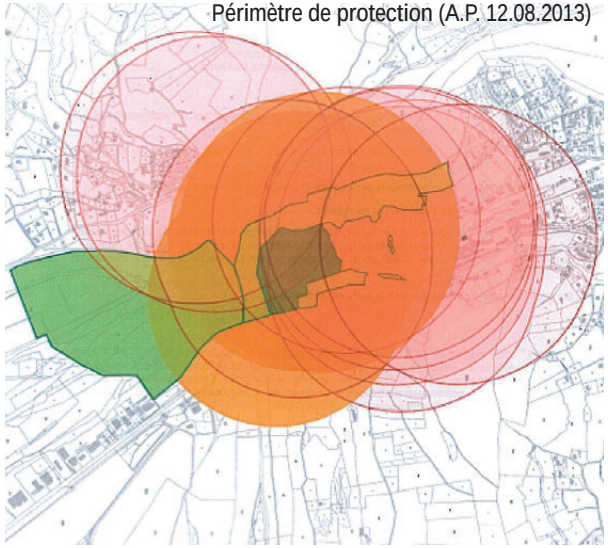
Le site de la vieille ville qui s'étale au pied de la citadelle a perdu lors du bombardement de 1944, le pont médiéval sur la Durance, reconstitué depuis, et la porte du Dauphiné rendue célèbre lors du passage de Napoléon 1er. La ville conserve au sein de rues et de ruelles les traces d'un riche passé avec des constructions de tous âges, de magnifiques maisons et façades d'hôtels particuliers des XVI, XVII et XVIIIème siècles. Aujourd'hui, perçu depuis l'autoroute des Alpes (A51), le site de la vieille ville et de la citadelle de Sisteron constitue un des passages emblématiques de la vallée de la Durance et des Alpes de Haute Provence.

L'arrêté préfectoral du 12 août 2013 portant inscription au titre des monuments historiques de la citadelle de Sisteron, complète l'arrêté de classement au titre des monuments historique du 11 février 1925. Est inscrite au titre des monuments historiques la citadelle de Sisteron en totalité, y compris le fortin situé en contrebas à l'est, le rocher et le sol naturel qui forment le soubassement des maçonneries et l'ensemble des sols de la parcelle, figurant au cadastre section AS N°87 (propriété communale).

Site inscrit « Château de la Casette, confluent du Buech et Durance » - arrêté du 12 mai 1943 (source : fichier départemental des sites inscrits DREAL PACA)
Le château de la Casette – ou Cazette – est l'une des belles constructions nobiliaires régionales du XIIIème siècle, avec un très beau parc qui s'étage au dessus de la confluence du Buech et de la Durance qui est dominée par la citadelle de Sisteron.

Le site est traversé par l'autoroute A51 qui l'isole de près d'un tiers du terroir agricole de sa partie Nord.

Périmètre de protection (A.P. 12.08.2013)



Les protections au titre des monuments historiques

La citadelle et le centre ancien accueillent de nombreux monuments protégés au titre des sites:

1. Eglise Notre-Dame des Pommiers , Monument historique classé par liste de 1840

2. Chapelle Saint-Marcel (ancienne) - Hameau de la Baume ou Beaume - Monument historique classé par arrêté du 27/06/1984
Parcelle BC 91

3. Citadelle (ancienne), Monument historique classé par arrêté du 11/02/1925 et 20/01/2015
La citadelle, en totalité y compris le fortin situé en contrebat à l'est, le rocher et le sol naturel qui forment le soubassement des maçonneries et l'ensemble des sols de la parcelle (cad. AS 87)

4. Couvent de la Visitation (ancien)
Chapelle, façade et toitures des bâtiment conventuels, caves de l'aile de la chapelle, aire du cloître cinq arcades subsistantes sur le côté sud.
Monument historique inscrit par arrêté du 21/12/1984
Parcelles AS 756 et 757

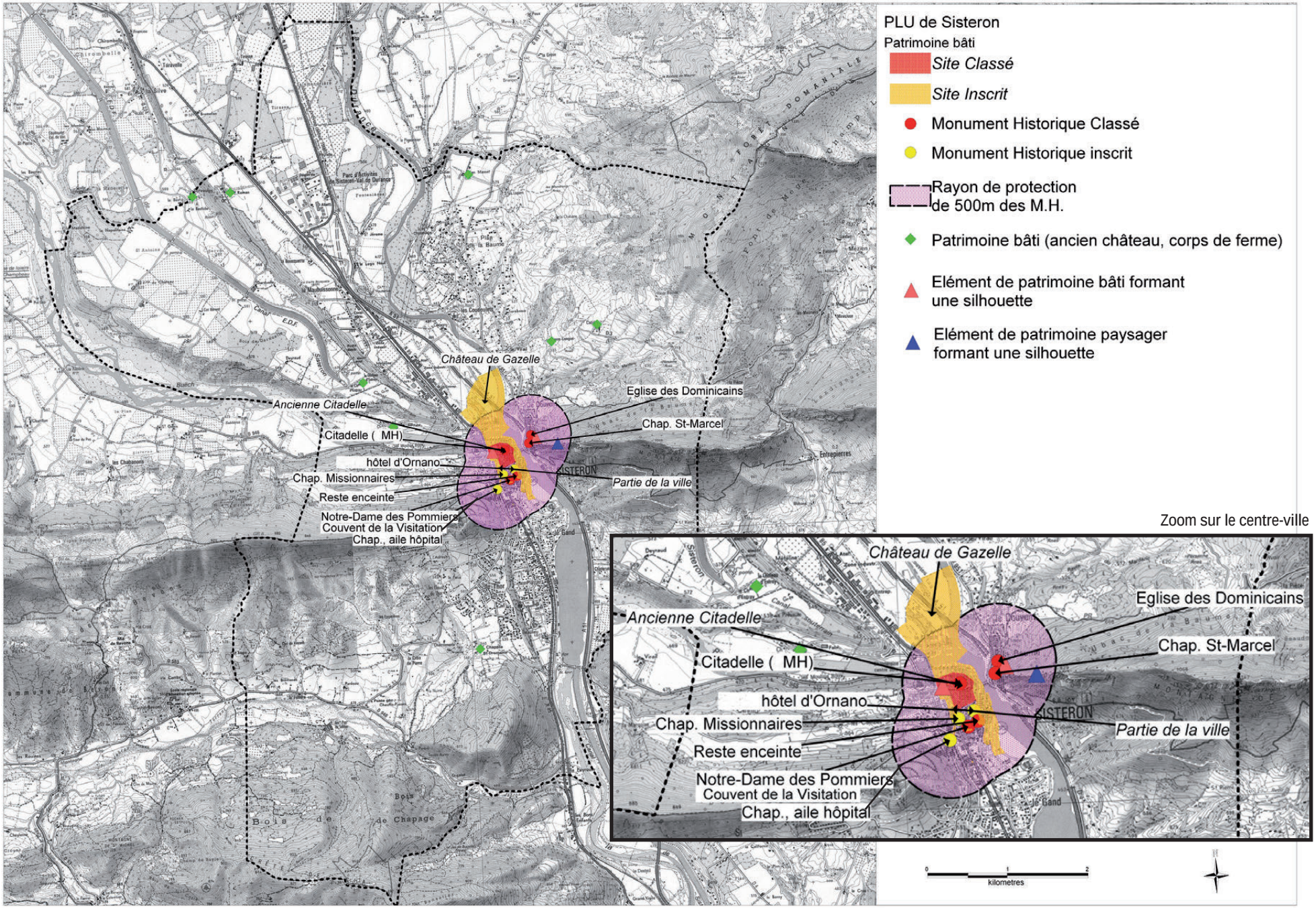
5. Couvent des Dominicains (ancien)
Vestiges de l'église et du cloître
Monument historique classé par arrêté du 04/04/1963
Parcelles CI23 et 128

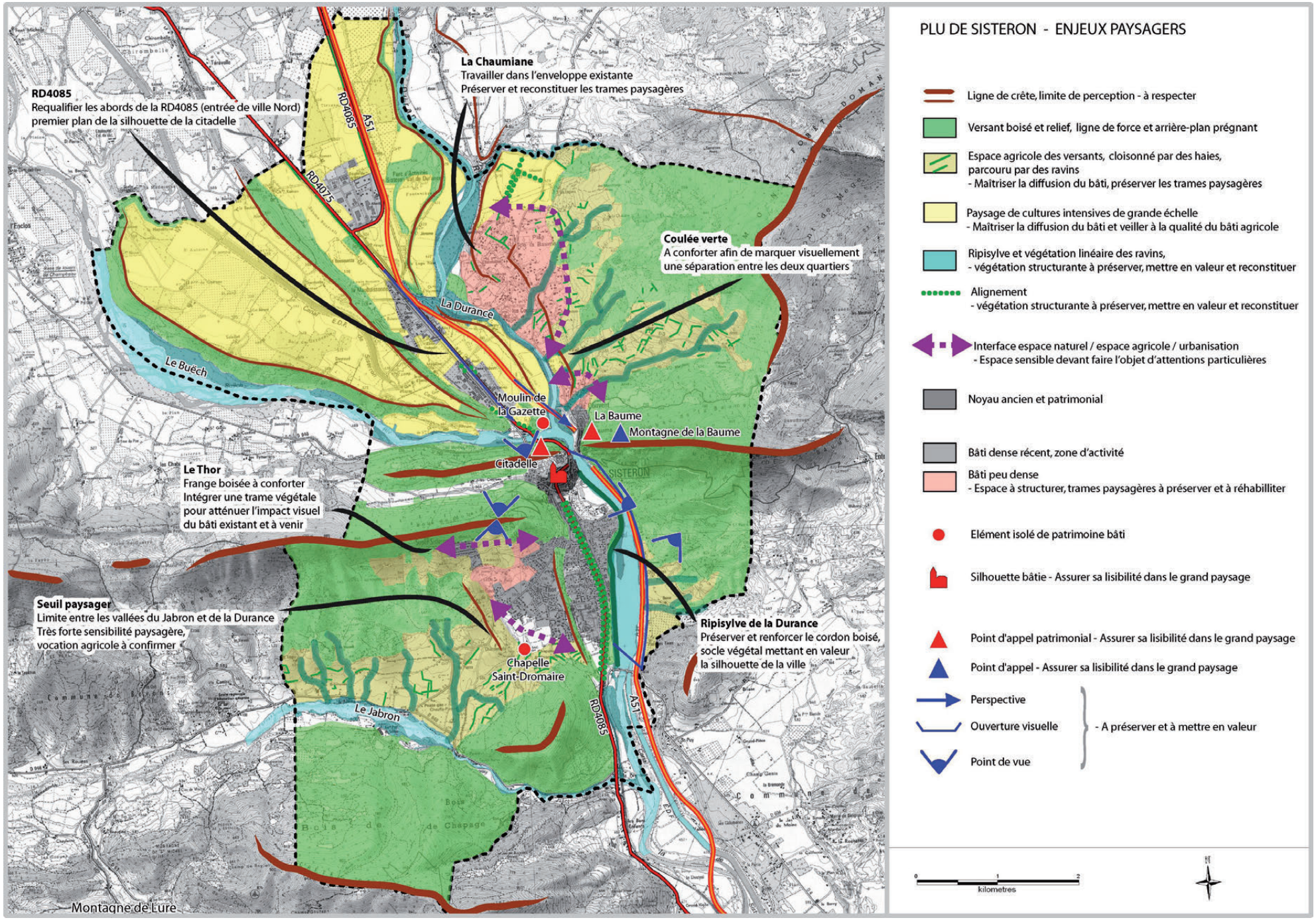
6. Enceinte urbaine
Restes de l'ancienne enceinte
Monument historique classé par liste de 1875

7. Hospice de la charité (hôpital)
Façade et toiture des deux ailes en L, le long de l'avenue de la Libération Chapelle et totalité Monument historique inscrit par arrêté du 21/02/1989
Parcelle AV 314

8. Hôtel d'Ornano
Porte et deux fenêtres y-compris la menuiserie
Monument historique inscrit par arrêté du 29/11/1948

9. Chapelle de l'ancienne maison des Missionnaires de la Croix
Monument historique inscrit par arrêté du 18/06/1987


PLU de Sisteron
Patrimoine bâti
Site Classé
Site Inscrit
Monument Historique Classé
Monument Historique inscrit
Rayon de protection de 500m des M.H.
Patrimoine bâti (ancien château, corps de ferme)
Elément de patrimoine bâti formant une silhouette
Elément de patrimoine paysager formant une silhouette
Château de Gazelle
Eglise des Dominicains
Ancienne Citadelle
Chap. St-Marcel
Citadelle (MH)
hôtel d'Ornano
Chap. Missionnaires
Partie de la ville
Reste enceinte
Notre-Dame des Pommiers
Couvent de la Visitation
Chap., aile hôpital
SISTERON
Zoom sur le centre-ville
kilometres


RD4085
Requalifier les abords de la RD4085 (entrée de ville Nord)
premier plan de la silhouette de la citadelle
La Chaumiane
Travailler dans l'enveloppe existante
Préserver et reconstituer les trames paysagères
Coulée verte
A conforter afin de marquer visuellement
une séparation entre les deux quartiers
Le Thor
Frange boisée à conforter
Intégrer une trame végétale
pour atténuer l'impact visuel
du bâti existant et à venir
Seuil paysager
Limite entre les vallées du Jabron et de la Durance
Très forte sensibilité paysagère,
vocation agricole à confirmer
Ripisylve de la Durance
Préserver et renforcer le cordon boisé,
socle végétal mettant en valeur
la silhouette de la ville
RD4085
A51
La Durance
Le Buëch
Le Jabron
Moulin de la Gazette
La Baume
Montagne de la Baume
Citadelle
SISTERON
Chapelle Saint-Dromaire
Montagne de Lure
PLU DE SISTERON - ENJEUX PAYSAGERS
Ligne de crête, limite de perception - à respecter
Versant boisé et relief, ligne de force et arrière-plan prégnant
Espace agricole des versants, cloisonné par des haies, parcouru par des ravins
- Maîtriser la diffusion du bâti, préserver les trames paysagères
Paysage de cultures intensives de grande échelle
- Maîtriser la diffusion du bâti et veiller à la qualité du bâti agricole
Ripisylve et végétation linéaire des ravins,
- végétation structurante à préserver, mettre en valeur et reconstituer
Alignement
- végétation structurante à préserver, mettre en valeur et reconstituer
Interface espace naturel / espace agricole / urbanisation
- Espace sensible devant faire l'objet d'attentions particulières
Noyau ancien et patrimonial
Bâti dense récent, zone d'activité
Bâti peu dense
- Espace à structurer, trames paysagères à préserver et à réhabilliter
Elément isolé de patrimoine bâti
Silhouette bâtie - Assurer sa lisibilité dans le grand paysage
Point d'appel patrimonial - Assurer sa lisibilité dans le grand paysage
Point d'appel - Assurer sa lisibilité dans le grand paysage
Perspective
Ouverture visuelle
Point de vue
- A préserver et à mettre en valeur
0
1
2
kilometres
N

II.1.3.2. Les enjeux à l'échelle du territoire communal

Les éléments structurants

Lignes de crête majeure et secondaire

Les reliefs constituent des limites de perception, des lignes ligne de force du paysage dessinant des silhouettes singulières identifiant fortement les lieux (la clue et la montagne de la Baume). Ils délimitent les 3 grandes entités paysagères (montagne de la Baume, relief du Collet, montagne de Gache, crête de Chapage, relief de Ginervis)

– Ces lignes de force très perçues et très sensibles sont à respecter

Versants boisés des reliefs

Elements forts de la charpente paysagère. Ils forment des arrières plan très prégnants. Ces espaces boisés pentus et très perçus présentent une grande sensibilité

- Leur intégrité est à conserver

Trames végétales linéaires

Ces trames végétales linéaires structurent et caractérisent l'espace. Les ripisylves et les cordons de feuillus bordant les cours d'eau et les ravins assurent une continuité écologique (corridor) et visuelle. Ils créent des ambiances arborées et des barrières visuelles intéressantes évoluant au gré des saisons.

Les haies de feuillus (chênes pubescents, érables..;) soulignent le parcellaire, un talus ou un chemin sur les coteaux agricoles et anciennement agricoles, cloisonnant l'espace . (RD4085).

Les alignements d'arbres de première grandeur constituent des silhouettes dans le grand paysage (allée plantée du plan de Massot) ou marquent et donnent une certaine cohérence en entrée de ville

- A préserver, entretenir, compléter pour assurer à la fois une continuité écologique et visuelle

Les paysages agricoles

Paysages de cultures intensives

Espace homogène de grande échelle, alternant entre une agriculture céréalière offrant de grands de grands dégagements visuels vers les reliefs et une trame de vergers structurante

- Intégrité à maintenir

Paysages agricoles des coteaux

Espaces conservant un caractère agricole et une certaine identité rurale par la présence d'une trame paysagère (haies, végétation accompagnant les talwegs)

– Espaces sensibles du fait de leur proximité avec l'urbanisation

– Maîtriser l'implantation du bâti diffus

- Trame végétale à préserver, mettre en valeur et à reconstituer

Les paysages bâtis

Le centre ancien

La citadelle qui se fond dans le rocher et au pied le centre historique aux toitures étagées et aux maisons hautes et serrées composent une silhouette emblématique de Sisteron et du département

- sa lisibilité depuis les principaux lieux de perception est à maintenir et à mettre en valeur

Les extensions urbaines

Implantées sur les hautes terrasses et les coteaux anciennement agricoles, elles sont assez denses au Sud (le Thor, les Plantiers), plus diffuses au Nord (la Chaumiane).

L'interface entre l'espace naturel/ou agricole doit faire l'objet d'une attention particulière en évitant le développement du bâti diffus.

La Chaumiane:

- travailler dans l'enveloppe existante en densifiant,

- respecter et réhabiliter les trames paysagères (cours d'eau et végétation, haies)

- affirmer la coulée verte et agricole entre le ravin du Déffend et le ravin de Pierre Longue afin d'éviter une conurbation entre le quartier de la Chaumiane et celui de la Baume

Le Thor en limite du versant Sud du Molard :

- préserver le versant en pente forte et son boisement intégrer une trame végétale pour atténuer l'impact visuel du bâti existant et à venir

Les zones d'activités au Nord de la ville

La zone industrielle implantée de part et d'autre de la RD4085 constitue l'entrée de ville Nord. Le manque de qualité des abords de la RD (enseignes et publicité, façades, clôtures...) ne met pas en valeur cette entrée qui offre une perspective axiale continue vers la citadelle.

Zone Industrielle : requalifier les abords de la RD 4085 (gestion des enseignes, qualité des façades bâties, clôtures, plantations....)

Parc d'activités de Sisteron Val de Durance: envisager l'extension du parc en continuité avec l'existant, préserver l'intégrité des espaces à l'Est de l'autoroute afin de maintenir l'effet de grande ouverture vers les massifs alpins au Nord

II.1.3.3. Les enjeux par unité paysagère

La confluence Buech Durance

La vallée du Buech et plateau de la Garduelle

Caractéristiques

- Paysage de grande échelle, homogène à dominante agricole sur le plateau, coupé longitudinalement par le canal EDF
- paysage fermé et ambiances boisées le long du Buech et sa ripisylve
- Grandes parcelles, alternances de prés, céréales et vergers cloisonnant l'espace
- peu de bâti constitué principalement par d' anciennes fermes (château de Ste Euphémie, château de Cazette, château d'Entray, Soleillet, Bérard, Deyraud, la Grande Bastide, Servoules....)
- larges ouvertures visuelles lointaines vers les reliefs (montagne de l'Aup,
- boisements de chênes pubescents remarquables

(Bois de Garduelle) créant des ambiances plus intimistes

Enjeux/ recommandations

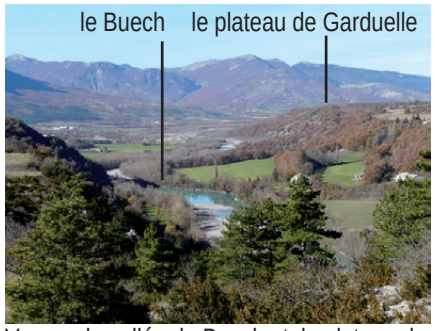
- préservation et mise en valeur de la ripisylve
- conserver le caractère agricole et naturel en favorisant

le maintien de l'agriculture et en évitant le développement du bâti diffus

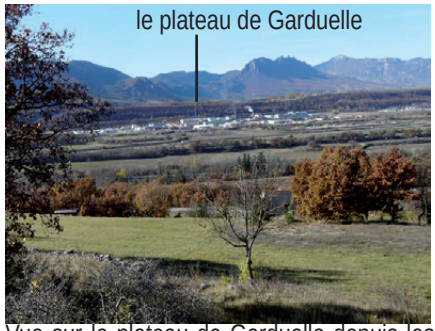
- inventaire et valorisation du bâti vernaculaire (ferme, pigeonnier, puits, cabanon....)



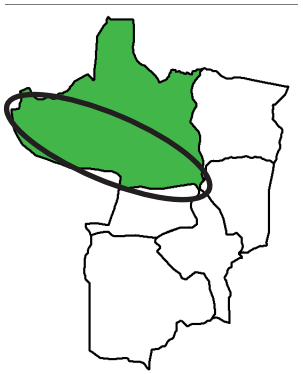
Bâti d'origine ancienne avec pigeonnier



Vue sur la vallée du Buech et le plateau de Garduelle depuis Champ Brancou



Vue sur le plateau de Garduelle depuis les contreforts de la montagne de Gache





Chênes pubescents du Bois de Garduelle



Vergers aux alignements très rectilignes et graphiques



Dégagements visuels lointains vers les montagnes de Chabre, de l'Aup et des Selles



Vue remarquable sur la vallée du Buech ,au niveau de la confluence Buech -Durance depuis le quartier de la Baume, en arrière plan le plateau de Garduelle

La confluence Buech Durance

La basse terrasse de la Durance

Caractéristiques

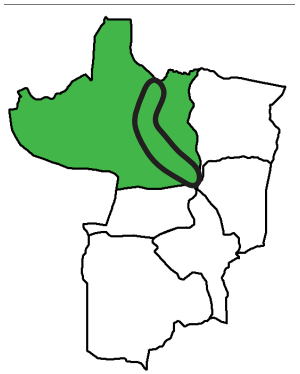
- Rivière très encaissée, relativement peu lisible depuis les principaux lieux de perception et peu mise en valeur,
- ripisylve épaisse et prégnante bloquant les vues et créant des ambiances arborées et intimistes évoluant au fil des saisons
- En bordure du fleuve, espaces ouverts cultivés (prairies, céréales...) conservant des caractéristiques rurales
- le fleuve jouxte le secteur de Chaumiane et le camping des Prés hauts. Des zones de bâti pavillonnaire denses côtoient un habitat plus diffus

Enjeux/ Recommandations

- préservation et mise en valeur de la ripisylve
- freiner le développement du bâti diffus
- améliorer la qualité du bâti récent et notamment des clôtures (éviter les clôtures opaques et uniformes qui ferment et entraînent une banalisation du paysage)
- inventaire et valorisation du bâti vernaculaire (ferme, pigeonnier, puits, cabanon....)

La Durance et sa ripisylve, perspective vers la citadelle









Espace ouvert (prairie) mettant en scène la ripisylve de la Durance



Constructions (dont certaines anciennes) implantées sur le micro relief épaulant la terrasse, à l'abri des inondations





Bâti diffus, zone pavillonnaire sans réelle organisation et liaison, tendance à la banalisation par la fermeture du paysage et la perte des caractéristiques locales (clôtures, palette végétale.....).

La confluence Buech Durance

Le plan de la Baume - la Chaumiane

Caractéristiques

- Haute terrasse en pente très douce, dominant la Durance en rive gauche, entaillée par des ravins (le Riau, les Coudoulets, le Deffends, Pierre Longue, Mardaric)

- les ravins sont soulignés par une végétation de feuillus (chênes pubescents) qui compartimente cet espace et crée des ambiances boisées

- anciennement agricole, ce coteau est investi par une urbanisation désordonnée, entraînant une certaine banalisation en gommant les caractéristiques du site (fermeture du paysage, clôtures opaques et uniformes)

- cet espace revêt un caractère agricole, il y subsiste des parcelles cultivées ou utilisées au sein de l'enveloppe bâtie (prairies, cultures céréalières) offrant des ouvertures visuelles sur les reliefs environnants, une trame de fossés et de haies

- au Nord la limite d'urbanisation est nette et laisse place à un paysage agricole ouvert de qualité avec en particulier les alignements de platanes du Plan Massot et la perception du massif de la Montagne , le relief de Hongrie, et la silhouette de Valernes

- au Sud, l'espace agricole entre les ravins de Pierre Longue et de Madaric forme une respiration entre le secteur bâti de la Chaumiane et celui de la Baume.

Enjeux/Recommandations (cf carte ci contre)

- préservation et mise en valeur des ravins, des talus et de leur végétation, des alignements du Plan Massot (à confirmer dans le PLU)

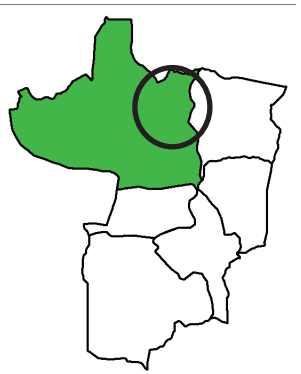
- travailler dans l'enveloppe bâtie, éviter l'étalement

- améliorer la qualité du bâti récent et notamment des clôtures (utiliser les palettes et structures végétales locales)

- conforter la coulée naturelle et agricole entre la Chaumiane et la Baume afin d'éviter une conurbation entre les deux quartiers.







Paysage à dominante agricole au Nord Est en bordure de la RD 951, montagne de Gache en arrière plan







Urbanisation récente sous forme de pavillonnaire plus ou moins dense, de bâti diffus et édification de clôtures fermant le paysage



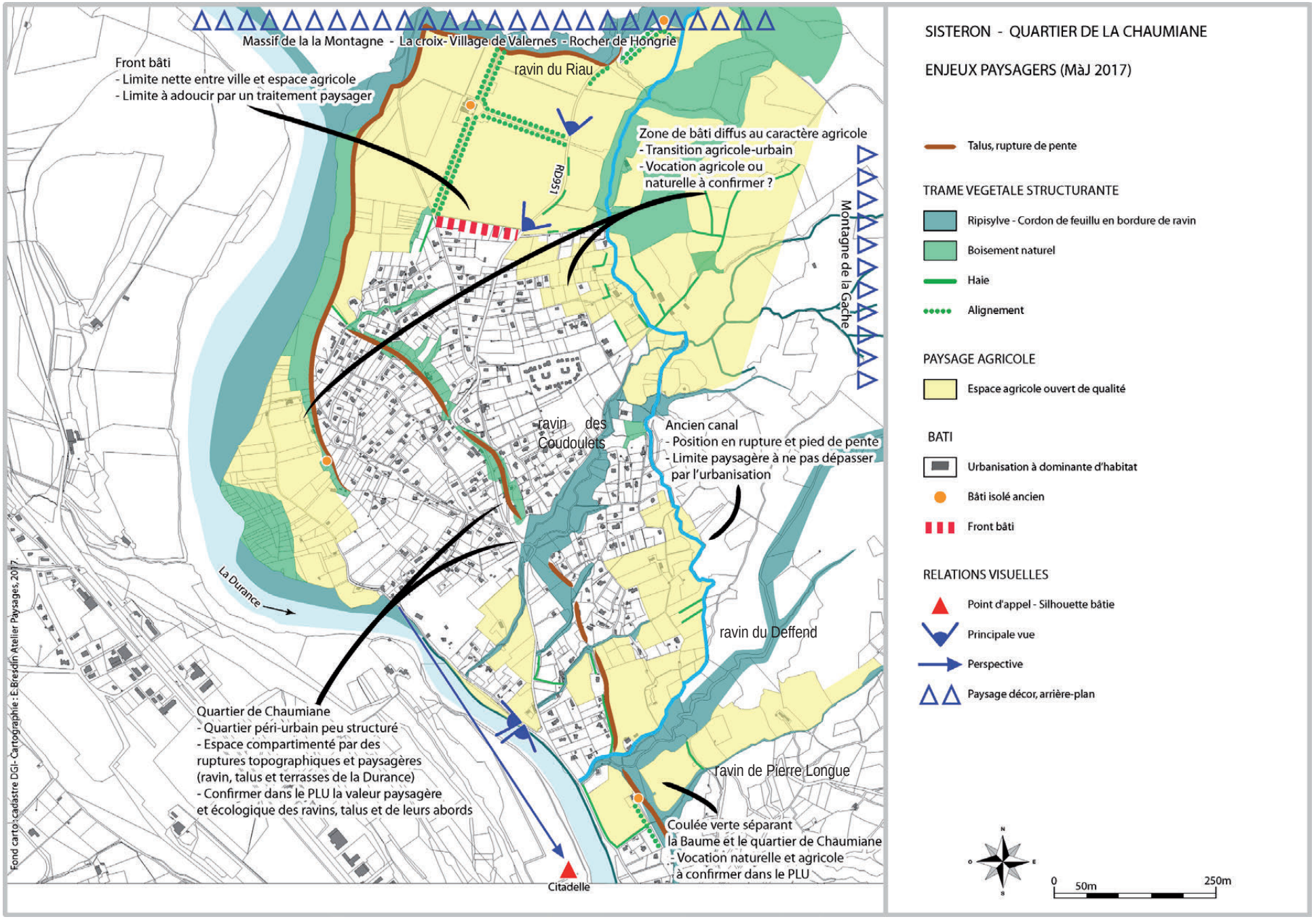
Paysage agricole ouvert structuré par un réseau de fossés et de haies



Double alignement de platanes du Plan Massot



Végétation arborée de feuillus soulignant les ravins


Massif de la la Montagne - La croix- Village de Valernes - Rocher de Hongrie
Front bâti
- Limite nette entre ville et espace agricole
- Limite à adoucir par un traitement paysager
ravin du Riau
RD951
Zone de bâti diffus au caractère agricole
- Transition agricole-urbain
- Vocation agricole ou naturelle à confirmer ?
Montagne de la Gache
ravin des Coudoulets
Ancien canal
- Position en rupture et pied de pente
- Limite paysagère à ne pas dépasser par l'urbanisation
La Durance
ravin du Deffend
Quartier de Chaumiane
- Quartier péri-urbain peu structuré
- Espace compartimenté par des ruptures topographiques et paysagères (ravin, talus et terrasses de la Durance)
- Confirmer dans le PLU la valeur paysagère et écologique des ravins, talus et de leurs abords
ravin de Pierre Longue
Coulée verte séparant la Baume et le quartier de Chaumiane
- Vocation naturelle et agricole à confirmer dans le PLU
Citadelle
Fond carto : cadastre DGI- Cartographie : E.Bresdin Atelier Paysages, 2017.
SISTERON - QUARTIER DE LA CHAUMIANE
ENJEUX PAYSAGERS (MàJ 2017)
Talus, rupture de pente
TRAME VEGETALE STRUCTURANTE
Ripisylve - Cordon de feuillu en bordure de ravin
Boisement naturel
Haie
Alignement
PAYSAGE AGRICOLE
Espace agricole ouvert de qualité
BATI
Urbanisation à dominante d'habitat
Bâti isolé ancien
Front bâti
RELATIONS VISUELLES
Point d'appel - Silhouette bâtie
Principale vue
Perspective
Paysage décor, arrière-plan
N
O
E
S
0
50m
250m

La confluence Buech Durance

La moyenne terrasse de la Durance

Caractéristiques

- terrains plats et fertiles de la plaine alluviale où la maîtrise de l'eau a permis le développement de l'agriculture et notamment l'arboriculture

- de vastes parcelles plantées en vergers (pommiers, poiriers principalement) et en cultures céréalières composent un paysage de grande échelle globalement ouvert

- ce territoire est délimité à l'Ouest par le rebord du plateau de Garduelle, à l'Est par la Durance et sa ripisylve, il s'ouvre vers le Nord sur les sommets alpins (crête des Selles, Pic de Bure, massif des Ecrins)

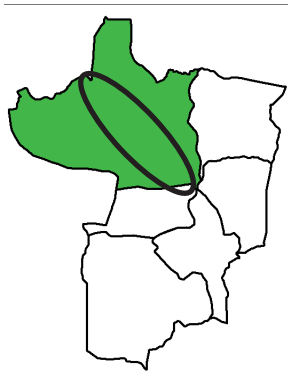
- au Sud les massifs du Collet de la Baume ferment l'horizon, avec la silhouette de la citadelle en point d'appel

- c'est une zone de passage où se concentrent les infrastructures : autoroute A51, l'échangeur et le péage, RD4085, RD4075, fortement marquée par les zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales. Elles offrent des perspectives axiales quasiment continues sur la silhouette de la citadelle

- les zones d'activités industrielle et artisanale de Météline et de Proviou, aux abords peu soignés (enseignes, publicité, clôtures...), marquent fortement l'entrée Nord de Sisteron.

Le Parc d'Activités Sisteron Val de Durance, plus récent et en cours d'extension, fait l'objet d'un traitement soigné: recul par rapport à la voie intégrant des plantations, qualité architecturale (matériaux, couleurs....)





Vue d'ensemble depuis le belvédère aux abords de la citadelle, prégnance des ZA au premier plan



Perspective vers la citadelle dans l'axe de la RD4085



Vue depuis la RD4085

Enjeux/Recommandations

- maintenir l'espace d'ouverture sur les massifs alpins à l'Est de l'autoroute (maintien de l'intégrité des espaces agricoles et naturels)

- requalifier les abords des zones d'activités

en bordure de la RD4085 (Météline et Proviou) : gestion de la signalétique et de la publicité, qualité des nouvelles constructions et des clôtures, plantations...)

- préserver et valoriser la perspective vers la citadelle depuis l'autoroute A51 et la RD4085: maintenir l'intégrité des premiers plan

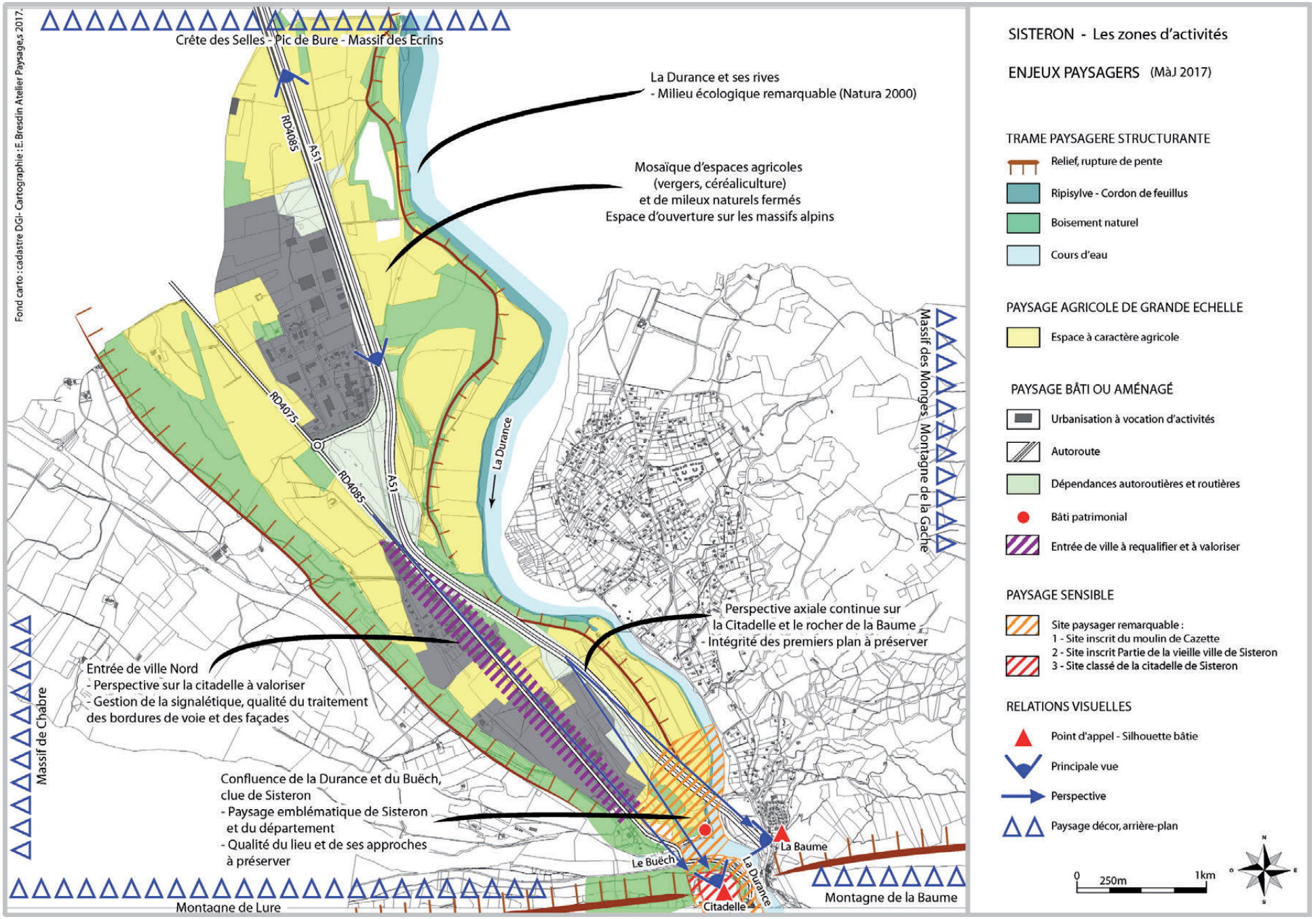
- préserver la qualité des approches de la confluence Buech Durance et de la clue de Sisteron, paysage emblématique de Sisteron et du département.







Ci-dessus abords peu valorisants de la RD4085 et des ZA en entrée de ville. Ci-contre, les abords du Parc d'activités Sisteron Val de Durance


Fond carto : cadastre DGI- Cartographie : E.Bresdin Atelier Paysages 2017.
Crête des Selles - Pic de Bure - Massif des Ecrins
La Durance et ses rives
- Milieu écologique remarquable (Natura 2000)
Mosaïque d'espaces agricoles
(vergers, céréaliculture)
et de mileux naturels fermés
Espace d'ouverture sur les massifs alpins
RD4085
A51
RD4075
La Durance
Massif des Monges, Montagne de la Gache
Perspective axiale continue sur
la Citadelle et le rocher de la Baume
- Intégrité des premiers plan à préserver
Entrée de ville Nord
- Perspective sur la citadelle à valoriser
- Gestion de la signalétique, qualité du traitement
des bordures de voie et des façades
Massif de Chabre
Confluence de la Durance et du Buëch,
clue de Sisteron
- Paysage emblématique de Sisteron
et du département
- Qualité du lieu et de ses approches
à préserver
Le Buëch
La Baume
Citadelle
Montagne de la Baume
Montagne de Lure
SISTERON - Les zones d'activités
ENJEUX PAYSAGERS (MàJ 2017)
TRAME PAYSAGERE STRUCTURANTE
Relief, rupture de pente
Ripisylve - Cordon de feuillus
Boisement naturel
Cours d'eau
PAYSAGE AGRICOLE DE GRANDE ECHELLE
Espace à caractère agricole
PAYSAGE BÂTI OU AMÉNAGÉ
Urbanisation à vocation d'activités
Autoroute
Dépendances autoroutières et routières
Bâti patrimonial
Entrée de ville à requalifier et à valoriser
PAYSAGE SENSIBLE
Site paysager remarquable :
1 - Site inscrit du moulin de Cazette
2 - Site inscrit Partie de la vieille ville de Sisteron
3 - Site classé de la citadelle de Sisteron
RELATIONS VISUELLES
Point d'appel - Silhouette bâtie
Principale vue
Perspective
Paysage décor, arrière-plan
0 250m 1km
N
E
S
O

La montagne de la Gache

Caractéristiques

- Extrémité Sud Est de la montagne de Gache qui délimite le territoire communal au Nord Ouest et domine la plaine de la Durance. Les sommets aux falaises rocheuses culminent à 1357 m.

- Les premières pentes entaillées par des vallons (le Riau, les Coudoulets, le Deffends, Pierre Longue, Mardaric) accompagnés de cordons de feuillus

sont occupées par des pâturages et des cultures fourragères où une trame de haies (principalement de chênes pubescents) souligne le parcellaire et les chemins.

- Vers les sommets lorsque les versants deviennent plus abrupts, les boisements de chênes pubescent dominent, entrecoupés d'affleurements de marnes noires, creusés par les ravins.

- Ce secteur présente peu de bâti. Celui ci est en général d'origine ancienne. Il subsiste un patrimoine vernaculaire : anciennes fermes (Pierre Longue, Catin) implantées parallèlement aux courbes de niveau , pigeonnier, cabanon, trame agreste (alignement de mûriers…)

- Ces coteaux sont parcourus par la RD 3 qui conduit au défilé de la Pierre Ecrite et qui offre des vues dominantes sur la plaine de la Durance,

- Le passage entre ce paysage agropastoral et l'urbanisation aux abords de la Baume s'effectue sans transition. L'entrée par la RD3 est marquée par une zone pavillonnaire sans caractère (clôtures opaques et uniformes fermant le paysage).

Enjeux/recommandations

- préservation et mise en valeur des ravins, des talus et de leur végétation, des haies

- conserver le caractère agricole et naturel en favorisant

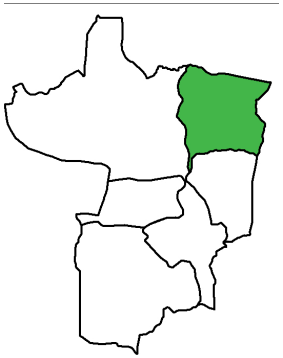
le maintien de l'agriculture et en évitant le développement du bâti diffus

- éviter les clôtures dans ce paysage globalement ouvert, privilégier les clôtures discrètes ou végétales en utilisant les structures et palettes végétales locales

- inventaire et valorisation du bâti vernaculaire (ferme, pigeonnier, puits, cabanon....)



La montagne de Gache vue depuis le bélvèdère des abords de la citadelle







La montagne de Gache vue depuis Chaumiane dont elle forme un arrière plan très prégnant



Paysage agropastoral sur les pentes douces



Vue dominante sur la plaine de la Durance depuis la RD3



Mûriers blancs en bord de route



Ancien bâti avec pigeonnier (Pierre Longue)

Les montagnes de l'Ubac et de la Baume

Caractéristiques

Reliefs s'étirant d'Ouest en Est scindant le territoire communal en 2. Ils forment un pincement de part et d'autre de la Durance symbolisant le passage entre la Provence et le Dauphiné, ils barrent l'horizon.

L'extrémité de la montagne de l'Ubac en rive droite de la Durance, aux formes globalement douces, domine à une altitude variant entre 750 et 850 m est constituée par deux lignes de crête séparée par une combe:

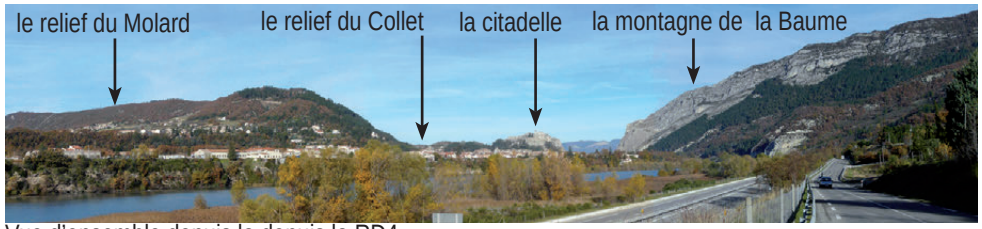
- au Sud , le relief du Bois du Molard, à la topographie marquée et occupé par des boisements denses de conifères au nord et de feuillus au sud (dominance de chênes pubescents) dominant à une altitude variant entre 750 et 850 m. Ses versants Sud et Sud Est sont au contact avec l'urbanisation qui génère par endroit un mitage du paysage boisé.

- au Nord, la colline du Collet, ressaut culminant à 650 m se terminant à l'Est par un piton calcaire accueillant la citadelle. Elle présente une couverture végétale plus clairsemée constituée par des boisements de chênes pubescents, des hêtres, des landes à buis, et sur le versant Nord escarpé des boisements denses de feuillus et de conifères (pins sylvestres, pins noirs) au Nord.

La montagne de la Baume, caractérisée par ses spectaculaires falaises calcaires aux strates verticales plongeant dans la Durance, culmine à 1147 m.

Ces versants sont occupés par des landes à genêts cendrés, des chênaies pubescentes, des pinèdes de pins sylvestres, et des hêtraies en versant Nord.

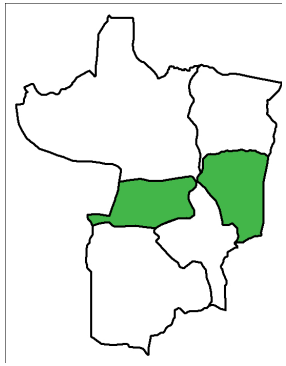
Ces reliefs représentent à la fois paysage géologique spectaculaire (la clue, le rocher de la Baume) et lieu hautement symbolique (la citadelle).



Vue d'ensemble depuis la depuis la RD4


Le relief du Molard - bâti diffus créant un mitage


Le rocher de la Baume



Leurs silhouettes sont des repères et des points d'appel importants dans le grand paysage .

Ils ont une vocation d'espace naturel, de promenade et de contemplation : points de vue panoramiques, tables d'orientation, sentiers de randonnée (GR6, GR946, GR653D) sentier botanique du Molard. Ils composent avec la citadelle et la vieille ville un paysage emblématique et sont très perçus depuis les principaux lieux de perception.

Enjeux/ Recommandations

- préserver l'intégrité paysagère de ces espaces et confirmer leur vocation d'espace naturel dans le PLU

- éviter que l'urbanisation en contact avec le versant Sud du Molard vienne grignoter le versant boisé très pentu,

- arrêter le développement du bâti sur le versant Sud Est du Bois du Molard, versant pentu présentant un « mitage », qui se situe dans les cônes de vue remarquables vers la citadelle depuis l'autoroute et la RD4.

- Améliorer la qualité des bâtiments situés au pied de la citadelle en entrée de ville par la RD4085 (couleurs, enseignes, stationnement)


Le rocher de la Baume et la citadelle


Bâti au pied de la citadelle

La moyenne Durance

La basse terrasse - les Marres et les Plantiers

Caractéristiques

- Basse et vaste terrasse en rive droite de la Durance qui accueille la ville de Sisteron constituée par le centre ancien étagé au pied de la citadelle et les faubourgs, extension Sud de la ville le long de la RD4085 qui s'est effectuée sur l'ensemble de la plaine autrefois occupée par des vergers et des cultures maraîchères

- Elle est nettement délimitée à l'Ouest par le rebord abrupt et boisé du plateau du Thor et à l'Est par la rive de la Durance et sa ripisylve.

- Elle est traversée par la RD4085 (ancienne RN85 route de Napoléon), qui constitue l'entrée de ville par le Sud, et qui est marquée par des alignements de platanes.

- La basse terrasse au niveau des Marres, espace ouvert et inondable, constitue le premier plan de la silhouette emblématique que forment la citadelle et la ville ancienne depuis les points de vue offerts par la RD4, la RD17 et l'autoroute A51 en rive gauche de la Durance ainsi qu'un un écrin contribuant à la mise en valeur du centre ancien depuis la Citadelle.

Enjeux/Recommandations :

- maintenir la lisibilité de la silhouette formée par la citadelle et le centre ancien

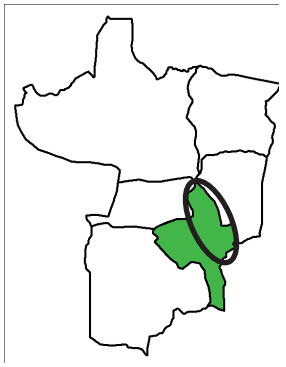
- conserver les espaces correspondant aux zones de vue de la silhouette emblématique et du centre ancien ouverts

- améliorer la qualité du plan d'eau et de ses abords afin de diminuer son impact visuel depuis les points de vue dominants

- préserver et mettre en valeur la ripisylve et la végétation en bordure de la Durance

- préserver, compléter ou reconstituer les alignements d'arbres en entrée de ville.





La citadelle et le centre ancien vus depuis la RD4



Le quartier des Marres vu depuis la RD17



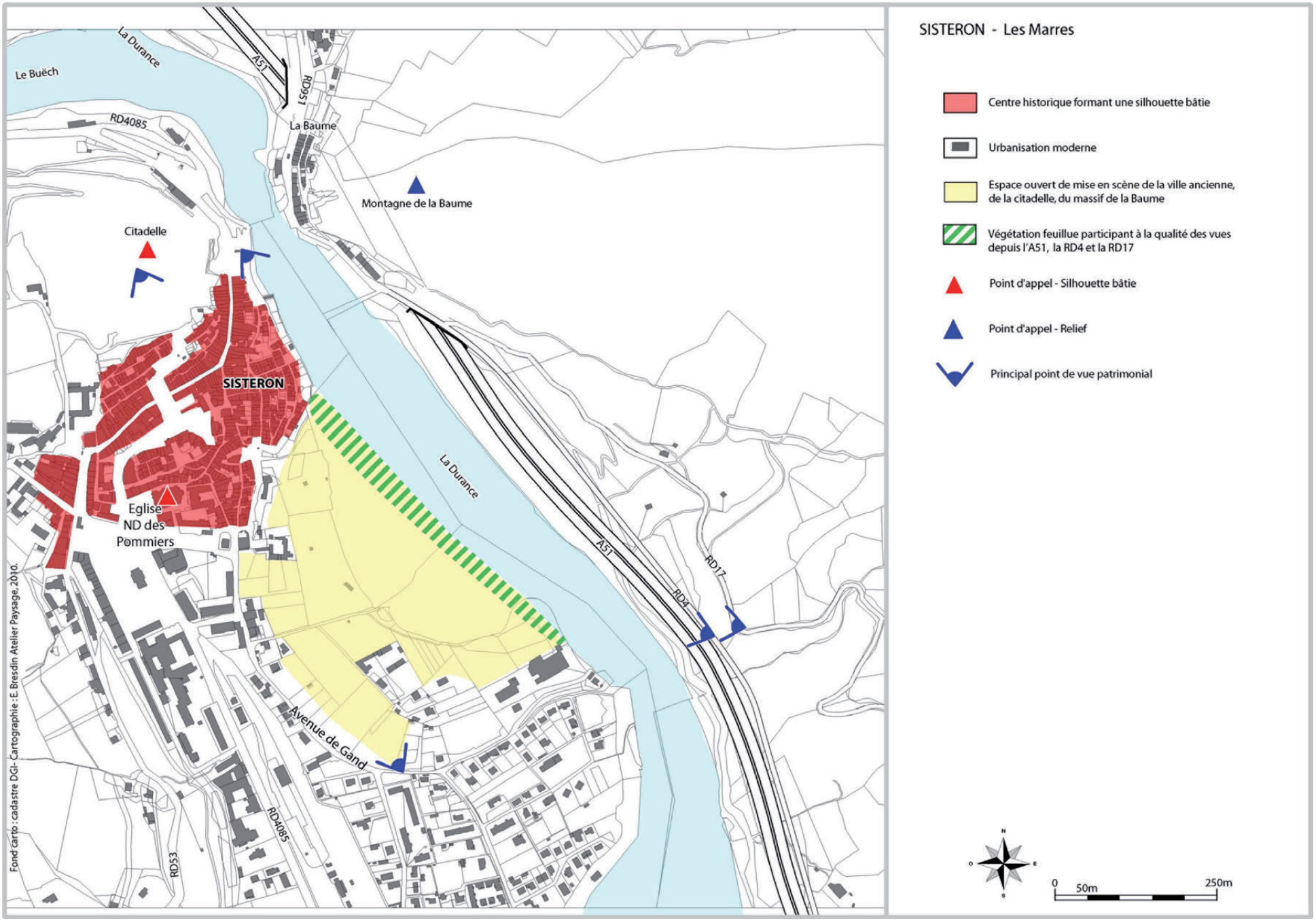
Le quartier des Plantiers vu depuis la RD17



La citadelle, le centre ancien et les Marres au premier plan depuis la RD17



Les Marres vu depuis la citadelle


SISTERON - Les Marres
Centre historique formant une silhouette bâtie
Urbanisation moderne
Espace ouvert de mise en scène de la ville ancienne, de la citadelle, du massif de la Baume
Végétation feuillue participant à la qualité des vues depuis l'A51, la RD4 et la RD17
Point d'appel - Silhouette bâtie
Point d'appel - Relief
Principal point de vue patrimonial
La Durance
Le Buëch
A51
RD951
RD4085
La Baume
Montagne de la Baume
Citadelle
SISTERON
Eglise ND des Pommiers
La Durance
A51
RD17
RD4
Avenue de Gand
RD4085
RD53
Fond carto : cadastre DGI- Cartographie : E. Bresdin Atelier Paysage, 2010.
N
O
E
S
0
50m
250m

La moyenne Durance

La haute terrasse - le Thor

Caractéristiques

- Haute terrasse en rive droite de la Durance délimitée au Nord par le relief du Molard, au Sud par le relief de Montgervis, à l'Est par la basse terrasse des Plantiers, à l'Ouest par la vallée du Jabron. Plan incliné d'une altitude de 670 m à 540m du Nord vers le Sud

- autrefois entièrement cultivé, il est aujourd'hui investi par une urbanisation relativement dense concentrée sur les terrains les plus plats et constituée de pavillonnaire et de petits collectifs et qui s'effiloche vers les hauteurs, jusqu'au pied de versant du relief du Molard

- les franges de cette urbanisation sont toujours utilisées, prairies, pâtures, cultures de lavandin, maintiennent un paysage ouvert aux portes de l'agglomération

-pas de transition entre la vallée du Jabron au caractère très agricole, et l'entrée dans l'agglomération

Enjeux/ Recommandations

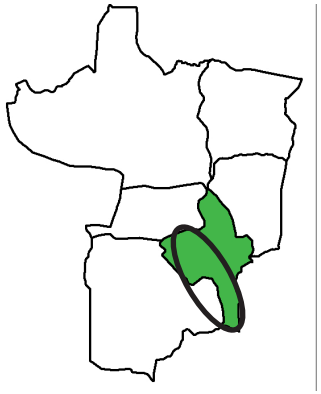
- Soigner l'interface entre l'espace naturel/ou agricole: éviter le développement du bâti diffus, s'appuyer sur les trames paysagères existantes (ravin, haie...) à préserver ou à réhabiliter, s'adapter à la topographie, réglementer les clôtures

- en limite du versant Sud du Molard : préserver le versant en pente forte et son boisement, intégrer une trame végétale pour atténuer l'impact visuel du bâti existant et à venir

- maintenir l'urbanisation à l'Ouest à la limite actuelle donnée par le ravin de Chantemerle qui pourrait être mis en valeur (plantations)

- ménager un dégagement visuel entre la chapelle et l'urbanisation afin de conserver son caractère paisible et retiré





Vue vers le Thor et la vallée de la Durance depuis le pied de versant du Molard (Super Sisteron)



Bâti pavillonnaire et parcelle cultivée



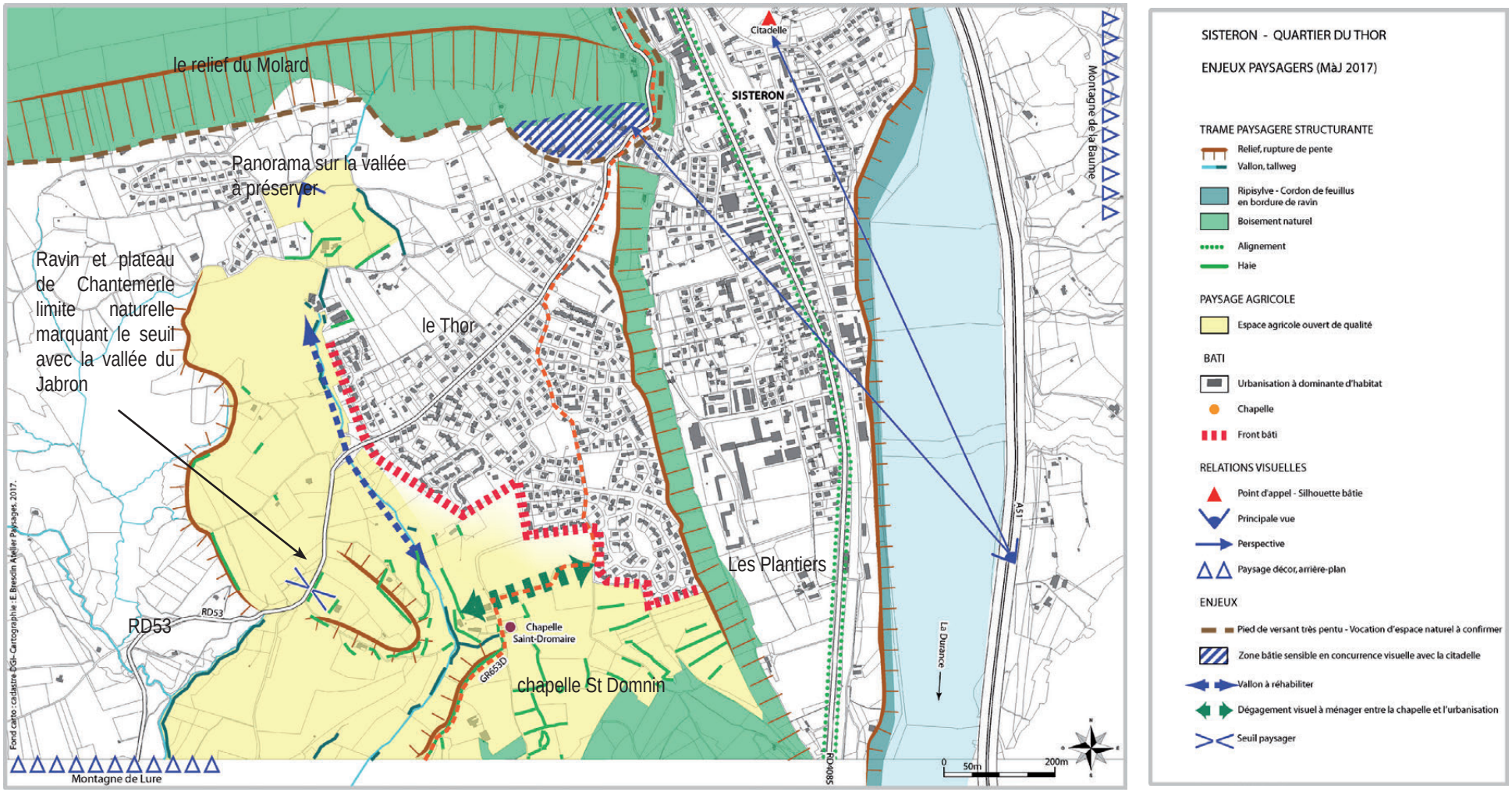
Petits collectifs



Ravin marquant la limite d'urbanisation et la limite avec la vallée du Jabron



Au sud la limite d'urbanisation est nette (vue depuis la chapelle St Domnin)





La chapelle St Domnin



Vue depuis la chapelle St Domnin vers le relief du Molard



Vue depuis la RD4 vers le relief du Molard grignoté par l'urbanisation du Thor

La vallée du Jabron

Caractéristiques

- Vallée encaissée relativement encaissée orientée Est Ouest ,

- fort contraste entre le versant au Sud très pentu et boisé (flanc Nord de la montagne de Lure) et le versant Nord, ample et vallonné, ouvert et agricole

- terroir agricole constitué par principalement des prairies, des pâturages (ovins, caprins....)et quelques cultures céréalières, formant un paysage ouvert et entretenu, où se dessine une trame de cordons végétaux et de haies soulignant les talwegs et le parcellaire.

- la rivière du Jabron est visible depuis la RD53 notamment à l'Est où la voie est en position dominante.

- l'entrée dans l'agglomération par la RD 53 s'effectue sans transition par une zone pavillonnaire sans caractère

Enjeux/ recommandations

- maintenir l'intégrité de ce secteur en maîtrisant le développement du bâti diffus

- préserver, mettre en valeur, et réhabiliter la trame végétale linéaire : ripisylve du Jabron, végétation des ravins, haies ....

- maintenir l'intégrité du seuil paysager entre la vallée du Jabron et la haute terrasse de la Durance (le Thor): confirmer la vocation naturelle et agricole du ravin et du plateau de Chantemerle





Paysage agropastoral aux formes douces et arrondies animées par une trame de haies





La rivière du Jabron vue depuis la RD53



Entrée dans l'agglomération par la RD53



Bâti agricole

II. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.2. APPROCHE ENVIRONNEMENTALE



L'état initial de l'environnement consiste à dresser à un instant «t», un état des lieux de l'environnement et de sa gestion à différentes échelles, communale, communautaire, départementale ou régionale.
La notion d'environnement doit être prise au sens large, comme champ d'action publique appréhendable au travers de six dimensions : écologie, pollution, ressources naturelles, sécurité, cadre de vie et patrimoine.

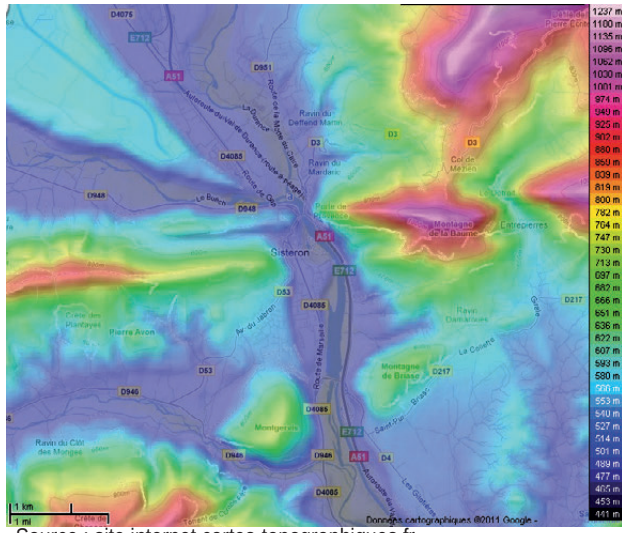
I. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

I.1. Topographie / Relief

Le territoire communal présente un relief contrasté alternant versant montagneux et plaine alluviale. L'altitude de la commune est comprise entre un minimum de 448 mètres et un maximum de 1 145 m NGF.

Sisteron se situe à 485 mètres d'altitude, à proximité du confluent du Buëch et de la Durance.

La commune présente un relief vallonné, marqué fortement par la Durance qui traverse la ville par la cluse de la Baume, coupure encaissée et étroite par le rocher de la Baume aux strates presque verticales.



Source : site internet cartes-topographiques.fr

I.2. Contexte climatique

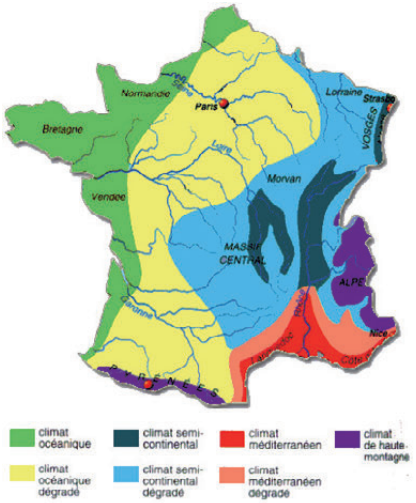
La commune de Sisteron, située dans les Alpes de Haute Provence, à une latitude de 44.2° Nord, est soumis à un climat de type méditerranéen dégradé par l'altitude et la latitude. La commune est donc soumise à des phénomènes météo des régions du sud de la France, à savoir :

- Des épisodes orageux entre juin et septembre,

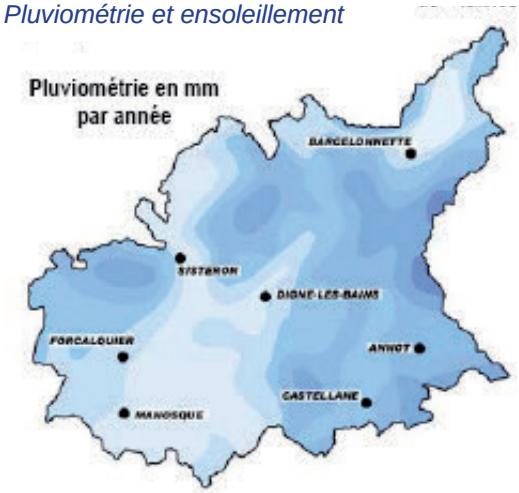
- Plus de 100 jours de vents par an ,

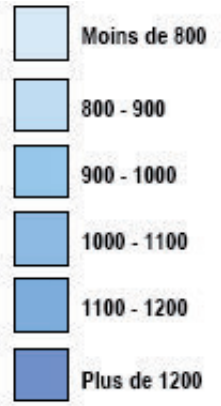
- De rares épisodes neigeux.

Le climat méditerranéen dégradé est caractérisé, dans les basses vallées et les plateaux, par un climat méditerranéen d'arrière-pays, plus contrasté que sur la côte. On note aussi une continentalité plutôt marquée dans le reste du département, comme dans la vallée de l'Ubaye, avec des hivers très rigoureux et des étés orageux.

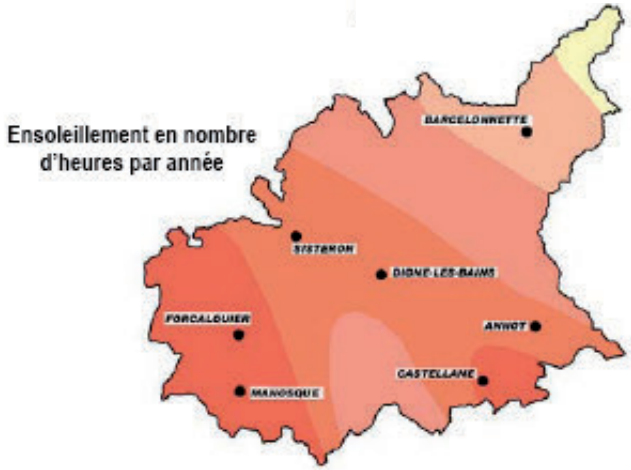


Pluviométrie et ensoleillement









Source Atlas des paysages des Alpes de Haute Provence

L'amplitude thermique annuelle et diurne est importante : 15 à 20°C de différence entre été et hiver.

Le département présente trois types de climat : méditerranéen, montagnard et alpestre. Sisteron se situe à la limite des climats méditerranéen et montagnard.

Les données accessibles sur les phénomènes météorologiques datent de 1961 à 1990. Elles donnent des précisions sur les différents paramètres météorologiques (température, vent, brouillard, grêle, hauteur des pluies...) sur une trentaine d'années. Nous avons fait le choix de prendre Saint-Auban comme territoire de référence car cette commune se situe dans un milieu montagnard, élément caractéristique aux deux communes.

Des données plus récentes, localisées à Sisteron (depuis 1998), permettront ensuite de mieux caractériser les phénomènes météorologiques de la commune sur une période de cinq ans (2005-2010).

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
Précipitation moyenne (mm)	51,8	58,2	58	67,2	73,4	61,3	40,7	61,3	59,3	81,5	64,6	58,8	735,8
Température maximales moyenne (°C)	8,4	10,4	13,5	16,8	20,9	24,9	29	28,4	24,6	19,2	12,8	9,1	18,2
Températures minimales moyenne (°C)	-0,4	0,5	2,3	5,2	8,4	12	14,8	14,3	11,7	8,7	3,2	0,4	6,7

Source : Infoclimat

Le tableau ci-dessus renseigne sur les températures et les précipitations moyennes de 1961 à 1990 pour chaque mois de l'année à Saint-Auban-Sur-Durance, commune similaire en terme de climat pour son aspect montagnard. Il met en évidence une forte amplitude thermique annuelle et des pluies importantes tout au long de l'année. La pluviométrie moyenne annuelle est de 735,8 mm et le mois le plus sec de l'année est le mois de juillet avec une pluviométrie mensuelle moyenne proche de 40,7 mm.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
Brouillard	0,7	0,6	0,7	0,5	0,5	0,3	0,1	0,1	0,4	1	0,8	0,6	6,4
Orage	0	0,2	0,6	1,9	4,7	7,1	5,6	5,6	3,5	1,9	0,7	0,1	31,9
Grêle	0	0	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0	0	0	1,4
Neige	2,7	2,4	1,3	0,4	0	0	0	0	0	0	0,5	2,1	9,5
Gel	16,7	12,4	7,7	1,1	0	0	0	0	0	0,2	6,1	14,5	58,8
Vent >57,6km/h	9,7	6,3	10,1	8,8	6,7	5,2	6	4,4	5,5	4,2	7	9,4	79,6
Vent >100,6km/h	0,4	0,6	0,4	0,1	0	0	0	0,1	0	0,2	0,2	0,3	2,1

(Station de Saint-Auban-Sur-Durance 1961 à 1990)

Similaire à Sisteron, Saint-Auban est marquée par la présence de gel et d'épisodes neigeux en raison de sa situation géographique. Le nombre de jours de gel est élevé entre les mois de Novembre à Mars. Les orages sont également très présents en période estivale de mai à septembre. En revanche, le secteur est nettement moins marqué par la présence de vents en comparaison des communes situées en Méditerranée soumises généralement au Mistral.

Sisteron		Températures (°C)		
	Précipitation (mm) annuelle	Moyenne annuelle minimale	Moyenne annuelle maximale	Moyenne annuelle des moyennes
2005	635.7	4	18.4	11.2
2006	651.9	4.9	19.4	12.2
2007	509.2	4.4	19.6	12
2008	946,2	4,6	18,6	11,6
2009	892,2	4,8	19,4	12,1
2010	1170,4	3,9	17,2	10,5

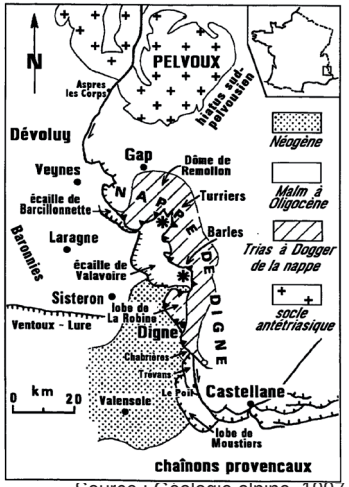
Le dernier tableau renseigne sur les précipitations et les températures relevées à Sisteron sur la période (2005-2010). Il met en évidence de grandes disparités en terme de précipitations : 2007 a été l'année la plus sèche (509.2 mm) et 2010 la plus pluvieuse (1 170.4 mm). En terme de températures, les différences annuelles sont bien moins fortes. Les moyennes de températures les plus basses vont de 3.9 à 4.9°C, les températures plus chaudes de 17.2 à 19,6°C et la température moyenne annuelle oscille entre 10.5 et 12.2°C.

Le climat à Sisteron se caractérise par une double influence, provençale et montagnarde. Les changements climatiques s'observent par une grande différence annuelle des niveaux de précipitations et une élévation de la température en période estivale.

I.3. Contexte Géologique et hydrogeologique

Implantée dans les Baronnies dans la dépression anticlinoriale des Terres Noires de Laragne (cf. carte ci-contre), Sisteron se situe à proximité d'un système de failles complexe, expliquant ainsi ces déformations géologiques.
La commune s'inscrit dans le contexte géologique marqué fortement par la barre tithonique verticale du flanc sud de l'anticlinal des Naux, caractérisée par ses strates presque verticales.

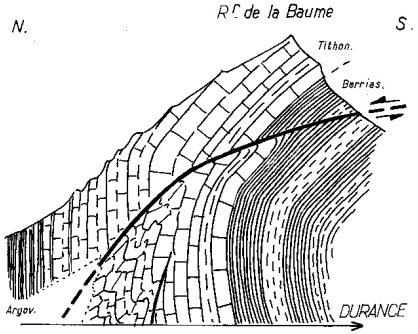
Faisant partie de l'anticlinorium (association de plis plus ou moins parallèles) de Laragne, l'anticlinal des Naux est traversé par la Durance, dans une «clue». Ce terme spécifique à la région signifie en géologie cluse, coupure encaissée dans un repli anticlinal. Cette structure en forme de dôme est uniformément éventrée jusqu'au soubassement des Terres Noires au Nord de Sisteron (cf carte géologique). Une zone synclinoriale s'étend au sud de la ville occupé par le Tertiaire du bassin de Valensole. La Durance qui traverse la commune en son centre est constituée d'alluvions récentes datant du quaternaire.



Source : Géologie alpine, 1997

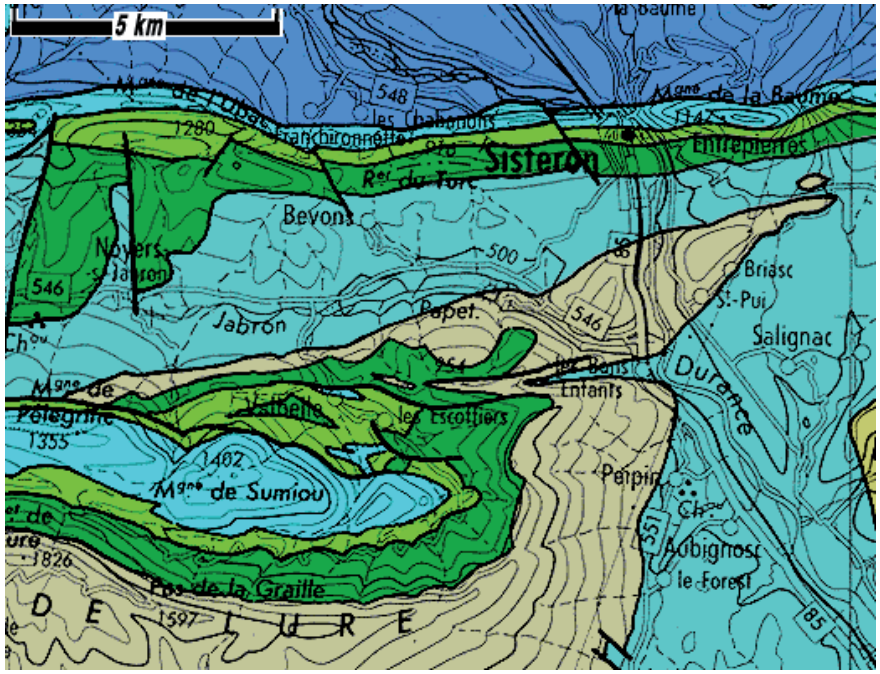
Le rocher de La Baume


Le rocher de La Baume, rive gauche de la Durance, en face de la Citadelle



Croquis: failles au sommet du rocher La Baume (Source : M Gidon)

Carte géologique simplifiée de la Région de Sisteron



Source : M.Gidon (1977)

légende des cartes géologiques du Gapençais et des Baronnies orientales

NAPPES DE L'EMBRUNAIS - UBAYE

- n. Autapie / n. Parpaillon — Flysch à helminthoïdes (Sénonien)
- schistes noirs "de base"
- olistostrome nummulitique
- "flysch noir" nummulitique
- "marbres en plaquettes" (crét. sup.)
- Jurassique sup. - Crétacé inférieur
- *>>> Dogger - Trias : voir autochtone >>>*

BASSIN MIOCÈNE de Digne - Valensole

- Miocène molasses sableuses
- Miocène molasses gréseuses
- Miocène conglomérats

AUTOCHTONE SUBALPIN

- Molasse Rouge oligocène
- Molasse gréso-conglomératique grès du Champsaur et d'Annot
- calcaires gréseux et marnes nummulitiques
- calcaires blancs Turonien - Sénonien
- Marnes Bleues apto-albiennes
- calcaires argileux barrémo-hauteriviens
- marnes valanginiennes
- barre tithonique (Berriasien - Séquanien)
- Terres Noires ("Argovien" inclus)
- marnes / marnes-calcaires — Bajocien
- calcaires argileux et marnes aaléniennes
- calcaires argileux et marnes toarciennes
- calcaires noirs lités (Lias inf.-moy.)
- spilites — gypses dolomies et cargneules du Trias sup.

SOCLE et sa couverture tégumentaire

- dolomies du Trias moyen
- grès du Trias inférieur
- grès houillers
- roches cristallines diverses

Cette barre est tithonique (couche du jurassique entre le Kimméridgien et le Néocomien) et comporte une charnière déversées vers le sud. Les bancs de ce rocher sont biseautés par une surface de chevauchement. La Baume présente donc une niche allongée liée au processus d'érosion, correspondant ainsi à la rencontre de ces deux bancs.
Outres les plis qui les perturbent, ces couches présentent deux failles pentées vers le nord. Le sens du rejet des failles (demi-flèches) conduit à y voir des failles inverses (cf. croquis ci-avant).

Concernant l'hydrogéologie, Sisteron est composé de masses :

- alluviales dans les fonds de vallée de la Durance et du Bluëch,
- sédimentaires au sud de la commune,
- intensément plissées sur le reste du territoire.

I.4. CONTEXTE PÉDOLOGIQUE

(source : Rapport Durance 2ème partie, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 2002)

La formation des sols ou pédogénèse est le résultat de la combinaison de divers facteurs biotiques et/ou abiotiques dont :

- La nature du substrat géologique (roche calcaires, siliceuse, etc…),
- Le climat,
- Le temps (la formation d'un sol pouvant prendre des milliers voir des millions d'années),
- Les agents biologiques (végétation et animaux qui ont un rôle dans l'enrichissement en matières organiques d'un sol et son transit),
- La topographie.

Les sols, toujours en mouvement (climat méditerranéen), ont été affectés de manière importante dans le contexte géographique des basses-alpes.

On distingue à Sisteron 4 unités pédologiques :

- Sols sablo-limoneux sur des moraines glaciaires.
- Sols sableux, faiblement graveleux sur un socle métamorphique avec forte concentration locale de galets.
- Sols maigres ou inexistants limono-sableux sur socle métamorphique.
- Sols alluvionnaires sableux, graveleux sur des calcaires fissurés.

Mobilité du lit de la Durance :

La Durance est une rivière à la forte capacité de charriage, avec un flux sédimentaire important. Des variations de transport solide (matériaux alluvionnaires et granulaires), liées aux apports complémentaires des affluents, façonnent progressivement la morphologie de la Durance. Le flux sédimentaire représente en amont de Sisteron 1,8 Mt/an, accentué par le remplissage de la retenue de Saint Lazare.

L'enlimonement et le retour de l'engravement du lit de la Durance engendrent ainsi un risque accru d'inondation. Une accumulation de graviers se localisent particulièrement aux confluences des affluents de la Durance, comme le Buëch qui dispose d'un «pouvoir charriant» bien supérieur à la capacité d'enlèvement de la Durance aménagée. Les dépôts conjugués du Buëch et de la Durance (alluvions argileuses) ont comblé 52% du volume de retenue de Saint-Lazare. Face à ce constat, un schéma de gestion globale des alluvions de la moyenne Durance a été réalisé (SMAVD+EDF) pour trouver un moyen de curage pérenne de ces dépôts.

L'objectif était de curer les 60 000 m3 d'apports annuels moyens du Buëch avant qu'ils ne se sédimentent dans la retenue. La solution trouvée a été l'aménagement d'un piège à graviers, situé à 500 mètres en amont de la confluence, sous maîtrise d'ouvrage EDF.
Par ailleurs, le retrait mécanique des dépôts est également nécessaire en queue de retenue de Saint Lazare afin de réduire les apports de graviers. EDF entreprend cette mission avec l'accord de l'autorité environnementale afin de contrôler les évolutions du lit de la Durance en curant la queue de retenue de St Lazare (200 000 m3 programmé en 2010)

I.5. Le réseau hydrographique

I.5.1. Préambule

La commune de Sisteron se situe sur le territoire de la Durance, Crau et Camargue dans le sous bassin versant de la Durance, rivière du sud-est de la France se jetant dans le Rhône.

Sur ces 302 km de longueur, la Durance reçoit les eaux de nombreux affluents : la Clarée, la Guisane, la Cerveyrette, la Gyronde, le Guil, le torrent des Vachères, le torrent de Boscodon,le Réallon, l'Ubaye, la Blanche, l'Avance, la Luye, le Sasse, le Buëch (ou Buech), le Jabron, le Riou de Jabron, le Vançon (ou Vanson), la Bléone, le Lauzon, le Rancure, l'Asse, le Largue, le Verdon, l'Ève, l'Aigue Brun (ou Aiguebrun), le Coulon (ou Calavon) et l'Anguillon sont les principaux affluents d'une longueur de plus de 20 km d'amont en aval.

Faisant partie plus précisément de la Moyenne Durance en terme d'entité géographique, le territoire de Sisteron reçoit d'autres cours d'eau, affluents de la rive droite de la Durance, qui sont le Buëch et le Jabron. Ces cours d'eau bénéficient de stations hydrologiques, objets de contrôles de surveillance et d'un suivi quantitatif (volume, hauteur, qualité, polluants...).

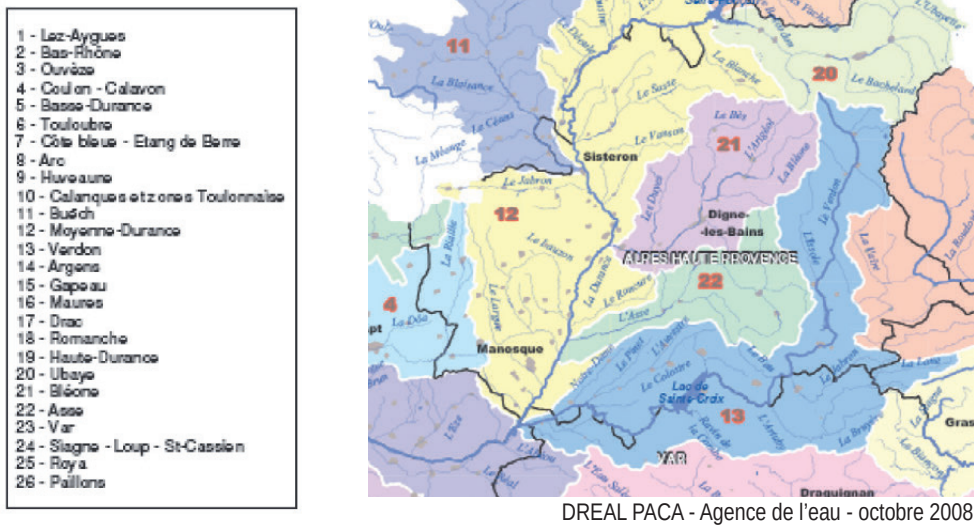
I.5.2. Description du réseau hydrographique

On désigne par réseau hydrographique un ensemble hiérarchisé et structuré de chenaux qui assurent le drainage superficiel, permanent ou temporaire, d'un bassin versant.

Le bassin versant de la Durance a été identifié et sectionné en six tronçons :

- Amont de Serre-Ponçon
- Retenue de Serre-Ponçon
- Aval Serre-Ponçon à Mallemort et affluents
- Aval Mallemort et Etang de Berre
- Verdon
- Buëch

Présentation des sous-bassins



DREAL PACA - Agence de l'eau - octobre 2008

Sur le territoire communal, il existe trois cours d'eau naturels permanent (Durance, Buëch et Jabron) ainsi qu'un canal EDF qui suit la Durance accueillant une centrale hydroélectrique à Saint Lazare, afin d'assurer l'irrigation des cultures agricoles et la production hydroélectrique. Le reste du réseau hydrographique est constitué de ravins, fossés et canaux d'irrigation.

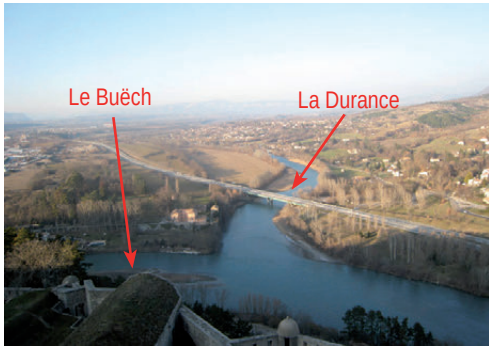
La Durance :

La Durance est une rivière prenant sa source à la frontière de l'Italie, près du col de Montgenèvre à 2 300 m d'altitude. Elle traverse la région PACA pour se jeter dans le Rhône, arrosant ainsi 106 communes de 6 départements (Hautes Alpes, Alpes de Haute Provence, Vaucluse, Drôme, Var et Bouches-du-Rhône).

Son bassin versant couvre une superficie de 14 250 km^2. En France, la Durance est le deuxième affluent après la Saône en terme de longueur (302 km) et le troisième pour son débit.

Faisant partie de la moyenne Durance, la Durance franchit le territoire communal sur 10 kilomètres environ selon un axe Nord-Sud. Cette partie de la Durance présente des paysages qui changent radicalement, entre espaces alpins et méditerranéens.
Au passage de la clue, la Durance récupère les eaux du Buëch et du canal EDF, augmentant ainsi son débit. Une retenue d'eau permet ensuite de le canaliser par le biais du barrage de Saint-Lazare qui restitue le débit réservé et alimente une centrale hydroélectrique.

Confluence Durance/Buëch



Le Buëch :

Se formant à quelques kilomètres à l'est du col de la Croix-Haute, cette rivière de type torrentiel d'une longueur de 85,2 km correspond à un bassin versant d'une superficie de 1 100 km2.
Traversant la commune du Nord-Ouest au Sud-Est, le Buëch se jette dans la Durance.

Le Jabron :

Prenant sa source sur la commune des Omergues à 980 m d'altitude à proximité du col de la Pigière, ce cours d'eau longe le pied nord de la montagne de Lure pour se jeter dans la Durance au sein de la commune à une altitude de 455 mètres. Son bassin versant correspond à une superficie de 210 km^2 et son parcours est de 36,6 km de longueur.

Le canal EDF et le barrage Saint-Lazare :

Construit entre 1973 et 1977, le canal EDF traverse la commune en longeant la vallée de la Durance. Long de plus de 180 km du barrage de Serre-Ponçon à l'étang de Berre, d'une capacité de 250 m^3/s, ce canal horizontal (dit «canal usinier») permet d'acheminer l'eau stockée en amont vers la Provence, permettant ainsi d'assurer l'irrigation des terres agricoles, l'alimentation en eau potable et la régulation des crues. Ce canal a également fait l'objet de plusieurs aménagements hydroélectriques. La retenue de Sisteron, située en aval de l'usine hydroélectrique (mise en service en 1976) alimente le réseau SCP Moyenne-Durance grâce à la station de pompage de Saint Lazare (grand barrage en remblai).

Canal usiner et Durance



I.5.3. Régime hydraulique

La Durance :

De type torrentiel, la Durance est un cours d'eau alimenté par des apports variables selon les saisons : fortes eaux au printemps, étiage accentué en été, reprise d'un débit moyen en automne, nouvel étiage sévère en hiver. En automne et en hiver, les pluies sporadiquement brutales, peuvent entraîner des crues violentes mais courtes.
Le régime naturel de la Durance est du type pluvio-nival méditerranéen se caractérisant par :

- une période de hautes eaux en automne hiver, liée aux précipitations,
- un débit se renforçant au printemps lors de la fonte des neiges.

La Durance a été aménagée à des fins multiples : développement urbain, agriculture et irrigation, hydroélectricité, loisirs... Les aménagements hydroélectriques dans sa partie amont permettent d'éviter les effets de crues dans la Moyenne Durance (de Serre-Ponçon à la clue de Mirabeau). Le lit de la Durance redevient encaissé et le cours d'eau présente un régime plus méditerranéen avec des crues provoquées par les pluies automnales et des étiages sévères en été. La Durance draîne, depuis son bassin versant jusqu'au Rhône, environ 6 milliards de m^3 d'eau avec un débit moyen inter-annuel naturel de 180 m^3/s à Mirabeau.

Le Buëch :

Présentant des fluctuations saisonnières, cet affluent torrentiel de la Durance présente un régime hydrologique à dominante nivale. Il est ainsi responsable des causes d'inondations à Sisteron. Cette rivière offre un débit moyen inter-annuel (ou module) de 20,1 m^3/s observé pendant 15 ans (1977-1991) à Laragne-Montéglin.
Plus précisément, concernant Sisteron, le débit caractéristique du Buëch à la confluence de la durance est :

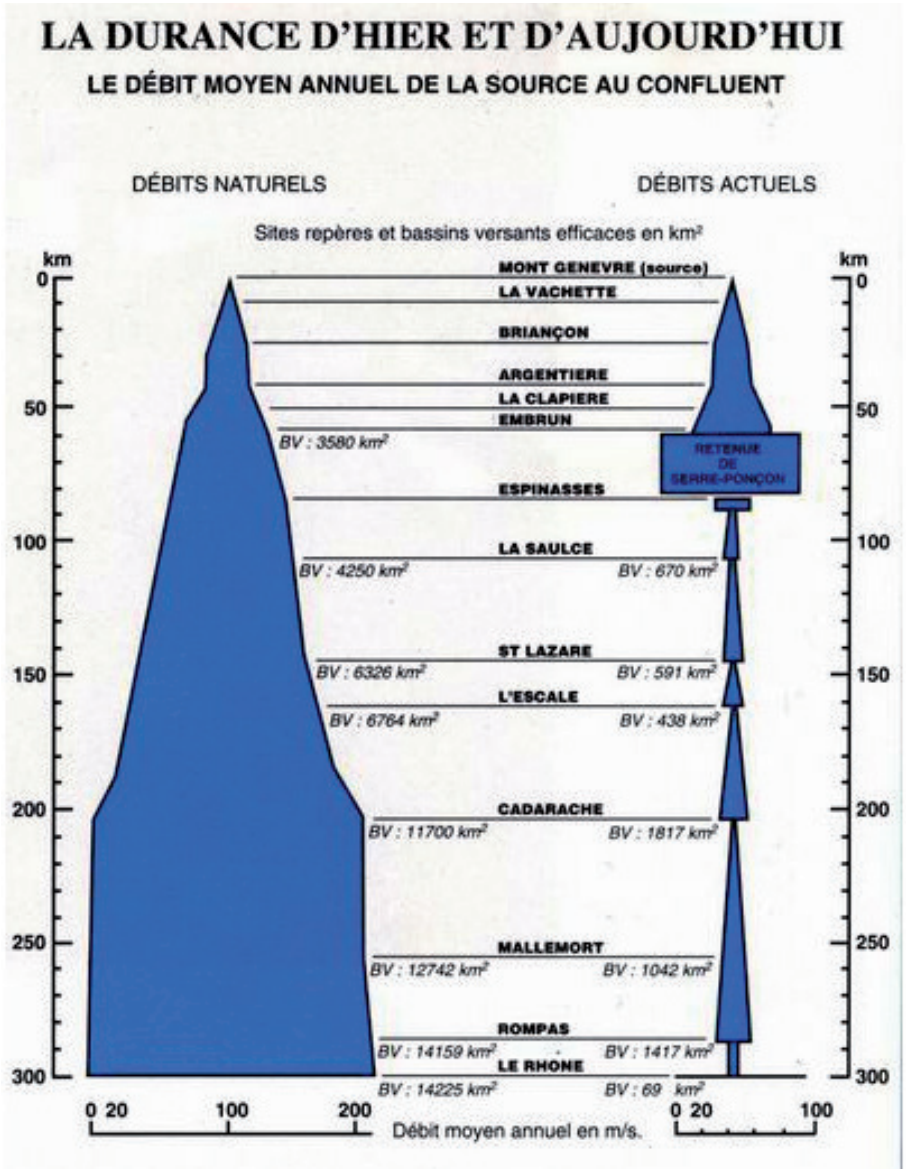
- module interannuel : 23 m3/s
- crue décennale : 770 m3/s
- crues centennales : 1 500 m3/s

Le Jabron :
Traversant la commune par le Sud sur un axe Ouest-Est, le Jabron est un cours d'eau très petit traversant des espaces forestiers par un lit sinueux. Cette station fait également partie du réseau de contrôle de surveillance (RCS) au niveau du pont de la rue du Four à Chaux.

Le Canal EDF :
Le canal usinier EDF, de 20 mètres de large et 7 mètres de profondeur, peut transporter jusqu'à 250 m^3 d'eau à la seconde. Les 32 centrales hydroélectriques implantées sur la Durance et le Verdon représentent un potentiel de production de 7 milliards de kWh (soit 10% de la production hydraulique française ou 1,2% de la production nationale d'électricité).
Le volume de retenue d'eau à Sisteron s'élève à 6,2 millions de m^3. La centrale de Saint-Lazare, mise en service en 1975, a une puissance de 256 millions de Watt, avec 114.3 mètres de hauteur de chute pour une productibilité moyenne de 803,5 millions de kWh.

Plus généralement, Sisteron bénéficie d'un réseau hydrologique pluvio-nival méditerranéen. Ce type de régime connaît deux maximums, l'un en mars-avril, le plus important, et un second en automne, et deux minimums en février et en août. Deux maximums et deux minimums caractérisent également le régime «pluvial méditerranéen», mais ici les plus hautes eaux s'écoulent en novembre et en décembre, tandis que le maximum de printemps est beaucoup plus faible. Quant au profond minimum d'été, il est en rapport direct avec la remontée des influences méditerranéennes le long de la vallée de la Durance.

Les cours d'eau de la Durance et de ses affluents ont été régularisés par la construction de grandes retenues : Serre-Ponçon en amont et sur la commune avec le Barrage de Saint-Lazare.



Source : Rapport sur la Durance, contribution à un Plan Durance, 2002

II. ENVIRONNEMENT NATUREL

II.1. Les dispositifs de protection de l'environnement

II.1.1. Les Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du ministère chargé de l'environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine naturel de la France et permet de localiser, d'identifier et de décrire les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats.

Une ZNIEFF est un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels et constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares. Il existe deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, de superficie relativement faible, définies par la présence d'espèces et associations d'espèces caractéristiques du patrimoine local et régional.
- Les ZNIEFF de type II, correspondant à de grands ensembles naturels, riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I.

L'inventaire ZNIEFF a été initié en 1985 et actualisé pour la commune de Sisteron en 2003. Le territoire communal est concerné par 4 ZNIEFF terrestres (5 de type I et 4 de type 2) et 1 ZNIEFF géologique.

Type	Code	Nom
I	04-100-151	La Marquise - champ Brancou
I	04-100-155	Massif de la montagne de Lure
I	04-100-157	La moyenne Durance, de la clue de Sisteron à la retenue de l'Escale
I	04-142-143	La moyenne Durance, ses ripisylves et ses iscles de l'aval de la retenue de Curbans-la Saulce à Sisteron
I	04-144-149	Le Grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de Laragne à Sisteron
II	04-108-100	Montagne de Gache - défilé de Pierre Ecrite - rocher de Dromont - le Grand Adroit
II	04-109-100	Montagne de la Baume
II	04-144-100	Le Grand Buëch jusqu'à la confluence avec la Durance
II	04-145-100	Le Jabron et ses principaux affluents et leurs ripisylves
Géologique	0415G00	gisement fossilifère Denoyers

II.1.2. Le réseau NATURA 2000

NATURA 2000 est un projet de tous les pays appartenant à l'Union Européenne qui vise à constituer sur le territoire Européen un réseau de sites abritant des habitats naturels, ainsi que des espèces animales ou végétales, qui sont devenus rares ou menacés.
Les sites NATURA 2000 ne sont pas des «sanctuaires de la nature» d'où l'homme serait exclu, puisque dans de nombreux cas le maintien des activités humaines doit être favorisé car ces dernières s'avèrent nécessaires à la conservation des habitats ou des espèces.

Les habitats et espèces d'intérêts communautaires sont précisés dans les annexes de deux directives :

+ La directive Habitat (ZSC, SIC, pSIC),
+ La directive Oiseaux (ZPS, ZICO).

Concernant la protection des habitats et espèces au titre de la Directive Habitats, l'état français doit désigner dans un premier temps les sites qu'il va soumettre à l'Union Européenne afin qu'ils soient intégrés au réseau NATURA 2000 (pSIC = proposition de sites d'intérêts communautaires).

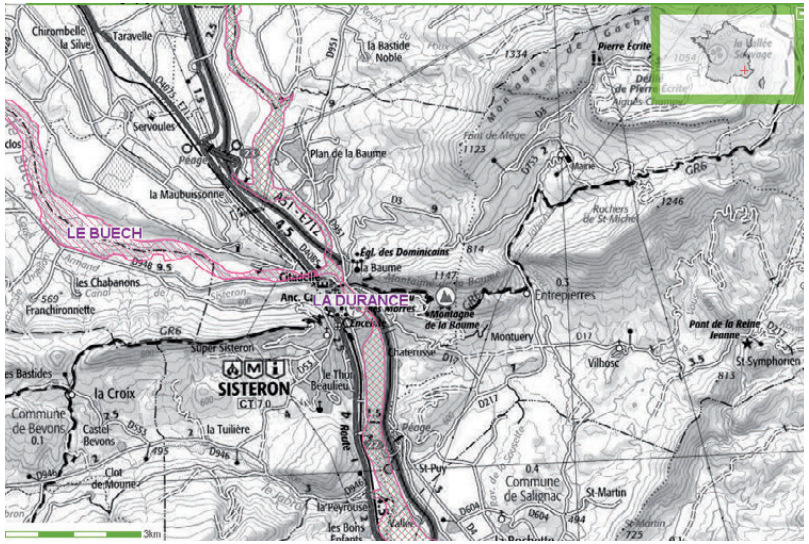
Une fois sélectionnés par la commission européenne pour intégrer le réseau NATURA 2000, les pSIC deviennent des Sites d'Importance Communautaire puis désignés en zones spéciales de conservation (ZSC) par arrêté ministériel. Ils font l'objet de l'élaboration d'un document d'objectif permettant d'établir un état initial du site et de définir les moyens et actions à mettre en oeuvre pour assurer la conservation des milieux.
Concernant la protection des espèces au titre de la Directive Oiseaux, les sites présentant un intérêt écologique ont pour partie fait l'objet d'un inventaire préalable (ZICO : Zones d'Importances pour la Conservation des Oiseaux). Ces sites sont ensuite désignés Zones de Protection Spéciales (ZPS) par arrêté ministériel.

Sisteron comporte sur son territoire :
- 2 Zones Spéciales de Conservation (ZSC)
- 1 Zone de Protection Spéciale (ZPS)

Directive	Nature	Code	Nom	Avancement
Habitat	ZSC	FR9301519	Le Buëch	DOCOB en animation avec contrat (Opérateur : SMIGIBA)
Habitat	ZSC	FR9301589	La Durance	DOCOB en animation
Oiseaux	ZPS	FR9312003	La Durance	DOCOB en animation

Source : DREAL PACA

Par ailleurs, il existe également deux autres sites éligibles Natura 2000, issus du Porter à Connaissance :
PR39 : Les Monges, cluse de Bayons, montagne de Reynier, montagne de Jouère, montagne de Gache...
PR41 :Montagne de Lure, montagne de l'Ubac, Pierre Impie, Roc de Gloritte, Pied du Mulet.



Cartographie issue du site internet Natura 2000

Le Buëch : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) - FR 9301519 -

D'une superficie de 2 431 ha, le site Natura 2000 du Buëch concerne, sur 120 km, les régions biogéographiques alpine et méditerranéenne.

Bénéficiant d'influences variées, ce site se localise à 87 % dans les Hautes-Alpes et 13% dans les Alpes de Haute Provence, sur la commune de Sisteron.

Le Buëch et ses affluents représentent un réseau de cours d'eau, constitué de multiples espèces et habitats naturels remarquables rares, vulnérables ou en voie de disparition à l'échelle européenne, dont :

- 14 espèces d'intérêt communautaires
- 21 habitats naturels d'intérêt communautaire.



Le Buëch, site Natura 2000



Les habitats se déclinent en amont avec des formations d'affinité montagnarde, remplacées progressivement par des habitats plus méditerranéens à l'aval, concernant ainsi la commune de Sisteron. Composé de rivières alpines, de forêts alluviales, de prairies... ce site présente tous les stades de la dynamique de la végétation : du stade pionnier au stade forestier, en passant par les stades pelouse et ligneux.

Sensible aux modifications hydrauliques de la rivière torrentielle et à l'eutrophisation, ce site doit être protégé afin de conserver les espèces et les types d'habitat peu fréquents aux valeurs écologiques et biologiques exceptionnelles.

La Durance : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) - FR 9301589 -
Zone de Protection Spéciale (ZPS) - FR 9312003

D'une superficie de 20 008 ha, le site Natura 2000 de la Durance concerne 6 départements et 113 communes reparties sur deux régions.

La vallée de la Durance recense :

- plus de 70 espèces d'intérêt communautaires
- 14 habitats naturels d'intérêt communautaire.



La Durance, site Natura 2000



Ayant un rôle fonctionnel majeur, la Durance assure des fonctions écologiques à l'échelle du grand paysage : transfert, corridor, conservation, diversification, refuge....

La variété de la faune et de la flore inventoriée révèle la grande richesse écologique de ce site. Fréquentée par plus de 260 espèces d'oiseaux, la diversité avifaunistique de la vallée de la Durance est une des plus importantes en France métropole.

II.1.3. Les zones humides

Une zone humide est un espace de transition entre terre et eau. Au sens juridique (article L.211-1 du code de l'environnement (CE)) les zones humides sont «des terrains, exploité sou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année».

Elle se caractérise soit par une végétation et des habitats spécifiques, soit par un sol contenant des traces de présence d'eau. Ces critères sont définis par l'arrêté ministériel du 24 juin 2008.

Le SDAGE Rhône Méditerranée définit les orientations et les mesures dans le domaine de l'eau pour atteindre les objectifs de la DCE 2000 visant à restaurer le bon état des masse d'eau. Dans ce cadre, l'Etat et les collectivités locales s'engagent à ne pas dégrader les zones humides existantes et leurs bassins d'alimentation, engager des programmes de reconquête hydraulique et biologique, créer des conditions économiques favorables à la bonne gestion des zones humides par les acteurs concernés (monde agricole, sylvicole, conchylicole, ...). Le SAGE du Verdon prévoit des dispositifs en faveur des zones humides, l'article L.211-1-1 du CE mentionne que la préservation et la gestion durables de ces zones est d'intérêt général, enfin l'article R.214-1 du CE réglemente les installations, ouvrages, travaux ou activités ayant pour conséquence l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, et le remblaiement de zones humides ou de marais.

Dans ce cadre, les zones humides du département des Alpes de Haute Provence ont fait l'objet d'inventaires. Il reste à définir les zones humides prioritaires et fixer des dispositifs réglementaires ou contractuels afin de préciser les actions de préservation et d'entretien, de restauration ou réhabilitation ou d'interdiction de toute intervention pour permettre leur gestion durable.

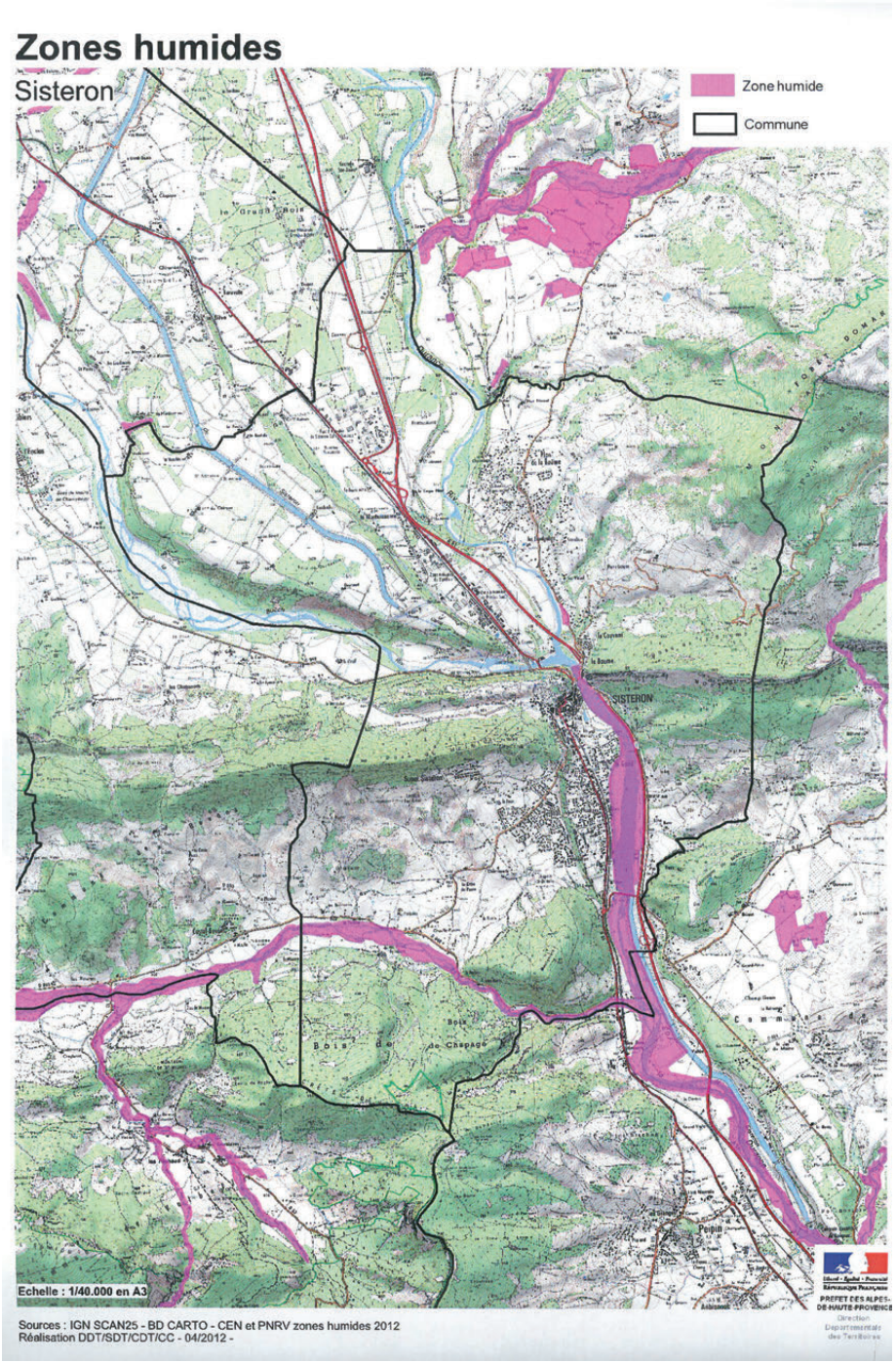
Le projet de PLU devra tenir compte de la présence de ces zones humides sur le territoire et adapter l'aménagement de façon à éviter tout impact négatif, ou définir les règles nécessaires à leur protection.

L'orientation fondamentale n°6B du SDAGE (2016-2021) prévoit de préserver, restaurer et gérer les zones humides. Les mesures à mettre en oeuvre sont organisées selon 5 thèmes:

- Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en oeuvre des plans de gestion stratégique des zones humides sur les territoires pertinents
- Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides
- Assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides
- Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets
- Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance

Sur le territoire communal, les zones humides sont localisées le long de la Durance en partie Sud et le long du Jabron. Le PLU mettra en place une identification de ces zones humides par une trame spécifique sur les documents graphiques du PLU, accompagné d'une règle de protection dans le règlement de façon à préserver la biodiversité présente dans ces espaces.

La carte présentée page suivante localise les zones humides inventoriées sur le territoire communal.



II.1.4. Les sites classés et inscrits

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Elle comprend deux niveaux de servitudes :

+ Les Sites Classés, dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du Ministère en charge de l'Environnement ou du préfet du département après avis de la DREAL, de l'ABF et le plus souvent de la Commission Départementale des Sites.
+ Les sites inscrits, de la compétence du Ministère en charge de la protection de l'Environnement. Les dossiers de proposition de classement ou d'inscription sont élaborés par la DREAL sous l'égide du Préfet du Département. Initialement, ces sites étaient limités à des sites ponctuels (cascade, rochers, arbres, chapelles, sources et cavernes) mais ont été étendus à des ensembles plus vastes formant un ensemble cohérent sur le plan paysager (village, forêt, vallée, gorges et massif montagneux).

La commune de Sisteron est concernée par :

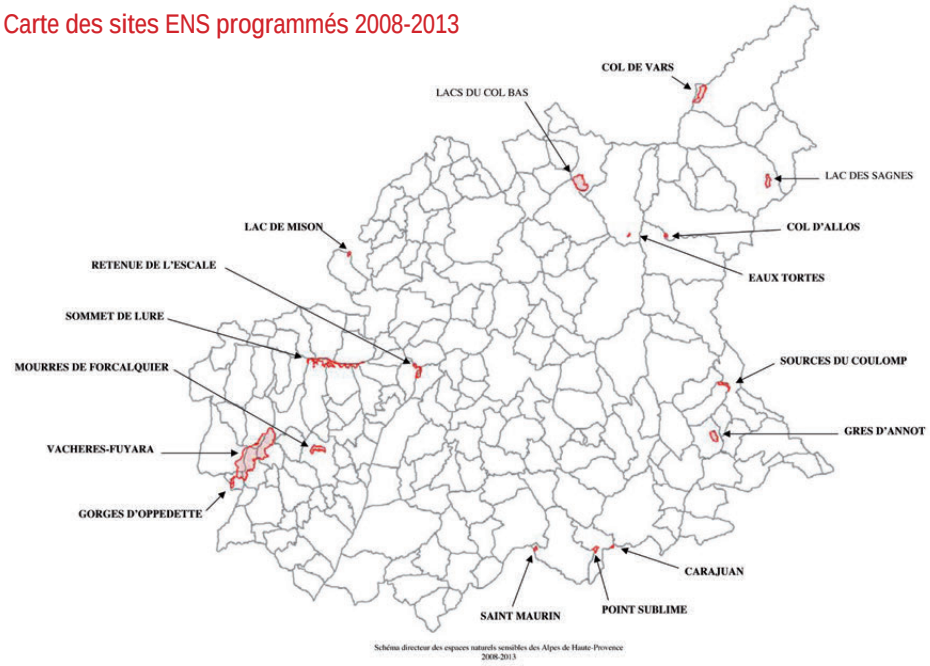
- 1 site classé : la **Citadelle** de Sisteron (7ha)
- 2 sites inscrits :
  - le **Château de la Casette et ses abords** (32ha),
  - la **partie vieille ville** à Sisteron (19 ha)

II.1.5 Habitats d'intérêt communautaire

Les conditions bioclimatiques, la diversité des affleurements géologiques, et les conditions climatiques variables selon l'exposition des terrains favorisent la diversité des habitats parmi lesquels 3 sont reconnus d'intérêt communautaire. Ils abritent une faune et une flore riches en espèces d'intérêt patrimonial**.** Ces habitats d'intérêt communautaire se localisent en fond de vallée de la Durance et du Buëch, à l'interface entre les régions biogéographiques alpine et méditerranéenne, d'influences variées et générant ainsi une forte richesse biologique

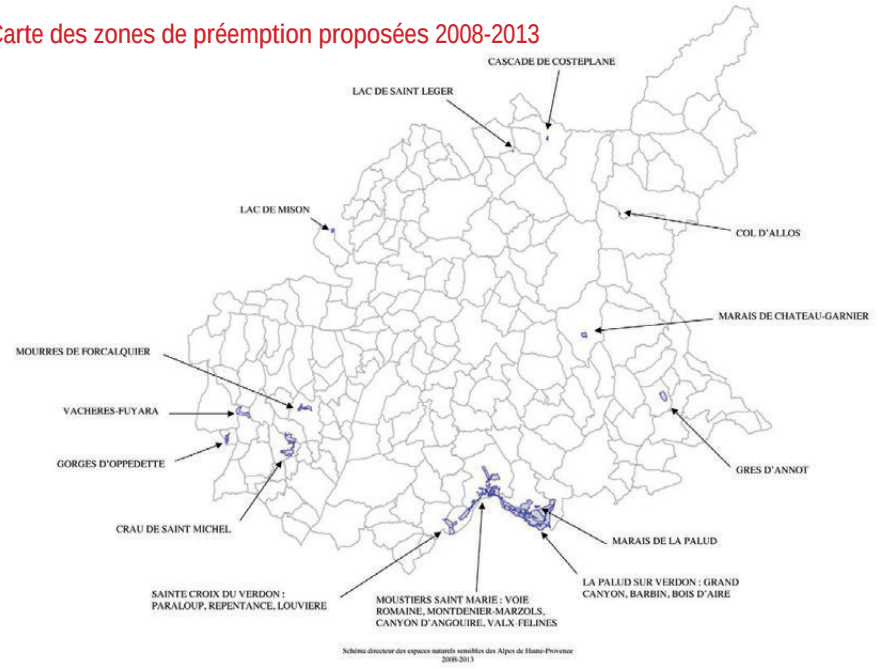
Occupation du sol	Libellé des habitats d'intérêt communautaire	Code NATURA 2000	Code CORINE biotope
Marais	Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Carex davallianae	7210	53.3
Marais	Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae	7240	54.3
Forêts	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	91E0	44.3, 44.2 et 44.13

Carte des sites ENS programmés 2008-2013



source: Schéma directeur départemental des ENS (04)

Carte des zones de préemption proposées 2008-2013



II.1.6. Les espaces naturels sensibles (ENS)

Un Espace Naturel Sensible (ENS) est un site qui a un intérêt biologique et/ou paysager exceptionnel, et qui est fragile et menacé par les activités économiques ou de loisir. Il a donc besoin d'être protégé et géré pour que sa découverte par le public se fasse sans le mettre en péril.

Le Conseil départemental a établi un atlas des 118 sites à protéger dans les Alpes de Haute-Provence. Tous sont représentatifs des milieux naturels du territoire : zones forestières, cours d'eau et lacs, tourbières et marais, prairies sèches et zones pastorales, landes...

Parmi ces sites, 34 ont été jugés prioritaires en raison de leur richesse écologique et géologique, de leur valeur paysagère, patrimoniale et identitaire, de leur fragilité.

Un schéma directeur départemental des ENS définit la politique et les moyens nécessaires à mobiliser sur ces sites prioritaires, pour les protéger mais aussi permettre l'accueil du public dans ces espaces de qualité. Des aménagements permettent un meilleur accès et un meilleur respect des lieux: amélioration du stationnement des véhicules, matérialisation de cheminements piétons, mise en place d'une signalétique d'information et de sensibilisation du grand public.

Le Conseil Départemental peut disposer d'un droit de préemption pour l'acquisition des sites classés ENS. Le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles correspond à la faculté donnée au Département d'acquérir par priorité, dans des zones préalablement définies avec les Communes, les biens mis en vente, dans le but de réaliser des opérations d'intérêt général. Ce droit de préemption est une compétence du Département en partie délégable aux Communes et aux structures intercommunales.

Dans la commune de Sisteron, deux sites potentiels ont identifiés récemment par le Conseil Départemental comme Espaces Naturels Sensibles potentiels: la montagne de la Baume et les Robines du Jabron.

Actuellement le territoire communal n'accueille pas de site programmé au schéma directeur 2008-2013. Les deux sites potentiels ne figurent pas non plus parmi les zones de préemption proposées sur cette même période. (voir cartes ci-contre).

II.2. Biodiversité

L'approche environnementale est un outil pour le développement durable. Il s'agit ici de dresser un état des lieux de l'environnement et de sa gestion à différentes échelles, communale, communautaire, départementale ou régionale. La notion d'environnement doit être prise au sens large, comme champ d'action publique appréhendable au travers de six dimensions : écologie, pollution, ressources naturelles, sécurité, cadre de vie et patrimoine. (source DREAL Midi-Pyrénées- juin 2006).

L'approche environnementale donne une lecture du territoire qui peut paraître redondante dans les thèmes abordés mais dont les perceptions et les observations développées sont propres aux compétences de chacun.

II.2.1. Des conditions écologiques variées

La commune de Sisteron s'inscrit à l'interface des régions alpine et méditerranéenne. Les milieux naturels du territoire se disposent selon une mosaïque déterminée par les variations de plusieurs facteurs écologiques. Parmi les facteurs prépondérants, il faut rappeler :

Le contexte bioclimatique

Le territoire de la commune de Sisteron est placé sous climat méditerranéen, avec cependant une double influence, provençale et montagnarde. Les altitudes comprises entre 448 et 1 145 m placent le territoire dans une région bioclimatique s'inscrivant dans les étages de végétation supra-méditerranéen et montagnard inférieur. Sisteron est la «porte de la Provence» dans la mesure où elle constitue une coupure physique entre les Alpes et le Dauphiné.

Le climat présente des caractéristiques méditerranéennes. Dans le secteur, le vent suit la vallée de la Durance, il est donc principalement orienté du nord-est au sud ouest et vient parfois de l'est.

La distribution annuelle de la pluviométrie est de type méditerranéen, avec de violents orages d'automne et une sécheresse estivale. Les précipitations représentent environ 730 mm en moyenne sur une année. Le mois de juillet est le plus sec avec environ 40mm et le mois d'octobre le plus arrosé avec environ 80 mm. Il n'y a pas de contraste pluviométrique marqué entre l'hiver et le printemps. A noter que la formation de brouillard est fréquente en bordure de la Durance. L'ensoleillement est très important en toute saison avec plus de 300 jours de soleil dans l'année.

Le réseau hydrographique

L'eau, sur le territoire de Sisteron, est omniprésente et se présente sous différentes formes : cours d'eau, canaux, retenue... La Durance et le Buëch s'écoulent dans de larges lits, constituant des plaines alluviales où se développent des peuplements hygrophiles et mésohygrophiles, dépendants de la présence d'eau superficielle ou de la proximité de la nappe alluviale. Ces groupements arborescents, arbustifs ou herbacés sont dominés par des espèces très différentes de celles qui composent les paysages des collines méditerranéennes.

La confluence Buëch et Durance aboutit sur la retenue de Saint Lazare, milieu fortement anthropisé. S'ajoutent les canaux EDF qui structurent aussi le territoire. Le sud de la commune est marqué également par la vallée du Jabron bordée par d'importantes terrasses alluviales.

Les affleurements géologiques et topographie

Quatre couches de sédiments se superposent dans la vallée moyenne de la Durance:

- la nappe alluviale grossière et liée, datant de la glaciation de Riss (période où la Durance prenait sa source aux environs de Sisteron)
- une couche de limon
- un paléosol recouvert parfois de graviers apportés par les ruissellements torrentiels
- une couche de colluvions superficielle

A Sisteron, la Durance s'écoule dans une vallée de roches calcaires, de grès et de marnes datant du Crétacé.

Les plaines alluviales, unités géologiques récentes de fond de vallée topographiquement planes, sont représentées à Sisteron par la vallée de la Durance, du Buêch et du Jabron. Elles présentent ainsi une grande diversité de zones humides.

Le reste de la commune, intensément plissées, est marqué par l'importance des montagnes préalpines, correspondant aux plis externes de l'arc alpin.

Les activités humaines

Elles sont marquées par le poids des activités agricoles et sylvicoles : maintien d'espaces ouverts et de communautés héliophiles dans les boisements régulièrement soumis à des coupes forestières ; espèces messicoles associées aux cultures peu traitées ; espèces rudérales dans les zones de friche et en bordure des parcelles agricoles. L'activité pastorale existe également sur le territoire communal (IGP agneaux de Sisteron).

II.2.2 Réseau d'espaces remarquables

L'identification des secteurs à enjeux a été réalisée au moyen :

- du recueil et de l'analyse des données disponibles se rapportant au patrimoine naturel : inventaires du patrimoine naturel (Znieff, Zico, sites éligibles au réseau Natura 2000...), inventaires liés à la gestion des espèces d'intérêt communautaire (Formulaires standards de données liés aux sites Natura 2000)...

- de la consultation de personnes et organismes ressource : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) Ligue de protection des oiseaux (LPO), Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS)...

II.2.3.1 Description des milieux naturels.

Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
Habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire (déclinées en 7 habitats élémentaires)

Les Aulnaies blanches constituent un peuplement linéaire le long de la Durance dans les zones amont du cours d'eau, présents sur la commune. Se développant à proximité des eaux vives, ce type d'habitat se forme sur des alluvions riches en éléments grossiers (sables, graviers, cailloux), peu différenciés, et régulièrement soumis aux crues.

Constituant l'essentiel des boisements rivulaires entre Serre Ponçon et Sisteron, les galeries à Aulne blanc (cf photo ci-contre) présentent une bonne typicité sur le plan de la composition floristique mais sont fortement morcelées et altérées par les changements du régime hydraulique.


J BARET
Galerie d'Aulnes blancs.

Habitat typique de transition entre milieux montagnards et méditerranéens, les galeries d'Aulnes blancs sont un élément représentatif de l'écocomplexe alluvial. Peu présent, cet habitat intervient dans la fixation des bords de torrents (Durance, Buëch, Jabron) et héberge des cortèges variés d'espèces végétales d'affinité écologique hétérogène.

On distingue dans ce type d'habitat des sous-types, présents également sur le territoire communal :

- Ripisylves-galeries de Saule blanc

Ce type de boisement dominé par le Saule blanc, très dépendant de la dynamique fluviale, est un habitat peu fréquent en région méditerranéenne. Peu étendu, ce milieu est le refuge d'espèces mésohygrophiles rares. Le castor (*Castor fiber*), espèce protégée par l'annexe II de la directive habitat, peut y être présent. Ainsi, le maintien d'un ombrage en bordure des cours d'eau est important pour certaines espèces. Ce milieu est généralement menacé par la réalisation de nouveaux travaux hydrauliques (évolution vers une forêt à bois dur). Il faut donc se limiter aux entretiens obligatoires minimum (art. 114 et L 232-1 du code rural)

- Ripisylves méditerranéennes à peupliers, ormes et frênes

Présentes dans les fonds de vallée de la Durance, du Buëch et du Jabron, ces forêts alluviales sont soumises à des inondations saisonnières, prolongées avec un drainage lent. Elles sont généralement dominées physionomiquement par la haute stature du peuplier (Populus alba), des ormes et des frênes.

- Boisements riverains en galeries d'Aulne blanc

L'aulne blanc est une espèce pionnière. Préférant les sols bien alimentés en eau, l'aulne blanc se trouve le long des rivières.
(voir les successions végétales en moyenne Durance, présenté dans la partie II.2.3.2. la flore)

Ces forêts alluviales sont souvent vieillissantes. Localement elles peuvent être menacées par l'extension des zones agricoles ou urbanisées. Les adoux, petits cours d'eau, bras ou affluents longeant le cours d'eau principal, sont à préserver. Ils constituent des zones de frayères et en cas de crues servent de refuge aux poissons. Sensibles à toute modification du couvert forestier, les adoux constituent un ombrage qui leur est propice et qui les protègent des oiseaux prédateurs.

Cladiaies ou formations palustres à Marisque
Habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire

H.GOMILA



Marisque

Nécessitant une alimentation en eau régulière tout au long de l'année, le Marisque (Cladium mariscus) est une espèce se développant sur des sols riches en éléments minéraux et en matière organique. Les formations à Marisque caractérisent les zones humides dans les étages planitiaires à collinéens. Souvent en mélange avec les roselières, les peuplements à Marisque se présentent sous forme de groupements herbacés hauts terrestres. La Marisque, pouvant atteindre deux mètres de haut, détermine des faciès particuliers de ceintures hygrophiles, en bordure de lônes, adous et plans d'eau. Cet espèce peut se développer à la surface de l'eau et de faible profondeur, traduisant ainsi la stratégie végétative pionnière dans la formation de radeaux de colonisation.

Les cladiaies denses ont une forte valeur patrimoniale du fait de leur structuration verticale particulière, abritant des communautés vivantes inhabituelles dans ce type de milieux, notamment les espèces thermophiles.

Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae
Habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire

Se localisant dans des faciès de transition rendant leur identification délicate, ces formations pionnières alpines sont des milieux naturels herbacés humides rares, colonisant le bord des torrents et rivières froides (Durance, Buëch). Constituant des gazons courts, plus ou moins clairsemés de Joncs et de petites cypéracées, ce type de milieu appartient aux formations alpines et subalpines pouvant accueillir sur les berges la petite massette (typha minima), plante protégée (tome II du livre rouge).
Alimenté par des eaux froides et généralement alcalines, ce type de milieu est lié à l'existence de phénomènes géomorphologiques de régénération qui semble nécessaire au maintien de ces groupements à caractère pionnier, dans la mesure où ils bloquent leur évolution en pelouse. La petite massette (cf.photo ci-contre) est soumise à des inondations régulière lors des crues, limitant son évolution vers des formations arbustives ou boisée. Vulnérable aux aménagements et aux conditions hydrologiques des bassins versants, ce type de milieux naturels est lié au facteur déstabilisateur du milieu : alluvionnement, colluvionnement, solifluxion, cryoturbation, érosion du substrat.

LE DRIANT



Petite massette
(typha minima)

Groupements amphibies méridionaux
Il s'agit de communautés pérennes ou annuelles des berges et des mares temporaires méditerranéennes. Ces plans d'eau temporaires très peu profonds (quelques centimètres) sont composés d'espèces thérophytiques et géophytiques appartenant aux alliances Isoetion, Nanocyperion flavescentis, Preslion cervinae, Agrostion salmanticae, Heleochloion et Lythrion tribracteati. Sensible aux atteintes des cours d'eau et aux transformations de leur lit, ce type de milieux est relativement résistant à une pollution et à une eutrophisation importantes. Toutefois, il finit par disparaître lorsque les eaux sont trop polluées.

Fourrés de saules pionniers des berges et alluvions torrentielles à Saule drapé et Saule pourpre

Ces fourrés ripicoles de petits saules arbustifs sont établis le long des berges de cours d'eau et au niveau des bancs d'alluvions, des rivières à cours rapide aux étages montagnards et collinéen supérieur, comme la Durance, le Buëch et le Jabron. Elles atteignent parfois la base de l'étage subalpin. En altitude ces fourrés sont renforcés par des formations équivalentes faisant intervenir d'autres espèces de saules (Saule drapé et saule pourpre). Ces groupements de saules colonisent les bancs d'alluvions grossières et caillouteuses de sables, graviers et galets, sur des sols bruts minéraux et à peu près dépourvus de matière organique. Ces sols grossiers subissent des variations importantes lors des crues ou des assecs. Occupant des surfaces très restreintes, ces cordons linéaires jouent un rôle essentiel dans la stabilisation des berges. La typha minima, biotope rare et remarquable, peut y être présente. Ce type d'habitat, lié à la dynamique fluviale et aux conditions hydrologiques, peut être menacé par certains aménagements (endiguements, stabilisation des berges, prélèvements de granulat, captages hydroélectriques...). Un «espace de liberté» aux cours d'eau doit être encourager afin de protéger cet espace naturel.

Herbiers palustres et flottants d'étangs et plans d'eau à Utriculaires

En raison de leur rôle d'interface entre les milieux aquatique et terrestre, les herbiers aquatiques des cours d'eau et fossés à eau circulante, sont l'habitat de nombreux invertébrés d'eau douce et le support de la chaîne alimentaire qui en découle. Certaines espèces végétales rares y ont leur habitat (Apium nodiflorum, Potamogeton coloratus...). Les petites marres permanentes de la Durance et du Buëch sont les milieux privilégiés pour ce type d'habitat. Lié de façon connexe à l'axe durancien, ce milieu naturel est particulièrement rare. Les utriculaires se retrouvent plutôt dans des milieux peu profonds, éclairés avec des eaux claires et plutôt tourbeuses.

Hêtraies calcicoles méridionales à Androsace de Chaix

D'un substrat principalement calcaire, ces forêts de hêtres se localisent à Sisteron sur un petit plateau bordant la vallée du Buëch et sur le massif à l'Est de la Clue sur la montagne de la Baume.
D'une grande valeur patrimoniale, l'androsace de Chaix, primulacée endémique des Alpes du sud-est est une espèce protégée au niveau régionale et la discrète Androsace de Breistroffer (Androsace elongata subsp. breistrofferi), très rare en France, est inscrite au Livre Rouge National des plantes menacées. Sisteron est la seule station des Alpes de Haute Provence pour cette espèce.

LE DRIANT



Androsace de Breistoffer

La montagne de la Baume est par ailleurs une zone de passage et de corridor pour de nombreuses espèces, autant animales (Grand Murin, Petit Murin, Grand Rhinolophe, Minioptère de Screibers...) que végétales (Ephédra de Négri, Lathrée écailleuse...).

Hêtraies neutrophiles méridionales des Alpes du sud à Trochiscanthe à fleurs nues

Forêts des montagnes ouest-méditerranéennes et du versant méridional des Alpes avec une strate herbacée souvent floristiquement riche, composée d'un mélange d'espèces médio-européennes, méditerranéennes et d'endémiques locales, comme la Trochiscanthe à fleurs nues. Cette grande plante passe facilement inaperçue en raison de son manque de couleur. Ses petites fleurs sont disposées en ombelles très lâches, de couleur verte. Le Trochiscanthe est une plante très caractéristique des hêtraies sapinières très fraîches et peu lumineuses.

Landes delphino-provençales à Genêt à rameaux rayonnants

Situé au sud de la commune, ce type d'espaces naturels est particulièrement exceptionnel dans la mesure où il existe seulement trois sites en France. Le genêt à rameaux rayonnants (*Genista radiata*) est une plante très rare (cf. photo ci-contre) qui se reconnaît facilement par ses rameaux argentés partant d'un seul point. Protégé en région PACA et inscrite au Tome 2 du Livre Rouge, le genêt à rameaux rayonnants est une espèce à protéger. Outre le genêt à rameaux rayonnants, la montagne de Lure compte une flore très riche, de grande valeur patrimoniale, comprenant 27 espèces déterminantes et 174 espèces remarquables.

LE DRIANT



Genêt à rameaux
rayonnants

Landes épineuses franco-ibériques à Genêt de Villars

Les landes épineuses oro-méditerrannéennes et montagnardes du Sud de la France occupent Sisteron au niveau des crêtes, sur les replats rocheux et ventés de la Montagne de Lure, au sud du territoire. Ce milieu naturel abrite

le Genêt de Villars (*Genista pulchella Vis. subsp. villarsii*), plante des crêtes et des pentes arides qui pousse sur sols calcaires et qui est présente également dans le sud du Buëch. Ces espaces naturels sont constitués de coussinets bas souvent épineux comprenant notamment des représentants des genres Acantholimon, Astragalus, Erinacea, Bupleurum, Ptilotrichum, Genista, Echinospartum, Anthyllis

Matorrals arborescents à Genévrier thurifère

Boisement dominé par le genévrier thurifère (*Juniperus thurifera*), petit arbre à feuillage persistant, ce type de milieu naturel se localise à Sisteron sur les pentes calcaires ensoleillées au sud de la commune. Le matorral est une formation buissonnante à petits arbres rabougris et espacés, qui dériverait de la dégradation des forêts. Les matorrals à Thurifères sont liés spatialement à la dynamique des métapopulations.


LE DRIANT
Genévrier thurifère

Ces espaces naturels constituent des complexes d'habitats du plus grand intérêt sur les plans paysager et écologique, offrant une grande diversité de niches à la faune et à la flore. D'origine agropastorale, les junipéraies participent aux paysages méditerranéens complexes (divers habitats pelousaires, garrigues, mosaïques préforestières souvent issus d'anciens parcours pastoraux...)

C'est un milieu clairsemé, dont les formations arbustives et arborées basses sont dominées par le Genévrier thurifère, auquel s'associe l'Amélanchier et le Buis. Les strates herbacées et sous arbustives se résument à quelques touffes accrochées dans les fissures lorsqu'on est sur un escarpement rocheux (station primaire), et par des garrigues à thym et à lavande officinale lorsqu'on est en phase de recolonisation d'espaces ruraux (station secondaire).

A moyen terme les stations secondaires évoluent vers un reboisement progressif par des chênes ou des pins. La colonisation par les pins ou le Buis est également possible en station primaire, et accroît les risques d'incendies de cet habitat. Des actions de débroussaillage et de restauration de pâturages abandonnés, en particulier dans les secteurs envahis par les pins, assureraient le maintien de certaines stations secondaires.

La gestion de ces habitats, peu menacés (plutôt en extension du fait de la déprise pastorale avec une colonisation des pelouses par le genévrier) consiste à maintenir une ouverture des milieux et à lutter contre le risque incendie par un pâturage extensif et par des interventions de débroussaillage partiel.

Boisements thermophiles et supra-méditerranéens de Chêne pubescent

Ce type de boisement, issu des formations secondaires de déforestations historiques anciennes, est constitué de chênaies pubescentes diversifiées en essences calcicoles. Les espèces caractéristiques sont celles qui appartiennent à la classe, à l'alliance et à l'association de la chênaie pubescente supraméditerranéenne calcicole : Quercus pubescens (Quercion pubescentis), Prunus mahaleb, Amelanchier ovalis (Quercetalia pubescentis), Cornus sanguinea (Querceto- fagetea), Buxus sempervirens (Quercetum pubescentis). La présence de Quercus ilex témoigne de la dégradation de la futaie caducifoliée. La série évolutive de la chênaie pubescente, présente des pelouses envahies par la garrigue et des bois de chêne pubescent.Ces forêts basses occupent les expositions chaudes sur le petit plateau bordant le bord du Buëch.

Boisements de feuillus mixtes des pentes et ravins ombragés et frais sur éboulis

Ces forêts, localisées à Sisteron au sud et à l'est du territoire communal, possèdent une strate arborée pluri-spécifique de dominance variable, le plus souvent installées sur des pentes plus ou moins abruptes.

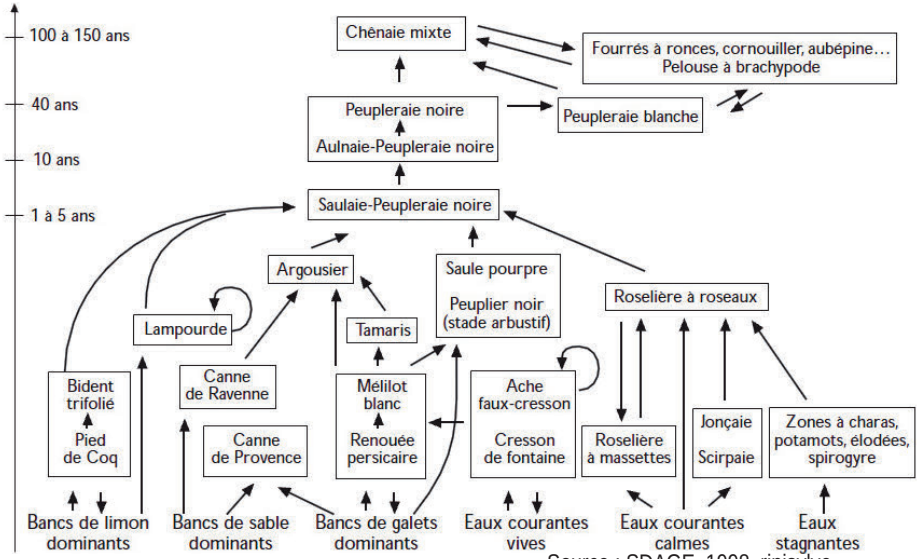
balmes thermophiles à annuelles

Ces milieux très ponctuels, localisés dans la montagne de la Baume, sont constitués surtout par une végétation de petites plantes à cycle végétatif bref. De nombreuses espèces à forte valeur patrimoniale, comme les plantes xérothermophiles relictuelles, telles que le Scandix étoilé (Scandix stellata), l'Ephédra de Négri (Ephedra negrii) ou le Genévrier thurifère (Juniperus thurifera) y sont présentes.

II.2.3. La flore

La dynamique de la végétation du fond de vallée de la Durance et du Buëch s'organise selon le schéma ci-dessous :

Successions végétales en Basse et Moyenne Durance

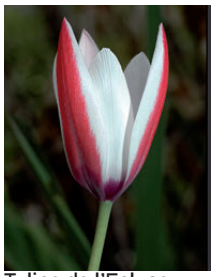


Source : SDAGE, 1998, ripisylve

Concernant la flore, il existe sur le territoire communal plusieurs habitats déterminants d'une grande richesse botanique décrit précédemment. Nous exposerons ici quelques plantes bénéficiant de mesures de protection, comme par exemple :


LE DRIANT
Ancolie de Bertoloni

L'ancolie de Bertoloni - *Aquilegia bertolonii*
Se localisant sur des falaises et éboulis calcaires, parfois en fôret, cette plante est une espèce vivace de type hémicryptophyte scapiforme. Plante endémique franco-italienne, sa répartition s'étend de l'Apennin toscan aux Alpes sud-occidentales. Elle est protégée à l'échelle nationale dans le tome 1 du livre rouge, à l'échelle européenne par l'annexe II et IV de la directive Habitats et à l'échelle internationale par l'annexe I de la convention de Berne.


LE DRIANT
Tulipe de l'Ecluse

La tulipe de l'Ecluse - *Tulipa clusiana*
Reconnaissable à ses couleurs blanches et rouges, cette tulipe est fort rare, se localisant à Sisteron dans le massif de la montagne de Lure. Considérée comme espèce prioritaire, cette plante est protégée au niveau nationale et figure en danger dans l'annexe I du livre rouge des plantes menacées en France.

Le gaillet fausse-garance - *Galium rubioides*
Figurant dans le tome I du livre rouge des espèces menacées, cette plante est classée comme taxon vulnérable. On peut la trouver à Sisteron au niveau du Buëch et du Jabron.


LE DRIANT
Gaillet fausse-garance

Le tableau suivant définit les espèces pour lesquelles il existe des protections internationales (convention de Berne ou de Bonn), communautaires (Directive Habitats), nationales, régionales et/ou départementales :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Types de protection	Livre rouge
Agrostide à panicule discontinue	Apera interrupta	départementale	
Ancolie de Bertoloni	Aquilegia bertolonii	Convention de Berne (annexe I) Directive Habitat (Annexes II et IV)	T II
Androsace de Breistoffer	Androsace elongata subsp breistrofferi	régionale	T I -V
Androsace de Chaix	Androsace chaixii	régionale	
Androsace velue	Androsace villosa	/	T II
Berle dressée	Berula erecta	départementale	
Cytise de Sauze	Cytisus sauzeanus	régionale	TI - R
Dauphinelle fendue	Delphinium fissum	régionale et départementale	
Egilope à inflorescence cylindrique	Aegilops cylindrica	/	T II
Ephrédra de négri	Ephedra negrii	régionale	T II
Euphorbe à feuilles de graminées	Euphorbia graminifolia	nationale	T II
Euphorbe de Loiseleur	Euphorbia seguieriana subsp. loiseleurii	régionale	
Gagée des champs	Gagea villosa	nationale	T II
Gagée des près	Gagea pratensis	nationale	T II
Gagée jaune	Gagea lutea	nationale	T II
Gaillet fausse-Garance	Galium rubioides	régionale	T I - V
Genêt à rameaux	Genista radiata	régionale	T II
Genévrier thurifère	Juniperus thurifera	régionale	
Gesse de Vénétie	Lathyrus venetus	régionale	
Grand Ephédra	Ephedra nebrodensis	régionale	
Grémil à pédoncule épais	*Lithospermum incrassatum*	régionale	
Holostée hirsute	*Holosteum umbellatum subsp. hirsutum*	régionale	
Laîche à fruits lustrés	*Carex liparocarpos*	régionale	
Lathrée écailleuse	*Lathraea squamaria*	régionale	
Lis orangé	*Lilium bulbiferum var. croceum*	départementale	
Lunetière à tige courte	*Biscutella brevicaulis*	régionale	T I - R
Massette de Laxmann	*Typha laxmannii*	/	T II
Ophioglosse des marais	*Ophioglossum vulgatum*	régionale	
Orchis de Spitzel	*Orchis spitzelii*	nationale	T II
Orchis très odorant	*Gymnadenia odoratissima*	régionale	
Panicaut blanche-épine	*Eryngium spinalba*	nationale	T II
Pâturin flaccidulé	*Poa flaccidula*	/	T II
Pâturin hybride	*Poa hybrida*	régionale	
Petite massette	*Typha minima*	Convention de Berne annexe I protection nationale	T II
Pivoine velue	*Paeonia officinalis subsp. huthii*	nationale	
Polygale grêle, Polygale naine	*Polygala exilis*	régionale	T I - R
Potamot crispé	*Potamogeton crispus*	départementale	
Potamot pectiné	*Potamogeton pectinatus*	départementale	
Rosier de France	*Rosa gallica*	nationale	T II
Soude	*Salsola kali*	départementale	
Tulipe de l'Ecluse	*Tulipa clusiana*	nationale	T I - E
Tulipe sylvestre	*Tulipa sylvestris*	nationale	T II
Utriculaire commune	*Utricularia vulgaris*	régionale	
Violette de Jordan	*Viola jordanii*	régionale	T II
Zannichellie des marais	*Zannichellia palustris*	régionale	

T I = Tome 1 : espèces prioritaire
T II = Tome 2 : espèces à surveiller
E = en danger / V = vulnérable / R = Rare

Exemple de plantes identifiées dans le livre rouge des plantes menacées en France, présentes sur le territoire communal


Cytisus sauzeanus


Biscutella brevicaulis


Polygala exilis


Viola jordanii


Rosa gallica


Androsace villosa

Photographies de Franck Le DRIANT issues du site internet www.florealpes.com

En conclusion, on dénombre sur le territoire communal, 48 espèces relevant d'un ou plusieurs statuts patrimoniaux de protection, comme par exemple :

- 23 espèces figurant dans le livre rouge de la Flore menacée de France,
- 15 espèces protégées au niveau national,
- 21 espèces protégées au niveau régional,
- 5 espèces protégées au niveau départemental.

II.2.4 La faune

Il est important de distinguer les espèces bénéficiant d'un statut de protection au niveau national des espèces concernées par la Directive Habitats ou par la Directive Oiseaux, qui doivent faire l'objet de mesures de conservation par la prise en compte de leur habitat.

II.2.4.1. Les mammifères

La plaine et la campagne sisteronaise accueillent naturellement des mammifères communs comme le renard, la belette, le lièvre, la fouine, le campagnol roussâtre, le blaireau, le mulot, la musaraigne, bénéficiant d'aucune mesure de protection. Les cerfs, chevreuils et sangliers habitent la forêt de Sisteron ; quant aux chamois, ils se tiennent un peu plus haut, là où les arbres se font plus rares.

Par ailleurs, le territoire communal héberge des espèces d'intérêt patrimonial, faisant l'objet de mesures de protection. Nous avons choisi de présenter des espèces faisant l'objet de protection, comme par exemple :

La loutre d'Europe - *Lutra lutra* :

La loutre est menacée de disparition en France (en danger) et vulnérable au niveau mondial (menacée d'extinction). Inféodées au milieu aquatique, les loutres traduisent la bonne santé des espaces qu'elles occupent, dans la mesure où elles se nourrissent d'espèces les plus abondantes et d'animaux malades, permettant ainsi un bon équilibre de l'écosystème.
On peut la trouver dans la vallée de la Durance et du Buëch mais sa présence actuelle reste à confirmer. La loutre d'Europe bénéficie de mesures de protection au niveau international par les conventions de Washington et de Berne, au niveau communautaire par la directive «Habitats-Faune-Flore», et à l'échelle nationale identifiée comme espèce de mammifère protégée.


A. KUNZELMANN
Loutres d'Europe

Le castor d'Europe - *Castor fiber* :

Appelé «vibre» en provençal, le castor avait presque disparu au siècle dernier, mais sa population a augmenté de façon spectaculaire depuis que l'espèce a été protégée, en 1976. Le plus gros rongeur d'Europe, le castor occupe principalement l'interface entre milieu aquatique et milieu terrestre.
On peut facilement trouver sa trace en observant les restes de ses repas, mais, pour l'apercevoir, il faut attendre la tombée du jour.
Dans le monde, le castor d'Europe est quasi-menacé, en France il est à surveiller. Ainsi il bénéficie de protection internationale (convention de Berne), communautaire (directive «Habitats-Faune-Flore») et nationale (mammifère protégé).


H. OLSEN
Le castor fiber

Le mouflon - *Ovis ammon* :

Lié au relief d'altitude, le mouflon est une espèce introduite en France métropolitaine. Arpentant le territoire communal, le mouflon a été réindroduit au début des années 1990 dans le massif des Monges et ses abords où il trouve les conditions idéales à sa survie : de grands espaces partagés entre forêts et pâturages et des zones refuges pour les périodes hivernales.
Cette espèce est menacée et réglementée au niveau international (convention de Berne et de Washington) et communautaire (directive «Habitats-Faune-Flore»).


B. MAHLINGER
Le mouflon

Le loup peut aussi être présent sur le territoire sisteronais dans la mesure où sa présence a été localisée comme avérée à Ribiers (2009) à l'Ouest et à Valbelle (2011) au Sud de la commune.

Les chauves-souries (Chiroptères)

Par leur position en bout de chaîne alimentaire, les chauves-souris (ou *chiroptères*) représentent de bons indicateurs de l'état écologique des milieux naturels. Directement impactées par l'altération des écosystèmes, les chauves-souris ont vu leurs effectifs décliner fortement au cours du XX^{ème} siècle : destruction de leurs gîtes, de leurs habitats de chasse, de leurs proies...
Ainsi sur le territoire communal sont recensés trois espèces de chiroptères faisant l'objet de protection nationale (livre rouge, inventaire de la faune menacée en France), communautaire (directive «Habitats-faune-flore», annexe II) et internationale (convention de Berne et de Bonn) :

- Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)
- Petit murin *(Myotis blythii)*
- Grand Murin (*Myotis myotis*)


T. BATISTA
Le grand Rhinolophe

Un plan national d'Actions en faveur des Chiroptères 2009-2013 a été lancé et commence à se décliner à l'échelle régionale. Actuellement en cours de rédaction, le plan PACA établira l'état des connaissances et les actions à mener afin d'assurer leur pérennité. La vallée de la Durance compte 21 espèces de chiroptères sur les 33 connues en France, dont 8 faisant l'objet d'intérêt communautaire.

Nota : Les inventaires effectués pour les insectes, les reptiles et les amphibiens au niveau de la Durance ont été perturbés par la crue du printemps 2008.

Les invertébrés

Les inventaires effectués sur la commune ne sont pas exhaustifs. La Durance et le Buëch abritent une faune très intéressante en insectes, notamment en coléoptères, libellules et papillons....

Les lépidoptères sont particulièrement intéressants en raison de la spécificité des espèces pour les milieux et les plantes ce qui en fait de très bonne espèces bio-indicatrices. On peut souligner la présence sur le territoire communal d'espèces à caractère patrimoniale fort tant par leur niveau de rareté que par leur statut de protection nationale, communautaire et/ou internationale, dont :


F. BOUTEILLIER
L'apollon

- L'Apollon (*Parnassius apollo*)
- Le Semi-Apollon (*Parnassius apollo*)
- L'écaille chinée (*euplagia quadripunctaria*)
- La Diane *(Zerynthia polyxena)*

Il est fort probable que d'autres espèces d'intérêt patrimonial soient présentes à Sisteron.

Les reptiles et amphibiens

Par rapport aux synthèses des données naturalistes, des compléments aux inventaires seraient à apporter pour enrichir les connaissances faunistiques de la zone Natura 2000 de la Durance. Néanmoins, voici les espèces, présentes sur la commune, inventoriées dans les ZNIEFF faisant l'objet de protection :

- la cistude d'Europe *(emys orbicularis)*
- le sonneur à ventre jaune *(Bombina variegata)*
- le pélodyte ponctué *(Pelodytes punctatus)*


WOLF11
Sonneur à ventre jaune

II.2.4.2. Les oiseaux

Par sa position géographique, l'axe de la Durance est un couloir important, que les oiseaux utilisent comme étape ou comme halte saisonnière dans leur migration vers l'Europe du Nord ou l'Afrique : 260 espèces d'oiseaux ont été dénombrés sur l'axe de la Durance dont 74 espèces d'intérêt communautaire.


Le circaète Jean le Blanc

Le busard cendré *Circus pygargus*, le circaète Jean-le-Blanc *Circaetus gallicus*, le pipit rousseline Anthus campestris, la fauvette pitchou *Sylvia undata*, espèces caractéristiques des landes et des garrigues sont également présents sur le territoire de Sisteron.

Deux rapaces rares, le vautour percnomptère *Neophron percnopterus* et l'aigle de Bonelli *Hieraaetus fasciatus*, présents sur la commune, se maintiennent difficilement en France. Ainsi un programme LIFE Nature, auquel la LPO a participé, a tenté de d'enrayer la nette régression du vautour percnoptère qui a enregistré une baisse de 50% en 50 ans et qui risque de disparaître. L'aigle de Bonelli a connu également des causes de dérangement et de destruction dans les années 1970-90. Ses effectifs ont diminués de 80% depuis 1976. Il restait, en 2004, 28 couples uniquement.


JC TEMPIER

Aigle de Bonelli

La situation de carrefour biogéographique et la diversité de milieux de l'axe durancien participent à la richesse écologique. Ainsi, différentes espèces d'oiseaux partagent leur vie entre ces différents milieux indispensables à leur reproduction, à leur hivernage et leur migration :

- Les oiseaux migrateurs : d'orientation SW-NE, le val de Durance est un axe de migrations pour les oiseaux traversant notre pays.
- Les oiseaux hivernants : ils représentent plus d'une centaine d'espèces. S'agissant essentiellement d'oiseaux d'eau, l'hivernage des canards est en expansion depuis une dizaine d'années, grâce notamment à la mise en eau de certaines retenues, comme celle de Saint Lazare par exemple.
- Les oiseaux nicheurs : représentants près de 130 espèces, ces oiseaux nichent régulièrement dans la vallée de la Durance, profitant des différents milieux naturels présents (site de nidification, site d'alimentation...).


JP. MICHEL

La huppe fasciée

Précisons que chez les oiseaux nicheurs, la protection s'avère efficace. D'après un rapport du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) diffusé le 18 octobre 2011, la situation des oiseaux nicheurs est meilleure lorsque les espèces bénéficient de protections nationales ou européennes. Ainsi, les effectifs de 88 espèces nicheuses se sont améliorés depuis la fin des années 1980, enregistrant une évolution de +56% par rapport à 1976.


G. GARNIER

Petit gravelot

Par ailleurs, les espèces dites «communes», bénéficiant d'aucune mesure de protection, connaissent également une dégradation de leurs habitats : «leurs effectifs ont globalement diminué de 14% de 1989 à 2009, ce qui dans leur cas exprime la disparition d'un très grand nombre d'individus», indique cette même étude.

Le tableau ci-après liste l'ensemble des oiseaux faisant l'objet de protection (Annexes I et II de la Directive «Oiseaux») dans le cadre de la Zone de Protection Spéciale de la Durance.

OISEAUX protégés (Annexe I de la directive Oiseaux)		OISEAUX migrateurs protégés (annexe II de la directive Oiseaux)	
Acrocephalus melanopogon	Gavia stellata	Acrocephalus arundinaceus	Numenius phaeopus
Acrocephalus paludicola	Grus grus	Actitis hypoleucos	Otus scops
Alcedo atthis	Hieraaetus fasciatus	Anas acuta	Phalacrocorax carbo
Anthus campestris	Hieraaetus pennatus	Anas clypeata	Podiceps cristatus
Aquila chrysaetos	Himantopus himantopus	Anas crecca	Podiceps nigricollis
Ardea purpurea	Ixobrychus minutus	Anas penelope	Rallus aquaticus
Ardeola ralloides	Lanius collurio	Anas querquedula	Remiz pendulinus
Asio flammeus	Larus melanocephalus	Anas strepera	Riparia riparia
Aythya nyroca	Limosa lapponica	Anser albifrons	Scolopax rusticola
Botaurus stellaris	Lullula arborea	Anser anser	Sylvia hortensis
Bubo bubo	Luscinia svecica	Anser fabalis	Tachybaptus ruficollis
Burhinus oedicnemus	Melanocorypha calandra	Ardea cinerea	Tadorna tadorna
Calandrella brachydactyla	Milvus migrans	Aythya ferina	Tringa totanus
Caprimulgus europaeus	Milvus milvus	Aythya fuligula	Vanellus vanellus
Chlidonias hybridus	Neophron percnopterus	Bubulcus ibis	
Chlidonias niger	Nycticorax nycticorax	Buteo buteo	
Ciconia ciconia	Pandion haliaetus	Charadrius dubius	
Ciconia nigra	Pernis apivorus	Charadrius hiaticula	
Circaetus gallicus	Philomachus pugnax	Coturnix coturnix	
Circus aeruginosus	Platalea leucorodia	Cygnus olor	
Circus cyaneus	Pluvialis apricaria	Falco subbuteo	
Circus pygargus	Podiceps auritus	Falco vespertinus	
Coracias garrulus	Porzana porzana	Fulica atra	
Crex crex	Porzana pusilla	Gallinago gallinago	
Dryocopus martius	Pyrrhocorax pyrrhocorax	Hirundo daurica	
Egretta alba	Recurvirostra avosetta	Jynx torquilla	
Egretta garzetta	Sterna hirundo	Larus canus	
Emberiza hortulana	Sylvia undata	Larus ridibundus	
Falco columbarius	Tetrax tetrax	Limosa limosa	
Falco peregrinus	Tringa glareola	Locustella luscinioides	
Gavia arctica		Merops apiaster	

Dans la vallée de la Durance, la régression des oiseaux peut s'expliquer par des modifications profondes du régime hydraulique : faibles débits, fixation du lit d'où végétalisation des berges, disparition des bancs de galets; restitutions (apport accru de limons, débits printaniers) affectant les nicheurs dans le lit majeur. Les autres pressions qui pèsent sur l'avifaune sont en général la fragmentation de la ripisylve, la multiplication des voies d'accès, les loisirs motorisés...

II.2.4.3. Les poissons

De multiples espèces de poissons d'intérêt communautaire fréquentent les différents cours d'eau de Sisteron (Durance, Buëch et Jabron), comme par exemple :

Pêche d'inventaire de l'apron sur le secteur Antonaves à Sisteron



Eric Burlet

L'Apron du Rhône - *Zingel asper* :

L'apron



Eric Burlet

Sa population actuelle ne dépassant pas quelques milliers d'individus, l'Apron est une espèce endémique du bassin du Rhône, constituant l'enjeu majeur de conservation en ce qui concerne la faune piscicole. La création du piège à graviers sur le Buëch, dans le but d'éviter l'apport de matériaux à la confluence Buëch-Durance, pourrait avoir des répercutions ou des impacts potentiels sur l'Apron. Un principe de réversibilité a été accolé à ce piège et un comité de suivi, composé d'experts, Groupe Technique Apron (GTA), a été créé en 2009 pour les besoins du projet.
L'espèce, présente également dans les canaux EDF ou d'irrigation, constitue dans la Durance et le Buëch une population relictuelle la plus dense à l'échelle du bassin du Rhône. L'apron est classé en catégorie «en danger» dans la liste rouge UICN, dans le cadre de l'annexe IV de la Directive «Habitats-faune-flore».

Toxostome - *Chondrostoma toxostoma*

Ce poisson Actinoptérygien de la famille des Cyprinidés, est un poisson d'eau douce qui se nourrit essentiellement d'algues. Le maintien de la qualité des rivières est un préalable indispensable pour le toxostome. Cette espèce menacée, considérée en France comme vulnérable, est protégée par l'annexe II de la directive «Habitats-Faune-Flore» et par l'annexe III de la convention de Berne.

Loche de rivière - *Cobitis taenia*

Aimant les fonds sableux des milieux à cours lent, la loche de rivière est une espèce de haute valeur patrimoniale. Considérée comme poisson vulnérable en France (UINCN), cette espèce est également protégée au niveau international et communautaire par la directive «Habitats-Faune-Flore» et la convention de Berne. Les principales menaces pour cette espèce portent sur son biotope du fait des travaux de curage, de dragage et de la pollution du sédiment. La loche de rivière est particulièrement présente dans le Buëch et la Durance.

La gestion du cours de la Durance, en tant que site Natura 2000, dépend du contrat de rivière Durance (SMAVD) et sera également développée par le «plan Durance» engagé par l'Etat. Précisons également que les ouvrages hydroélectriques présents sur ces cours d'eau perturbent la libre circulation des poissons.

II.2.4.4. Les espèces indicatrices *(issues de l'analyse de l'inventaire du Patrimoine Naturel de PACA)*

Sisteron dispose d'un patrimoine naturel d'intérêt remarquable. A ce titre, une surface significative de la commune est concernée par des protections du milieu naturel (ZNIEFF, NATURA 2000, etc.).
La flore y est remarquable avec la présence de nombreuses espèces endémiques du sud-ouest des Alpes, la faune est très diversifiée tant pour les mammifères que pour l'avifaune du fait de la diversité des milieux naturels et des habitats existants.
Ces espèces exploitent dans leur cycle biologique un ou plusieurs types d'habitat, ou certains types d'organisation spatiales.
Les tableaux suivants mettent en évidence certaines espèces patrimoniales emblématiques des différentes situations écologiques de Sisteron.

Cours d'eaux et milieux humides

Milieux	Faune concernée
Lit Vif	Truite Fario, Cincle plongeur, Héron cendré, **Apron**
Ripisylve	**Milan noir**, Blongios nain, Sarcelle d'hiver
Marais et tourbières	Sonneur à ventre jaune, Pélodyte ponctué, **Castor**

Milieux semi-ouverts :

Milieux	Faune concernée
Prairie de fauche	Cailles des blés, Orvet, Bruant ortolan, rongeurs, **petit gravelot**
Bocage, bord de champs enherbés, haies, Pierriers	**Huppe Fasciée**, Buse variable, **Circaète Jean le Blanc**, Alouette des Champs,
Landes et pelouses sèches	Lézard agile , Pie grièche écorcheur, Pipit rousseline, Pipit des arbres, Linotte mélodieuse, Lézard vert, Engoulevent d'Europe.
Zone pastorale d'altitude	Lagopède alpin, Tétras-Lyre, marmotte, chamois, cerf élaphe, Crave à Bec rouge, Niverolles

Milieux forestiers :

Milieux	Faune concernée
Forêts de feuillus, de conifères ou mixtes	Chouette de Tengmalm, Chevêchette d'Europe, Bondrée apivore, **Circaète Jean le Blanc**
Mosaïques bois / clairière	Tétras-Lyre, Gélinotte des bois, Cerf, chevreuil
Zone humide intraforestière	Campagnol de Fatio, Grenouille rousse.

Milieux rupestres et anthropiques :

Milieux	Faune concernée
Grottes et cavités	Chiroptères, entomofaune et microfaune
Milieux rupestre (falaises, escarpements)	**Aigle royal**, Gypaete Barbu, Chiroptères (Grand et petit Rhinolophe, Petit murin...), Crave à Bec rouge, Faucon pèlerin
Eboulis	Perdrix bartavelle

II.2.4.5. Population des espèces indicatrices

Apron : Ce petit percidé est présent dans les rivières à courant rapide et à fond de graviers que l'on trouve exclusivement dans le bassin versant du Rhône. Il est mentionné en moyenne Durance et dans certains de ses affluents (Asse, Buech). L'Apron est menacé de disparition : il a connu un déclin dramatique de ses populations nationales et ne subsiste que dans les bassins de l'Ardèche et de la Durance, où son statut est précaire. Rare et discret, il ne vit que dans les eaux très propres. Il vit solitaire, caché sous une pierre, et ne sort que la nuit pour trouver sa nourriture. S'il intéresse peu les pécheurs, il est pourtant le garant de la qualité des eaux.

Petit gravelot : Le petit gravelot vit sur les berges sablonneuses et caillouteuses des rivières, des étangs, des lacs, sur le fond boueux des étangs asséchés, dans les sablières et les gravières... C'est une espèce répandue en Europe, à l'exception de sa partie septentrionale, et en Afrique du Nord. En Durance, il nidifie sur les plages de galets dépourvues de végétation, régulièrement remaniées par les crues.

Petite massette : la petite massette est une espèce pionnière héliophile. Elle est essentiellement liée aux berges et zones de divagation des rivières présentant des alluvions calcaires riches en matériaux fins (sables et limons), plus ou moins vaseux, restant humides même en été. Elle se développe dans les lits secondaires naturels à courant lent, sur des bancs de graviers ou dans des lônes et des bras morts récents. La petite massette présente des stations en chapelets le long de la vallée de la Durance et de certains de ses affluents

Castor : Cette espèce présente une aire de distribution discontinue entre l'Europe de l'Ouest et la Mongolie. En France, l'espèce est essentiellement présente dans le quart sud-est du pays jusqu'à une altitude de 700 m environ. Son habitat est constitué par le réseau hydrographique de plaine et de l'étage collinéen ; berges des fleuves et des ruisseaux, plans d'eau quand ils sont proches d'un cours d'eau principal. Les conditions nécessaires à son développement sont la présence d'eau permanente (profondeur minimale de 60 cm), la présence significative de formations boisées rivulaires avec prédominance de saules, une faible pente du cours d'eau et l'absence d'ouvrages hydroélectriques infranchissables. Les bastions historiques du castor se situent sur le Rhône mais la bonne santé de ses populations l'a conduit à se disperser sur tous les affluents du Rhône.

Milan noir : Cette espèce présente une aire de répartition très vaste, qui englobe pratiquement toute les régions tropicales et tempérées de l'Ancien Monde. L'optimum écologique de ce rapace est représenté par les vallées alluviales, où coexistent la présence de grands arbres favorables à la nidification (dans la ripisylve) et de cours d'eau, nécessaires à son alimentation.

Huppe fasciée : La Huppe fasciée est une espèce de milieux ouverts à semi-ouverts, dans les régions à étés chauds et secs. Elle a besoin de disposer de milieux ouverts, avec une végétation rase, dotés de perchoirs et de cavités. L'habitat type de la huppe, est le bocage avec des haies vives, des bosquets et des vergers où elle investit les arbres creux, voire les vieux murs ou les bâtiments abandonnés pour y nicher. Le déclin de l'espèce est entre autre lié à l'homogénéisation des paysages agricoles.

Circaète Jean le Blanc : La présence de l'espèce sur un territoire dépend de la densité de reptiles, qui constitue la quasi-totalité de son alimentation. La coexistence de milieux ouverts (pelouses, landes, rocailles) pour s'alimenter et de milieux forestiers pour nicher est indispensable. Sur la commune de Sisteron, les espaces d'alimentation sont peu représentés, mais les zones boisées lui sont favorables.

II.2.4.6. Fonctionnement des populations

Les exigences biologiques et écologiques des espèces discriminantes conduit à identifier :

- Les biotopes remarquables : types d'habitats exploités par les espèces durant une ou plusieurs phases de leur activité
- Des zones tampons : matrices écologiques dans lesquelles s'insèrent les biotopes remarquables.



Espèces	Biotopes remarquables	Zone tampon et corridors	Principales menaces	Conditions de maintien
Apron	Lit vif de la Durance, du Buëch et du Jabron sur substrats graveleux.	Espace alluvial de la Durance et du Buëch	Pollution de l'eau	Préservation de la qualité de l'eau. Respect des continuités.
Petit gravelot	Iscles de Durance. Iscles du Buëch.	Espace alluvial de la Durance et du Buëch	Altération de la dynamique fluviale Fermeture des milieux	Conservation de la dynamique fluviale et de l'action des crues. Conservation des biotopes (ouvertures de gravières). Absence de perturbations durant la nidification (essartements).
Petite massette	Bord des eaux lentes et froides Lônes de la Durance et du Buëch	Espace alluvial de la Durance et du Buëch	Consommation des biotopes Extension des formations ligneuses Développement d'espèces invasives (Buddleia)	Conservation de la dynamique fluviale et de l'action des crues. Conservation des biotopes (ouvertures de gravières).
Castor	Berges de la Durance Berges du Buëch	Espace alluvial de la Durance et du Buëch	Surfréquentation des berges Destruction des ripisylves	Maintien de la diversité des habitats de berge Présence de jeunes boisements (saulaies)
Milan noir	Boisements riverains de Durance et de ses affluents	Ensemble des lits majeurs	Dépérissement des ripisylves Défrichements au profit de l'extension des zones agricoles	Maintien de grands arbres en ripisylves
Huppe fasciée	Zones agricoles Durance	Zones boisées Plaines alluviales de la Durance	Intensification des pratiques agricoles de plaine. Abandon des pratiques agricoles en versants Extension des zones urbanisées	Représentativité et qualité des habitats ouverts pour l'avifaune. Maintien des boisements de vallons. Conservation des lisières et écotones.
Circaète Jean le Blanc	Ilots forestiers dans les versants et dans les bois	Ensemble des versants	Exploitations forestières Extension des zones d'habitat diffus	Conservation des futaies. Protection des zones boisées (EBC)
Chiroptères	Corridors	Versants des vallons Piémonts des massifs (écotones)	Destruction des haies, simplification des structures bocagères Artificialisation des zones de transition	Maintien des gîtes Restauration des continuités ligneuses Maintien de vieux arbres dans les espaces boisés. Conservation des zones boisées (EBC) Maintien de l'obscurité à proximité des espaces naturels

L'ensemble des milieux rivulaires constitue des biotopes remarquables pour plusieurs des espèces clefs.

Concernant les chauves-souris, plusieurs éléments doivent être pris en compte : la présence des gîtes connus (non exhaustif), les territoires de chasse, les rayons d'action des espèces, les zones d'échanges connues. L'analyse pourrait être complétée par l'identification des gîtes potentiels et la mise en évidence des corridors utilisés par les chauves-souris.

L'approche de l'intérêt écologique (biologique et fonctionnement) doit être replacé dans le contexte naturel local. La Durance et le Buëch, la zone de confluence des deux rivières, les ripisylves, iscles, berges sablonneuses, lônes et bras morts, pelouses sèches et zones agricoles constituent des sites importants pour la conservation de la biodiversité à l'échelle nationale et internationale.
Les liens entre les milieux présents sur la commune de Sisteron et ces entités périphériques doivent être conservés et valorisés.

Objectifs exprimés sur tout le linéaire de la Durance dans le cadre de Natura 2000 :

- maintenir la fonction de corridor de déplacement et de migration pour les espèces
- assurer la conservation des réseaux d'annexes hygrophiles
- maintenir les connexions latérales de la rivière avec les coteaux
- renforcer l'intérêt du système ripisylvatique et des zones tampons associées
- augmenter le débit d'eau permanent dans le cours d'eau
- éviter la banalisation des milieux
- lutter contre les espèces invasives
- conserver les boisements sénescents quand cela est possible

A Sisteron, sont à conserver :

- les friches thermophiles
- le réseau de zones humides
- la qualité fonctionnelle des confluences (Buëch/Durance, Jabron/Durance)

II.2.4.7. Faune et flore protégées

(Source DREAL et SILENE)

La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature a fixé les principes et les objectifs de la politique nationale de la protection de la faune et de la flore sauvages. Les espèces protégées en droit français sont les espèces animales et végétales dont les listes sont fixées par arrêtés ministériels en application du code de l'environnement.
Les articles L411-1 et 2 du code de l'environnement fixent les principes de protection des espèces et prévoient notamment l'établissement de listes d'espèces protégées. Ainsi, on entend par espèces protégées toutes les espèces visées par les arrêtés ministériels de protection .

Les arrêtés (faune et flore) interdisent, en règle générale :

- l'atteinte aux spécimens (la destruction, la mutilation, la capture, ou l'enlèvement, des animaux quel que soit leur stade de développement, et de tout ou partie des plantes) ;
- la perturbation intentionnelle des animaux dans le milieu naturel ;
- la dégradation des habitats, et en particulier les éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée,
- la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non, des spécimens prélevés dans le milieu naturel

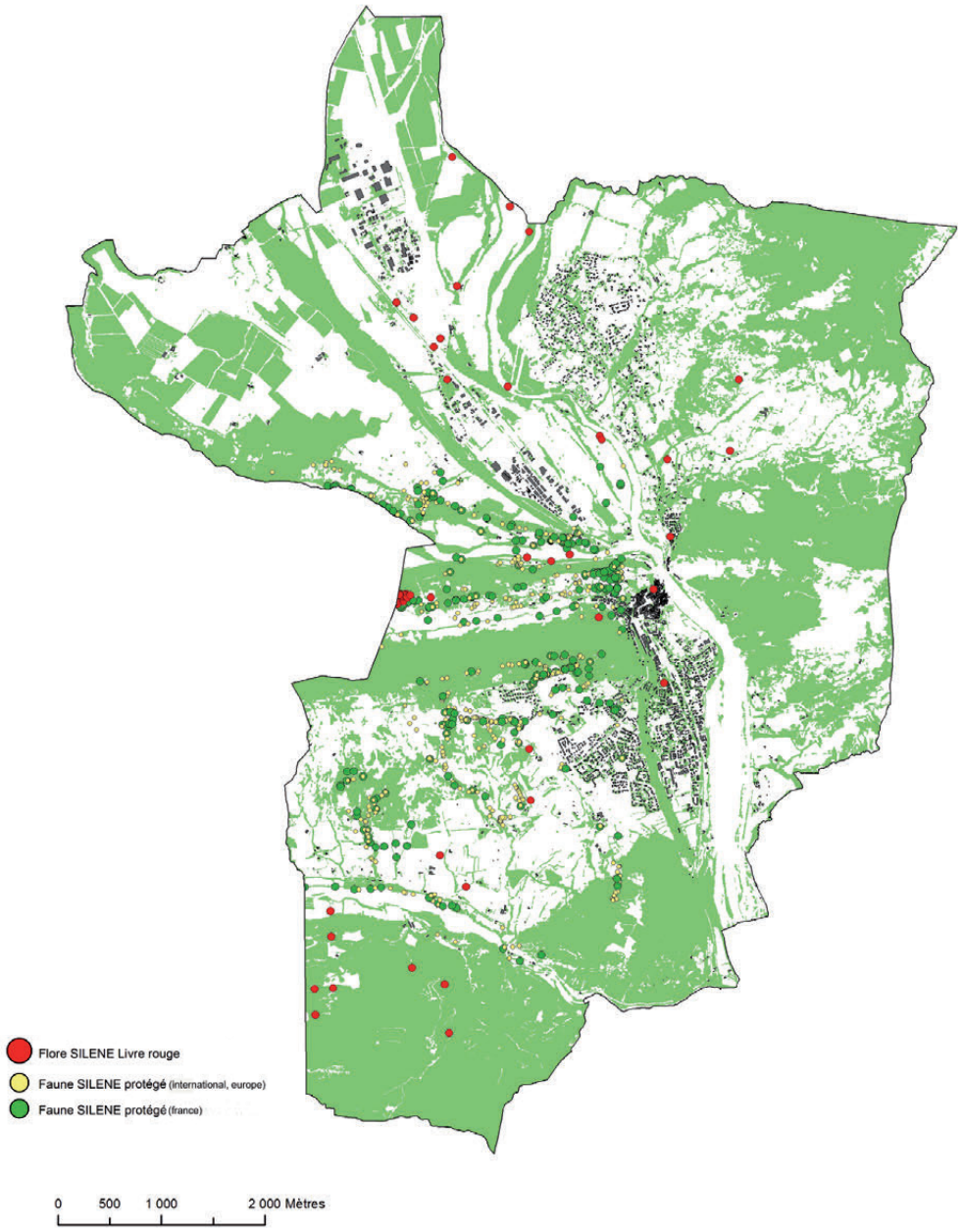
Il y a cependant différents niveaux de protection : pour certaines espèces, la destruction, l'altération ou la dégradation de leur milieu particulier ne sont pas interdits (en particulier celles non listées à l'annexe IV de la directive habitat).

Concernant la flore, il faut noter que le niveau de protection est le même entre l'arrêté de protection nationale ou régionale.

La base de données SILENE donne une indication sur les espèces observées, dont les espèces protégées, sur le territoire régional et par commune. Ces données ne constitue pas un inventaire exhaustif de la biodiversité du territoire, elles représentent l'état actuel de la connaissance des espèces inventoriées et référencées par SILENE.

Ces données sont cartographiées sur le territoire de Sisteron.
Sur le territoire de Sisteron, ont été recensées 23 espèces de flore protégées et 176 espèces de faune protégées, appartenant aux listes nationales et régionales.

Faunes et flores protégées à Sisteron



II.2.5. La trame verte et bleue (TVB)

II.2.5.1. Le contexte législatif

L'article L. 121-1 stipule que les plans locaux d'urbanisme doivent déterminer les conditions permettant d'assurer « la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels » ainsi que « la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.»

De plus, la loi n°2009-967 du 3 août 2009, dite Loi Grenelle I, introduit la création de la Trame Verte et Bleue (TVB) dans le droit français, impliquant ainsi l'État, les collectivités territoriales et les parties concernées sur une base contractuelle. La Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite Loi Grenelle II, va plus loin en précisant que la TVB doit être un outil d'aménagement faisant partie d'un ensemble de mesures permettant la préservation de la diversité du vivant.

La loi Grenelle II instaure les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE), document de planification établissant des orientations de préservation des ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels) visant également le bon état écologique de l'eau, imposé par la directive cadre sur l'eau. De cette façon, tous documents d'urbanisme doit être «conformes» ou «compatible» avec les SRCE et les SDAGE en vigueur pour réduire au maximum la fragmentation écologique pouvant existé sur certains territoires.

La Trame Verte et Bleue établie à l'échelle nationale et déclinée par les SRCE à l'échelon régional, doit être prise en compte dans les documents d'urbanisme par les collectivités.

II.2.5.2 Qu'est ce que la trame verte et bleue (TVB) ?

La TVB est un outil d'aménagement du territoire visant à reconstruire un tissu écologique cohérent à l'échelle nationale, afin de permettre aux différentes espèces animales et végétales de se développer, communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire et se reposer. Elle contribue ainsi au maintien des services de la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie...

L'objectif guidant la réalisation d'une Trame Verte et Bleue est d'enrayer la diminution de la biodiversité au sein des territoires en restaurant les continuités écologiques terrestres et aquatiques, afin de garantir les échanges vitaux entre populations (animales et végétales). Pour cela il est proposé un plan d'action stratégique.

Le SRCE PACA, élaboré sur une base scientifique et technique, est approuvé le 24 novembre 2015 par le Préfet. Le document du SRCE est consultable sur le site de la DREAL.

II.2.5.3 LE SRCE PACA, un document supra-communal à prendre en compte

D'après les articles L371-3 et R.371.24 à 31 du code de l'Environnement, le projet de SRCE a été élaboré intégrant la TBV à respecter au sein de la région PACA et comprenant un plan d'action stratégique. Il comporte 4 grandes orientations stratégiques qui permettent à une biodiversité exceptionnelle mais aussi ordinaire de se maintenir:

Orientation 1: une urbanisation moins consommatrice d'espace

Orientation 2: un foncier et des usages agricoles et forestiers continuant leurs efforts d'intégration des besoins fonctionnels des espèces

Orientation 3: une forte demande en formation, information et recherche pour mieux comprendre les enjeux de demain

Orientation 4: un effort tout particulier sur la frange littorale

En l'absence de SCOT (schéma de cohérence territoriale), le PLU doit assumer lui-même la prise en compte du SRCE. Mais pour des questions d'échelle, la référence au SRCE (élaboré à l'échelle régionale) ne peut être une transcription directe ni un zoom purement graphique à l'échelle communale. Une retranscription des éléments constitutifs des continuités et fonctionnalités écologiques identifiées par le SRCE se fera de façon adaptée à la réalité locale et sensible du territoire communal.

Les continuités écologiques potentielles sont présentées dans un cadre biogéographique plus précis que le découpage en 5 grands ensembles écologiques, tout en travaillant à une échelle cohérente pour dégager de grandes tendances. La région PACA est analysée selon 30 petites régions naturelles.

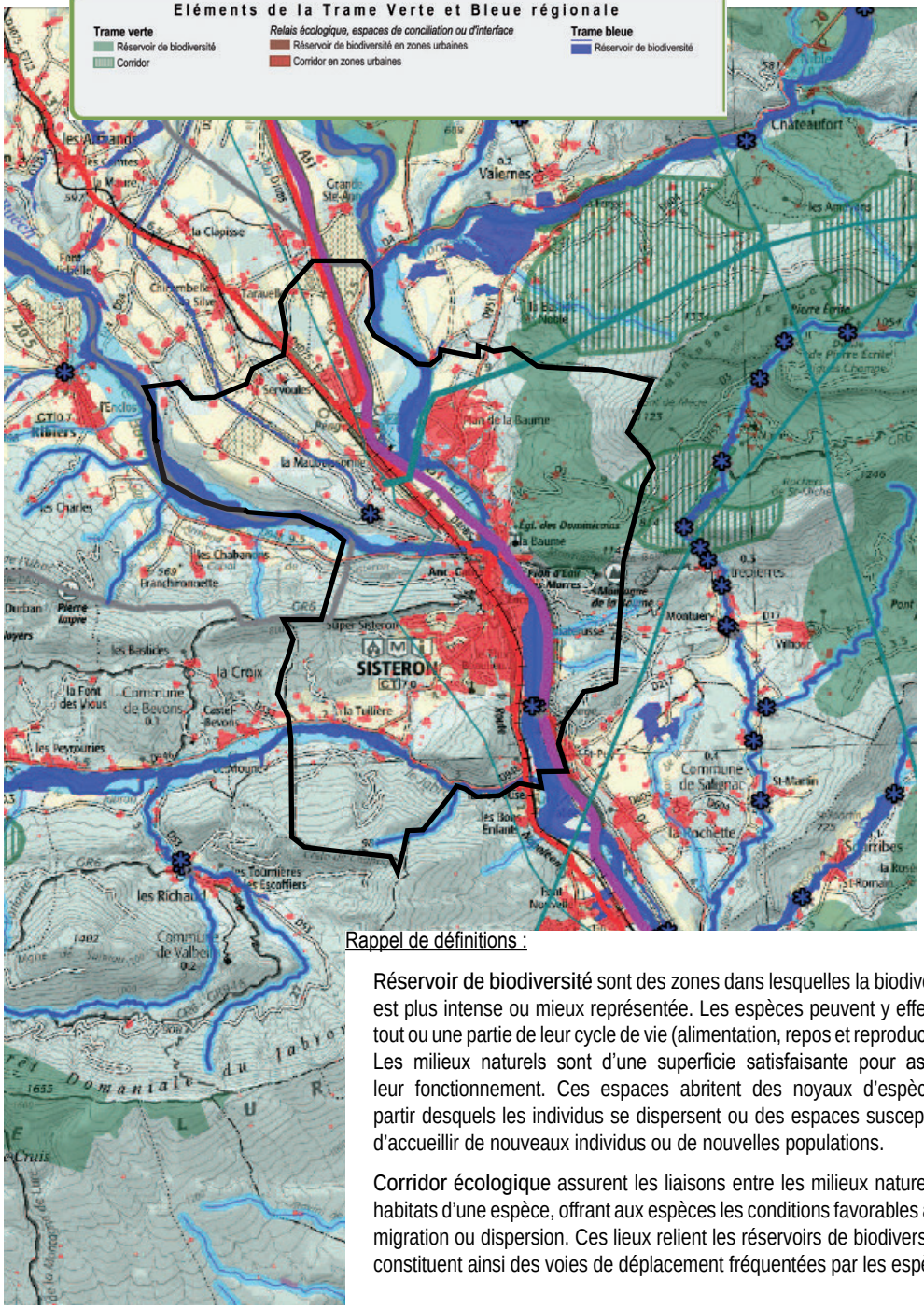
La commune de Sisteron appartient au grand ensemble écologique des Préalpes du Sud. Elle fait essentiellement partie de 2 petites régions naturelles du SRCE: «Bochaine-Ceuse» (PAS01) et «Baronnies Orientales» (PAS02) qui occupent chacune près d'un tiers du territoire communal.

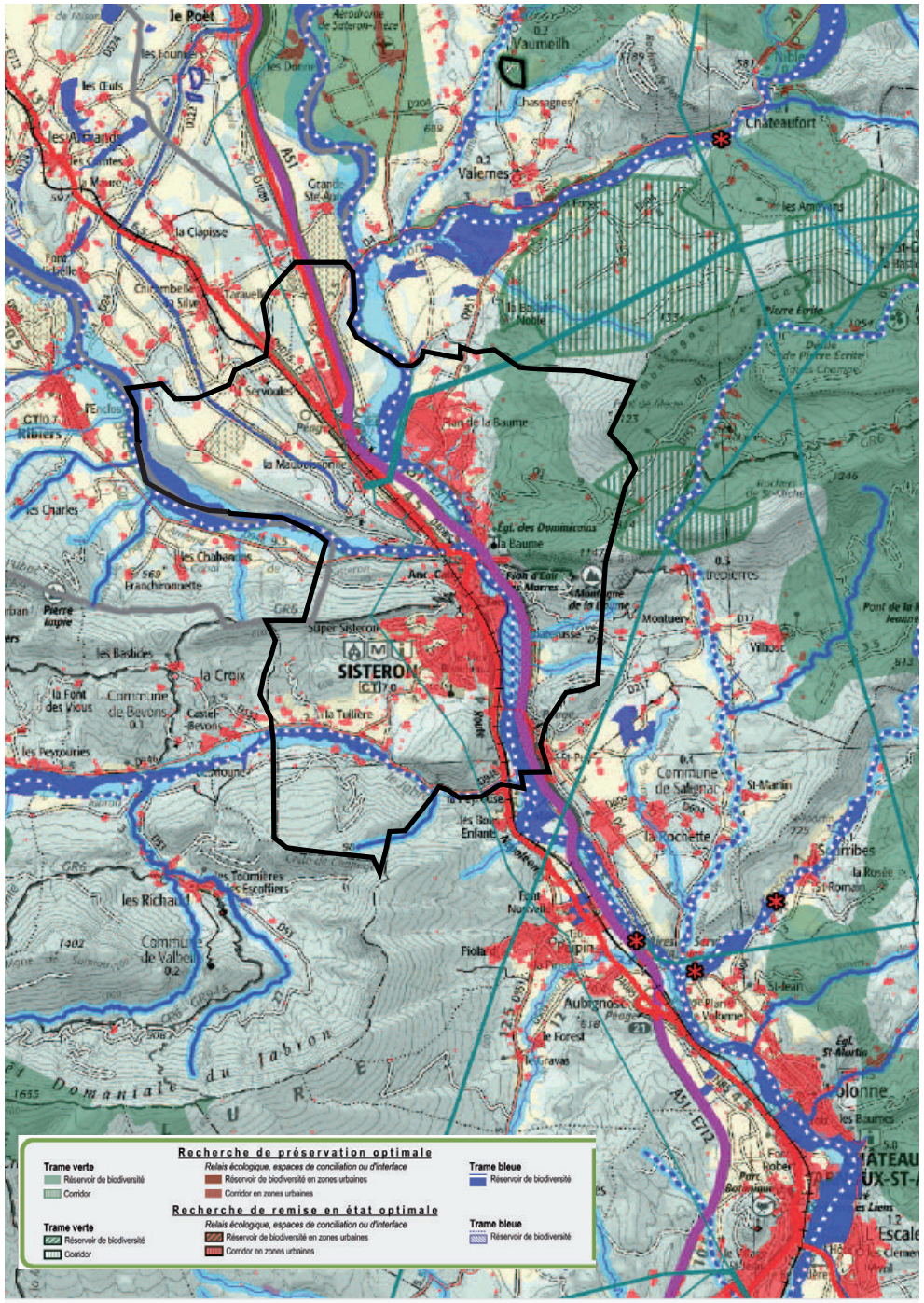
La commune comporte 4 réservoirs de biodiversité et 1 corridor écologique. Elle est traversée par des cours d'eau identifiés comme réservoir de biodiversité et corridor écologique, et comporte huit zones humides identifiées par le SRCE.

	Identifiant	Objectif assigné	Descriptif du milieu majoritaire	% de l'entité dans le territoire	% du territoire occupé
Réservoir	FR93RS1314	A préserver	réservoir complémentaire	3,89	3,38
	FR93RS1323	A remettre en bon état	réservoir complémentaire	100	0,02
	FR93RS2	A préserver	trame forestière	86,94	11,52
	FR93RS2107	A préserver	réservoir complémentaire	39,6	0,92
Corridor	FR93CS74	A préserver	trame forestière	3,6	0,21
Cours d'eau (réservoir et corridor)	FR93RL1460	A remettre en bon état		13,33	
	FR93RL1531	A remettre en bon état		4,69	
	FR93RL1536	A remettre en bon état		3,1	
	FR93RL687	A préserver		48,64	
Plans d'eau, zones humides et zones rivulaires	FR93RS1186	A remettre en bon état	zones humides	100	0,02
	FR93RS4947	A préserver	zones humides	100	0,2
	FR93RS6068	A remettre en bon état	zones humides	100	1,51
	FR93RS6160	A préserver	zones humides	8,19	0,18
	FR93RS63112	A préserver	zones humides	9,73	0,79
	FR93RS63113	A préserver	zones humides	14,76	1,0
	FR93RS633211	A préserver	zones humides	7,51	2,38
	FR93RS633222	A préserver	zones humides	10,52	2,19

Réservoir de biodiversité : zones dans lesquelles la biodiversité est plus intense ou mieux représentée. Les espèces peuvent y effectuer tout ou une partie de leur cycle de vie (alimentation, repos et reproduction). Les milieux naturels sont d'une superficie satisfaisante pour assurer leur fonctionnement.

Corridor écologique: assure les liaisons entre les milieux naturels ou habitats d'une espèce, lui offrant les conditions favorables à sa migration ou dispersion. Ces lieux relient les réservoirs de biodiversité et constituent ainsi des voies de déplacement fréquentées par les espèces.





Rappel de définitions :

Réservoir de biodiversité sont des zones dans lesquelles la biodiversité est plus intense ou mieux représentée. Les espèces peuvent y effectuer tout ou une partie de leur cycle de vie (alimentation, repos et reproduction). Les milieux naturels sont d'une superficie satisfaisante pour assurer leur fonctionnement. Ces espaces abritent des noyaux d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou des espaces susceptibles d'accueillir de nouveaux individus ou de nouvelles populations.

Corridor écologique assurent les liaisons entre les milieux naturels ou habitats d'une espèce, offrant aux espèces les conditions favorables à leur migration ou dispersion. Ces lieux relient les réservoirs de biodiversité et constituent ainsi des voies de déplacement fréquentées par les espèces.

II.2.6. Analyse des continuités naturelles

De par sa position de seuil entre un paysage méditerranéen et un paysage de montagne, Sisteron en bordure le la Durance et à la confluence du Buech et du Jabron, est un territoire riche en biodiversité et en paysages. Il recèle par conséquent un grand nombre d'espèces patrimoniales et d'habitats naturels qu'il convient de préserver.

Outre la préservation des milieux, le maintien de la biodiversité passe également par une amélioration des fonctionnalités écologiques afin de respecter le besoin en déplacements des espèces d'un espace naturel à un autre.

II.2.6.1. Le Docob Natura 2000 en Durance, un dossier source d'informations

La Durance est un site proposé au réseau Natura 2000 pour la conservation des oiseaux, des habitats naturels, de la faune et de la flore, pour laquelle un document d'objectifs de conservation est réalisé (voir cartes ci-contre).

Ce document constitue une source riche d'informations pour le territoire de Sisteron.

La Durance assure à la fois un rôle de zone de chasse et de couloir migratoire pour les chiroptères, au sein duquel Sisteron est un gîte pour le petit et le grand Murin. Concernant le Castor, le barrage de l'Escale à Sisteron est un secteur de désertion.

Objectifs exprimés sur tout le linéaire de la Durance dans le cadre de Natura 2000 :

- Maintenir la fonction de corridor de déplacement et de migration pour les espèces
- Assurer la conservation des réseaux d'annexes hygrophiles
- Maintenir les connexions latérales de la rivière avec les coteaux
- Renforcer l'intérêt du système de ripisylves et des zones tampons associées
- Augmenter le débit d'eau permanent dans le cours d'eau
- Eviter la banalisation des milieux
- Lutter contre les espèces invasives
- Conserver les boisements sénescents quand cela est possible

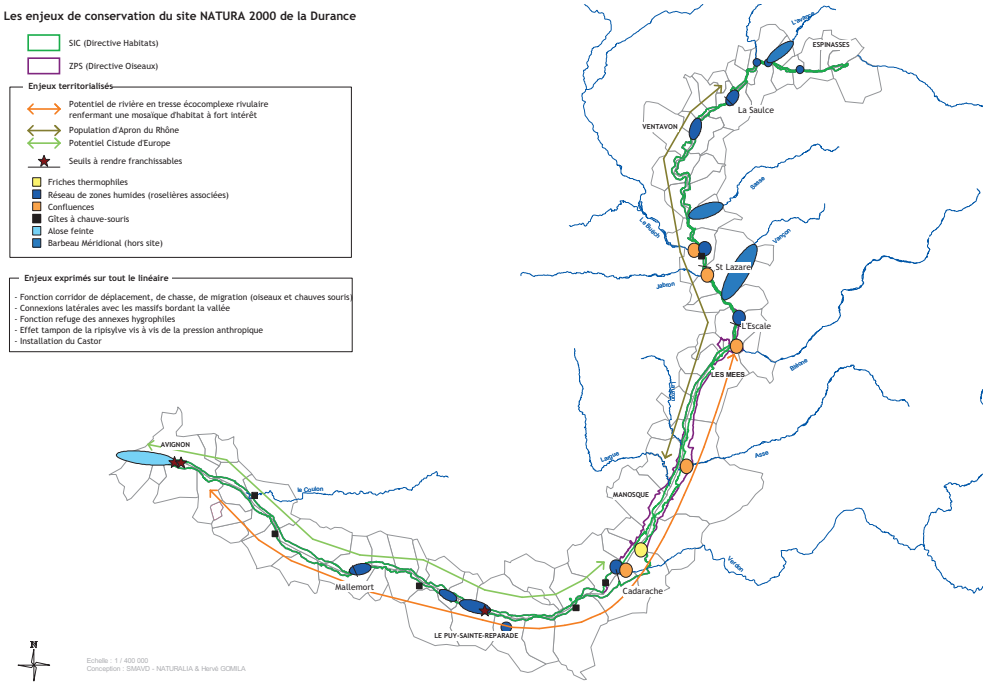
A Sisteron,

sont à conserver :

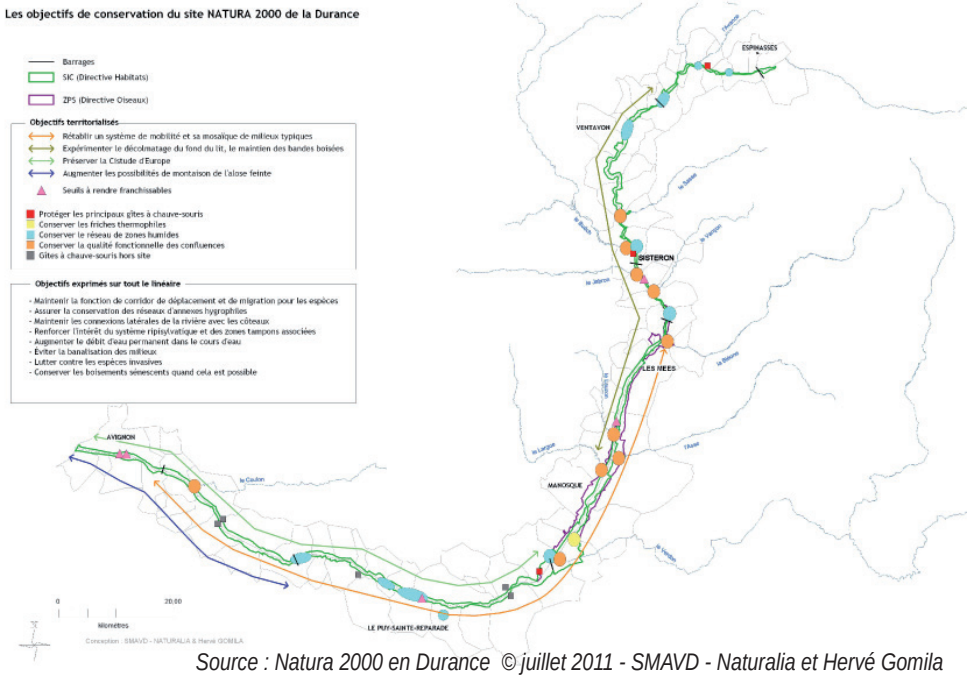
- Les friches thermophiles
- Le réseau de zones humides
- La qualité fonctionnelle des confluences (Buëch/Durance, Jabron/Durance)

sont à protéger :

- Les gîtes à chauve souris

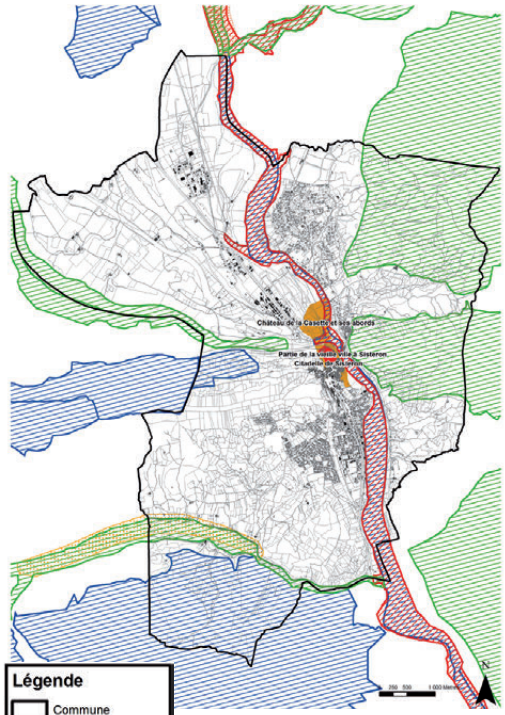


Source : Natura 2000 en Durance © octobre 2010 - SMAVD - Naturalia et Hervé Gomila

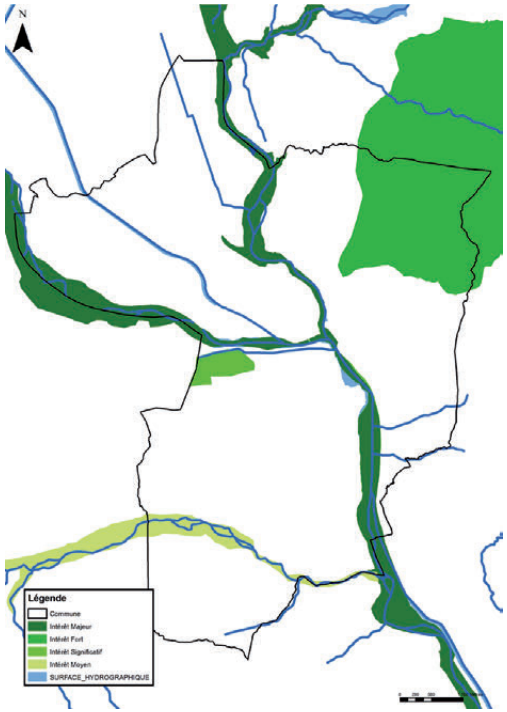


Source : Natura 2000 en Durance © juillet 2011 - SMAVD - Naturalia et Hervé Gomila

Protections réglementaires à Sisteron



Site d'intérêt écologique à Sisteron (espace de nature extraordinaire)



Rappel de définitions :

Réservoir de biodiversité sont des zones dans lesquelles la biodiversité est plus intense ou mieux représentée. Les espèces peuvent y effectuer tout ou une partie de leur cycle de vie (alimentation, repos et reproduction). Les milieux naturels sont d'une superficie satisfaisante pour assurer leur fonctionnement. Ces espaces abritent des noyaux d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou des espaces susceptibles d'accueillir de nouveaux individus ou de nouvelles populations.

Corridor écologique assurent les liaisons entre les milieux naturels ou habitats d'une espèce, offrant aux espèces les conditions favorables à leur migration ou dispersion. Ces lieux relient les réservoirs de biodiversité et constituent ainsi des voies de déplacement fréquentées par les espèces.

II.2.6.2. Les ensembles naturels et la biodiversité

(paragraphe construit à partir de la démarche de l'AUCAME «La trame verte et bleue du territoire de Caen-Métropole», avril 2010 par l'Agence d'études d'urbanisme de Caen-Métropole)

Sisteron est membre de la communauté de communes du Sisteronais mais ne fait pas partie d'un périmètre de Schéma de cohérence territoriale (SCoT) pouvant délimiter une trame verte et bleue à prendre en considération dans le PLU. L'analyse qui suit s'appuie sur un document présentant une technique d'analyse fondée sur les données Corine Land Cover.

La notion de trame verte et bleue (TVB) repose sur le constat que les populations animales et végétales ont besoin d'évoluer librement à travers des continuités de milieux naturels préservées de toute coupure. La méthode consiste à identifier les espaces d'habitats et de déplacements des espèces, et les liens ou ruptures entre ces espaces.

Les ensembles naturels ne présentent pas un niveau de richesse écologique homogène, mais sont hiérarchisés au regard de leur composition en espaces et milieux de qualité différentes,. Ces ensembles naturels sont également soumis à des coupures et obstacles (voies ferrées, routes, zones d'activités, ...) et contiennent des éléments de continuité naturelles à l'intérieur des espaces urbanisés. On peut ainsi distinguer 4 types d'objet cartographique :

- les espaces de nature «extraordinaire» qui sont les espaces de richesse écologique identifiés et faisant l'objet d'une protection réglementaire (zones nodales),

- les espaces de nature «ordinaire», souvent de type agro-naturel, au sein desquels sont identifiés quatre grands types de milieux offrant une capacité d'accueil vis à vis d'espèces «emblématiques», et qui sont des espaces au sein desquels les populations d'espèces se déplacent (continuums),

- les «coupures et obstacles», qui sont constitués par les réseaux de voies de communication, existants ou à créer, ainsi que par les espaces urbanisés,

- les continuités naturelles sont généralement constituées par le réseau des vallées et les massifs forestiers, les abords ou l'intérieur des espaces urbanisés où l'on trouve des continuités composites pouvant englober des terres agricoles.

Les espaces de nature «extraordinaire» présents à Sisteron sont localisés sur la carte ci-contre intitulée "protections réglementaires à Sisteron". A partir des caractéristiques de ces espaces (fonctionnalité, espèces en présence, liens entre ces espaces), une hiérarchisation a été réalisée et représentée sur la carte ci-contre qui territorialise les enjeux environnementaux «extraordinaires».

Les liens entre ces espaces de nature «extraordinaire» et les espaces de nature «ordinaire» devront être préservés, notamment en protégeant les éléments de la «biodiversité ordinaire» tels que bois, haies, arbres isolés, mares, ...

Les espaces dits de nature ordinaire sont appréhendés selon différents continuums en fonction de l'occupation du sol (CLC06), mis à jour par rapport aux nouvelles constructions existantes réalisées dans le cadre du POS en vigueur sur le territoire. Chaque continuum fait l'objet d'une cartographie où l'occupation du sol se traduit par des milieux plus ou moins accueillants pour les espèces emblématiques, selon la méthode développée par l'AUCAME et à partir de la matrice de résistance des milieux aux déplacements pour les espèces-cibles (Econat ©).

II.2.6.3. Les continuums

L'analyse des continuums et des obstacles existants met en évidence des points de rupture et des corridors biologiques discontinus (voir carte ci-contre).

Certains points de rupture identifiés présentent une gêne incontournable, sur lesquels le PLU ne peut avoir d'action : autoroute, canal EDF, voie ferrée, tissu urbain continu.

La règle du PLU pourra limiter les impacts du tissu urbain discontinu par des prescriptions en matière de clôture, le maintien ou la création d'espaces verts sur les parcelles ouvertes à l'urbanisation, la préservation des haies et des ripisylves par l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, ... Dans les espaces agricoles ou en franges de zones urbaines, agricoles et naturelles, la restitution de haies arbustives sera être indiquée par le PLU.

Les espaces concernés par les continuités à recréer sont:

- à proximité du Jabron, au sein des espaces agricoles,
- en limite du quartier urbanisé du Thor
- dans le secteur de la Chaumiane
- dans la zone d'activités Val de Durance.

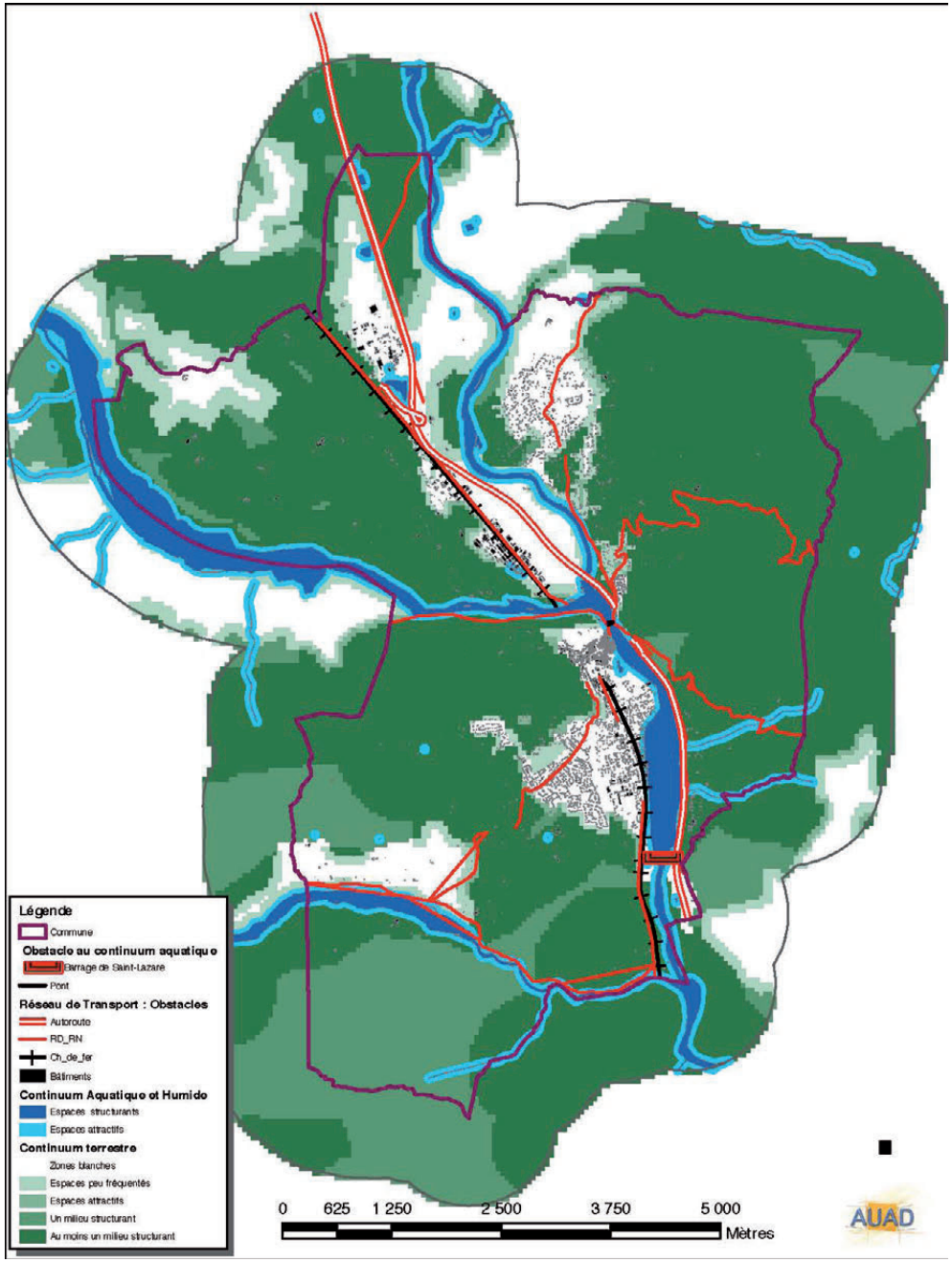
L'axe Durance-Buech forme un corridor écologique Nord Sud à préserver :

+ protection de la ripisylve comme processus de dépollutions des eaux
+ boisement des zones de captage d'eau potable
+ amélioration du transport solide confluence Buech Durance
+ préservation des milieux humides annexes à la Durance

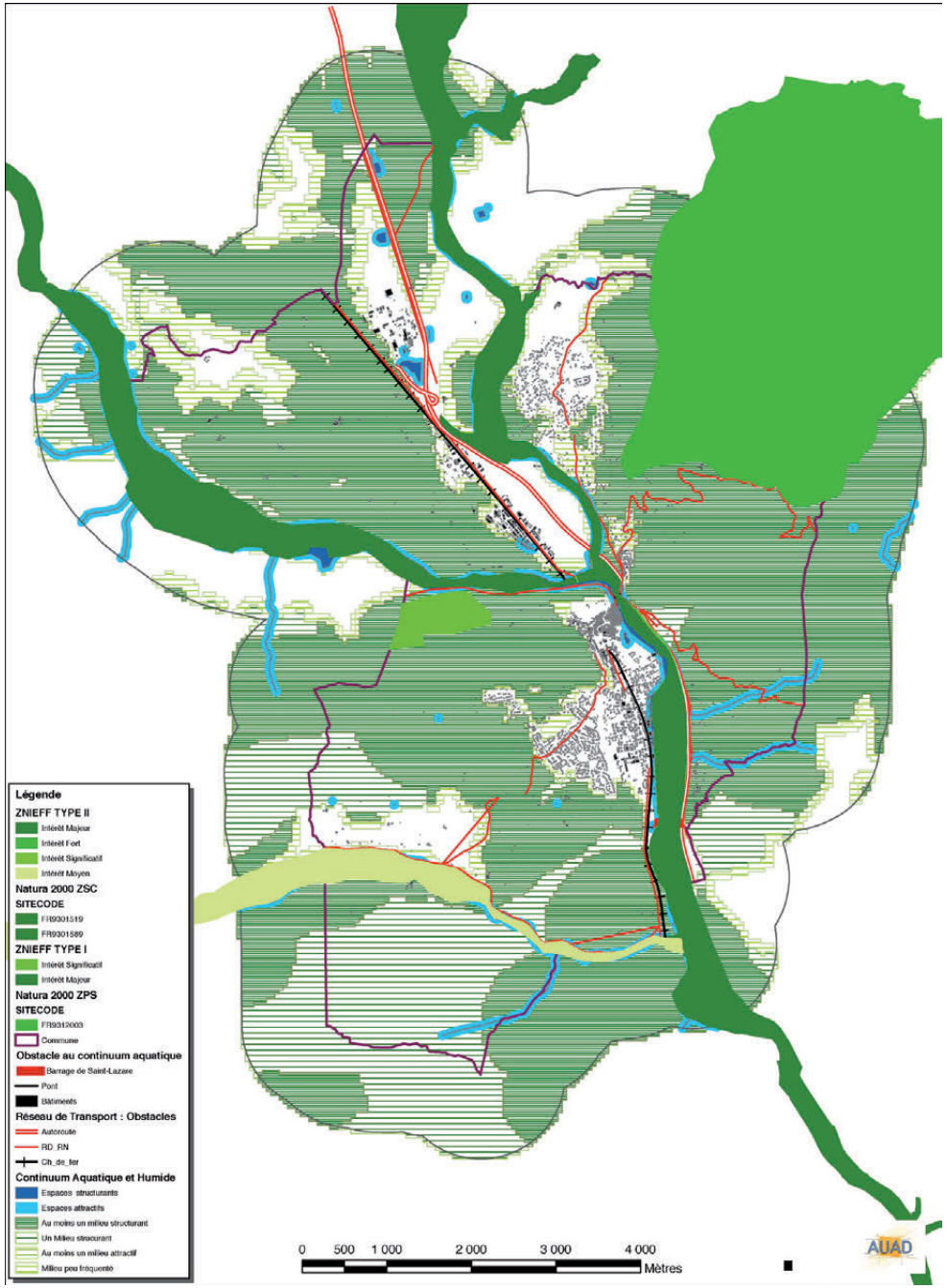
Le Jabron forme avec les lignes de crêtes un axe Est Ouest de continuité écologique :

+ la vallée du Jabron est un espace de culture agricole à l'intérieur duquel la reconstruction de continuités écologiques pourraient être préconisée pour la protection de l'avifaune (chiroptère, ...)

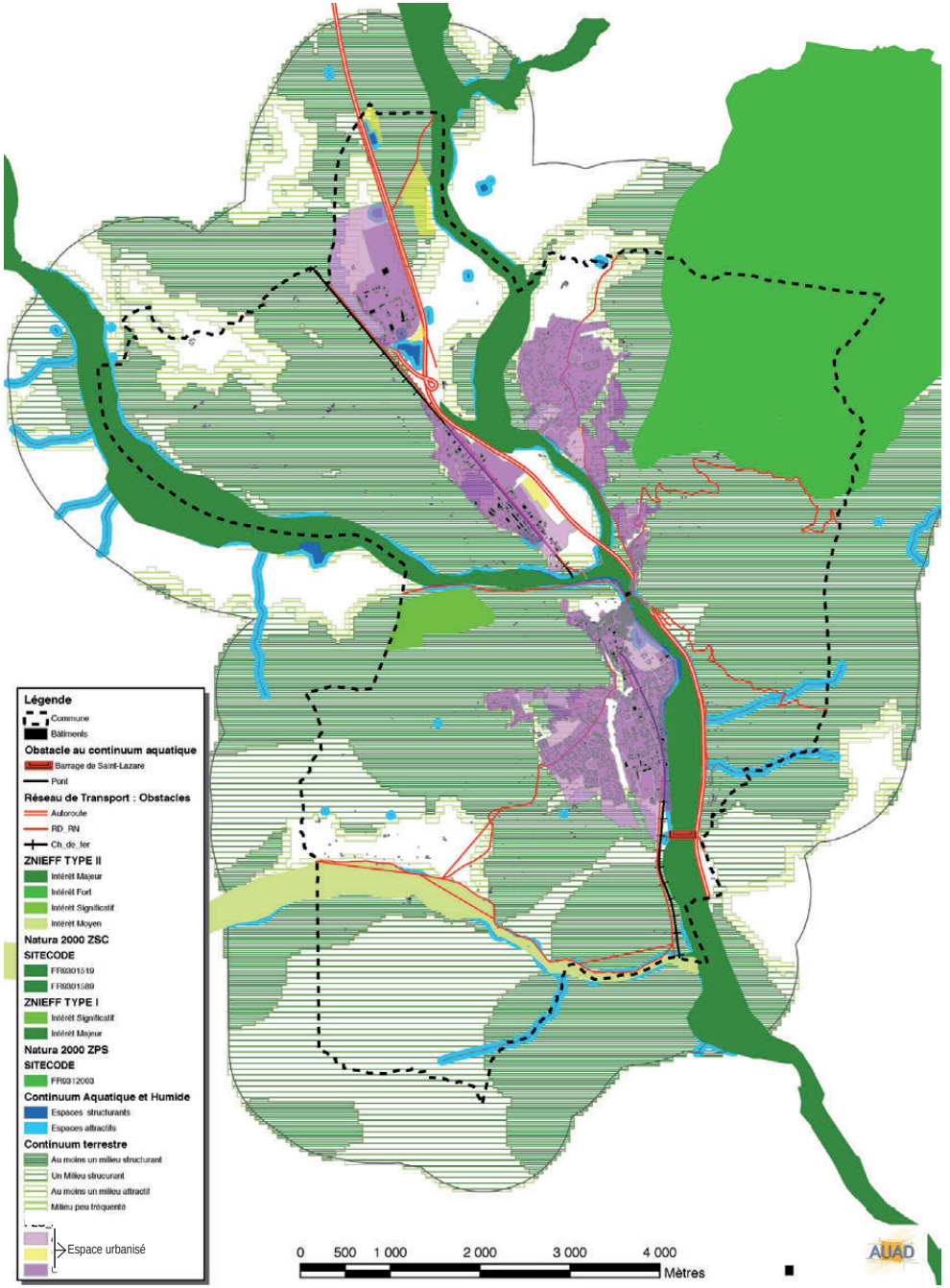
La conservation par l'entretien des petits cours d'eau représente un élément significatif pour le maintien des continuités écologiques entre espaces attractifs terrestres au nord-ouest et au sud-est du territoire.



Les continuums et les obstacles sur le territoire



Les continuums et les obstacles sur le territoire, associés aux zones urbaines existantes



II.2.6.4. Objectifs de conservation des continuités écologiques et du paysage

En matière de paysage, les éléments structurants sont le fondement des lignes forces à préserver sur le territoire communal que le PLU devra respecter. Le projet communal ne devra pas perturber la lecture visuelle de ces silhouettes identitaires.

Il s'agit:

- des lignes de crête majeure et secondaire,

- des versants boisés des reliefs,

- des trames végétales linéaires.

Ces éléments paysagers s'accompagnent du paysage construit par l'activité humaine; il s'agit des paysages agricoles et des paysages bâtis.

Les paysages agricoles présentent un enjeu de conservation de la trame végétale, voire de reconstitution et de maîtrise de l'urbanisation diffuse. On distingue:

- les paysages de cultures intensives : espaces de grandes échelles (grandes cultures et vergers)

- les paysages agricoles de coteaux : identité rurale par la présence d'une trame paysagère (haies, talwegs)

Les paysages bâtis sont de différents types:

- le centre ancien dont il faudra préserver la lisibilité depuis le lointain, et mettre en valeur la silhouette;

- les extensions urbaines dont l'interface avec les espaces agricoles doit faire l'objet d'une attention particulière. Trois secteurs sont identifiés : la Chaumiane, La Baume, Le Thor.

  La Chaumiane:
  - travailler dans l'enveloppe existante en densifiant,
  - respecter et réhabiliter les trames paysagères (cours d'eau et végétation, haies)

  La Baume:
  - affirmer la coulée verte et agricole entre le ravin du Déffend et le ravin de Pierre Longue afin d'éviter une conurbation entre le quartier de la Chaumiane et celui de la Baume

  Le Thor en limite du versant Sud du Molard :
  - préserver le versant en pente forte et son boisement, intégrer une trame végétale pour atténuer l'impact visuel du bâti existant et à venir.

- les zones d'activités au Nord de la ville, situées en entrée de ville et offrant une faible qualification de l'espace:

  Zone Industrielle :
  - requalifier les abords de la RD 4085 (gestion des enseignes, qualité des façades bâties, clôtures, plantations....)

  Parc d'activités de Sisteron Val de Durance:
  - envisager l'extension du parc en continuité avec l'existant, préserver l'intégrité des espaces à l'Est de l'autoroute afin de maintenir l'effet de grande ouverture vers les massifs alpins au Nord.

II.3. Synthèse

Les dispositifs de protection de l'environnement

Eléments positifs :

+ De nombreux sites de protection réglementaire

+ Deux sites potentiels identifiés pour un classement en Espace Naturel Sensible par le Conseil Départemental

+ Une richesse biologique forte

+ Une adhésion au parc naturel régional des Baronnies Provençales, en tant que Ville-Porte

+ Une richesse patrimoniale, vecteur d'attractivité

Eléments à développer :

+ Préservation des sites

+ Atteindre les objectifs fixés par le DOCOB de la Durance.

La biodiversité

Eléments positifs :

+ Diversité des espèces animales et végétales.

+ Mosaïque de paysage (agricole, bois, rivière)

Eléments à développer :

+ Préserver les ripisylves

+ Favoriser l'agriculture raisonnée pour limiter l'usage des pesticides.

Les continuités naturelles

Eléments positifs :

+ Paysage, élément structurant donnant des lignes de forces à préserver

+ Lecture visuelle des silhouettes paysagères

Eléments à développer :

+ Enjeu de conservation de la trame végétale et agricole

+ Maîtrise de l'urbanisation

III. L'EAU

III.1 Préambule : Le SDAGE, un document de réfèrence

La commune de Sisteron relève du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône-Méditerrannée. Ce document de planification fixe des objectifs de gestion des eaux pour l'ensemble du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée.

L'observation de la qualité des eaux des rivières du bassin Rhône Méditerrannée est assurée depuis les années 60/70 dans le cadre des réseaux de mesures et par des études. Ils ont été réorganisés dans le cadre de la mise en oeuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), cette nouvelle organisation étant désignée sous le terme de Programme de Surveillance.
Le SDAGE 2016-2021 et le programme pluriannuel de mesures qui l'accompagne ont été arrêtés par le préfet coordinateur de bassin Rhône Méditerranée le 3 décembre 2015. Il fixe pour cette période les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004.
La DCE apporte des innovations majeures dans le paysage réglementaire du domaine de l'eau:

+ Des objectifs d'atteinte du bon état des eaux en 2015 pour tous les milieux aquatiques, sauf exception motivée qui autorise un report de délai à 2021 ou 2027 et/ou un objectif moins strict pour un des paramètres;
+ La prise en compte des considérations socio-économiques assortie d'une exigence de transparence financière
+ L'identification des actions clés à mettre en oeuvre sur les bassins versants, dans le programme de mesures,
+ La participation du public.

Le SDAGE 2016-2021 comprend neuf orientations fondamentales avec lesquelles le projet de PLU doit être compatible. Elles actualisent les orientations du schéma directeur précédent et en incluent une nouvelle n°0 :

0. S'adapter aux effets du changement climatique
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques...
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
4. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
5. 5A/ Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé…5B/ Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques 5C/ Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses 5D/ Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles 5E/ Evaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine
6. 6A/ Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides…6B/ Préserver, restaurer et gérer les zones humides 6C/ Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir...
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques...

Ce programme organise les activités de surveillance de la qualité et de la quantité de l'eau sur le bassin Rhône

Méditerrannée sur une période de 6 ans, et se compose :

+ Du suivi quantitatif des cours d'eau et plans d'eau,
+ Du contrôle de surveillance (Etat qualitatif des eaux de surface, quantitatif et chimique des eaux souterraines),
+ Du contrôle opérationnel,
+ Du contrôle d'enquêtes,
+ Du contrôle additionnel.

Plusieurs réseaux de surveillance des eaux souterraines et de surface sont en place sur le bassin hydrographique Rhône Méditerranée :

+ Le Réseau National et Complémentaire de Bassin (RNB - RCB),
+ Le Réseau du Contrôle de Surveillance (RCS),
+ Le Réseau du Contrôle Opérationnel (RCO)

Ces réseaux disposent d'une multitude de stations de mesures implantées sur les différents cours d'eau du bassin, permettant un suivi dans le temps de la qualité de l'eau et de son évolution.

Le tableau ci-dessous renseigne les différentes masses d'eau situées sur le territoire de Sisteron :

	Code	Nom de la masse d'eau
eaux de surfaces (sous bassin)	DU_13_18	Affluents moyenne Durance aval: Jabron et Lauzon
	DU_13_06	Buëch
	DU_13_12	Moyenne Durance amont
eaux souterraines (Masse d'eau)	FRDG_130	Calcaires urgoniens du plateau de Vaucluse + Montagne de Lure
	FRDG_357	Alluvions de la moyenne Durance
	FRDG_393	Alluvions du Buëch
	FRDG_394	Alluvions Durance Amont
	FRDG_417	Formations variées du haut bassin de la Durance
	FRDG_418	Formations variées du bassin versant du Buëch

Les résultats présentés ci-après sont issus des fiches par entités milieux du SDAGE 2016-2021.

III.2. QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES, RÉSEAUX DE SURVEILLANCE

III.2.1. Les Eaux de Surface

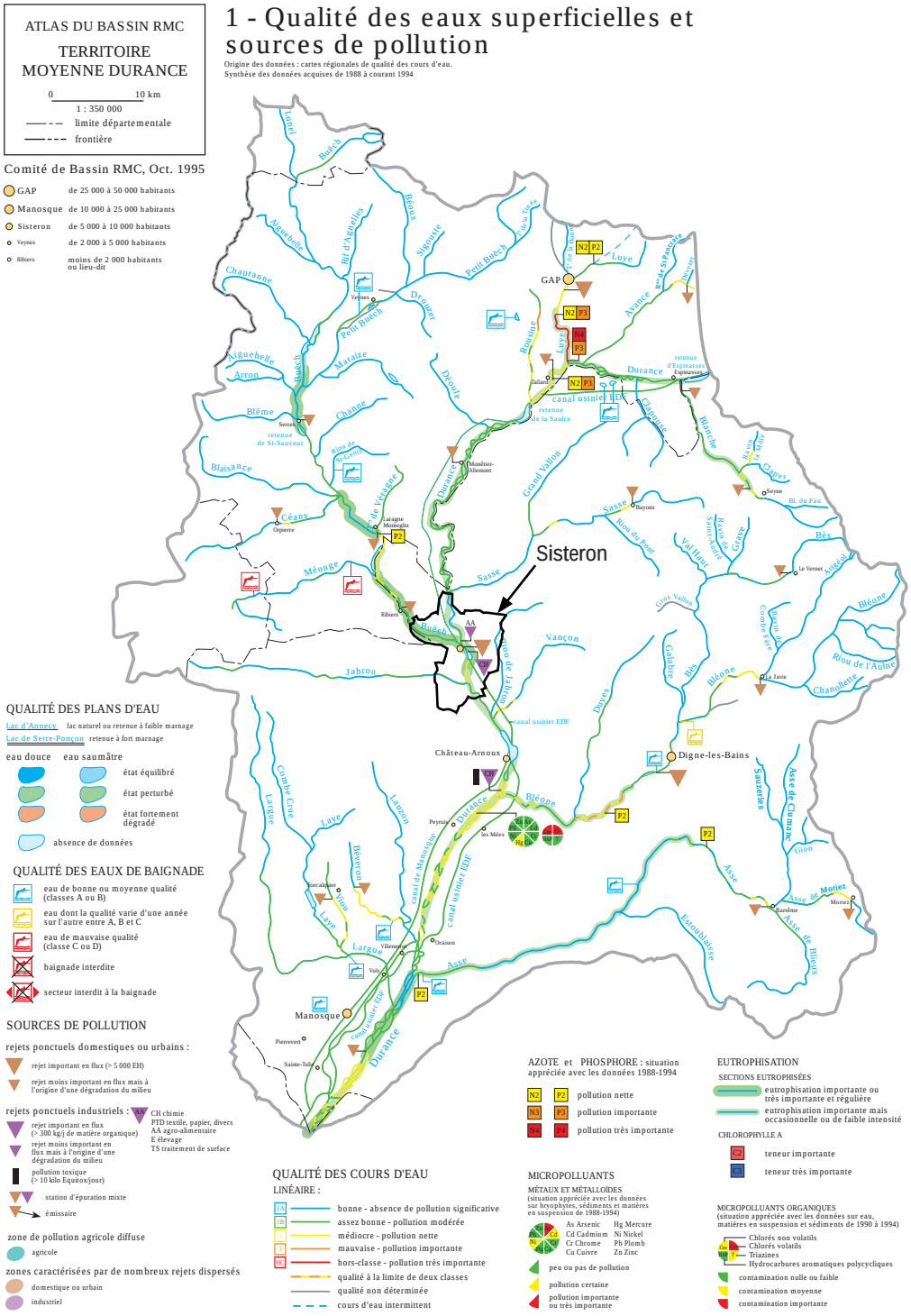
La surveillance des eaux de surface s'effectue par le biais de deux stations de mesure :

- Une station installée sur la Durance en amont de la zone urbaine, au niveau de la zone industrielle et du quartier des Coudoulets.
- Une station installée sur le Jabron en aval de la zone urbaine au niveau de la limite communale avec Peipin

Qualité des eaux dans le SDAGE 1996-2010

L'agence de l'eau avait déjà informé sur la qualité des eaux superficielles et des sources de pollution en octobre 1995 à l'échelle du territoire Moyenne Durance. La qualité des eaux était variable en fonction des cours d'eau (cf carte ci-contre).

Au niveau de la Durance, le cours d'eau en amont du territoire communal était eutrophisé, c'est-à-dire qu'il existait un risque de pollution de façon occasionnelle ou de faible intensité. L'eau de la Durance était assez bonne avec une pollution modérée liée à :



- des rejets ponctuels liés aux activités agro-alimentaires.
- des rejets domestiques ou urbains avec des flux importants (> 5 000 EH)
- des rejets ponctuels industriels de type chimique

La qualité des eaux devenait ensuite médiocre après le passage de la retenue de Saint-Lazare avec une pollution nette, puis assez bonne à la confluence du Jabron au Sud du territoire communal.

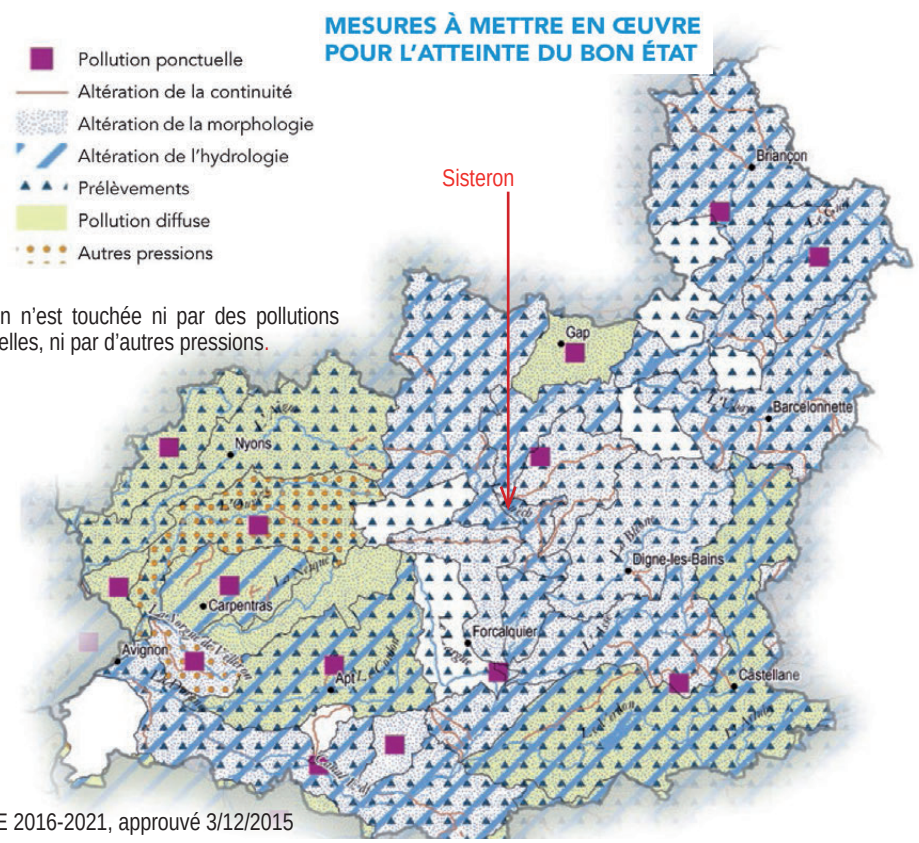
La qualité des eaux du Jabron était soit bonne ou assez bonne.

Le cours d'eau du Buëch présentait une eau de bonne qualité mais son lit présentait une eutrophisation importante et régulière.

L'origine des perturbations observée pouvait s'expliquer à Sisteron par :
- la présence du canal,
- l'usine hydroélectrique en amont du centre urbain
- le barrage de St Lazare (6,2 millions de m^3), obstacle infranchissable pour les poissons
- l'extraction dans le lit de la Durance,
- les prélèvements liés à l'irrigation agricole

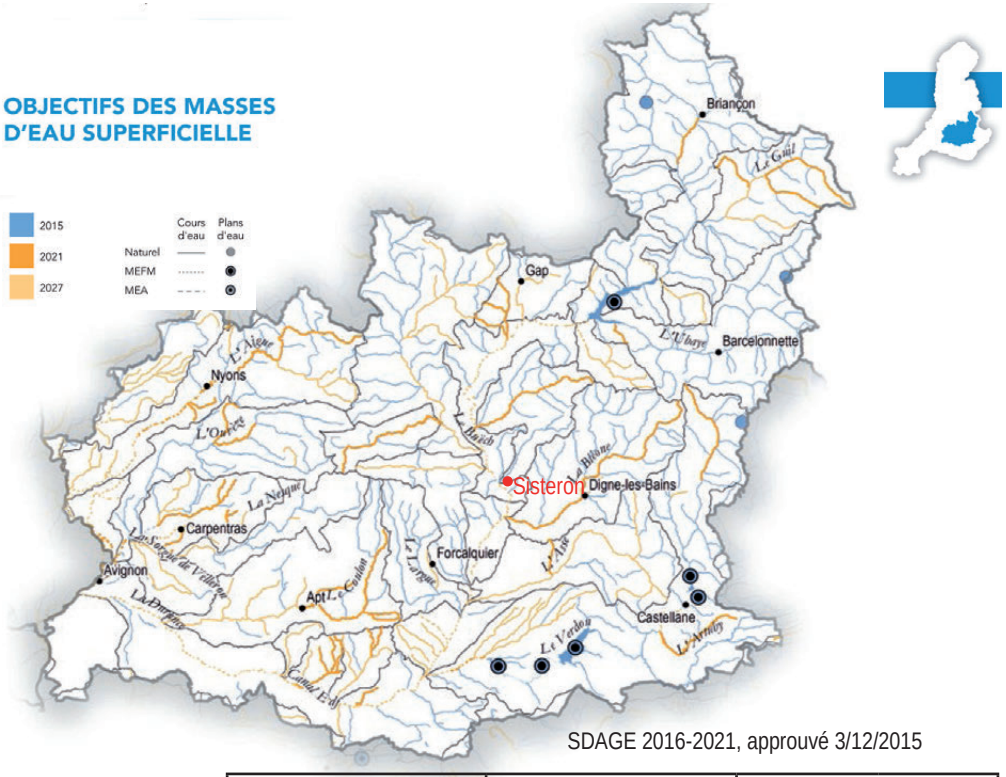
Objectifs à atteindre du SDAGE 2016-2021

L'état des lieux ayant été effectué, le SDAGE fixe les objectifs à atteindre (cf.carte ci-contre); l'état écologique et l'état chimique ont été définis pour les masses d'eaux à Sisteron (cf.tableau ci-contre) :



Sisteron n'est touchée ni par des pollutions ponctuelles, ni par d'autres pressions.

SDAGE 2016-2021, approuvé 3/12/2015



SDAGE 2016-2021, approuvé 3/12/2015

Masses d'eaux superficielles	Etat écologique		Paramètres état écologique	Etat chimique	
	Objectif Etat	Echéance		Objectif Etat	Echéance
Durance du torrent de St Pierre au Buëch (FRDR_289)	Bon potentiel	2027	hydrologie, morphologie, matières organiques et oxydables	Bon état	2015
Durance du Buëch au canal EDF (FRDR_278)	Bon potentiel	2027	hydrologie, morphologie	Bon état	2015
Buech Aval (FRDR_281b)	Bon état	2027	hydrologie, morphologie	Bon état	2015
Jabron (FRDR_280)	Bon état	2027	hydrologie,continuité, morphologie	Bon état	2015

Pressions à traiter et mesures à mettre en oeuvre :

Les mesures à mettre en oeuvre au niveau des bassins versants de la Durance, du Buëch et du Jabron ont ainsi été définies comme suit :
- la restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques : morphologie, continuité, espèces et zones humides.
- l'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau et
- pour le Buëch et la Durance, la lutte contre les pollutions.

Le tableau ci-après détaille, à l'échelle du sous bassin, les pressions et les mesures à entreprendre afin d'atteindre les objectifs de bon état pour 2021.

Moyenne Durance amont	
Pression à traiter	Altération de la continuité
Mesures	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments) Coordonner la gestion des ouvrages
Pression à traiter	Altération de la morphologie
Mesures	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau Coordonner la gestion des ouvrages Réduire l'impact d'un plan d'eau ou d'une carrière sur les eaux superficielles ou souterraines
Pression à traiter	Altération de l'hydrologie
Mesures	Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation.
Pression à traiter	Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances
Mesures	Equiper une STEP d'un traitement suffisant dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
Pression à traiter	Prélèvements
Mesures	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau Mettre en un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture, Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers et des collectivités Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau
Buëch	
Pression à traiter	Altération de la continuité
Mesure	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
Pression à traiter	Altération de la morphologie
Mesures	Réaliser une opération classique de restauration du cours d'eau Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide Réaliser une opération de restauration d'une zone humide
Pression à traiter	Altération de l'hydrologie
Mesures	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide Réaliser une opération de restauration d'une zone humide Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau
Pression à traiter	Prélèvements
Mesures	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture, Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers et des collectivités Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau
Emissions de substances	Mesures de réduction des substances dangereuses
Zones protégées (Natura 2000)	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide

Affluents moyenne Durance aval (Jabron)	
Pression à traiter	Altération de la continuité
Mesure	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)
Pression à traiter	Altération de la morphologie
Mesure	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
Pression à traiter	Prélèvements
Mesures	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture, Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers et des collectivités Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau

III.2.2. Les Eaux Souterraines

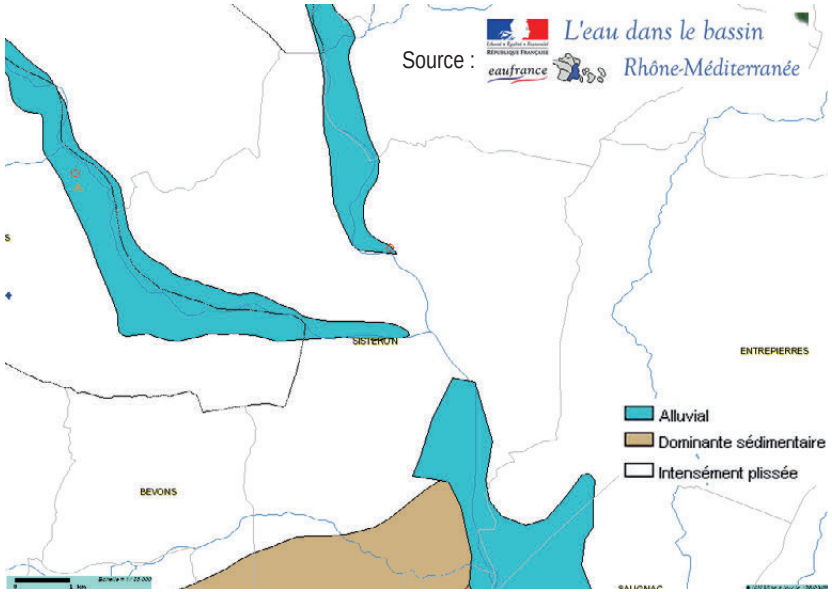
Le territoire communal est concerné par 4 aquifères différents :

FRDG_130 - Calcaires urgoniens du plateau de Vaucluse et de la Montagne de Lure

FRDG_302 - Alluvions de la moyenne Durance , Alluvions du Buëch

FRDG_347 - Alluvions Durance Amont

FRDG_402 - Formations variées du haut bassin de la Durance, Formations variées du bassin versant du Buëch



Les eaux souterraines issues de l'infiltration des eaux pluviales ou nivales, circulent au sein des masses alluviales, sédimentaires et intensément plissées, drainant ainsi le territoire de différents cours d'eau.

Ces aquifères sont exploités pour l'alimentation en eau potable de la commune mais peuvent l'être par des communes voisines. La nature de ces aquifères et leur faible pouvoir de filtration les rendent vulnérables aux pollutions. De plus, les activités industrielles et agricoles existantes sur le territoire communal sont susceptibles de dégrader la qualité des eaux.

Masses d'eaux souterraines	Etat quantitatif		Etat chimique	
	Objectif d'état	Echéance	Objectif d'état	Echéance
Calcaires urgoniens du plateau de Vaucluse et de la Montagne de Lure	bon	2015	bon	2015
Alluvions de la moyenne Durance	bon	2015	bon	2015
Alluvions du Buëch	bon	2015	bon	2015
Alluvions Durance Amont	bon	2015	bon	2015
Formations variées du haut bassin de la Durance	bon	2015	bon	2015
Formations variées du bassin versant du Buëch	bon	2015	bon	2015

Comme pour les eaux superficielles, le SDAGE 2016-2021 définit les pressions à traiter et les solutions à mettre en oeuvre pour l'ensemble de ces aquifères.

Calcaires urgoniens du plateau de Vaucluse + Montagne de Lure	
Mesures spécifiques du registre des zones protégées	
Directive concernée	Qualilté des eaux destinée à la consommation humaine
Mesures	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire Elaborer un plan d'action sur une seule AAC
Alluvions de la moyenne Durance	
Pression à traiter	Pollutions diffuses par les nutriments
Mesure	Limiter les apports en fertilisants et /ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directives nitrates Réaliser une opération de restauration d'une zone humide
Pression à traiter	Pollution diffuse par les pesticides
Mesures	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire
Mesures spécifiques du registre des zones protégées	
Directive concernée	Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Mesures	Limiter les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates Limiter les apports en fertilisants et /ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directives nitrates
Alluvions du Buëch	
	Mesures spécifiques du registre des zones protégées
Directive concernée	Préservation de la biodiversité des sites Natura 2000
Mesures	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide Réaliser une opération de restauration d'une zone humide
Alluvions Durance Amont	
Formations variées du haut bassin de la Durance	
Formations variées du bassin versant du Buëch	
Mesure	Masses d'eau ne faisant pas l'objet d'action dans le programme de mesures 2016-2021

Afin d'atteindre les objectifs fixés par le SDAGE pour les eaux superficielles et souterraines (bon état écologique et chimique, gestion des prélèvements), des structures et des outils ont été mis en oeuvre. Ils sont présentés dans le chapitre qui suit.

III.3. Gestion de l'eau

III.3.1. Contexte et enjeux

Faisant parti du territoire du bassin versant de la Durance, Sisteron est implanté dans un fond de vallée aménagé hydrauliquement (cf.carte ci-après) et investi par différents usages. Ces aménagements ont permis, pour de nombreux territoires de la région PACA, d'être à l'abri de la sécheresse, de développer l'agriculture via l'irrigation, de fournir de l'eau potable et de produire de l'énergie renouvelable par l'installation de stations hydroélectriques. Le fonctionnement physique et hydrologique de la Durance, comme nous l'avons vu par le bilan et les perspectives de gestion établis par le SDAGE, a été fortement affecté.

Ces aménagements ont fait émerger de nombreux enjeux territoriaux :
- la réduction du risque d'inondation
- la préservation des milieux naturels,
- la sécurisation de l'alimentation en eau
- le développement touristique et la valorisation du patrimoine paysager et culturel.

Face à ces constats, un partage de la ressource en eau s'impose entre les usages établis (alimentation en eau agricole, industrielle, urbaine, hydroélectricité...) et les usages émergents (préservation des inondations, tourisme, restaurations des milieux...). Ainsi, les acteurs territoriaux (Etat, région PACA, départements, EPCI, communes, DDT, chambres d'agriculture, Agence de l'Eau RMC, FDP, SCP, EDF...) se sont concertés et ont créé des structures intercommunales d'aménagement ou de gestion autour des trois sous-bassin de la Durance, du Buëch et du Jabron.

Afin d'anticiper les périodes de sécheresse par une planification préalable des mesures de limitation permettant de faciliter la gestion de la ressource en eau en période de crise et de renforcer la coordination par bassin versant, l'arrêté préfectoral n°2009-1034 porte approbation du Plan d'Action Sécheresse sur les bassins versant de l'Asse, de la Bléone, du Colostre, du Jabron, du Largue, du Lauzon, du Sasse et du Vançon. Ceux-ci constituent une zone d'étiage sensible où des mesures de limitation ou de suspension des usages de l'eau sont susceptibles d'être prises en cas de sécheresse. Ces zones peuvent être étendues à l'ensemble du département conformément aux mesures concertées au niveau régional. Les mesures de limitations ou de suspensions des usages de l'eau applicable à la partie du bassin versant du Calavon comprise dans les Alpes de Haute Provence seront conformes aux dispositions du «Plan d'Action Sécheresse» du département du Vaucluse.

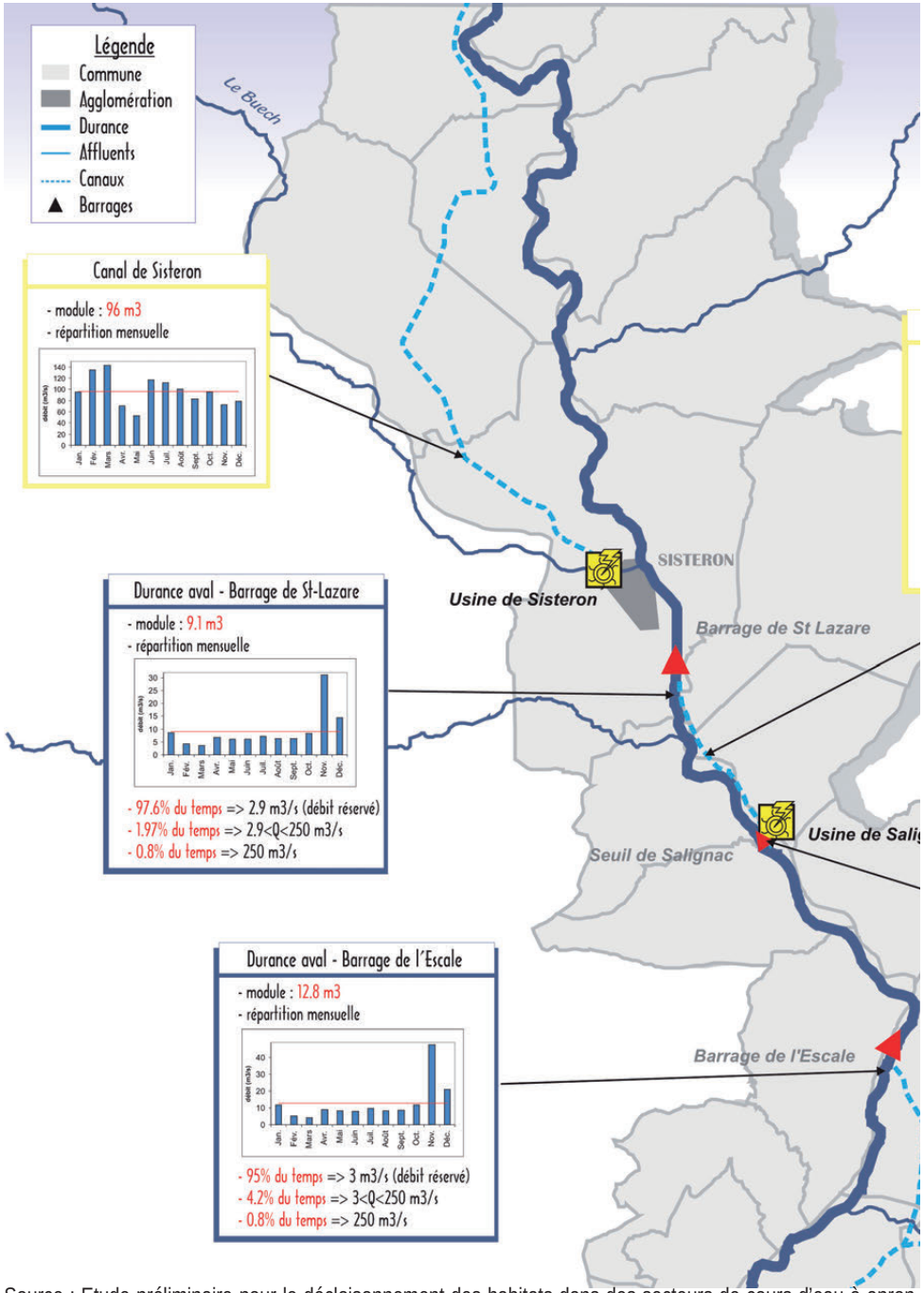
III.3.2. Les syndicats de gestion de l'eau et leurs outils

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) :

Créé en 1976, le SMAVD regroupe 78 communes riveraines de la Durance au sein de 4 Départements (Vaucluse, Bouches du Rhône, Alpes de Haute Provence et Hautes Alpes). Cette structure intercommunale est le concessionnaire de la gestion du Domaine Public Fluvial de la Durance depuis 1982 sur le bassin de la Basse Durance. Elle oeuvre essentiellement dans les domaines suivants :
- la gestion des crues,
- l'amélioration de la sécurité,
- le transport solide,
- la préservation et de la gestion du patrimoine naturel,
- la gestion des différents usages.

Face à ces enjeux importants, le SMAVD a engagé le 20 novembre 2008, dans le cadre d'une gestion globale partagée, un contrat de rivière du Val de Durance, ayant les objectifs suivants :

Fonctionnement hydroélectrique de la Durance



Source : Etude préliminaire pour le décloisonnement des habitats dans des secteurs de cours d'eau à apron, mai 2007, SIEE

«- Assurer la sécurité du dispositif de protection contre les inondations en cohérence avec l'occupation de la plaine.

- Accroître la qualité et la diversité des milieux naturels alluviaux et aquatiques.

- Protéger la ressource en eau de la nappe alluviale.

- Harmoniser le développement des usages de la rivière dans le respect des contraintes de sécurité vis à vis du fonctionnement des aménagements hydroélectriques.

- Restaurer et promouvoir le patrimoine lié à l'eau.

- Assurer une cohérence entre le fonctionnement prévisible de la Durance, les usages de la plaine, les objectifs de gestion de l'espace alluvial et les enjeux de protection.

- Engager la réflexion sur la gestion de l'eau de la Durance.»

Ainsi, le contrat de rivière du Val de Durance devra, pour une période de 7 ans, engager les actions suivantes :

- gérer les apports de graviers des affluents à la Durance entre Serre-Ponçon et l'Escale et rétablir la continuité du transit sédimentaire en aval.

- lutter contre la fixation et l'exhaussement du lit ainsi que contre le colmatage du bras vif

- rétablir des espaces de mobilité et de diversité écologique dans l'espace alluvial

- rendre cohérent et sécuriser le système de protection contre le risque inondation

- lutter contre la pollution des eaux superficielles et souterraines pour la qualité des eaux et préserver la ressource en qualité et en quantité des milieux aquatiques

- protéger les sites remarquables à enjeux majeurs

- mieux les connaître pour mieux harmoniser les différents usages

- préserver les paysages et mettre en valeur les spécificités duranciennes

- créer un observatoire de la Durance pour le suivi de la mise en oeuvre.

Pour répondre à ces actions, le SMAVD a investit 168 millions d'euros afin de réaliser plus de 300 opérations pour la restauration de la rivière.

Le Syndicat Mixte de Gestion Intercommunautaire du Buëch et de ses affluents (SMIGIBA) :

Créé en février 2003, le SMIGIBA regroupe 9 communautés de communes, dont celle du Sisteronais. Constitué initialement pour piloter le contrat de rivière pour le Buëch et ses Affluents uniquement (appelé Buëch vivant Buëch à vivre), ce SMIGIBA a depuis 2007 des compétences supplémentaires, à savoir :

- l'animation et la coordination des démarches de gestion globale des milieux aquatiques

- la gestion du domaine public fluvial

- la mise en oeuvre de travaux d'entretien du lit et des berges relevant de l'intérêt général, dans une optique d'atteinte du bon état écologique au sens de la directive cadre sur l'eau;

- la gestion écologique

- la gestion de la ressource en eau;

- le suivi du Buëch et de ses affluents

L'enjeu du SMIGIBA est prioritairement le partage de la ressource en eau, entre l'alimentation en eau potable, l'irrigation des terres agricoles (en aspersion sous pression en aval, sur le territoire de Sisteron), la production hydroélectrique...

Le SMIGIBA envisage à l'avenir de créer un Etablissement Public Territoire de Bassin (EPTB) avec le SMAVD «pour faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un sous-bassin hydrographique, la prévention des inondations et la gestion équilibrée de la ressource en eau» (loi du 30 juillet 2003, article L213-10 du Code de l'Environnement). Ce regroupement permettrait une meilleure gestion de la ressource en eau.

Le SMAVD et le SMIGIBA collaborent à Sisteron, zone de confluence entre la Durance et le Buëch, afin de gérer en partenariat leur contrat de rivière de manière cohérente.

Le contrat de rivière du Buëch est signé en septembre 2008. Il s'étend sur les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes Côte d'Azur, et concerne 52 communes. Il comprend l'ensemble du bassin versant hydrographique du Buëch hormis le sous bassin de la Méouge géré par le SIEM (Syndicat Intercommunal d'Entretien de la Méouge).

Le contrat de rivière «Buëch vivant, Buëch à vivre» prévoit un programme d'interventions sur 7 ans, décliné en 3 volets principaux:

- Volet A: Maintenir la qualité de l'eau
- Volet B: Mettre en oeuvre une gestion équilibrée du cours d'eau
- Volet C: Animer, communiquer et évaluer.

Après un bilan positif sur la période 2008-2015, et la nécessité de poursuivre les actions, un avenant de deux ans est validé en 2015, portant sa validité jusqu'en novembre 2017 (signature en mars 2016). Des actions complémentaires sont engagées. Le nouveau programme se décline comme suit:

- Volet A1: Assainissement
- Volet A2: Suivi de la qualité des eaux
- Volet B1: Restauration des cours d'eau et gestion écologique
- Volet B2: Prévention contre les inondations
- Volet B3: Gestion de la ressource en eau
- Volet C1: Coordination et animation du contrat
- Volet C2: Communication et valorisation
- Volet C3: Suivi et évaluation

III.3.3. Autres organismes de gestion

Le Syndicat Intercommunal d'Irrigation Buëch Durance :

Créé par l'arrêté préfectoral n°79-2818 du 4 juillet 1979, ce syndicat avait pour objet la création et l'exploitation d'un service d'irrigation (sous pression) entre les communes d'Aubignosc, Chateauneuf-Val-Saint-Donat, Peipin et Sisteron. Assurant la maîtrise d'oeuvre des projets, la Société du Canal de Provence (SCP) gère également les ouvrages en service. En 1992, l'aménagement est entré dans la concession d'État de la SCP.

Le Syndicat Intercommunal du Canal Sisteron Ribiers, Association Syndicale Autorisée (ASA) de Saint-Tropez et Ventavon :

Le canal de St Tropez, construit à la fin du XVIIIème siècle, est un réseau d'irrigation gravitaire, situé dans la vallée de la Durance, dans le département des Alpes de Haute Provence, passant à Sisteron dans les quartiers de la Chaumiane et du plan de la Baume. Ce réseau de canaux est géré depuis le 6 février 1885 par l'ASA du canal de Saint-Tropez.

Ces structures intercommunales ont été créées afin d'assurer la création et la gestion de l'ensemble des canaux existants sur le territoire de Sisteron.

Concessions hydroélectriques accordées à EDF

Outre la production hydroélectrique, EDF gère quantitativement la ressource en eau de la Durance (débit réservé). Ces concessions ont aussi pour objet la préservation des milieux naturels et les inondations.

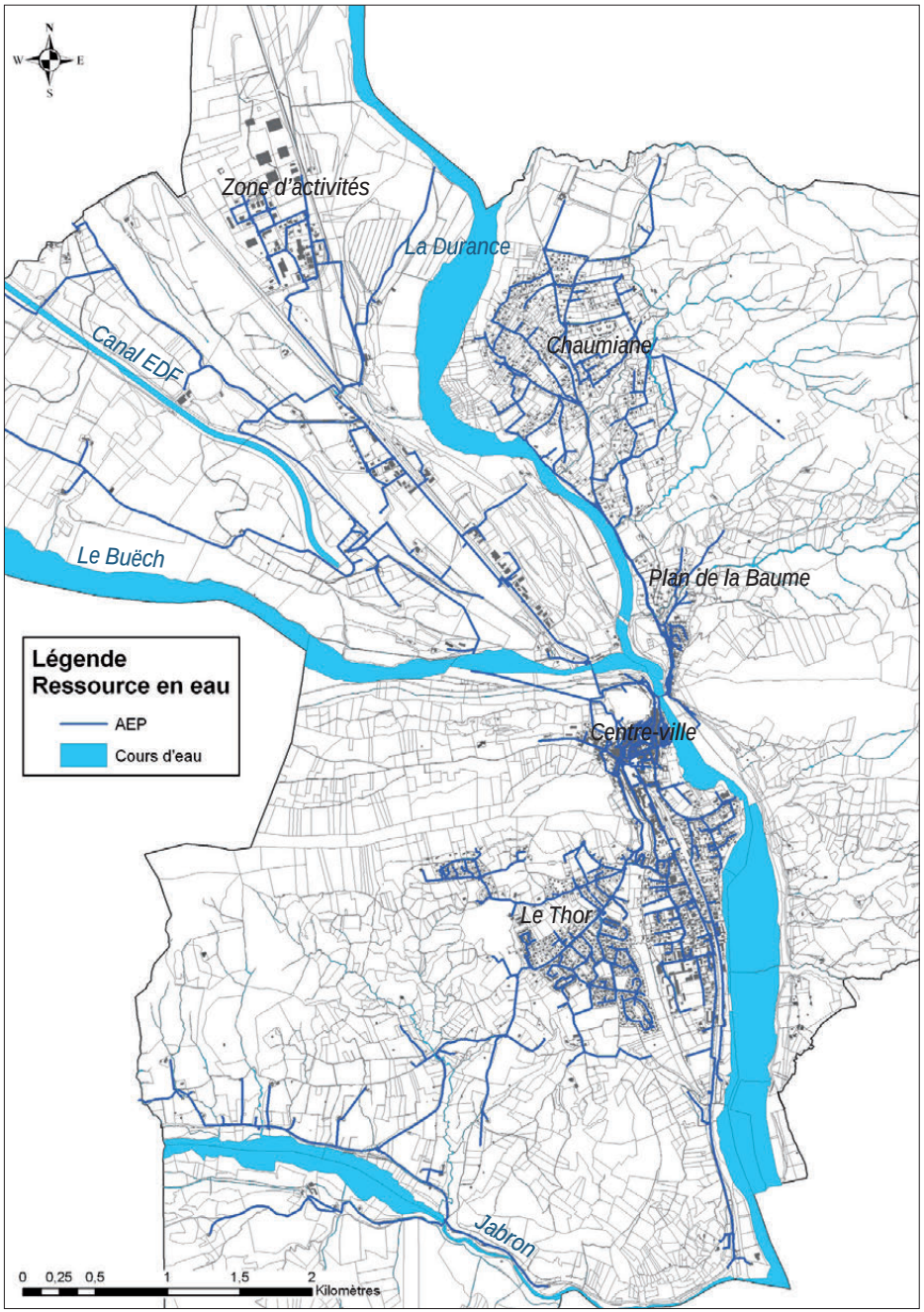
Les canaux, les centrales hydroélectriques, les barrages sont autant d'aménagements ayant des impacts sur les milieux aquatiques. Ainsi l'ensemble de ces structures s'organise afin de les réduire.

Sisteron est un territoire où de nombreux syndicats et organismes de projets œuvrant pour la gestion de l'eau (milieux naturels, irrigation, eau potable...) existent et collaborent afin de mener au mieux leurs actions visant la préservation de l'environnement et la protection de la ressource en eau.

Les objectifs visent à :

- augmenter la sécurité face au risque inondation,
- restaurer les milieux aquatiques,
- sécuriser et optimiser l'alimentation en eau,
- assurer une valorisation touristique, culturelle et économique,
- établir un partage équitable entre les différents usages établis (hydroélectricité, alimentation en eau agricole, industrielle ou urbaine) et usages émergents (prévention des inondations, restaurations des milieux, tourisme)

Alimentation en eau potable à Sisteron



III.4 L'EAU POTABLE

La commune de Sisteron est compétente en matière d'alimentation en eau potable. Le service de l'eau est exploité en régie directe ; les agents de la commune assurent le fonctionnement du réseau et la relation avec les usagers. Dans le cadre d'un nouveau marché de prestation de service qui démarre le 1er janvier 2014 pour une date échéance au 30 juin 2019, la société Eaux de Provence exploite les ouvrages de traitement de l'eau, de stockage et de pompage. Le schéma directeur d'eau potable est réalisé en 2012. La commune de Sisteron, entreprend les efforts nécessaires pour délivrer une ressource qualitativement et quantitativement soutenable au regard du développement urbain actuel et pour les développements futurs.

III.4.1. La production d'eau potable

(*Sources : Rapport Annuel, Prix et qualité du service public de l'eau potable, Années 2014, 2015 ; Document produit le 08/06/2015; Schéma Directeur d'alimentation en eau potable G2C, juin 2012, Notes d'information du service municipal de l'eau*). Pour complément voir la note détaillée jointe dans les Annexes Sanitaires du PLU.

L'eau potable de la commune provient de quatre ressources distinctes :

- l'usine de potabilisation du Solheillet (eau issue du canal EDF de la Durance)
- le puits de Saint-Jérôme
- la source de la Pinole
- la source de Châtillon

Cette diversité d'approvisionnement assure à la commune de Sisteron une sécurité appréciable en cas de sécheresse ou de catastrophes naturelles. Ces ressources sont protégées par arrêtés préfectoraux de DUP et d'autorisation de prélèvement.

Usine de potabilisation du Solheillet

Captées par l'intermédiaire du canal EDF de la Durance, les eaux de l'usine de potabilisation du Solheillet sont traitées par la station communale située à proximité de l'ouvrage au Nord du territoire. L'usine de production d'eau potable fonctionne depuis près de 25 ans (construite au début des années 1980) et a fait l'objet d'une opération de réhabilitation en 2015. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation de prélèvement renouvelé en octobre 2015 (n°2015-303-010). Cette station fonctionne par filtrage et procédé de traitement physico-chimique. L'usine produit actuellement des eaux de deux qualités différentes :

- Elle produit près de 90% des volumes d'eau potable distribuée par la commune de Sisteron. Le débit pour l'eau potable est de 360 m³/h. Elle alimente les réservoirs de Garduelle et du Collet.
- Elle alimente également via un réseau particulier l'usine Sanofi en eau brute (eau débourbée non potable); le débit de production est de 260 m³/h et peut en cas exceptionnel être augmenté à 380 m³/h;

Le puits de Saint-Jérôme

Le puits de Saint-Jérôme se localise à 3 km au Nord de la ville de Sisteron, à proximité de la Durance sur sa rive droite, au lieu-dit de Saint-Jérôme. Sensible aux crues et à des variations de débit, cette source reste un point d'eau de secours pour la commune de Sisteron. En 2015, elle a prouvé ses performances puisque durant les travaux de réhabilitation de l'usine de Soleihet, le puits de Saint Jérôme a alimenté les réseaux d'eau potable. Cette ressource alimente outre la ZAC Val de Durance l'ensemble du réseau de la commune via les réservoirs de Garduelle et du Collet, qui ensuite alimentent l'ensemble du réseau y compris le secteur Baume Chaumiane.

La source de Châtillon

Cette source, située au quartier de Châtillon sur la commune de Ribiers, à environ 5 km de Sisteron, se localise au pied du massif des Rochers de l'Aigle. Cette source alimente la bâche de la Citadelle; la commune est autorisée à prélever 30m³/h. L'environnement est globalement forestier.

La source de la Pinole

Cette source, située sur la commune d'Authon, se localise aux pieds de la Crête de Pierre-Mont. La source est exploitée par le SIVU de Salignac/Entrepierres. La commune de Sisteron importe en moyenne 70 000 m³/an, soit environ 6% du volume total. Elle dispose d'un droit d'eau sur cette source (1,9 l/s), accordé par le SIVU.

III.4.2. La distribution d'eau potable

Les captages de ces sources ont fait l'objet d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour l'établissement des périmètres de protection, conformément au Code de la Santé Publique et ont été autorisés par arrêtés préfectoraux n°2001-46 et n°2001-47 du 11 janvier 2001.

Pour la source de Châtillon, deux périmètres de protection ont ainsi été définis et autorisés par arrêté interpréfectoral n°2001-48 de janvier 2001 pour assurer la protection des eaux souterraines :

+ Un périmètre de protection immédiat (PPI), dans lequel toutes activités, autres que celles nécessitées par son entretien ou liées au service des eaux, sont interdites,

+ Un périmètre de protection rapproché (PPR) interdisant toute activité autre que de promenade, de chasse et d'entretien et exploitation de la forêt.

Pour le puits de Saint Jérôme, deux périmètres de protection ont ainsi été définis par arrêté interpréfectoral n°2001-47 de janvier 2001 pour assurer la protection des eaux souterraines :

+ Un périmètre de protection immédiat (PPI), dans lequel toutes activités, autres que celles nécessitées par son entretien et la maintenance du captage, sont interdites,

+ Un périmètre de protection rapproché (PPR) interdisant toute extraction de matériaux, tout dépôt de matériaux (même inertes), toute activité potentiellement polluante (y compris la traversée d'engins et l'installation de pistes passant à gué).

Aucun périmètre de protection éloignée n'a été défini dans le sens où certaines routes (comme l'A51 et la RD 304) doivent assurer, sur les 600 mètres les plus proches, une collecte étanche des eaux pluviales afin d'éviter tout risque de pollutions.

La prise d'eau du canal EDF bénéficie, quant à elle, de trois périmètres de protection, définis et autorisés par arrêté interpréfectoral n°2001-46 de janvier 2001 pour assurer la protection des eaux souterraines :

+ Un périmètre de protection immédiat (PPI), dans lequel toutes personnes étrangères à EDF et au gestionnaire (SEERC) sont interdites d'accès, toutes activités autres que la maintenance des installations EDF et du captage sont interdites. Le PPI est situé sur la commune de Sisteron.

+ Un périmètre de protection rapproché (PPR). Sa situation en remblai évite par ailleurs les apports de ruissellements de versant. Le PPR est situé pour partie sur la commune de Sisteron.

+ Un périmètre de protection éloignée (PPE) qui concerne essentiellement les tronçons du canal proche de l'A51, afin d'éviter les ruissellements. Le PPE est situé sur la commune de Mison.

Pour information, les différents périmètres de protection (PPI, PPR et PPE) sont présents en annexe du PLU, ainsi que les servitudes qui leurs sont relatives.

Volumes mis en distribution (en m3) à Sisteron (Source : Rapport annuel du délégataire 2015)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Usine Solheillet	766 658	634 788	660 990	721 402	732 929	449 081
Puits St Jérôme	23 713	82 530	42 917	25 403	16 152	232 731
Source Pinole*	74 412	73 671	77 001	64 086	75 650	78 380
Source Châtillon	148 146	58 426	43 776	4 612	5 057	8 512
Total	1 012 929	849 415	824 684	815 503	829 788	768 704

Les quatre ressources dont la commune dispose, suffisent pour alimenter l'ensemble des besoins en eau, avec en 2014 une production de 829 788 m³ d'eau mise en distribution, soit + 1,75% par rapport à 2013 (et - 18% par rapport à 2010) .

Ces ressources apportent à la commune une eau d'excellente qualité. Le contrôle sanitaire réglementaire organisé et réalisé par l'Agence Régional de Santé montre que 100% des analyses ont été satisfaisantes en 2015 au niveau du réseau de distribution.

Pour alimenter en eau potable l'ensemble des abonnés, la commune prélève dans le milieu naturel en moyenne 830 000 m³/an (moyenne 2011/2014), 768 704 m³ en 2015 sur l'ensemble de ses ressources.

La diminution des volumes prélevés est liée à deux phénomènes :

- la commune investit depuis plusieurs années dans l'amélioration du rendement de son réseau de distribution; le rendement était de près de 65% en 2000 et atteint 78% en 2015,

- les abonnés tendent à réduire leur consommation d'eau, avec une réduction de près de 100 000 m³ au cours des 8 dernières années (2007-2015).

Un schéma directeur d'alimentation en eau potable, finalisé en 2012, a permis d'établir les priorités de renouvellement de réseau et les travaux à prévoir pour poursuivre une gestion durable et responsable de la ressource en eau.

La commune met en place une stratégie de gestion de la ressource en vue de réduire les prélèvements dans les milieux naturels:

- surveillance quotidienne du réseau via le développement de la télétransmission afin de surveiller en permanence le réseau (remplissage des bassins, taux de chlore, etc...),

- mise en place de postes de sectorisation (14 en 2016) qui permettent de mailler le réseau de distribution et de localiser plus rapidement les fuites,

- formation des agents aux techniques de recherches de fuite et achat d'appareils de détection de fuite dernière génération, en 2016.

Cette liste d'actions n'est pas exhaustive, mais elle illustre l'engagement des services de la Collectivité pour lutter contre le gaspillage de l'eau et mener une gestion durable de la ressource et des milieux naturels.

III.4.2.1. Les ouvrages de stockage et de transfert

L'eau est acheminée vers différents réservoirs qui desservent les secteurs bâtis de la commune. La commune compte en 2016 huit réservoirs d'eau potable, comme le détaille le tableau ci-dessous, 4 stations de pompage avec bâches dont la capacité totale est de 6 089 m³ et 2 surpresseurs (de la Maubuissonne et des Oliviers):

Nom des réservoirs (R) et station de pompage avec bâche (B)	Volume total (m³)	Réserve incendie (m³)	Volume de stockage (m³)	Distribution jour de calage (m³/j)	Autonomie de distribution (h)
La Citadelle (B+R)	1 050		1050	397	63
Thor (R)	350	78	272	451	14
Super Sisteron (R)	100	34	66	22	72
La Chaumiane - Kiffer (R)	100		100	175	14
Catin (R)	150	36	114	170	16
Servoule (R)	160	70	90	10	216
Collet (R)	2 000	150	1850	1021	43
Garduelle (R)	2 000	200	1800	966	45
Bâche de Sarrabosc (B)	150		150	0	
Bâche du Mardaric (B)	15		15	60	6
Bâche du Super Sisteron (B)	14		14	95	4
TOTAL	6 089	568	5521	3367	

Ces 8 réservoirs offrent un volume de stockage de 5 910 m³, auxquelles s'ajoutent l'eau stockée par les bâches.

Cependant les volumes de stockage sont mal répartis sur la commune. Les réservoirs Kiffer, Catin et Thor ont une autonomie de distribution d'environ 15h en pointe actuelle. Pour améliorer la distribution, la commune achève une étude de maîtrise d'oeuvre (niveau études de projet) pour la construction d'un nouveau réservoir de 350 m³, dans le secteur de la Chaumiane, en remplacement de celui de Kiffer. Les travaux sont prévus en 2017. Les travaux de sécurisation de l'alimentation du quartier Le Thor sont également en cours d'étude (MOE) avec une partie du réseau renforcé dès 2016 pour permettre de «supporter» la pression de la future station de secours dont la construction est prévue pour 2018.

La longueur totale du réseau de distribution de l'eau potable est de 140,25 km à Sisteron, hors branchements, soit 16,5 km supplémentaires par rapport à 2010. Entre 2014 et 2016, le service des eaux a renouvelé de nombreux tronçons de réseau d'eau potable sur la commune en particulier sur la Chaumiane, réalisé lors de la mise en aspersion du système d'irrigation.

III.4.2.2. Défense incendie

De type incongelable, renversable, normalisés, à clapet anti-bélier, les poteaux incendie sont munis d'une prise centrale de 100 mm et deux prises latérales de 65 mm. Ils sont au nombre de 203 sur le territoire communal. Les tests des ouvrages en indiquent 86 conformes à la réglementation actuelle et 54 ont un débit supérieur à 30m³/h.

III.4.2.3. Qualité des eaux distribuées

La surveillance sanitaire est assurée par les services de l'Agence Régionale de la Santé (ARS, anciennement DDASS) qui effectuent des analyses régulières en sortie de réservoirs et chez les abonnés. Le gestionnaire du réseau d'eau potable de la commune effectue également un auto-contrôle en sortie de station de traitement pour s'assurer que l'eau destinée à l'alimentation en eau potable est conforme aux normes de potabilisation.

L'ARS émet chaque année un rapport de synthèse sur la qualité des eaux distribuées et depuis peu toutes les analyses effectuées sont mises en ligne (http://www.sante-sports.gouv.fr).

L'eau potable distribuée sur la commune de Sisteron est de bonne qualité sur le plan physico-chimique et microbiologique, et conforme aux normes en vigueur. Les prélèvements réguliers sont réalisés par l'ARS et sont présentés dans le tableau ci-après :

D'après les analyses effectuées en 2015 par l'ARS, on observe que les eaux de Haute Chaumiane, du Thor, de la route St Geniez, de la ville de Sisteron et de la zone industrielle Nord sont conformes aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

L'eau de la ville de Sisteron est conforme à 100% aux limites de qualité en vigueur (bactériologie et physico-chimie).

Paramètres	Haute Chaumiane	Thor	Route de St Geniez	Ville de Sisteron	Zone industrielle
Aluminium total µg/l	122 µg/l	17 µg/l	158 µg/l	-	95 µg/l
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L	<0,05 mg/L	<0,05 mg/L	<0,05 mg/L	<0,05 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	32 n/mL	10 n/mL	<1 n/mL	<1 n/mL	<1 n/mL
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	10 n/mL	8 n/mL	<1 n/mL	<1 n/mL	<1 n/mL
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL
Chlore libre	0,13 mg/LCl2	0,28 mg/LCl2	0,27 mg/LCl2	0,20 mg/LCl2	0,37 mg/LCl2
Chlore total	0,15 mg/LCl2	0,30 mg/LCl2	0,32 mg/LCl2	0,22 mg/LCl2	0,40 mg/LCl2
Conductivité à 25°C	240 µS/cm	790 µS/cm	427 µS/cm	485 µS/cm	501 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL	<1 n/100mL
Odeur Saveur (qualitatif)	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	0 qualit.	1 qualit.
Température de l'eau	17,4 °C	18,2 °C	16,8 °C	15,4 °C	20,5°C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,1 NFU	0,16 NFU	0,68 NFU	0,1 NFU	0,13 NFU
pH	8,20 unitépH	7,60 unitépH	7,90 unitépH	7,60 unitépH	7,90 unitépH

Source : ARS, site internet

III.4.3. Analyse des usages de la ressource en eau

III.4.3.1. Ressource en eau disponible et consommation

La commune dispose de quatre ressources pour assurer son alimentation en eau potable. Pour l'année 2014, l'eau mise en distribution et vendue était répartie selon le tableau suivant :

Volumes (m³)	2012	2013	2014	2015	Variation 2014-2015
volume produit volume importé volume exporté	747 683 77 001 -	751 417 64 086 -	754 138 75 650 -	690 324 78 380 -	-8,5 % +3,6 % 0
Volume mis en distribution	824 684	815 503	829 788	768 704	-7,4 %
Volume total vendu aux abonnés	668 502	652 710	622 699	599 678	-3,7 %

Source : Rapports annuels relatifs au prix et à la qualité du service publique d'eau potable, Commune de Sisteron

Le volume d'eau potable total vendu aux abonnés en 2015 correspond à 599 678 m³ répartis entre les 4 ressources disponibles. Notons que le volume d'eau mis en distribution est réduit de plus de 10% entre 2012 et 2015.

Le rendement du réseau de distribution est amélioré au cours du temps: il est de 79,4% en 2015. L'indice linéaire de pertes en réseau correspond à 3,6 m³/j/km en 2015, contre 5,5 m³/j/km en 2010.

En 2015, le nombre d'abonnés au service de l'eau est de 4 786 pour une population desservie de 7 614 habitants. Le volume vendu aux abonnés est de 599 678 m³, soit une moyenne annuelle de consommation de 125,30 m³ par abonné, qui correspond à 78,75 m³ par habitant, soit une moyenne de 216 litres par jour et par habitant. Cette consommation inclut des abonnements non domestiques.

Les besoins en eau potable actuels et futurs devront être mis en cohérence avec les capacités d'approvisionnement, en considérant une réduction régulière des volumes consommés depuis 2012 (-4,6% en variation annuelle), avec un nombre d'abonnés en croissance (+0,26% en variation annuelle).

III.4.3.3. Conclusion et travaux en cours

Actuellement, les ressources en eau de la commune sont suffisantes en quantité pour desservir en eau potable les administrés et les entreprises. La quantité d'eau potentiellement disponible est largement supérieure à la consommation actuelle. L'eau fournie par le canal assure à la commune une sécurisation de la ressource en cas de sécheresse. Les ressources en eau disponibles ne représentent donc pas un frein à l'évolution démographique de la commune.

Par ailleurs, la collectivité a réalisé en 2015 la mise en place de postes de sectorisation pour améliorer le rendement du réseau. Les agents du service assurent leur travail de recherche de fuite, le taux de fuite à Sisteron est de 20,6% (en 2013 de 18%). Les travaux des agents du service ont permis la réduction des volumes distribués sur le réseau depuis janvier 2015, avec 309 355 m³ au 31 mai 2015 contre 347 159 m³ sur la même période en

2014, soit 37 804 m³ de moins (11%).

Enfin, l'actualisation du schéma directeur d'eau potable permettra à la collectivité de mieux gérer son réseau AEP en précisant les aménagements prioritaires, à savoir :

- la création d'un nouveau réservoir du bassin de Kiffer (350m³) pour améliorer l'alimentation du secteur de la Chaumiane, (étude en cours niveau Projet et travaux prévus en 2017)
- la sécurisation de l'alimentation en eau du secteur Le Thor, effectuée actuellement par le surpresseur des Oliviers, (première tranche de travaux réalisée en 2016, poursuite des travaux prévue en 2018)
- la réhabilitation de l'usine de potabilisation de Solheillet, (travaux sur la file AEP réalisés en 2015 et sur la file eau brute en 2016)
- des travaux de traitement de la turbidité pour la source le Chatillon.

III.4.4 Autres usages de l'eau

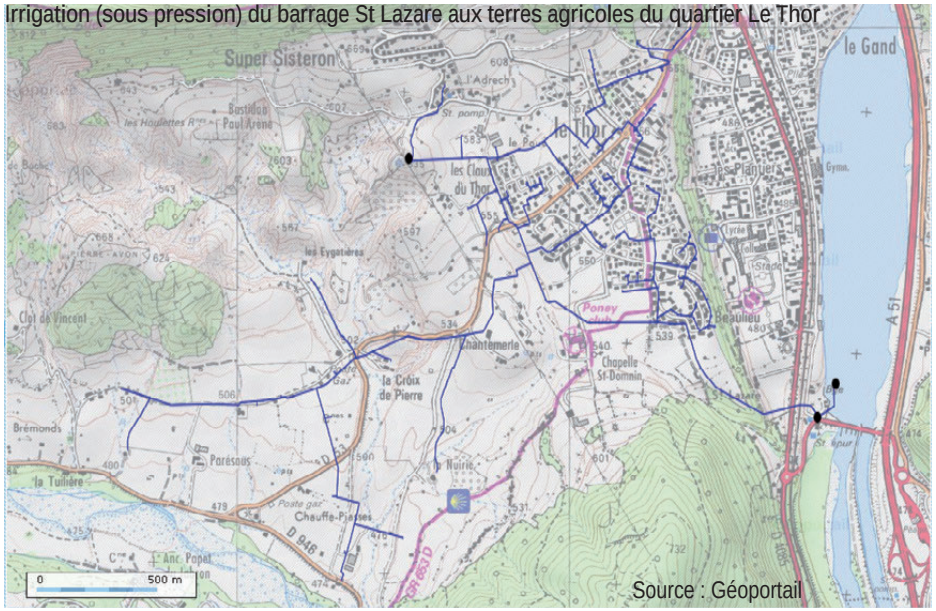
III.4.4.1. Irrigation et hydroélectricité

Plusieurs prises d'eau en surface sont installées sur le Canal de Provence pour assurer :

- l'approvisionnement en eau,
- l'arrosage des espaces verts et du stade municipal
- la protection contre les risques d'incendie
- l'irrigation des terres agricoles.

L'irrigation des cultures existantes sur le territoire communal est effectuée soit en irrigation gravitaire (quartier Chaumiane, Plan de la Baume) soit par aspersion (le Thor). La carte ci-contre spatialise le réseau d'irrigation par aspersion dans le quartier Le Thor géré par la Société du Canal de Provence.

Irrigation (sous pression) du barrage St Lazare aux terres agricoles du quartier Le Thor



Source : Géoportail

L'irrigation à Sisteron permet de développer et d'assurer une agriculture riche par sa diversité de production (maraîchage, polyculture, arboriculture...).

Par ailleurs, la commune de Sisteron produit, grâce à la retenue de Saint Lazare, de l'hydroélectricité. Mise en service en 1975, la centrale hydraulique de Sisteron génère entre 100 et 250 MW. L'ensemble des données liées à l'hydro-électricité sera détaillé dans la partie «énergie renouvelable».

III.4.4.2. Les parcours de l'eau

Depuis 1995, un plan d'eau municipal est ouvert gratuitement au public pour la baignade. Offrant 5 000 m² d'eau, cet espace est aménagé d'équipements de loisirs (aires de pique-nique, skate park, circuits VTT, mini basket, parcours santé...) accessible du mois de juin à septembre.

Le plan d'eau de Sisteron peut accueillir en pleine saison plus de 1 000 personnes en une journée.

La ville de Sisteron possède plusieurs fontaines publiques surtout dans la vieille ville, ainsi que des grands lavoirs publics. Ces fontaines anciennes participent à la fonction intégrante et identitaire du patrimoine de la vallée de la Durance et de Sisteron en particulier.

Par ailleurs, la Durance, le Jabron et le Buëch sont à Sisteron des cours d'eau qui sont pratiqués régulièrement pour la pêche : brochets, sandres, perches, barbeaux, chevesnes, carpes, tanches, gardons sont autant d'espèces disponibles et recherchés par les pêcheurs.

Plan d'eau des Marres



Fontaine, place Paul Arene



III.5 La gestion des eaux usées et pluviales

III.5.1. Contexte réglementaire

La loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 renforcée par la Loi sur l'Eau et Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 Décembre 2006 introduit dans son principe que «l'eau fait partie du patrimoine commun et sa protection est d'intérêt général».

En matière d'assainissement, ces nouvelles dispositions législatives ont rendu les communes compétentes en matière d'assainissement collectif et non collectif en les contraignant à :

+ Assurer le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues d'épuration produites,
+ Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, de procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif au plus tard avant le 31 Décembre 2012.

Les communes doivent délimiter après enquête publique :

+ Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,

+ Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,

+ Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,

+ Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

III.5.2. Collecte des eaux usées et pluviales

III.5.2.1. Description du réseau de collecte

Ainsi, pour se conformer à la réglementation, la ville de Sisteron a réalisé son zonage d'assainissement pluvial dans le cadre de son schéma directeur d'assainissement de juin 2006. L'ensemble des bâtiments localisés dans les secteurs soumis à l'assainissement collectif des eaux usées sont raccordés.

La commune exerce par elle-même la compétence assainissement. L'exploitation du service de l'assainissement est actuellement organisé comme suit :

- la société SUEZ, exploitant la station de traitement des eaux usées de Saint-Lazare et le réseau des eaux usées (secteur Ville-Thor-Chaumiane-Baume), ainsi que 5 postes de refoulement. (échéance : 1er juillet 2019)

- la station et le réseau du Parc d'Activités du Val de Durance au Nord de la ville sont exploités en régie communale.

Conservant la propriété des ouvrages, la ville de Sisteron veille à la bonne exécution de son contrat de délégation
La commune de Sisteron a élaboré une carte du zonage pluvial, établie en juin 2005 par le BE BCEOM, dans le cadre du schéma directeur d'assainissement approuvé par le conseil municipal du 23 octobre 2006.

Conformément à l'article 35 de la loi sur l'eau, cette étude impose de délimiter à Sisteron :

- *« les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement »*

- *« les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent risque de nuire gravement à la santé »*

III.5.2.2. Fonctionnement du réseau

Le réseau de collecte des eaux usées (pluvial et assainissement) de la commune fonctionne sur certains secteurs par des réseaux unitaires et sur d'autres par des réseaux strictement séparatifs (enterrés ou à l'air libre).
Ainsi, la carte du zonage pluvial a été effectuée, secteur par secteur, en fonction du type de réseau et de l'imperméabilité des sols :

- zones urbaines très denses et zones industrielles : forte imperméabilisation,
- zones d'habitat moyennement dense : imperméabilité moyenne (jardins, terrains de sport...),
- zones d'habitat diffus : faible imperméabilité,
- zones naturelles : peu ou pas d'imperméabilité.

• Le centre-ville :

Les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par un réseau unitaire. Déversé dans la Durance via des surverses (déversoirs d'orage, trop-plein de postes de refoulement...), le reste des eaux est évacué avec les eaux usées. La conduite menant au poste de refoulement des Marres est l'exutoire principal.
Constitué de vastes galeries, le réseau unitaire est suffisant.

• Le Thor :

Les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par un réseau unitaire et un réseau séparatif enterré (lotissements récents). Le système d'évacuation des eaux pluviales est satisfaisant grâce à la création de réseaux pluviaux séparatifs (déconnectés du réseau d'eaux usées) et à l'exutoire principal, Combe d'Arieu, qui se déverse dans la Durance. Un dossier Loi sur l'eau est passé en enquête publique en 2005 pour ce dossier de gestion pluviale. Suite à cela, par arrêté préfectoral n°2006-375bis, la commune de Sisteron est autorisée à rejeter les eaux pluviales en provenance du quartier du Thor dans les cours d'eau suivant: rivière la Durance, ravin de Saint-Domnin et ravin des Oulettes. Le projet d'aménagement comporte différents travaux: création d'un réseau pluvial et de 5 nouveaux exutoires, mise en place des protections adéquates, d'un bassin de rétention de 5000 m^3 sur le ravin de Saint Domnin, d'un bassin de confinement de 100 m^3 en amont du rejet en Durance, le recalibrage du ravin de Saint Domnin. Les bassins de rétention et de confinement sont localisés sur des espaces communaux.

• Les Plantiers et Beaulieu :

Dotés d'un réseau unitaire, ces quartiers déversent directement les eaux de ruissellement dans la Durance permettant ainsi l'évacuation des eaux pluviales. En 2016, l'allée Bertin a fait l'objet de travaux de mise en séparatif, un réseau d'eaux pluviales a ainsi été créé. Il permet de récupérer les eaux pluviales arrivant d'une partie du quartier du Thor qui auparavant rejoignaient un réseau unitaire au niveau du quartier des Plantiers.

• Les zones de Proviou et Météline :

La zone de Proviou déverse, avant l'hôtel des Chênes, les eaux de ruissellement dans un fossé via des grilles avaloirs, se jetant ensuite dans la Durance. Après l'hôtel des Chênes, les eaux de ruissellement se déversent à proximité du rond-point de la ZAC via un fossé.

La zone Météline bénéficie de petits fossés (de 20 à 60 cm de profondeur) récupérant les eaux de ruissellement, évacuées par le «ruisseau de Sanofi». L'exutoire du rond-point de la ZAC récupère également une partie des eaux pluviales.

• La ZAC du Plan Roman :

Bénéficiant d'un réseau séparatif pluvial, les canalisations de ce quartier déversent les eaux pluviales dans la Durance. Des mesures de rétention à la parcelle ont été définies pour le développement de ce quartier. Un guide de gestion des eaux pluviales établit des recommandations pour le traitement et l'aménagement des ouvrages.

• Chaumiane :

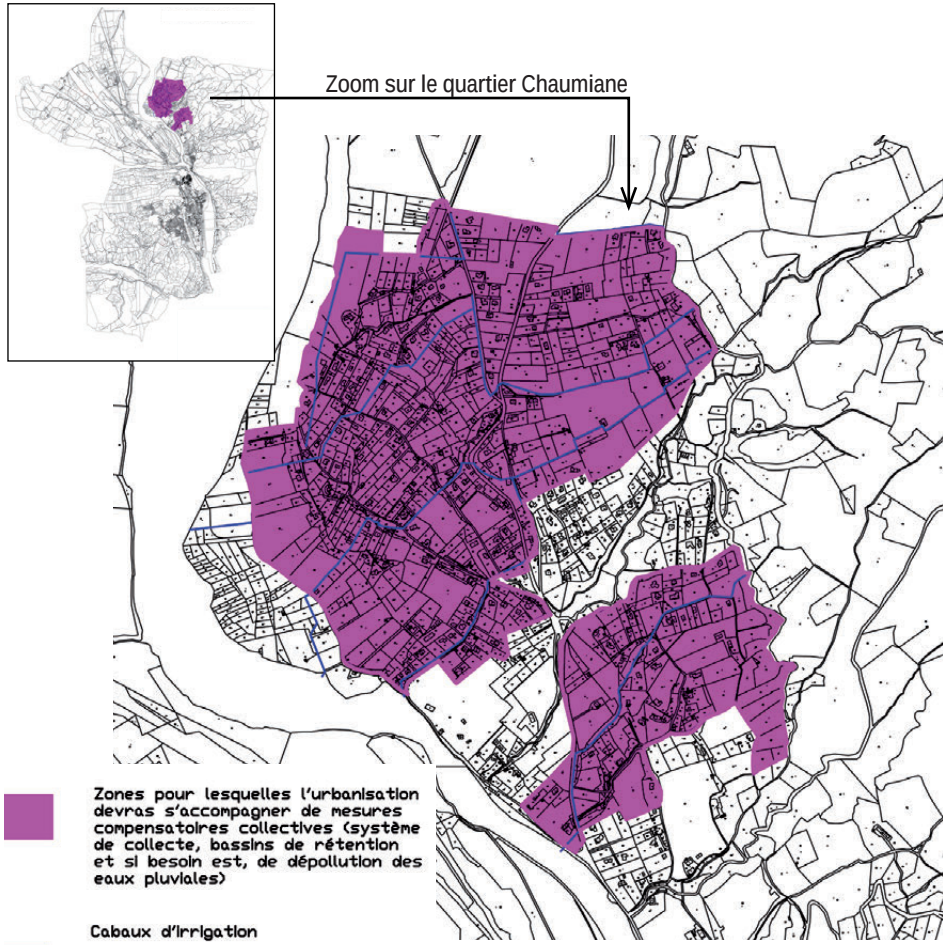
L'évacuation des eaux pluviales s'effectue par un réseau séparatif. De nombreux ravins et canaux secondaires d'irrigation évacuent également les eaux pluviales pour les déverser directement dans la Durance. Par ailleurs, le schéma directeur pluvial indiquait en 2005: l'exutoire des canaux d'irrigation parait insuffisant et le développement futur de ce quartier risque d'aggraver cette situation. Des installations de collecte, de stockage et de traitement des eaux pluviales et de ruissellement sont donc nécessaires. Le recalibrage des canaux d'irrigation et la construction d'un réseau pluvial (à ciel ouvert ou enterré) distinct de ces équipements peuvent être également envisagés.

Pour répondre à cette situation, un réseau d'aspersion a été créé par l'ASA Gap-Ventavon-St Tropez et mis en service en 2016. L'ancien réseau d'arrosage a été rétrocédé à la Commune qui l'utilise désormais comme réseau d'eau pluviale, en réseau unitaire.

De plus, ayant présenté des problèmes d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement, la Chaumiane et Les Marres sont aujourd'hui équipés de système d'autosurveillance sur le poste de relèvement et pour les déversoirs d'orage, permettant ainsi une meilleure gestion des eaux. La collectivité continue ses investissements afin d'améliorer la collecte des eaux usées et pluviales sur la commune.

Le centre-ville et les quartiers périphériques sont assainis par un réseau unitaire comprenant des déversoirs d'orages.

Pour les projets d'urbanisation sur le secteur de la Chaumiane, pour les opérations d'ensemble, ils devront s'accompagner de mesures compensatoires collectives (système de collecte, bassins de rétention et si nécessaire, de dépollution) afin de réguler les flux et compenser l'augmentation de l'imperméabilisation des sols.



Source :
Proposition de zonage pluvial
Schéma Directeur d'Assainissement, Rapport intermédiaire n°2.3 Zonage pluvial, juin 2005

III.5.3. Traitement des eaux usées

La collectivité dispose d'ouvrages de traitement des eaux usées domestiques et industrielles de la commune :

+ La station d'épuration (STEP) de Saint Lazare - 8000 EH (équivalent habitant) qui traite les effluents de la ville de Sisteron et des quartiers périphériques, sauf la zone industrielle de Météline qui est entièrement en réseau d'assainissement non collectif. Au sein de la zone et en particulier l'usine Sanofi dispose de sa propre station d'épuration.

+ La station d'épuration (STEP) de la ZAC du Val de Durance - 13000 EH (équivalent habitant), gérée en régie communale avec le réseau de la ZAC.

Sisteron possède donc deux STEP et 8 postes de relevage des eaux usées (5 réseau-Ville et 3 ZAC).

• STEP Saint Lazare :

Mise en service en 1990, la STEP de Saint Lazare est gérée par SUEZ (ex SEERC) en affermage. Assurant une capacité de 8 000 EH, cette STEP reçoit les eaux usées de toute la commune, à l'exception du secteur Nord qui correspond à la zone industrielle Météline (en ANC) et à la ZAC du Val de Durance (STEP Val de Durance).

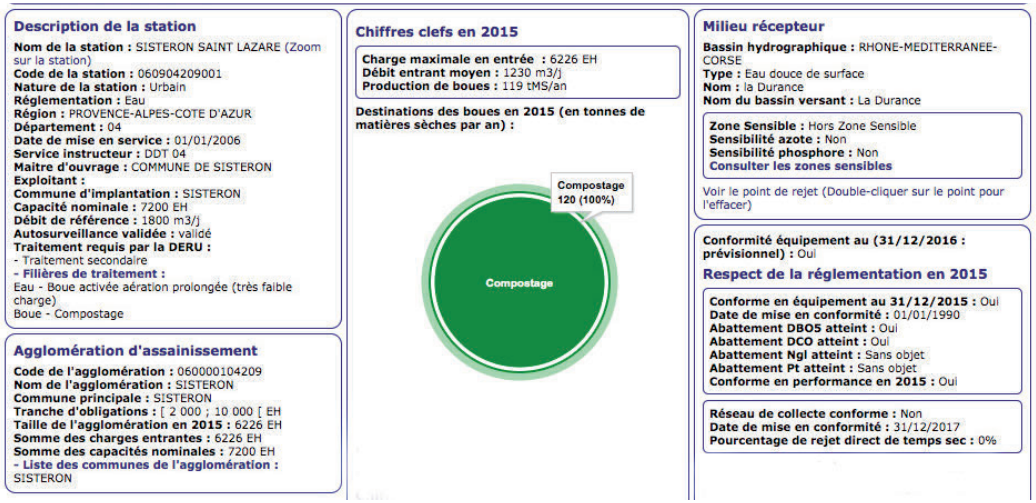
La STEP de Saint Lazare utilise les traitements suivants : déshydratation mécanique, boues activées et aération prolongée. Le rejet de cette station s'effectue dans la Durance et les prescriptions réglementaires du rejet pour 2015 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Concentration max (mg/L)	Rendement minimum
MES	35	90%
DB05	25	70%
DCO	125	75%





Ainsi, les rejets de la STEP de Saint-Lazare sont conforme à 100% avec les objectifs de l'arrêté préfectoral, en terme d'équipement et de performance:



Description de la station
Nom de la station : SISTERON SAINT LAZARE (Zoom sur la station)
Code de la station : 060904209001
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
Département : 04
Date de mise en service : 01/01/2006
Service instructeur : DDT 04
Maitre d'ouvrage : COMMUNE DE SISTERON
Exploitant :
Commune d'implantation : SISTERON
Capacité nominale : 7200 EH
Débit de référence : 1800 m3/j
Autosurveillance validée : validé
Traitement requis par la DERU :
- Traitement secondaire
- Filières de traitement :
Eau - Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Boue - Compostage

Agglomération d'assainissement
Code de l'agglomération : 060000104209
Nom de l'agglomération : SISTERON
Commune principale : SISTERON
Tranche d'obligations : [2 000 ; 10 000 [EH
Taille de l'agglomération en 2015 : 6226 EH
Somme des charges entrantes : 6226 EH
Somme des capacités nominales : 7200 EH
- Liste des communes de l'agglomération :
SISTERON

Chiffres clefs en 2015
Charge maximale en entrée : 6226 EH
Débit entrant moyen : 1230 m3/j
Production de boues : 119 tMS/an

Destinations des boues en 2015 (en tonnes de matières sèches par an) :

Milieu récepteur
Bassin hydrographique : RHONE-MEDITERRANEE-CORSE
Type : Eau douce de surface
Nom : la Durance
Nom du bassin versant : La Durance

Zone Sensible : Hors Zone Sensible
Sensibilité azote : Non
Sensibilité phosphore : Non
Consulter les zones sensibles

Voir le point de rejet (Double-cliquer sur le point pour l'effacer)

Conformité équipement au (31/12/2016 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2015
Conforme en équipement au 31/12/2015 : Oui
Date de mise en conformité : 01/01/1990
Abattement DBO5 atteint : Oui
Abattement DCO atteint : Oui
Abattement Ngl atteint : Sans objet
Abattement Pt atteint : Sans objet
Conforme en performance en 2015 : Oui

Réseau de collecte conforme : Non
Date de mise en conformité : 31/12/2017
Pourcentage de rejet direct de temps sec : 0%

Source : http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/

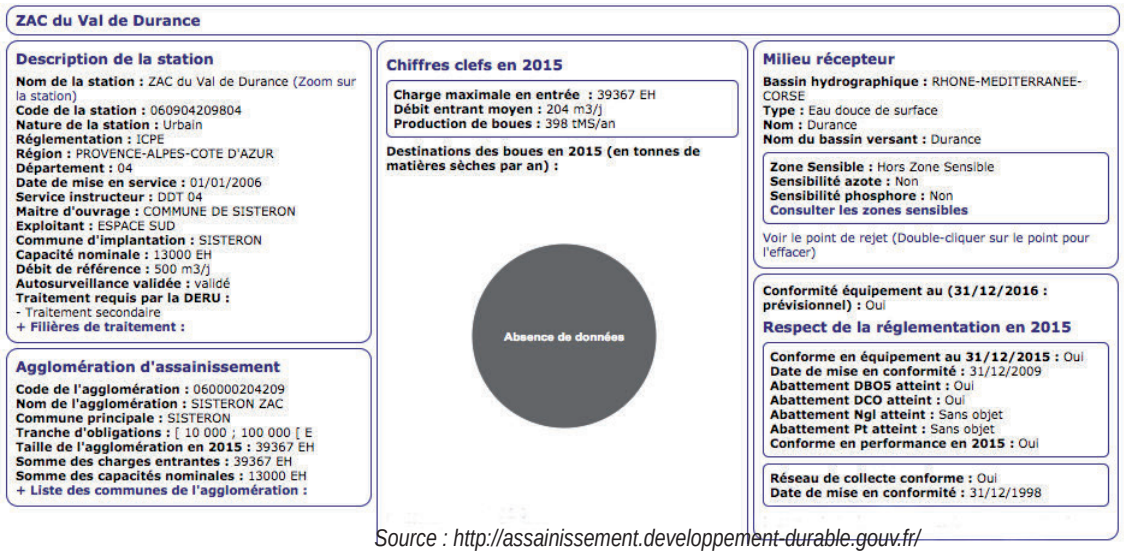
• STEP ZAC du Val de Durance :

Gérée en régie communale directe, cette STEP, mise en service en janvier 1993, offre une capacité de 13 000 EH. De type «boues activées avec aération prolongée» de faible charge, cette STEP mixte reçoit les eaux usées domestiques et celles industrielles. Provenant d'un réseau séparatif, le rejet de cette station s'effectue dans la Durance.

Prescriptions réglementaires du rejet :

Paramètres	Concentration max (mg/L)	Rendement minimum	Valeur rédhibitoire
MES	35	95%	85
DB05	25	90%	50
DCO	125	85%	250

Vis à vis de la réglementation, cette STEP est conforme en 2015 en équipement et en performance. Le fonctionnement de la STEP du Val de Durance est coûteux du fait de la typologie de l'effluent brut difficile à traiter. Cette situation s'explique par la présence d'un abattoir, établissement qui génère de grands flux polluants et ses effluents sont très chargés en sang et en matières en suspension. Cet abattoir doit répondre aux dispositions prescrites par les arrêtés préfectoraux (n°99-717 du 15/04/1999 pour l'abattoir municipal et n°2003-3314-bis du 22/12/03 pour celui de PROVISUD).



Source : http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/

La réhabilitation de la station d'épuration de la ZAC Val de Durance se poursuit par l'installation de l'unité de traitement des odeurs de la station. L'extension de la zone d'activité réalisée par la communauté de communes du Sisteronais en 2015, entre le nouveau rond-point et le restaurant Segustero a fait l'objet de la création de 310 ml de réseau pour les eaux usées et de la construction d'un nouveau poste de relevage. En 2015, les études sont lancées pour la réhabilitation du clarificateur ou la construction d'un nouveau clarificateur. Des travaux sont programmés en 2017-2018 pour la réhabilitation de la station (nouveau local de déshydratation des boues, nouveau canal de sortie, nouvel équipement de déshydratation).

Le réseau d'assainissement de la ville et des quartiers périphériques (Thor, Chaumiane, ...) et la station d'épuration Saint Lazare offrent des capacités de traitement suffisantes pour les effluents produits par la population actuelle et future de Sisteron. La mise en séparatif des réseaux amorcée par la Collectivité, sera poursuivie afin d'améliorer la gestion du réseau par temps de pluie (réduire les déversements lors des événements pluvieux, éviter les à-coups hydraulique sur la station, ...). Sur la ZAC Val de Durance, le réseau entièrement séparatif et la station sont suffisamment dimensionnés pour permettre le traitement des effluents produits par les abonnés actuels et futurs.

III.5.4. Gestion des boues d'épuration et des matières de vidange

La station d'épuration de Saint Lazare ne valorise plus les boues en agriculture depuis décembre 2004. Elles sont actuellement évacuées vers un centre agréé de compostage. En 2015, la STEP a produit 119 tonnes de matières sèches.
La station d'épuration de Saint Lazare est également équipée d'une fosse de dépotage des matières de vidange, recevant l'ensemble des vidanges des fosses septiques de la commune (à l'exception des industriels). Une aération par cycle permet à la fosse d'homogénéiser et de limiter la septicité.

En 2015, la STEP de Val de Durance a produit 190 tonnes de matières sèches, destinées à plan d'épandage des boues validé et contrôlé par la Préfecture.

100% des boues produites par les deux STEP sont conformes en totalité avec la réglementation.

III.5.5. Assainissement non collectif (ANC)

Depuis le 1er janvier 2012, la compétence assainissement non collectif a été transférée à la communauté de communes du Sisteronais qui gère désormais le service en régie directe. Créé en avril 2009, le service public intercommunal de l'assainissement non collectif (SPANC) suit 199 abonnés en 2015.

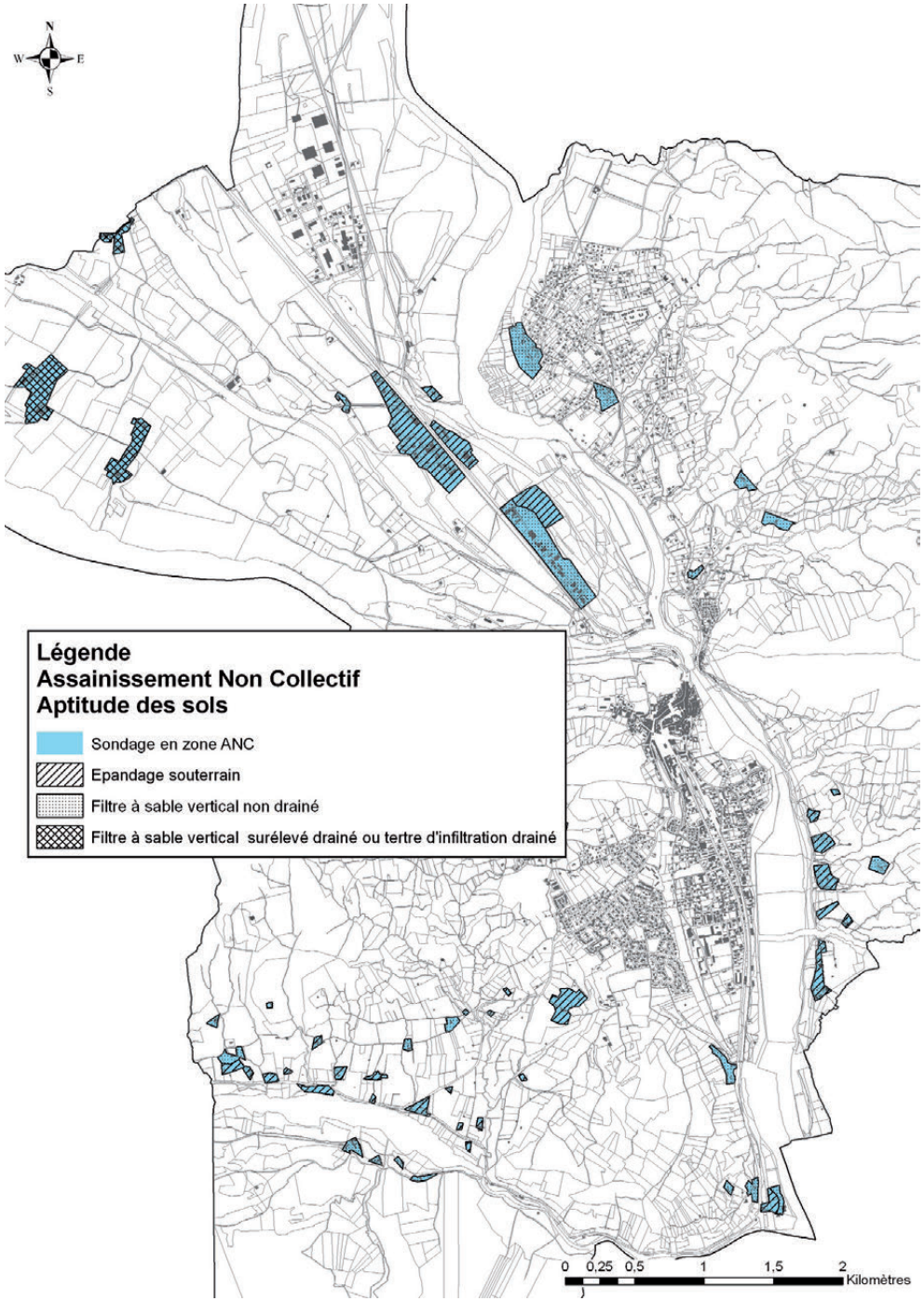
III.5.5.1 Aptitude des sols à l'ANC

Compte tenu de leur éloignement et de la faible densité de l'habitat, certaines zones de la commune de Sisteron ne sont pas connectées au réseau d'assainissement communal :

- Soleilhet, Météline, Proviou, Près Hauts, Chaumiane, Catin, Chaterusse, Montgervis, Paresous, Route de Noyers, Hameau de Servoule, le «Prolongement Est » de Super Sisteron.

Les types d'assainissement recommandés par la commune sont spatialisés sur la carte ci-après.

Contexte pédologique	Zones concernées	Perméabilité	Techniques d'assainissement
Sols sablo-limoneux sur des moraines glaciaires	Soleihlet, Servoule	faible	Filtre à sable vertical surélevé drainé OU tertre d'infiltration drainé
Sols sableux, faiblement graveleux sur un socle métamorphique	Proviou, Météline, Mont Gervis, Chaterusse	bonne	épandage souterrain à très faible profondeur
Sols maigres ou inexistants limono-sableux sur socle métamorphique	Proviou, Chaumiane, Mont Gervis, Catin, Chaterusse, Route des noyers, Paresous, Prolongement « Est » de Super Sisteron.	bonne	Filtre à sable vertical non drainé
Sols alluvionnaires sableux, graveleux sur des calcaires fissurés	Paresous, Route des noyers	bonne	épandage souterrain à très faible profondeur



III.5.5.2 Contrôle des installations existantes

La communauté de communes du Sisteronais est compétente en matière d'assainissement non collectif depuis le 1er janvier 2012. Le SPANC intercommunal réalise l'ensemble des contrôles des installations existantes ainsi que le contrôle de conception et réalisation (instruction des nouvelles demandes). La totalité des installations existantes a été contrôlé au plus tard avant le 31 Décembre 2012, puis le contrôle s'effectue régulièrement.

Le diagnostic des installations existantes donne les résultats suivants :

Résultats	Favorable	Défavorable	Défavorable sans obligation de travaux	Reste	Total
Nombre	87	91	21	0	199
%	44	46	10	0	100

Le taux de conformité moyen de la commune de Sisteron en matière d'assainissement non collectif est de 54 % en 2015. Ainsi 46% des installations existantes doivent faire l'objet d'une réhabilitation.

Au regard du diagnostic réalisé à partir de questionnaires et des visites de terrain, la commune de Sisteron poursuit ses statistiques de conformité des installations et reste vigilante vis-à-vis des points noirs, générant des nuisances pour l'environnement et les voisins. En 2015, le service s'est doté de la compétence «réhabilitation» permettant à certains usagers dont l'installation est classée «avis défavorable avec obligation de travaux» de bénéficier d'une subvention.

Source . AUAD d'après les données issues de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome Schéma Directeur d'Assainissement, Rapport intermédiaire n°2. Volume 2.1 : aptitude des sols à l'assainissement individuel, juin 2006

III.5.6. Zonage de l'assainissement

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, imposent aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement. Ce zonage définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone.

La commune de Sisteron, conformément à la loi sur l'eau de 1992 et dans le souci de préserver ses ressources naturelles et la salubrité publique a réalisé un schéma directeur d'assainissement. Ce schéma comporte différentes phases de réflexion qui permettent d'avoir une vision prospective du territoire et de programmer les travaux : diagnostic, étude de scénarios, zonage réglementaire.

Le zonage a été fait dans le cadre du schéma directeur de l'assainissement. Il a été approuvé par délibération du conseil municipal du 23 octobre 2006.

Ce dossier comporte un zonage d'assainissement collectif, un sous-dossier relatif au ruissellement et au traitement des eaux pluviales, un sous-dossier relatif à l'assainissement non collectif, pour les secteurs non desservis par le réseau collectif.

Le mode d'assainissement collectif choisi pour un secteur, même s'il n'est mis en oeuvre qu'à long terme, détermine le classement du secteur en assainissement collectif, ou non collectif. Les scénarios d'extensions du réseau permettent de programmer l'évolution du réseau collectif sur le territoire, en fonction de l'urbanisation existante ou projetée et de considérations technico-économiques et environnementales.

D'un point de vue réglementaire, seule une délimitation des zones d'assainissement est demandée aux communes.

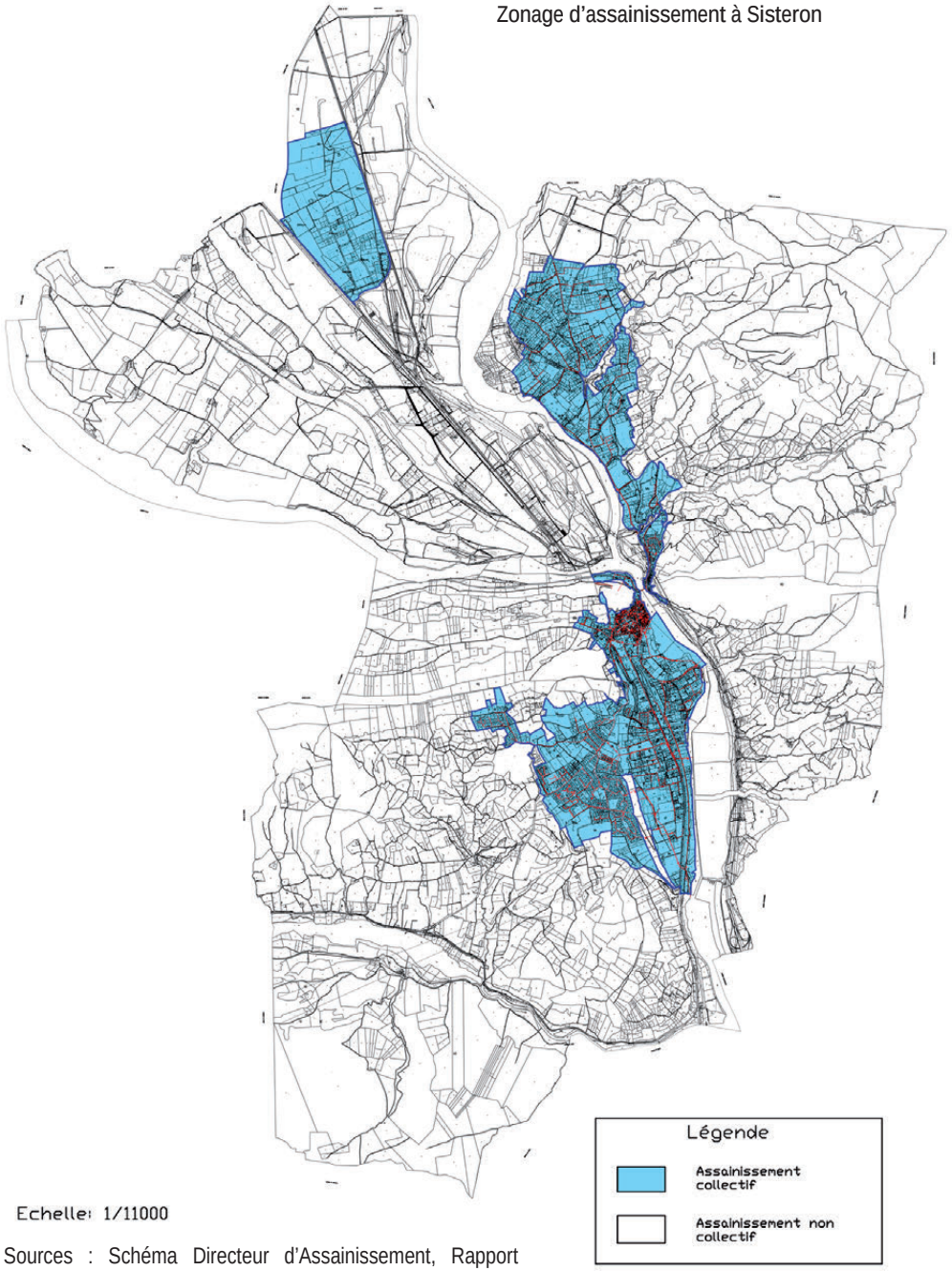
Sur le territoire communal, le réseau de collecte est relativement bien développé et le zonage d'assainissement communal concerne les secteurs :

- du centre ancien,
- de la Baume,
- des Marres,
- des Plantiers,
- de la Chaumiane,
- de Beaulieu,
- du Thor
- de la ZAE au Nord de la ville.

Les autres secteurs de la commune relèvent donc de l'assainissement non collectif, lorsque l'aptitude des sols le permet (cf. carte zonage d'assainissement page précédente).

Dans ces secteurs, la mise en place et l'entretien du réseau et de l'installation d'assainissement est à la charge des propriétaires et sous le contrôle du SPANC.

Zonage d'assainissement à Sisteron



Sources : Schéma Directeur d'Assainissement, Rapport intermédiaire n°2.2 Zonage d'assainissement, juin 2005

III.6 Synthèse

III.6.1 Les ressources en eau

Eléments positifs :

+ Existence de plusieurs réseaux de surveillance des eaux de surface et souterraines,
+ Suivi régulier quantitatif et qualitatif des cours d'eau,
+ Existence de plusieurs syndicats Intercommunaux de gestion de l'eau
+ Existence d'un EPTB pour la Durance, pour une meilleure cohérence des politiques menées sur le bassin et une gestion équilibrée de la ressource en eau.
+ Décolmatage du lit de la Durance des apports en gravier et limons

Eléments à développer :

+ Atteindre et maintenir les objectifs fixés par les contrats de rivières.

III.6.2 Alimentation en eau potable

Eléments positifs :

+ Plusieurs ressources alimentent en eau la ville,
+ Périmètres de protection des ressources en eau.
+ Très bonne qualité de l'eau potable
+ Mise en place d'un Système Informatique Géographique du réseau en eau
+ Un bon rendement du réseau en eau potable

Eléments à développer :

+ Poursuivre le suivi quantitatif et qualitatif de la desserte en eau sur le territoire
+ Renouvellement du réseau AEP (Allée Bertin, Montée du Thor, Quartier de la Baume, tronçons sur la RD951 et dans les androne du centre ancien
+ Construction d'un réservoir de 350 m3 au quartier la Chaumiane
+ Poursuite de la sectorisation et du suivi de débit de fuite du réseau
+ Renouvellement du réseau du centre ville et poursuite de la suppression des branchements en plomb

III.6.3 Eaux pluviales

Eléments positifs :

+ Réseau séparatif pour partie et poursuite des investissements
+ Système d'aspersion en service depuis 2016 à la Chaumiane et rétrocession des canaux à la Commune pour la gestion du pluvial

Eléments à développer :

+ Améliorer la capacité d'évacuation à la Chaumiane
+ Mise en conformité du réseau pluvial à la ZAC du Val de Durance
+ Poursuivre la mise en réseau séparatif dans les quartiers du Thor, le Gand et les Plantiers

III.6.4 Assainissement

Eléments positifs :

+ Réalisation du schéma directeur d'assainissement et d'un zonage,
+ Réalisation d'un SPANC et d'un règlement (en cours de rédaction)
+ Traitement satisfaisant des eaux usées de la STEP Saint Lazare
+ Séparation et traitement des graisses effectués sur la STEP de la ZAC Val de Durance
+ Etude sur la réhabilitation de la STEP de la ZAC Val de Durance programmée

Eléments à développer :

+ Mettre à jour le schéma directeur d'assainissement (eaux usées)
+ Poursuivre les opérations de réhabilitation de la STEP Val de Durance
+ Renouveler le réseau d'eau usées dans la ville (androne et quartier de la Baume) et définir un programme pluri-annuel pour le gainage du réseau (réhabilitation sans tranchée)
+ Renforcer le poste de relevage des eaux usées du quartier de la Chaumiane
+ Inciter à l'amélioration des installations ANC existantes sur le territoire communal

IV. LES DECHETS

IV.1. Contexte réglementaire et institutionnel

La commune de Sisteron est membre du SMITOM (Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères) du Sisteronais créée en mars 2002. Il est composé des communes suivantes : Sisteron, Mison, Entrepierres, Saint Geniez, Authon, Valernes, Noyers, Bevons, Valbelle, Saint Vincent, Chateauneuf Miravail, Curel, Montfroc et Les Omergues

La prise en compte des questions relatives à la valorisation des déchets apparaît dans la loi cadre du 15 juillet 1975. Depuis, la législation sur les déchets a été profondément modifiée par plusieurs textes de loi, en particulier dans les années 1990, où émergent les premières politiques (européenne et nationales) environnementales. Ainsi, de nouvelles obligations en matière de gestion des déchets s'imposent, dont :

1. La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, interdisant tout dépôts sauvages d'ordures et obligeant la fermeture de l'ensemble des décharges communales en 2002.
2. La loi Barnier du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement qui, par le biais d'une taxe sur les mises en décharge, favorise la mise en place de nouveaux modes de collecte des déchets.

La mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement complète encore le travail de prise en compte des déchets issus des ménages, des collectivités ou des activités industrielles et de services par l'élaboration et la prescription de nouvelles dispositions en matière de gestion des déchets. La loi Grenelle II, du 12 juillet 2010, prévoit en outre :

+ Réduire la production de déchets,
+ Favoriser le recyclage des déchets valorisables,
+ Mieux valoriser les déchets organiques,
+ Limiter les quantités incinérées ou stockées,
+ Mieux gérer les déchets du BTP.

Dans le cadre de la construction, les opérations pourront économiser les matériaux via la réutilisation des matériaux issus de la déconstruction des bâtiments existants, et utiliser des matériaux à faible impact environnemental en s'appuyant sur des référentiels existants.

En matière de traitement des déchets ménagers et assimilés, Sisteron a transféré quelques compétences à :

• SYDEVOM de Haute-Provence (Syndicat Mixte Départemental d'Elimination et de Valorisation des Ordures Ménagères), pour :

- le traitement des déchets ménagers et assimilés pour le SMITOM du Sisteronais,
- la collecte sélective et le tri des déchets ménagers et assimilés,
- le compostage des déchets.

• SMITOM du Sisteronais (Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères), pour :

- la collecte des emballages carton de la commune de Sisteron,
- la gestion de la déchetterie de Ribiers-Sisteron (en collaboration avec la Communauté de Communes de Ribiers de Val de Méouge).

En tant que ville centre, Sisteron intervient à hauteur de 77,5% dans le budget du SMITOM. La ville de Sisteron a, par ailleurs, comme compétence la collecte des déchets ménagers et assimilés.

IV.2. Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Alpes de Haute-Provence (PDEMDA)

La commune de Sisteron est concernée par le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Alpes de Haute Provence.

Ce document, obligatoire pour tous les départements, a pour but d'orienter et de coordonner l'ensemble des actions à mener en matière de gestion des déchets. Etabli en 1999 pour une durée de 10 ans, il définit également des objectifs à atteindre et les équipements à prévoir à moyen terme.

Un nouveau plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été adopté le 25 Juin 2010 pour une durée de 10 et retient les objectifs suivants :

- Créer un nouveau centre de stockage de déchets pour pallier au déficit d'installations de même type, désengorger les centres de stockages limitrophes et limiter les transports,
- Créer deux nouvelles ressourceries dans les bassins de Sisteron et de Digne les Bains.
- Poursuivre la promotion du compostage individuel auprès de 60 000 habitants,
- Créer deux plates formes de compostage pour traiter les boues de stations d'épuration.

IV.3. La Collecte des déchets

Réglementairement, la collectivité compétente n'a en charge que l'élimination des déchets produits par la collectivité et les ménages ; les entreprises étant responsables de l'élimination des déchets produits dans le cadre de leurs activités. Toutefois, la loi laisse la possibilité aux collectivités compétentes de prendre en charge l'élimination des déchets professionnels, sous certaines conditions.

La collecte des déchets est une compétence de la ville de Sisteron ; elle concerne :

- la collecte des déchets ménagers et assimilés,
- le transport vers le site de traitement de Ventavon (Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux)
- l'enlèvement des déchets encombrants (1 fois par mois, gratuitement)
- la collecte des bennes à déchets végétaux
- la collecte des déchets des activités de soins à risque infectieux et assimilés,

Par ailleurs, la ville assure également dans ses compétences le nettoyage de la voirie et des points de collecte des ordures ménagères et recyclables.

IV.3.1. Les déchets ménagers (source : Rapport annuel sur la qualité et le prix des services liés aux déchets, 2010 et 2013, ville de Sisteron et SYDEVOM)

La collecte des ordures ménagères, quasi quotidienne (6 jours sur 7), est assurée en régie par les services de la ville. Elle les achemine vers le site de traitement de la commune de Ventavon (05) dans un ISDND (Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux), situé hors du département.

Sous forme de prestation de services, la ville de Sisteron collecte également les ordures ménagères des communes d'Authon, St Genez et de la communauté de communes de la Vallée du Jabron.

Propriétaire du parc de conteneurs à ordures ménagères et des bennes à végétaux, la ville de Sisteron possède également, pour le nettoyage des rues de : 2 bennes (7m3 et 14 m3) pour les ordures ménagères, un camion multi bennes, un euro-voirie et d'une balayeuse.

3 511 tonnes d'ordures ménagères ont été collectées à Sisteron en 2010, tonnage en légère augmentation par rapport à 2009 (3 456 tonnes). Cette augmentation, liée aux manifestations sportives et culturelles (Tour de France) organisées par la ville en 2010, est exceptionnelle. Depuis 2006, la production de déchets diminue.

Globalement, à l'échelle du SYDEVOM, la production d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) diminue plus rapidement depuis 2010 (-6,5% entre 2010 et 2013, soit moins 2800 tonnes).

Les déchets recyclables :

La collecte sélective et le tri des déchets recyclables de la ville de Sisteron sont assurés par le SYDEVOM de Haute Provence.





Les emballages ménagers sont collectés une fois par semaine ; les journaux, revues, magazines et le verre, une fois toutes les deux semaines.

Sisteron	Verre	Journaux, revues, magazines	Emballages	Total
Nombre de colonnes	21	16	20	57
Tonnage en 2010	153,84	137,57	63,36	354,77

Par ailleurs, la ville de Sisteron a également mis en place un service de collecte des encombrants ménagers qui s'effectue une fois par mois gratuitement.

La collecte des cartons :

La mise en place par le SMITOM du Sisteronais fin 2008 de «chalets», en point d'apport volontaire, pour la collecte du carton a permis à la ville de Sisteron d'en récolter 83,20 tonnes en 2010.

Collecté par les services technique de la ville, ce nouveau dispositif en faveur des commerçants, entreprises et particuliers de Sisteron permet une meilleure gestion des emballages cartons, favorisant ainsi une diminution de refus de tri dans les ordures ménagères.



Châlet pour le ramassage du carton

Le compostage :

Dans un soucis de réduction des déchets à la source et dans une démarche de valorisation des déchets, des composteurs (325 litres) pour les déchets organiques et verts sont accessibles aux habitants de Sisteron pour transformer leurs déchets fermenticides en compost.



Source : ville de Sisteron

Cette opération, initialement mise en place par le SYDEVOM de Haute Provence, a été relayé par le SMITOM du Sisteronais, qui aide financièrement les familles désireuses d'acquérir ce type d'équipement.

Depuis 2004, le SMITOM du Sisteronais a délivré 336 composteurs individuels pour la ville de Sisteron.

IV.3.2. Les déchets des entreprises

Les entreprises sont, par le décret du 14 juillet 1994, responsables de l'élimination des déchets produits dans le cadre de leurs activités. Ces déchets peuvent être répartis selon différentes catégories :

+ Le fruit de retrait,
+ Les déchets des entreprises (hors bâtiments),
+ Les déchets des entreprises du bâtiments : inertes, déchets verts, etc.

Un plan de gestion des déchets issus du BTP et des travaux publics a été élaboré pour le département des Alpes de Haute Provence en juin 2002. Ce document de planification a comme objectifs :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets,
- organiser et limiter le transport des déchets en distance et en volume,
- valoriser les déchets par le réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables:

Par ailleurs, de nouvelles filières de traitement des déchets se constituent aujourd'hui par le développement des «valorisation-matières et valorisation-énergie», comme par exemple l'incinération de solvants usés et de COV canalisés par SANOFI.

IV.3.3. Les déchets des activités de soins

Les déchets des activités de soins se classent en trois catégories :

+ Les déchets assimilables à des ordures ménagères,
+ Les DASRI (Déchets des Activités de Soins à Risques Infectieux),
+ Les autres déchets à risques (produits toxiques, radioactifs, etc.).

Ces déchets doivent suivre des filières spécifiques, néanmoins, il est probable que les DASRI (Déchets d'Activité de Soin à risques Infectieux) produits par les producteurs diffus soient collectés en mélange avec les ordures ménagères.

Pour la récupération des DASRI (objets piquants, coupants, tranchants), la ville de Sisteron a mis en place un point d'apport volontaire automatisé pour leur collecte. Les professionnels assurent eux-même le coût d'élimination de leurs déchets et les particuliers en auto-traitement bénéficient de ce service gratuit, financé par la ville de Sisteron. Des conteneurs d'1,8 litre, hermétiques et homologués, sont disponibles dans les pharmacies de la ville.



Point Containor© aux ateliers municipaux (source : Sisteron)

En 2010, 92 dépôts de DASRI ont été collectés à Sisteron. Ce type de collecte concerne 105 adhérents (30 professionnels et 75 patients) la même année. Sisteron et Manosque sont les seules ville du département à assurer ce type de service.

Depuis 2011, une usine de traitement des déchets hospitaliers permet d'obtenir après stérilisation et réduction, de la matière inerte, avec un processus de traitement garanti sans rejets nocifs dans l'environnement. Les clients potentiels sont les hôpitaux, cliniques et établissements de soins, cabinets médicaux, cliniques vétérinaires, maisons de retraite, professionnels de santé libéraux, laboratoires et instituts de recherche et patients en auto-traitement. L'usine offre une capacité de traitement de 1300 tonnes de DASRI par an. D'autres implantations doivent se faire à l'échelle de la Région.

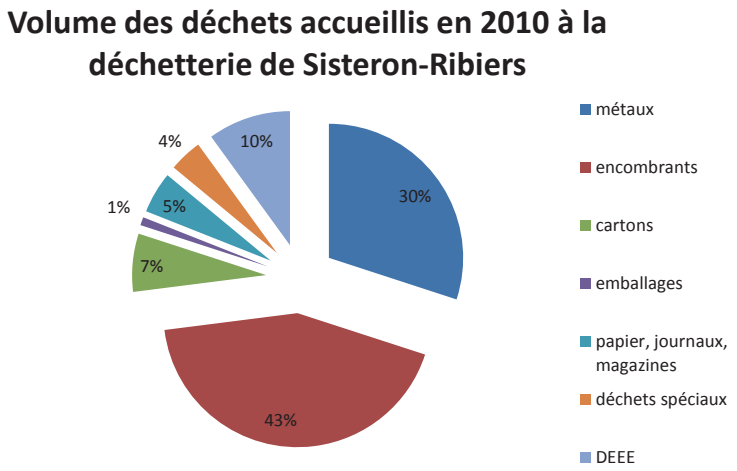
IV.4. Traitement et valorisation des déchets

IV.4.1 La déchetterie de Ribiers-Sisteron

La commune de Sisteron dispose d'une déchetterie située sur la commune de Ribiers dans le département des Hautes Alpes, à 5 km. Mise en service en 1995 afin de résorber les décharges sauvages, la déchetterie de Sisteron-Ribiers concerne 83 communes et 28 500 habitants. Elle complète le réseau de collecte des ordures ménagères.

Il s'agit d'un point d'apport volontaire, permettant aux habitants de venir y déposer gratuitement les déchets suivants :

- plastiques, métaux, verre, papiers et cartons,
- pneumatiques, huiles de moteur usagées, piles électriques et batteries
- déchets d'équipement électriques et encombrants,
- déchets de jardin,
- ménagers spéciaux (pots de peintures, produits de droguerie, produits phytosanitaires ...)



En 2010, 1 074,67 tonnes de déchets ont été accueillis sur le quai de la déchetterie

La déchetterie de Sisteron-Ribiers dispose :

- de bennes séparés et identifiés
- de plates-formes de réception pour les déchets verts, bois et gravas (cf. graphique ci-contre)
- d'un local sécurisé et aménagé spécialement pour les déchets spéciaux et les DEEE (Déchets d'Equipement, Electrique et Electronique)

Pour les déchets accueillis sur les plates-forme on estime, en 2010, 6 130 tonnes de déchets verts, bois et gravas, soit 15 007 m³.

Ainsi, 7 205 tonnes de déchets recueillis sur le quai et les plates-formes (tonnage estimé) en 2010 à la déchetterie de Sisteron-Ribiers, dont 6 052 tonnes de déchets provenant des communes adhérentes au SMITOM du Sisteronais.

IV.4.2. Filières de traitements des déchets

Pour l'année 2010, l'ensemble des déchets émis sur le territoire du SMITOM du Sisteronais se répartit en fonction de différents types de traitement :

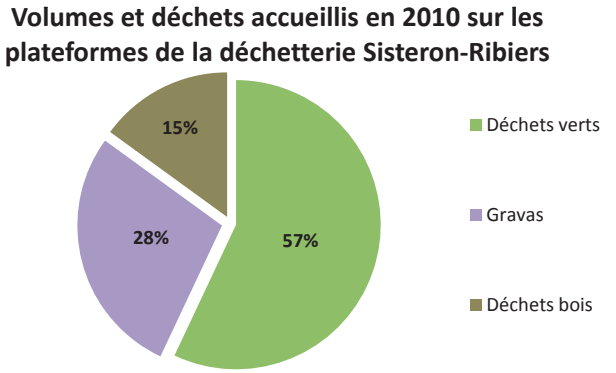
Les filières de traitement des déchets se répartissent en 2010 entre :

- l'ISDND de Ventason (05) : pour les déchets ménagers et assimilés et certains déchets recyclables et encombrants de la déchetterie, gérée par la société Alpes Assainissement (groupe VEOLIA Propreté) de Chateauvieux (05)
- l'usine d'incinération à Givors (69) : pour les déchets spéciaux issus de la déchetterie.
- l'usine d'incinération agrée de Vedène (84) : pour les DASRI collectés, par la société Alpes Assainissement (groupe VEOLIA Propreté), transportés par un véhicule aménagé à cet effet.
- la plateforme de compostage de déchets verts issu de la déchetterie
- le centre de tri des emballages et du papier à Manosque (04) pour les emballages, les journaux, revues et magazines recyclables collectés à partir des colonnes de tri, qui renvoie certains déchets à :
  - l'usine de recyclage des cartonnettes à Arles (13) pour les emballages recyclables
  - l'usine de recyclage des bouteilles plastiques à Sainte Marie la Blanche (21) pour les opaques et en Italie à Cunéo pour les transparents
  - les Verreries du Languedoc à Vergeze (30) pour les emballages en verre, collectés, transportés et stockés par Sita Sud de Forcalquier (04)
  - l'usine de recyclage de l'acier à Fos-sur-Mer (13)
  - l'usine de recyclage de l'aluminium de Compiègne (60)
  - l'usine de recyclage des briques alimentaires en Espagne.

IV.4.3 Anciennes décharges et décharges sauvages

Lorsque les filières de collecte ou de traitement des déchets n'existaient pas ou n'étaient pas suffisamment adaptées, les décharges sauvages se sont particulièrement développées. Aujourd'hui, les nouvelles lois mises en oeuvre pour assurer la protection de l'environnement ont eu pour conséquence une forte diminution de ces décharges.

Sur le territoire communal, il n'existe aucune décharge sauvage.



IV.5. Synthèse

IV.5.1 Eléments positifs

+ Système de collecte complémentaire en place favorisant la valorisation des déchets (tri sélectif et déchetterie)
+ Plan de gestion départementale des déchets du BTP,
+ Système de composteurs mis en place sur le territoire sur demande
+ Présence d'unités de collecte des déchets recyclables pour les particuliers et professionnels, en particulier pour les cartons (châlets)
+ Pédagogie engagée dans les écoles autour du traitement des déchets
+ Collecte gratuite des DASRI pour les patients en auto-traitement

IV.5.2 Eléments à développer

+ Encourager une meilleure réduction des déchets à la source.

V. LES RESSOURCES NATURELLES

V.1. Les richesses du sous-sol et leur gestion,

V.1.1. Préambule

Les notions de mines et carrières sont des notions juridiques définies dans le code minier n'ayant aucun lien avec le fait que l'exploitation soit souterraine ou à ciel ouvert. Le classement en mine ou carrière est uniquement lié au type de roche extrait, celle-ci faisant l'objet d'une classification dans le code minier.

Il s'agit de «mine» si les roches extraites contiennent :

- Des combustibles fossiles (houille, lignite, hydrocarbure, etc.),
- Des sels de sodium ou potassium,
- Des métaux (fer, cobalt, cuivre, argent, etc.),
- Du soufre, sélénium, tellure, arsenic, antimoine, bismuth, etc. ou du gaz carbonique.

Tous les autres gisements constituent donc des carrières (ocre, sable, argile, calcaire, gypse, alluvions, dolomie, granite, etc.).

La principale différence entre mine et carrière réside dans la réglementation encadrant ces activités : l'exploitation d'une mine étant réglementée par le code minier, les carrières étant des installations classées pour la protection de l'environnement soumises aux dispositions du code de l'environnement.

V.1.2. Les mines

Pour les mines, s'agissant de substances stratégiques pour le développement du pays, l'Etat dispose du sous sol et accorde des autorisations d'exploiter le plus souvent sous la forme de concession. La dernière concession accordée par l'ETAT en région PACA fut celle accordée à Charbonnage de France pour l'exploitation des mines de Gardanne en 1981.

Une étude a été conduite en Novembre 2000 par le BRGM, dans le but d'inventorier et de cartographier les cavités souterraines résultant de mines et carrières. *Aucune mine n'est en cours d'exploitation sur le territoire communal de Sisteron.*

V.1.3. Les carrières

V.1.3.1. Contexte réglementaire

La loi n°93-3 du 4 janvier 1993 inclue les carrières dans le champ de la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et généralise pour ces activités le régime d'autorisation avec étude d'impact et enquête publique. Cette loi oblige également la remise en état des carrières après exploitation et limite l'autorisation d'exploitation à 30 ans au maximum. Elle prévoit également la réalisation d'un schéma départemental des carrières.

Les dispositions du décret du 4 janvier 1993 et de la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont désormais codifiées (Code de l'environnement - Livre V). Les autorisations d'exploiter sont délivrées par le préfet du département (arrêté préfectoral), le propriétaire du sol étant également le propriétaire du sous-sol.

V.1.3.2. Situation de Sisteron

Le schéma départemental des carrières des Alpes de Haute Provence définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département et recense les ressources en matériaux disponibles à l'échelle du département.

Sur le territoire communal, aucune carrière n'a été identifiée.

Le schéma départemental des carrières des Alpes de Haute Provence établi par le BRGM en collaboration avec la DRIRE PACA ne définit aucun autre gisement spécifique présentant un intérêt particulier sur la commune de Sisteron. La mise à jour de la liste des carrières départementale datée de septembre 2016 ne mentionne aucune carrière en activité à Sisteron.

V.1.3.3. Anciennes carrières

La cartographie établie par la DRIRE PACA révèle l'absence d'anciennes carrières souterraines sur le territoire communal.

V.2. Les richesses du sol et leur gestion

V.2.1. Occupation des sols

Nom	Surface* 1990 (Ha)		Surface* 2000 (Ha)		Surface* 2006 (Ha)		Variation 1990-2006
	Surface	%	Surface	%	Surface	%	
Territoires agricoles	1 915,32	38,65	1 755,92	35,44	1 841,55	37,19	- 3,85 %
Forêts	2 643,06	53,35	2 783,61	56,18	2 645,09	53,41	+ 0,08 %
Tissu Urbain	396,51	8	415,36	8,38	465,55	9,40	+ 17,41 %

*Source : Code Corine Land Cover

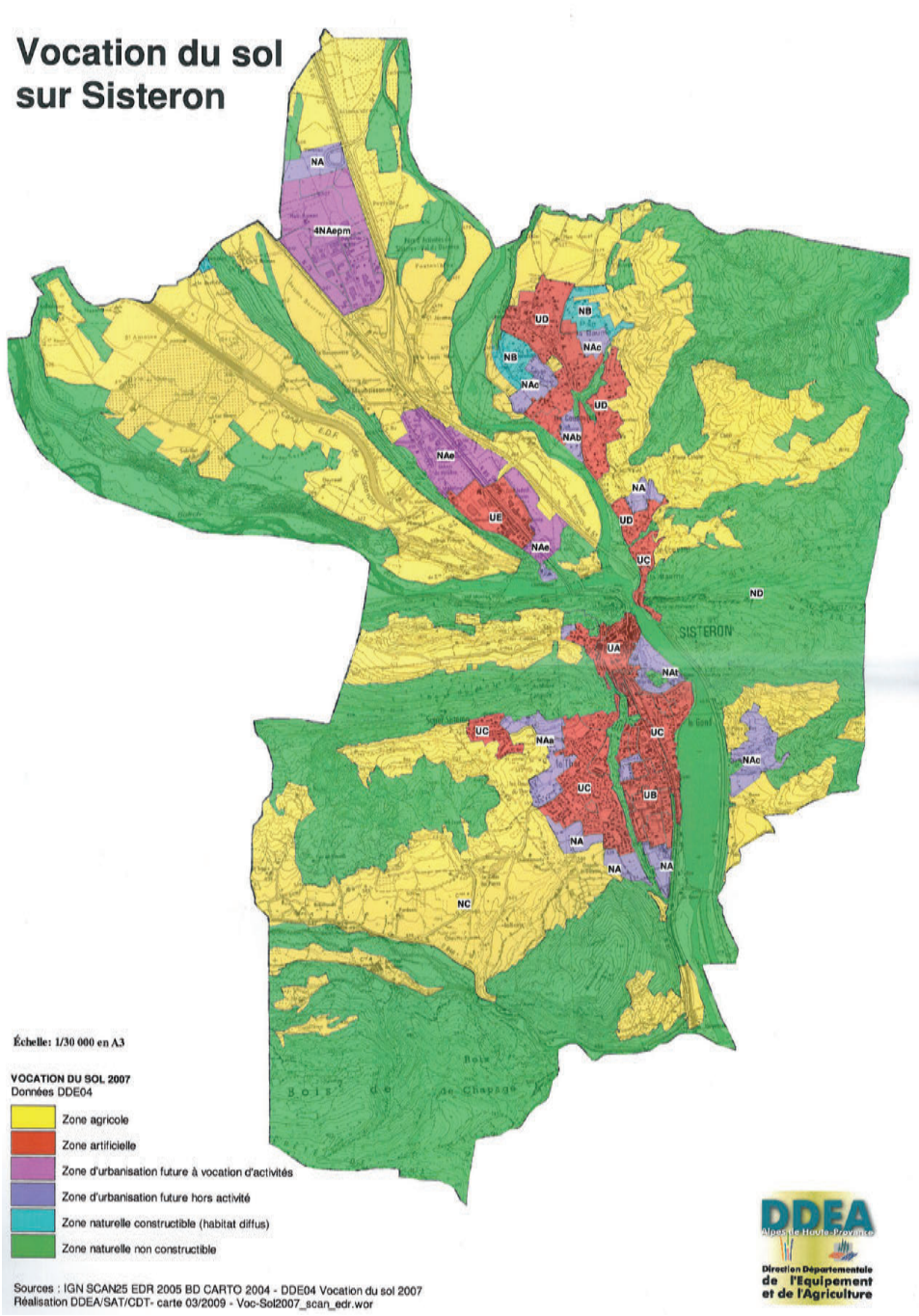
Le tableau précédent montre l'évolution de l'occupation des sols à Sisteron entre 1990 et 2006. Il permet de constater :

+ Une progression de l'urbanisation (+17,4%),
+ Une réduction des zones agricoles utilisées (-3,8%),
+ Une surface boisée stable mais en mutation.

V.2.2. Agriculture

La Loi d'Orientation Agricole (LOA) du 5 janvier 2006 et la loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014 tracent de nouvelles perspectives pour l'agriculture, la forêt et le secteur agroalimentaire français. L'objectif est de rester compétitif, et de continuer à assurer une production alimentaire de qualité et en quantité suffisante face à l'augmentation de la population mondiale. La loi d'orientation définit cinq grands objectifs :

+ Vers l'entreprise agricole :
  - Moderniser le statut de l'exploitation agricole et faciliter sa transmission,
  - Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des agriculteurs,
  - Développer les emplois salariés.
+ Conforter le revenu des agriculteurs et de la ferme France,
  - Développer les biocarburants et les bioproduits,
  - Renforcer l'organisation économique,
  - Mieux maîtriser les risques et les aléas.
+ Répondre aux attentes des citoyens et des consommateurs,



- Améliorer la qualité sanitaire des produits,
- Promouvoir les produits de qualité,
- Favoriser des pratiques respectueuses de l'environnement.

+ Valoriser tous les territoires
  - Protéger l'espace agricole en métropole et en outre-mer
  - Garantir les conditions d'une agriculture de montagne durable,
  - Mieux valoriser la forêt.
+ Moderniser l'environnement institutionnel de l'agriculture.

Cette loi d'orientation agricole organise également la promotion des produits de qualité. Elle restructure le système des signes de qualité autour de trois modes de valorisation :

+ Identification liée à une qualité supérieure (label rouge), à une origine (AOC, AOP, IGP), à la tradition (STG) où à la qualité environnementale (agriculture biologique),
+ Les mentions valorisantes (fermiers, montagne, produits et vins de pays),
+ Démarche de certification des produits (CCP) permettant d'identifier une ou plusieurs caractéristiques et de la reproduire tout au long de la chaîne de production ou de transformation.

Le territoire agricole à Sisteron appartient à l'aire géographique permettant la production d'appellations d'origine contrôlée (AOC) :

- de l'Huile d'Olive de Haute Provence (décret du 13/12/1999)

- de l'Huile d'Olive de Provence (décret du 14/03/2007)

- du Fromage de Banon (décret du 23/07/2003)

Par ailleurs, l'Agneau de Sisteron est protégé par une indication Géographique Protégée (IGP) et par un Label Rouge.

L'ensemble des signes de qualité présent atteste de la qualité des espaces agricoles de la commune. La protection, la préservation et la valorisation de l'activité sur le territoire communal revêtent un caractère particulier car elles s'intègrent dans un ensemble plus vaste appartenant au patrimoine culturel et traditionnel français.

La loi d'Avenir de 2014, vient renforcer la protection des terres agricoles et la limitation de leur consommation par l'urbanisation, et définit quelques mesures pour la gestion du foncier agricole (création d'une commission départementale pour avis sur le devenir des espaces agricoles, protection des sites de qualité (AOC et IGP), définition d'objectifs chiffrés de consommation d'espace agricole, taxe sur les cessions de terres devenues non agricoles en faveur de l'installation ou de la transmission en agriculture).

Ainsi, les documents d'urbanisme doivent justifier de l'artificialisation des espaces agricoles et définir des objectifs de consommation pour les 10 prochaines années, avec une volonté de réduire cette consommation au regard de celles des années antérieures.

V.2.3. Espace forestier et sylviculture

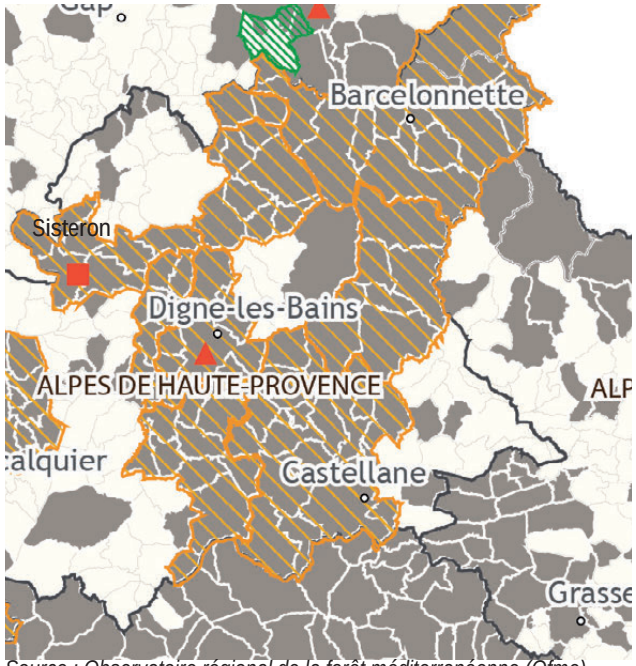
La Loi d'Orientation Forestière du 9 Juillet 2001 indique que *«la mise en valeur et la protection des forêts sont reconnues d'intérêt général. La politique forestière prend en compte les fonctions économiques, environnementales et sociales des forêts et participe à l'aménagement du territoire, en vue d'un développement durable. Elle a pour objet d'assurer la gestion durable des forêts et de leurs ressources naturelles, de développer la qualification des emplois en vue de leur pérennisation, de renforcer la compétitivité de la filière de protection forestière, de récolte et de valorisation du bois et des autres produits forestiers et de satisfaire les demandes sociales relatives à la forêt».*

Le réseau de Communes Forestières constitue un outil de représentation et d'influence pour défendre les intérêts des communes propriétaires de forêts, en matière d'aménagement, de sécurité, et de valorisation de ce patrimoine. En PACA le réseau est particulièrement développé avec près de 500 communes adhérentes sur 958 communes en région; Sisteron est une commune adhérente aux communes forestières.

La ville de Sisteron est l'une des premières villes à avoir effectué le reboisement artificiel des montagnes au XIX^{ème} siècle, avec le massif du Molard, afin de lutter contre le risque d'inondation et les glissements de terrains.

Aujourd'hui, une grande partie du territoire sisteronais est constituée de forêts, représentant 45% du territoire de la commune (ou 53 % de la commune d'après les données de Corine Land Cover).

<u>L'espace forestier de Sisteron intégré au Massif alpin :</u>



Source : Observatoire régional de la forêt méditerranéenne (Ofme)
Réseau des communes forestières en 2014

<u>Composition des forêts</u> :

Selon l'inventaire Forestier National, la composition des forêts se répartit de la façon suivante :

- 77% de feuillus (taillis de chênes decidus et boisement lâche)
- 10% mixtes
- 8% de résineux (pins noirs)
- 5 % de landes, garrigues et parcours

Les différents type de Forêts à Sisteron :

Concernant la propriété des forêts de Sisteron, seulement 2% appartient à l'Etat, 10% à la commune et 87% aux propriétaires privés.

Les forêts domaniales :

Les espaces boisés appartenant à l'Etat représentant à Sisteron les forêts domaniales se répartissent entre les forêts :

- du Jabron
- du Vanson
- des préalpes de Digne

La forêt domaniale de Sisteron représentent approximativement un peu plus de 40 hectares.

Les forêts communales :

Les forêts appartenant à la commune de Sisteron relèvent du régime forestier depuis l'Arrêté Ministériel (AM) du 26/06/1839 pour la forêt du Mollard, celle du coteau de la ville (La Baume) a été rattachée en 1846 et celle de Chatillon depuis l'AM du 11 mars 1949. Les forêts communales correspondent également à :

- la montagne de Lure (50 ha)
- les Préalpes de Digne (32,67 ha)
- la forêt du Gapençais (23,8 ha)
- la forêt du coteau de Basse Durance (44,3 ha)

Avec le massif du Molard, de la Baume et de Chapage, la surface boisée forestière communale correspond à Sisteron à 292.25 ha et la surface de gestion à 318.23 ha (surface SIG). La commune ne dispose pas de boisements suffisamment importants pour pouvoir être exploités.

Les forêts privées :

Les autres espaces boisés correspondent à des forêts privées bénéficiant obligatoirement de Plan Simple de Gestion (PSG) lorsque les surfaces sont supérieures ou égales à 25 ha d'un seul tenant. Lorsqu'elles ne disposent pas d'un PSG, les propriétés sont soumises au régime spécial d'autorisation administrative: pour toute coupe, une autorisation préalable est à demander à la DDT des Alpes de Haute Provence.

Sur la commune, il existe 2 plans simples de gestion : le bois de Chapage (89 ha) et Gache et Riaud (95 ha).

Forêts soumises au risque feux de forêt, accueillant parfois du public

Certains espaces boisés de la commune de Sisteron sont empruntés par le public grâce aux nombreux chemins de randonnée qui traversent les forêts.

D'après l'arrêté préfectoral n°2007-1697 du 1er août 2007 relatif à la prévention des incendies de forêts et des espaces naturels et à la réglementation du débroussaillement applicable dans le département des Alpes de Haute Provence, Sisteron est une commune située en zone aléas feux de forêt moyen. Ainsi les travaux de débroussaillement sont obligatoires dans les bois, forêts et les landes.

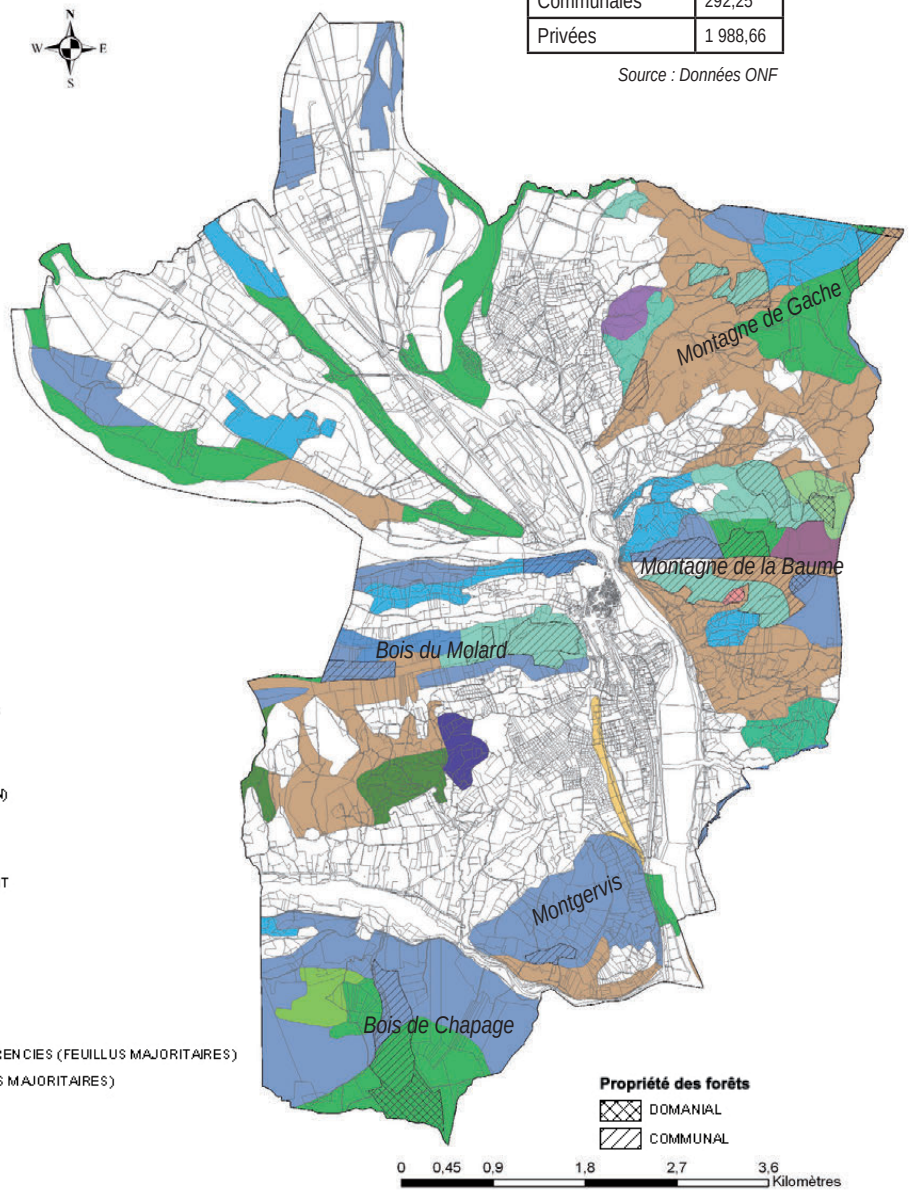
La commune de Sisteron dispose d'un dispositif de surveillance par son centre de secours et des axes de communication qui restent proches pour intervenir en cas d'incendie.

Le PLU devra veiller au maintien des milieux ouverts avec l'équilibre agriculture/forêt qui constitue un enjeu fort pour garantir le maintien de la biodiversité mais également pour limiter les feux de forêt.

Espaces boisés à Sisteron

Statut des Forêts à Sisteron	en hectares
Domaniales	40,02
Communales	292,25
Privées	1 988,66

Source : Données ONF



Source : Portail cartographique IFN

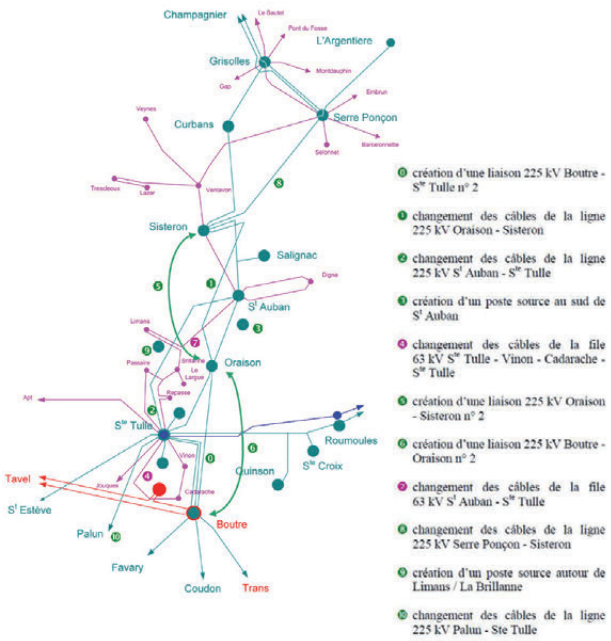
V.3. Energie

Pour contenir le dérèglement climatique en cours et respecter les engagements pris au titre du Protocole de Kyoto, il convient de réduire les consommations d'énergie de sources fossiles ou fissiles au profit d'autres sources d'énergies dites renouvelables (ENR) .

Le schéma de développement du réseau public de transport d'électricité, prévu par l'article 14 de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, a été approuvé en PACA le 2 juin 2005. L'objectif est de donner à 10-15 ans une vision des zones de fragilité du réseau, en tenant compte des évolutions de la demande et de la vétusté du réseau. La Vallée de la Durance présente deux types de fragilité : une entrave à la fluidité du marché et un maintien en condition opérationnelle. (Source Schéma de développement du RPT, Paca, Fragilité n°25).

Ainsi, comme l'indique la carte ci-dessous, Sisteron sera concernée par l'évolution de la structure du réseau électrique par la création d'un raccordement des installations de production d'une ligne de 225 000 volts reliant la ville à celle d'Oraison.

Evolutions de la structure du réseau électrique



Réseau électrique existant sur la commune :
1 poste de 225 kV de Sisteron
4 lignes de 225 kV reliant :
- Serre-Ponçon/Sisteron
- Sisteron/Oraison
- Curbans/Sisteron
- Sisteron/Saint-Auban

La création d'une nouvelle liaison de 225 KV entre Sisteron et Oraison permettra de renforcer et de sécuriser la distribution électrique sur le territoire.

V.3.1. La production d'énergie (Source Bilan 2009, Observatoire régional de l'énergie, Paca)

Concernant la production d'énergie électrique, Sisteron s'insère dans le contexte plus large de la région PACA caractérisée en 2008 par une répartition de la production d'énergie primaire entre :

- Hydraulique (58 %),
- Bois (36 %),
- Déchets-biomasse (5 %),
- Solaire, éolien et autres énergies renouvelables (1 %).

La production d'énergie primaire est en hausse par rapport à 2007 (+ 5%). Cet accroissement de la production énergétique en PACA s'explique par une plus grande production d'électricité hydraulique (+ 10%) et autres énergies renouvelables (+ 13%).

En matière de production d'énergie, la commune de Sisteron possède comme équipement l'usine de Saint Lazare, permettant la production d'énergie hydroélectrique (détaillée dans énergie renouvelable, hydroélectricité).

V.3.2. La consommation d'énergie (Source Bilan 2009, Observatoire régional de l'énergie, Paca)

En 2008, la consommation globale d'énergie est en augmentation en région PACA par rapport aux années précédentes (+ 4 % entre 2008 et 2007). Cette augmentation de la consommation d'énergie, en plus de l'augmentation de la production d'énergie, place la région dans une situation de fragilité en terme d'alimentation électrique. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat (Etat, ADEME, EDF), le Réseau de Transport d'Electricité a mis en place un dispositif d'appel à la modération de la consommation d'électricité en cas de pics de consommation liés à une vague de froid (*www.securite-electrique-paca.fr*).

La consommation totale d'énergie brute représente pour la région PACA en 2008, 41 608 GWh, répartit comme suit :

1) Apport du réseau national = 63 %,
2) Hydraulique = 20 %,
3) Thermique - Charbon = 7 %,
4) Cogénération = 4 %,
5) Auto producteurs = 3 %,
6) Thermique - fioul = 2 %,
7) Déchets / Eolien / Photovoltaïque = 1 %.

V.3.3.Les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) (Source Bilan 2009, Observatoire régional de l'énergie, Paca)

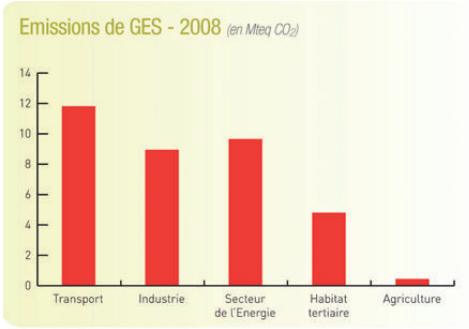
En 2008, les émissions de GES (CO_2, CH_4, N_2O) ont réduit par rapport à l'année 2007, représentant 36 MTeq CO_2 soit environ 7,3 tonnes par habitants. (8,4 Teq CO_2/habitant pour la France, Source CITEPA 2007)

La répartition des émissions de GES à l'échelle régionale par secteur d'activité est la suivante : transport, secteur de l'énergie, industrie, habitat/tertiaire et agriculture (cf. graphique ci-après).

La baisse notable du secteur de l'industrie (-15%) dans les émissions de GES s'explique par la ralentissement de l'activité économique sur l'année 2008 où plusieurs grands sites ont cessé leurs activités.

Afin de maîtriser la demande d'énergie et de lutter contre les changements climatiques, l'Europe souhaite, à l'horizon 2020, baisser de 20 % ses émissions de GES, réduire de 20 % sa consommation d'énergie et introduire plus de 20% d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie. Pour la France, l'objectif des énergies renouvelables dans sa consommation est fixé à 23%.

AirPACA a réalisé en 2004 une cartographie des émissions communales de GES en équivalent CO_2 par km² à l'échelle de la région. On observe à Sisteron 1 500 t/km² de GES



Source : Bilan 2009, Observatoire régional de l'énergie, PACA

V.3.4. Les énergies renouvelables (Source Bilan 2009, Observatoire régional de l'énergie, PACA et Schéma Départemental des Energies Nouvelles et Renouvelables, Conseil Général Alpes de Haute Provence, janvier 2011)

Le SDENR (Schéma Départemental des Energies Nouvelles et Renouvelables) place les Alpes de Haute Provence dans une dynamique énergétique et industrielle, respectueuse de l'environnement.

En 2009, la production régionale d'énergie primaire est en hausse (+ 1,5%) et s'élève à 1 340 ktep, soit 1 % de la production nationale.

La répartition de la production (détaillée dans le tableau ci-contre) des différentes énergies renouvelables dans la région PACA est présentée ci-après.

Production d'énergie primaire en ktep/an	
Hydraulique	860
Solaire, Eolien, autres Énergies nouvelles	13
Bois	440
Déchets	27
Total	**1 340**

V.3.4.1. Solaire thermique

Le marché du solaire thermique individuel connaît en région PACA un développement significatif depuis 2003 lié à des mesures de financement intéressantes (région, agglomération , etc.) et à l'important niveau d'ensoleillement. Le nombre d'installations solaires thermiques individuelles réalisées en 2008 est de 4 429, contre 359 en 2003. En 2008, on enregistrait une augmentation de 35 % par rapport à 2007.

De plus, Sisteron se situe dans l'arc méditerranéen avec en moyenne 1 711 heures d'ensoleillement par an (donnée Météo France de 1991 à 2000) donc dans les hauts niveaux d'équipements en solaire de la région PACA.

V.3.4.2. Solaire photovoltaïque

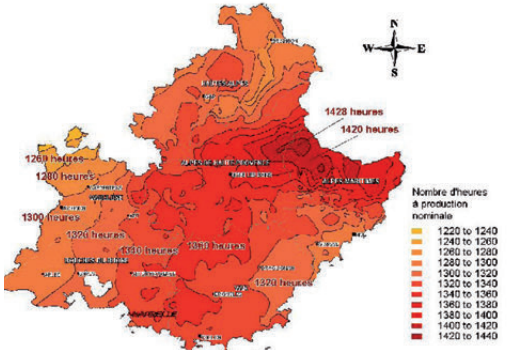
Le solaire photovoltaïque connecté au réseau connaît depuis 2005, un essor croissant en France, fortement renforcé par la nouvelle tarification d'achat de l'électricité photovoltaïque en place depuis 2006.

La puissance raccordée au réseau ERDF des installations photovoltaïques intégrées au bâti est très importante (+285%) entre fin 2007 et fin 2008. Les centrales au sol se sont très vite développées en 2009 avec une puissance qui a été multipliée par plus de 3,5 en seulement 6 mois. (Source : Etude du potentiel de production d'électricité d'origine solaire en PACA, AXENNE, décembre 2009)

La commune de Sisteron a validé à l'unanimité lors du conseil municipal du 22 avril 2009 un projet de parc solaire photovoltaïque, d'une capacité de production de 8MW. Implanté au Nord de la ville sur 16 hectares, sur le lieu dit Gadvouret, ce parc photovoltaïque doit produire l'équivalent de la consommation de 3 100 foyers. Fidèle aux objectifs du Grenelle de l'Environnement, ce futur parc photovoltaïque, d'une durée de vie estimée à 30 ans, sera ensuite démonté, avec 98% des matériaux recyclés et le terrain, constitué de terres en friches, sera restitué en l'état initial à son propriétaire. Ce projet a bénéficié d'un avis tacite de la DREAL PACA le 14 juillet 2011.

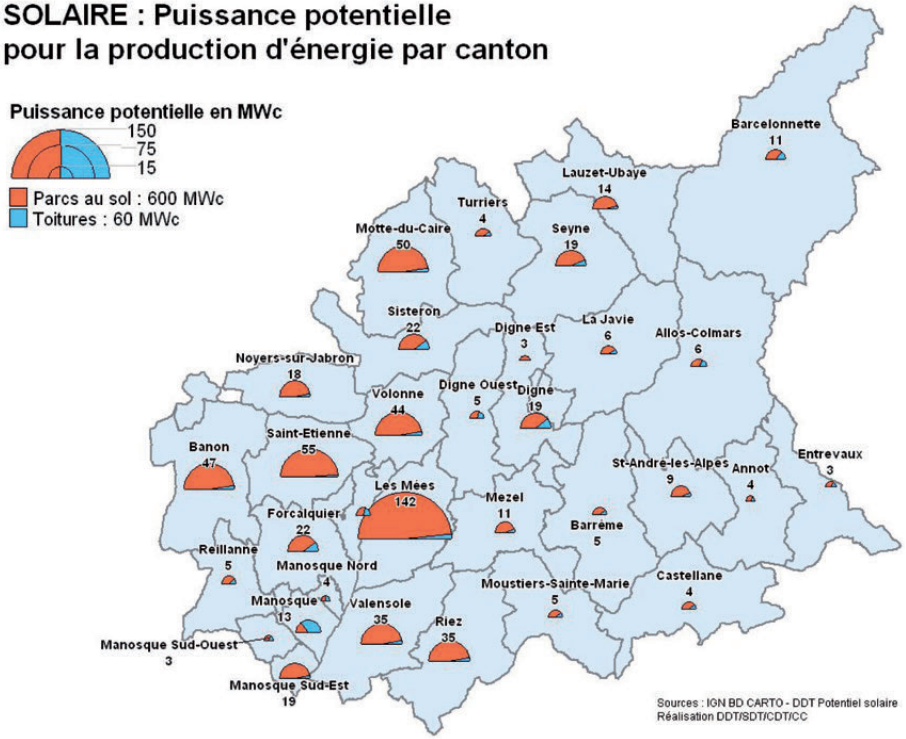
Par ailleurs, de nombreux projets d'installation de panneaux photovoltaïques sur des toitures de bâtiments existent sur la zone d'activités au Nord de Sisteron (cf. photos ci-contre) et des installations ont déjà été réalisées sur certains bâtiments privés. Le projet HEERSIS (Hôtel d'Entreprises Energies Renouvelables de SISteron), financé conjointement par des Fonds européens, de l'Etat, de la région, du département et de la SEM de Sisteron a été réalisé et figure comme un

Ensoleillement en 2008 en région PACA

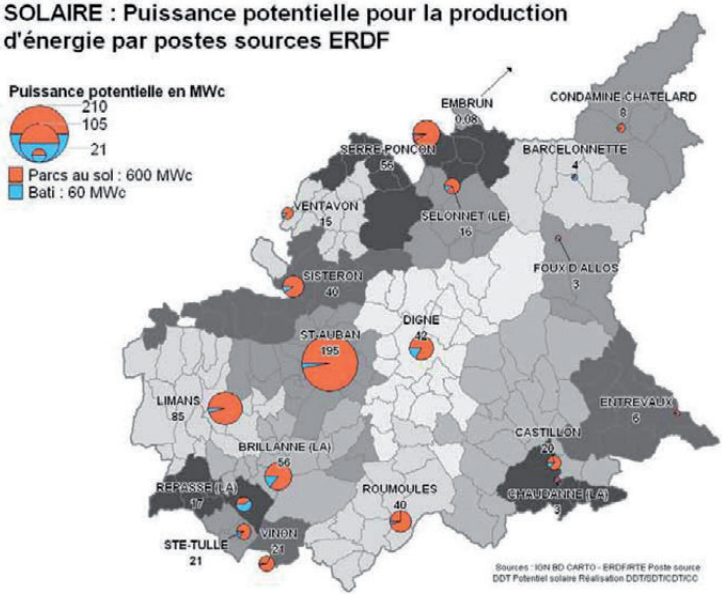


Source : ERDF, Helioclim & PVGIS, AXENNE, 2008

SOLAIRE : Puissance potentielle pour la production d'énergie par canton



SOLAIRE : Puissance potentielle pour la production d'énergie par postes sources ERDF



Centrales photovoltaïques (document provisoire)



Source : Communauté de Communes du Sisteronais, projet d'extension de la ZAE, Document de projets.

Projets photovoltaïques réalisés sur toitures



sur un hangar agricole



sur un bâtiment d'activités

bâtiment exemplaire au niveau européen en matière de communication du grand public : dans le hall d'entrée un écran plasma indique aux visiteurs la production électrique instantanée et les émissions de CO2 évitées. Ce bâtiment à «haute qualité environnementale» à énergie positive vise à attirer des projets comme celui-ci.

Plusieurs certificats ouvrant droits au rachat obligatoire d'électricité on été délivrés sur le territoire communal. Vu l'essor que connaît la filière ces dernières années et le potentiel de la commune en la matière, il est probable que la production d'électricité photovoltaïque augmente dans les années à venir.

V.3.4.3. Bois énergie

En forte augmentation, la consommation en bois-énergie a augmenté dans la région PACA en 2008 de 5,5 % et le tonnage consommé en bois-énergie a même été multiplié par 42 entre 2000 et 2008.

La ressource locale en bois énergie non exploitée est abondante dans le département des Alpes de Haute Provence et la volonté politique d'exploiter cette dernière existe réellement. Dans cette façon, 15 chaufferies supplémentaires sont prévues d'être mises en oeuvre pour 2015 et 30 pour 2030 dans les bâtiments publics (hôpitaux, maisons de retraites...) du département.

Dans la charte du Pays Sisteronais-Buëch, la volonté de développer cette filière est affirmée afin de mieux gérer et de valoriser les activités forestières sur le territoire. Le but est d'encourager ainsi le développement des énergies renouvelables et de participer de cette façon aux objectifs européens en matière de production d'électricité «verte».

V.3.4.4. Eolien

Le développement de projet éolien de grande ampleur ou non dépend de plusieurs facteurs indispensables pour assurer viabilité et rentabilité du projet. Les dossiers de demande de création sont instruits au niveau régional par la DREAL qui consulte d'autres services et entités. Les critères retenus sont les suivants:

- le potentiel éolien (exposition au vent),
- Les possibilités de raccordement au réseau électrique,
- la protection des paysages et du patrimoine culturel,
- la préservation de la sécurité publique,
- la protection de la biodiversité ainsi que du patrimoine archéologique.

Le schéma régional éolien (SRE) est élaboré en 2012, qui intègre les grands enjeux environnementaux et patrimoniaux dans le développement de la filière. Ce schéma constitue une annexe du SRCAE.

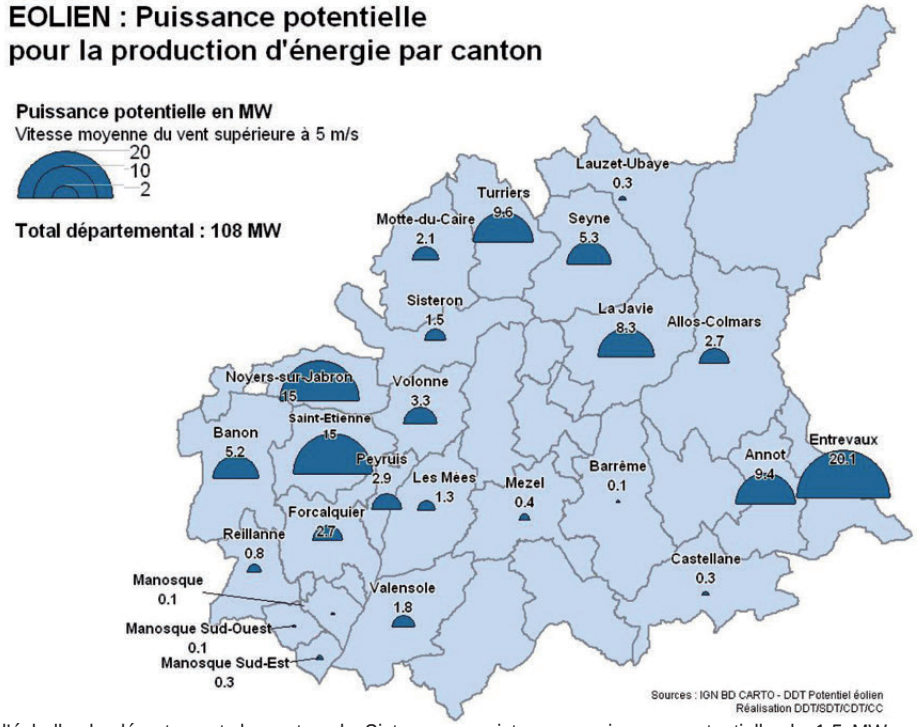
Ainsi en 2012 à l'échelle régionale, quatre parcs éoliens terrestre sont en fonctionnement pour 45 MW:

- dans les Bouches du Rhône: Saint-Martin de Crau (9 éoliennes), Fos sur Mer (4 éoliennes), Port Saint Louis du Rhône (25 éoliennes)
- dans le Vaucluse: Bollène

3 parcs éoliens sont en projet, en procédure contentieuse, pour 55 MW: à Piolenc (84), Chateauneuf-Val-Saint-Donat (04) et Artigues-Ollières (83).

Plusieurs zones de développement de l'éolien (ZDE) ont été réalisées ou sont en cours :

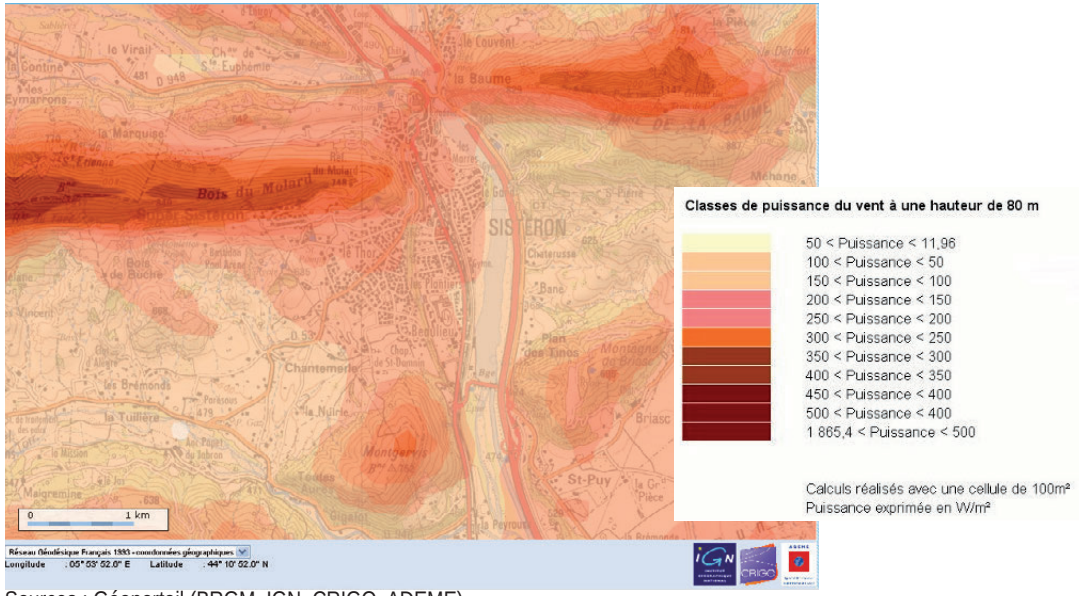
- ZDE en cours de validité pour 51 MW maxi: ZDE des Pallières (83)
- ZDE annulées pour 84 MW maxi: ZDE d'Artigues-Ollières (83) et ZDE de Bruis (05)
- ZDE en projet pour 219 MW maxi: 4 ZDE du SAN Ouest-Provence (13), de la CA ACCM (13), de Puimichel portée par ILO (04), de Nord-Est Var portée par Mons (83)



A l'échelle du département, le canton de Sisteron enregistre une puissance potentielle de 1,5 MW pour la production d'énergie éolienne (carte ci-dessus).

Une étude de définition de la densité énergétique et de la vitesse moyenne des vents de 80 m a été conduite et a abouti à l'élaboration d'un atlas éolien régional (cf. carte ci-après à l'échelle de Sisteron). Ainsi, le potentiel éolien à Sisteron est intéressant à partir de 80 mètres de hauteur, pour la plupart des zones de crêtes existantes sur son territoire. Le gisement est donc favorable dans ces conditions à l'installation d'éoliennes dans ces secteurs. Leur implantation semble néanmoins peu probable dans l'immédiat, en raison des conditions paysagères remarquables, qui doivent être préservées et du classement en zone de sensibilité très forte (SRE 2012).

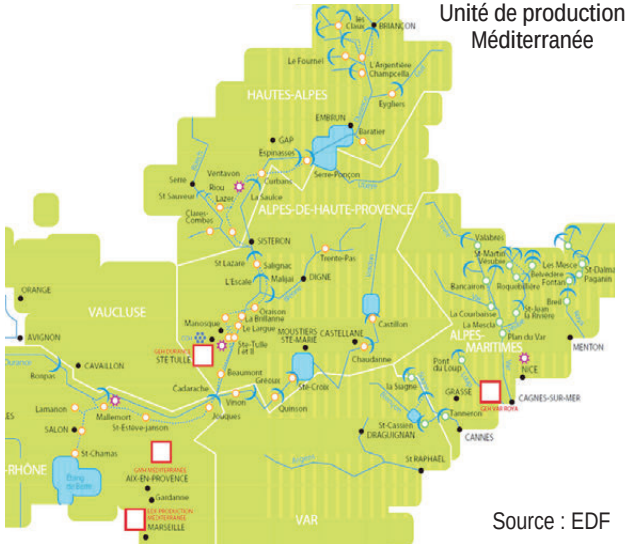
Potentiel éolien à Sisteron



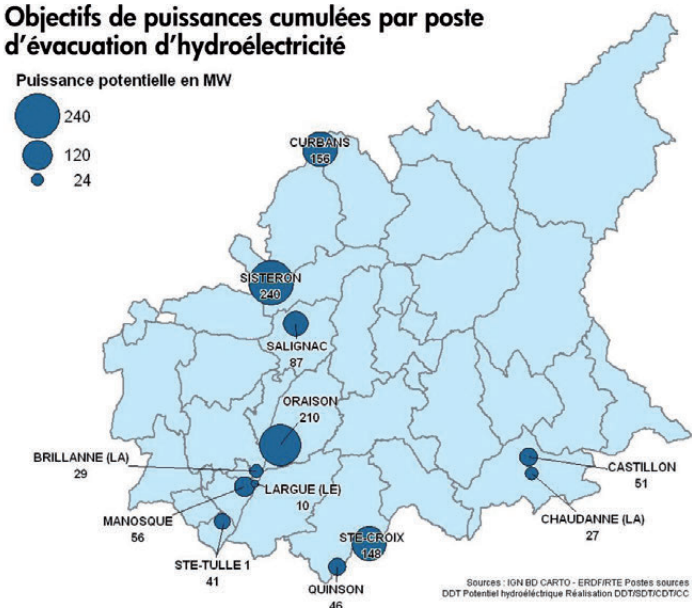
Sources : Géoportail (BRGM, IGN, CRIGO, ADEME)

V.3.4.5. Hydroélectricité

L'énergie hydroélectrique occupe la première place mondiale en tant qu'énergie renouvelable. S'insérant dans le cycle de l'eau (précipitations, fonte des neiges, torrents, rivières), en la retenant dans des lacs de barrage, cette énergie est produite grâce à des turbines produisant de l'électricité. L'unité de Production Méditerranée d'hydroélectricité compte 12 grands barrages de plus de 20 m de haut.



Source : EDF



Représentant 50% de la production de la région PACA, la production hydraulique de l'Unité de Production Méditerranée est de 7,26 TWh (Source : EDF, dossier de Presse, juin 2011, 1er producteur d'énergie renouvelable en région PACA).

Capable de répondre aux pics de consommation, la ressource hydraulique «modulable» constitue, au travers des barrages, de véritables réserves de production d'électricité. Grâce à ce mode de production, la France se place au rang de 1er producteur d'électricité renouvelable de l'Union Européenne.

Bassin de production hydraulique Durance-Verdon et aménagements :

La Durance et le Verdon, véritable artères énergétiques, ont été aménagés et représentent :

- 14 barrages (Bonpas à vocation uniquement agricole non compris),
- 22 centrales hydroélectriques, d'une puissance totale de 2 000 MW
- 2 retenues d'eau (Serre-Ponçon et Sainte-Croix) et 5 prises d'eau (le Saulce, St Lazare à Sisteron, l'Escale, Cadarache et Mallemort)
- un canal horizontal de Serre-Ponçon à l'étang de Berre, dit «canal usinier», d'une capacité de 250 m/s

Conformément au décret du 11 octobre 1972, modifié en 2002, l'aménagement et l'exploitation de la chute de Sisteron sur la Durance se caractérise par :

- un barrage et une prise d'eau,
- une dérivation principale,
- une usine et un poste (2 transformateurs et départs en 225 000 volts),
- des ouvrages de fuite,
- deux cités d'exploitation.

Exploitant de la concession, EDF gère les ouvrages en service et la production de l'électricité hydraulique et ERDF se charge du transport de l'électricité. La capacité théorique d'accueil en production de la transformation

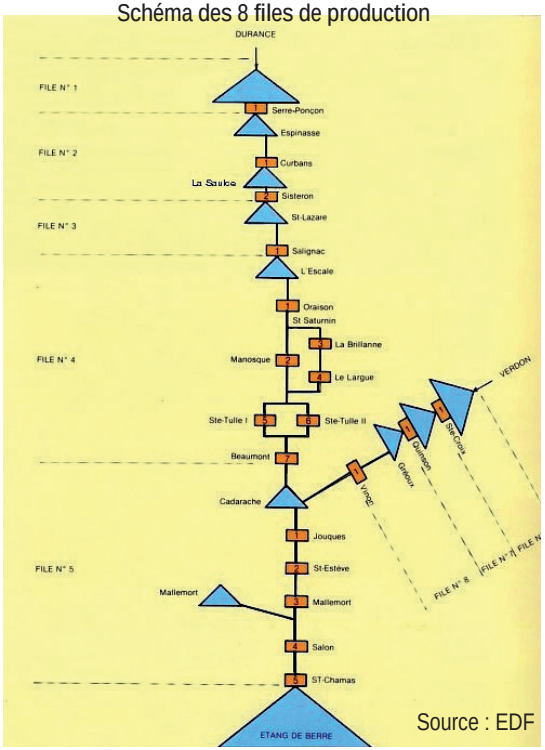
HTB/HTA au poste électrique de Sisteron est de 40 MW (source : site internet d'ERDF).

Selon un dispositif d'une grande réactivité avec un maximum de souplesse de gestion, EDF gère à Sainte Tulle, par un poste de commande centralisé, l'ensemble du dispositif selon la technique des «éclusées synchrones» (cf. schéma ci-dessous) : réparties en 8 files, les usines reliées par un canal usinier à berges horizontales démarrent au même instant, turbinant de même volume d'eau.

Actuellement, le chantier «Performance Durance» est dans la seconde phase de travaux dans les Hautes Alpes et les Alpes de Haute Provence. Allant de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron, ces travaux devront s'achevés en décembre 2011, pour un coût total de 33 millions d'euros.

Ces travaux de maintenance sur les ouvrages et équipements d'EDF, nécessaire au bon fonctionnement et à la performance des aménagements hydrauliques, nécessitent une restriction d'eau de la Durance.

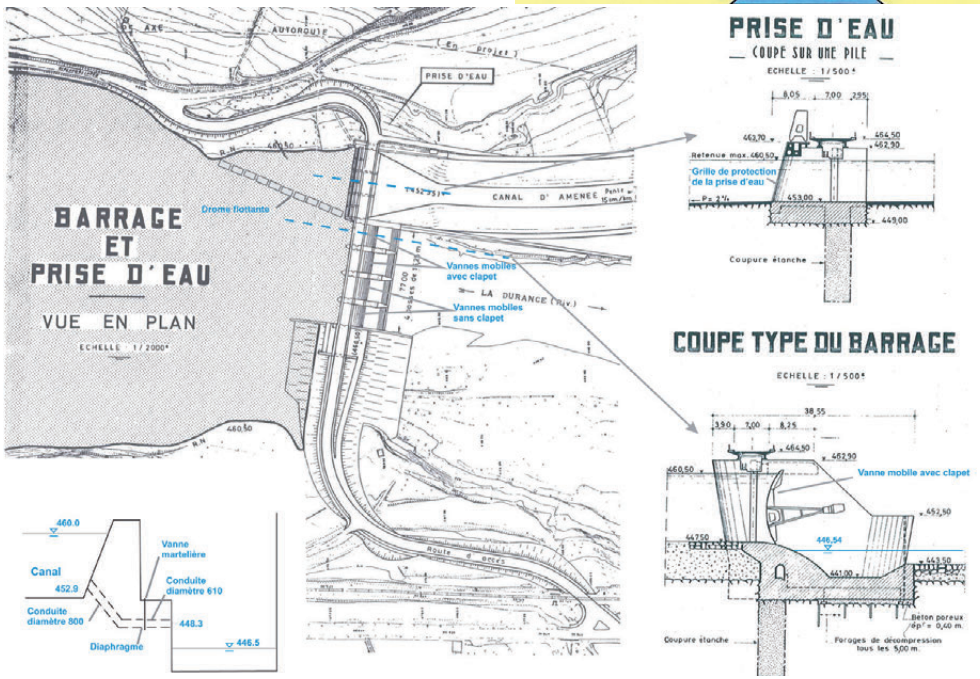
Schéma des 8 files de production



Source : EDF

V.3.4.6. Géothermie

Plan et coupes du
barrage Saint Lazare et de la prise d'eau



La Durance du barrage de la Saulce au barrage de Cadarache - atlas des barrages - SIEE - mai 2007

La géothermie est la science qui étudie les phénomènes thermiques internes du globe ainsi que les processus industriels qui visent à exploiter, pour produire de l'électricité et/ou de la chaleur.
On distingue généralement :

- La géothermie très basse énergie (température inférieure à 30°C) ayant recours aux pompes à chaleur,
- La géothermie basse énergie (température entre 30 et 90°C),
- La géothermie moyenne énergie (température entre 90°C et 150°C)
- La géothermie haute énergie (température supérieure à 150°C)

La géothermie a donné naissance à deux filières qui se distinguent par des technologies et des applications différentes : la production de chaleur pour la basse et très basse température et la production d'électricité pour la haute et moyenne température.

La géothermie très basse énergie se définie par l'exploitation d'une ressource présentant une température inférieure à 30°C nécessitant la mise en place d'une pompe à chaleur. Cette technique peut être mise en oeuvre sur le sous sol (horizontale ou verticale) ou sur des eaux souterraines.

Elle convient parfaitement au chauffage de maison individuelle jusqu'au chauffage par réseau de chaleur et particulièrement adapté au chauffage de logement collectif ou de locaux du secteur tertiaire (hôpitaux, administration, etc.).

La mise en oeuvre de procédés géothermiques basse et haute énergie nécessite des températures plus élevées. En l'état actuel des connaissances, il est impossible de préciser si la commune dispose de ressources exploitables pour la production d'énergie.

V.3.4.7. Biogaz, Biocarburants, Biomasse agricole

Les matières organiques (biomasse) produisent de l'énergie soit après une méthanisation (fabrication de biogaz), soit après transformation chimique (biocarburant) soit directement (bois énergie ou biomasse agricole).

Biogaz :

Dans le département des Alpes de Haute Provence, le gisement de biomasse méthanisable, issu des effluents d'élevage, vinicoles , de fromagerie et des margines, s'élève à 51 375 tonnes. Aucun principe de valorisation des fractions fermentescibles des ordures ménagères et des boues des stations d'épuration n'a été retenu dans le plan départemental d'élimination des ordures ménagères. De plus, le manque de surfaces agricoles labourables dans le département limite le développement des cultures énergétiques dédiées à la production de biogaz.

La filière biogaz issue des déchets ménagers présente une unité de production sur Valensole de 1 MW. Un projet d'une seconde unité de production, de capacité équivalente, dans la vallée de la Durance est en cours.

Sur le canton de Sisteron, 1 246 m3 de produits méthanisables sont disponibles (cf. carte).

Biocarburant :

Issus de cultures de graines oléagineuses, de colza et de tournesol, les agrocarburants de 1ère génération représentent dans le département 2 000 hectares. Destiné à la production d'huile alimentaire ou à l'alimentation animale, ce type de cultures n'ont pas vocation à produire des biocarburants. L'objectif sur le département est d'atteindre les 7% de biocarburants dans la consommation de carburant des Alpes de Haute Provence.

Biomasse agricole :

Dans la région PACA, 360 000 tonnes de biomasse agricole combustible et 900 000 tonnes de biomasse agricole méthanisable sont disponibles chaque année.

A l'échelle du département, le gisement de biomasse agricole combustible s'élève à 60 000 tonnes de matières sèches par an.

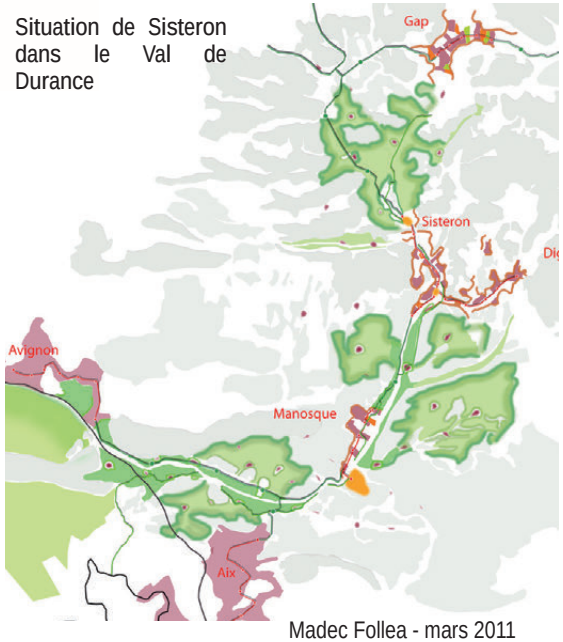
V.3.4.8. Zone vitrine de la «Vallée des Energies Nouvelles»

Désirant développer les filières vertes comme moteur de développement économique, le département des Alpes de Haute Provence envisage d'ici 2030 de développer 1 900 MW de puissance énergétique, suffisamment d'énergies renouvelables pour alimenter toute la région.

La «vallée des Energies Nouvelles», étendue de Gap à Aix-en-Provence, comprenant majoritairement le Val de Durance, présente de nombreux atouts territoriaux : positionnement stratégique (proximité Cadarache, projet ITER, A51...), fonciers disponibles, cadre de vie de qualité, réseau d'excellence (Capénergies, PRIDES...)...

De nombreuses études sont en cours actuellement.
A travers sa zone d'activités, Sisteron sera une zone de vitrine pour le Val de Durance

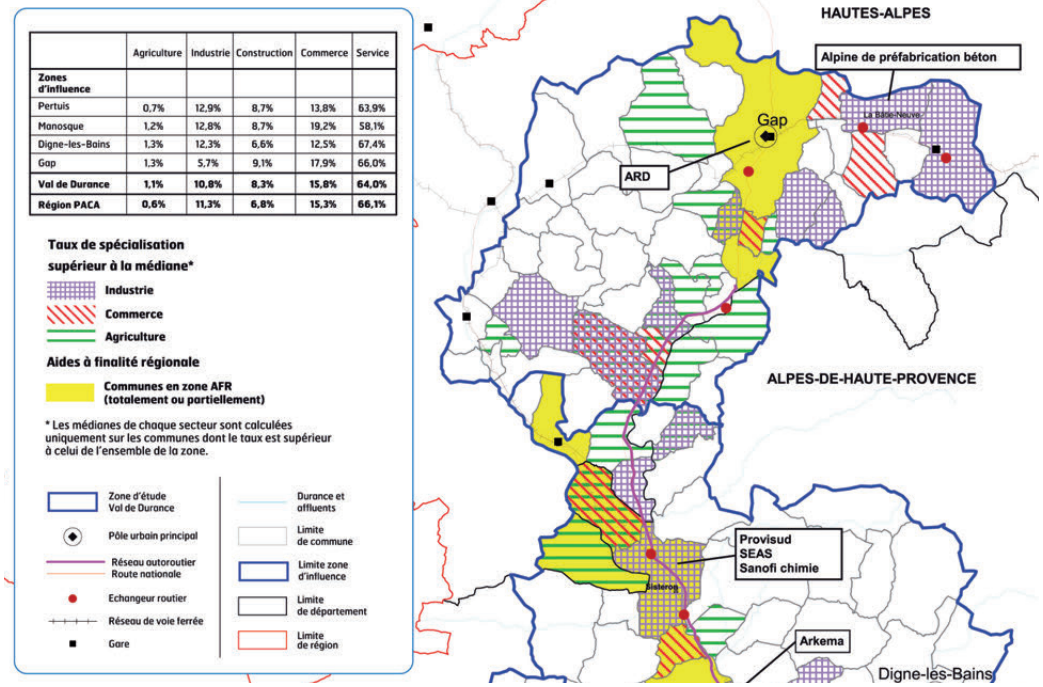
Situation de Sisteron dans le Val de Durance



Madec Follea - mars 2011

Extrait de la carte n°7 Secteurs économiques de l'Atlas cartographique du Val de Durance

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Service
Zones d'influence					
Pertuis	0,7%	12,9%	8,7%	13,8%	63,9%
Manosque	1,2%	12,8%	8,7%	19,2%	58,1%
Digne-les-Bains	1,3%	12,3%	6,6%	12,5%	67,4%
Gap	1,3%	5,7%	9,1%	17,9%	66,0%
Val de Durance	**1,1%**	**10,8%**	**8,3%**	**15,8%**	**64,0%**
Région PACA	**0,6%**	**11,3%**	**6,8%**	**15,3%**	**66,1%**



Source : DREAL PACA, mai 2009

V.4 Synthèse

V.4.1 Les richesses du sol et du sous-sol :

Eléments positifs

+ Absence de mines et de carrières sur le territoire communal
+ Plus de la moitié du territoire communal est occupé par de la forêt

Eléments à développer

+ Occupation des sols avec une extension croissante de l'urbanisation, une baisse des terres agricoles, la fermeture de certains milieux et la mutation des espaces boisés
+ Espace forestier soumis au risque incendie

V.4.2 Energies :

Eléments positifs :

+ Centrale hydroélectrique de Saint Lazare produisant de l'énergie renouvelable.
+ Le secteur photovoltaïque en croissance sur la commune
+ Sisteron, zone de vitrine de la «vallée des Energies Nouvelles»

Eléments à développer

+ Secteurs favorables à l'énergie éolienne, veiller aux implantations de façon à ne pas menacer la préservation des paysages
+ Les énergies relevant de la géothermie devraient être davantage valorisées
+ Biogaz, Biocarburants et biomasse agricole sont des filières à développer.

VI. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUE

VI.1. Préambule

La commune de Sisteron est concernée par des risques d'ordre naturels et technologiques dont :

+ Le risque inondation,
+ Le risque mouvement de terrain (Effondrements, Eboulements, chutes de pierres et de blocs, tassements différentiels),
+ Le risque de rupture de barrage,
+ Le risque feux de forêt,
+ Le risque sismique (zone de sismicité 4 - moyenne),
+ Le risque transport de matières dangereuses (TMD).
+ Le risque industriel (SANOFI)

Par arrêté préfectoral du 31 Décembre 2003, a été prescrit pour la commune de Sisteron l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles pour les risques séismes, mouvements de terrain et inondation.

Le PPR est approuvé le 27/06/2014.

La commune a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles au cours de ces trente dernières années, pour glissement et mouvement de terrain, inondation et coulées de boue.

	RISQUE	Bassin de risque	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le
Prise en compte par un plan de prévention	PPRn Inondation	Durance	31/12/2003		27/06/2014
	PPRn Mouvement de terrain	Durance	31/12/2003		27/06/2014
	PPRn Séisme	Durance	31/12/2003		27/06/2014
	PSS Inondation	Durance	01/04/1961	01/04/1961	01/04/1961
	PPRt Risque industriel - Effets de surpression	PPRT SANOFI (64 151)	28/08/2009	28/09/2011	28/12/2011
	PPRt Risque industriel - Effets thermiques	PPRT SANOFI (64 151)	28/08/2009	28/09/2011	28/12/2011
	PPRt Risque industriel - Effets toxiques	PPRT SANOFI (64 151)	28/08/2009	28/09/2011	28/12/2011
	Feux de forêt				
	TMD (routier, ferré et canalisations)				
	Rupture de barrage				

VI.2. Le risque majeur

Le risque majeur se caractérise par deux facteurs essentiels :

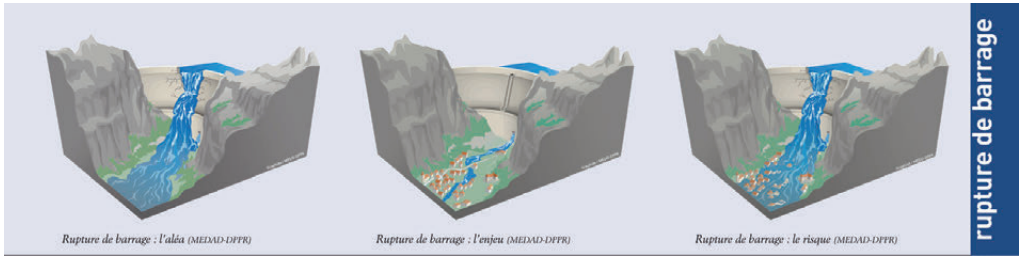
- Sa gravité (nombreuses victimes, dommages importants aux biens et à l'environnement...) qui le rend lourd à supporter pour la population, les collectivités et l'État lui-même.
- Sa faible fréquence par rapport aux risques ordinaires qui fait que l'homme et la société ont tendance à négliger l'éventualité de sa survenance.

Par ailleurs, un événement potentiellement dangereux (un aléa) ne devient un risque majeur que s'il s'applique à une zone où existe une présence humaine significative, avec son arrière-plan économique, culturel et environnemental, autrement dit «un enjeu» : ce croisement de facteurs permet d'apprécier la vulnérabilité effective d'un secteur géographique donné.

Le risque majeur est la confrontation d'un aléa avec des enjeux qui, par leur combinaison, entraînent des conséquences graves.

Il importe donc que le Risque Majeur soit pris en compte par la société. Cette prise en compte, pour répondre avec cohérence et efficacité à ses objectifs, doit comprendre les trois volets suivants :

- La PRÉVENTION consiste à repérer et étudier les risques, à les intégrer dans des documents d'urbanisme ou d'aménagement du territoire comme les Plan Locaux d'Urbanisme (PLU), Plan de Prévention des Risques (PPR), à mettre en oeuvre des dispositifs de surveillance et d'alerte de la population avant le déclenchement du phénomène.
- La PROTECTION est la préparation de mesures de sauvegarde de cette population une fois la catastrophe survenue. C'est tout particulièrement la fonction des différents Plans de Secours (Plan ORSEC, Plans de Secours Spécialisés et Plans Particuliers d'Intervention...) ou le plan communal de sauvegarde à l'échelle de la commune.
- La troisième modalité de prise en compte des risques est constituée par ce que l'on appelle l'INFORMATION PRÉVENTIVE. Le Dossier Départemental des Risques Majeurs, le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs ou le Dossier communal synthétique relèvent de cette catégorie d'instrument.»



Source : DDRM Alpes de Haute Provence

Le Dossier Départementale des Risques Majeurs des Alpes de Haute Provence (DDRM) est un document départemental d'information et de sensibilisation sur les risques majeurs naturels et technologiques.
Il mobilise les élus sur les enjeux des risques dans leur département et leur commune.
Il comprend l'atlas départemental sur les risques majeurs (ADMR).
La commune de Sisteron fait partie de la liste des communes du département recensées comme prioritaires vis à vis du risque inondation, séisme, mouvement de terrain, feux de forêt, rupture de barrage, transport de matières dangereuses (TMD) et le risque industriel (SANOFI et BUTAGAZ)

VI.3. Les Risques Naturels

VI.3.1. Risque inondation

La commune de Sisteron dispose d'un plan de prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) intégrant le risque Inondation pour la Durance et ses affluents approuvé le 27 juin 2014, par arrêté préfectoral n° 2014-178-0019 et annexé au PLU. Le PPRN approuvé vaut servitude d'utilité publique.

Il existe trois types d'inondations :

+ **L'inondation de plaine** : la montée des eaux est généralement assez lente,
+ **L'inondation torrentielle** : la montée des eaux est rapide. L'énergie des eaux chargées de matériaux est dévastatrice,
+ **L'inondation urbaine ou ruissellement urbain**, est très rapide. Elle est provoquée par l'imperméabilisation des surfaces.

La commune est soumise à un risque de crue torrentielle lié aux crues de la Durance, du Buëch et du Jabron.

Pour rappel, quelques dates historiques des crues qui ont marqué le territoire de Sisteron : 1 novembre 1843, 31 mai 1856, 27-28 octobre 1882, 27 octobre 1886, 8-11 novembre 1886, 22 octobre 1889, 8 novembre 1906, 9 novembre 1907, 13 mars 1951, 10 novembre 1951, 10 décembre 1954, 9 octobre 1993, 7 janvier 1994, 6 novembre 1994, 22 avril 1995, 20 décembre 1997, 14-24 novembre 2000, 15 novembre 2002, 29 mai 2008.

A Sisteron, la Durance reçoit les eaux du Buëch et traverse une gorge très étroite dans les rochers tithoniques entre les contreforts de la montagne de la Baume. Les bas quartiers de Sisteron et du Gand se trouvent ainsi en zone inondable.

Ce document rend inconstructible les secteurs les plus sensibles vis à vis du risque inondation et édicte des prescriptions pour les nouvelles constructions dans les secteurs où le risque est présent mais plus modéré. Il définit trois zones sur le territoire communal :

+ Zone rouge correspond au risque fort, et comporte des sous secteurs liés à la nature du risque: glissement de terrain (g), inondation (i), zone humide (m), chutes de pierres et de blocs (p), crue torrentielle (t), ruissellement de versant et ravinement (v); elle ne comporte pas de sous-zone liée au retrait/gonflement des argiles.
+ Zone bleue correspondant au risque modéré, qui comporte 15 sous-zones (de B1 à B15)
+ Zone blanche, réputée sans risque naturel prévisible significatif, où la construction n'est pas réglementée par le PPRN.

VI.3.1.1. Zones rouges : Risque fort

Compte tenu des risques connus, l'urbanisation est interdite dans ces zones. Les constructions existantes peuvent être occupées mais la reconstruction des bâtiments ou les changements de destination du bâti conduisant à une augmentation de la population exposées au risque sont interdits.
Certains ouvrages, constructions et utilisations du sol sont autorisées par le règlement (cf. Règlement du P.P.R)

VI.3.1.2. Zones bleues : Risque modéré

Les constructions nouvelles et utilisations du sols peuvent être autorisées dans ces zones sous conditions. L'autorisation est subordonnée au respect des règles et prescriptions édictées dans le règlement du plan de prévention des risques naturels.

Pour les constructions existantes, sont interdits :

+ Le changement de destination conduisant à augmenter la population exposée,
+ L'aménagement à quelque usage que ce soit des sous-sols existants sauf en vue de la réduction des risques,

Pour les ouvrages, constructions et utilisations du sol futurs, sont interdits :

+ Les dépôts et stockage de matériels et de matériaux,
+ Les stockages de produits dangereux, polluants ou sensibles à l'eau,
+ La création de terrains de camping et caravaning, de parcs résidentiels de loisirs,
+ L'implantation de parcs destinés à l'élevage des animaux,
+ Les remblais non limitées à l'emprise des constructions et non protégés contre l'érosion et le ruissellement,
+ Les constructions en fond de thalweg.

VI.3.2. Risque mouvements de terrains

Le risque mouvement de terrain correspond à des déplacements plus ou moins brutaux du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou résultant d'activités humaines. Les déplacements peuvent être lents (quelques mm par an) à très rapide (quelques centaines de mètres par jour). Un mouvement lent se matérialise par l'apparition de fissures sur le bâtiment et peut entraîner des désordres si graves pour la sécurité des habitants que la destruction du bâtiment s'impose.

La caractère soudain des déplacements rapides augmentent la vulnérabilité des personnes. Ces déplacements ont des conséquences sur les infrastructures, allant de la dégradation à la ruine totale.

Les mouvements de terrain ont des origines et des effets multiples. On distingue plusieurs catégories de mouvement :

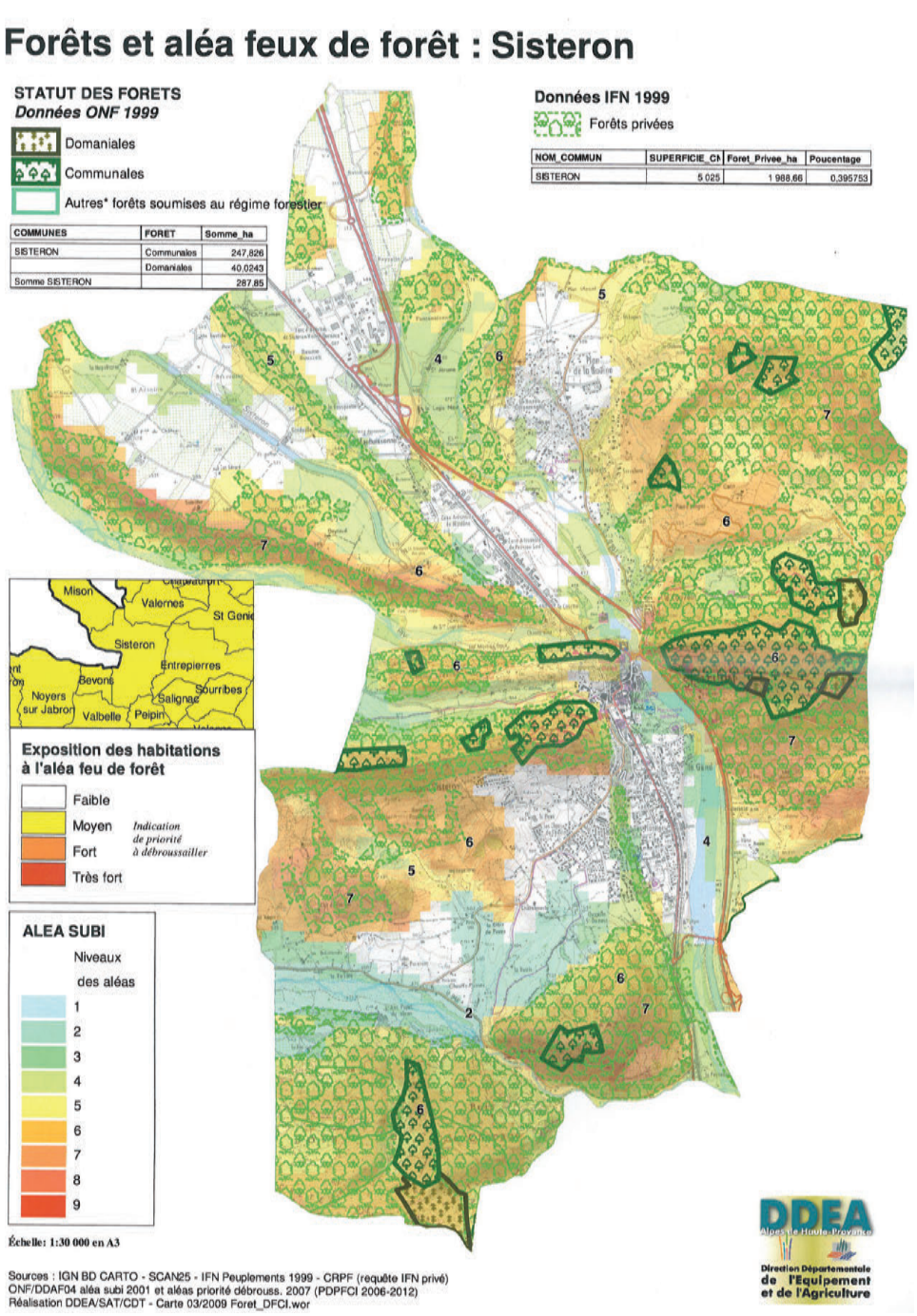
+ Les tassements et les affaissement de sols,
+ Retrait et gonflement d'argiles : Variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux provoquant des gonflements (périodes humides) ou des tassements (périodes sèches),
+ Les glissements de terrain : déplacement de gros volumes de terrain le long d'une pente (généralement lors d'une saturation en eau des sols),
+ Les effondrements de cavités souterraines (naturelles ou résultant de l'activité humaines (mines ou carrières)),
+ Les écroulements et chutes de blocs,
+ Les coulées boueuses ou torrentielles,
+ L'érosion littorale.

Sur le territoire communal, le risque mouvement de terrain se caractérise par :

- les glissements de terrain,
- les chutes de pierres et de blocs,
- le retrait/gonflement des argiles (sécheresse).

Le Plan de prévention des risques mouvement de terrain est intégré au PPRN approuvé. Il détermine le zonage rendant certains secteurs inconstructibles en raison du risque inhérent aux mouvements de terrains. Dans d'autres secteurs à risque plus modéré, les constructions nouvelles devraient être autorisées sous réserve de l'application de certaines prescriptions lors de la construction des bâtiments.

Il s'agit d'un document supra-communal dont la portée juridique prévaut sur le règlement du PLU en matière d'occupation des sols.



VI.3.3. Le risque feux de forêt

La commune de Sisteron se situe en zone méditerranéenne dans un contexte présentant un très haut risque d'incendie de forêts. L'origine des feux de forêts peut être liée à différents facteurs :

+ **Naturels** : Bonne exposition aux vents dont le mistral, sécheresse estivale et végétation fortement inflammable,
+ **Topographiques** : Présence de plusieurs massifs forestiers plus ou moins connectés,
+ **Anthropiques** : Urbanisation diffuses et très étendues, habitats au contact des milieux naturels

A l'échelle départementale, Sisteron est adhérente depuis 2005 à la COFOR, association des communes forestières du 04.

La carte de l'aléa induit des feux de forêts des Alpes de Haute Provence montre que la commune de Sisteron subit un aléa contrasté (cf. carte ci-contre). Le secteur de Sisteron est soumis à l'aérologie de la vallée de la Durance (Mistral).

D'après la banque de données sur les incendies de forêts en région Méditerranéenne (Source : Prométhée), Sisteron a connu entre 1973 et 2011, 20 feux brûlant 186,85 ha.

En matière de Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI), un Plan Départemental de Protection de la Forêt contre l'Incendie (PDPFCI) a été approuvé par arrêté préfectoral le 7 février 2007. Ce document dresse un état des milieux forestiers, des équipements en place et des vulnérabilités et définit les grandes orientations en matière de protection de la forêt contre le risque incendie.

Valable pour sept ans (2006-2012), ce document d'orientation donne un plan d'action, un suivi du plan et des fiches actions.

La commune de Sisteron appartient à plusieurs massifs forestiers des Monges, du Jabron et de Duyes-Vanson.

Massif	surface en ha de la commune dans le massif	Part de la commune dans le massif
Jabron	1 932	38
Duyes-Vanson	633	12
Monges	2 505	49

Source : PDPFCI Alpes de Haute Provence 2006-2012

L'Etat, la préfecture, le service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Sisteron, l'ONF (pôle DFCI), le SIVOM du Sisteronais et la commune (CIS) œuvrent en partenariat pour la prévention contre les incendies et concourent à :

- l'aménagement et la gestion des espaces forestiers (sylviculture, pastoralisme et coupures agricoles)

- la création d'équipements, la mise en place de moyens destinés à faciliter l'action des secours et à surveiller les forêts (pistes, citernes, tour de guet, patrouilles...)

- des travaux de débroussaillement et d'entretien des espaces forestiers sensibles et de leurs voies d'accès.

Sisteron bénéficie d'un dispositif de surveillance correct (centre de secours, axe de communication proches...). Le centre de secours de la ville compte 60 pompiers, une vingtaine de véhicules et effectue chaque année environ 800 interventions.

Dans le cadre de ses compétences optionnelles, la communauté de commune du Sisteronais a élaboré en 1990 le PIDAF du Vanson (Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier) et s'occupe aujourd'hui de sa gestion.

Réglementation sur l'emploi du feu et le débroussaillement

Certaines habitations sont probablement concernées par l'aléa feux de forêt. Il convient donc d'appliquer la réglementation en vigueur autour des habitations pour réduire le risque autant que possible et assurer la sécurité des biens et des personnes. Une attention particulière doit surtout être portée sur les secteurs d'interface entre les espaces habités et la forêt.

D'après l'arrêté préfectoral n°2007-1697 du 1er août 2007, le débroussaillement et le maintien en état débroussaillé s'appliquent obligatoirement dans les espaces naturels sensibles (forêts, landes, garrigues et maquis) et sur une zone de 200 mètres autour de ceux-ci, selon la manière suivante :

- Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature (sur 50 m de profondeur), ainsi que des voies privées y donnant accès (sur 10 m de part et d'autre de la voie).
- Terrains situés dans les zones urbaines ou servant d'assiette à une ZAC, lotissements ou AFU (la totalité de la surface).
- Terrains mentionnés à l'article L 443-1 du code de l'urbanisme (terrains de camping et de stationnement des caravanes) : sur la totalité de la surface et sur une profondeur de 50 m autour des hébergements et bâtiments.
- Terrains situés dans des espaces définis par un plan de prévention des risques naturels prévisibles PPR.

Pour obtenir des informations complémentaires, les arrêtés préfectoraux relatif au risque incendie se trouvent en annexe du PLU.

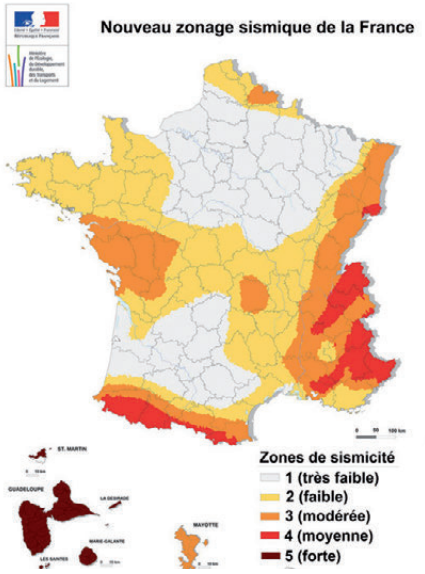
VI.3.4. Le risque sismique

Un séisme est la conséquence en surface d'une brutale rupture de roche sous terre, à des profondeurs parfois très importantes. Il s'agit généralement du risque naturel dont les conséquences sur les biens et les personnes sont les plus importantes. Ils peuvent également engendrer d'autres risques naturels (glissement de terrain, raz de marée, avalanche, etc.).

Un zonage sismique de la France a été élaboré suite à l'observation de nombreux séismes. Il distingue 5 zones :

+ Zone de sismicité 1 : très faible
+ Zone de sismicité 2 : faible
+ Zone de sismicité 3 : modérée
+ Zone de sismicité 4 : moyenne
+ Zone de sismicité 5 : forte

D'après la réglementation actuelle, la commune se situe en zone de sismicité 4. Les constructions sont donc soumises à des mesures particulières pour la prévention des séismes. Le PPRN a ainsi défini une réglementation «sismicité» prise en compte dans le PLU.



Voici les séismes ayant été ressentis à Sisteron (Source : www.sisfrance.net) depuis 1802 :

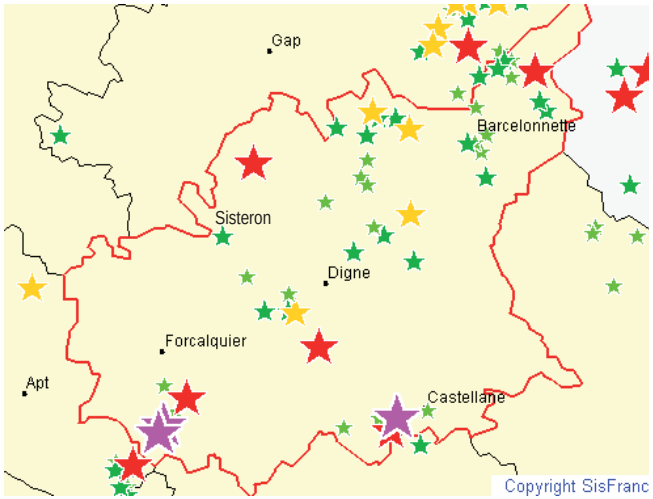
Date	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale	Intensité dans la commune de Sisteron
19 Juillet 1963	MEDITERRANEE (S. IMPERIA)	ITALIE	7,5	3,5
8 Janvier 1953	PREALPES DE DIGNE (MIRABEAU)	ALPES PROVENCALES	4	3
17 Février 1947	PIEMONT (PRAZZO)	ITALIE	7,5	3
19 Mars 1935	EMBRUNAIS (ST-CLEMENT)	ALPES DAUPHINOISES	7	3
13 Mars 1933	MOYENNE-DURANCE (SISTERON)	ALPES PROVENCALES	5	5
1 Mars 1900	PREALPES DE DIGNE (THOARD)	ALPES PROVENCALES	4,5	4,5
23 Février 1887	RIVIERA DI PONENTE (IMPERIA-BUSSANA)	ITALIE	9	5,5
19 Mai 1866	LARAGNE (LA MOTTE-DU-CAIRE)	ALPES PROVENCALES	7,5	6
31 Décembre 1802	MOYENNE-DURANCE (SISTERON)	ALPES PROVENCALES	5,5	5,5

Source : BRGM, EDF, IRSN

L'article L. 563-1 du code de l'environnement précise : « *Dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique ou cyclonique, des règles particulières de construction parasismique ou paracyclonique peuvent être imposées aux équipements, bâtiments et installations.* »

L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique à la commune (arrêté préfectoral n°2006-225).

Carte des épicentres dans le 04



Intensité à l'épicentre Intensités (Echelle MSK)

en vert clair, 4 à 4.5 : Secousse largement ressentie
en vert foncé 5 à 5.5 : Secousse forte
en jaune 6 à 6.5 : Légers dommages
en rouge, 7 à 7.5 : Dommages notables
en rose clair 8 à 8.5 : Dégâts massifs
en rose foncé 9 à 9.5 : Destructions nombreuses

Source : Préfecture des Alpes de Haute Provence

VI.4. Les Risques Technologiques

La notion de risques technologiques recouvre les risques industriels, chimiques, nucléaires et ceux liés aux ruptures de barrage et au transport de matières dangereuses.

La commune de Sisteron est soumise aux risques liés :

- aux transports des matières dangereuses (TMD) via les infrastructures de transport routier et ferroviaire, et via les canalisations souterraines,
- aux risques industriels (Sanofi),
- aux risques de rupture de barrage.

VI.4.1 Risque lié aux Transports des Matières Dangereuses (TMD) :

Une matière est classée dangereuse lorsqu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement en fonction de ses propriétés physiques et/ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle peut engendrer. Il existe 8 catégories de risques liés aux matières dangereuses :

+ Risque d'explosivité,
+ Risque gazeux,
+ L'inflammabilité,
+ La toxicité,
+ La radioactivité,
+ La corrosivité,
+ Le risque infectieux,
+ Le risque de brûlures.

Les risques majeurs associés aux transports de substances dangereuses résultent des possibilités de réactions physiques et/ou chimiques des matières transportées en cas de perte de confinement ou de dégradation de l'enveloppe les contenant (citernes, conteneurs, canalisations…).

Les matières dangereuses peuvent être transportés par canalisations souterraines, par voies maritimes, fluviales, ferroviaires ou par le réseau routier. La commune est concernée par le transport routier et par canalisation. Pour ce dernier, la commune est soumise à une Servitude d'Utilité Publique de code I5 relative à *«la construction et à l'exploitation de canalisations de transport de produits chimiques d'intérêt général»*.

Afin de prévenir tout accident lié à des travaux de terrassement, les plans des canalisations enterrées sont pris en compte par les communes traversées au travers :

+ Un plan de zonage déposé réglementairement en mairie et à disposition du public,
+ D'une inscription au PLU ou au POS du tracé.

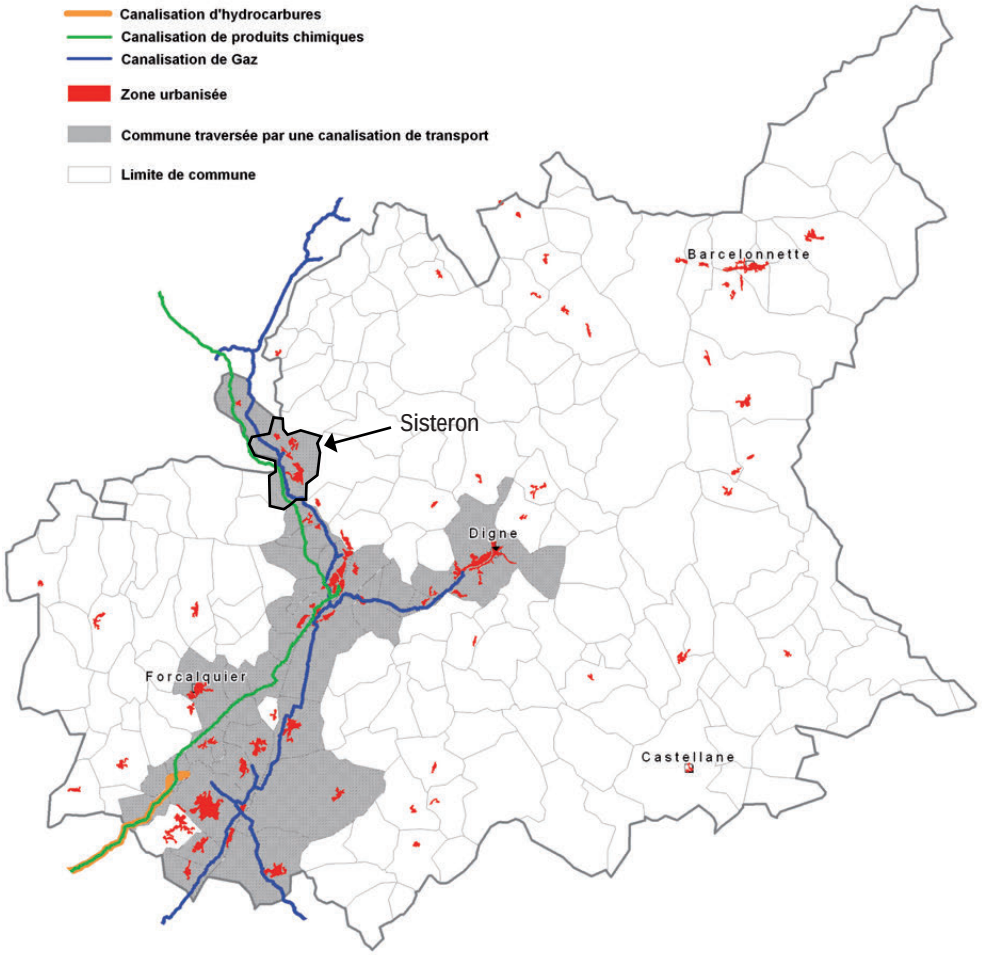
Dans les Alpes de Haute Provence, le Val de Durance est le secteur le plus concerné par ce type de risque, s'expliquant par différents facteurs :

- le transport routier (A51, RD 4096, RD 4085, RD 4100) où transitent des matières premières ou des produits finis à destination ou en provenance des usines ARKEMA et SANOFI-CHIMIE

- le transport ferroviaire

- les canalisations souterraines: A Sisteron, des canalisations de gaz et de produits chimiques (éthylène) traversent la commune (cf. carte ci-contre). Ces dernières sont soumises à un Plan de Surveillance et d'intervention (PSI) et à des examens d'études de sécurité effectués par le Service Prévention des Risques de la DREAL PACA.

Transports de Matières Dangereuses par les canalisations dans les Alpes de Haute Provence



Source : ©IGN Geofla® ©DREAL PACA
Novembre 2008

Pour lutter contre ces risques, des mesures de précautions ont été mises en place par le biais d'une réglementation rigoureuse. Elle impose notamment la formation obligatoire de tous les intervenants, des règles de construction et des contrôles techniques réguliers des équipements de transport, des règles de circulation et de stationnement strictes, l'identification des matières dangereuses transportées (code danger, code produit, etc.), et la mise en place de plan de secours spécifiques (ORSEC, Plan Communal de Sauvegarde, etc.)

Pour obtenir les informations complémentaires relatives aux servitudes d'utilité publique et aux risques du Transport de Matières Dangereuses par les canalisations de Sisteron, se référer aux annexes du PLU.

VI.4.2 Risque lié aux activités Industrielles :

Événement accidentel se produisant sur un site industriel, ce type de risque peut entraîner des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement (Incendie de produits inflammables solides, liquides ou gazeux, Explosion de gaz, Dispersion de produits dangereux dans l'air, l'eau, le sol, Projection de débris, souffle, onde de choc...).

Les installations industrielles présentant des risques plus importants sont :

- les industries chimiques qui synthétisent des produits chimiques de base,
- les stockages de produits agropharmaceutiques,
- les dépôts de gaz et de liquides inflammables,
- les dépôts et la fabrication d'explosifs.

Risque SEVESO :

Les risques industriels (faisant l'objet de Plans Particuliers d'Intervention) concernent 5 grandes installations dans les Alpes de Haute Provence, classées en «installations SEVESO». Assujetties à une réglementation spécifique, les installations SEVESO sont soumises à autorisation et doivent faire l'objet d'études d'impact et d'études de dangers.

Depuis le 10 mai 2000, les installations SEVESO sont classées en «seuil bas» ou «seuil haut» en fonction des quantités de produits dangereux stockés ou utilisés.

A Sisteron, un établissement est classé en SEVESO (sur 5 dans le département) :

- l'usine SANOFI-CHIMIE, en SEVESO AS «seuil Haut» (autorisation avec servitudes)

Visant à prévenir les risques d'accident et en limiter les conséquences, les exploitants à l'origine de ces risques sont contraints à respecter des contraintes d'exploitation et de mettre en oeuvre des équipements techniques.

Plans de Secours :

Le Plan d'Opération Interne (POI) :

Etabli par l'exploitant, ce document vise à définir les réaction à adopter, pendant et après un éventuel sinistre au sein de l'établissement en vue de protéger les travailleurs, les populations et l'environnement proche. En établissant les mesures matérielles et organisationnelles adaptées, ce document est élaboré et rédigé sous la responsabilité de l'exploitant (moyens d'intervention incendie, la mise en repli des installations...).

Lorsque le sinistre dépasse l'enceinte de l'établissement, l'appel aux élus et aux services de l'Etat s'impose pour déclencher une alerte PPI (engagement du plan d'urgence externe). D'après l'article L 2212-5 du CGCT le Maire a une obligation de Diligence (intervention) pour « faire cesser les accidents et les fléaux calamiteux... pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours... prescrire l'exécution des mesures de sûreté ».

De plus, d'après la loi n°87-565 du 22 juillet 2002 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit être le directeur des opérations de secours jusqu'au déclenchement du ou des plans de secours par le préfet dans le cadre de la Direction des Opérations de Secours (DOS). Enfin, l'information préventive est une obligation (loi n°87-565 du 22 juillet 1987).

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRt) de SANOFI-CHIMIE (production de substances chimiques utilisées dans le domaine pharmaceutique) :

L'usine SANOFI CHIMIE classée en installation SEVESO AS (décret de nomenclature du 20 mai 1953 modifié) ou de seuil haut. Cet établissement peut générer des risques de type toxique, thermique et de surpression :

- risque d'explosion : risque de brûlure ou de blessure par projection d'éclats
- risque d'incendie : risque de brûlure et d'asphyxie
- risque d'émission de gaz toxiques : risque de nausées, d'intoxication.

Ainsi, le PPRt a été approuvé par arrêté préfectoral n°2011-2682 du 28 décembre 2011.

Ce document réglementaire délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque, cinq zones de réglementation différente, définies en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

- zone d'interdiction stricte R (rouge), zone d'autorisation limitée B1 et B2 (bleu foncé), zone d'autorisation sous réserve b (bleu clair), zone de recommandations V (vert) et zone grise, emprise foncière de l'établissement à l'origine du PPRT.

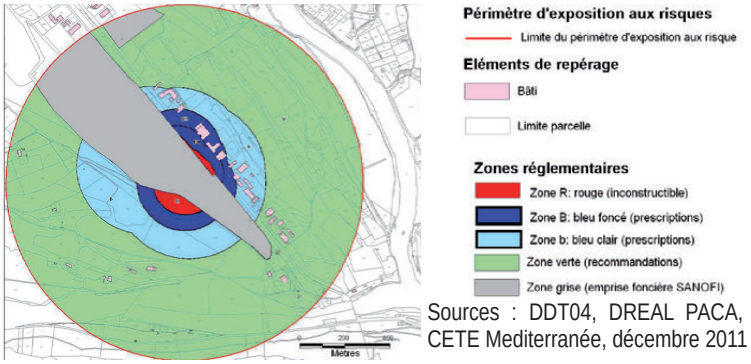
La limitation de la densité et l'éloignement de la population sont des critères principaux pour gérer l'urbanisation autour des sites soumis à des risques technologiques. Ainsi à l'intérieur de ces zones, des interdictions ou des limitations de construction sont prescrites (voir tableau ci-dessous et carte ci-après). Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique. Aucune mesure foncière n'est prévu par le présent PPRT.

Recommandations du PPRT sur l'urbanisation de Sanofi-chimie

	sur bâtiment existant	pour l'urbanisation future
zone Rouge - R	sans objet	Interdiction stricte
zone Bleue - B	Local de confinement obligatoire pour les locaux d'activités Recommandations pour les habitations mesures de renforcement obligatoires	Pas de nouvelles constructions Aménagements et extensions possibles des constructions existantes (prescription obligatoires, pas d'accueil de nouvelles populations)
zone bleue - b	Recommandation local de confinement et renforcement vitrages	Construction possibles sous conditions Pas d'ERP difficilement évacuables
zone verte	Recommandations	Recommandations

Source : CETE Méditerranée, juillet 2010, PPRT - Sanofi-chimie.

Plan de Prévention des Risques technologiques - Zonage du site SANOFI



Sources : DDT04, DREAL PACA, IGN, CETE Mediterranée, décembre 2011

Pour plus d'informations concernant le PPRT de Sanofi, se reporter aux annexes et au règlement du PLU

Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) :

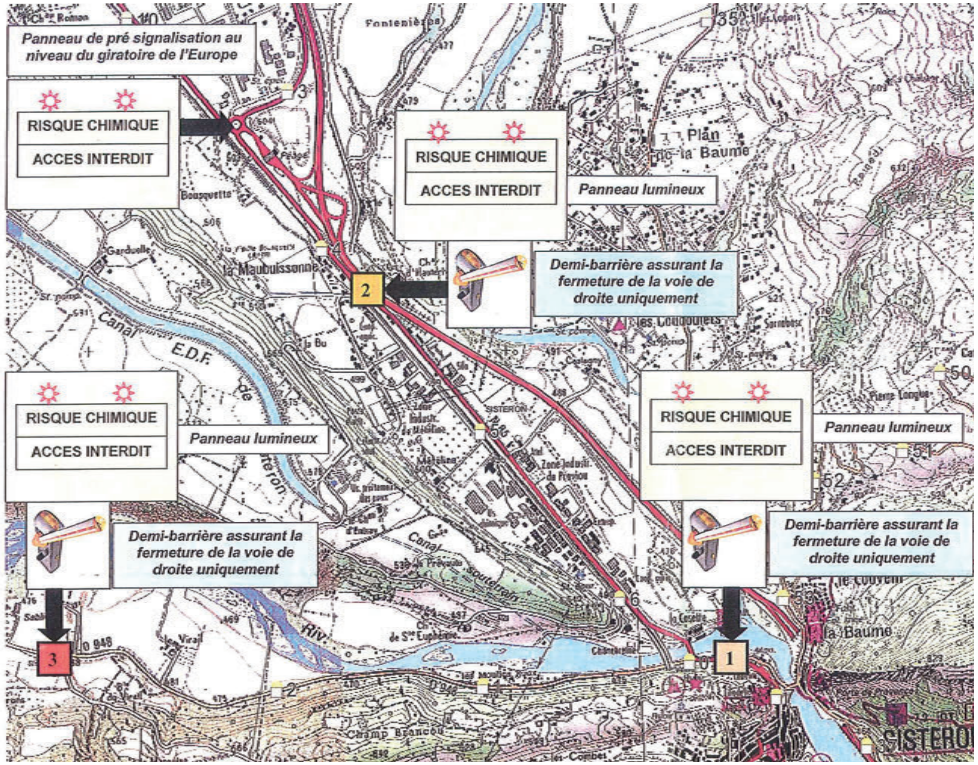
Etabli sous l'autorité du préfet, le PPI définit l'organisation des secours lors d'un accident dans une installation classée dont les conséquences du sinistre sont susceptibles d'affecter les populations et/ou l'environnement.

Sont soumis aux PPI : les installations nucléaires, les installations dangereuses et polluantes classées SEVESO, les stockages souterrains de gaz, les installations hydrauliques d'une hauteur supérieure à 20 m, et les ouvrages d'infrastructure, de stationnement, de chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Etant un dispositif d'ORSEC, le PPI organise les secours, réglemente la circulation autour des sites et prévoit l'alerte des populations. Le PPI est un document public, consultable en mairie.

Devant être actualisé tous les 5 ans, le PPI de Sanofi a été validé par arrêté interpréfectoral n°2012-945 du 27 avril 2012. En décembre 2010, l'entreprise a entrepris un exercice de sécurité civile destiné à tester le dispositif de

Dispositif du PPI de Sanofi sur le réseau routier de Sisteron



1 RD 4085, en sortie nord du rond point du giratoire de Gabert en direction de GAP. Les usagers peuvent retourner à SISTERON ou emprunter les RD 4 et RD 951.

2 RD 4085, à hauteur du carrefour de Méthéline (accès au Plateau de Soleilhet), avec mise en œuvre d'une pré signalisation à hauteur du giratoire de l'Europe pour éviter que les véhicules ne s'engagent en venant de LARAGNE, GAP ou l'A51.

3 RD 948, à hauteur du chemin de la Marquise, correspondant à un point de retournement possible pour les usagers venant de RIBIERS.

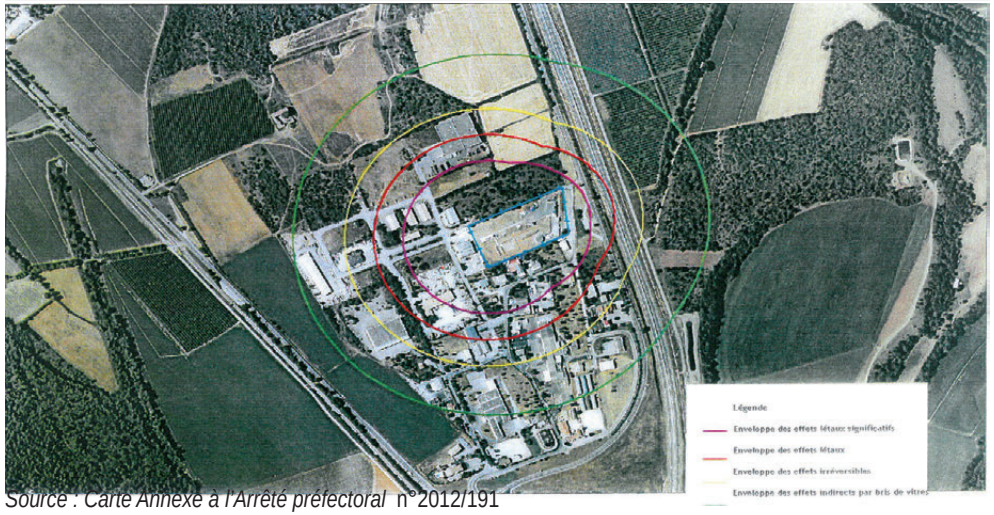
son PPI ; la participation active des différents acteurs (Préfecture, DREAL, élus, pompiers, riverains, gendarmerie, SAMU, écoles, SNCF, Escota ...) a fait la fortune de cette simulation.

Les périmètres de protection autour du dépôt de gaz BUTAGAZ :

Par arrêté préfectoral n°2012/191 du 15 mars 2012, sont définis les périmètres de protection et les prescriptions correspondantes à l'intérieur de chaque périmètres définis. Le dépôt de gaz se situe dans la zone du Parc d'Activités de Plan Roman. Ce site est soumis aux risques d'effet thermique et d'effet de surpression. Les enveloppes des niveaux d'effets sont représentées sur une carte jointe à l'arrêté: effets létaux significatifs, effets létaux, effets irréversibles et effets indirects (bris de vitres).Ces niveaux sont définis par arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

La carte définissant les différents niveaux de dangers est caduque depuis la cessation d'activités de la société BUTAGAZ en mars 2016. Le Site a depuis le 30 avril 2016, date de démantèlement des installations GPL, un usage de site industriel non-sensible.

Anciennes zones de danger devenues caduques	Zone des effets létaux significatifs, exposée à des effets potentiellement ≥ à	Zone des effets létaux, exposée à des effets potentiellement compris entre	Zone des effets irréversibles, exposée à des effets potentiellement compris entre	Zone des effets indirects par bris de vitres, exposée à des effets potentiellement compris entre
Effets thermiques	8 kW/m^2 ou 1800 [(kW/m^2)$^{4/3}$].s	8 à 5 kW/m^2 ou 1800 à 1000 [(kW/m^2)$^{4/3}$].s	5 à 3 kW/m^2 ou 1000 à 600 [(kW/m^2)$^{4/3}$].s	
Effets de surpression	200 mbar	200 à 140 mbar	140 à 50 mbar	50 à 20 mbar
Zone d'application	à l'intérieur du contour fuschia	entre le contour fuschia et le contour rouge	entre le contour rouge et le contour jaune	entre le contour jaune et le contour vert



Source : Carte Annexe à l'Arrêté préfectoral n°2012/191

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) :

D'après le Conseil Municipal du 7 avril 2011, la commune souhaite établir un plan communal de sauvegarde conformément au décret 2005-1156 du 13 septembre 2005. Le PCS vise à améliorer la prévention et la gestion des crises en confortant le rôle des communes; la loi 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile officialise ce plan qui donne une assise législative à la réalisation des PCS. Il est rendu obligatoire pour les communes dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé (PPRN), ou pour celles comprises dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention (PPI). A Sisteron, le PCS a été arrêté par le Maire le 19 novembre 2012.

VI.4.3 Risque lié aux ruptures de barrages:

Un barrage n'est pas inerte. Le risque de rupture existe, entraînant ainsi l'inondation de la vallée.

Sisteron est donc une commune impactée par ce risque, en cas de rupture, dans la mesure où la vallée de la Durance est aménagée plus en amont de plusieurs retenues d'eau (La Saulce, Espinasse et Serre-Ponçon).

Selon le décret du 16 mai 1968, les grands barrages «intéressant la sécurité publique» sont des ouvrages de plus de 20 mètres de hauteur avec une capacité supérieure ou égale à 15 millions de m^3. Soumis à un PPI, ces barrages au nombre de 6 dans les Alpes de Haute Provence concernent les communes de Castillon, Chaudanne, Gréoux-les-Bains, Quinson, Sainte-Croix et Serre-Ponçon.

Classe de l'ouvrage	Caractéristiques géométriques
A	H >= 20
B	Ouvrage non classé en A et pour lequel : H2 x √ V >= 200 et H >= 10
C	Ouvrage non classé en A ou B et pour lequel : H2 x √ V >= 20 et H >= 5
D	Ouvrage non classé en A, B ou C et pour lequel : H >= 2

H = hauteur de l'ouvrage
V = volume retenu en millions de mètre cube

Le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 classe les barrages en 4 catégories :

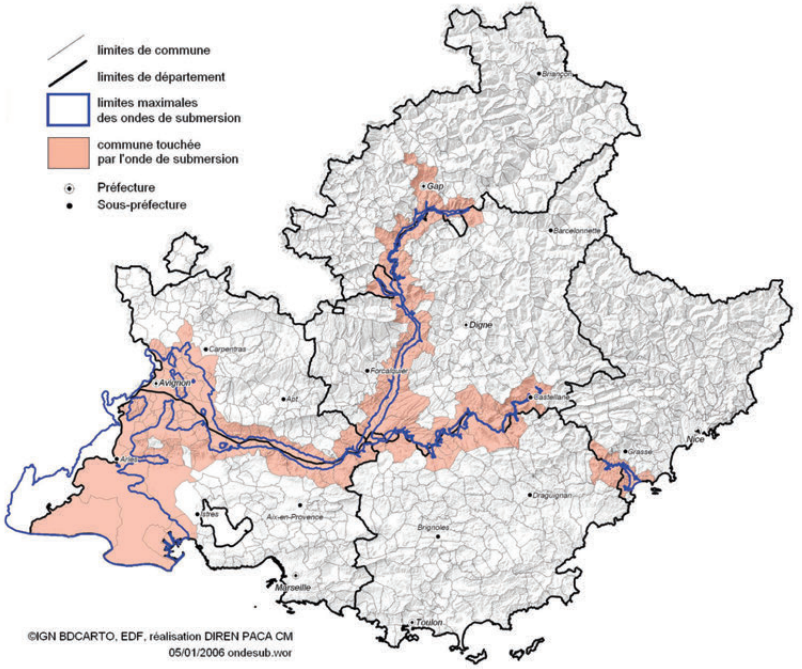
A Sisteron, le barrage de Saint-Lazare est classé en catégorie B: d'une capacité de 6,2 millions de m^3, le poids mobile de ce barrage est d'une hauteur de 19 m. S'ajoutent à ce barrage, les digues et les canaux, en terre ou en déblai, destinés à l'irrigation des terres agricoles et à l'alimentation en eau potable. Il s'agit d'un barrage concédé à EDF, contrôlé par la DREAL.

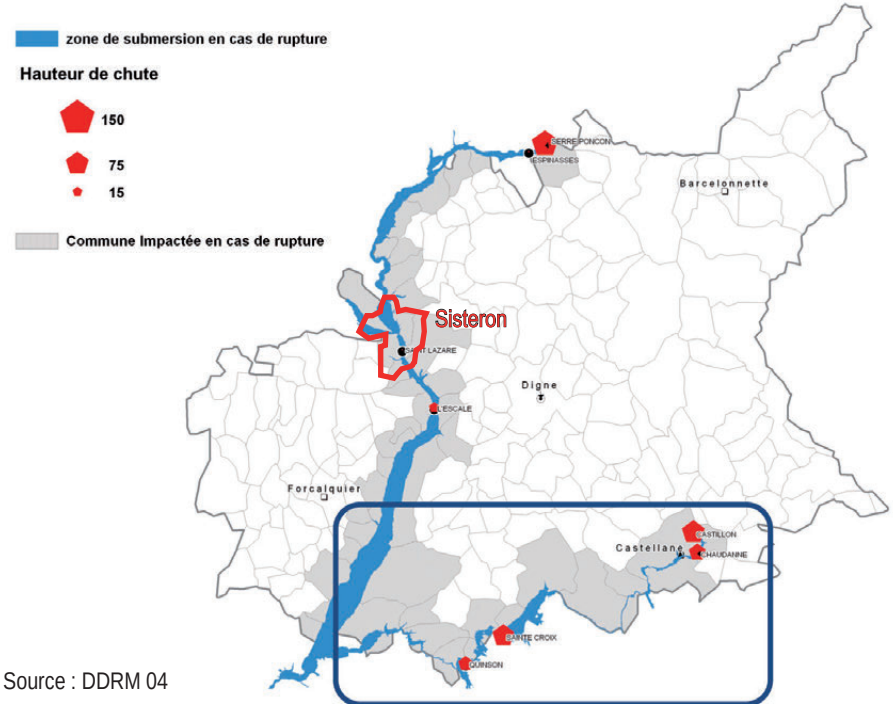
La vallée de la Durance est soumis au risque d'onde de submersion du barrage de Serre-Ponçon.

Les ouvrages des classes A, B et C font l'objet de consignes de surveillance et de dispositifs d'auscultation :
- visites techniques approfondies par l'exploitant tous les 1, 2 et 5 au minimum,
- visites techniques par la DREAL tous les 1, 5 et 10 ans.
- étude de danger pour les classes A (avant 2012) et B (avant 2014)

L'étude de dangers explique les niveaux de risques (crues, séismes, glissements de terrain, chutes de blocs, avalanches et conséquences d'un rupture des ouvrages), détaille les mesures visant à réduire ces risques et en précise les niveaux résiduels une fois mises en oeuvre.

Elle présente également une cartographie des zones à risques significatifs (cf. décret n° 2007-1735 du 11/12/07 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques)





Source : DDRM 04

VI.5. Synthèse

VI.5.1 Eléments positifs

+ Information préventive (DDRM, PDPFCI)
+ Existence d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN) réglementant l'occupation des sols dans les secteurs soumis aux risques,
+ Plan communal de sauvegarde applicable
+ Réduction des risques par l'arrêt de l'activité de la société Butagaz

VI.5.2 Eléments à développer

+ Limiter la traversée de l'agglomération de Sisteron par des véhicules transportant des TMD

VII. LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES

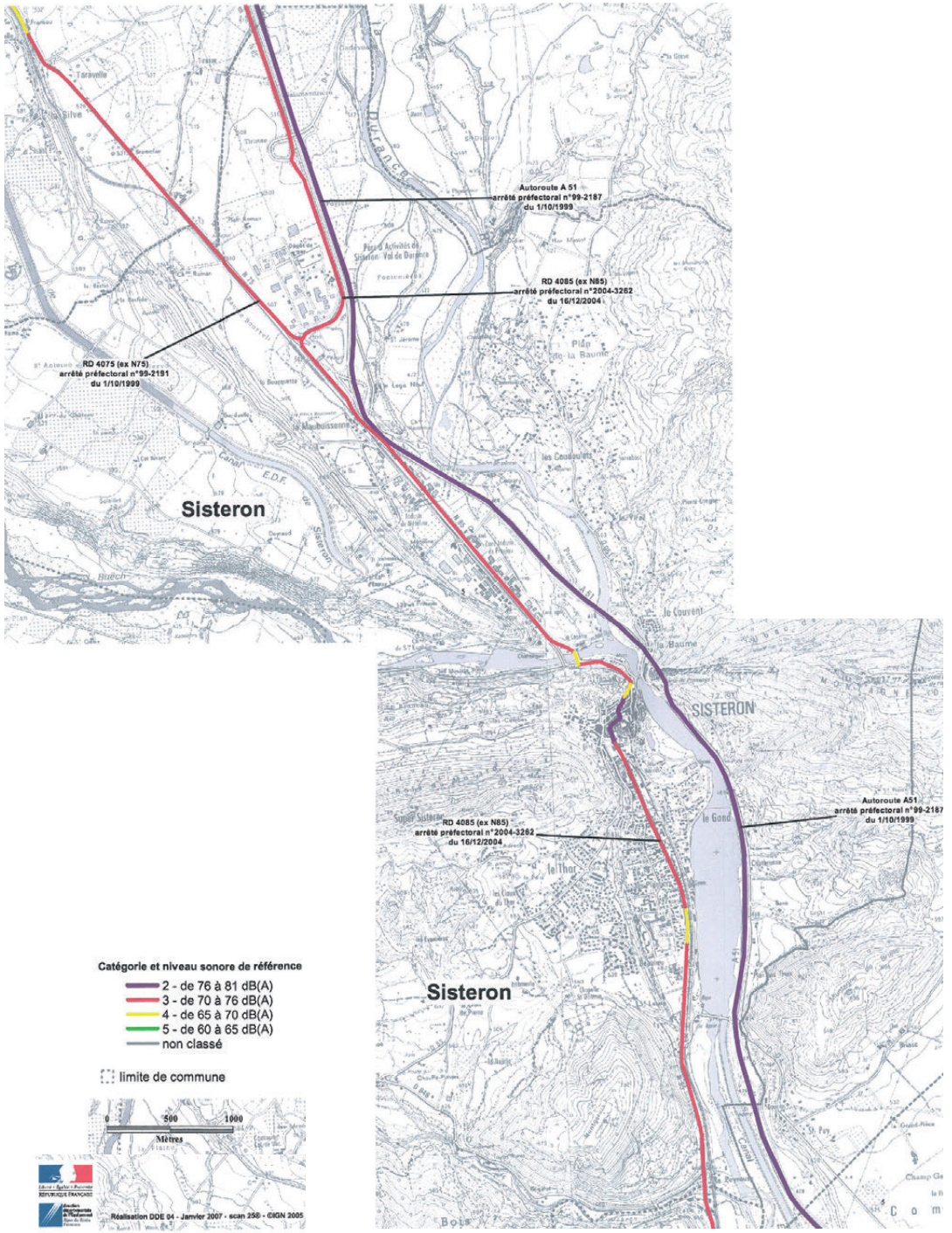
VII.1. Les nuisances sonores

La prise en compte des nuisances sonores pour la construction des bâtiments à proximité des infrastructures terrestres de transports a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux du 16 décembre 2004 et du 1er octobre 1999 dans le département des Alpes de Haute Provence.
Ces arrêtés classent l'ensemble des voies des catégories de niveau sonore, et fixent la largeur de la zone affectée par le bruit pour chacune de ces catégories.
Les bâtiments qui seront construits dans ces zones devront respecter les prescriptions d'isolement acoustique réglementaires découlant de l'arrêté du 30 Mai 1996.
Plusieurs voies de transport terrestre sont concernés par la réglementation relative aux nuisances acoustiques.

Nom de la voie	Classement	Largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie	Date de l'arrêté préfectoral
A51	C2	250 m	*01/10/1999*
RD 4085	C2 C3 C4	250 m 100 m 30 m	*16/12/2004*
RD 4075	C3	100 m	*01/10/1999*

Voir carte ci-contre pour une localisation précise des tronçons routiers faisant l'objet d'un classement.

Les activités industrielles peuvent également générées des nuisances sonores pour les riverains.



VII.2. Les nuisances visuelles

Les principales causes de nuisances visuelles sont liées à l'affichage publicitaire, implanté en bordure de voie, lorsque cet affichage n'est pas maîtrisé.
La commune de Sisteron ne fait pas l'objet d'une zone de publicité restreinte sur son territoire.
Les entrées de ville sont marquées par la présence de panneaux publicitaires en quantité relativement importantes générant des nuisances visuelles.

VII.3. Les nuisances Olfactives

Les nuisances olfactives peuvent être le résultat :

+ Des activités humaines (activités économiques, transport, eaux usées),
+ Des activités agricoles (dépôts de lisiers, fumier, épandage, animaux)
+ D'origines naturelles (zone marécageuse par exemple).

La commune de Sisteron regroupe une multitude d'activités artisanales, industrielles et commerciales.
Les principales sources de gênes olfactives existantes sur le territoire, sont liés aux activités, aux transports routiers et aux stations d'épuration.

Sisteron est une commune traversée quotidiennement par de nombreux automobilistes. Le trafic induit des

nuisances olfactives générées par les gaz d'échappement.

La STEP d'épuration communale, de type boues activées, peut générée d'importantes nuisances pour les riverains. Pour des raisons d'hygiène et santé publique, il convient de proscrire toutes nouvelles constructions à usage d'habitation et de tourisme dans un périmètre de 100 mètres autour de la STEP.

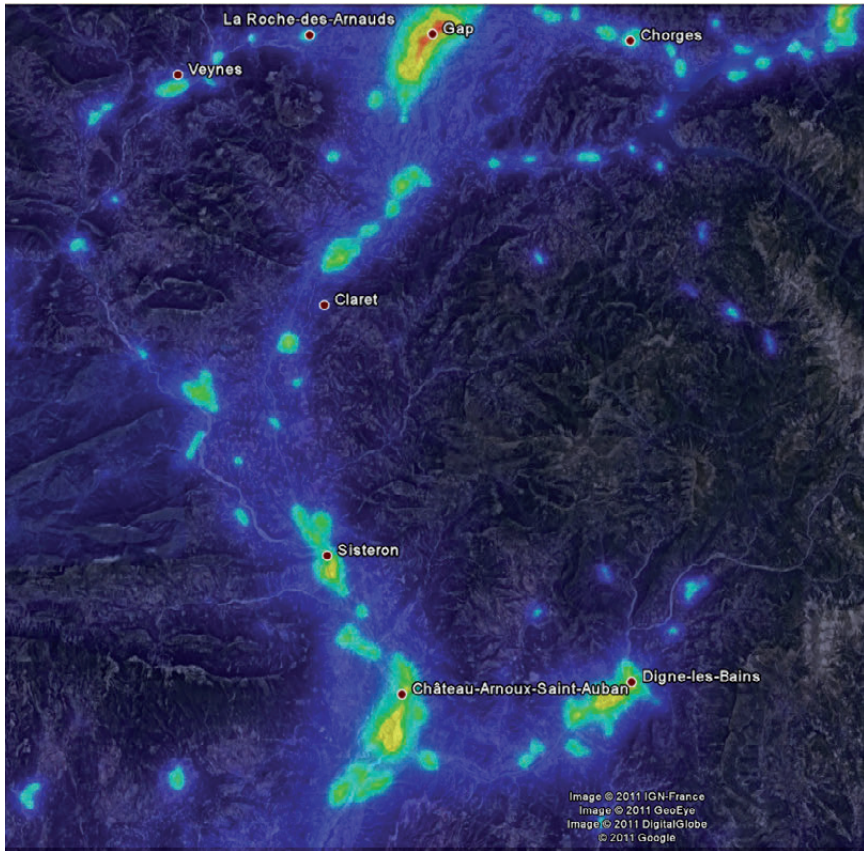
Les nuisances olfactives d'origine agricole concernent essentiellement les zones attenantes aux zones agricoles. Toutefois, l'agriculture locale est marquée par une proportion importante des oliveraies et des cultures vinicoles. Ces cultures ne génèrent généralement pas de nuisances importantes en raison de l'absence de production de fumiers et lisiers, et de leur faible utilisation comme fertilisants naturels.

VII.4. La pollution lumineuse

La loi Grenelle II introduit le principe de lutte contre les pollutions lumineuses pour prévenir ou limiter les dangers ou troubles excessifs aux personnes et à l'environnement causés par les émissions de lumière artificielle, et limiter les consommations d'énergie.

La pollution lumineuse désigne à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore et les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine.

Pollution lumineuse à Sisteron



Source : www.avex-asso.org

Ces pollutions sont générées par plusieurs sources distinctes d'origine humaine et liées aux pôles urbains ou industriels :

+ Eclairage public,
+ Panneaux publicitaires lumineux,
+ Eclairage des bâtiments et des monuments historiques,
+ Circulation automobile

Actuellement le territoire communal est soumis à différentes influences en matière de pollutions lumineuses. La vallée de la Durance est essentiellement influencée en matière de pollution lumineuse par l'éclairage public de la commune. La présence de l'A51 représente également une nuisance visuelle assez importante mais peu susceptible de générer d'importantes conséquences sur la faune et la flore locale.

La carte ci-avant montre le territoire de Sisteron la nuit dans la vallée de la Durance. Sisteron pollue bien moins l'environnement nocturne comparée à des villes comme Digne-les-Bains, Château-Arnoux-Saint-Auban ou Gap.

VII.5. La pollution des eaux

La Durance traversant le territoire communal, les sources de pollutions et de dégradations de la qualité des eaux sont diverses :

+ Les stations d'épuration,
+ Les rejets sauvages d'eaux usées,
+ Les activités industrielles et commerciales,
+ Le trafic routier,
+ Les activités agricoles.

Les eaux superficielles de la Durance présentent des paramètres physico-chimiques de bonne qualité sur l'ensemble du linéaire, hormis sur le tronçon Escale-Cadarache (en aval de Sisteron) où la qualité des eaux superficielles est moyenne. Le département des Alpes de Haute Provence réalise des analyses et surveille ainsi la qualité des eaux des rivières. L'ensemble des contrôles montre une bonne qualité des eaux. Toutefois, il existe quelques points noirs localisés.

La qualité des eaux de la Durance présente ainsi des oscillations entre une qualité assez bonne et une qualité médiocre. La fiche état des eaux de la Durance à Sisteron indique que le potentiel écologique est médiocre et l'état chimique est mauvais en 2010. (Source : L'eau dans le bassin Rhône Méditerranée). Ainsi, le contrat de rivière du Val de Durance, signé le 20 novembre 2008, a comme objectif premier l'amélioration de la qualité des eaux. Porté par le SMAVD, un nouveau bilan de la qualité des eaux de la Durance est actuellement en cours de réalisation et permettra d'établir les actions à engager.

Seuls les rejets de la STEP du parc d'activités, qui collecte et traite les eaux usées du Val de Durance, sont aujourd'hui non conformes à l'arrêté préfectoral. Cette STEP fonctionne la plupart du temps à capacité maximale. De nombreux investissements ont été réalisés depuis 2009 au niveau de la séparation et du traitement des graisses visant à assurer une meilleure épuration des effluents et éviter la dégradation de la qualité de l'eau.

VII.6. La pollution de l'air

Le Plan Régional de la Qualité de l'air (PRQA) a été approuvé le 11 Mai 2000 par arrêté préfectoral le 11 Mai 2000. Il définit 38 orientations devant permettre l'amélioration de la qualité de l'air et de permettre à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.
Seuls les polluants liés aux activités humaines (industrie, transport, chauffage, etc.) ont été considérés dans ce plan.
Les émissions polluantes en Provence Alpes Côte-d'Azur sont essentiellement dues au secteur du transport routier et aux grands bassins industriels (Fos - Etang de Berre) et se concentrent essentiellement autour des grandes agglomérations (Marseille - Toulon - Nice - etc.). Lorsque les conditions climatiques sont favorables, les émissions polluantes dans l'atmosphère peuvent générer d'importantes pollutions à l'ozone, renforcées durant la période estivale avec l'augmentation du trafic lié aux «grands départs» vers le sud de la France.

La commune de Sisteron est directement concernée par ces problématiques (pollutions atmosphériques et nuisances sonores) du fait de la présence de l'autoroute A 51 Val de Durance et des axes locaux comme la RD 951 et la RD 4085.

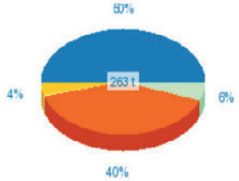
Un inventaire sur la qualité de l'air a été conduite par AirPaca sur l'ensemble de la région en 2007. Construit à l'échelle du kilomètre, cet inventaire permet de connaître la répartition des sources d'émissions pour les principaux polluants (cf. graphiques ci-dessous) par collectivité.

A Sisteron, les principales sources d'émissions pour le d'oxyde d'azote et le dioxyde de carbone sont majoritairement les transports routiers, suivent ensuite les secteurs résidentiels et tertiaires. Ce type de pollution s'explique par la présence de l'A51 et plusieurs axes traversant la commune.
Précisons qu'en périphérie des axes de transport, les concentrations de ces polluants diminuent largement.

Pour les particules en suspension (PM10 et PM 2,5) les causes de ces polluants sont principalement à Sisteron les transports routiers, le secteur résidentiel et tertiaire, suivis de l'industrie/traitement des déchets.

La configuration topographique particulière de Sisteron permet à la ville de bénéficier d'une bonne qualité de l'air et d'une bonne circulation des masses d'air.

Oxydes d'azote



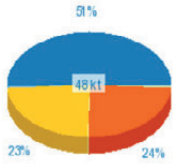
NO_x 263 t

soit

6% du département

0,21% de la région

Dioxyde de carbone



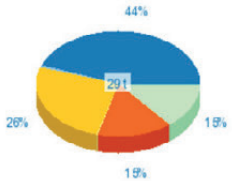
CO_2 48 kt

soit

5% du département

0,10% de la région

Particules inférieures à 10 µm



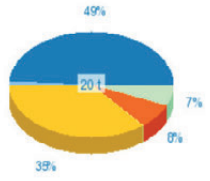
PM10 29 t

soit

2% du département

0,14% de la région

Particules inférieures à 2,5 µm



PM2.5 20 t

soit

2% du département

0,14% de la région



Source : http://www.aires-mediterranee.org/html/emiprox/graph.php

VII.7. Pollutions des sols et du sous-sol

VII.7.1. Sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.
Une base de données mise en place par le MEDDATL,[1] recense sur le territoire métropolitain et les DOM-TOM, les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Il s'agit de la base de données BASOL.

Sur la commune de Sisteron, le site de Sanofi est le seul à avoir été recensé, pour un sol et une nappe pollués. Ces pollutions sont dues au fonctionnement de l'installation : Solvants halogénés, non-halogénés et phénols. Les impacts constatés sont les teneurs anormales dans les eaux souterraines dans la mesure où la nappe phréatique se situe juste au-dessous du site de Sanofi.
Après avoir déterrer les réseaux émetteurs des pollutions, Sanofi s'inscrit, par son programme de réaménagement du site, dans une politique de réduction importante des nuisances et pollutions avec une maîtrise accrue des risques. Les résultats obtenus quant à la dépollution du site s'améliorent.

VII.7.2. Inventaires d'ancien site industriel et activités de services

Depuis 1978, la France conduit de façon systématique des inventaires des sites pollués dans le but de :

+ Recenser de manière large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non susceptibles d'engendre ou non une pollution de l'environnement,
+ Conserver la mémoire de ces sites,
+ Fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation des ces IHR des sites industriels et activités de service (en activité ou non) s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS.
Toutefois, l'inscription d'un site dans la base de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

70 sites sont répertoriés dans BASIAS pour la commune de Sisteron dont certaines ont été cartographiés. Les activités associées à ces sites sont les suivantes :

+ Dépôts de liquide inflammable,
+ Sciage, rabotage et imprégnation du bois,
+ Commerce de gros, détail, desserte de carburant,
+ Récupération des matériaux métalliques recyclable et des matériaux non métallique non recyclable,
+ Blanchisserie, teinturerie, blanchiment et traitement des pailles,
+ Abattoirs,
+ Fabrication de produits céramiques,
+ Apprêt et tannage des cuirs.

1 Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement

VII.7.3. Les pollutions d'origine agricole

Sur le territoire communal l'agriculture est de type extensive et en grande partie dédiée à a culture d'oliviers et la viticulture. L'utilisation des fertilisants et de produits phytosanitaires sont susceptibles de s'accumuler dans les sols et de nuire à leur qualité.

Aucune donnée ne nous permet d'apprécier dans quel proportion ces produits sont utilisés sur le territoire communal.

VII.8. Synthèse

VI.8.1 Eléments positifs

+ Charte de protection du ciel et de l'environnement nocturne
+ Eutrophisation importante de la Durance
+ Participation de Sanofi à la réduction des risques

VI.8.2 Eléments à développer

+ Axe autoroutier engendrant les nuisances sonores et des pollutions de l'air
+ Présence d'axes routiers pouvant générer des nuisances sonores
+ Nécessité d'une amélioration des connaissances au niveau des pollutions visuelles, olfactives et d'origine agricole
+ Développement du report modal avec un objectif de doublement de la part modale des transports en commun et 50% des déplacements en modes actifs (vélo, marche) d'ici 2030 en application du SRCEA à l'échelle du Pays Sisteronais.

III. DES HOMMES, DES USAGES



L'occupation du territoire par les Hommes est le produit d'une dynamique démographique, résidentielle et économique. Les usages de ce territoire sont liés à sa composition géographique, à ses richesses naturelles, qui participent du développement des activités locales. Ces usages sont donc ancrés dans l'histoire de la Ville et dans son développement économique et urbain. La trame urbaine de la ville est le résultat de l'action publique et des choix faits par la collectivité en matière d'aménagement.

L'ensemble de ces dynamiques donne corps à un territoire, singularisé par des activités, des mobilités quotidiennes, un maillage d'équipements et de services, dont les atouts et les handicaps sous-tendent la physionomie future de la ville.

C'est à la lecture des grandes tendances qui marquent le territoire communal et sa population qu'il convient de penser et de prévoir, pour les besoins futurs, l'urbanisation de Sisteron.

III.1. UN TERRITOIRE EN MOUVEMENT

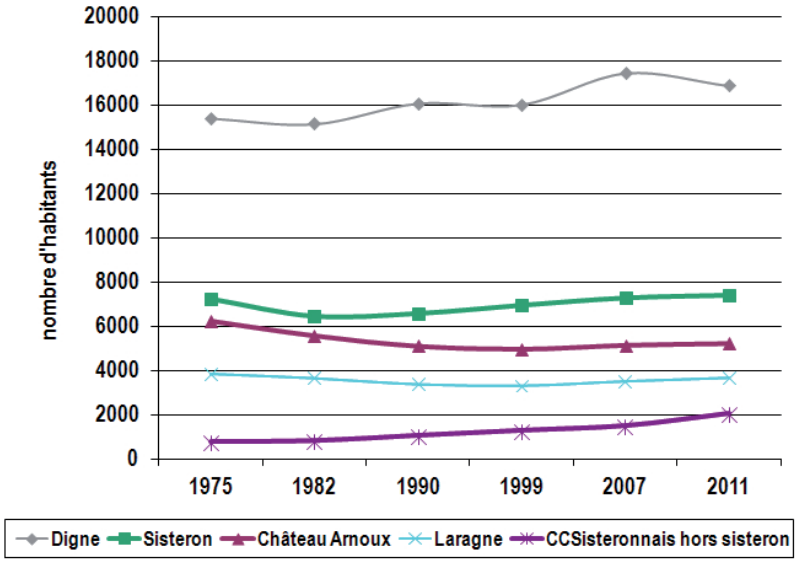
La population de la commune est décrite au cours du temps, à travers les composantes sociales (âge, genre, position sociale, ...), les mobilités résidentielles, les activités et les emplois qui s'exercent sur le territoire. Ses domaines sont envisagés dans l'interaction, de façon à projeter les évolutions possibles du territoire. Pour cela, il est également essentiel de porter un regard comparatif sur la situation sisteronaise afin d'inscrire l'objet observé dans la réalité de son contexte d'évolution.

Nous retiendrons comme territoires de comparaison, le département des Alpes de Haute Provence et le territoire de la communauté de communes du Sisteronais.

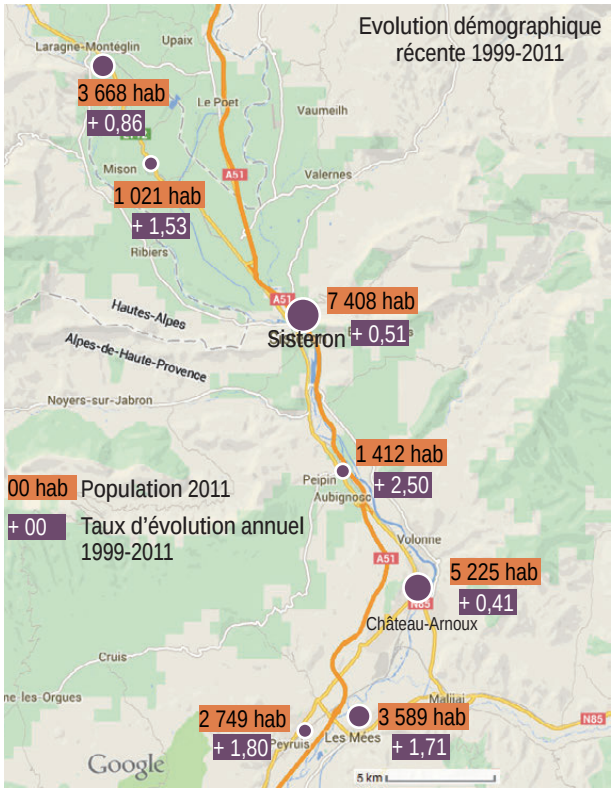
III.1.1 UNE POPULATION CROISSANTE MAIS RALENTIE

Démographie

En 2011, la population de Sisteron atteint 7 408 habitants constituant ainsi la 3ème ville des Alpes de Haute Provence en terme de démographie (valeur connue des populations légales au 1er janvier 2014, dans le recensement de la population exploité par l'INSEE). Elle se situe après Manosque (22 316 habitants) et Digne les Bains (16 886 habitants). La population recensée à Sisteron est de 7440 habitants en 2013 (valeur 2015).



Depuis 1982, Sisteron suit une croissance démographique régulière équivalente à 14,5% en 2011, et à 6,4% sur les dix dernières années (1999 et 2011).



Bien que Sisteron enregistre un taux de croissance annuel moyen de 0,51%, la commune s'inscrit dans un territoire qui connaît une évolution démographique notable.

Villes proches accessibles par l'A51	Taux de croissance annuel (%)	
	1968-2006	1999-2011
Laragne	- 0,1	+ 0,86
Mison	+ 1,69	+ 1,53
Sisteron	+ 0,37	+ 0,51
Peipin	+ 2,67	+ 2,50
Château- Arnoux	- 0,63	+ 0,41
Les Mées	+ 1,28	+ 1,71
Peyruis	+ 1,1	+ 1,80

Chef lieu de canton, la commune de Sisteron comptabilise le plus d'habitants par rapport aux communes périphériques. Elle appartient également au périmètre de la communauté de communes du Sisteronais. Digne-les-Bains est la plus grande ville à proximité.

Communes du Sisteronais	1999	2006	2011	Taux de croissance 1999-2006	Taux de croissance 2006-2011	Taux de croissance 1999-2011
Authon	33	39	48	18,2	23,1	45,5
Entrepierres	312	379	390	21,5	2,9	25,0
Mison	849	966	1 021	13,9	5,7	20,3
Sisteron	6 964	7 251	7 408	4,1	2,2	6,4
St Geniez	90	107	84	18,9	-21,5	-6,7
Valernes	231	239	243	3,5	1,7	5,2
Vaumeilh	197	283	266	43,6	-6,0	35,0
Ensemble hors Sisteron	1 712	2 013	2 052	17,6	1,9	19,8

Entre 1999 et 2011, le taux de croissance pour la ville de Sisteron est de 6,4%. Il est trois fois plus important à l'extérieur de la ville sur les communes voisines. Cependant sur la dernière période (2006-2011), on constate un changement de tendance, avec une croissance plus forte dans la ville de Sisteron.

Sisteron	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+2,0	-1,6	+0,2	+0,6	+0,6	+0,4
due au solde naturel (en %)	+0,7	+0,2	+0,2	+0,1	0,0	-0,1
due au solde apparent entrées sorties (en %)	+1,3	-1,8	+0,1	+0,5	+0,6	+0,6
Taux de natalité (‰)	16,3	12,0	13,1	11,4	10,7	9,8
Taux de mortalité (‰)	9,3	9,7	11,3	10,6	10,8	11,0

Au cours des 50 dernières années, le département voit sa population augmenter après avoir été victime de l'exode rural sur la première moitié du XXème siècle. La variation annuelle moyenne de la population a été importante à Sisteron dans les années 1960-1970, pour ensuite connaître une régression entre 1975 et 1982, et poursuivre une lente progression par la suite.

Le taux de natalité est en régression depuis les années 1990 avec un taux de mortalité qui ne cesse d'augmenter, expliquant ainsi le solde naturel négatif de - 0,1 entre 2006 et 2011. La population de la région PACA étant plus âgée que la moyenne de la population nationale, le taux de mortalité y est donc plus important : la moyenne nationale en 2005 était de 8,6%, 9,6% en Paca, et 11% à Sisteron.

Les effets sur l'âge et la structure familiale

Lorsque l'on observe la répartition de la population par tranche d'âge (cf. tableaux ci-dessous), on s'aperçoit que les populations les plus âgées (ceux qui ont plus de 60 ans) est plus importante en 2011 qu'en 2006, 32,2% contre 28,9% sur les années précitées ; inversement la part des populations les plus jeunes (ceux qui ont moins de 29 ans) réduisent légèrement.

Population par grandes tranches d'âges				
Sisteron	2011	%	2006	%
Ensemble	7 408	100,0	7 251	100,0
0 à 14 ans	1 149	15,5	1 147	15,8
15 à 29 ans	1 149	15,5	1 183	16,3
30 à 44 ans	1 177	15,9	1 319	18,2
45 à 59 ans	1 554	21,0	1 509	20,8
60 à 74 ans	1 352	18,3	1 217	16,8
75 ans ou plus	1 028	13,9	875	12,1

Population par âge en 2011

Sisteron	Nombre	%
0 à 19 ans	1561	21,07
20 à 64 ans	3982	53,76
65 ans et plus	1864	25,17
Total	7407	100

(Source :INSEE RP2011)

Prédominance de la population féminine en 2011 :

Part des Hommes = 47,8%
Part des Femmes = 52,2%

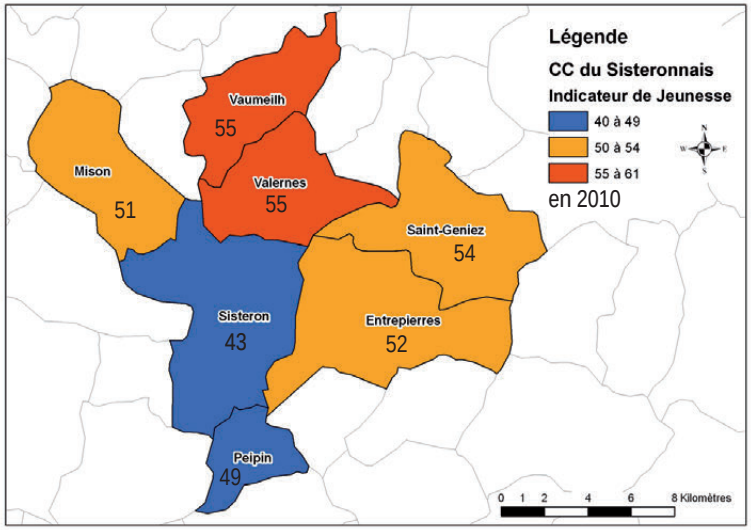
Augmentation du nombre de ménages entre 2006 et 2011 :

2006 = 3 408
2011 = 3 628

Une diminution du nombre de personnes par ménages :

2006 = 2,1
2011 = 2,0

Sur la période récente, on constate ainsi que la population de Sisteron se féminise, avec une décohabitation des ménages (+6,4% en 5 ans) dont la taille moyenne diminue au fil du temps (-0,97% par an).



En 2011, l'indice de jeunesse pour Sisteron est de 0,65 alors qu'en 2006 il était de 0,76 ; ce qui indique un vieillissement de la population sur le territoire. Rappelons que l'indice de jeunesse en 1982 était de 1,37.

De plus, le nombre de naissance est moins important en 2011 à Sisteron que le nombre de décés ; 72 contre 90.

Quelles conséquences sur le futur ?

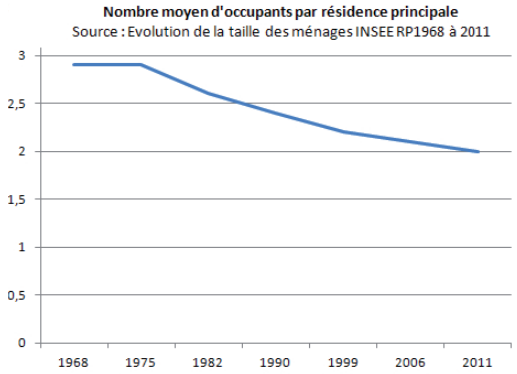
Les projections régionales de l'INSEE considèrent que le vieillissement de la population devrait s'accentuer avec l'entrée des générations du babyboom dans le troisième âge et l'allongement de l'espérance de vie. Cependant l'arrivée des personnes en âge d'activité dans la région devrait tempérer ce mouvement.

A l'horizon 2040, la Région PACA ferait partie des régions à forte croissance de population. Ainsi, sur la période 2007-2040, la croissance démographique régionale correspondrait à un accroissement annuel moyen de +0,4% avec au sein du département des Alpes de Haute Provence, un accroissement annuel moyen plus élevé, égal à + 0,8%. (Cf. tableau ci-dessous).

INSEE Scénario central	Population		Accroissement annuel moyen 2007-2040	
	2007 en millier	2040 en millier	écart en millier	taux en %
PACA	4 864	5 589	+ 22,0	+ 0,4
Alpes de Haute Provence	156	200	+ 1,3	+ 0,8
Hautes Alpes	132	161	+ 0,9	+ 0,6
Alpes Maritimes	1 082	1 196	+ 3,5	+ 0,3
Bouches-du-Rhône	1 959	2 184	+ 6,8	+ 0,3
Var	996	1 212	+ 6,5	+ 0,6
Vaucluse	538	635	+ 2,9	+ 0,5
France Métropolitaine	61 795	70 734	+ 270,9	+ 0,4

Source : Insee, Omphale 2010, scénario central de projection

Notons que le rythme de croissance régional sur la longue période fixé à 0,4% est en lien avec un solde naturel et un solde migratoire en baisse. De cette façon, les décès prendraient progressivement le pas sur le nombre des naissances, freinant ainsi la croissance démographique de la région. Sisteron se place exactement dans cette mouvance.



Une taille de ménage qui diminue progressivement

Concernant la taille des ménages, le graphique ci-contre renseigne sur l'évolution du nombre moyen d'occupants par résidence principale : il passe de 2,9 en 1968 à 2,0 en 2011.

Deux facteurs principaux influent sur l'évolution du nombre de personnes par ménages : l'évolution de la structure par sexe et âge de la population et les comportements de cohabitation. En effet, le vieillissement de la population tend à ce que les personnes âgées vivent de plus en plus seule : à Sisteron 32,2% de la population à plus de 60 ans et les mutations sociales engendrent une décohabitation généralement suite à une rupture conjugale, ou à une prise d'autonomie des enfants.

La décohabitation est définie dans les sociétés occidentales comme l'une des causes avancées pour expliquer la crise du logement.

Ainsi en 2010 à Sisteron, 38,5% des ménages sont constitués d'une seule personne, dont 22% composés de femmes seules (780 ménages de femmes seules). *Source : INSEE*

Scolarisation et niveau de formation

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

Sisteron (en %)	2006	2011
aucun diplôme	19,9	18
certificat d'études primaires	12,5	11,4
BEPC brevet des collèges	6,1	6,8
CAP ou BEP	25,9	26,8
Baccalauréat ou brevet professionnel	17	16,6
Diplôme enseignement supérieur court	9,9	10,8
Diplôme enseignement supérieur long	8,7	9,7

Source : INSEE, RP2006 et RP 2011 exploitations principales

En 2011, la population sisteronaise se compose de 1799 jeunes de moins de 25 ans, dont 1623 sont en âge d'être scolarisés. Parmi les 2-5 ans le taux de scolarisation est de 78% ; pour les 6-14 ans le taux augmente pour atteindre 98%. La présence de 6 groupes scolaires et du collège-lycée général et technologique de Paul Arène sur le territoire communal fait que les jeunes sisteronais fréquentent la vie locale jusqu'à l'âge de 18 ans. C'est pour la tranche d'âge de 18 à 24 ans que le taux de scolarisation diminue pour atteindre 41,8%.

En 2011, la population non scolarisée de 15 ans et plus s'élève à Sisteron à 5 740 personnes, représentant plus de femmes que d'hommes (3 050 contre 2 690 respectivement). La part des personnes n'ayant aucun diplôme diminue sensiblement entre 2006 et 2011 au bénéfice des diplômés de l'enseignement supérieur (+1,9%) ; (cf. tableau ci-dessus). On constate sur la période une amélioration du niveau de qualification des habitants à Sisteron.

III.1.2 CATÉGORIES SOCIALES, EMPLOIS ET REVENUS

En 2011, la population à Sisteron de 15 ans ou plus représente 6 286 personnes, soit 2,8 % en plus qu'en 2006 (cf. tableau ci-dessous). La croissance est essentiellement portée par les retraités (340 personnes), les ouvriers et les agriculteurs. L'emploi salarié est prédominant (86,5%) et les femmes représentent 47% des actifs avec emploi.

Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

	2011	%	2006	%
Ensemble	6 286	100	6 114	100
Agriculteurs exploitants	36	0,6	20	0,3
Artisans, commerçants, chefs entreprise	178	2,8	233	3,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	252	4	253	4,1
Professions intermédiaires	748	11,9	772	12,6
Employés	1 055	16,8	1 104	18,1
Ouvriers	862	13,7	843	13,8
Retraités	2 254	35,9	1 914	31,3
Autres personnes sans activité professionnelle	900	14,3	974	15,9

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations complémentaires

Ainsi, les retraités forment la catégorie socioprofessionnelle la plus importante à Sisteron dans la population de 15 ans ou plus (36%). Parmi les actifs, les populations employés et ouvriers en représentent près du tiers. Les professions intellectuelles supérieures et intermédiaires évoluent peu.

Le tableau ci-contre renseigne sur l'occupation des emplois offerts à l'échelon local. L'indicateur de concentration d'emploi mesure le nombre d'emplois offerts pour 100 actifs résidants ayant un emploi. Il gagne un point sur la période malgré une sensible perte d'emploi et indique une dynamique économique.
En 2011, 31% des actifs habitant Sisteron travaillent à l'extérieur de la commune. Ainsi ces actifs-résidants occupent 43% des emplois offerts sur le territoire communal.

Actifs et emplois à Sisteron	2011	2006
Total des emplois à Sisteron	4 440	4 477
Total des actifs	3 246	3 216
Actifs ayant un emploi	2 772	2 812
Chômeurs	474	404
Actifs occupant un emploi à Sisteron	1 919	2 017
Actifs travaillant à l'extérieur de la commune	853	795
Extérieurs travaillant à Sisteron	2 521	2 460
Indicateur de concentration d'emploi	160,2	159,2

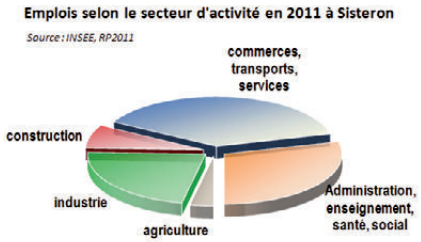
Les flux domicile-travail sont donc importants sur le territoire communal :

- entrants sur la commune: 2 521 personnes
- sortants de la commune: 853 personnes
- flux internes à la commune: 1 919 personnes

La marche à pied couvre 13% de ces déplacements, les 2 roues 2,4%. Les transports en commun sont peu utilisés (1,6%) des moyens de transports utilisés.

Au regard de la structure de l'emploi en 2011, le commerce, les transports et les services représentent 37,8% des emplois à Sisteron, suivi ensuite de l'administration, l'enseignement, la santé et le social avec 29% et l'industrie à hauteur de 22,3%.

La part de l'industrie est plus importante à Sisteron que dans le département (9,2% en 2011), en lien avec la présence du pôle industriel SANOFI sur la commune.



Sisteron (source:INSEE)	2011	2006
Nombre de chômeurs	474	404
Taux de chômage en %	14,9	12,7

Concernant le chômage, le nombre de chômeurs a augmenté entre 2006 et 2011, soit une hausse de 17,3% en 5 ans. En 2011, les chômeurs (de 15 à 64 ans) représentent 15% des actifs à Sisteron, augmentant ainsi de 2,3 points le nombre de chômeurs par rapport à 2006.

Entre 2006 et 2011, la fiscalité des ménages s'améliore cependant. Les foyers fiscaux imposés augmentent d'1,5% entre 2006 et 2011, passant de 2 184 à 2 218 foyers fiscaux, et le revenu net déclaré moyen augmente également, passant de 18 650 € à 20 672 € (soit +10,8%). Les revenus des sisteronais se situent légèrement en dessous du revenu moyen départemental.

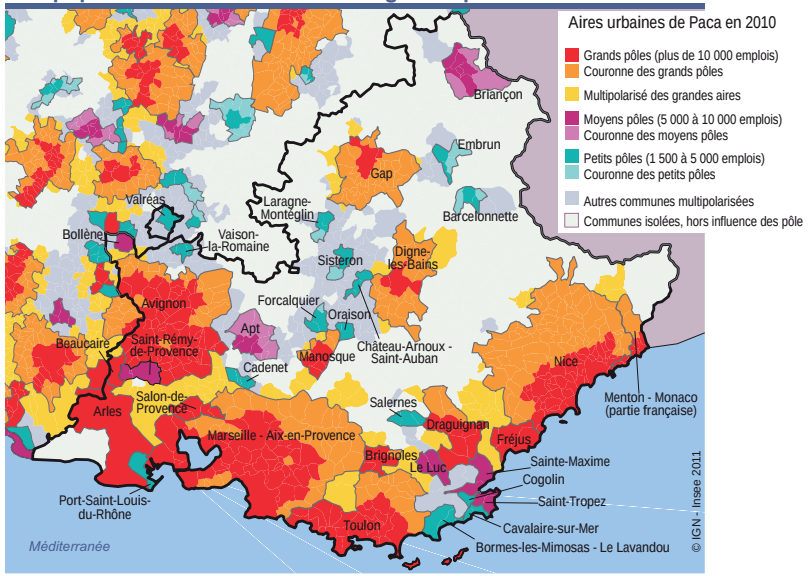
Source : DGFIP	Nombre de foyers fiscaux imposables en 2011 (%)	Revenu net déclaré moyen (€)
Sisteron	2 218 (50,0%)	20 672
CC du Sisteronais	2 838 (50,7%)	21 065
Alpes de Haute Provence	49 097 (51,9%)	21 831

III.1.3 LES MIGRANTS RESIDENTIELS

La population migrante, selon la définition de l'INSEE, se compose des personnes dont la commune de résidence n'était pas Sisteron lors du précédent recensement. Au cours de la précédente décennie (1990-1999), les mouvements de populations ont été plus importants à Sisteron que dans le département ou la région.

Sisteron se classe au 30ème rang des 36 aires urbaines de PACA, au regard de sa population de 2010 (7 690 habitants), et constituant un petit pôle de 1 500 à 5000 emplois (cf. carte ci-contre)

Une population concentrée dans les grands pôles urbains du littoral



Source : Insee, zonage en aires urbaines 2010, recensement de la population 2008

Nota : Les nouveaux questionnaires de l'INSEE ont évolué. Auparavant, les données indiquaient le lieu de résidence dans une période de 5 ans ou plus. En 2011, l'ancienneté d'emménagement est de 1 an; les personnes ayant emménagé dans l'année ont une ancienneté nulle.

Comparatifs géographiques des migrants : lieu de résidence 1 an auparavant (*source : INSEE*)

	Population résidente en 2011	Population migrante en 2011	% migrants en 2011
Sisteron	7 341	582	7,9
CC du Sisteronais	9 379	729	7,8
Alpes de Haute Provence	159 320	13 343	8,4
Région PACA	4 859 534	320 895	6,6

Le tableau compare les populations ayant changé de commune d'habitation selon la zone géographique de résidence. En 2011, à Sisteron 582 personnes sont nouvellement résidentes.

Sisteron et la CC du Sisteronais ont accueilli une part moins importante de nouveaux résidents que le département mais supérieure à la région. Les nouvelles installations de population sont équivalentes à Sisteron et dans les autres communes du Sisteronais.

A l'échelle de la commune, en 2007, les nouveaux arrivants représentent 22,2% de la population. De cette façon, près de 78% des habitants vivent depuis plus de 5 ans à Sisteron. (cf. tableau ci-contre)

Les migrations résidentielles sur le territoire communal concernent 15% de la population, sur une période de 5 ans.

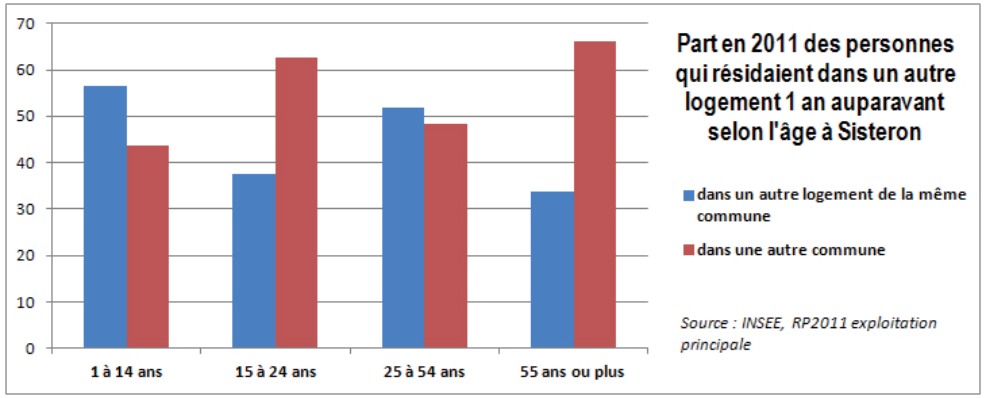
En 2011, les migrations résidentielles sur le territoire communal touchent 7% des résidents, qui représente un taux de rotation annuel dans le parc de logements. Ce taux est de 5,3% en région et de 4,3% dans le département.

Une fois installé dans la commune, les habitants ont une rotation dans le parc résidentiel plus importante à Sisteron. Ce sont essentiellement pour des motifs de taille du logements (forte présence des enfants de moins de 14 ans). (voir graphique ci-après)

Lieu de résidence 5 ans auparavant	2007	%
Personnes ayant emménagé depuis 5 ans ou plus, habitant auparavant :	6 920	100
Même logement	4 343	62,8
Autre logement de la même commune	1 041	15,0
Autre commune du même département	531	7,7
Autre département de la même région	506	7,3
Autre région en France métropolitaine	422	6,1
Autre région dans un Dom	4	0,1
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	73	1,0

Lieu de résidence 1 an auparavant	2011	%
Personnes ayant emménagé depuis 1 an ou plus, habitant auparavant	7 341	100
Même logement	6 234	84,9
Autre logement de la même commune	525	7,1
Autre commune du même département	223	3,0
Autre département de la même région	190	2,6
Autre région en France métropolitaine	152	2,1
Autre région dans un Dom	0	0,0
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	17	0,2

(Source : INSEE 2007 et 2011)

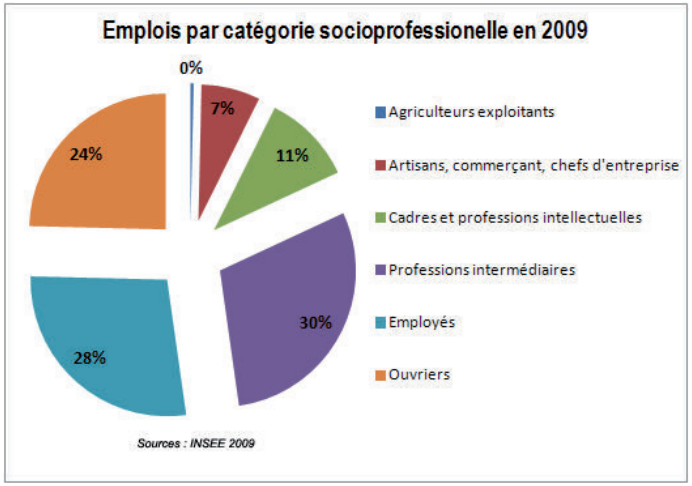


Le graphique ci-dessus montre les deux catégories de personnes, par âge, qui vont habiter en dehors de la commune. Il s'agit des jeunes de 15 à 24 ans, à hauteur de 62,6%, qui quittent Sisteron pour poursuivre leurs études et les personnes âgées de 55 ans ou plus, à hauteur de 66,2%.

III.1.4 POPULATION ACTIVE, MARCHE DU TRAVAIL

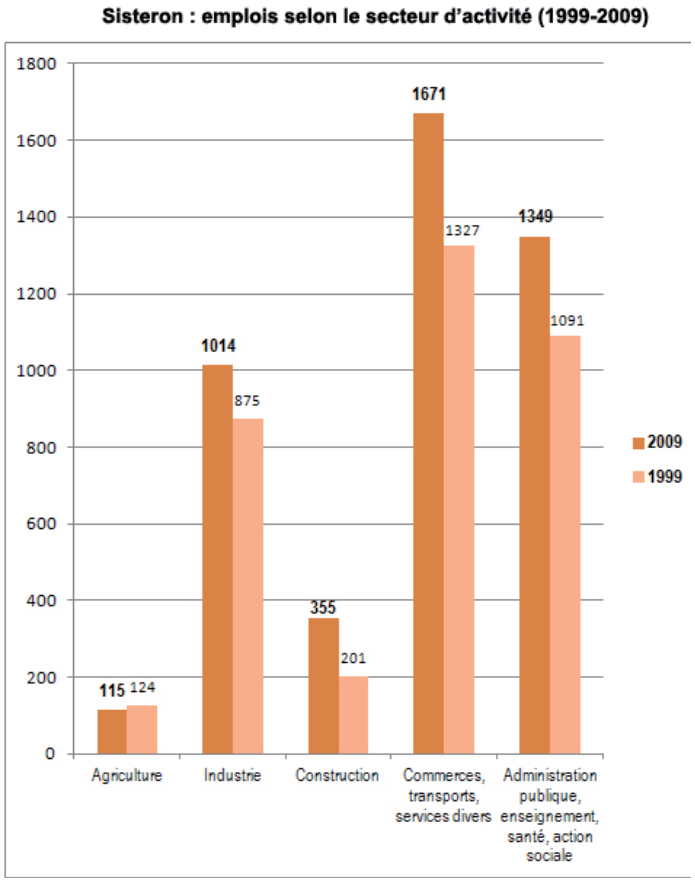
La communauté de Communes du Sisteronais occupe la position de 3ème pôle d'emplois du département avec comme unité urbaine, Sisteron, offrant des conditions optimum, par sa situation, au développement des activités.

Sisteron est un pôle d'emploi en milieu rural structurant, formé en 2009 majoritairement par les employés (34%), les ouvriers (26%) et les professions intermédiaires (24%). Cette répartition socioprofessionnelle s'explique essentiellement par la présence du parc d'activités Val de Durance et du pôle industriel « Météline » au Nord de la commune. Suivent ensuite les cadres et les professions intellectuelles (8%), les artisans, commerçants et chefs d'entreprises (7%). Les agriculteurs exploitants représentent seulement 1% des actifs de la commune.



La population active a augmenté de plus de 10% entre 1999 et 2009 . Hormis les agriculteurs, l'ensemble des catégories socioprofessionnelles a connu une progression ces dix dernières années : les professions intermédiaires ont connu une évolution de plus de 18%, presque 14% d'augmentation pour les cadres et les professions intellectuelles et 12% pour les employés et les ouvriers.

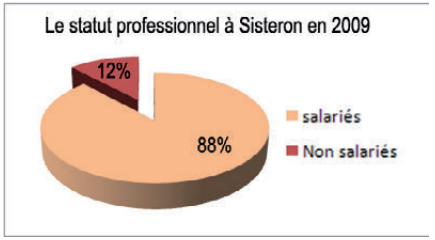
Sur la même période, le nombre d'emplois sur la commune augmente de plus de 16%. Le commerce, le transport et les services divers occupent plus de 37% des emplois à Sisteron. L'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale représentent près de 30% des emplois et l'industrie 22,5%. La part de l'industrie est importante à Sisteron, en comparaison du département ou la région, du fait de la présence de Sanofi sur la commune. Sisteron est un des pôles industriels de la vallée de la Durance, avec Château-Arnoux et Manosque, rassemblant près de 60% de l'effectif salarié du département .

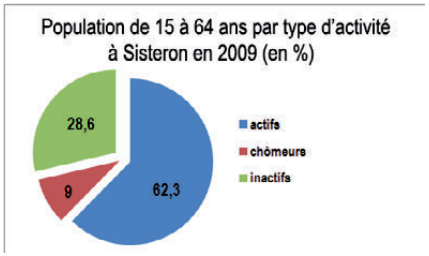


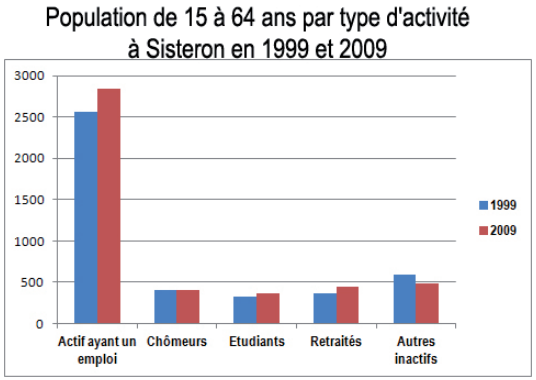
Pour le secteur de la santé, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud Gap-Sisteron (CHICAS) a un impact positif sur l'économie locale. Cet établissement public de santé offre un large panel de spécialités médicales et chirurgicales et offre les réponses aux besoins de santé de proximité de la population locale. De nombreux praticiens se sont installés sur la commune, ainsi 69 professionnels de la santé sont présents sur le territoire, en dehors du CHICAS (11 médecins généralistes, 16 spécialistes, 7 chirurgien-dentistes, 23 infirmiers, 12 kinésithérapeutes).

Seul le secteur de l'agriculture a connu une diminution d'emplois entre 1999 et 2009 avec une perte de 9 emplois.

Concernant le statut professionnel, on observe à Sisteron en 2009 que 88% des emplois sont salariés, représentant 40,5% des femmes et 17,2% des temps partiels.

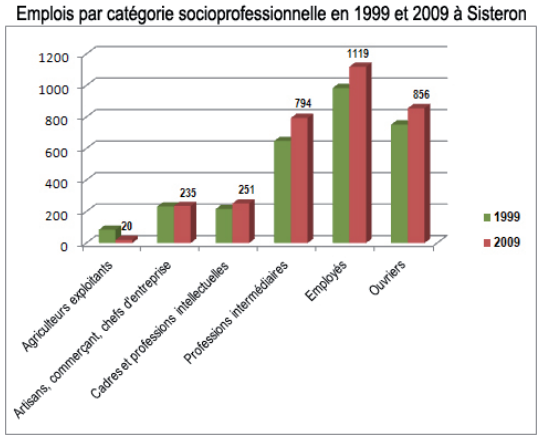






Les personnes actives ayant un emploi représentent en 2009 à Sisteron 62,3% de la population de 15 à 64 ans, soit 2 847 personnes ; les chômeurs 9%, soit 413 demandeurs d'emplois et les inactifs, c'est-à-dire les étudiants et retraités, représentent 28,6% de la population active en regroupant 1308 personnes.

Concernant l'évolution entre 1999 et 2009, l'ensemble des types d'activité à Sisteron a augmenté de 7%; hormis les chômeurs et les inactifs qui ont légèrement réduit, traduisant ainsi un réel dynamisme dans la vie économique de Sisteron ces dix dernières années.



Chômage

La ville de Sisteron appartient au bassin d'emploi de Digne les Bains.

Fin 2013 le taux de chômage s'établit à 9,8% de la population active en France métropolitaine, contre 11,3% en PACA et 11,6% dans la zone d'emploi de Digne. (au sens de l'INSEE , soit chômage localisé différent du BIT).

A Sisteron, en 2009 il était de 12,7%, contre 11,7% dans le département et 9,2% en France métropolitaine la même année.

En 2010, le taux reste stable à Sisteron, mais toujours supérieur aux valeurs moyennes locales.

Le marché du travail s'est moins dégradé en PACA entre 2007 et 2010 malgré la baisse de l'activité. La hausse de l'emploi non salarié (+1,7%) a compensé la baisse de l'emploi salarié (-0,6%). Les zones d'emploi de type présentielle à dominante administrative telle que Digne, Toulon, Gap et Draguignan, ont mieux résisté à la dégradation du marché du travail, par le fait notamment d'une plus forte présence d'emplois publics. (Source Insee Analyse n°41, février 2014).

Au début des années quatre-vingt, les zones de Digne-les-Bains et Draguignan avaient une spécificité agricole : respectivement 10,7 % et 8,7 % de l'emploi. Depuis, cette part y a été divisée par deux voire trois, comme dans près de 90 % des zones de province. Dans le même temps, les emplois relevant des fonctions présentielles ont progressé, entraînant le basculement de ces deux territoires dans le groupe «présentiel homogène» et la disparition du profil agricole en Paca. En France, ce profil se maintient principalement dans les zones d'emploi du sud du Massif Central. (Source Insee, Analyse n°9, juin 2011).

Taux de chômage localisé= nombre de chômeurs / population active

Taux de chômage localisé (%)	Sisteron	Zone d'emploi Digne	Département
2010	12,7	9,6	10,2
2009	12,7	11,0	11,7
1999	13,5	11,8	13,7

	Salariés	Non salariés	% non salariés
Sisteron 2010	4050	550	12,0
Sisteron 1999	3307	523	13,6
Évolution annuelle	+ 1,86 %	+ 0,46 %	

En 2011, (en catégorie ABC) il existe 556 demandeurs d'emploi à Sisteron, contre 511 en 2010 et 413 en 2009, soit une augmentation de 34% en deux ans. L'évolution des DEFM en catégorie A (sans emploi et sans activité réduite) sur la même période est plus faible (19%), traduisant l'instabilité des personnes à activité réduite sur le marché du travail (entrée/sortie).

Catégorie ABC : personnes en actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi, en activité réduite courte ou longue.

Sisteron	Nbre DEFM cat A	Moins de 25 ans	50 ans et plus
2011	407	97	79
2010	382	80	64
2009	342	78	58
Variation 2009-2011	+19%	+24%	+36%

Sur une base mensuelle établie en fin de mois au 31 décembre 2011, 60 nouveaux chômeurs se sont inscrits pour cause de licenciement, 20 suite à une démission et 229 suite à la fin d'un contrat à durée déterminée. Les inscrits, nouveaux entrant sur le marché du travail, étaient au 31 décembre 2011 de 16 nouveaux demandeurs d'emploi.

Les personnes au chômage sont 282 hommes pour 274 femmes. L'âge des chômeurs est le suivant :

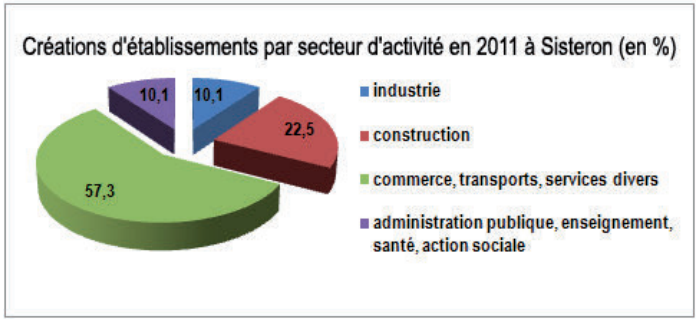
- 123 ont moins de 25 ans, le nombre de jeunes chômeurs a progressé de 25,5% sur une année.
- 323 ont entre 25 et 49 ans, le nombre de chômeurs de cette tranche d'âge a progressé de 0,31% sur une année.
- 110 ont plus de 50 ans, le nombre de chômeurs seniors a progressé de 21% sur une année.

Le chômage de longue durée (en recherche active depuis plus d'un an) touche 176 personnes dans la ville de Sisteron, soit près d'un tiers des chômeurs.

Entreprises

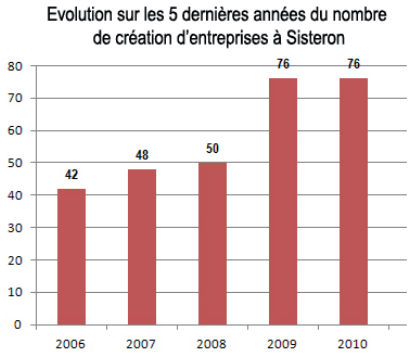
Le nombre d'entreprises augmente de plus de 22% entre 2001 et 2011. Au 1er janvier 2011, les entreprises ayant leur siège social à Sisteron sont au nombre de 515. Elles rassemblent 661 établissements et se répartissent de la façon suivante :

- 344 entreprises de commerce, de transport ou de services, dont 123 dans le commerce et la réparation automobile.
- 90 entreprises publiques dans le domaine administratif, de l'enseignement, de la santé ou du social.
- 49 entreprises de construction.
- 32 entreprises industrielles.



En 2011, 59 nouvelles entreprises sont créées représentant 89 établissements, soit un taux de création de 11,5%. Elles se répartissent de la façon suivante :

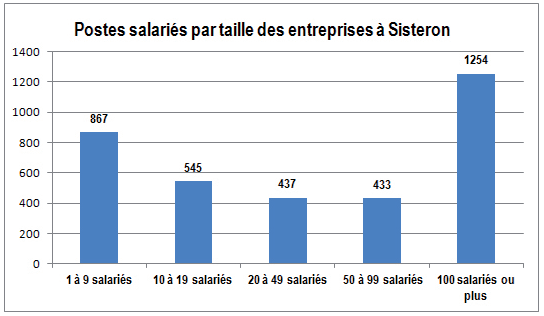
- 14 commerces et 18 entreprises de transport ou de services (soit 32 entreprises)
- 7 établissements publics dans le domaine de l'administration, de l'enseignement, de la santé ou du social,
- 18 entreprises de constructions
- 2 entreprises industrielles.



Le nombre de création d'entreprises s'accroît entre 2006 et 2010, augmentant ainsi de plus de 80% sur ces cinq dernières années. La prédominance des commerces (57,3%) s'explique par la création de la zone commerciale et artisanale au Nord de la commune.

Les entreprises offrent à Sisteron 3 536 postes salariés en 2011. Plus de la moitié des établissements à Sisteron sont de très petites entreprises (TPE), sans emploi salarié.

Les secteurs du commerce, du transport et des services divers emploient 36,8% des postes salariés de Sisteron; viennent ensuite le secteur de l'Administration, enseignement, santé et action sociale (28,6 %) et le secteur de l'industrie (25,3%). L'entreprise Sanofi, première entreprise pharmaceutique à l'échelon national, emploie ici plus de 700 emplois, représentant près de 15% des emplois de la commune.



III.1.5. Synthèse

Eléments positifs

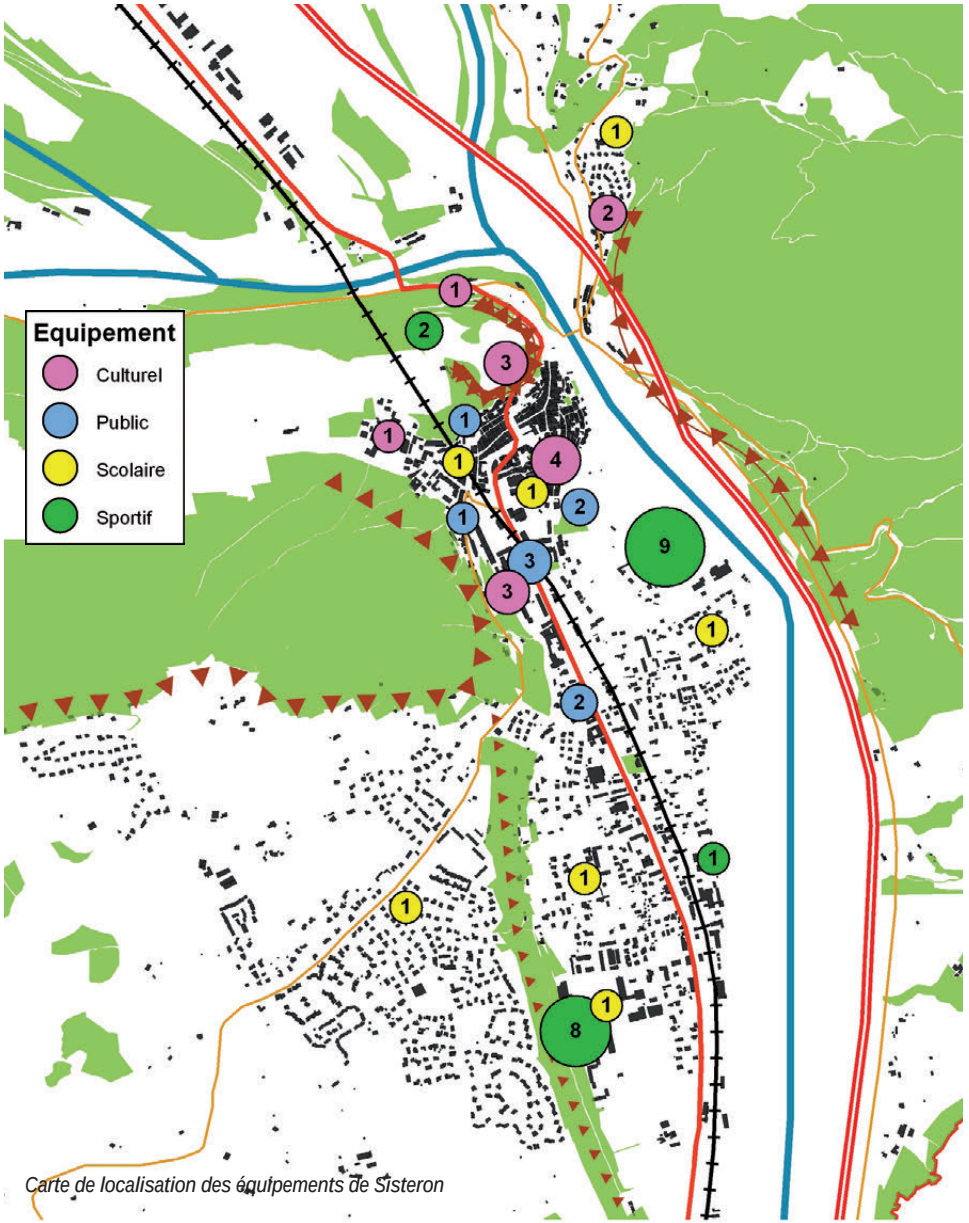
+ Sisteron, Pôle d'emploi structurant en milieu rural
+ Parc d'activités Val de Durance et pôle industriel en développement
+ Augmentation du nombre d'établissements ces 5 dernières années
+ Pôle emploi, élément structurant : offre de formation professionnelle locale et d'information professionnelle, accompagner la mutation de l'économie locale
+ De nombreux travailleurs indépendants

Eléments à développer

+ Concentration des services dans les pôles primaires (Sisteron, Laragne et Serres)
+ Taux de chômage plus élevé que la moyenne,
+ Faible niveau de formation,
+ Concentration des déplacements dans la vallée Buech et Durance.
+ Développer les modes de déplacements alternatifs (modes doux et transport collectif)
+ Permettre aux indépendants de se regrouper (lieu d'échanges, de réunions…)

III.2 LES PÔLES D'ACTIVITÉS ET D'ATTRACTIVITÉ

Sisteron se présente comme une commune regroupant les activités et les équipements en capacité de desservir l'échelon communautaire, tant dans son centre-ville commercial et touristique, qu'au Nord de la commune au sein du Parc d'activités Val de Durance et la zone Météline, correspondant à son pôle industriel. De nombreux équipements sportifs, culturels et touristiques sont facteurs d'attractivité du territoire.



Carte de localisation des équipements de Sisteron

III.2.1 SERVICES PUBLICS ET ÉQUIPEMENTS (Source : INSEE)

La commune de Sisteron possède un réseau d'équipements, dispensant ou permettant l'accès aux services publics, composé de 54 unités. La majorité des équipements est naturellement située dans le centre ville ou dans la partie Sud de la ville, mais la collectivité dessert également en équipements scolaires et sportifs les quartiers Le Thor et La Chaumiane.

En tant que ville centre, Sisteron centralise les équipements de son bassin de vie.

L'équipement sportif est le plus développé avec 21 unités : 9 sont situés au niveau du plan d'eau et 8 à proximité de la cité scolaire Paul Arène. Viennent ensuite les équipements à vocation culturelle avec 14 unités et les équipements publics (de soins, emploi, administratifs, ...) avec 10 unités, situés en centre-ville.

Les Marres : base de loisirs autour du plan d'eau





• Les équipements sportifs :

Concernant les équipements sportifs, Sisteron dispose d'un réseau d'équipements le plus diversifié du bassin de vie autour de ces 3 complexes sportifs :

Les Marres : plan d'eau, gymnase multi-sports, tennis, boulodrome, parcours santé, skate parc, bicross, mini golf, city stade.

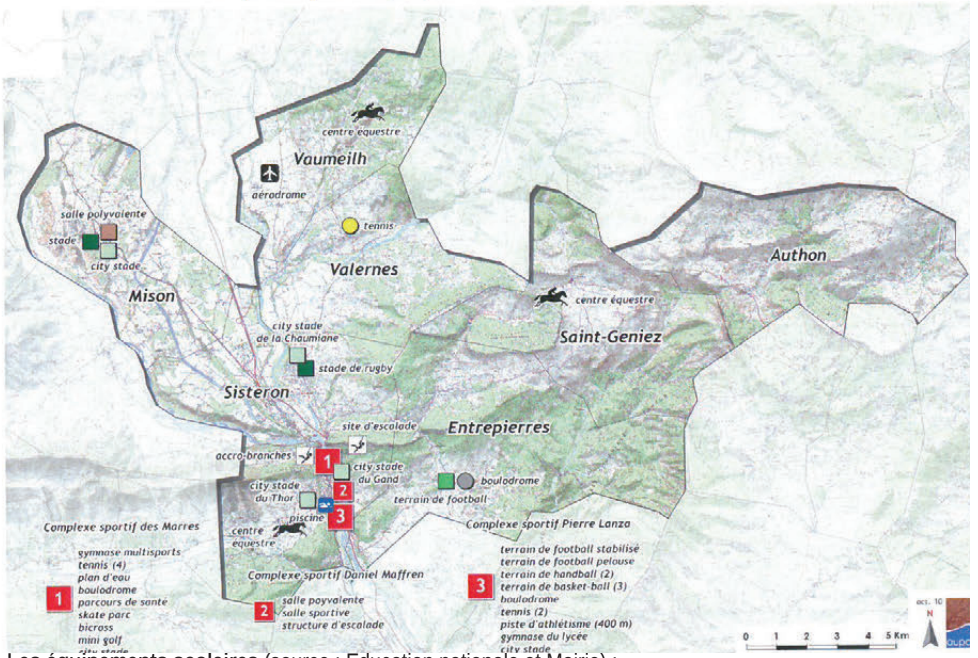
Daniel Maffren (ville sud) : salle polyvalente, salle de sports et une structure d'escalade

Pierre Lanza : terrains de football, de handball, de basket-ball, boulodrome, tennis, piste d'athlétisme, gymnase et city stade

Sisteron dispose ainsi d'équipements sportifs de proximité profitant aux habitants de la ville comme à la population de la communauté de communes du Sisteronais. Les associations sportives structurées autour de ces équipements sont nombreuses (+ de 40 en 2011), diversifiées et attractives. Précisons également que trois quartiers résidentiels de Sisteron sont dotées de city stade (Le Thor, La Chaumiane et Le Gand), ce qui complètent le réseau de 21 équipements sportifs au total.

Par ailleurs, des équipements plus spécifiques permettent aux personnes extérieures de venir sur la commune pour pratiquer des activités ludiques et de plein air, activités permettant de valoriser l'activité touristique de la ville, comme le plan d'eau, le centre équestre ou le parcours d'accro-branches par exemple.

Les principaux équipements sportifs du Sisteronais



• Les équipements scolaires (source : Education nationale et Mairie) :

Pour l'accueil de la petite enfance, la commune de Sisteron dispose de deux crèches multi-accueil « Arc en ciel » et « Clair de lune », d'une crèche familiale, de deux garderies périscolaires et de 28 assistantes maternelles. La commune envisage d'augmenter les capacités de la crèche municipale d'une vingtaine de places au quartier Le Thor.

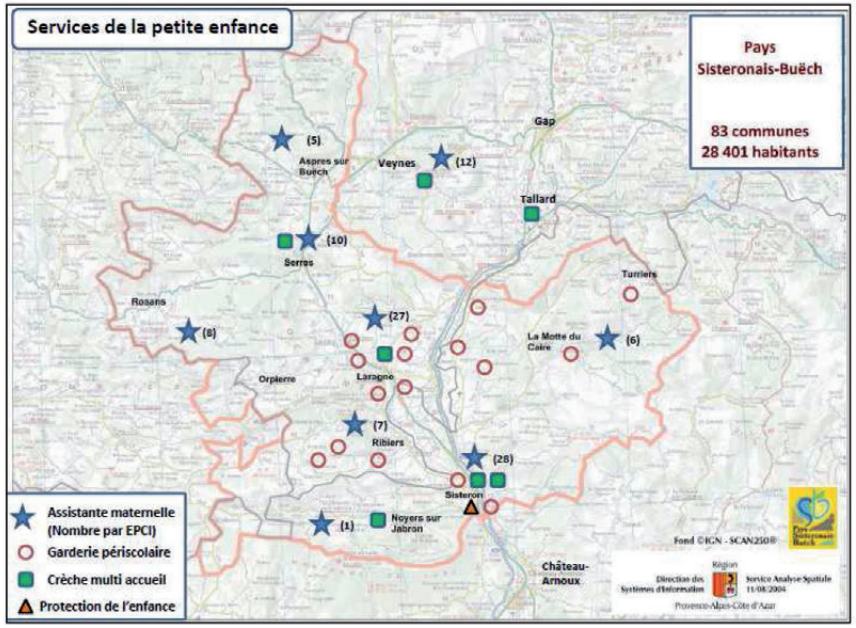
Le projet d'installer un Relais d'Assistance Maternelle pour les 3 Communautés de Communes (Jabron/ Sisteronais/Motte du Caire Turriers) à Sisteron ne semble plus être une priorité.

Dans le domaine scolaire, Sisteron dispose de plusieurs établissements, de la maternelle au lycée, représentant un total de 8 établissements sur le territoire communal.

Au niveau du 1er degré de l'enseignement, 6 groupes scolaires existent à Sisteron, réparties sur l'ensemble de la commune (centre ville, La Baume, Le Thor):

- les Plantiers : maternelle et élémentaire
- le Gand : maternelle et élémentaire (du CP au CE1)
- Jean Andrieu : maternelle
- Edouard de Laplane : maternelle et élémentaire
- La Baume : maternelle et élémentaire
- Verdun : élémentaire

Au total, 684 élèves étaient inscrits à Sisteron en maternelle (189 enfants) et primaire (495 élèves) sur l'année 2010/2011 avec plus d'une trentaine de classes.
Concernant la petite enfance, la ville de Sisteron est dotée également d'une crèche municipale (9 places) avec une halte garderie (12 places), une crèche familiale «les mésanges» (30 places) et un multi-accueil municipal «Clair de lune» dans le quartier Le Thor (15 places).



Concernant l'enseignement du second degré, Sisteron dispose de la cité scolaire Paul Arène, regroupant un collège, un lycée polyvalent et un centre de formation d'apprentis.
Le lycée polyvalent regroupe un lycée aux filières générales (S, ES, L), un lycée technologique (STG, hôtellerie et restauration) ainsi que des Sections d'Enseignement Professionnel (SEP) pour l'hôtellerie-restauration, la comptabilité, et la mode. Le label «lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration des Alpes Provençales» a été attribué à la section hôtelière, regroupant les établissements de Manosque et de Sisteron, pour un effectif de 250 élèves en 2011.

Pour l'année 2010-2011, le collège a accueilli 672 élèves et le lycée 498 et le SEP 114 élèves. Par ailleurs, la cité scolaire Paul Arène offre le service d'internat pour les élèves de la section professionnelle (Hôtellerie et Mode) habitant loin de Sisteron. Il offre une capacité de 128 places.

Sisteron accueille donc une part importante de jeunes, avec un rayon d'attractivité dépassant son bassin de vie. De plus, le label «lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration des Alpes provençales» participe à la spécialisation de l'enseignement à Sisteron et de sa notoriété.
Sisteron bénéficie donc d'un réseau d'équipements scolaires répondant aux besoins futurs de la population.

Par ailleurs, la commune accueille également d'autres établissements d'enseignement :
- École préparatoire de pharmacie,
- Une antenne de l'Institut Avenir Provence dont le siège est à Manosque, intervenant dans l'action sociale et professionnelle (formation restauration, Pré-presse (PAO), Imprimerie, Mécanique, enseignement général);
- Une antenne du GRETA des Alpes de Haute Provence.

• Les équipements culturels :

En matière d'équipements culturels, Sisteron possède différents musées :
- Terre et Temps : ce musée municipal se localise dans l'ancienne chapelle restaurée des Visitandines (XVII^{ème} siècle), ouvert de mars à novembre.
- Vieux Sisteron : ouvert de juillet à septembre, ce musée municipal retrace l'histoire de la ville.
- Scoutisme : situé en plein coeur de Sisteron, ce musée est ouvert de juin à août.
- Eco-musée du Pays du Sisteronais : ouvert de juin à septembre, ce musée témoigne du patrimoine rural, de l'artisanat et des métiers d'antan du Pays du Sisteronais.

La salle de l'Alcazar reçoit également de nombreuses manifestations tout au long de l'année : concerts, thés dansants, spectacles, festival... Sisteron dispose également d'une médiathèque et d'un cinéma complétant ainsi l'accès à la culture à ses habitants et visiteurs.



Au-delà de ces équipements culturels, Sisteron bénéficie surtout de lieux patrimoniaux emblématiques : la citadelle et son théâtre de verdure, la chapelle Saint Domnin, la cathédrale Notre-Dame des Pommiers...

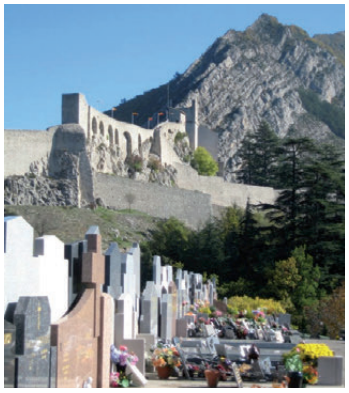
• Les services et espaces publics :

Le Pays du Sisteronais-Buëch a réalisé un schéma de services qui identifie Sisteron comme un pôle urbain concentrant les services à la personne (santé, emploi, petite enfance...). Disposant d'un hôpital, d'un pôle emploi, de structures d'accueil en crèche et garderie, d'une gendarmerie, Sisteron avec ces services structurants attire des personnes extérieures à son territoire, dépassant ainsi l'échelle de son bassin de vie.





Le centre-ville sisteronais prend donc des éléments traditionnels de la centralité avec une accumulation des fonctions administratives, culturelles et des lieux de vie et de représentation que constituent les espaces publics.
Le cimetière de Sisteron, situé aux pieds de la citadelle, dispose encore de concessions; si le nombre de concessions vendues se maintient sur le même rythme que sur la période 2000 - 2010, une extension sera nécessaire.



La volonté de la commune de reconquérir le centre ville est en cohérence avec la présence d'une offre performante d'équipements publics, administrations et services aux personnes, en lien avec le rôle de pôle urbain territorial que la Ville occupe dans cette portion du Val de Durance.

III.2.2 COMMERCES, SERVICES ET AUTRES ÉQUIPEMENTS EN CENTRE-VILLE

Sisteron dispose de trois secteurs de commercialité distincts: le centre ville, la partie sud de la ville (le long des avenues de la Libération et Jean Jaurès), et la zone d'activités Val de Durance (en sortie de l'A51).

Le centre-ville de Sisteron concentre en 2010 plus de 200 commerces et services. La réhabilitation du centre-ville entreprise entre 2003 et 2010 a engagé une réhabilitation de l'habitat, des espaces publics notamment les androne. Cette action s'accompagne de la mise en place d'un FISAC pour l'accompagnement des commerces dans leur développement. Cette revitalisation du centre-ancien a pour objet d'améliorer la fonction urbaine et d'attirer chalands et touristes.

L'APACS (association pour la promotion et l'animation du commerce sisteronais) engage également des actions pour dynamiser l'activité commerciale dans la ville de Sisteron. En 2008, l'association recense plus de 240 cellules commerciales, réparties essentiellement en centre-ville (206), sur l'entrée Nord (11) et sud (30) de la ville. (Source : Étude préalable à la mise en place d'un FISAC sur le Sisteronais, mars 2008)

Le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) accompagne la restructuration du tissu artisanal et commercial du centre de Sisteron. La dynamisation du cœur de la ville s'est opérée sous l'effet de 5 orientations stratégiques retenues par la Communauté de Communes du Sisteronais, à savoir :

- Améliorer l'environnement urbain
- Renforcer/Diversifier l'offre commerciale
- Communiquer autrement
- Développer l'animation commerciale
- Accompagner le perfectionnement des entreprises

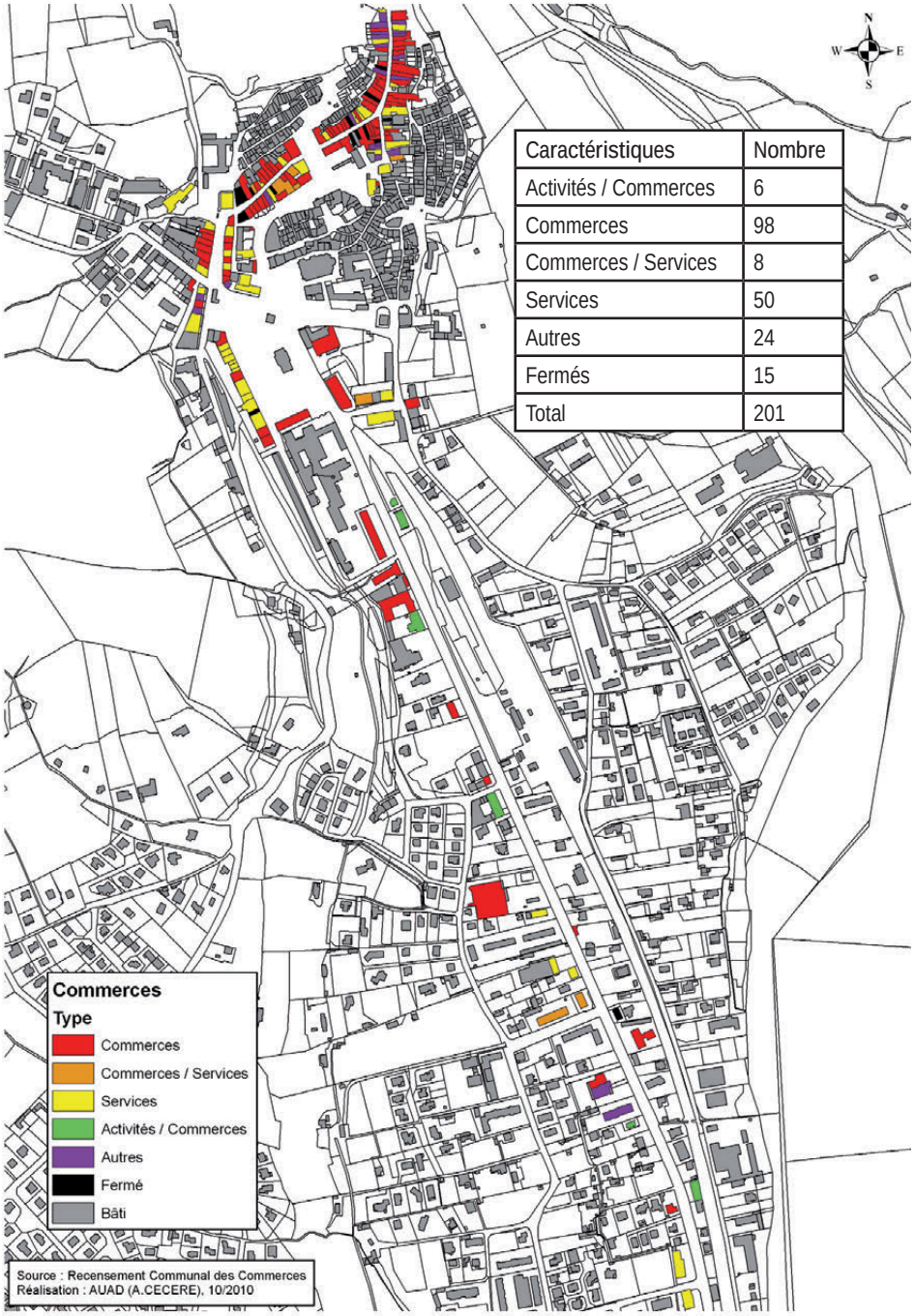
Différentes actions ont ainsi été menées à Sisteron par le FISAC, à savoir :

- la poursuite des aides aux commerçants pour les investissements dans les commerces
- l'achat par la ville de Sisteron des locaux commerciaux vides pour installer des artistes
- la mise en place d'une navette pour conduire les habitants des quartiers de Sisteron en centre-ville pour faire leurs courses
- la création de sites marchands en ligne
- l'aide à l'animation de l'APACS (fête de la gastronomie, défilé de mode, fête du livre…)
- la promotion et l'extension du marché
- l'étude de la création de halles couvertes
- la communication, etc.

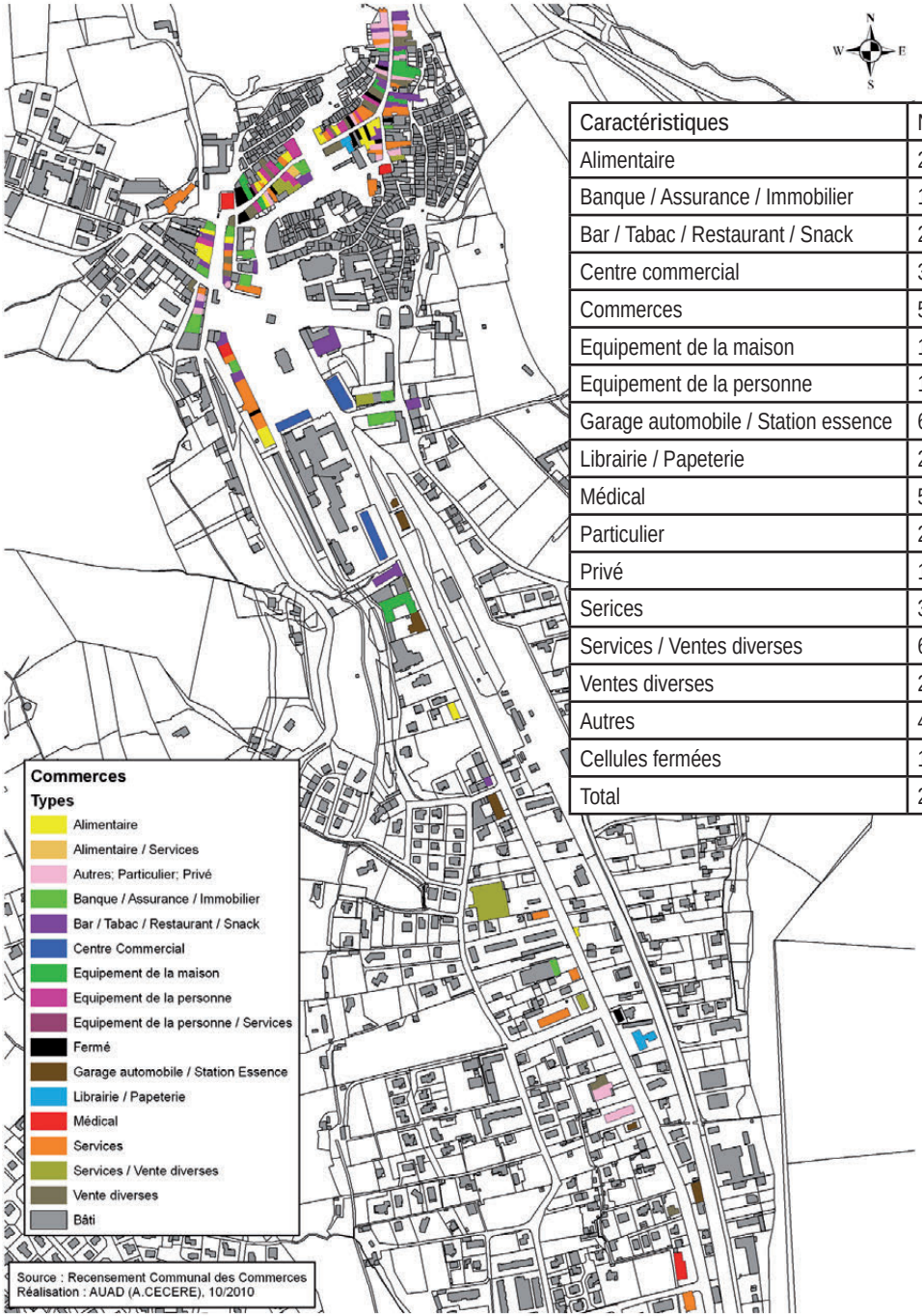
Ces actions visent la modernisation des commerces et la mobilisation des acteurs face à la question des cellules vides. Des aides directes et des conseils (Charte de qualité des devantures commerciales du Centre Ancien de Sisteron) auprès des commerces ont permis d'aménager la ville dans le respect du label « Sisteron Ville et Métiers d'Art », dans la mesure où les cellules vides ont souvent été réinvesties par des artisans d'art. En décembre 2011, on comptabilisait 28 commerces vacants, en juin 2014, il n'en restait plus que 6.

Par ailleurs, le FISAC participe au financement de la future navette électrique gratuite, inter-quartier, de la gare routière jusqu'au cœur de la cité, favorisant ainsi la fréquentation des commerces et des services du centre ville à Sisteron. Ce projet expérimental permet de répondre à plusieurs objectifs : développer un mode écologique de déplacement alternatif à la voiture individuelle, répondre aux besoins de la population et dynamiser le cœur de ville.

Le patrimoine de la ville ainsi que les animations du centre réhabilité (marchés, foires, les médiévales, « rues en fête », animations de Noël…) concourent au développement du cadre de vie, favorisant ainsi la venue d'un large public, des résidants comme des visiteurs. L'ensemble de ces actions menées au sein du centre ancien a permis de lutter contre l'exode commercial.



Caractéristiques	Nombre
Activités / Commerces	6
Commerces	98
Commerces / Services	8
Services	50
Autres	24
Fermés	15
Total	201



Caractéristiques	Nombre
Alimentaire	20
Banque / Assurance / Immobilier	15
Bar / Tabac / Restaurant / Snack	24
Centre commercial	3
Commerces	5
Equipement de la maison	11
Equipement de la personne	14
Garage automobile / Station essence	6
Librairie / Papeterie	2
Médical	5
Particulier	2
Privé	18
Serices	31
Services / Ventes diverses	6
Ventes diverses	20
Autres	4
Cellules fermées	15
Total	201

L'offre de stationnement importante sur le centre-ville, avec plus de 990 places de parking, est en capacité d'encourager et favoriser la venue des chalands.

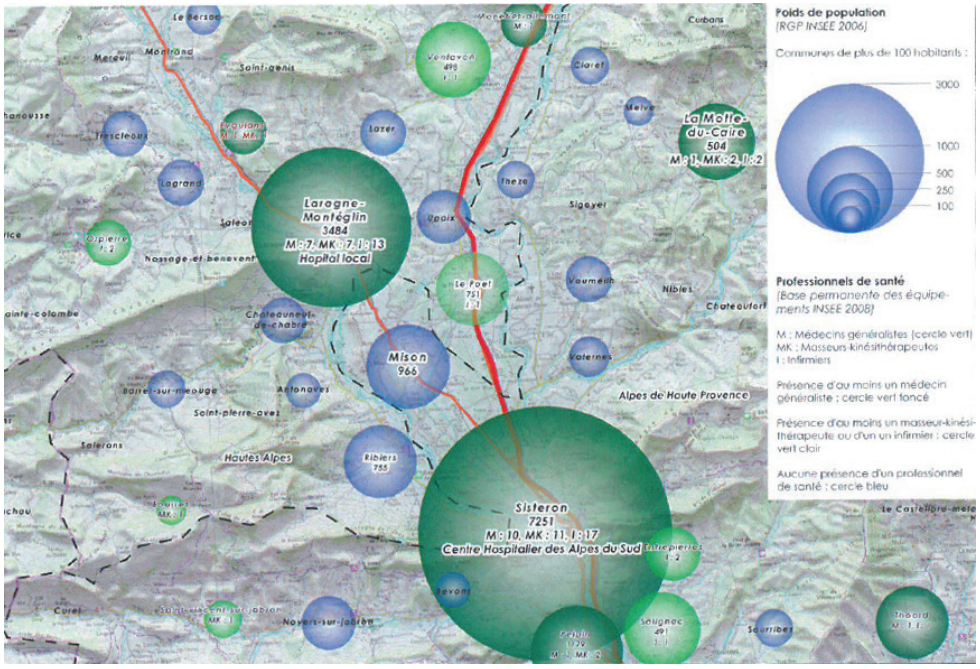
Dans le cadre du dispositif LEADER, un schéma de services du Pays Sisteronais-Buëch vient d'établir un état des lieux précis, mettant en valeur l'ensemble des atouts et des freins, dans le but d'accompagner les politiques locales en matière de services dans le Pays.

Lors de ce diagnostic, on s'aperçoit que les services marchands sont plus représentés à Sisteron que dans le reste du Pays (cf. carte-ci-dessous).

Sisteron concentre également les équipements et les services au sein de sa communauté de communes. L'offre de santé y est très développée : centre hospitalier, urgences, SMUR, médecins généralistes et spécialisés, etc. Les équipements sportifs (piscine, terrains de tennis, équitation, ensembles multisports, site de baignade…) et culturels (Citadelle, bibliothèques, musées, médiathèque, cinéma…) implantés à Sisteron font de la ville un territoire attractif et caractéristique d'une ville centre de pôle rural (Sisteron=pôle primaire).

En matière de santé, la ville a un rôle à jouer (schéma des services du Pays) : maintien du centre hospitalier de Sisteron, création d'un centre Alzheimer, regroupement de médecins, maison de santé rurale…, afin de conforter l'offre et améliorer son accessibilité aux communes voisines. *Source : Vers un projet de territoire, les premiers éléments d'éclairage, décembre 2010, AUPA.*

La modernisation des commerces, le développement des services et des équipements, l'aménagement du cœur de ville ont permis à la commune de répondre aux attentes de la population pour dynamiser les activités du centre ville. Afin d'éviter les stratégies d'évitement commercial du centre, il convient de mieux articuler la zone Val de Durance avec le centre ville et ses commerces, de travailler dans une logique de complémentarité: favoriser le commerce de proximité, proposer des espaces publics conviviaux et de qualité urbaine et poursuivre le développement de l'artisanat d'art en centre ville.



III.2.3. LE PARC D'ACTIVITÉS DE SISTERON - VAL DE DURANCE

Localisé au Nord de la commune, sur 65 hectares, le parc d'activités de Sisteron se localise selon une position géostratégique idéale entre Marseille, Grenoble et l'Italie, directement desservi par l'autoroute A51. Cet environnement privilégié entre la Provence et le Dauphine permet à Sisteron de proposer un point d'ancrage stratégique et accessible pour le développement des activités économiques.

Le nombre d'emplois de Val de Durance a plus que triplé depuis 1990, par la création de près de 700 emplois sur ces vingt dernières années. Regroupant actuellement plus d'une centaine d'entreprises pour 1 040 emplois, le parc d'activités s'organise autour de 5 pôles :

- Agro-alimentaire: 19 entreprises
- Bâtiments et travaux publics :12 entreprises
- PME-PMI, artisanat: 28 entreprises
- Tertiaire : 32 entreprises
- Commercial : 24 unités dont 2 hôtels

Le parc d'activités a suivi la charte de Qualité Val de Durance, document d'objectif non contraignant, conciliant développement économique et aménagement, environnement.

Le parc d'activités héberge depuis 1991 la Maison de l'Entreprise, structure d'accueil assurant les services nécessaires au démarrage et au développement des activités économiques. La Société d'Économie Mixte (SEM) de Sisteron gère ce centre d'affaires et offre comme service une pépinière d'entreprises mettant à disposition bureaux et ateliers sous forme locative. L'atout de la Maison de l'Entreprise est de proposer une diversité d'activités : artisanat, chambres consulaires, multimédia, associations, bureaux d'études… La Maison de l'Entreprise représente ainsi un centre névralgique pour le parc d'activités.

Ayant comme compétence le développement économique, la communauté de Communes du Sisteronais a organisé l'extension du parc économique existant vers le Nord pour aménager sur la période 2010-2016 une nouvelle aire d'activités sur 25 hectares. Au démarrage, le parc commercial comporte quelques enseignes couvrant l'alimentaire, l'équipement sportif, le bricolage et jardinage. La partie nord-ouest de l'extension accueille un nouveau parc commercial avec l'arrivée d'une douzaine d'enseignes nationales.

Elle répond aux besoins des populations à l'échelle communautaire.

III.2.4. LE PÔLE INDUSTRIEL

La commune de Sisteron accueille au sein de sa zone industrielle, appelée zone Météline, l'usine chimique de Sanofi-Aventis, relevant de la directive européenne SEVESO. Employant plus de 700 employés, l'usine a pour mission de créer, depuis les années 1960, des « principes actifs », c'est-à-dire les substances chimiques pour la production de médicaments. Créée en 1917 pour la défense nationale, l'usine Sanofi-Aventis s'étend aujourd'hui sur plus de 30 hectares pour la fabrication de principes actifs nécessaires aux usines pharmaceutiques du Groupe, occupant le 3ème rang mondial.



L'environnement industriel de Sanofi très complet (contrôle qualité, hygiène, sécurité, environnement, recherche, développement..) atteste de sa grande expérience en chimie fine. Les produits chimiques utilisés ou fabriqués par l'usine présentent néanmoins des risques d'explosion (éthylène, chlorure de vinyle), d'incendie (fuel, benzène, solvant…), ou de propagation de nuage toxique.

Sanofi est la 1ère entreprise pharmaceutique française et européenne, elle est également le 1er employeur privé du département des Alpes de Haute Provence.

La ville de Sisteron a bénéficié en mars 2006 du label « pôle de compétitivité » par la création du pôle « Orpheme» luttant contre les maladies orphelines et les nouvelles pathologies émergentes. Le pôle « Orpheme » est devenu en janvier 2014 un PRIDES (Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire) intitulé « Eurobiomed ». Ce Pôle implique Sanofi-Aventis dans le développement des activités innovantes dans le domaine de la santé, en relation étroite avec le site recherche et développement de Montpellier (équipements de pointe en laboratoire de synthèse/formation).

Dans le domaine de l'industrie, Sisteron est aussi une ville spécialisée dans les produits de l'élevage ovin. L'abattoir de Sisteron est le 1er abattoir municipal, spécialisé ovins, de France puisqu'il est l'une des plaques tournantes les plus importantes de la filière ovine dans le pays. Situé au cœur de la région de production, Sisteron est au centre des échanges de troupeaux entre les Alpes, la Provence et la Méditerranée.



Différentes entreprises de la région sisteronaise transforment et commercialisent l'agneau en passant par l'abattoir de Sisteron qui emploie aujourd'hui plus d'une cinquantaine de salariés. Éleveurs, coopératives, négociants, commerces et entreprises de transformation (charcuterie) de la filière ovine concourent à la réputation de l'agneau Sisteron, bénéficiant de grands labels de qualité : Label Rouge, IGP « agneau de Sisteron », agneau biologiques, agneau fermier et CCP « Agneau de Manon ». Seuls 7 % des agneaux tués à l'abattoir de Sisteron sont ensuite labellisés. L'abattoir de Sisteron représente en terme d'activité 20% du marché du Sud Est de la France, avec une production de 8 500 tonnes, représentant environ 500 000 agneaux.

III.2.5. LE TOURISME, DES ATOUTS POUR UN DÉVELOPPEMENT

La qualité des paysages et des sites du territoire sisteronais, ainsi que le patrimoine historique et culturel existant en centre-ville, semblent être des atouts pour développer l'activité touristique sur la commune. La situation naturelle de Sisteron au bord de la Clue, avec la présence de nombreux monuments, permettent de placer cette ville fortifiée comme une étape touristique.

La Citadelle et son théâtre de verdure sont visités par une dizaine de milliers de personnes chaque année (59 000 en 2009), les activités culturelles qui s'y réfèrent et les musées (Terre et Temps, Vieux Sisteron, Eco-musée…) participent également à la venue des touristes sur la commune. La Citadelle a enregistré en 2013 une hausse de fréquentation de plus de 15% (Source : conseil municipal du 26 septembre 2013)

La ville de Sisteron détient actuellement 7 labels :

- Ville fleurie (3 fleurs)
- Station verte de vacances
- 100 Plus beaux Détours de France
- Association des Élus pour la route Napoléon - ANERN
- Station classée tourisme
- Tourisme et Handicap visuel mental moteur malentendant

Ces distinctions nationales placent Sisteron au rang de ville touristique à visiter autant pour son cadre de vie de qualité que pour ses activités de plein air. Ces gages de qualité participent également à l'attractivité de la ville. La présence du plan d'eau dans le quartier des Marres, situé entre la Durance et la ville, renforce également l'attrait des visiteurs pour la ville.

Des actions à l'échelle du Pays :

Le pays Sisteronais-Buëch détient depuis 2006 un des 6 PER (Pôle d'Excellence Rurale) des Alpes de Haute Provence, intitulé « Un itinéraire interactif du Pays Sisteronais-Buëch » s'articulant autour de trois volets :

- Développement de l'Ecomusée éclaté du Sisteronais-Buëch
- Valorisation des richesses patrimoniales remarquables du Sisteronais-Buëch
- Création d'un lien muséographique interactif via les nouvelles technologies

Ce projet s'appuie sur les capacités touristiques et patrimoniales existantes sur le Pays, autant sur ses dimensions naturelles que culturelles. Il permet ainsi d'inscrire le Pays dans une dynamique d'économie touristique locale pour favoriser et renforcer le développement. Cette démarche favorise ainsi la valorisation du patrimoine et de l'économie touristique.

Les activités touristiques à l'échelle du Sisteronais concernant la nature sont diverses : les randonnées pédestres (4 GR passant par Sisteron), équestres, VTT, d'escalades, les activités de pleine-air (vol à voile, parapente…), les activités nautiques (plan d'eau des Marres, nage en eaux vives, pêche, canoë…) …

Le diagnostic de territoire effectué sur le Pays Sisteronais-Buëch a permis d'identifier les futurs axes de développement pour aboutir à un rééquilibrage social et économique de l'espace.

Le dispositif LEADER au Pays Sisteronais-Buëch « un éco-territoire en marche », (2007-2013) permet également de bénéficier de financement pour le lancement de projets s'articulant autour de deux axes se déclinant en fiche-action :

- Adaptabilité et/ou accessibilité aux services essentiels :

Fiche action 1 : Réalisation d'un schéma de services et études stratégiques associées

Fiche action 2 : Mobilité et accessibilité aux services essentiels

Fiche action 3 et 4 : Soutien aux commerces de proximité

- Optimisation et diversification de l'économie locale

Fiche action 5 : Réalisation d'études stratégiques à l'échelle du Pays Sisteronais et organisation d'actions nouvelles de sensibilisation à l'éco-territorialité

Fiche action 6 : Promotion d'une approche « raisonnée » de l'économie – Accompagnement et actions collectives

Fiche action 7 : Diversification économique des ménages agricoles

Fiche action 8 : Diversification économique des micro-entreprises

Fiche action 9 : Promotion des démarches éco-touristiques

Outre le développement de l'offre de services, les actions engagées dans ce dispositif permettent une meilleure organisation de la mobilité en milieu rural et le développement des «filières éco-touristiques d'excellence».

L'appel à projet FEDER « innovation touristique en milieu rural » a été lancé sur la période 2007-2013, permettant d'attribuer des crédits aux actions touristiques à destination des hébergeurs, prestataires, offices de tourisme, associations, collectivités… A travers son projet intitulé « Ciel mon Pays ! », la candidature du Pays Sisteronais-Buëch s'est portée sur deux filières, celle relative aux sports aériens le jour, et celle liée à l'astronomie la nuit. La filière « Air-Lumière » est ainsi mise en évidence pour faire du Pays Sisteronais un site privilégié pour pratiquer et observer le ciel.

Par ailleurs, l'association intercommunale « La Provence des montagnes », validée par l'ensemble des collectivités du Pays, s'appuie sur les activités de pleine nature, le patrimoine, l'air et la lumière en proposant de mutualiser les missions des offices du tourisme, autour de deux actions structurantes : l'animation numérique et l'accompagnement des prestataires. Ce nouvel organe de gouvernance permettra le pilotage du développement touristique sur le Pays.

Le musée de la Pomme :

Sisteron se localise dans un département bénéficiant de conditions climatiques exceptionnelles pour la production et la distribution fruitière, faisant de la ville un pôle traditionnel très important pour l'économie du pays de Sisteron. Environ 15 000 tonnes/an de pommes sont produits sur les différentes stations fruitières permettant aux arboriculteurs de les exporter dans le monde entier.

Organisant la fête de la pomme au mois d'octobre, Sisteron envisage de réaliser sur sa commune un musée de la pomme, qui serait localisée sur le site d'une ancienne ferme agricole pour valoriser le site et son ancien verger.

III.2.6. LES ACTIVITÉS AGRICOLES (Source INSEE RG2000, recensements agricoles, DDAF, étude complémentaire agricole réalisée par la Chambre d'Agriculture en 2011)

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de Sisteron, de nombreuses rencontres se sont tenues auprès des agriculteurs locaux, ainsi qu'une étude de la Chambre d'Agriculture, afin de percevoir leurs difficultés, les enjeux de leurs activités et les pressions auxquelles ils font face.

L'étude agricole complémentaire au PLU, réalisée par la chambre d'agriculture est annexée au rapport de présentation du PLU sous l'intitulé «Utilisation agricole sur la commune de Sisteron» . Elle a pour objet :

- *de réaliser un état des lieux de l'agriculture sur le territoire et de localiser les bâtiments d'élevage,*
- *de prendre en compte les projets de développement agricole à Sisteron (installation, création de bâtiments, diversification...)*
- *d'éviter les impacts sur l'activité agricole et le fonctionnement des exploitations*
- *d'étudier un règlement adéquat pour la zone agricole.*

La commune de Sisteron bénéficie, à l'instar des communes du Sisteronais, de paysages fortement marqués par les activités agricoles, garants d'une qualité du cadre de vie. Cette activité économique est à soutenir autant pour les exploitants que pour les habitants de la commune, désirant vivre à la campagne.

Occupation du sol et paysages agricoles

Sisteron offre des paysages agricoles divers et de qualité :

- un vaste territoire agricole irrigué, sur une surface de plus de 2 215 hectares.
- des productions diversifiées (céréales, maïs, semences, maraîchage, arboriculture ...),
- des oliviers (AOC «Huile d'olive de Haute Provence» et «Huile d'olive de Provence»)
- du fromages de Banon (AOC).

L'agriculture constitue en premier lieu des paysages de campagne (cf. l'étude paysagère), véritable patrimoine, reflet d'une culture et d'une identité de plus en plus recherchées par la population. Outre la toile de fond, l'agriculture est avant tout une activité économique à conforter. Le paysage agricole a évolué ces dernières années et les plateaux agricoles, Le Thor et La Chaumiane, sont partiellement urbanisés. La tension entre les espaces agricoles et l'urbanisation est forte, avec un mitage où les espaces agricoles contigus semblent en sursis sous les pressions urbaines qui s'y exercent.

L'étude agricole évoque une occupation du sol par :

- des extensions importantes de l'urbanisation sous forme d'habitat individuel plus ou moins ancien (La Chaumiane et Le Thor) sur d'anciennes terres agricoles
- un habitat isolé traditionnel dans les zones agricoles,

des terrasses alluviales très marquées par les infrastructures (nationale, autoroute, canal) et la présence de plusieurs zones d'activités (artisanales, industrielles et commerciales),

- des zones agricoles cultivées importantes en plusieurs grands secteurs et des surfaces en herbe sur les contreforts.

Une activité économique à soutenir :

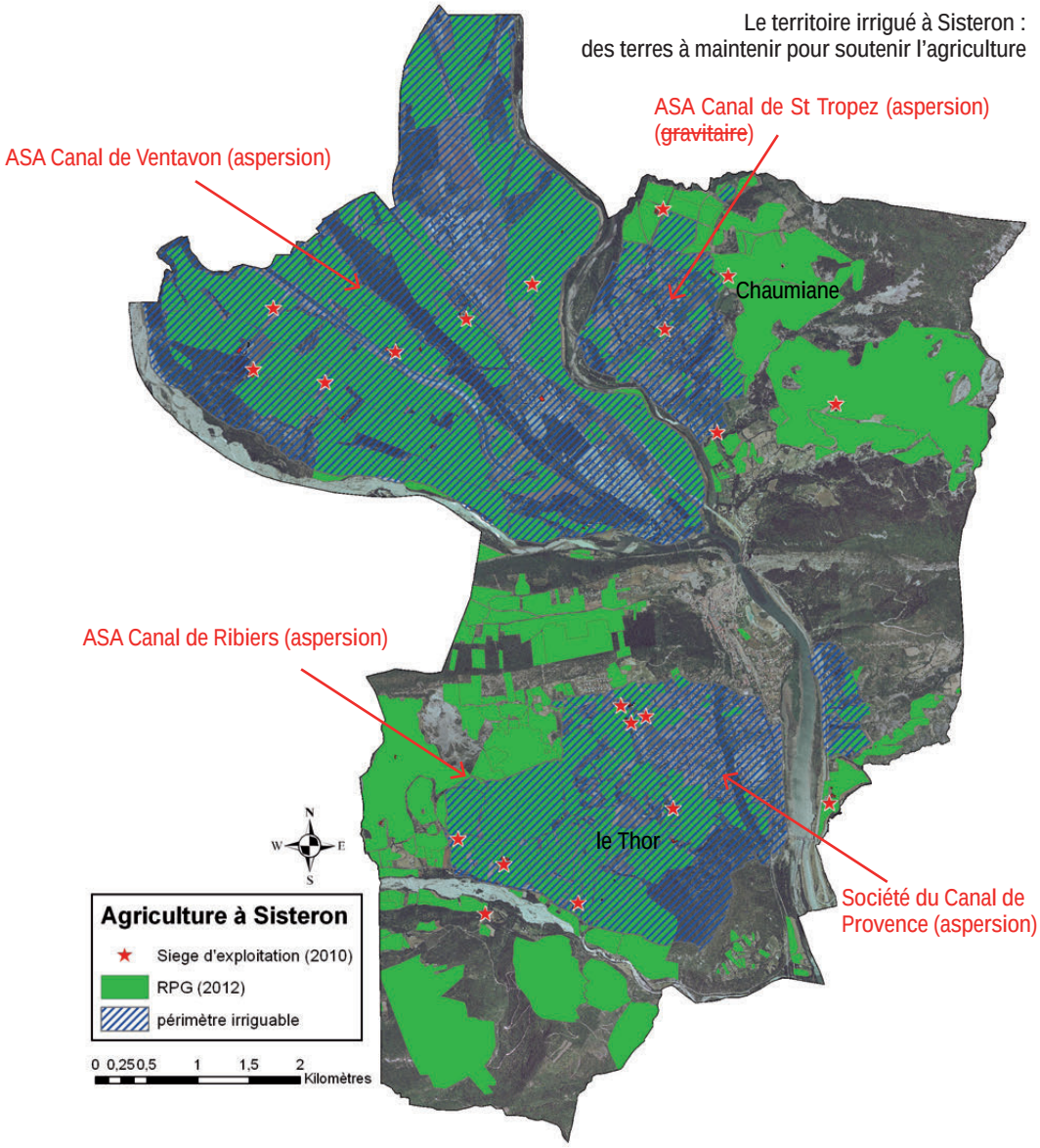
D'après les différents recensements agricoles effectués sur la commune, les 43 exploitants en 2000, ayant leur siège à Sisteron, ont vu leur nombre baisser pour atteindre 26 exploitations agricoles en 2010, représentant une réduction proche de - 40% en 10 ans. Le département a également connu une disparition d'exploitations agricoles à hauteur de presque 26% entre 2000 et 2010.

Cependant, la Surface Agricole Utile (SAU) évoluant peu (-12 ha) pour s'établir à 2 027 ha en 2010, il s'agit essentiellement d'un regroupement des exploitations.

Les exploitations individuelles représentent à Sisteron plus de 53 % des statuts professionnels (cf. tableau page suivante). Malgré la prédominance de ce statut, les orientations et politiques agricoles ont contribué à Sisteron, comme ailleurs, à une concentration des structures et une diminution de leur nombre. Les plus petites exploitations ont été les premières touchées par cette diminution.

En dehors des deux centres équestres, la taille moyenne des exploitations est de 125 ha de SAU. Les exploitations comptent de 10 ha à 400 ha y compris les parcours individuels. La surface cultivable moyenne par exploitation est de 60 ha avec des variations de 7 à 140 ha environ de terres cultivables ou cultures pérennes. Seules 5 exploitations utilisent moins de 20 ha de terres cultivables.

Le territoire irrigué à Sisteron :
des terres à maintenir pour soutenir l'agriculture



Les données chiffrées

L'agriculture a connu, comme dans la plupart des autres communes de France, une régression en nombre d'exploitations agricoles. Ainsi, les exploitations familiales (ou individuelles) disparaissent de plus en plus pour laisser place aux entreprises agricoles qui, par les performances économiques remarquables, suffisent en petit nombre pour exploiter l'ensemble des terres de la commune.

Bien que la commune de Sisteron ait connu une réduction de plus de 38% en 10 ans en terme de cheptel, la région PACA reste le 1er bassin de consommation d'agneau par habitant et la 2ème région en terme d'effectifs : soit 10% du cheptel et 5 % des éleveurs nationaux . Un tiers des agriculteurs bas-alpin est éleveur de mouton à temps complet .

Age des chefs d'exploitation (ou du 1er co-exploitant) – Source : Agreste, recensement agricole 2010

En 2010, les chefs d'exploitation (ou du 1er co-exploitant) sont essentiellement dans la tranche des 40-50 ans, l'âge moyen connaissant un léger rajeunissement. On constate à la fois une diminution des plus jeunes et des plus âgés, soulignant un nécessaire accompagnement pour la reprise d'activités des anciens et une aide à l'installation des plus jeunes.

	2000	2010
- de 40 ans	12	3
40-50 ans	12	10
50-60 ans	6	9
60 ans et +	13	4

En terme de succession en 2010, sur les 43 exploitations présentes sur la commune, 9 n'ont pas de succession, 9 ont un successeur et 24 ne sont pas concernées par la question de succession.

En 2010, le statut des exploitations agricoles est représenté à 50% par les exploitations individuelles, le reste représentant soit des regroupements agricoles d'exploitation en commun soit des sociétés.

	2000	2010
Tous statuts	43	26
Exploitations individuelles	29	14
GAEC	7	6
EARL avec chef d'exploitation seul	s	4
EARL avec plusieurs coexploitants	s	s
Autres	4	s

Source : Agreste 2010 (s = secret statistique)

Bien que le nombre de cheptel soit réduit de plus de 38% ces dix dernières années, la commune de Sisteron est toutefois spécialisée dans l'élevage ovins, avec l'agneau de Sisteron, bénéficiant ainsi de différents labels de qualité, gages de sa notoriété : Label Rouge, IGP « agneau de Sisteron », agneau biologiques, agneau fermier et CCP « Agneau de Manon ».

Seules les cultures toujours en herbe ont progressé entre 2000 et 2010 de plus de 14%, témoignant du dynamisme de la commune dans l'agro-pastoralisme. Les cultures toujours en herbes représentent les prairies naturelles ou semées depuis plus de 6 ans. Il peut également s'agir de parcours ou de landes pâturées.

Paradoxalement, si le pastoralisme connaît actuellement un certain recul, il représente néanmoins l'un des attraits touristiques majeurs pour la commune. Par ailleurs, précisons qu'au-delà du pastoralisme c'est toute une filière agro-pastorale qui a pris sa place dans l'économie de Sisteron, en lien avec l'abattoir et l'ensemble des entreprises spécialisées dans la transformation et l'"import-export.

Surface agricole utilisée (SAU) sur la commune:

- des productions très diversifiées: arboriculture, grandes cultures, prairies temporaires ou permanentes, PAPAM (plantes à parfum, aromatiques ou médicinales),
- une utilisation pastorale sur des secteurs naturels boisés ou en lande (vallée du Jabron, montagne de Gache),
- la majorité de la commune est irrigable par aspersion par l'intermédiaire de l'ASA du canal de Ventavon pour la partie nord et de la société du canal de Provence sur le secteur du Thor. L'ASA du canal de St Tropez permettait d'irriguer gravitairement le secteur de la Chaumiane; le passage en aspersion est aujourd'hui réalisé.

(Source, Chambre d'agriculture décembre 2011)

Données agricoles - commune de Sisteron

Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune		
1988	2000	2010
70	43	26
Travail dans les exploitations agricoles (unité travail annuel)		
1988	2000	2010
85	86	51
Superficie agricole utilisée (en ha)		
1988	2000	2010
2577	2039	2027
Cheptel (unité de gros bétail, tous aliments)		
1988	2000	2010
1242	1194	737
Superficie en terres labourables (en ha)		
1988	2000	2010
849	907	788
Superficie en cultures permanentes (en ha)		
1988	2000	2010
101	155	125
Superficie toujours en herbe (en ha)		
1988	2000	2010
1622	975	1114

Source : Agreste, recensement agricole

Au recensement agricole 2010
Population active agricole : 261
Croissance des saisonniers: + 28 %
Taille moyenne des exploitations : 125 ha de SAU
60 ha de surface cultivable

Filières dominantes
Grandes cultures : 7 exploitations
Elevage ovin : 6 exploitations
Arboriculture : 6 exploitations

Entre 2000 et 2008\
8 installations de jeunes agriculteurs, effectuées dans le cadre familial

(Source Etude agricole, Chambre d'agriculture 04, 2011)



L'agneau de Sisteron,
symbole de l'activité pastorale

Les spécificités agricoles à Sisteron

La pratique pastorale est largement représentée sur la commune puisque les fourrages, landes, estives et prairies permanentes et temporaires représentent plus de 59% des cultures exploitées à Sisteron en 2012. Viennent ensuite les céréales et les grandes cultures, qui représentent à elles deux, 21,5% des exploitations sisteronaises, puis 8,4% pour l'arboriculture (en particulier la pomme). Notons que les cultures en jachère (gels) représentent à Sisteron 16,7 hectares, soit moins d'1% des cultures.

Evolution du type de cultures à Sisteron 2010-2012

	2010 (en ha)	2012 (en ha)	évolution 2010-2012 (en %)	
Fourrage estive prairies	1191,9	1192,1	0,0	=
Céréales	233,8	248,4	**6,2**	↑
Grandes cultures	154,3	184,4	**19,5**	↑
Arboriculture	199,6	169,7	-15,0	↓
Divers	92,1	120,6	**30,9**	↑
Oléagineux	83,5	74,2	-11,1	↓
Gels	22,3	16,7	**-25,1**	↓
Légumes fleurs	13	5,1	**-60,8**	↓
Légumineuses à grains	0	0,6	100,0	↑
(Source RPG)	**1990,5**	**2011,8**	**1,1**	↑

L'évolution des cultures dominantes à Sisteron entre 2010 et 2012, est marquée par la diminution de l'arboriculture, des espaces en gels et de la culture des légumes et fleurs (plus de 60%) au profit des grandes cultures et des cultures diverses (Cf. Tableau ci-dessus).

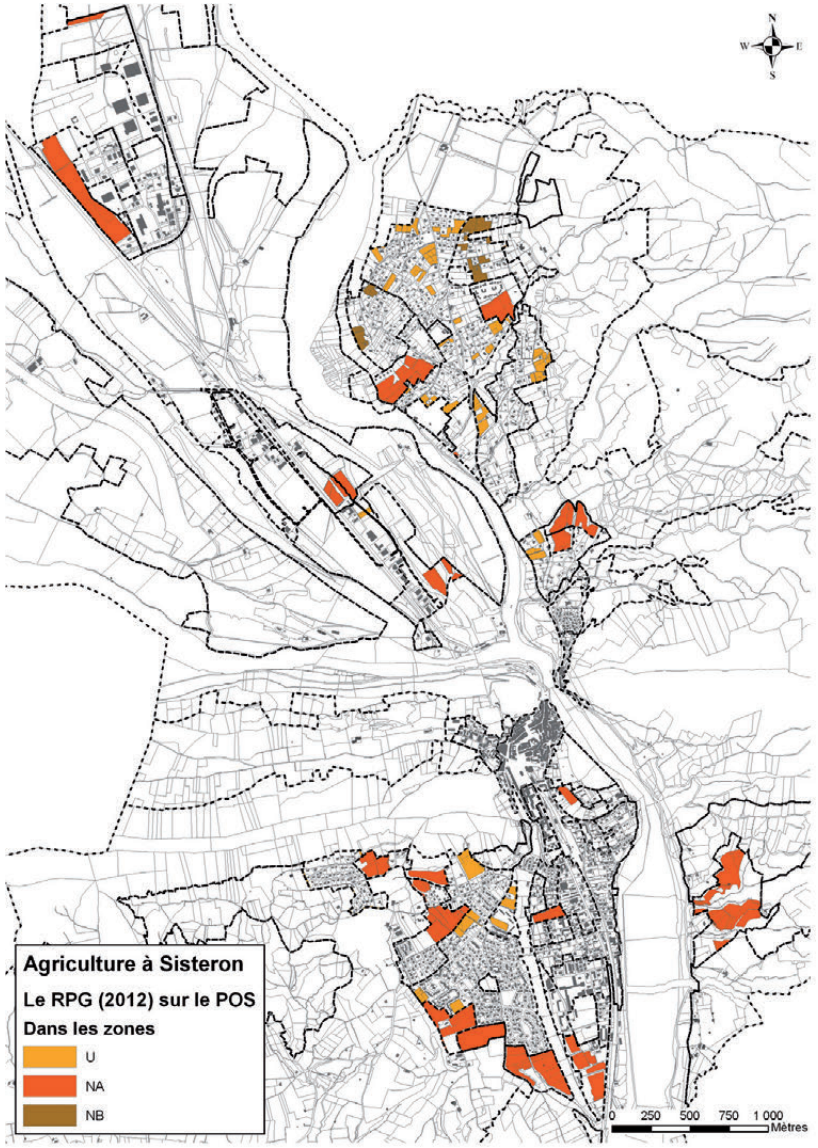
L'orientation technico-économique de la commune indique un profil privilégiant la polyculture (céréales, maïs, semences…) et le polyélevage (ovin et caprins), comme en témoigne le tableau ci-dessus ayant une large production de ce type de cultures.

Les fourrages, estives et landes se localisent sur le territoire communal au niveau des montagnes : à l'Ouest du quartier le Thor sur les hauteurs de la vallée du Jabron et à l'Est du Plan de Baume (montagne de Gache).

Précisons également qu'il existe à Sisteron des ~~une~~ exploitations agricoles photovoltaïques bénéficiant de 864 m² de panneaux photovoltaïques, installés sur les toitures des bâtiments agricoles (622 modules photovoltaïques monocristallins) permettant de produire 157 057 KWH. Ces exploitations sont localisées au Nord, dans la vallée du Jabron, ...

Le rééquilibrage des aides liées à la PAC (Politique Agricole Commune) pour 2014-2020 devrait être en faveur des éleveurs pour valoriser l'élevage herbager et améliorer la performance environnementale des exploitations. Cette relance des aides est censée donner plus de poids aux éleveurs face à la grande distribution qui minorise leurs marges. Ayant perdu l'ancienne Prime Herbagère Agro-Environnementale (PHAE), les éleveurs espèrent percevoir une indemnité compensatrice de handicap naturel. En effet, le pastoralisme est une filière agricole d'excellence qui respecte l'environnement et participe au maintien de la biodiversité des territoires qu'elle occupe. Face à cette mesure agro-environnementale et climatique en faveur du pastoralisme, les éleveurs espèrent également que l'Etat reconnaisse l'emploi des races locales de massif, qui occupent généralement les zones les plus difficiles des massifs montagneux. Les pratiques pastorales semblent être aujourd'hui une « tradition d'avenir ».

En 2012, une superficie de 2 011 ha de terres sont déclarées cultivées sur la commune, dont 83,5 hectares dans les zones urbaines de l'ancien POS en zones U, NA et NB. La cartographie et le tableau ci-contre permettent de comptabiliser et de visualiser l'emplacement des terres agricoles sur le zonage du POS en secteur urbain. Les quartiers du Thor et de la Chaumiane sont les deux secteurs de Sisteron où s'exerce la pression et la rétention foncière.



Cultures dans les zones urbaines du POS	Fourrage estives prairies	Grandes cultures	Céréales	Oléagineux	Gel	Vergers	Total
U	10,77	3,08	2,71	0,03	0,3	0,03	16,9
NA	36,23	10,61	9,71	4,23	0,94	-	61,7
NB	4,75	-	0,11	-	-	-	4,9
Total	51,75	13,69	12,53	4,26	1,24	0,03	83,5

Le PLU portera une attention particulière aux espaces agricoles, sur leur préservation et leur mise en valeur, afin d'assurer la pérennité de cette activité économique.

Les produits agricoles de qualité à Sisteron

L'agneau de Sisteron est un produit couvert par l'AOP ou l'IGP depuis juin 2003 si les caractéristique de ce dernier sont respectées; à savoir un jeune agneau (entre 70 et 150 jours), léger d'un poids compris entre 13 et 19 kg, d'une viande claie caractérisée par sa finesse, élevé avec sa mère pendant 60 jours minimum. En plus du label Label Rouge, cet agneau bénéficie également de l'appellation d' « agneau fermier ».

Le fromage Banon est un fromage de chèvre au lait cru bénéficiant du label AOC. Enveloppé dans des feuilles de châtaigniers, il révèle une pâte onctueuse à cœur. Il est issu d'un élevage extensif et il est fabriqué selon une recette traditionnelle du caillé doux.

Les olives sont soit issues des variétés Aglandau, Bouteillan, Tanche et Picholine ou de variétés locales comme le Colomballe, le Rosé du Mont d'Or ou l'Estoublaisse. La richesse du terroir permet aux moulins d'obtenir une huile d'olive de couleur verte présentant quelques reflets jaunes. Les huiles d'olive de Haute Provence bénéficient depuis 1999 de l'AOC

Le « petit épeautre de Haute Provence » et sa farine sont bien présents en Haute Provence, côtoyant généralement les champs de lavande. Céréales à haut rendement énergétique et calorique, le petit épeautre doit être cultivé selon un cahier des charges rigoureux pour garantir sa qualité et son origine. Il bénéficie depuis 2007 de l'indication géographique contrôlée (IGP).

Les pommes des Alpes de Hautes Provence bénéficient depuis 2008 de l'indication géographique protégée (IGP). Elles sont généralement liées aux variétés suivantes : Galas et mutants, Golden Delicious et mutants. Sa couleur, sa fermeté soutenue, son crunch et son excellente tenue en conservation, font de ce fruit un produit de qualité.

Sisteron produit généralement d'autres produits comme la lavande, le miel et les châtaignes.

Irrigation, Type de circuit et pastoralisme.

Les terres agricoles sont irrigables par aspersion par l'intermédiaire de l'ASA du Canal de Ventavon, du Canal de Provence et du canal de Ribiers et de l'ASA du Canal de St Tropez (cf. Carte page précédente *Le territoire irrigué à Sisteron : des terres à maintenir pour soutenir l'agriculture)*

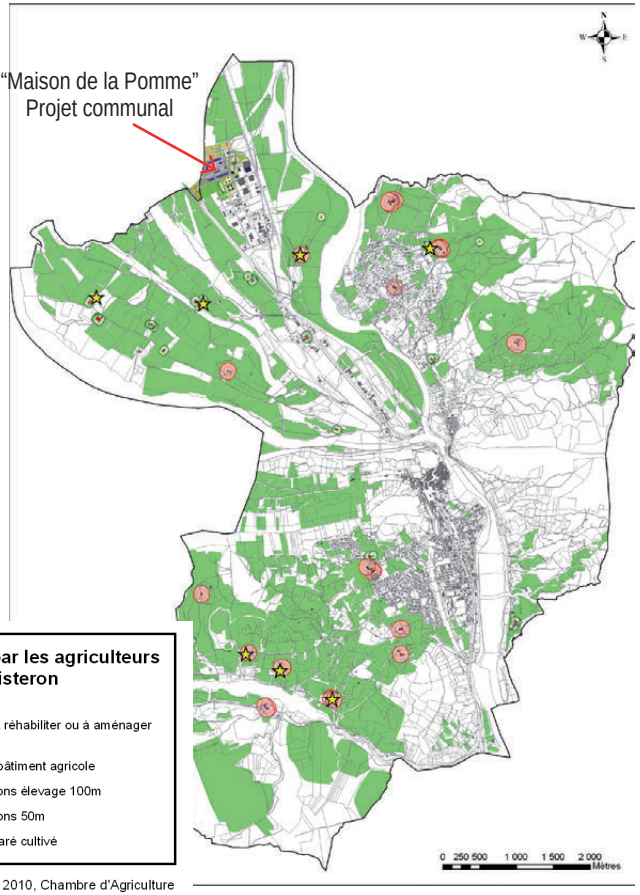
Par le biais des coopératives en élevage ovin ou grandes cultures ou de négociant en production fruitière, semences, élevage bovin, les circuits longs traditionnels sont le mode de commercialisation privilégié. Seules 4 exploitations utilisent les circuits courts; 5 exploitations bénéficient d'un label rouge, 1 exploitation est labellisée en Agriculture Biologique et 1 est adhérente au réseau Bienvenue à la ferme.

Les AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) connaît de nos jours un fort dynamisme. Ce système d'aide financière liant le client au producteur (sous forme d'un contrat factice sur quelques mois) permet à ce dernier d'investir plus facilement dans son exploitation. Sisteron comptabilise actuellement une seule AMAP, celle de la Citadelle, permettant aux habitants de pérenniser l'agriculture paysanne locale.

L'appellation «Agneau de Sisteron» (Label rouge et IGP) témoigne des pratiques pastorales de la commune qui centralise la production de l'élevage ovin.

Les projets des agriculteurs :

L'envoi de questionnaire aux agriculteurs en 2010 et l'étude agricole réalisée par la chambre d'agriculture en 2011 ont permis de recenser les projets agricoles sur la commune.
7 exploitations ont exprimé leur désir de développer leurs activités agricoles ; les projets sont divers: construction de logements pour les saisonniers, réhabilitation de granges ou dépendances, ou encore création ou extension des bâtiments existants.
La carte *ci-contre* localise les projets agricoles, les sièges d'exploitations ainsi que les bâtiments d'élevage nécessitant un périmètre de réciprocité de 100 mètres pour éviter les conflits issus de nuisances agricoles.



Source : RPG 2010, Chambre d'Agriculture

Des exploitations en phase de développement

L'étude complémentaire agricole a permis d'identifier le devenir de l'agriculture locale et ses besoins.

Depuis l'année 2000, la commune a compté 8 installations de jeunes agriculteurs sur son territoire. La grande majorité (90 %) s'est effectuée dans le cadre familial.

Quatre exploitations ont le projet d'augmenter la main d'oeuvre familiale par l'installation d'enfants qui sont actuellement en cours de formation agricole. Ces installations sont prévues dans des exploitations en société déjà existantes ou qui seront créées à cette occasion. Une exploitation pense accueillir un salarié permanent.

Deux exploitations sont sans reprise connue à échéance de 10 ans. L'une d'entre elle recherche un repreneur pour la structure.

Deux exploitants associés dans des structures sociétaires devraient prendre leur retraite prochainement. Leur départ ne remet pas en cause la pérennité des exploitations concernées.

La moitié des exploitations affirme rechercher du foncier supplémentaire pour permettre leur développement et parfois une installation supplémentaire. Deux exploitations ont été fortement touchées par des retraits de surfaces cultivables suite à des projets d'aménagement ou l'urbanisation de ces terres. L'une d'entre elle a retrouvé du foncier sur une autre commune. L'autre est en recherche de foncier.

Ces données mettent en évidence la forte pression foncière agricole sur la commune. Toute terre libérée est aussitôt reprise localement. Il n'y a pas ou très peu de terres non exploitées. Les quelques cas de terres en friches (par exemple sur le plateau de Soleillet) résultent d'une volonté des propriétaires de ne pas les mettre en location ou à disposition d'un exploitant.

De nombreux exploitants se sont développés en allant chercher des terres sur des communes voisines. Cette tendance est toujours active avec une recherche de foncier disponible parfois assez éloigné du siège de l'exploitation.

La grande majorité des terres de la commune est exploitée par des agriculteurs ayant leur siège sur la commune. Plusieurs exploitants des communes voisines exploitent cependant des îlots sur Sisteron, souvent en limite de commune.

Proximité entre espaces agricoles et espaces urbains

Réglementairement, la distance d'éloignement des bâtiments agricoles ne s'applique qu'aux bâtiments d'élevage. L'ensemble des exploitations étant soumis au Règlement Sanitaire Départemental, la distance s'appliquant autour des bâtiments est de 50 mètres.

Afin de garantir l'évolution possible des sièges d'exploitation et de limiter les conflits d'usage, il semblerait intéressant de porter cette distance à 100 mètres pour les bâtiments d'élevage et 50 mètres pour les autres bâtiments d'exploitation (en dehors des logements).

Deux secteurs d'urbanisation ont des enjeux particuliers vis-à-vis de la proximité des sièges d'exploitation. Il s'agit du secteur du Thor et de la Chaumiane – Plan de la Beaume. Dans ces secteurs, l'augmentation de la distance règlementaire pour les exploitations en périphérie nous semble nécessaire. La question du maintien en zone agricole de l'exploitation au centre de La Chaumiane est posée du fait de la proximité des zones déjà bâties.

III.2.7. LES SITES D'ACTIVITÉS AGRICOLES

Cette partie est extraite de l'étude complémentaire de la Chambre d'Agriculture. Pour une analyse plus détaillée, il convient de consulter le document complet de l'étude mis en annexe du rapport de présentation du PLU.

Les sites d'exploitation sont présentés par grand secteur de la commune. Les numéros des exploitations renvoient aux fiches par exploitation de la partie 4. Seules sont illustrées ici les exploitations proches des espaces urbanisés.

Secteur du Thor



Deux sièges d'exploitations se situent sur le secteur du Thor. Les deux exploitations sont très proches des zones bâties.

L'exploitation n°1 en élevage ovin est à 50 mètres des premiers lotissements. Le site d'activité est bien regroupé.

L'exploitation n°7 n'a pas d'élevage. Les bâtiments issus d'une même propriété sont séparés des premières habitations de Super Sisteron d'environ 100 mètres. La présence d'une petite distillerie individuelle est à noter.

Plus au Sud, sur le secteur de Saint-Domnin on trouve un deuxième site d'exploitation pour l'exploitation n°1. Ce secteur fonctionne de manière complémentaire avec le site du chemin de l'Adrech. Il dispose de bâtiments récents bergerie et hangar stockage et matériel. On trouve également dans ce secteur le siège du centre équestre du Thor (exploitation 19) qui dispose de carrières et d'écuries pour les chevaux.

La vallée du Jabron

L'exploitation n°3 domine la vallée du Jabron au-dessus de la RD946. Les anciens bâtiments de ferme sont aujourd'hui entourés d'un ensemble de bâtis plus récents (chèvrerie, hangar, matériel). Cette exploitation familiale en GAEC est un pôle d'emploi important puisqu'elle permet le travail de 8 personnes dont 4 salariés et un apprenti. L'exploitation réalise de la vente directe sur le site et accueille donc des visiteurs de manière régulière. Des parkings ont été aménagés. Une partie des bâtiments est couverte par des panneaux photovoltaïques installés récemment.

L'exploitation en développement a de nouveaux projets de bâtiments d'exploitation et de logement permettant la décohabitation.

Dans la suite de la vallée, on trouve ensuite l'exploitation n°5 organisée en GAEC et avec des productions très diversifiées (élevage ovin, légumes, semences, arboriculture). Le site principal est situé à Paresous mais d'autres bâtiments sont utilisés à Clot Alègre plus en amont.

L'exploitation n°2 en élevage ovin et agritourisme se situe à 500 mètres. Le bâti ancien, complété par une petite bergerie, est groupé.

En limite de Bevons, on retrouve des sites d'activités complémentaires pour les exploitations n°5 (bâtiment de stockage dans une ancienne ferme) et 1 (bergerie ovine).

Le plan des Tines

Ce secteur en rive gauche de la Durance et en aval de Sisteron est le siège de l'exploitation n°6. Le site comprend des bâtiments d'exploitation hangar matériel et de stockage dont un ancien bâtiment d'élevage reconverti. L'exploitant loge sur place et on trouve également un logement familial utilisé par un ancien exploitant.

La Chaumiane - Plan de la Baume

L'exploitation n°8 est située au milieu du secteur bâti de La Chaumiane. Cette exploitation est entourée de maisons individuelles ou de lotissements et ne dispose quasiment plus d'espace propre autour des bâtiments sauf une parcelle de prés. Cette situation occasionne de nombreux conflits de voisinage et complique l'exploitation (épandage du fumier, déplacements du matériel …). La question du devenir de ce siège d'exploitation est donc posée. L'exploitation dispose d'un petit élevage bovin allaitant. Le périmètre de protection autour du bâtiment d'élevage comprend déjà plusieurs bâtis.

L'exploitation n°11, en élevage ovin, est située un peu plus en retrait de l'urbanisation existante. Cependant ce secteur est en fort développement et risque de remettre en cause les possibilités de développement de l'exploitation. Les premières habitations de tiers se situent à environ 150 mètres des bâtiments de l'exploitation. Il nous semble que cette distance devrait être conservée pour ne pas se retrouver dans un phénomène d'encerclement avec des difficultés d'accès aux parcelles. Le maintien d'un espace agricole suffisant avant le coteau permettrait d'assurer le devenir de ce siège d'exploitation et de ses ressources fourragères de proximité.



L'exploitation n°12 se situe au lieudit Plan Massot. Il s'agit d'une implantation très ancienne avec du bâti de caractère patrimonial (corps de ferme, pigeonnier…). Les bâtiments sont très regroupés. Derrière le bâti traditionnel, des bergeries plus récentes ont été implantées pour répondre aux besoins de l'exploitation. Ce site d'activité se situe à 300 mètres de la limite de l'urbanisation actuelle.

Le plateau de Soleillet

Le plateau de Soleillet est un vaste espace agricole d'un seul tenant situé entre le Buëch et la vallée de la Durance et ses infrastructures. Les cultures se répartissent entre grandes cultures, cultures semencières (maïs, tournesol, betterave …) et arboriculture. Les parcelles sont de grande taille et concourent au façonnement d'un paysage ouvert, seul l'extrême Ouest du plateau est un bois pâturé.

La plupart des sièges d'implantation sont des implantations agricoles anciennes avec des bâtis traditionnels.

En partie Sud du plateau, on trouve à proximité l'implantation des exploitations n°15 et 13. L'exploitation n°15 est plus récente avec une création du siège d'exploitation dans les années 1970. Les deux exploitations sont orientées de façon dominante en arboriculture.

Un peu plus à l'Ouest, on rencontre ensuite le siège d'exploitation n°10 également en arboriculture.

Sur la partie Ouest du plateau, un secteur est utilisé en élevage bovin par une exploitation du plateau de Seyne les Alpes qui utilise le site en période décalée pour le pâturage bovin. Elle utilise sur place une serre d'élevage.

Sur la partie Nord du plateau, en bordure du canal se trouve le siège de l'exploitation n°14 orientée en grandes cultures, semences et arboriculture.

La plaine de la Durance

Le secteur de la Plaine de la Durance compte encore deux sièges d'exploitations. Le premier, exploitation n°9, est situé entre la route nationale et les contreforts du plateau de Soleillet (carte précédente).

L'exploitation n°16, quant à elle, se situe derrière l'autoroute sur la première terrasse en bordure de Durance.

III.2.8. SYNTHÈSE

III.2.8.1 Eléments positifs

+ Un niveau de commerces, services et équipements satisfaisant
+ Une industrie et un parc d'activités porteur d'une dynamique économique,
+ Des activités touristiques en développement, et des projets en cours (Musée de la pomme, Musée d'Ornano, ...)
+ Des installations de jeunes agriculteurs (8 sur 26 exploitations existantes)
+ Terres agricoles bien irriguées, pastoralisme et élevage, grandes cultures, polycultures, PAPAM, produits agricoles en AOC

III.2.8.2 Eléments à développer

+ Un besoin de reconquête du centre ancien, en cours de réhabilitation
+ Des équipements à adapter aux objectifs démographiques
+ Renforcement du centre ancien, en liaison avec la partie Sud, lieu d'implantation des équipements publics (scolaires et sportifs)
+ Une diminution des surfaces agricoles utilisées (-1,2 ha/an entre 2000 et 2010)
+ Des périmètres d'éloignement agricole/urbain à respecter

III.3 UN TERRITOIRE VÉCU

(Source : Porter à Connaissance, Atelier thématique 3 «environnement, paysages agricoles et naturel, déplacement», 18 novembre 2010, DDT 04)

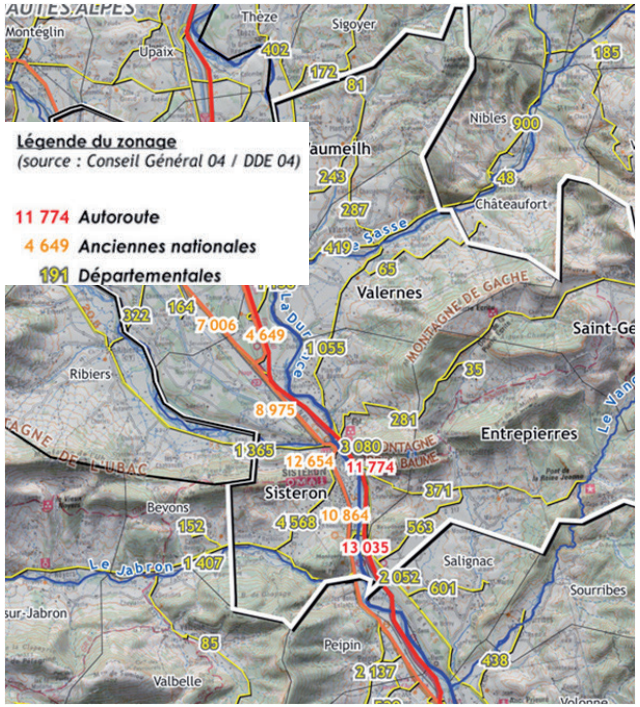
III.3.1 RÉSEAU VIAIRE ET DÉPLACEMENTS.

En matière de transport, Sisteron est considérée comme une zone de transit. Elle dispose d'infrastructures routières permettant de faire le lien entre GAP et Aix-en-Provence par la vallée de la Durance.
Implantés dans les couloirs topographiques, les axes de déplacements (A51, RD951, RD4085) structurent le territoire sisteronais.

• Les axes autoroutiers et routiers :

Traversée par l'autoroute A51 et les départementales RD951 et RD4085, Sisteron canalise un nombre important de déplacements automobiles : navettes domicile-travail, transports scolaires, services, loisirs... sont autant de motifs qui nécessitent un réseau routier performant et l'usage d'un mode de transport.

Structurée par des axes autoroutiers et routiers importants, Sisteron enregistre des déplacements automobiles notables. Les déplacements correspondent à Sisteron majoritairement au passage de l'autoroute A51.
La carte ci-dessous a été réalisée par le Conseil Général et la DEE du département des Alpes de Haute Provence en 2006. Elle présente l'importance des flux automobiles observés sur l'ensemble des voies du territoire :



A51 - entrée Nord :
11 774 véhicules / jour

A51 - entrée Sud :
13 035 véhicules / jour

RD 4085 (ex N85) :
au Nord : 8 975 véhicules / jour
au sud: 10 864 véhicules / jour

La traversée du centre-ville :
12 654 véhicules / jour

L'accessibilité du territoire apparaît comme très satisfaisante au regard des deux sorties d'autoroute au Nord et au Sud de la ville de Sisteron.

Par ailleurs, observant le nombre de véhicules/jours circulant sur l'autoroute (11 774 v/j) et sur la RD 4085 (12 654 v/j), les flux intercommunaux sont plus importants que les flux de transit et se reportent plus difficilement sur l'autoroute. En 2015, les flux sur la RD 4085 sont de 22 067 v/j contre 19 839 v/j en 2006, soit une augmentation moyenne de près de 250 véhicules par an.

La structuration du réseau viaire correspond également à la morphologie des lieux, en fond de vallée sur un axe Nord Sud. Les transversalités Est-Ouest posent quelques problèmes d'accessibilité, notamment au niveau du franchissement de la Durance

A l'échelle communale, les RD 4075, RD 3, RD 948 et RD 17 desserrent et structurent le territoire Sisteronais. Le comptage de véhicules effectué par le CG et la DDE du 04 en 2006 révèle un trafic bien moins important que sur la RD 4085. Correspondant à des axes secondaires, ces voies sont des dessertes locales. En 2015, la RD 4075 enregistre 3895 v/j.

Toutefois, l'accessibilité de Sisteron reste fortement soumise à la présence de l'A51, reposant ainsi sur des déplacements en voiture individuelle. Le développement du trafic routier, qui a accompagné l'urbanisation, a engendré une saturation des infrastructures existantes. Il en résulte des augmentations de l'insécurité routière et des nuisances (pollutions, bruits...).

• Causes de nuisances

Zones affectées par le bruit

L'A51, la RD 4085 sont des voies de transport terrestre présentant des nuisances sonores sur le territoire de Sisteron (cf. carte dans le chapitre Nuisances et pollution). Ainsi les arrêtés préfectoraux du 11 mars 2016 classent ces voiries et leur fixent une largueur de zone affectée par le bruit :

- l'A51 et la RD 4085 en catégorie 2 = 250 m
- la RD 4085 et la RD 4075 en catégorie 3 = 100 m

Les bâtiments qui seront construits dans ces zones devront respecter les prescriptions d'isolement acoustique réglementaires découlant de l'arrêté du 30 Mai 1996.

Transport de matières dangereuses

La commune de Sisteron est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuse (cf. Chapitre Risques technologiques) par certaines voies routières et canalisations souterraines. Ce risque est lié au transport de produit pouvant être inflammable, toxique, explosif ou radioactif (livraison d'hydrocarbures dans les stations services, livraison de chlore dans les stations de traitement des eaux ou les piscines...).

Cependant aucun lieu n'est totalement exempt de ce type de risque.

Les canalisations souterraines d'éthylène ont été déclarées d'intérêt général par le décret du 10 septembre 1971. Les zones des effets très graves à significatifs dans une largeur de 670 mètres de part et d'autres de ces canalisations souterraines figurent dans les annexes du PLU.

• Effets bénéfiques de l'autoroute A51

L'aménagement de l'autoroute A51 améliore l'accessibilité du territoire. Facilitant l'accès à Gap et à Marseille, le parc d'activités connaît aujourd'hui un dynamisme économique lié à l'implantation de nouvelles entreprises. Gain de temps, amélioration de la sécurité et du confort... sont les avantages de l'autoroute, utiles pour les acteurs économiques locaux. L'extension de la ZAE illustre clairement l'attractivité de Sisteron au sein du Val de Durance.
Par ailleurs, l'autoroute est également une vitrine pour le territoire, permettant ainsi aux visiteurs de s'arrêter pour venir visiter la ville dans le cadre de leur voyage, favorisant ainsi le développement touristique.



L'A51 et la ville de Sisteron

III.3.2 LES MOBILITÉS À SISTERON

Flux Domicile-Travail , prépondérance de l'automobile : (source INSEE, RP 2009)

Au sein du réseau de déplacements domicile-travail, 5 sous-réseaux concentrent les aires urbaines de la région Paca. Les contours de ces sous-réseaux sont stables depuis 1999.

Sisteron est une des sept petites aires urbaines, structurant le sous-réseau Gap-Manosque. Selon l'étude de l'INSEE en octobre 2013 (cf. carte ci-contre), les variations domiciles-travail à Sisteron s'établissent comme telles :

- nombre de flux entrants : 834,

- nombre de flux sortants : 481.

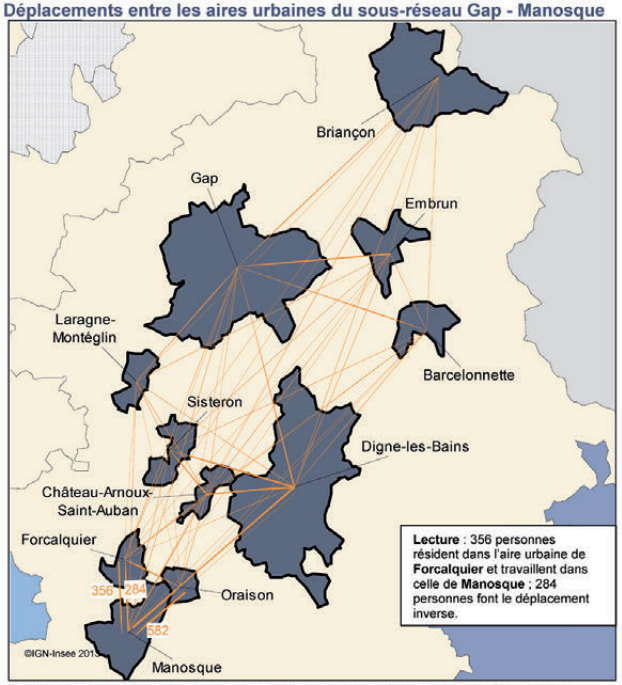
Au sein de ces flux d'actifs 118 échanges, correspondant à 90 entrants et 28 sortants, concernent des cadres des fonctions métropolitaines (CFM).

La population active résidente en emploi à Sisteron est de 2700 personnes.

Ces chiffres indiquent bien que Sisteron est une ville d'emplois, attirant ainsi les actifs sur son territoire, dans la mesure où deux fois plus de personnes entrent sur la commune qu'il n'en sort.

72% des sisteronais travaillent sur leur lieu de résidence, 29 % des actifs travaillent soit à Digne, Château-Arnoux-Saint-Auban ou dans une autre commune et un peu plus de 10% des actifs travaillent soit dans un autre département, une autre région, dans les DOM-TOM ou à l'étranger.

Déplacements entre les aires urbaines du sous-réseau Gap - Manosque



Champ : actifs en emploi résidant et travaillant au sein d'une aire urbaine de France métropolitaine - flux supérieurs à 100 déplacements.

Source : Insee, recensement de la population 2009



Inciter le recours aux Transports alternatifs à l'automobile :

La part de la marche à pied représente 15% des déplacements pour les flux domicile-travail et les transports en commun (trajet SNCF) représentent 1,25%. (source : INSEE)

L'un des leviers correctifs à la tendance du tout voiture est le développement de transports publics réguliers et adaptés aux besoins . En 2014, Sisteron a mis en place un service de navettes urbaines gratuite avec 15 points d'arrêts, préalable expérimental à un service de transport urbain généralisé. Le service assure la desserte de trois zones (le Thor, le Gand-les Plantiers, et la Baume-la Chaumiane) avec 4 rotations journalières (micro bus électrique de 22 places).



Sisteron est équipée d'une gare SNCF et d'une gare routière permettant d'effectuer des trajets en transport en commun soit en train par le Transport Express Régional (TER) soit en bus par les Lignes Express Régionale (LER) et les lignes départementales.
Depuis plusieurs années la Région a développé une politique soutenue en vue de promouvoir les transports ferroviaires, cependant l'analyse de la situation locale démontre l'importance des mesures et efforts à fournir afin d'accompagner le développement durable.

Pour Sisteron, la modernisation de la desserte ferrée dans le Val de Durance et vers les Alpes constitue une priorité au regard de l'objectif de désenclavement du secteur de montagne et des enjeux qui se dessinent le long de cet axe majeur.

Lignes Express Régionales (LER) concernant Sisteron	
n°21	Nice - Digne - Sisteron - Gap
n°26	Forcalquier - Sisteron - Digne - Aix TGV - Aéroport MP
n°29	Marseille - Gap - Briançon
n°31	Marseille - Nice - Sisteron - Grenoble
n°33	Digne - Château Arnoux Saint Auban - Sisteron - Veynes
Transport Express Régionales (TER) concernant Sisteron	
n°13	Marseille - Manosque - Gap - Briançon
Lignes départementales - liaisons quotidiennes	
RD 4075	Mison
RD 948	Sderon - Omergues - Montfroc - Curel - St Vincent sur Jabron - Noyers - Bevons
RD 4	Salignac
Lignes départementales - liaisons hebdomadaires	
RD 4	Thèze
RD 3	Authon - St Geniez - Entrepierres
RD 951	Simiane - Banon - Cruis - Mallefougasse - châteauneuf - Aubignac- Peipin

Stratégie des ménages : (source : INSEE, Dépendance à l'automobile, C. Genre-Granspierre et D. Josselin, 2006)

En 2007, 92 % des ménages possèdent au minimum une voiture (dont 54% deux voitures ou plus).

Les temps d'accès en augmentation, le coût du déplacement automobile croissant et les faibles possibilités de choix modal (TC, covoiturage, train…) sont des facteurs de tensions des mobilités auxquels les habitants doivent faire face.:
La dégradation de l'efficacité automobile oblige à des adaptations individuelles: Si leur BTT (Budget Temps de Transport) augmentait d'1h30, seuls 50% des usagers de l'automobile changeraient de lieu de résidence. Les actifs célibataires déménageraient dès 1 h d'augmentation de leur BTT. Ceux qui avaient fait le choix d'un BTT faible (les plus proches d'un centre urbain) sont surreprésentés parmi ceux qui souhaitent changer de résidence. Les plus touchés par cette tension sont ceux qui sont entre 10 et 25 kms d'un pôle urbain. Le rapprochement entre lieu de travail et lieu de vie et la multimodalité (pôles d'échanges, covoiturage, …) sont des tendances à conforter:



III.3.3 . LE FONCTIONNEMENT URBAIN

• Le stationnement

De nombreux parkings structurent la commune (cf. carte ci-contre et tableau ci-dessous) particulièrement à proximité du centre ville commerçant. L'offre en stationnement à Sisteron semble suffisante : on comptabilise au total 1 866 places (dont 528 payantes et 25 pour les Personnes à Mobilité Réduite) sur 33 parkings, soit 1 place pour 4 habitants. Actuellement 30 places sont en travaux. S'ajoutent à ce chiffrage, les 1 000 places du parking du plan d'eau ainsi que les linéaires de places de stationnement localisées le long des voiries.

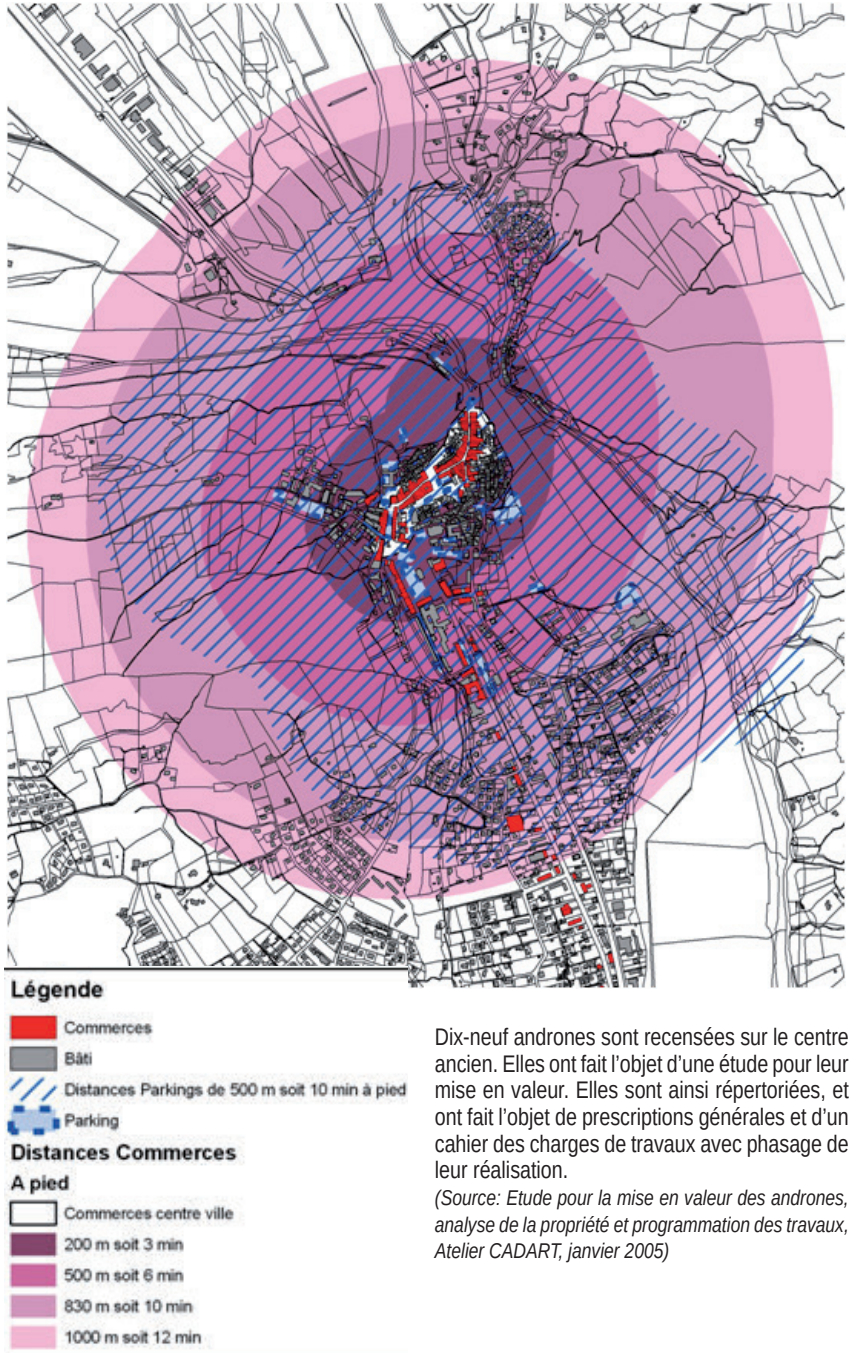
PARKINGS	NB DE PLACES	PAYANTES	HANDICAPES
PARKING COURS MELCHIOR DONNET	75		1
PARKING DU DAUPHINE	28	28	
PARKING DE L'ALCAZAR	102		2
PARKING DES COMBES	70		2
PLACE DE LA REPUBLIQUE	150	150	2
PARKING DE LA HALTE ROUTIERE	43	43	1
PARKING DU TIVOLI	50	50	1
PARKING DES CORDELIERS	24	24	2
PARKING PLAN D'EAU NORD	115	115	1
PARKING DU PLAN D'EAU SUD	48	48	2
PLACE DU DOCTEUR ROBERT	37		1
PLACE DE LA GRANDE ECOLE	20		
PLACE DU GENERAL DE GAULLE	30		2
PLACE PAUL ARENE	23	23	1
PLACE DE LA POTERNE	20		
PARKING DE LA COSTE	40		
ALLEE DE VERDUN	75		1
PARKING DES ARCADES	67		
AVENUE ALSACE LORRAINE ET MONGERVIS	105		
JARDIN EMILE PARET ET MONTEE CITADELLE	40		
PARKING DE LA GARE	110		4
PARKING AVENUE DE LA LIBERATION	100		
AVENUE PAUL ARENE	47	47	1
PARKING DE VERDUN COTE NORD	25		
PARKING DU BATIMENT TIVOLI	15		1
PARKING AVENUE JEAN MOULIN	30		
PARKING CARREFOUR DES COMBES	5		
RUE DU RIEU	8		
RUE DE PROVENCE	20		
RUE DES COMBES	14		
PARKING DU GYMNASE	115		
PARKING DE LA CITADELLE	15		
PARKING DU COLLET	200		
TOTAL	**1866**	**528**	**25**

Source : Mairie de Sisteron

Malgré le nombre important de places de stationnement, la commune envisage de réorganiser leur offre, conformément aux objectifs du FISAC.

Le stationnement peut être une clé au report modal pour inciter les usages alternatifs à la voiture (bus, vélo, marche...), mais il doit être proche des lieux d'accès aux transports collectifs. Le parking de la gare offre 110 places gratuites. Cependant, aucune offre pour les véhicules hybrides et électriques, ni d'emplacements sécurisés et protégés pour les vélos.

Localisation des parkings en centre-ville : 30 parkings et plus de 1 500 places



Dix-neuf androne sont recensées sur le centre ancien. Elles ont fait l'objet d'une étude pour leur mise en valeur. Elles sont ainsi répertoriées, et ont fait l'objet de prescriptions générales et d'un cahier des charges de travaux avec phasage de leur réalisation.

(Source: Etude pour la mise en valeur des androne, analyse de la propriété et programmation des travaux, Atelier CADART, janvier 2005)

• Aménagement de cheminements piétonniers en centre-ville de Sisteron

Des aménagements piétonniers ont aussi été réalisés en centre ancien dans le cadre de la valorisation commerciale et de la requalification urbaine. Les androne, rues souvent couvertes et généralement en escalier, font parties du patrimoine de Sisteron. (longue Androne, rue du Grand Couvert...)







Typiquement provençal, ces cheminements piétons, datant pour certains du XIII^{ème} siècle, se localisent dans la partie basse de la vieille ville, faisant ainsi parti du charme de l'architecture sisteronaise. Pittoresques, ces androne sont à préserver, représentant l'identité de la ville. Leur réhabilitation complète la sauvegarde du centre ancien et participe également à la valorisation commerciale et touristique de la ville.

D'autre part, le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) devrait à l'avenir aboutir sur l'étude des espaces publics pour leur valorisation.

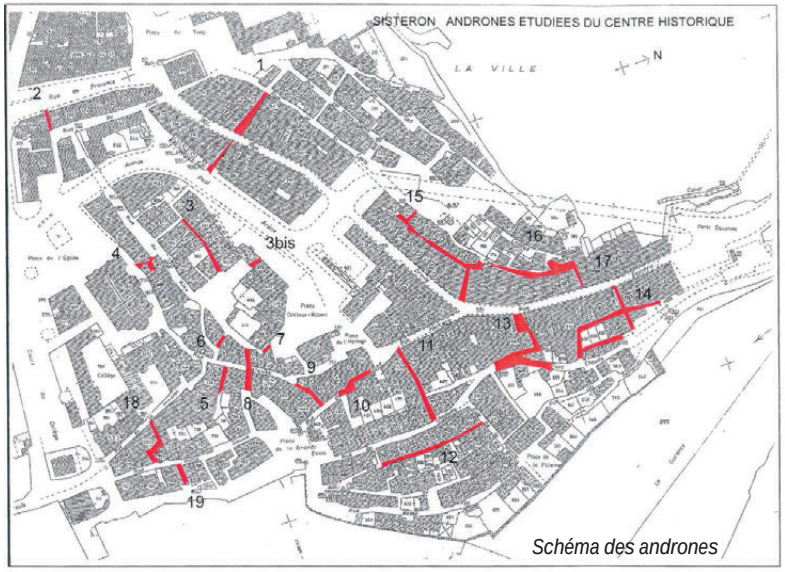


Schéma des androne

Par ailleurs, à proximité du centre-ville, le plan d'eau a aussi été aménagé d'équipements favorisant la détente en plein air et la pratique de la marche ou du jogging, le long des berges de la Durance. Un parcours de santé a été ainsi aménagé (cf. photo ci-contre).



Parcours santé

III.3.4 . LES CHEMINEMENTS DOUX À SISTERON

De nombreux sentiers et chemins pédestres structurent également l'ensemble du territoire (chemins de randonnée, GR....) contribuant à la pratique d'une activité touristique. La Communauté de Communes du Sisteronais est en charge de leur gestion.

Des itinéraires piétons et VTT (Tour du Molard, Liaison Val de Durance...) ont été aménagés, balisés et sécurisés (terrassement, épierrage, débroussaillages...) par la Communauté de Communes du Sisteronais dans le cadre de sa compétence Voirie et Environnement.

Ces actions favorisent la pratique des espaces naturels, la détente en plein air pour les habitants et la découverte des paysages sisteronais pour les personnes venant de l'extérieur.

Dès 2009, la communauté de communes du Sisteronais a manifesté son intention de participer, en tant que co-financeur au PIT (Plan Intégré Transfrontalier du programme de coopération France-Italie ALCOTRA) sur le projet «itinérance autour des activités de plein air» pour les stations-vélo. Ainsi, en partenariat avec le Conseil Général des Alpes de Haute Provence, 2 stations de lavage des deux roues ont été créées, une à Sisteron et une à Authon.

Une nouvelle station vélo à Sisteron



Source : Site internet de la CC du Sisteronais

Sisteron se situe également sur le chemin du GR 653 permettant à certains randonneurs ou pèlerins de rejoindre Arles pour Saint-Jacques de Compostelle.

Participant au développement touristique raisonné du territoire, l'aménagement des cheminements doux (piétons, vélo, VTT...) à Sisteron est garant d'un environnement préservé et valorisé pour tous.

III.3.5. SYNTHÈSE

III.3.5.1 Eléments positifs

+ Territoire accessible et réseau viaire performant
+ Valorisation des cheminements piétons en centre-ville (andrones) et du stationnement.
+ Chemins pédestres et VTT existants sur le territoire
+ Voiries et sentiers de randonnées entretenus et gérées par la communauté de communes du Sisteronais
+ Une nouvelle station vélo sur la commune de Sisteron

III.3.5.2 Eléments à développer

+ Transversalité du territoire Est-Ouest difficile à franchir
+ Importance de la voiture dans les déplacements, source de nuisance et de pollution
+ Manque de pratique des transports en commun existant
+ Mutualiser les offres de stationnement et créer des emplacements pour les vélos et les véhicules électriques
+ Mise en oeuvre d'un plan de cheminements piétons, en complément des tracés existants

Evolution de la ville et des quartiers du Thor et de la Chaumiane

Avant 1960 le quartier du Thor comptait en tout et pour tout 4 fermes. Début des années 60 (SAPCHIM devenu SANOFI) a construit la résidence Paul Arène afin d'y loger son personnel. Les premières maisons individuelles ont été construites dans ces années-là sur de petits lotissements, ou des détachements de parcelles, sur le quartier du chemin de l'Adrech.
Les années 70 ont vu le quartier se développer de manière importante suite à l'installation des employés d'EDF et du personnel des entreprises travaillant sur l'aménagement hydroélectrique de la Moyenne Durance. La population de la ville s'est accrue de 1000 habitants en quelque mois et durant l'ensemble de la période couvrant les années 70. En 1978, Sisteron comptait 7200 habitants. Une grande partie de cette population s'était installée sur le quartier du Thor. Dans le même temps, ce développement du quartier a été accentué par de nombreux Sisteronais qui ont quitté le centre-ville pour s'installer en maison individuelle.
Après la fin des travaux d'aménagement hydroélectrique de la Durance, la population de la ville a décru, la ville comptait 6789 habitants fin des années 80.
Au début des années 90, les travaux autoroutiers et le développement de l'usine SANOFI, dont l'effectif est passé en quelques années de 290 à 650 employés hors sous-traitance, ont accru la pression foncière par la demande de logements supplémentaires et notamment de maisons individuelles.
Le quartier du Thor a, dans un premier temps, absorbé cette nouvelle demande, mais sous l'effet de la rétention foncière, le prix du terrain viabilisé a augmenté de manière sensible. La demande s'est reportée sur le quartier de la Chaumiane où le prix du terrain était moindre malgré une surface minimale à construire de 1000 m².
Le prix du m² de terrain se négociât aux alentours de 120.00 F début des années 90. Le quartier de la Chaumiane était classé en zone NB au Plan d'Occupation des Sols réalisé en 1977. Pour organiser le développement de ce quartier, la commune a réalisé les infrastructures nécessaires à ce développement (eau, assainissement, voirie). Une révision du P.O.S en 1993 a classé une partie du quartier en zone urbaine. Afin de densifier le quartier, les surfaces minimales à construire sont passées à 700 m² en 2012.

(Témoignage du Responsable des Services Urbanisme et techniques de la Ville de Sisteron)

IV. MILIEU URBAIN, HABITAT ET CONSOMMATION DE L'ESPACE



IV.1. LE MILIEU URBAIN

La rédaction de cette partie utilise des documents produits par différents bureaux d'étude au cours des interventions menées sur le territoire communal, essentiellement l'Atelier Cadart pour la requalification du centre ancien, et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix (AUPA).

La première partie de l'analyse intitulée "les grandes étapes de l'urbanisation" est extraite du pré-diagnostic territorial effectué par l'AUPA en novembre 2006. Le texte extrait de ce document est notifié en italique, les illustrations sont issues de Google Street View © pour faciliter la compréhension et apprécier visuellement les grandes caractéristiques urbaines de chaque quartier.

IV.1.1. LA VILLE ANCIENNE

Source: «Etude de requalification du centre ancien de Sisteron», Atelier Cadart, mars 2003; «Géographie historique et biographique du département des Basses Alpes», J.J.M. FERAUD, curé de la paroisse des Sieyes, Digne 1844

Sisteron, est situé entre deux montagnes sur la rive droite de la Durance et sur la route royale n°85, à 47 kilomètres au Nord-Ouest de Digne. La Durance est en ce lieu resserrée entre deux rochers.

L'organisation du territoire, la répartition du bâti, la composition spatiale de la ville ont été influencé par les contraintes et atouts du relief, les éléments naturels et l'exposition. Cette logique urbaine traditionnelle va être modifiée au cours du XXe siècle, notamment à partir de 1960. Les facteurs démographiques et économiques vont profondément modifier la ville de Sisteron avec des répercussions sur l'occupation du territoire, le paysage, jusqu'à modifier le fonctionnement intrinsèque de la ville avec la création du tunnel de déviation, creusé sous la Citadelle en partie Nord de la ville, en 1957.

Les espaces médiévaux construits au pied de la Citadelle

L'implantation première de la ville semble se situer à l'emplacement actuel de la Citadelle, sous la forme d'un «oppidum voconce» puis un «castrum romain», ensuite une ébauche de château fait de modestes palissades au Moyen Age. Les remparts et chemin de ronde datent du XIIIe siècle voire du XIIe siècle. Ils seront renforcés et les tours seront dressées au XIV et XVIe siècles. Leur forme en fer à cheval et en avancée sur le rempart témoigne de l'évolution du système de défense de la ville. La ville tire depuis toujours sont importance par la traversée de la Durance. Au XVIe siècle, les guerres de religion voient les protestants et les catholiques se disputer la ville et sa forteresse qui contrôle le seul pont sur la Durance.



Extrait du Cadastre Napoléonien 1814, source Archives Départementales

Après les guerres de religion, à la ligne de couronnement est adapté, au Nord et au Sud, un étagement d'ouvrages bastionnés auquel venait s'attacher le rempart enserrant la cité depuis le XIVe siècle. Ces ouvrages ont été construits par Jehan Sarrazin, pour renforcer la place dans la deuxième moitié du XVIe.

«*Le site de la vieille ville qui s'étale au pied de la citadelle a perdu lors du bombardement de 1944 le pont médiéval sur la Durance, reconstitué depuis, et la porte du Dauphiné rendue célèbre par le passage de Napoléon Ier. La ville conserve au sein de rues et ruelles les traces d'un riche passé avec des constructions de tous âges, de magnifiques maison et façades d'hôtels particuliers des XVI, XVII et XVIIIe siècles.*» (Source: extrait de la motivation pour la protection du site inscrit Partie de la ville sur la rive droite de la Durance)

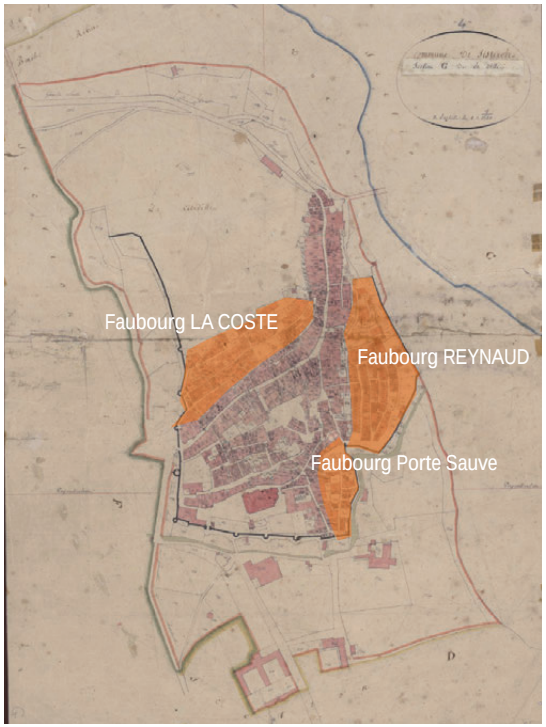
En 1815, la ville se développe en deux unités reliées par le pont de la Durance : la Citadelle et le faubourg de La Baume, où un couvent des Dominicains a été fondé en 1248. La ville est divisée ainsi en deux paroisses. Le quartier de La Baume fût indépendant jusqu'en 1445, année où il est relié à la Ville. Sisteron possède un collège communal, une école primaire, un pensionnat de demoiselles, un hospice, un bureau de bienfaisance et une caisse d'épargne. Le hameau de La Baume situé aux portes Nord de Sisteron comprend 184 habitants. En 1779, la construction du canal St Tropez a permis de fertiliser le quartier de la Baume.

La destruction des Tours qui gênaient l'extension de la ville fut refusée par Prosper Mérimée. Cinq tours subsistent sur les 9 : Tour des Gens d'Arme, Tour de la Porte Sauve, Tour Notre-Dame, Tour de la Médisance, Tour du Fort.

La ville de Sisteron historiquement enceinte d'un rempart, est une ville composée en étagement, d'un centre entouré de trois faubourgs: le faubourg La Coste en haut et les faubourgs Reynaud et Porte Sauve, en bas. Le centre a perdu son unité suite aux démolitions des bombardements et à la percée du tunnel.

Les fonctions historiques ont produit des formes urbaines différentes suivant les quartiers:

- un tissu relativement aéré avec des places publiques, pour le centre institutionnel au Sud;
- des rues bordées d'un bâti haut et de qualité, pour les axes résidentiels;
- un bâti plus modeste, moins haut et moins dense, pour les faubourgs «au-dessus» et «au-dessous» de la ville.



Extrait du Cadastre Napoléonien 1834, source Archives Départementales

Le centre médiéval

La partie la plus ancienne, médiévale, correspond au centre ville et au quartier La Baume (ancienne commune sous l'ancien régime).

Le tissu urbain de Sisteron aujourd'hui est fortement marqué par l'histoire. La ville entourée de rempart sur un site adossé entre la citadelle et la Durance a produit un tissu urbain très serré composé de rues à faible pente et de traverses en pente raide, parfois couvertes et très étroites, célèbres sous le nom d'androne.

L'axe central du centre ancien est situé au-dessus de la rupture de pente, les bâtiments situés à l'Est de l'axe bénéficient d'un large dégagement sur la vallée, voire de jardins en terrasse. Ce quartier renferme l'essentiel du patrimoine architectural remarquable, de maisons bourgeoises et d'hôtels particuliers qui témoignent de l'opulence des marchands et commerçants de l'époque.

La ville possède de nombreux vestiges d'anciens couvents (couvent des Clarisses, des Cordeliers, de la Visitation, des Capucins, des Ursulines, des Missionnaires de la Croix) dont certains ont été reconvertis en maison d'habitation, maison de retraite, école de musique.

Le déplacement de l'axe de traversée de la ville a conduit à la marginalisation de certaines rues anciennement majeures telles que la rue Mercerie et a contribué à la difficulté de repérage dans le centre ancien. Les démolitions des bombardements et le percement de la nouvelle traversée ont achevé de perturber la lecture de la ville ancienne.

Les faubourgs du XVIIe et XVIIIe siècle en continuité du centre médiéval

Des faubourgs d'artisans se constituent à l'intérieur des remparts, sous et au-dessus de la ville, très mal reliés à la partie centrale. Ce sont les quartiers occupés par les paysans et les artisans. «Les paysans sont les plus nombreux, qui cultivent les terres dans le proche environ de Sisteron (olivette à Mont-Gervi, vigne sur le coteau de La Baume, champ de blé planté d'amandiers à la Chaumiane ou au Tor) ou se louent à la journée chez le bourgeois, voire l'artisan ou le commerçant.» (*Source: Sisteron et le Pays Sisteronais, Pierre Colomb*)

Au XVIII[e], le rempart est percé d'une nouvelle porte à l'Ouest, la porte du Collège: l'axe traversant le centre ancien se déplace rue Saunerie, rue Droite.

- Faubourg Reynaud

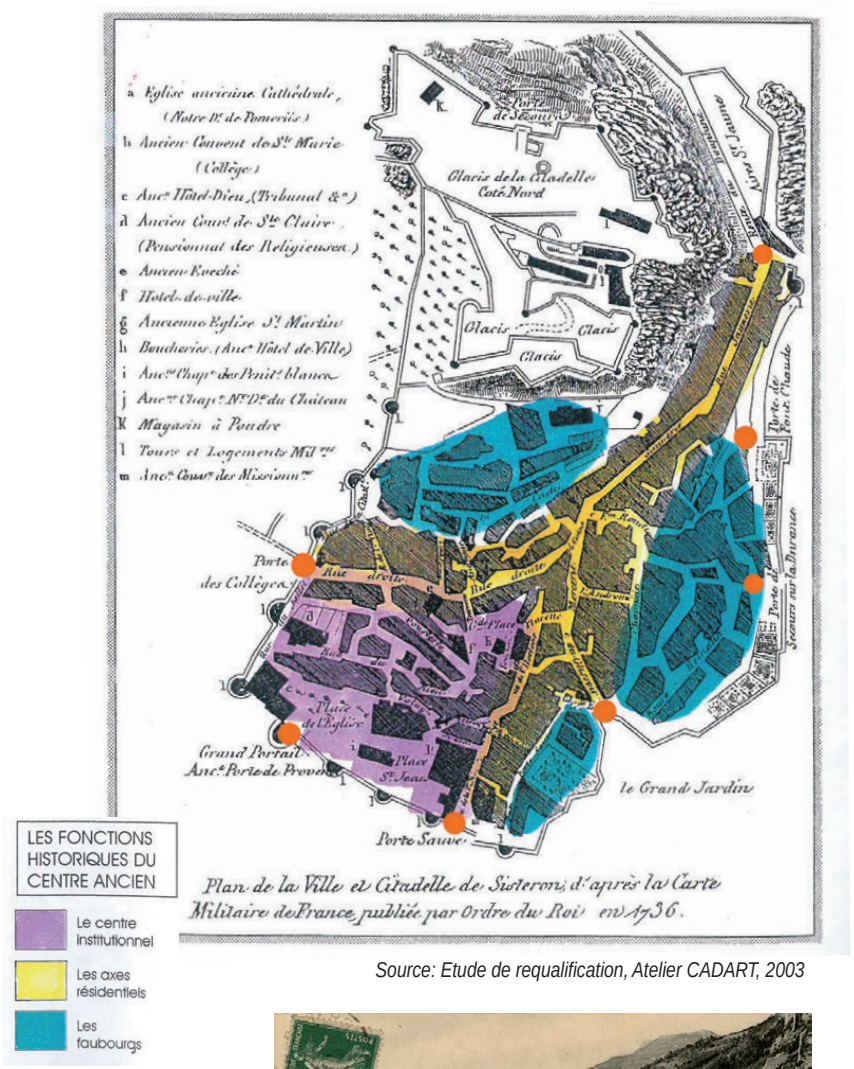
Ce faubourg artisanal est installé sous la ville, sur un terrain en pente douce, orienté à l'Est. Protégé par le rempart, il profite du canal pour alimenter tanneries et moulin. Il est ouvert sur le paysage de la Durance et du massif des Monges.
Il est constitué de petites parcelles pour bâti modeste de faible hauteur, avec un certain nombre de portes remarquables. Le tissu urbain est organisé le long de rues étroites et parfois couvertes, suivant les courbes de niveau et le cours de la Durance. Il est très dense dans la partie Sud Ouest du quartier et très aéré avec de nombreux jardins dans ses parties Nord et Est (rue Font Chaude, des Tanneries, du Rempart). Il possède une place publique, Place de la Poterne, en bord de Durance.

- Faubourg Porte-Sauve

Ce faubourg artisanal est séparé du Bourg Reyanud par le Rieu sur un terrain en pente douce orienté à l'Est et situé en balcon au-dessus de la Durance entre la porte Sauve et la porte Nière.
Il est constitué de parcelles et de bâtis très hétérogènes avec de nombreux entrepôts et largement pourvus en espaces publics: place de la grande école, rue en balcon sur les «grands jardins».

- Faubourg de La Coste

Ce faubourg d'artisans s'est développé sur le bas de la pente de la botte de la citadelle, au-dessus de la ville, bien orienté sur un versant Sud. Ce quartier était très isolé (avant les grandes transformations que sont la démolition du rempart et le percement du tunnel et de l'avenue d'Arène). Il est seulement relié au reste de la ville par quelques androne.
Initialement homogène, composé de petites parcelles le long de ruelles étroites suivant sensiblement les courbes de niveau, avec quelques placettes, ce quartier possède des séquences à caractère patrimonial certain: androne et traces d'architecture ancienne sur certaines maisons. Il possède des vues dégagées sur la ville et la vallée, en position dominante.



Source: Etude de requalification, Atelier CADART, 2003

Figure 1



Figure 2



Figure 3



Figure 1: disposition d'origine , Axe place de l'Eglise, rue Mercerie, rue Saunerie entre la Porte de Provence au Sud et la Porte du Dauphiné au Nord.

Figure 2: au XVIIIe, le rempart est percé d'une nouvelle porte à l'Ouest (porte des Collèges); l'axe se déplace rue Saunerie, rue Droite.

Figure 3: suite à la démolition des remparts et du bombardement, l'Axe devient le tunnel et l'avenue Paul Arène.

Source: Etude de requalification, Atelier CADART, 2003



La Baume en 1911, source Archives Départementales

IV.1.2. LES EXTENSIONS RESIDENTIELLES A PARTIR DU XIXe

Durant le XIXe, comme de nombreuses communes du département, Sisteron se dote d'écoles supplémentaires. En 1870, est créée la ligne de chemin de fer. Cependant la population de Sisteron atteint son maximum en 1872 avec 4 575 habitants. A partir de cette date, l'émigration se fait régulièrement jusqu'en 1931 au rythme moyen de 0,55% par an. Puis, la population commence à croître lentement jusqu'en 1954 où elle dépasse les 4 000 habitants (0,91% par an). Les travaux de reconstruction de la ville, suite aux bombardements débutent en 1950.

Pour accompagner ces évolutions, la ville connaît un accroissement urbain qui comme ailleurs correspond rarement à un projet urbain réfléchi. Le centre ancien connaît des transformations, les franges de la ville s'étendent sur des terres agricoles.

Le centre ancien transformé

Historiquement, le quartier constitue le coeur du centre ancien autour d'un grand espace public: la place de la fontaine ronde, devant l'Hôtel de Ville et la porte de l'Horloge, siège du marché. Desservi par la rue Droite et la rue Saunerie, initialement axe de traversée de la ville, la reconstruction après guerre et la percée du tunnel vont totalement modifier la structure et le fonctionnement du quartier.

En continuité du centre institutionnel ancien, est créé un grand espace public moderne, en lien avec l'avenue Paul Arène qui constitue le nouvel axe central de la ville ancienne avec un environnement bâti fortement marqué par la reconstruction (immeubles collectifs urbains). Cette greffe de conception routière produit de nombreux espaces résiduels et n'est aujourd'hui toujours pas intégrée de manière harmonieuse et satisfaisante au tissu ancien. L'aménagement urbain vient combler les espaces vides entre le centre institutionnel et l'ancien Hôpital de la Charité.

Le secteur accueille aujourd'hui l'Hôtel de Ville, des bâtiments administratifs et des logements, la gare routière, des espaces de stationnement non couverts pouvant avoir un multi-usage (patinoire, lieu de foires, ...).

Les extensions modernes vers le Sud

Les terres agricoles au Sud, en direction de la gare ferroviaire deviennent le secteur d'expansion privilégié pour accueillir les logements collectifs et les maisons individuelles, les équipements sportifs, le lycée et collège, les activités économiques de commerces et services. Le développement s'opère le long de la voie principale (RN 85), dans les quartiers des Plantiers et du Gand. L'équilibre urbain séculaire est rompu, les déplacements motorisés autorisent et facilitent l'implantation d'un habitat isolé des commerces et services du centre ville. L'exposition au soleil, les vues dominantes sont recherchées pour créer un cadre de vie appréciable. La ville historique, ses quartiers les plus anciens sont désertés au profit d'un nouveau mode de vie, offrant espace, lumière, jardins d'agrément...

Dans la deuxième moitié du XXe siècle, le plateau le Thor et la plaine La Chaumiane sont investis. Les lotissements se développent depuis les axes de circulation en lien avec le centre et les chemins ruraux transversaux, irriguant le terroir de maisons individuelles. Équipements scolaires, petits collectifs, stades s'installent sur les parcelles agricoles.

Les activités économiques, industrielle, artisanales et tertiaires s'installent en rive droite de la Durance, en sortie Nord de la ville. L'extension rapide de ces espaces urbains souligne l'importance et l'attractivité économique de la ville au sein de la communauté et aujourd'hui plus largement dans le Val de Durance.

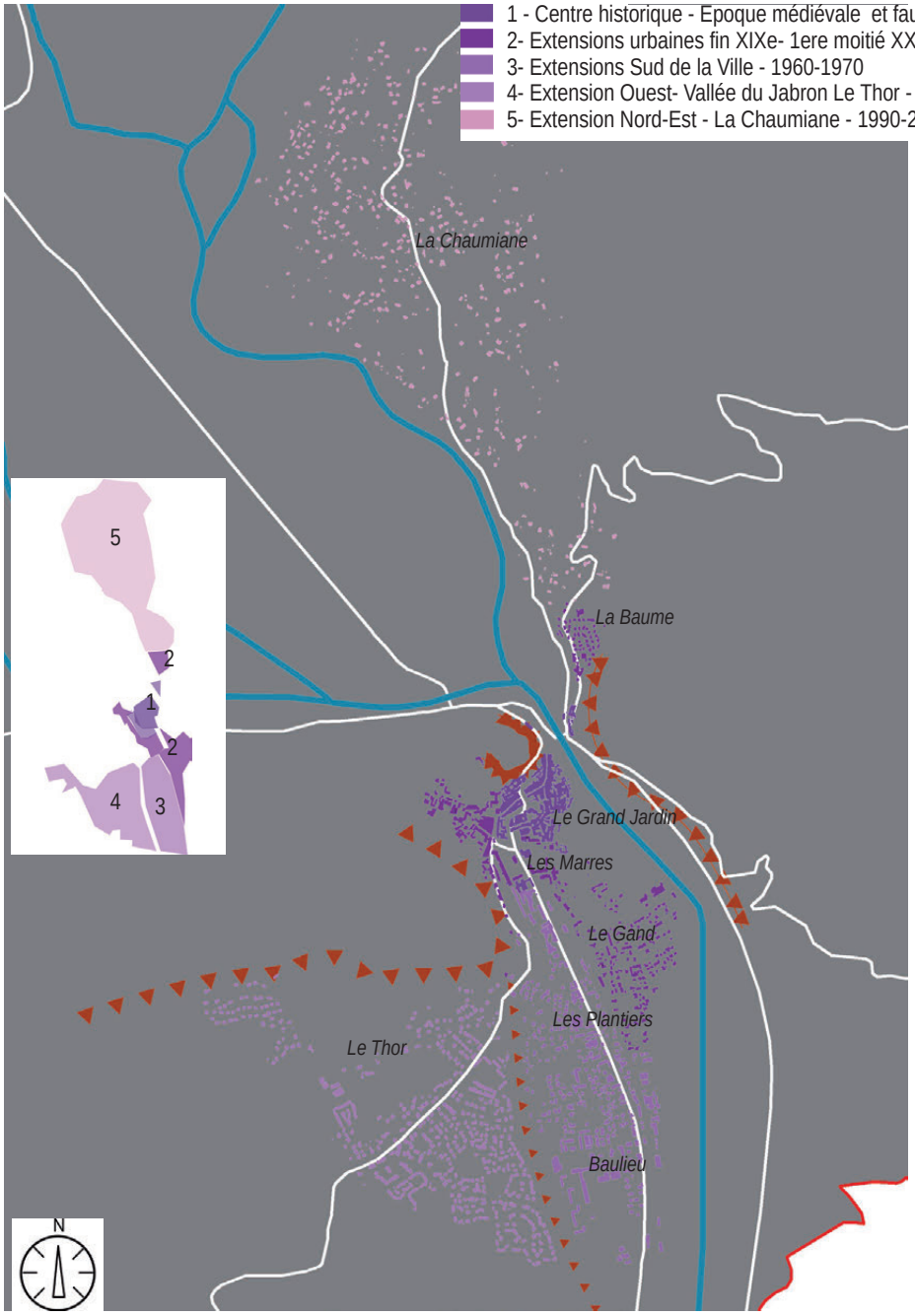
Cette périurbanisation a totalement modifié la ville, son rapport au territoire construit au fil des siècles, son paysage urbain comme le paysage des plateaux et vallées.



Sisteron début du XXe, source Archives Départementales



Vue aérienne globale sur le territoire, 1948



Répartition spatiale du bâti et évolution urbaine du résidentiel



Vue aérienne de la ville centre, les extensions urbaines en 1961



Vue aérienne de la ville centre, les extensions urbaines en 1973

IV.2. LES DIFFÉRENTS QUARTIERS DE LA VILLE

La ville se compose de différentes unités urbaines:

- le centre ancien et ses faubourgs formant la ville haute (La Coste) et la ville basse (bourg Reynaud),
- les espaces d'extension situés au Nord-Ouest et au Sud du centre ancien en lien avec le groupe hospitalier,
- le quartier Les Marres caractérisé par les espaces de loisirs et le plan d'eau,
- les quartiers Le Gand, les Plantiers et la Burlière qui sont les espaces d'extension de la ville,
- les extensions périphériques: en continuité de la Baume, et les quartiers la Chaumiane et le Thor;
- les espaces d'activités économiques au Nord: Météline,

IV.2.1. LE CENTRE VILLE ET SES EXTENSIONS IMMÉDIATES

Le centre ancien

(source: Sisteron, le centre; SDAP des AHP; SCPA Dalliere-Clerc-Fournier, Architectes-Urbanistes, 1979)

Cette partie de la ville a la forme d'un noyau urbain dense, riche d'une histoire et d'un patrimoine remarquable. Le tissu urbain se compose d'îlots bâtis ménageant quelques vides, des rues et ruelles étroites, courbes. De grandes places agrémentent le centre (Place de l'Eglise, Place du Dr Robert, Place de l'Horloge) et offrent des espaces de respiration spatiales entre les quartiers. D'autres places sont aménagées aux portes de la ville (Place de la Poterne, Place de la Grande Ecole, Place du Tivoli). Le caractère serré et exhaussé du bâti ancien s'explique par la contrainte du site, en bord de Durance, au pied de la Citadelle. Le centre historique se compose de hautes maisons mitoyennes en R+3 dans la vieille ville et plus souvent en R+2 dans les faubourgs, quelquefois en R+4.

«*On retient trois grands types d'architecture: savante, populaire (urbaine) et rustique tout en sachant qu'un grand nombre de bâtiments présentent des caractères hybrides. L'indivision du travail a favorisé les statuts mixtes: le caractère fermé de la ville a contraint plusieurs générations à exercer successivement des activités différentes sous le même toit*.»

De façon schématique on distingue:

- les hôtels aristocratiques ou bourgeois dont les meilleurs exemples environnent la Place des Riches, la rue Droite et la Cathédrale. Lointains cousins de ceux d'Aix ou d'Avignon, ils renoncent cependant à toute séduction extérieure, et datent du XVIIe et XVIIIe. Les cours et les portes cochères sont rarissimes, seuls quelques jardins surplombent la Durance.

- les immeubles marchands qui bordent les alignements commerciaux actuels; comme dans les hôtels nobles, le bel étage est au premier; plus contraintes, les proportions sont moins harmonieuses, mais bien que resserrés, cours et escaliers ont de la séduction. La production s'échelonne du XVIIe au XIXe, avec une nette prédominance de ce dernier siècle.

- les immeubles marchands avec sous bassement agricole; en tous points identiques aux précédents, ils disposent par le jeu de la déclivité, de multiples sous-sols à l'usage d'écuries, étables, pressoirs. On en trouve côté Durance, de la porte Dauphine à la rue Deleuze.

- les habitations urbaines paysannes; insensiblement fondue avec la précédente, cette catégorie se trahit par une maladresse de composition, plus exactement par une indifférence aux valeurs architecturales en vigueur. Les archaïsmes y sont fréquents, les percements fantaisistes, mais subtilement équilibrés. Elles ont rarement plus que R+2. Elles ont abrité pendant des siècles des activités agricoles et viticoles.

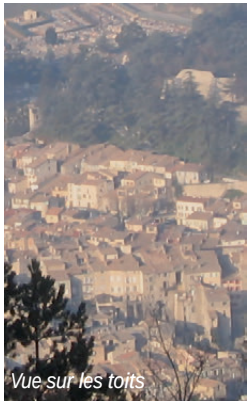
- les habitations urbaines; de taille plus réduite, dépassant rarement un étage, elles abritaient manouvriers et artisans. Les portes à deux battants, les fenières à poulies, maintiennent cependant une petite activité terrienne. Cantonnées aux deux quartiers populaires du haut et du bas de la ville, elles sont le siège d'une vie intense. Petites et faciles à restaurer, elles reçoivent les décors dernier cri.

- les entrepôts, ateliers ou échoppes, assez proches des quartiers commerçants ont des façades peu percées, sinon d'une grande porte, souvent surmontée d'un logement sommaire. Leur architecture généralement peu affirmée les fond dans la masse des habitations (rue Chapusie, rue de la Porte Sauve, ...). Jadis aptes à servir d'écuries, leurs rez de chaussée sont fréquemment affectés en garage, le niveau supérieur demeurant vide.

- les annexes à usage agricole, artisanal ou commercial. Rares dans le centre, elles abondent à La Coste, à Bourg Reynaud ou à La Baume. Ce sont des appentis, contenant souvent un petit grenier accessible d'en haut (souvent en alignement au pied des glacis). Souvent bâtis en galets, ils font partie intégrante de la silhouette urbaine. Comme les entrepôts, ils sont trop petits pour être aménagés économiquement en logements autonomes; il parait préférables de les voir réunis aux maisons voisines; Beaucoup pourraient recevoir des artisanats ou commerces saisonniers.

- le paysage bâti peut être complété par l'évocation des immeubles de rapport à cage d'escaliers, identiques à ceux des grandes villes (rue de Provence et 5 rue Deleuze); les hôtels de voyageurs au Sud de la vieille ville (notamment ancien hôtel du Bras d'Or); les couvents dont il ne subsiste que des ruines ou des bâtiments assez indifférenciés (rue de la Mission, rue des Grands Jardins, rue de l'Evêché, rue des Saintes-Maries). Ils ont vocation à servir l'intérêt public dans la reconquête du centre.


Vue générale de la ville


Vue sur les toits


La ville ancienne

Le manque d'espace a eu pour conséquence la reconstruction perpétuelle sur place et le développement en hauteur : il est vrai que cette verticalité est une constante de la tradition provençale. Le refus des divisions horizontales entraîne une composition équilibrée plutôt qu'une composition réglée. Les rues de Sisteron n'offrent pas de profusion de matériaux. Les décrochements architecturaux et les virtuosités de toiture sont inconnus. Les portées étant faibles, les murs sont rapprochés et les volumes étroits.

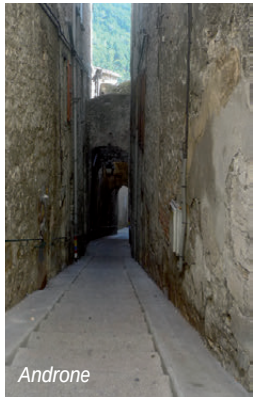
D'où un contraste: l'extrême complication des tracés au niveau du sol s'oppose à l'extrême simplicité de la silhouette des toitures. En dépit de ce contraste très particulier, la ville donne une forte impression d'unité. Deux caractères propres de l'architecture de la vieille ville méritent une mention spéciale pour leurs conséquences négatives en matière de restauration:

- l'absence d'espaces extérieurs, cours ou jardins, liée évidemment à la situation de place-forte;
- la faible adaptabilité du bâti, liée à sa compacité et à l'étroitesse de sa trame.

Si par certains aspects le style local montre des influences alpines, les toitures sont pleinement méditerranéennes. Introduite au Moyen Age, la tuile canal ou ses dérivés, y règne encore aujourd'hui (teinte rose saumon ou paille). Les toitures suivent de très près le relief. Pentes et orientations sont parfaitement régulières, les noues et les croupes ne sont que des exceptions. Dans beaucoup de cas, les escaliers des grands immeubles, initialement à l'air libre, ont été couverts par des verrières. Ces éléments modernes s'intègrent très bien au paysage des toitures.

Les androne et couverts sont les vedettes touristiques de la ville; les arcades-contreforts qui coupent les rues, si elles sont nécessaires en premier lieu aux maisons qu'elles contrebuttent, leur entretien et valorisation présentent également un intérêt collectif pour la préservation du paysage urbain.

L'enjeu urbain et patrimonial de la ville intra muros est celui de valoriser le site historique et de conforter la dynamique commerciale du centre ville, par un projet de composition urbaine prenant en compte la création de parcs de stationnement à proximité du centre ancien, la mise en relation entre le pré de Foire et le plan d'eau à travers un grand jardin public à aménager, la recherche de liaisons entre la rue Saunerie et la rue de La Coste. A l'échelle du territoire, c'est l'enjeu de la lisibilité de la vieille ville (ses qualités spatiales et architecturales, son unité), l'enjeu de son accessibilité, l'attractivité des espaces publics (rues et androne, création de placette ou jardins privatifs).


Androne



Le Gand, Plantiers, Baulieu en 1993

Les extensions immédiates du centre ville (années 1960 et suivantes)

Ces quartiers d'extension urbaine constituent le renouveau du centre ville et permettent d'accueillir des espaces de stationnement de proximité pour le centre ancien, des équipements administratifs, scolaires et de santé, des logements collectifs et des activités commerciales et artisanales. L'inconfort et parfois même l'insalubrité d'une partie de l'habitat en centre ancien ont repoussé toute une partie de la population jeune et dont les exigences de confort étaient incompatibles avec l'existant. Le phénomène de l'habitation individuelle participe également à l'accroissement du Sud de la ville (Le Gand, Les Plantiers, Beaulieu) qui , en 1975 , accueille 45% de la population.

En 1950, Guillaume Gillet est nommé architecte en chef de la reconstruction de Sisteron par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme et par la Ville de Sisteron. Il est chargé de la rénovation du centre ville suite aux destructions dues à la guerre. Il étudie la déviation de la RN 85 par un tunnel sous la montagne pour traverser le centre-ville, et plus particulièrement les entrées nord et sud du tunnel. Il encadre également les projets de divers édifices publics (marché couvert, porte du Dauphiné, Maison du tourisme et de la culture). Il s'occupe de la reconstruction de l'hôtel de ville. Pour ce projet, une «réparation» du bâtiment existant est dans un premier temps envisagée. Le projet évolue ensuite vers la reconstruction d'un édifice sur l'emplacement de l'ancien hôtel de ville, puis vers une reconstruction sur le site du Pré de Foire, situé à la limite du centre-ville.

Les nouveaux quartiers s'organisent en prolongement du tissu urbain de la ville avec des parcelles plus grandes et des rues plus larges, dès les années 1960. Ils s'étendent :

- Au Nord de la rue des Combes: cet espace englobe des aires de stationnement, des équipements publics (Salle Alcazar, office de tourisme, gare routière, ...), des commerces et des logements. Le tissu se compose de maisons de ville d'une hauteur R+1 ou R+2 au Nord (rue des Combes), dans un assemblage de constructions d'habitations de différentes époques, du centre de secours, de la résidence des terrasses de l'Alcazar (logements en R+3) et d'habitat de type maison individuelle.

- Au delà des Tours, en direction de l'hôpital, dans l'espace dénommé «Pré de foire» : la construction de bâtiments collectifs d'architecture moderne (Guillaume Gillet), forment une unité localisée avec le bâtiment de l'Hôtel de Ville. Des arcades en rez-de-chaussée des bâtiments d'habitation offrent un passage piéton le long des unités commerciales qui animent l'avenue du même nom. Une esplanade vouée au stationnement accueille la gare routière, et sert à l'accueil de marchés et foires ponctuellement;

- Plus au sud, le quartier du Gand : il est organisé autour de la plaine des Marres, espace vert en forme d'amphithéâtre le long de la Durance, construit dans la première moitié du XXe siècle. Il se situe entre l'axe principal de la ville (avenue de la Libération) et la Durance. Ce quartier accueille la gare ferroviaire, des logements collectifs et un tissu de maisons individuelles.

- Le quartier des Plantiers-Beaulieu : développé dans les années 1950-1960, il est le quartier dans lequel se sont construits les principaux équipements publics (lycée, collège, piscine) et les logements sociaux. Le tissu urbain est composé le long de l'axe principal de bâtiments de type collectif, s'élevant de 2 à 3 niveaux. Les rez de chaussée sont occupés par des activités commerciales ou artisanales. Face à la gare ferroviaire, un jardin public marque la lisière d'une forme urbaine moins dense, située en arrière plan de l'axe principal de circulation vers le centre (avenue Jean Jaurès). Cet espace d'arrière plan offre de nombreux espaces libres, dans un tissu pavillonnaire qui s'est construit au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Le quartier Baulieu accueille les équipements publics sportifs et d'enseignement, et une partie de logements sociaux. Le tissu urbain est mixte, formé de bâtiments collectifs de hauteur R+2 à R+4, et de maisons individuelles, organisées en lotissements ou en bâti isolé, et d'activités commerciales ou de services. Les parties les plus denses se situent le plus souvent en bordure de l'axe principal (route de Marseille). La partie urbanisée située entre cet axe et la Durance est traversée par la voie ferrée, le long de laquelle s'organisent des bâtiments de services et d'équipements collectifs, avec de grands espaces délaissés de caractère naturel.


Rue Droite


Entrée du tunnel


Espace Pré de Foire


Avenue Paul Arène


Place du Docteur Robert

IV.2.2. LES EXTENSIONS PÉRIPHÉRIQUES CONTEMPORAINES

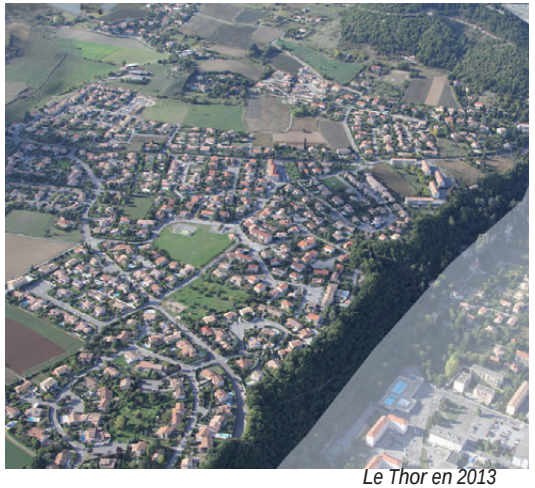
Ces quartiers sont d'anciens espaces agricoles ouverts peu à peu à l'urbanisation.

Le plateau Le Thor se situe en direction de la vallée du Jabron, au dessus du centre ville.

Les premières constructions datent du début des années 1960 avec les immeubles collectifs pour l'accueil des salariés de l'industrie, devenus depuis une copropriété privée. A cette époque, les espaces environnants forment de vastes unités agricoles cultivées, composées de parcelles de grande taille, où sont implantées quelques fermes d'exploitations.

L'urbanisation se poursuit avec un habitat sous forme de lotissements pavillonnaires au cours des années 1970-1980 qui s'accompagnent d'une école, et d'espaces verts et sportifs. L'implantation se fait sur la partie Est du plateau à proximité de la ville. La juxtaposition de ces opérations immobilières, menées sur un découpage des unités foncières en petites parcelles formant lotissement (parcelles de 1000 m^2 maximum), a conduit à une organisation d'unités fermées les unes aux autres.

Ce secteur est relié au centre-ville par une seule voie : l'avenue Jean Moulin, assez étroite et pas toujours bien exposée, puis l'avenue du Jabron, qui rejoint la route de Noyers (RD946) à un kilomètre au Sud du Pont sur la Durance (RD4)



Le Thor en 2013



Le Thor en 1993

Dans ces quartiers, le Département a contribué à la réalisation de nombreux aménagements. Il apparaît nécessaire de structurer l'urbanisation à l'intérieur de ces quartiers en s'appuyant sur les accès existants afin de ne pas remettre en cause les efforts d'organisation réalisés jusqu'alors.

L'enjeu patrimonial est la préservation des coteaux supérieurs non bâtis au Thor et la limitation de l'étalement à la Chaumiane, en privilégiant la densification mesurée au coeur des espaces artificialisés et le maintien du caractère dégressif de la densité du bâti vers les crêtes boisées. L'enjeu urbain de ces quartiers relève plus de l'aménagement que de la protection patrimoniale. Il s'agit d'améliorer la structure urbaine, de rechercher qualité et hiérarchie des espaces. Dans cette logique, les éléments patrimoniaux à valeur historique, architecturale et paysagère (chapelle St Domnin, oratoire, thalwegs ...) peuvent constituer des repères et des appuis précieux pour l'aménagement urbain.

Le quartier de la Chaumiane présente un caractère rural marqué par les trames végétales que l'aménagement devra préserver voire valoriser.

La plaine de la Chaumiane se situe au Nord-Est de la commune, au pied de la montagne de la Gache et en rive gauche de la Durance. Ces espaces sont traditionnellement agricoles. La bordure orientale de la zone au relief plus accentué est entaillée par trois talwegs orientés perpendiculairement au cours de la Durance, où s'écoulent des rus qui alimentent les terres. L'ensemble de ces dépressions et les ruptures terrasses/talus qui forment le site, délimitent des espaces homogènes mais cloisonnés par les contraintes topographiques.

A l'origine, les unités foncières sont formées de petites parcelles, organisées par des haies et irriguées par un réseau de chemins ruraux. Des unités bâties parsèment le paysage formant de petites unités agricoles.

Plusieurs formations végétales sont présentes qui participent à la construction de ce maillage végétal structuré: coulées vertes accrochées aux pentes des ravins de la Gache, ripisylve liée au milieu aquatique des bords de Durance, réseau de haies formant des brises-vents parfois résiduels mais jouant un rôle important dans la lisibilité du site. Quelques sites d'exploitations agricoles coexistent avec l'habitat, mais pour la plupart ils sont situés en périphérie.

L'urbanisation de la plaine agricole se fait plus tardivement (années 1970) et de forme différente à celle du Thor sans doute en raison d'un éloignement du centre ville et de la taille des unités foncières. Le mitage se fait au gré des opportunités foncières et par le développement d'un habitat isolé. Cependant, un premier lotissement est implanté à proximité du hameau de la Baume dans les années 60. En dehors de ce secteur, les parcelles sont confortables (1000 à 2000 m^2 au minimum), le mitage s'est développé le long du réseau de communication de chemins ruraux.

En 1990, l'image de ce secteur est celle d'un espace agricole en mutation, dépourvu de centre de quartier identifiable, constitué d'une juxtaposition de parcelles bâties, pour certaines structurées par les haies et les fossés, issues du relief et des techniques agraires.

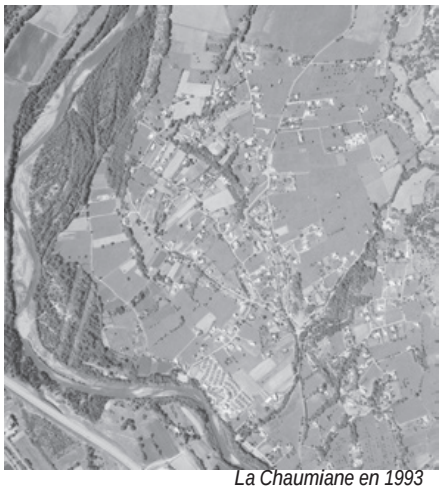
Avec la prolifération de l'habitat diffus puis de quelques groupes bâtis, le morcellement s'est accentué au coeur de la zone, au gré des mutations successives, entraînant l'enclavement de certaines parcelles et rendant l'exploitation de la zone difficile et peu rentable.

Un camping est implanté en bord de Durance, quelques lotissements se sont développés sur une période plus récente.

Les réseaux et la voirie sont parfois mal dimensionnés au regard du développement urbain actuel.



La Chaumiane en 2013



La Chaumiane en 1993

IV.2.3. L'ORGANISATION DES FONCTIONS DANS LA VILLE

Sisteron doit son développement économique et commercial à sa position stratégique ancienne, comme en témoignent la Citadelle et les fortifications maintes fois renforcées, puis à son rôle de ville-étape sur la route des Alpes et des sports d'hiver.

A la confluence du Buëch et de la Durance, à la rencontre de voies conduisant au littoral méditerranéen, Sisteron s'est développée sur le versant Sud de la Citadelle, mais largement tournée vers l'Est et le lit de la Durance.



Vue sur la Citadelle et le centre ville

Commerces, équipements et tourisme

Les extensions urbaines de l'après-guerre se sont naturellement faites vers le Sud, bénéficiant d'une exposition (plus ensoleillée) et d'un climat plus clément qu'au Nord de la cluse, sous forme d'ensembles collectifs entre la RN85 et la voie parallèle située à l'Ouest (avenue des Plantiers / avenue du Stade). L'activité commerciale s'est confortée de part et d'autre de la route départementale (avenue de la Libération, avenue Jean Jaurès). L'organisation du secteur répond à des standards fonctionnels, économiques et n'offre pas d'espaces urbains au sens d'espaces collectifs partagés, à l'exception du jardin public situé face à la gare ferroviaire. La liaison avec la ville ancienne se fait par la voie principale, mais les axes piétons et places publiques restent à développer.





Vue sur les ensembles collectifs, Avenue Jean Jaurés et Avenue des Plantiers

Les équipements publics sont majoritairement situés au centre-ville, ainsi qu'au niveau de l'entrée Sud où sont regroupés quartier Baulieu, à l'Ouest de la Nationale, le Collège (680 élèves) et Lycée Paul Arène (540 élèves en voie générale et 120 en voie professionnelle) et les équipements sportifs (Stade, Piscine, Gymnase), puis en montant vers le centre, l'Hôpital et la gare SNCF.



Collège et Lycée Paul Arène

Les enjeux urbains propres à ce secteur contemporain sont ceux de la «greffe» urbaine, du réinvestissement des espaces vacants (publics et privés) afin d'offrir les qualités, les services proches et complémentaires des espaces de la ville constituée. L'aménagement des secteurs de la plaine potentiellement urbanisables devra s'appuyer sur la structure parcellaire existante et le maintien du caractère ouvert des espaces (vues sur la Durance, vues sur la Citadelle).

Le secteur des Marres, en bordure de la retenue de la Durance, offre un espace de détente et de loisirs à proximité du centre-ville. Peu urbanisé, ce secteur en pied de ville aide à la compréhension du site et à la mise en scène du centre ancien. Il représente un secteur d'enjeu fort pour l'avenir. Formant le socle de la ville, son aménagement pourrait participer à la valorisation du site tant d'un point de vue paysager que d'un point de vue touristique et économique. Des projets d'aménagement ont été étudiés mais l'enjeu est tel que la réflexion n'a à ce jour pas permis de statuer sur un projet de façon ferme et définitive.



Les Marres, secteur d'enjeu

Les activités artisanales, tertiaires et industrielles

Initialement installées au Sud du quartier du Gand, ces activités se sont développées depuis 1990 au Nord-Ouest de la Cluse, exigeant d'être implantées à proximité des moyens de communication et nécessitant de l'espace pour se développer.

Trois zones d'activités se sont développées au cours du temps, le long de la route de Gap : la zone industrielle de Météline, la zone industrielle Proviou Sud et la zone d'activités Sisteron-Val de Durance.

On y trouve les plus anciennes industries (agroalimentaire, BTP et l'Abattoir municipal). Aujourd'hui plus de 115 entreprises sont installées représentant 5 pôles d'activités: l'agro-alimentaire, le BTP, les PME artisanales, le tertiaire et le commercial. Le Parc d'activités Val de Durance relève de la compétence de la communauté de communes du Sisteronais. Des extensions récentes ont été réalisées pour étoffer le secteur commercial et tertiaire.

L'usine des industries pharmaceutiques Sanofi- Aventis (classement Seveso) est également implanté sur ce site, dans la zone industrielle de Météline.

Les enjeux urbains relèvent essentiellement de l'organisation urbaine, pour constituer une silhouette valorisante en entrée de ville Nord. Les aménagements récents du Parc d'activités Val de Durance ont intégrés un traitement paysager et favorisent la mixité des fonctions (tertiaires, loisirs, commerce).
Il faudra développer les liaisons par transport collectifs et les cheminements doux pour rejoindre le centre ville, maintenir et reconduire les éléments paysagers structurants, préserver les perspectives sur la citadelle, repère symbolique d'un lien avec le centre.

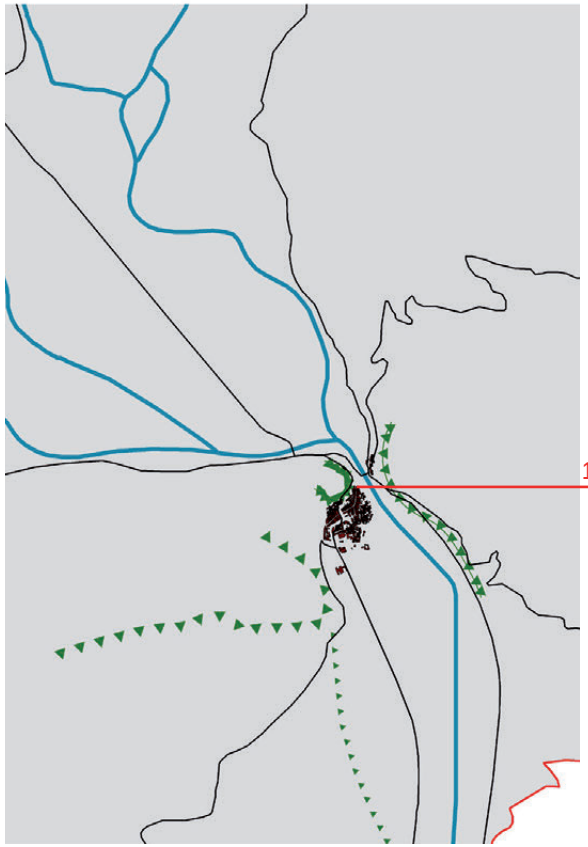


Usine Sanofi

IV.3. LES MORPHOLOGIES URBAINES

IV.3.1. EXPRESSION DES DENSITÉS DE L'HABITAT

L'étude et l'analyse des densités par grands secteurs d'habitations permettent de mieux comprendre les compositions de la ville, Selon les grandes périodes d'urbanisation, sont indiqués le nombre d'hectares pour l'emprise bâtie, le nombre d'hectares pour l'emprise parcellaire et le nombre d'habitants correspondant.





Consommation
Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
3 896 habitants



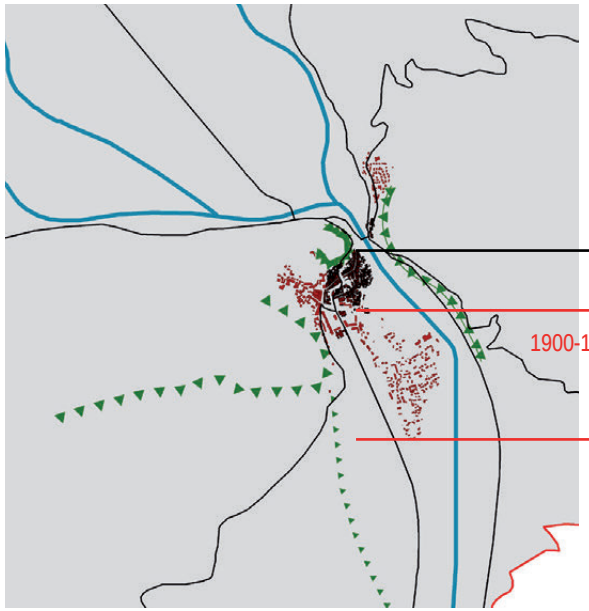


Le bourg ancien à la forme d'un noyau compact. Le tissu urbain y est très dense et riche d'une histoire où la forme de la ville est issue à la fois de techniques de défense et de la topographie des lieux.

Le parcellaire est très serré, les rues et ruelles sont étroites et courbes, parfois peu lumineuses.

Photos sources archives départementales

- La partie médiévale du centre ville

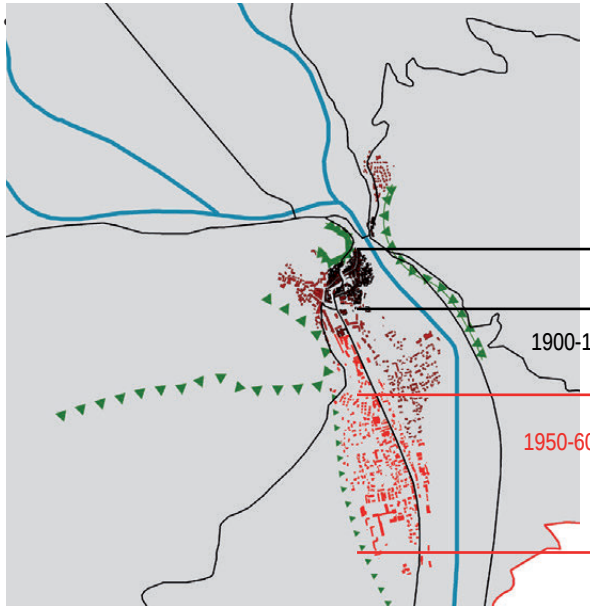




1814
Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
3 896 habitants

1900-1950
Emprise bâtie : 3,4 hectares
Emprise parcellaire : 27,7 hectares
3 874 / 3 464 habitants

- Le quartier du Gand



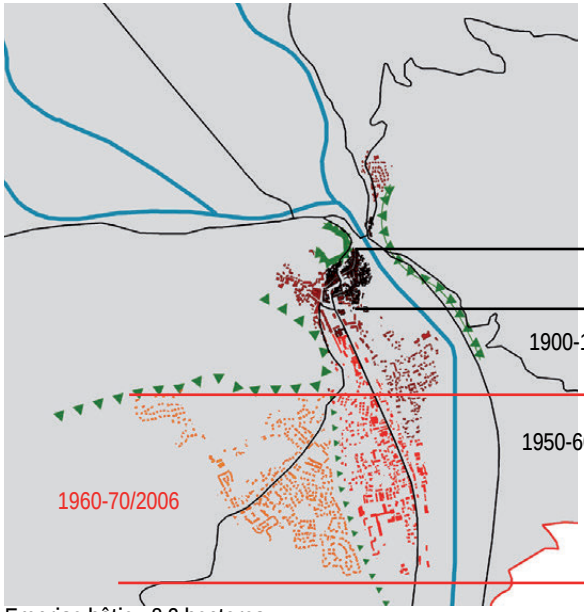


1814
Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
3 896 habitants

1900-1950
Emprise bâtie : 3,4 hectares
Emprise parcellaire : 27,7 hectares
3 874 / 3464 habitants

1950-60/2006
Emprise bâtie : 8,7 hectares
Emprise parcellaire : 35,9 hectares
3 464 / 5 325 habitants

- Le Thor





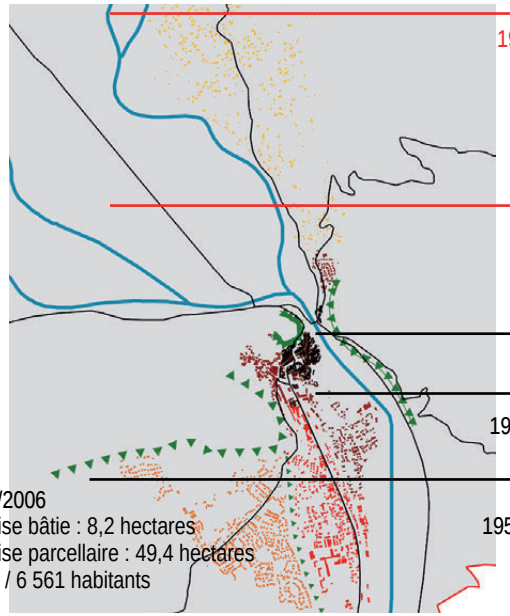
1814 Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
3 896 habitants

1900-1950 Emprise bâtie : 3,4 hectares
Emprise parcellaire : 27,7 hectares
3 874 / 3 464 habitants

1950-60 / 2006 Emprise bâtie : 8,7 hectares
Emprise parcellaire : 35,9 hectares
3 464 / 5 325 habitants

Emprise bâtie : 8,2 hectares
Emprise parcellaire : 49,4 hectares
5 325 / 6 561 habitants

- La Chaumiane



1960-70/2006 Emprise bâtie : 6,2 hectares
Emprise parcellaire : 68,1 hectares
6 594 / 7 251 habitants



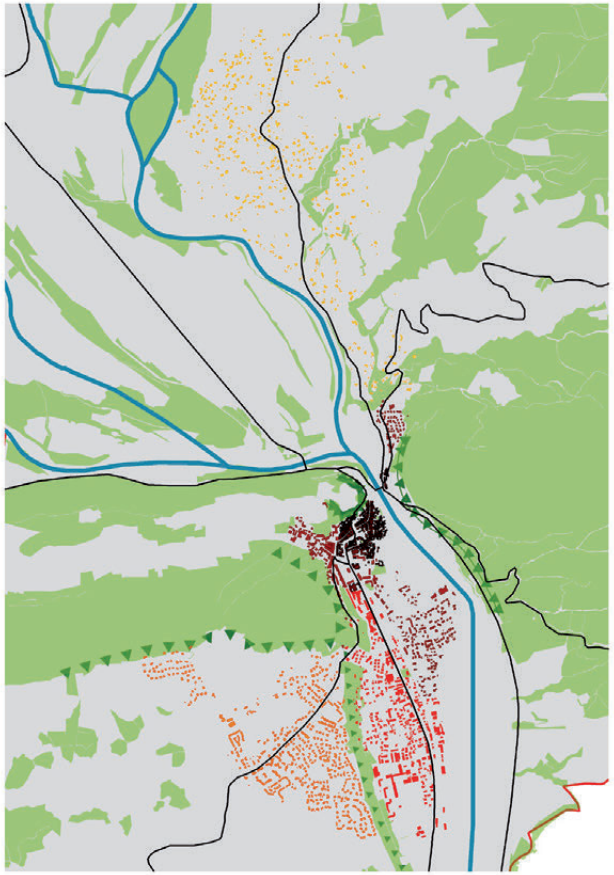
1814 Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
3 896 habitants

1900-1950 Emprise bâtie : 3,4 hectares
Emprise parcellaire : 27,7 hectares
3 874 / 3 464 habitants

1960-70/2006
Emprise bâtie : 8,2 hectares
Emprise parcellaire : 49,4 hectares
5 325 / 6 561 habitants

1950-60 / 2006 Emprise bâtie : 8,7 hectares
Emprise parcellaire : 35,9 hectares
3 464 / 5 325 habitants

Une enveloppe urbaine qui consomme 187 ha



Consommation par habitants

1814 : 15,15 m²/hbt

1950 : 97,00 m²/hbt

1960 : 130,50 m²/hbt

1970 : 181,20 m²/hbt

1990-2006 : 258,00 m²/hbt

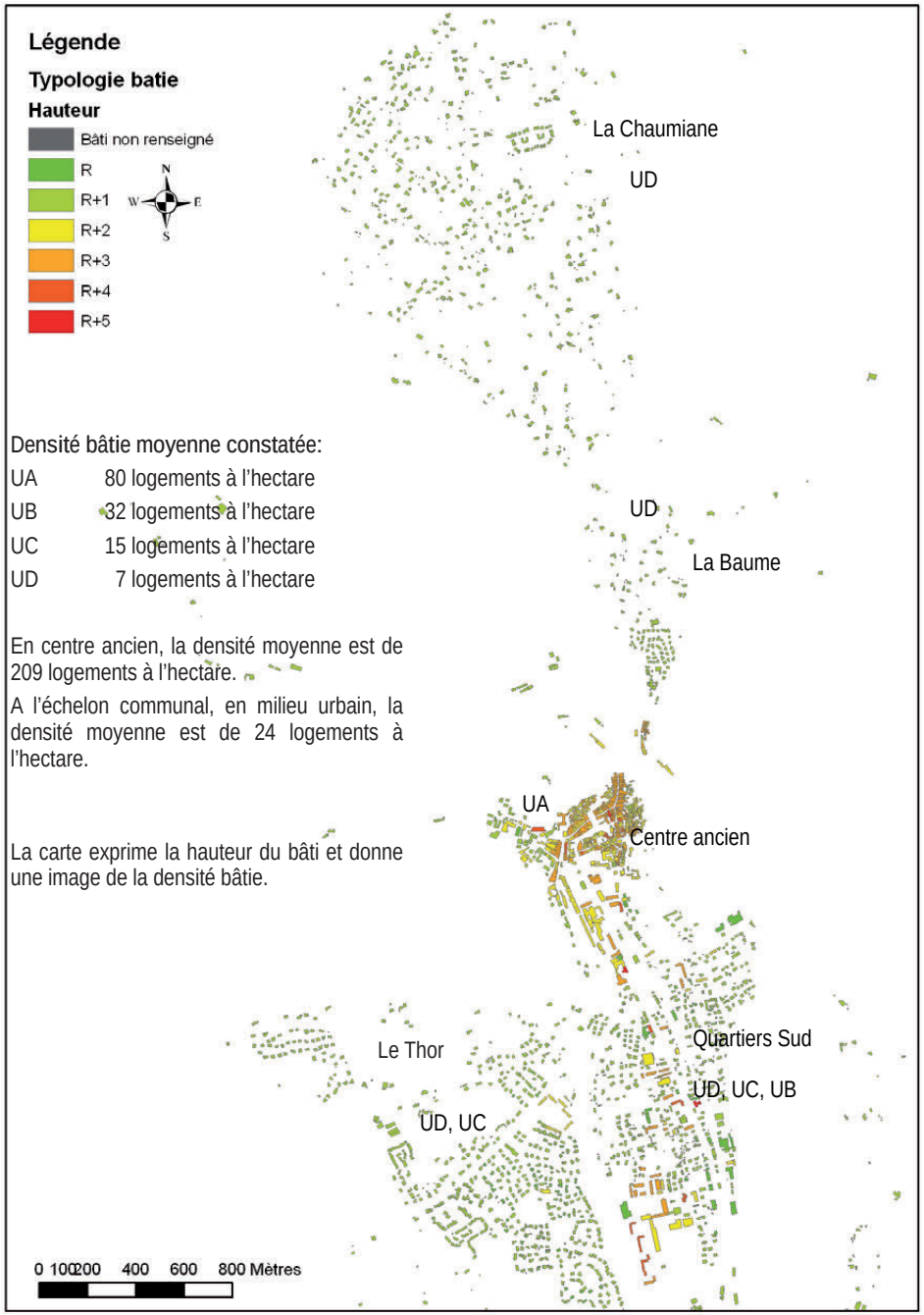
Consommation totale 187 ha

1814 :
Emprise bâtie : 5,4 hectares
Emprise parcellaire : 5,9 hectares
De 1814 à 1950 : 97 m² par habitant

2006 :
Emprise bâtie : 31,9 hectares
Emprise parcellaire : 187 hectares
De 1950 à 2006 : 411,5 m² par habitant

Pour 6 fois plus de bâti, on a 31,5 fois plus de terrains consommés

IV.3.2. EXPRESSION DES HAUTEURS BÂTIES



Densité bâtie moyenne constatée:

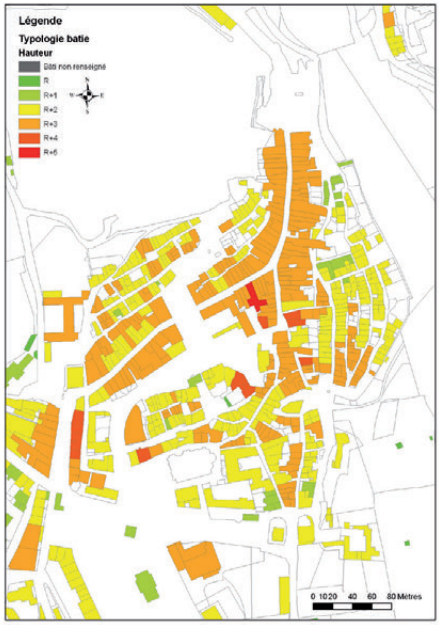
UA	80 logements à l'hectare
UB	32 logements à l'hectare
UC	15 logements à l'hectare
UD	7 logements à l'hectare

En centre ancien, la densité moyenne est de 209 logements à l'hectare.

A l'échelon communal, en milieu urbain, la densité moyenne est de 24 logements à l'hectare.

La carte exprime la hauteur du bâti et donne une image de la densité bâtie.

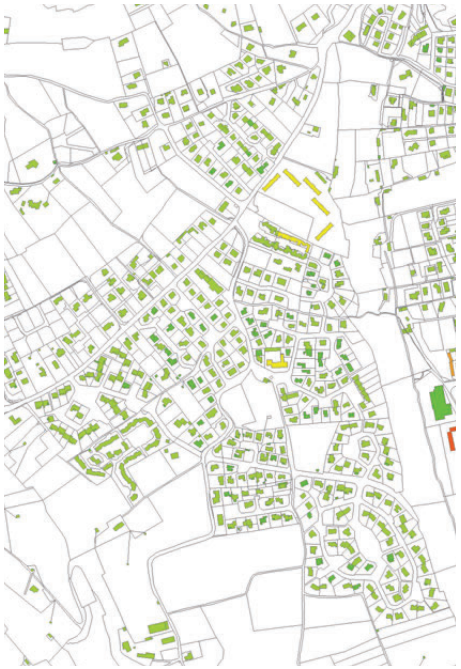
Centre ancien



La Chaumiane



Le Thor



Les trois cartes ci-contre sont des zooms effectués sur le centre ancien, le quartier La Chaumiane et le quartier le Thor.

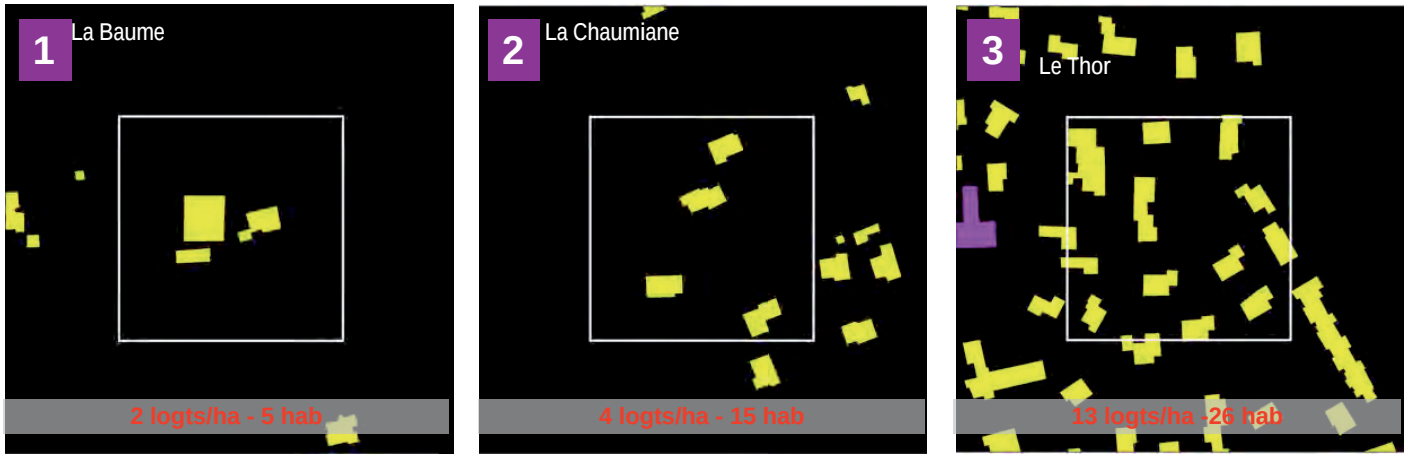
Le centre ancien est composé d'un bâti dense avec un tissu urbain comprenant essentiellement des bâtiments en R+2 et R+3.

Le quartier le Thor présente une morphologie urbaine composée à l'Ouest de maisons individuelles avec des hauteurs de bâti évoluant ente le rez-de-chaussée et le R+1 ; les volumes sont simples, les toitures en tuiles canal; à l'Est du quartier se trouvent quelques constructions sous forme de collectifs, de type R+2.

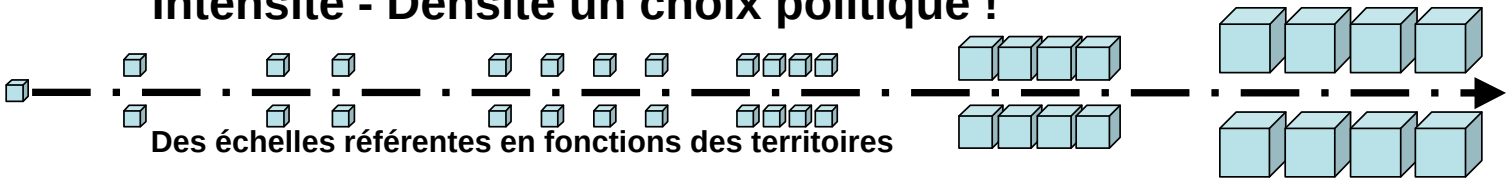
Le quartier La Chaumiane, au Nord de la commune est exclusivement composé de maisons individuelles, pouvant comporter une élévation en R+1.

Densité par Zone d'habitat du POS	Surface foncière bâtie (en ha)	Nbre de logements	Densité moyenne (log / ha)
Centre ancien	6,1	1278	209
Centre ville (UA)	5,5	445	80
Centre proche (UB)	36,0	1137	32
Centre périphérie (UC)	62,0	912	15
Ecart (UD)	69,1	480	7
Total commune	178,8	4 252	24

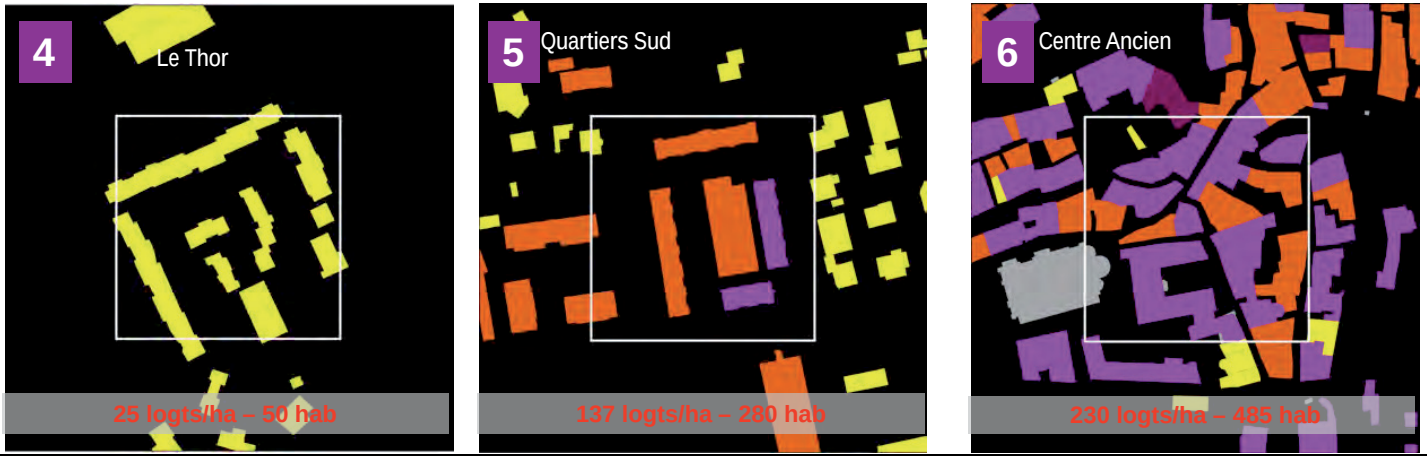
Densité bâtie



Intensité - Densité un choix politique !



Des échelles référentes en fonctions des territoires



Emprise au sol

1	215 m² R+1
2	590 m² R+1
3	1 900 m² R+1
4	2 800 m² R+1
5	2 550 m² R+2 à R+3
6	5 550 m² R+2 à R+3

Une philosophie de l'aménagement …….. Un guide pour l'action ……..

IV.4. L'HABITAT

IV.4.1 LE PARC DE LOGEMENTS ET SON ÉVOLUTION

De 1975 à 1990, le parc de logements augmente plus vite que la population, ce qui correspond à une croissance du parc de logement pour le maintien de la population résidente. Ainsi, sur cette période malgré le départ ou la faiblesse de l'arrivée de nouvelle population, le parc de logements augmente. Depuis 1990, la croissance du parc devient cohérente avec la croissance de la population (gain de 1,1 habitant pour 1 logement).

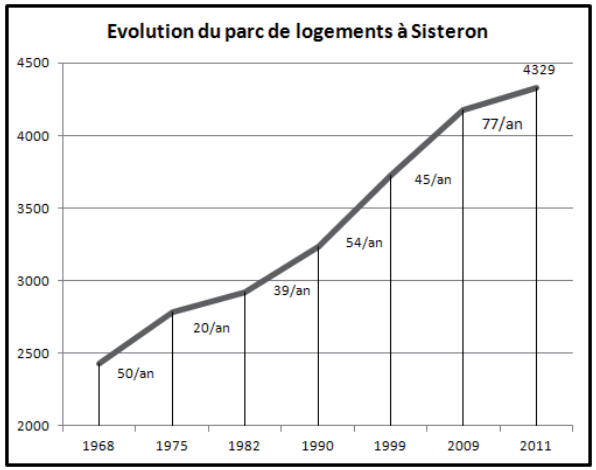
Ce changement signifie une nouvelle attractivité de la ville de Sisteron, sous l'effet d'un développement économique local et de politiques de réhabilitation engagées sur le centre ancien. Cependant, cette dynamique doit être poursuivie afin de soutenir la tendance observée : les facteurs porteurs de cette dynamique peuvent être l'intensité commerciale, l'accessibilité de la ville et la qualité du cadre de vie.

En 2011, le parc se compose de 84% de résidences principales, 11,8% de logements vacants et 4,5% de résidences secondaires. Entre les deux derniers recensements, 2009 et 2011, le parc des résidences principales suit une augmentation de 3,7% en 2 ans avec 111 résidences principales supplémentaires. La vacance du parc augmente de 20% (+ 85 logements inoccupés sur 2 ans), induisant une forte fluidité sur le marché du logement. Le nombre de résidences secondaires diminue de 17%, dans le même temps indiquant des mutations d'usage (installations de retraités, mutation foncière).

Le parc de logements	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2011
Ensemble des logements	2 431	2 784	2 924	3 238	3 727	4 175	4 329
Résidences principales	2 082	2 407	2 437	2 758	3 100	3 510	3 621
Résidences secondaires	244	227	200	207	317	239	197
Logements vacants	105	150	287	273	310	426	511
% vacant	4,3	5,4	9,8	8,4	8,3	10,2	11,8

Source: INSEE, recensement général

Les évolutions récentes du parc de logements (entre 2009 et 2011) correspondent à une augmentation générale du nombre de logements qui masque une diminution des résidences secondaires (perte de 42 logements) et une augmentation de la vacance (85 logements devenus inoccupés). La vacance est un indicateur de tension du marché, et indique un ajustement nécessaire entre l'offre et la demande. Elle peut avoir des causes temporelles (délai entre deux locations, et l'on n'a vu que les taux de rotation des emménagements est plus élevé à Sisteron), des causes économiques (attente d'une revalorisation du prix du marché), ou liées à l'état du bien. La part des logements vacants est assez élevée au regard de la production annuelle de constructions : 42 logements vacants et 55 nouvelles résidences principales.



Ainsi, il persiste une problématique d'insatisfaction de la demande en matière d'habitat dans la ville, qui concerne de jeunes ménages qui partent s'installer dans les communes voisines. En 2011, l'offre locative reste concentrée sur de l'ancien mal réhabilité. La commune poursuit ses efforts en la matière pour offrir une plus grande diversité de logements.

Evolution du parc	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2011
En nombre de logements	353	140	314	489	448	154
En nombre par an	50	20	39	54	45	77
Taux annuel de croissance	1,96	0,7	1,28	1,58	1,14	1,82

Entre 2009 et 2011, la population de Sisteron diminue de 19 habitants mais sur cette même période 154 logements sont construits sur le territoire communal, dont 111 résidences principales. Ce phénomène peut s'expliquer par 3 facteurs déterminants :

- le phénomène de desserrement des ménages qui s'exprime par une diminution observée de la taille des ménages (séparations, familles monoparentales, décohabitation des jeunes, vieillissement de la population…) d'où une augmentation du nombre de ménages et un besoin supplémentaire en logements ;

- le renouvellement du parc c'est à dire la variation du parc de logements hors construction neuve. Il prend en compte la diminution du nombre de logements (par démolitions, abandons, changements d'usage) ou l'augmentation du nombre de logements (par divisions, changements d'usage, …) ;

- la variation du nombre de résidences secondaires et de logements vacants qui entraîne une baisse ou une hausse du nombre de logements pouvant être mobilisés pour loger des ménages.

Ces mutations structurelles de la population agissent sur le parc de logements expliquant ainsi la hausse de construction entre 2009 et 2011 (77 logements par an) bien que la population ait perdu 19 habitants sur la même période.

	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2011
Croissance de la population (en nb)	954	-773	124	368	465	- 19
Croissance annuelle (en %)	2,0	-1,6	0,2	0,6	0,6	- 0,1
dû au solde migratoire	1,3	-1,8	0,1	0,5	0,7	0,1
Croissance globale (en %)	15,2	-10,7	1,9	5,6	6,7	- 0,2
Croissance Résidences Principales (en nb)	325	30	321	342	410	111
Croissance Résidences Principales (en %)	15,6	1,2	13,2	12,4	13,2	3,2
Croissance Résidences Principales (en nb par an)	46,4	4,3	40,1	38,0	41,0	11,1
Gain d'habitant pour 1 logement	2,9	-25,8	0,4	1,1	1,1	-0,2

IV.4.2. ÉTAT DE LA VACANCE À SISTERON

(*Source données détaillées INSEE 2012, Fichier Majic 2012*)

Le parc vacant représente 11,8 % de l'ensemble des logements en 2011. Ce taux poursuit son évolution malgré les actions de réhabilitation menées sur le centre ancien. Cette tendance est sans doute liée à un phénomène d'abandon de logements ne répondant plus aux attentes actuelles de la population qui fait le choix de la maison individuelle dans les quartiers périphériques de la ville ou dans les communes voisines.

L'analyse des caractéristiques du parc de logements vacants permet de cibler les critères actuels de la population en matière d'habitat, qui écarte ainsi une partie du parc n'y répondant plus.

D'une part, la date des constructions nous renseigne sur l'état général du bâti et ses caractéristiques architecturales (source Fichier MAJIC-DGIFP). On observe une variation du niveau de la vacance selon la date de construction, que l'on peut affecter par secteur géographique sur la commune.

Pour un niveau moyen de vacance de l'ordre de 8% du parc, ce taux évolue à 12,5% pour les logements dits « anciens » construits avant 1950 ou issus de constructions récentes entre 2000 et 2011. Le taux est plus faible pour les logements construits entre 1960 et 1974 (5,5%). On trouve ici des éléments explicatifs de la vacance.

Selon les périodes de constructions, les logements répondent à des critères de constructions différents:

- Pour une grande part, les logements vacants ont été construits avant 1950 (48,5%); ils offrent moins de confort sanitaire et une plus grande vétusté liée à l'ancienneté du bâti.

- De 1960 à 1974 (15,5%), il s'agit de constructions de masse généralement de type « grands ensembles ».

- De 1975 à 1999 (12,2%), les bâtiments portent la marque du premier choc pétrolier qui s'accompagne d'une réorientation de la construction : réduction de la taille des opérations et architectures de facture économique (pas d'ascenseur, matériaux de moindre qualité).

- A partir des années 2000 (18,4%), on peut penser qu'il s'agit d'une vacance liée au dispositif Robien mis en place en 2003 (devenu depuis Scellier puis Duflot) pour dynamiser le secteur de l'investissement locatif mais qui a perturbé le marché locatif déjà saturé des villes moyennes. Deux programmes de ce type ont été conduits sur la Ville.

De plus, au cours du temps, la part des petits et des grands logements a augmenté au détriment des logements de taille moyenne. Ce phénomène est d'autant plus sensible que la copropriété est grande (Source : « les copropriétés des années 50 à 80, un parc à enjeux », ANAH, Les essentiels, mars 2011).

Tableau de répartition de la vacance par période de construction et par secteur (Source Fichier MAJIC 2012)

	Centre ancien	Chaumiane La Baume	Le Thor	Ville Centre	Autre	Total vacant	Total Habitat	% vacant
Avant 1950	140	20	1	11	10	182	1495	12,2
De 1950 à 1959	8	4	0	8	0	20	419	4,8
De 1960 à 1974	4	7	16	25	6	58	1054	5,5
De 1975 à 1984	1	3	9	7	0	20	422	4,7
De 1985 à 1999	5	4	3	14	0	26	658	3,9
De 2000 à 2012	3	8	2	45	11	69	552	12,5
Total	161	46	31	110	27	375	4600	8,1
Par secteur (%)	46,3	13,2	8,9	31,6		100,0		

D'autre part, le recensement de l'INSEE nous donne une description des caractéristiques des logements en terme de confort et d'usage. Issus du dernier recensement, en valeur 2009, les chiffres confirment le précédent constat.

Sur 426 logements vacants recensés, les critères de vacance sont les suivants par ordre de priorité:

- L'absence d'ascenseur (95,5%),

- L'absence de place de stationnement (70% des logements vacants).

- Le coût du chauffage: sont mis à l'écart les logements dont le combustible principal utilisé est l'électricité (55,2%) ou le fioul en chauffage individuel (29%).

- La taille du logement : l'ensemble des petites surfaces vacantes est sans ascenseur et sans stationnement.

Ces logements vacants ne présentent pas d'inconfort sanitaire de façon prioritaire puisque 98% sont équipés de salles de bains.

Ainsi la réhabilitation devra favoriser :

- le regroupement de surface, pour former des logements de taille moyenne lorsque c'est possible, plutôt que la division de surface.

- La mise aux normes des bâtiments, qui est un critère essentiel notamment concernant le renforcement de la performance énergétique pour la réduction de la consommation des énergies dans les logements, la rénovation des matériaux, l'installation d'ascenseur.

- L'amélioration de l'offre de stationnement pour les résidents, qui facilitera l'accès aux logements qui n'en sont pas équipés.

Pour favoriser le retour sur le marché immobilier de ce type de logements, la collectivité pourra veiller à la mise en place d'un service d'accompagnement des propriétaires privés à l'échelon communal, pour une diffusion de l'information et une incitation à la rénovation thermique des copropriétés. Une étude des différentes résidences en vacance permettra de définir des orientations précises en matière de réhabilitation et une programmation des actions.

IV.4.3. LE PARC SOCIAL

Le parc social a évolué sur la commune pour offrir 638 logements en locatif et atteint un taux de 18% du parc des logements en 2011.
La commune n'est pas soumise à un seuil minimal légal de production de logements locatifs sociaux, défini selon l'Art.55 de la loi SRU, modifié par la loi Duflot puis la loi ALUR en 2014:

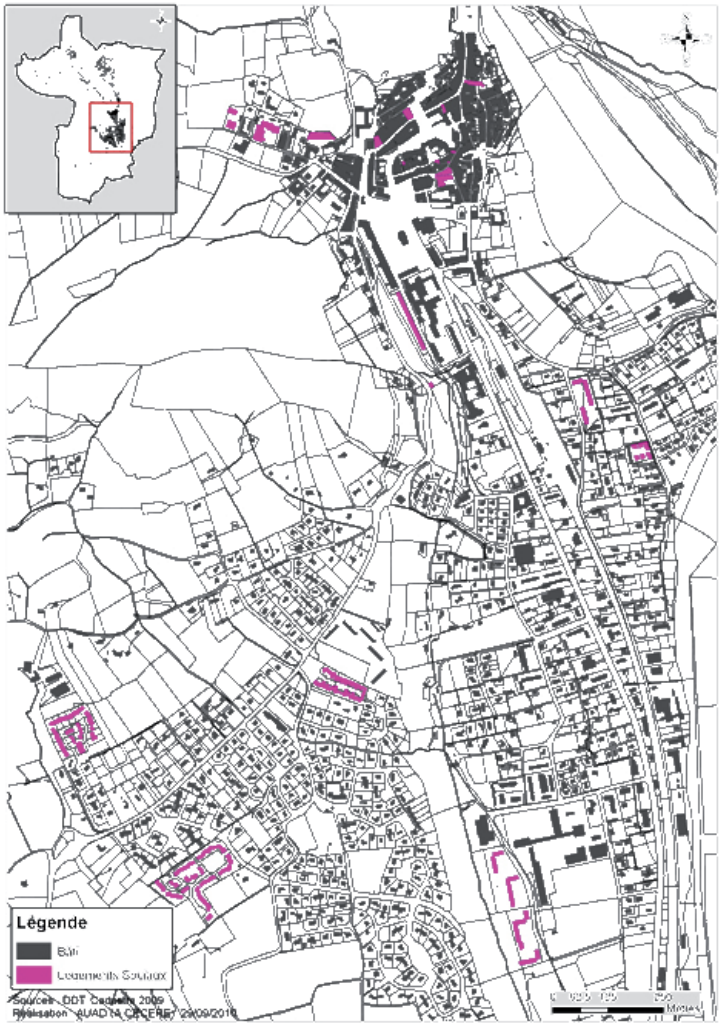
- elle n'appartient pas à une agglomération ou intercommunalité de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants,

- elle n'est pas non plus une commune de plus de 15 000 habitants en croissance démographique.

Cependant, au regard des caractéristiques de la population résidente et des besoins en logement à couvrir, l'application du taux légal de logements sociaux fixé à 25% des résidences principales ferait apparaître une «carence» de 234 logements sociaux.

Jusqu'en 1997, la commune a présenté une production régulière en matière de mixité sociale. La construction moyenne du parc social est de 33 logements par an, avec deux années de forte production en 1987 et 1992. L'année 2003 a marqué une reprise de la production de ce parc avec 37 nouveaux logements sociaux.

Le logement social à Sisteron



En 2014,
Parc social: 638 logements, soit 18% des résidences principales

Centre ville: 304 logements, soit 47% du parc social

Plan de la Baume: 37 logements, soit 6% du parc social

Quartiers Sud: 297 logements, soit 47% du parc social

En 2014, le nombre de résidences principales correspond à Sisteron à 3 582 habitations.
Pour obtenir 25% de logement social, la commune devrait avoir un parc de 895 logements sociaux.
Soit un déficit de 257 logements au sein du parc social de Sisteron. (*Nombre de logements sociaux :Source: DDT04 PAC*)

Parc social selon le type de logement	T1	T2	T3	T4	T5	Total
Offres de logements locatifs sociaux	9	67	174	230	44	524
Demande de logements en attente	27	64	62	37	7	197
Attribution de logements dans l'année	0	5	21	21	5	52

Il existe une nouvelle demande concernant les petits logements pour satisfaire les demandes des retraités. *(source : Mairie)*

IV.4.4. MARCHÉ DU LOGEMENT ET FORMES URBAINES

Le développement économique et l'attractivité, actuelle et attendue, du territoire sisteronais pourraient induire une hausse de la pression résidentielle donc une variation des prix à la hausse sur le marché de l'immobilier local. En 2014, l'observation du marché de l'immobilier à Sisteron (à partir de la consultation du site « seloger.com ») indique le nombre et la valeur des mises en location dans le secteur libre et des mises en vente.

L'offre immobilière en locatif et en accession recensée à partir de ce site permet un comparatif sur les villes de plus de 4 000 habitants du département, en faisant l'hypothèse que le recours à ce site immobilier est équivalent quelle que soit la localisation du bien.

Le ratio, nombre de logements offerts sur le marché pour 1 000 résidences principales, indique un taux de rotation sur le marché résidentiel et donc une capacité d'emménagement, un niveau de fluidité du marché. Cependant, il s'agit d'un indicateur partiel car il ne recense pas l'ensemble des produits immobiliers offerts sur le marché.

Sisteron se situe au dessus de la valeur départementale (64,1 contre 52,2), en position équivalente à la ville de Manosque (67,8). Le marché immobilier sur Digne les Bains apparaît plus tendu (34,4). Cette analyse confirme le niveau de rotation élevé en matière d'emménagement annuel à Sisteron constaté au chapitre «Migrants résidentiels».

Valeur en nombre	Population 2010	Résidences principales	Mise en location	Mise en vente	Offre totale	Offre pour 1000 RP
Manosque	22 105	10 157	134	555	689	67,8
Digne-les-Bains	16 922	8 142	66	214	280	34,4
Sisteron	7 450	3 541	38	189	227	64,1
Oraison	5 392	2 385	8	123	131	54,9
Château-Arnoux	5 266	2 502	5	56	61	24,4
Forcalquier	4 680	2 151	7	260	267	124,1
Alpes Hte Pce	161 149	72 482	388	3 393	3 781	52,2

Valeur en nombre pour 1000 RP	Mise en location appartement	Mise en location Maison	Mise en location	Mise en vente Appartement	Mise en vente Maison	Mise en vente	Terrains
Manosque	12,21	0,98	13,19	29,34	25,30	54,64	6,20
Digne-les-Bains	8,11	0,00	8,11	13,14	13,14	26,28	0,61
Sisteron	8,75	1,98	10,73	15,53	37,84	53,37	11,30
Oraison	2,10	1,26	3,35	5,87	45,71	51,58	13,84
Château-Arnoux	1,20	0,80	2,00	4,40	17,98	22,38	4,00
Forcalquier	3,25	0,00	3,25	15,34	105,53	120,87	9,30
Alpes Hte Pce	4,53	0,83	5,35	15,42	31,39	46,81	8,53

RP= résidences principales

Rapportée au nombre de résidences principales, et comparée au département, l'offre locative à Sisteron est 2 fois plus importante, ce qui indique un marché relativement détendu (10,7 logements mis en location et 53,4 logements mis en vente pour 1000 résidences principales contre 5,3 et 46,8 dans le département). Le marché locatif est plus tendu dans les communes de près de 5000 habitants, avec une offre de l'ordre de 2 à 3 locations pour 1000 résidences principales, contre près de 11 pour 1000 à Sisteron.

Sur le marché locatif, les appartements sont prédominants (5,5 appartements pour 1 maison), alors que les maisons sont plus souvent des produits mis en vente (2 maisons pour 1 appartement).

Globalement, l'offre locative est près de 9 fois plus faible que l'offre en accession à la propriété. A Sisteron, ce rapport est de 1 pour 5; il est de 1 pour 4 à Manosque. Dans les communes de moins de 5000 habitants, il est de 1 pour 15 (Oraison) voire de 1 pour 37 (Forcalquier).

IV.4.5. UN MARCHE DOMINÉ PAR LA MAISON INDIVIDUELLE

Le marché immobilier est dominé par la maison individuelle en accession, et par la mise en vente de terrain à bâtir, dont l'offre est supérieure à l'offre locative (8,5 terrains pour 1000 résidences principales). Actuellement, l'offre de terrains à Sisteron est supérieure au ratio départemental, indiquant une dynamique potentielle de la construction pour les années à venir.

A Sisteron, le prix moyen de mise en vente d'une maison est presque 3 fois inférieur à celui du département. Cependant la valeur médiane locale reste proche de la valeur médiane départementale. Ce phénomène conjugué indique un grand nombre de produits de moindre valeur sur le marché sisteronais (logements à rénover), qui participent à la baisse du prix moyen de mise à la vente.

En 1999, la part des logements individuels représentait 47% du parc des résidences principales, elle perd un point en 10 ans (46% en 2009).

Sur une période longue de 10 années, le nombre de permis accordés diminue au cours du temps : une moyenne de 63 par an entre 2002 et 2004 contre 35 par an de 2010 à 2012. Ceci traduit une perte de vivacité du marché foncier pour la maison individuelle qui suit la même évolution négative depuis 2007-2008.

Pour autant, le prix de la maison individuelle d'occasion est resté stable sur la période récente. Le nombre de déclaration de travaux (DT) indique un entretien du patrimoine privé et un recours plus important à la rénovation en fin de période.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Nb. PC	71	53	65	53	59	38	32	38	47	40	17	513
Nb logements Commencés	124	75	49	23	60	21	11	9	8	6	3	276
Maison en individuel pur	44	24	34	15	28	16	7	4	8	6	3	189
Nb D.T.	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	3	7

Source : Sit@del2 (MEEDDM)

Synthèse

Les caractéristiques des logements sisteronais témoignent d'un niveau d'inadaptation important et aussi d'un manque de diversification de l'offre par rapport à la demande. Celle-ci s'exprime par une recherche de produits plus petits ou de taille moyenne, en location, à destination soit d'une population plus jeune, au démarrage de son parcours résidentiel, disposant de revenus plus modestes, soit de personnes âgées, seules ou en couple, disposant d'une plus grande capacité financière.

La population sisteronaise est pour moitié composée de propriétaires occupant leur logement (49,5% en 2011).

Le rythme de constructions neuves a sensiblement diminué sur la période récente et suffit sans doute à peine à absorber la décohabitation (19 logements par an), d'autant que l'offre locative semble être inadaptée dans un marché du logement fluide (vacance égale à 12%).

Les opérations de réhabilitation ou de renouvellement urbain portées par le bailleur départemental en lien avec la Commune et réalisées récemment dans le centre ancien participent à une volonté de rééquilibrage du marché immobilier, par une diversification et une requalification de l'offre de logements et par l'amélioration de la qualité du cadre de vie urbain à Sisteron (immeubles d'Ornano, Brouchon, Bras d'Or).

Le taux de résidences secondaires diminue au cours du temps et se stabilise en 2011 à 5% du parc de logements.

IV.5. CAPACITÉ DU POS ET CONSOMMATION URBAINES

IV.5.1. LA CAPACITÉ DES ESPACES CONSTRUCTIBLES DU POS

Chronologie de la réhabilitation du centre ancien

Le centre ancien de Sisteron connaît un regain d'intérêt (politique et social) depuis une trentaine d'années. Un plan de référencement réalisé en 1979 concluait à la nécessité d'engager au plus tôt une action visant à enrayer le phénomène de désertification des quartiers anciens: Vieille Ville et quartier de la Baume. Des politiques volontaires et des investissements conséquents ont été engagés depuis les années 1980 et commencent à modifier profondément l'image du coeur de ville de Sisteron.

Une première OPAH est engagée (1983-1988) et une action façades. A la fin des années 80, la collectivité engage une action de réhabilitation de l'habitat insalubre (RHI) sur la partie ancienne du quartier de la Baume. En 2003, une étude de requalification du centre ancien de la ville est réalisée, définissant des propositions d'actions qui préconisent des démarches foncières, des stratégies de planification et des démarches opérationnelles. Une opération RHI est organisée en centre ancien (2008-2010) qui s'accompagne de la construction de 24 logements sociaux PLA, de la réhabilitation de l'Hôtel d'Ornano pour la création d'un espace culturel (Musée d'Histoire et d'Archéologie). Cette opération fait suite à une Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale qui a expertisé l'ensemble des immeubles en vue de qualifier «l'habitat indigne».

Un phasage des opérations avait été établi en 2003 :

- Immédiat: acquisition et projet sur les îlots prioritaires du centre ancien; actions de réhabilitation des androne; assainissement de la propriété;
- Court terme (2 à 4 ans): étude de ZPPAUP et PRI (Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager et Périmètre de Restauration Immobilière); circuits touristiques et historiques; réalisation des premiers projets sur les îlots prioritaires;
- Moyen terme (4 à 7 ans): OPAH et PRI quand les conditions de réussite seront réunies;
- En continu: mise en valeur des espaces publics, androne et façades.

Ces outils ont contribué au réinvestissement du centre ville de Sisteron. A l'heure actuelle, les études ne sont pas toutes engagées. Les opérations de réhabilitation des androne sont en cours ainsi que la réhabilitation des îlots prioritaires situés Rue Droite, Rue Saunerie et Rue Mercerie. Le programme RHI a été engagé en 2009 (Ville, Etat, Région, ANAH), les logements et le Musée ont été livrés en 2014. Trois îlots ont été identifiés (îlot A, îlot B1 et îlot B2) dont les enjeux sont les suivants:

- îlot A: (rues Mercerie, Longue Androne, Font Chaude, Font Redonne): constituer un exemple de requalification du bâti et intégrer cette opération dans l'amélioration du fonctionnement urbain entre les parties haute et basse de la ville; cet ilot comprend l'Hôtel d'Ornano
- îlot B1 (rues Font Chaude, traverse Font Chaude, Saunerie): remise en valeur de l'ensemble du front bâti Est, très visible depuis le bas de la ville et la rive gauche de la Durance, consolidation et entretien du soubassement construit de la ville;
- îlot B2 (autour d'une androne, îlot délimité par les rues Saunerie et Font Chaude): améliorer l'habitabilité des logements et restaurer la qualité des espaces publics pour les intégrer dans les circuits de découverte de la vieille ville.

Un programme de restructuration commerciale est engagé en mai 2011 avec l'outil FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce), action menée par la communauté de communes du Sisteronais en partenariat avec l'Etat. Cette intervention conjointe avec les opérations de réhabilitations du centre ancien contribue à la revalorisation de l'image de Sisteron par le réinvestissement des cellules vides.

La capacité foncière des espaces constructibles du POS

L'analyse foncière du POS permet d'identifier la capacité résiduelle des espaces constructibles qui correspond aux parcelles non bâtis situées dans les zones constructibles à vocation d'habitat, d'activités économiques et touristiques.

La capacité foncière issue du POS se répartit selon le zonage et après application des règles du POS (Art 5 Caractéristiques des terrains)::

Zones du POS	Résiduel théorique (ha)	Résiduel théorique selon la règle du POS (ha)
Zone U	*104,3*	*94,5*
Zone NA	*216,6*	*204,9*
Zone NB	18,2	18,2
Total	339,1	317,6

Les zones NA représentent 64% des surfaces résiduelles constructibles de la commune. Les zones NB vouées à disparaître dans le zonage du PLU offrent comparativement un faible potentiel.

Les potentialités du document d'urbanisme en vigueur sont ainsi estimées à 318 hectares. Cette capacité foncière se décompose de la façon suivante:

- zones à vocation d'habitat: 205 ha, dont 85 ha classé en NA non ouvert à l'urbanisation au POS
- zones à vocation économique: 81 ha
- zones à vocation touristique: 32 ha

La capacité foncière disponible vouée à l'habitat, représente au sein du POS en vigueur un potentiel d'urbanisation de 120 ha constructibles à court terme (classé en U, NA, NB).

Malgré une surconsommation foncière liée à une faible densité bâtie, le POS dispose encore de capacités d'accueil résiduelles non négligeables.

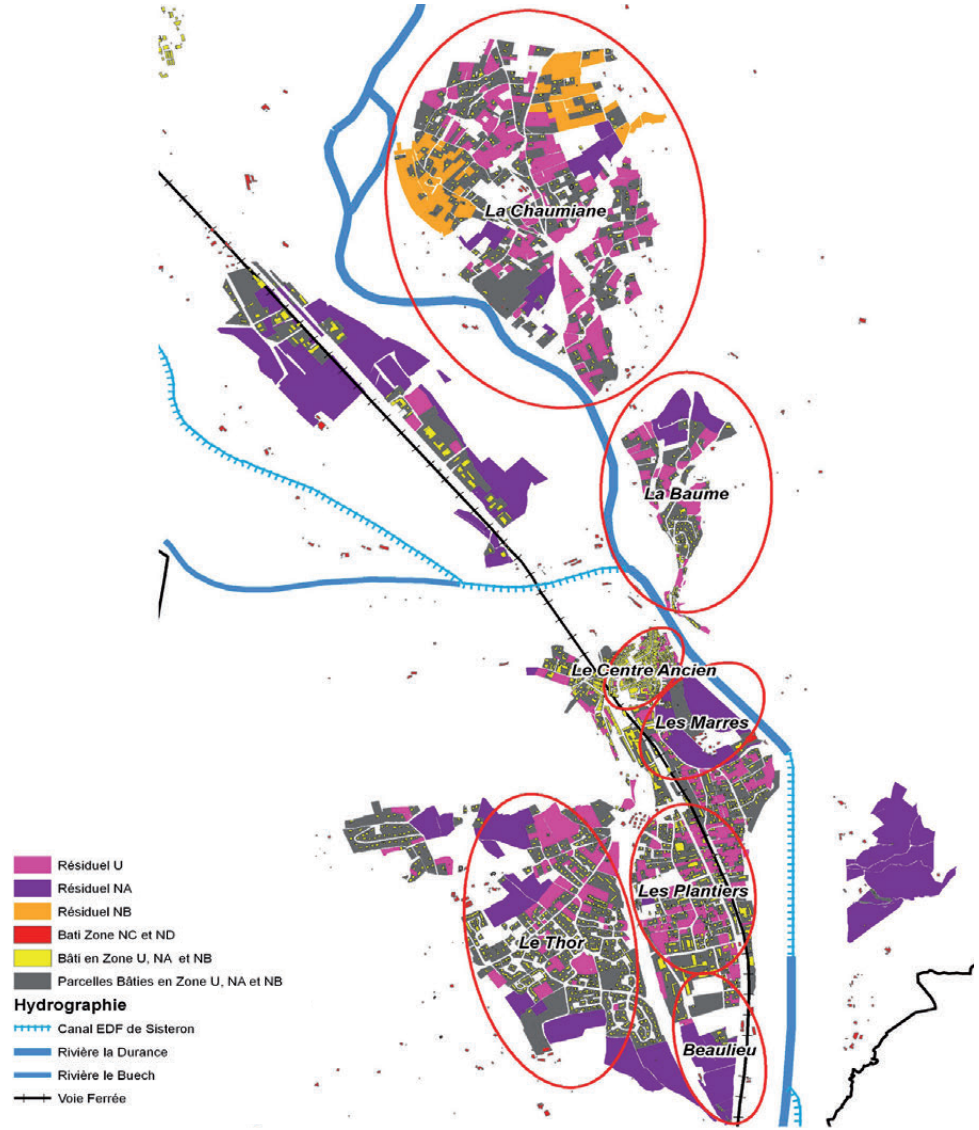


îlots «Saunerie-Font Chaude»,objet d'une opération RHI dans le centre ancien (vue niveau bas des ilots)

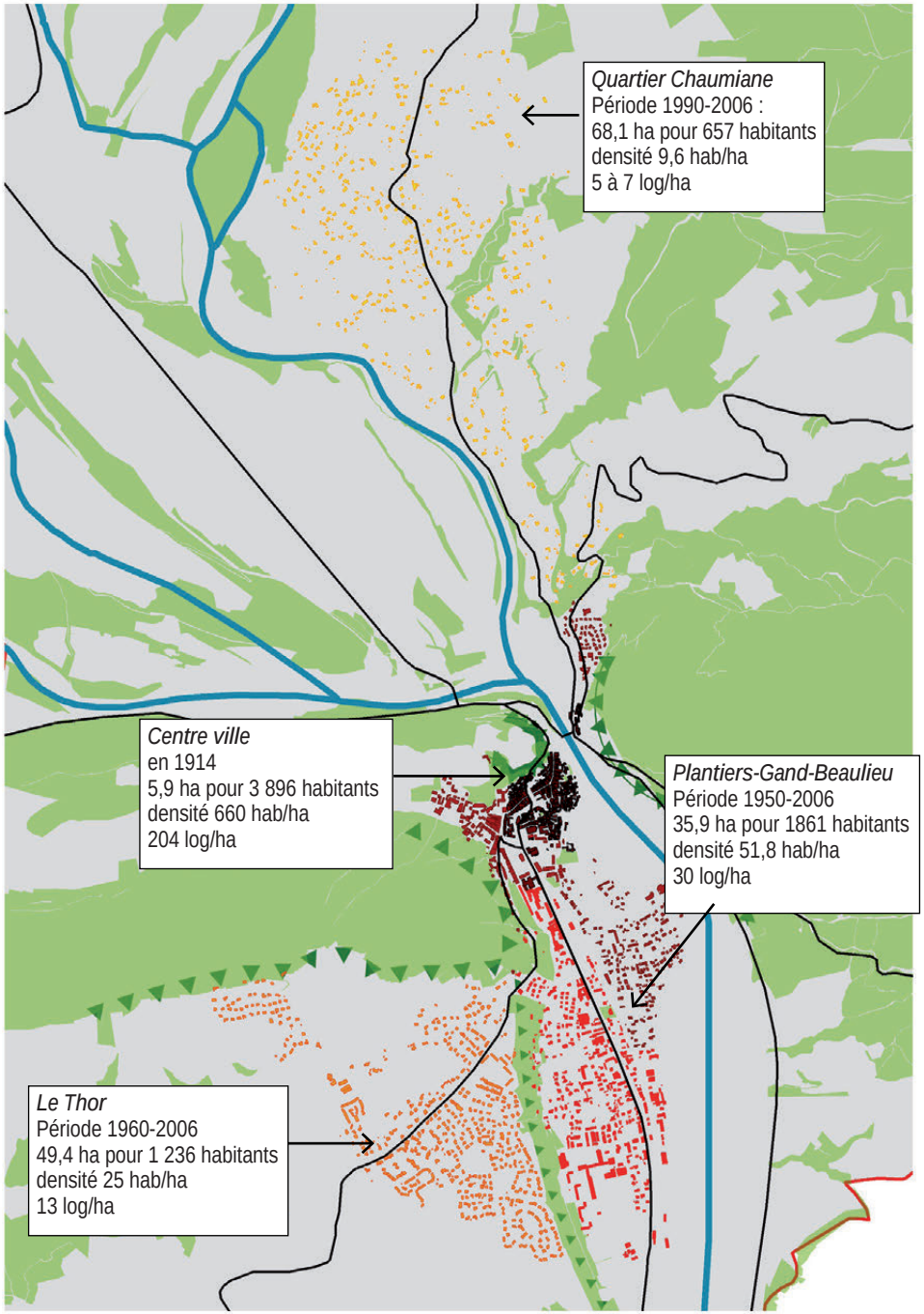
La densité moyenne produite sur le territoire de Sisteron étant de 24 logements à l'hectare, la capacité foncière disponible pour l'habitat, soit les 120 ha libres constructibles, offre un potentiel de 2 880 logements. Même en tenant compte d'une rétention foncière de l'ordre de 30%, les espaces constructibles non bâtis du POS offre la possibilité de construire près de 2 000 logements.

L'enjeu de la ville de Sisteron est donc de réduire ces capacités foncières afin de limiter l'étalement urbain et d'adapter la capacité foncière du document d'urbanisme aux besoins de la population actuelle et future à accueillir dans la ville au cours du temps et jusqu'en 2030.

Capacités foncières résiduelles du POS en vigueur



Evolution du bâti à Sisteron



IV.5.2. CONSOMMATION DES ESPACES AU COURS DES DIX ANS PASSÉS

Depuis la loi ENE n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, le PLU doit garantir une gestion économe des sols en assurant un contrôle chiffré de la consommation de l'espace naturel, agricole et forestier sur les dix dernières années.

L'utilisation des données de *Corine Land Cover* (base européenne de données statistiques et géographiques), nous permet d'analyser la consommation des différents types d'espaces à Sisteron. Les données de *Corine Land Cover* concernant Sisteron sont présenté dans le tableau ci-dessous sur les années 1990, 2000 et 2006.

Occupation	Surface* 1990 (Ha)		Surface* 2000 (Ha)		Surface* 2006 (Ha)		Variation 1990-2006 %
	Surface	%	Surface	%	Surface	%	
Territoires agricoles	1 915	38,1	1 756	34,9	1 842	36,6	- 3,8
Forêts et milieux semi-naturels	2 643	52,6	2 784	55,4	2 645	52,6	+ 0,01
Territoires artificialisés	396,5	7,9	415,5	8,3	465	9,2	+ 17,3

Ce tableau montre l'évolution de l'occupation des sols à Sisteron entre 1990 et 2006. Il permet de constater :

- Une progression de l'urbanisation (+17%),
- Une réduction des zones agricoles utilisées (-3,8%),
- Une surface boisée stable mais en mutation.

Les cartes ci-dessous illustrent le type d'occupation de l'espace à Sisteron en 1990, 2000 et 2006 d'après les données de Corine Land Cover, avec en superposition le zonage du POS. La 4ème carte représente les changements d'occupation des sols effectués entre 1990 et 2006.

Légende

CORINE Land Cover

Territoires artificialisés - Zones urbanisées
112 : Tissu urbain discontinu

Territoires artificialisés - Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communic
121 : Zones industrielles et commerciales
122 : Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés

Territoires agricoles - Terres arables
211: Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoires agricoles - Cultures permanentes
222 : Vergers et petits fruits

Territoires agricoles - Prairies
231: Prairies

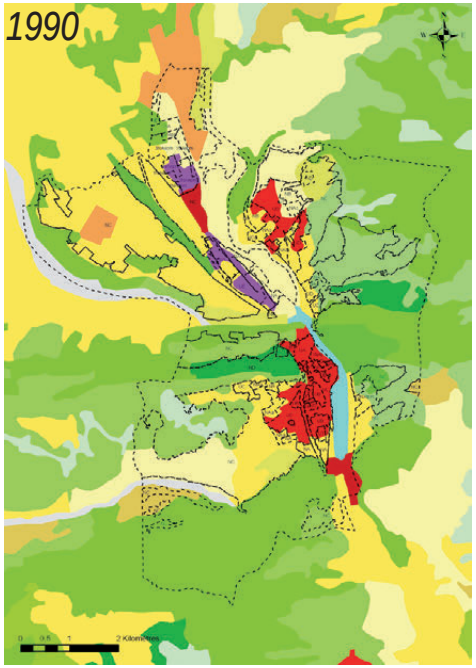
Territoires agricoles - Zones agricoles hétérogènes
242 : Systèmes culturaux et parcellaires complexes
243 : Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

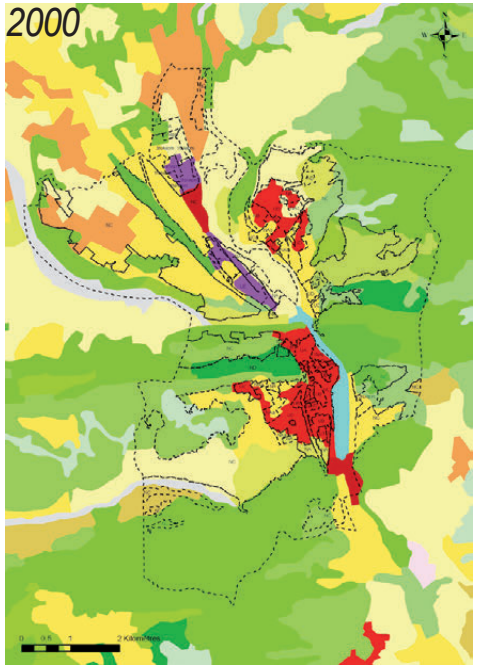
Forêts et milieux semi-naturels - Forêts
311 : Forêts de feuillus
312 : Forêts de conifères
313 : Forêts mélangées

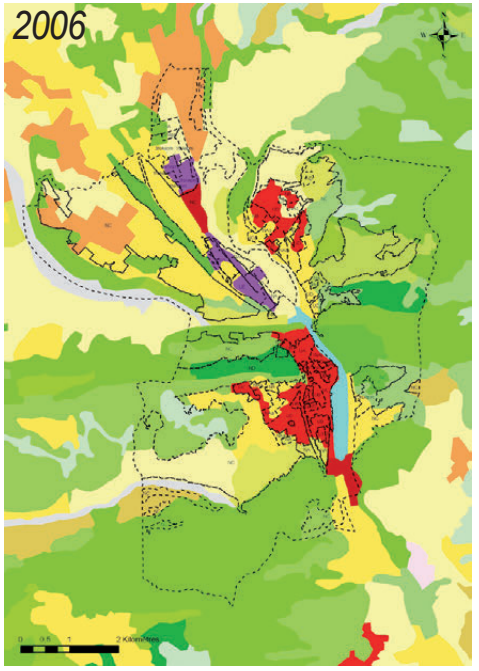
Forêts et milieux semi-naturels - Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée
321 : Pelouses et pâturages naturels
322 : Landes et broussailles
323 : Végétation sclérophylle
324 : Forêt et végétation arbustive en mutation

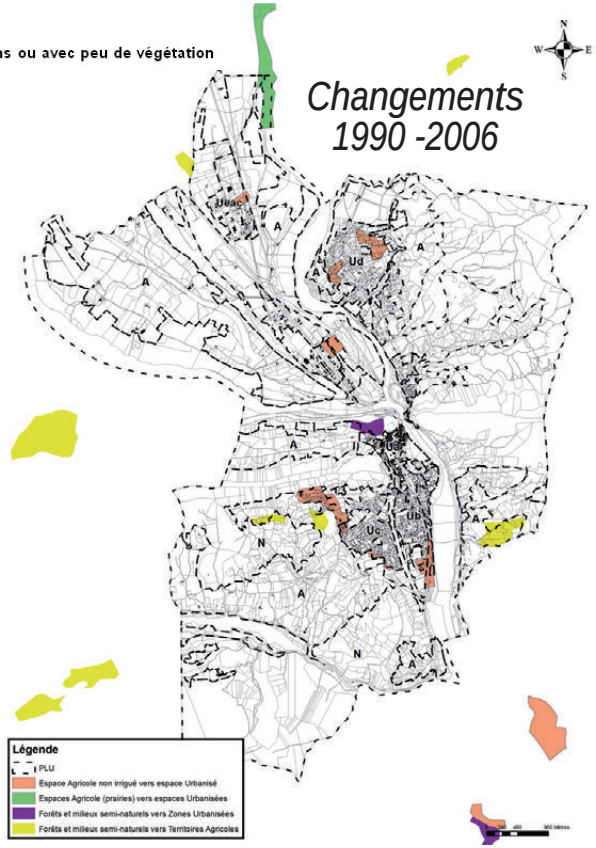
Forêts et milieux semi-naturels - Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation
331 : Plages, dunes et sable
333 : Végétation clairsemée

Surfaces en eau - Eaux continentales
512 : Plans d'eau









Analyse de la consommation de l'espace agricole, naturel et forestier

Selon les données issues de Corine Land Cover, en 2006 les surfaces occupées par du bâti représentent 9,2% de l'ensemble de la superficie communale (5 025 ha).

Entre 1990 et 2006, la progression des espaces artificialisés a consommé 17,3% de la surface des sols communaux. Pendant ce temps, les espaces agricoles ont diminué de 3,8%. Sur la période, les espaces urbains se sont développés sur les espaces agricoles qui, eux mêmes, ont été conquis sur des espaces naturels. Sur les 20 dernières années, l'artificialisation du sol s'est accélérée suivant un taux moyen annuel de développement urbain qui passe de 0,5% entre 1990 et 2000 à 1,9% entre 2000 et 2006.

La part des territoires artificialisés en 2006, qui est de 9,2% à Sisteron, positionne la commune au 6ème rang des communes du département. Château-Arnoux-Saint-Auban (28,7%) et Manosque (17,5%) sont les communes les plus artificialisées.

Sur une période de 16 ans, l'évolution de la tache urbaine communale correspond à la consommation de près de 70 ha, soit 4,4 ha consommé annuellement. Au cours des 10 dernières années, l'emprise de la tache urbaine s'est développée en zone d'activités économiques pour répondre aux besoins d'implantations de nouvelles activités (filière laine, photovoltaïque, bois) et dans le domaine commercial afin de limiter l'évasion commerciale. Les extensions urbaines se sont développées aux quartiers de la Chaumiane et le Thor, qui sont des quartiers résidentiels, et au quartier Les Plantiers qui accueille des équipements collectifs (sportifs, scolaires, ...). La carte ci-contre exprime l'évolution du bâti à Sisteron et permet de constater l'accroissement de l'emprise parcellaire au cours des époques, selon les quartiers.

Les formes urbaines dominantes sont variables selon les quartiers; les logements en bâtiments collectifs sont essentiellement situés dans les secteurs proches des équipements collectifs, dans les extensions du centre ville; cependant le quartier du Thor possède quelques logements de ce type. Le centre ancien est le secteur le plus dense de la ville avec une moyenne de 204 logements à l'hectare.

A partir de la base de données Sitadel qui recense l'évolution des constructions, on constate une baisse de la construction sur le territoire communal au cours des 10 dernières années, qui s'exprime par une diminution du nombre de permis délivrés et du nombre de logements commencés :

- entre 2001 et 2006, on recense une moyenne annuelle de 60 permis délivrés concernant les logements ou les locaux d'activités, moyenne qui s'établit à 39 permis annuel entre 2007 et 2010.

- entre 2000 et 2004, la moyenne annuelle de logements commencés est de 64 logements; elle est de 25 logements entre 2005 et 2009.

Entre 2000 et 2006, la densité construite moyenne peut ainsi être estimée à 8 logements à l'hectare: la construction de 405 logements a consommé 50 hectares sur le territoire communal. Pour près de la moitié, ces logements sont de type individuels purs, les bâtiments de type collectif en représentent le tiers.

La diminution de la construction est liée à une insatisfaction de la demande en maison individuelle qui s'exprime à Sisteron (prix du foncier élevé en raison de la rareté de l'offre), et à une faible offre de constructions de type collectif capable de répondre aux nouveaux modes d'habiter en ville (logements de grande surface avec extérieur).

Enjeux en matière de consommation de l'espace

- Limiter l'étalement urbain et exprimer les limites entre l'urbanisation et les espaces naturels et agricoles pour affirmer une multiplicité des usages,
- Créer une offre de logements diversifiée, permettant de satisfaire les attentes dans un milieu proche de la ruralité de montagne tout en valorisant une image de ville moyenne occupant un rôle de centralité,
- Inciter à une amélioration de la densité urbaine tout en assurant une insertion paysagère en cohérence avec les échelles bâties existantes,
- Poursuivre la revalorisation du centre ville sur le long terme, en lien avec la réhabilitation engagée (habitat, façades, commerces, espace public).

V. ENJEUX ET PROSPECTIVE

Après la réalisation du diagnostic technique et stratégique et au regard des analyses transversales qui en ressortent, les enjeux et la prospective territoriale permettent de définir les éléments fondateurs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune.

V.1. ENJEUX

V.1.1. **Des atouts, des obstacles**

Des atouts: cadre de vie agréable, histoire, espaces naturels

La commune de Sisteron propose un cadre de vie de qualité, à la fois proche des grands axes de liaisons vers les pôles urbains, porte entre la Provence et les espaces de montagne, et offrant une identité rurale héritée d'une activité agricole passée et présente. Cette identité rurale a été augmentée au XXème siècle d'une identité urbaine et industrielle liée au développement des activités économiques au Nord de la commune même. La composante la plus récente de l'identité sisteronaise est l'arrivée de catégories socio-professionnelles moyennes et supérieures, et de retraités, à la recherche d'un cadre de vie champêtre tout en restant proche des services à la personne. Il en résulte une commune aux catégories sociales composites qui doit être en capacité de répondre aux attentes de cette population en matière d'habitat et de qualité de vie urbaine.

Des obstacles: un parc résidentiel pas toujours adapté, un développement de logements individuels, une gare mal articulée avec le centre

La commune présente trois types d'organisation du bâti: le centre ancien qui représente un tissu dense, la «ville nouvelle» au Sud qui mixe de la maison individuelle et des collectifs, et le tissu pavillonnaire qui s'est installée essentiellement aux quartiers Le Thor et La Chaumiane. Le parc résidentiel est difficilement accessibles aux petits ménages et peu locatif, avec un niveau de vacance important. Le parc est composé majoritairement de grandes habitations, sous forme de tissu pavillonnaire. Les foyers les plus jeunes, ou les seniors, et les plus modestes trouvent de plus en plus difficilement à se loger. La demande en habitat pavillonnaire reste importante malgré un développement récent de l'habitat collectif.

La position de ville centre en milieu rural est un atout mal valorisé. Le quartier de la gare est peu dense, éloigné du centre ancien offrant un parcours peu attractif pour le piéton, le long de la voie principale.

V.1.2. **Des enjeux, des choix**

Des enjeux: trouver un équilibre entre ville et esprit rural

Face aux enjeux qui se présentent désormais à la ville de Sisteron, avec au premier plan la question de sa capacité à répondre à de nouvelles demandes et à se positionner dans le développement durable, la commune est amenée à envisager son identité rurale comme une force à exploiter et comme un patrimoine à réactualiser.

Il s'agit de rendre compatibles:

- la préservation des éléments identitaires et de la qualité du cadre de vie,
- les grands enjeux urbains que sont notamment la nécessité de produire des logements visant à un meilleur équilibre du parc résidentiel, ou l'amélioration de la place des transports collectifs et des déplacements doux,
- le maintien et le renforcement d'un dynamisme local en termes démographiques mais aussi économiques.

Pôle urbain en milieu rural, Sisteron doit construire son évolution en valorisant autant les avantages liés à son statut de ville, que les points forts portés par son identité rurale. L'enjeu est donc de rendre fructueuse la double identité de la commune:

- au niveau global, où il est question de répondre aux grands enjeux urbains, il s'agit d'affirmer un ancrage local en lien avec les réalités du territoire et de renforcer l'attractivité de la ville,
- au niveau du centre-ancien et de la «ville nouvelle» au Sud, en matière de qualité urbaine, de convivialité et d'équipement, la double identité conduit à poursuivre la requalification du centre ancien et à renforcer le rôle de pôle urbain et son image urbaine dans la partie Sud,
- au niveau des quartiers résidentiels périphériques, le développement de l'habitat se fera d'abord dans les espaces interstitiels urbains, abandonnés par l'agriculture afin de limiter l'étalement et le mitage, et dans le respect d'une identité rurale privilégiant l'insertion dans le paysage,
- au niveau du territoire naturel et agricole, et du lien à renforcer et à réinventer avec le centre ville, l'objectif est de pouvoir organiser une cohabitation respectueuse ville / campagne.

Ce contexte et ces objectifs permettent également de mettre en perspective les objectifs généraux liés au développement durable, comme la diversité des populations, la préservation des paysages, des milieux agricoles, forestiers et naturels, la réduction des déplacements automobiles, notamment au profit des piétons et des cyclistes.

Des choix: préserver les espaces naturels, éviter le mitage, améliorer les liaisons, revitaliser le centre ancien en lien avec la gare et la partie Sud de la ville

Le territoire de Sisteron présente des caractéristiques morphologiques et urbaines particulières face auxquelles une stratégie est à définir pour la ville de demain.

A l'échelle du territoire communal dans son ensemble, il s'agit de préserver les éléments structurants tant en terme de paysage que d'écologie, avec au premier plan les boisements et les ripisylves le long de la Durance, du Buëch et du Jabron. Les bois du Molard, du Montgervis, de Chapage, ont un rôle à jouer en matière de biodiversité et de lieux de promenades familiales. Les zones agricoles sont également protégées, avec les zones de plateau, proches des zones urbaines, qui gagneraient à évoluer vers une agriculture plus naturelle, plus proche des consommateurs urbains.

Il s'agit également de pondérer les zones urbaines, et de régler leur évolution:
- les quartiers résidentiels à l'écart du centre ville (La Baume, Le Thor, La Chaumiane) sont à contraindre en urbanisation de façon à ne pas accentuer l'étalement urbain consommateur d'espace, de déplacements et d'infrastructures; il s'agira d'investir les dents creuses abandonnées par le milieu agricole, tout en préservant l'identité rurale des sites;
- la zone urbaine, composée du centre ancien et de la partie Sud de la ville, est à structurer plus fortement notamment dans cette partie Sud qui comporte un fort potentiel de développement qui doit s'organiser en harmonie avec l'environnement, en particulier les bords de Durance et la silhouette de la ville ancienne.

A l'échelle de la zone urbaine, il s'agit de promouvoir une meilleure structuration. En effet, l'urbanisation s'est constituée en deux espaces principaux, l'un est formé par la ville ancienne et l'autre s'est développé par la suite au Sud, autour de la gare ferroviaire et le long du grand axe (RD 4085).
Le choix qui est retenu consiste à dynamiser et requalifier le noyau du centre ancien, et à renforcer l'ensemble gare/ville Sud. Ce dernier a vocation à être affirmé comme un pôle, regroupant les commerces et services nécessaires à la vie locale, en plus des équipements structurants existants.
En contrepartie, ces quartiers doivent être facilement accessibles à l'ensemble des habitants. Des tracés pour les modes de déplacements doux doivent être définis dans le sens d'une meilleure accessibilité aux piétons et cyclistes. Les liaisons interquartiers seront ainsi améliorées.

En cohérence avec ces choix territoriaux, et afin de préserver les caractéristiques paysagères de la commune, de conserver les terres agricoles, il est décidé de répartir les nouveaux logements en priorité dans le centre-ville en partie Sud et à proximité de la gare, dans les quartiers le Gand, les Plantiers et Beaulieu, et d'utiliser au maximum le cadre du périmètre bâti actuel.

Toutefois la densification du tissu urbain peut connaître un temps de latence et ne se révéler pleinement efficace qu'à moyen ou plus long terme. En conséquence, pour faciliter la production de logements à court terme et moyen terme, il est décidé de prévoir une extension urbaine. Ces extensions sont situées à proximité du centre ville, dans le quartier des Marres, et en extension urbaine mesurée dans les quartiers résidentiels périphériques, pour permettre une diversité de l'habitat.

V.2. PROSPECTIVE DÉMOGRAPHIQUE ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

V.2.1. **Démographie, logements, emplois: quel scénario pour demain ?**

En 2009, la population de Sisteron est de 7428 habitants. La croissance démographique est appelée à se maintenir compte tenu des évolutions projetées pour le département et de la position de Sisteron, qui doit assurer un rôle de ville centre en milieu rural. Cette croissance ouvre des perspectives optimistes pour l'avenir mais pose aussi l'enjeu de l'accueil des nouvelles populations.
Elle constitue un véritable enjeu communal pour l'accueil des populations nouvelles dans les conditions d'un développement durable.

Quel scénario de développement retenir pour les 20 ans à venir ?

Un scénario à l'image du passé, au fil de l'eau
Jusqu'en 2009, la commune suit une croissance de 0,6% par an. Pour une croissance démographique stable, la ville devrait accueillir sur les 20 prochaines années 995 habitants.

Un scénario d'évolution soutenue
La croissance démographique se dynamise sous l'effet de l'apport d'une population jeune et d'une population plus âgée se rapprochant des pôles de services aux personnes et de l'emploi.
L'hypothèse repose sur un objectif de 9 000 habitants en 2030, correspondant à un gain de 1 560 habitants, à raison de 1,96 personnes par ménage.
1 200 nouvelles unités d'habitation seront nécessaires pour les accueillir.

Un scénario optimiste
Sisteron, ville centre d'une communauté rurale située en Val de Durance, connaîtrait une croissance forte de 1,30% par an, sous l'effet d'un potentiel de développement urbain lié à son offre en services aux personnes et au développement de l'offre d'emplois et de son pôle urbain. Doublant son rythme de développement actuel, elle accueillerait en 20 ans près de 2 300 habitants.
Cet accueil nécessiterait une offre de 1 600 nouvelles unités d'habitation.

Un scénario d'évolution soutenue pour l'affirmation de la ville centre
La collectivité retient la prospective d'une croissance visant à atteindre près de 9 000 habitants à l'horizon 2030, correspondant à un gain de 1 560 habitants et à un niveau de croissance de 0,9% par an. Sur les dernières années, la croissance démographique s'est ralentie dans la ville, du fait d'un niveau de rétention foncière important et de la difficulté pour les familles à trouver un logement adapté. Le PLU a l'ambition de changer cette situation figée du marché immobilier. D'ores et déjà, de nombreux projets immobiliers sont programmés, qui devraient permettre de rattraper le retard des 3 dernières années et suivre les évolutions projetées sur le long terme.

La population croît, sur 20 ans, de 1 560 nouveaux habitants soit 78 habitants par an.

Les besoins en logements s'analyse selon trois critères: le point mort, l'effet démographique et les opérations de réhabilitation (recyclage du parc existant).

Le point mort correspond au nombre de logements nécessaire à population constante; il prend en compte:
- L'effet du desserrement des ménages: il s'agit d'évaluer le nombre de nouvelles unités d'habitation nécessaires pour maintenir la population à son niveau de 2009. Les séparations, les divorces, le vieillissement de la population, la décohabitation des jeunes, ..., ont pour conséquence une baisse du nombre de personnes occupant un même logement. Il faut donc de plus en plus de logements pour loger un même nombre d'habitants. Ainsi, à population constante, il faudrait construire 280 nouvelles unités d'habitation, en considérant le maintien de la fluidité du parc à un taux moyen de 5%.
- le maintien de la part de résidences secondaires dans l'ensemble du parc immobilier (actuellement 5,7%),
- le renouvellement du parc lié à son obsolescence en partie : démolitions, changements d'usage, modification structurelle du bâti, considéré comme un renouvellement «naturel» du parc (52 logements)

L'effet démographique correspond à l'accueil de la nouvelle population: sur la base de 1,96 personnes par ménage, ce sont 760 unités d'habitation sur 20 ans qu'il conviendra de réaliser pour accompagner la croissance de la ville de Sisteron et accueillir les 1560 nouveaux habitants.

Le recyclage du parc : il s'agit de remettre sur le marché immobilier une part des logements vacants, estimés à 428 en 2009. Les actions de renouvellement urbain engagées pourraient permettre à l'horizon 2030 de réhabiliter 160 logements, sur un total de 300 logements qui seront requalifiés à plus long terme.

Ces trois critères permettent de simuler le besoin en logements total à l'horizon 2030 qui correspond à 1 200 nouvelles unités d'habitation soit 60 logements par an.
Les 160 logements réhabilités induisent la construction de 1040 logements.

Quelques objectifs à atteindre

Bien que Sisteron ne soit pas soumise aux obligations réglementaires, la part de logements sociaux, qui est aujourd'hui de 18%, devra tendre à rejoindre les objectifs de la loi SRU fixé à 20%.
Le renouvellement urbain du centre ancien devra se poursuivre et être moteur d'une attractivité retrouvée.
La diversité de l'offre de logements sera un levier pour répondre à la structure de la population et au profil des ménages
Les extensions urbaines seront économes en consommation d'espace.

Les formes urbaines à privilégier

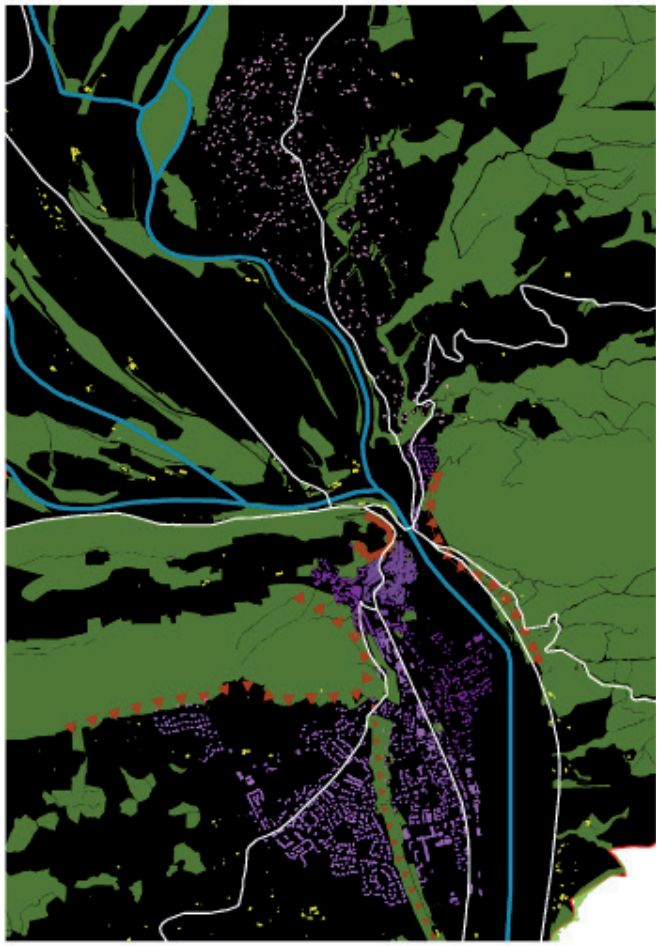
Les formes urbaines seront cohérentes avec l'urbanisation voisine tout en recherchant une densité plus élevée que le tissu pavillonnaire proche. Globalement, les formes urbaines du type petits collectifs, pavillonnaire en bande ou groupe ou intermédiaire seront privilégiés.
Aux abords du secteur desservi en équipements collectifs, des densités plus élevées et des formes urbaines de type «immeubles» seront recherchées.

L'emploi

La croissance de l'emploi devra suivre les évolutions démographiques de façon à maintenir le niveau de l'offre locale. Les activités existantes seront confortées, le centre ville devra accueillir une mixité fonctionnelle de façon à créer des lieux de vie attractifs et bien desservis en commerces et services de proximité.
Entre 1999 et 2009, l'emploi évolue de 19% avec la création de 733 emplois sur la période, pour une augmentation de 300 actifs ayant un emploi et résidant dans la zone. La population évoluant de 465 habitants sur la période, on considère un ratio de 0,65 emploi dans la zone par habitant résidant et ayant un emploi dans la zone.
Ainsi pour maintenir le niveau d'emploi des résidants dans la zone, il faudrait offrir 1 014 emplois pour satisfaire les besoins des nouveaux habitants.

Le maintien de l'activité économique dans la zone, sur 20 ans, correspond à la création de 1 014 emplois pour les nouveaux habitants soit 51 emplois par an.

V.2.2. Objectifs de maîtrise de la consommation foncière et de mixité sociale



Evolution de la tâche urbaine , situation en 2006

La maîtrise de la consommation de l'espace est inscrite dans les priorités des lois d'urbanisme (SRU, ENE dite Grenelle 2). Elle correspond en outre à une volonté de préserver les espaces agricoles pour le développement des générations futures, et à valoriser l'urbanisme de projet plutôt qu'un aménagement réalisé au gré des opportunités foncières, et dans un seul objectif de rentabilité immobilière. Les changements de pratiques sont lents et difficiles, mais le PLU fixera quelques règles afin de privilégier l'urbanité et les aménités dans la ville, à savoir les aspects agréables de l'environnement ou de l'entourage social.

De 1950 à 2006, la population de Sisteron a été multipliée par 2 pendant que la consommation d'espace à vocation d'habitat a été multipliée par 5,5.

Privilégier le réinvestissement des dents creuses

La capacité résiduelle du POS en vigueur en matière d'habitat est composé de secteurs à vocation urbaine non urbanisée (zones NA et 1NA), de secteurs en cours d'urbanisation et de dents creuses en zone U. Ces espaces à vocation d'habitat représentent un potentiel foncier de 120 ha tout confondu.

Les secteurs résiduels en U à vocation d'habitat seront urbanisés sauf contraintes réglementaires (PPR, emprise de voies, contrainte de recul ...) ou superficie foncière insuffisante.

Les zones NA et NB du POS

Elles présentent une capacité résiduelle de près de 31 ha en NA et 18 ha en NB, à vocation d'habitat.
Ces secteurs seront urbanisés en priorité sous forme d'opérations d'ensemble, ou pourront faire l'objet d'un déclassement dans le PLU en fonction des contraintes identifiées. Elles se situent pour l'essentiel au Thor et La Chaumiane, et au quartier Les Marres.

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs

Les choix se feront sur la base de critères de proximité avec le bâti existant, dans le respect de la loi Montagne, d'absence d'exposition aux risques naturels, de préservation des espaces agricoles dès lors qu'ils ne se trouvent pas enclavés par l'espace bâti, de desserte en transport urbain et de protection paysagère.

Le parc social

Compte tenu de l'évolution projetée du parc des résidences principales d'ici 2030, par la création de 1 200 nouvelles unités d'habitation, il convient de prévoir une évolution de 240 nouveaux logements sociaux.

Dans le cadre du PLU, la création de deux emplacements réservés permettra de rattraper la carence actuelle en logements sociaux. Ils se situent l'un à proximité du centre ville et de la gare ferroviaire, lieu dit « La Burlière», l'autre au lieu dit « Beaulieu » à proximité des équipements sportifs, scolaires et du groupe de logements sociaux. Le site Beaulieu pourrait permettre la réhabilitation du parc social existant par des opérations « tiroirs » et d'assurer ainsi une capacité de relogement des occupants concernés. Les résidences sociales existantes sur se site offrent 150 logements dont la convention date de 1987 et présentent a priori un besoin de réhabilitation concernant notamment le niveau de performance énergétique du bâti.

Conformément à l'article L.151-41-4° du code de l'urbanisme, le PLU réserve des emplacements en vue de respecter les objectifs de la mixité sociale, et d'assurer une capacité de 125 logements permettant le rattrapage de la carence identifiée. Pour atteindre un total de 326 logements à produire d'ici 2030 afin de satisfaire les besoins en logements sociaux sur le territoire communal, les logements seront construits au fur et à mesure des opérations de constructions. Un taux minimum moyen de 20% sera appliqué aux programmes de logements locatifs, pour être affectés à du locatif social.

Une estimation de 326 logements à créer pour répondre aux besoins de mixité sociale.

En matière de cadre de vie, la prise en compte de l'environnement, la mise en oeuvre de formes urbaines intégrées dans le paysage et l'épannelage existant, le traitement urbain des pôles d'activités, la mise en place d'une unité de transport collectif dans la ville, le développement des modes doux sont les fondements du projet urbain du PLU.

V.2.3. Formes urbaines

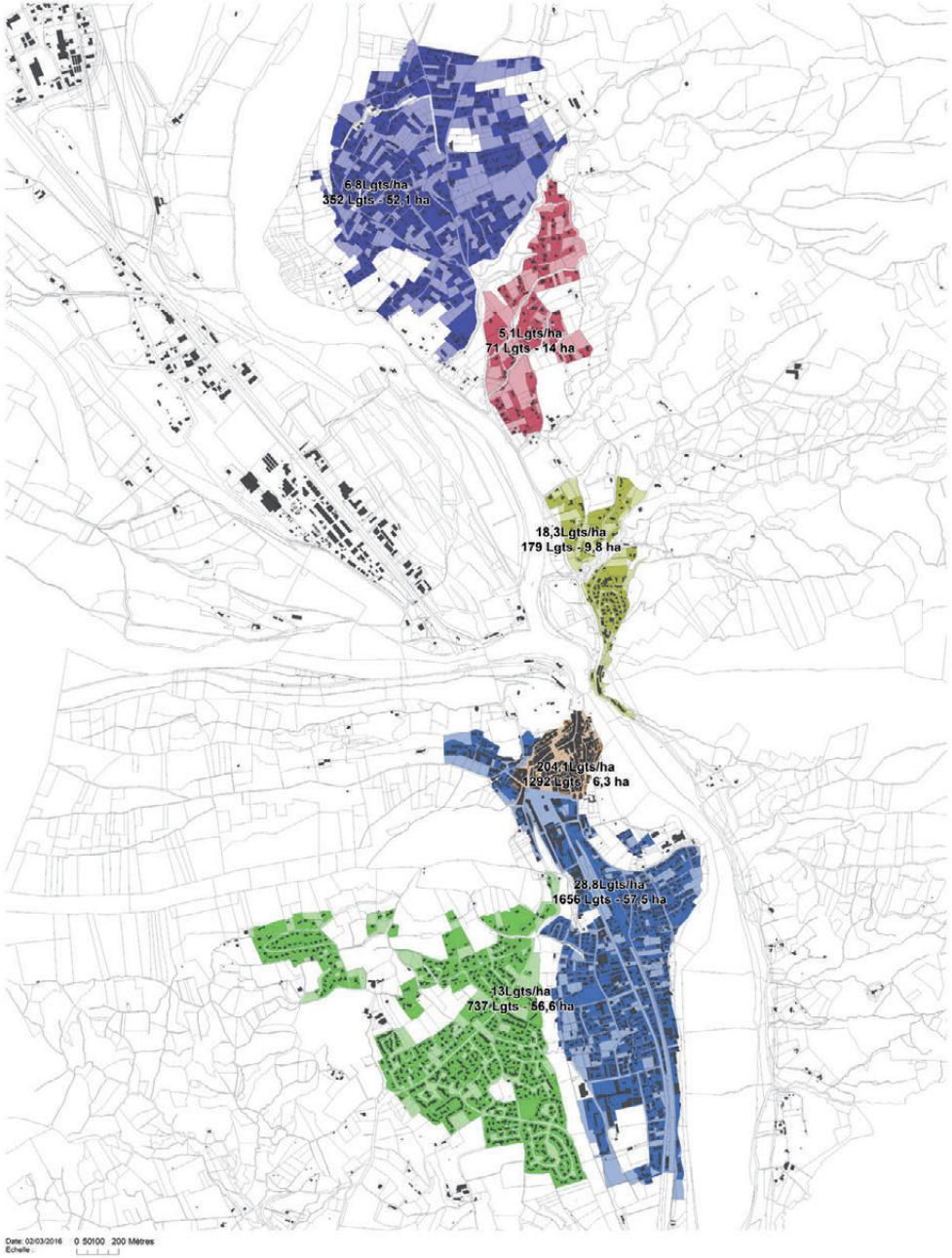
Les objectifs prioritaires retenus pour le projet au regard des enjeux de limitation des extensions urbaines, sont de favoriser le renouvellement urbain par la densification des espaces libres du centre ville en secteur Sud, et d'investir les espaces qui sont enserrés au cœur de l'urbanisation (au Thor et à la Chaumiane), malgré leur caractère agricole et à condition de prendre en considération les éléments structurants du paysage dans les aménagements.

La collectivité fait donc le choix de la densification des espaces inscrits dans un périmètre urbain. Cependant, si la densification peut être accrue dans les quartiers de proches du centre ville, qui accueillent des activités de commerces et services de proximité, dans les quartiers plus éloignés, la démarche doit se faire dans le respect des identités locales exprimées en terme de densité, de hauteur et de volume bâtis.

Les densités choisies devront permettre d'accroître la part des logements collectifs sur la commune, de mettre en oeuvre les projets ayant obtenus une autorisation de construire, d'intégrer des densités sensiblement plus fortes mais en cohérence avec le contexte paysager. La collectivité souhaite poursuivre dans la voie d'un urbanisme à taille humaine, respectueux de l'environnement et de l'insertion des bâtiments dans le paysage.

Les densités existantes dans les quartiers résidentiels du Thor et de la Chaumiane sont de 5 à 7 logements à l'hectare pour les habitats en diffus et de 13 logements à l'hectare pour les habitats de type groupés ou accolés. Ce type d'habitat sera privilégié, ou l'habitat intermédiaire, ou le petit collectif de façon à relever le niveau de densité dans certains secteurs du territoire communal, en dehors du centre ville.

Densité moyenne existante par quartier



Source: fichier Majic 2012, photo aérienne 2014

V.2.4. Les ressources naturelles

L'eau

On estime à 140 litres par jour et par habitant le besoin en eau potable à Sisteron, correspondant aux consommations moyennes en France.
Une prospective du besoin en eau potable est estimée à partir des volumes distribués et consommés en 2014 dans la ville. La croissance démographique projetée à l'horizon 2030 est de 1 560 habitants. En faisant l'hypothèse que toute la population nouvelle se raccorde au réseau d'eau potable, et d'une consommation moyenne de 140 litres/j/hab, le volume d'eau nécessaire pour les nouveaux habitants serait de 80 300 m^3 . En 2014, le volume vendu étant de 622 700 m^3, le volume nécessaire total à l'horizon 2030 pour l'ensemble de la population sera de 703 000 m^3 par an.

Sachant qu'en 2014, les travaux sur les réseaux ont permis de réduire les fuites de 11%, le volume annuel mis en distribution (829 788 m^3) peut être estimé en augmentation pour les années futures, soit 921 065 m^3.

Ainsi, la capacité offerte permet d'assurer la desserte d'eau potable pour la population future d'ici 2030, avec une marge disponible de 125 000 m^3 à 218 000 m^3, selon le niveau de fuite retenu.

Les études du schéma directeur d'eau potable ont mis en évidence une mauvaise répartition des volumes de stockage d'eau potable sur la commune, et une faiblesse d'autonomie (environ 15 h chacun en période de pointe) pour les réservoirs de Kiffer, Catin et du Thor. Des aménagements ont été réalisés par la collectivité pour répondre aux besoins de la population actuelle et à une augmentation démographique. Le schéma directeur d'alimentation en eau potable finalisé en 2012 a permis d'établir les priorités à tenir pour améliorer la gestion de la ressource et sa desserte au regard de l'urbanisation future de la commune. Des travaux sont programmés sur la période 2017-2021 afin de poursuivre l'amélioration de la desserte en eau potable (réseau, réservoir).

En matière d'assainissement et de pluvial, un programme de travaux sur la même période de 5 ans permet de poursuivre la gestion durable et responsable des rejets.

Les espaces naturels et agricoles

En cohérence avec l'objectif de trouver une harmonie entre ville et esprit rural, la contrepartie d'une densification de l'espace de centralité de la ville est de promouvoir un maintien de la qualité des espaces naturels et de la production agricole et sylvopastorale. L'agriculture reste l'activité qui porte le caractère rural de la ville et de ses quartiers périphériques résidentiels. Ce dynamisme agricole doit se poursuivre et se projeter vers un modèle d'agriculture durable, pouvant concourir à une meilleure prise en compte de l'environnement et à la protection des ressources.

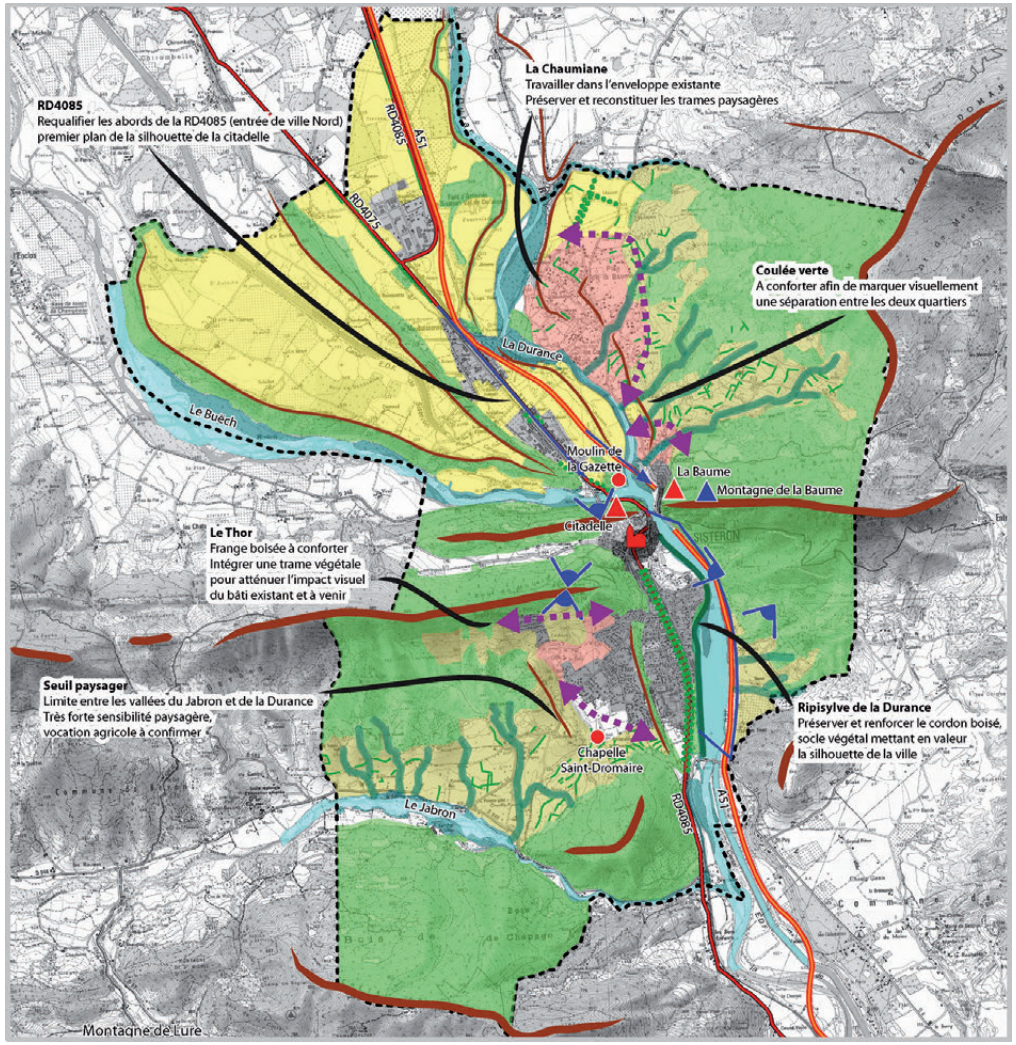
Les quartiers d'habitation du Thor et de Chaumiane se sont développés sur les espaces agricoles. Le PLU limite ce processus en privilégiant un développement urbain au coeur des espaces urbanisés de façon à maintenir les espaces agricoles limitrophes et à limiter l'impact sur l'activité des exploitations agricoles installées dans ces secteurs.

Les espaces naturels marquent fortement le paysage sisteronais. Dans les terrasses de la Chaumiane et sur le plateau du Thor, les haies et bosquets ont subsisté là où les cultures sont plus difficiles. La préservation des bois, des zones humides et des ripisylves sont conseillées pour la préservation du paysage, de la flore et de la faune. La valorisation de ces espaces, leur préservation et leur remise en état écologique forment un objectif essentiel du projet.
Les espaces naturels et de biodiversité sont préservés par la mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction des impacts du projet de développement et d'aménagement.

L'eau: tableau de programmation des travaux sur les réseaux et les ouvrages collectifs

Année	Eau potable	Eau usée	Eau pluviale
2017	Construction station pompage (Thor) Renouvellement des réseaux : -Thor et la Baume -Tronçons de près de 200 ml sur RD 951 -Tronçons sur les androne à réhabiliter	-Mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) sur l'ensemble de la commune (zonage d'assainissement) <u>Réseau ZAC (régie communale)</u> -Tests à la fumée sur le réseau Zone d'Activités Durance -Etude pour construction : (clarificateur, local déshydratation des boues, canal de sortie et en TC équipement déshydratation) <u>Réseau Ville (DSP Suez)</u> -STEP St Lazare : réhabilitation clarificateur -Etude mise en place dissociation/brassage dans bassin d'aération -Renouvellement du réseau (Baume, androne) -Poursuite programme pluri-annuel pour gainage du réseau (rues à définir)	<u>Réseau ZAC (régie communale)</u> -Finalisation des Tests à la fumée sur l'ensemble de la zone d'activités, et mise en conformité <u>Réseau Ville (DSP Suez)</u> -Travaux création réseau (Allée Bertin et Thor , 230 ml) -Montage dossier DUP après rétrocession du réseau irrigation Chaumiane, pour évacuation pluvial
2018	Construction d'un réservoir de 350 m^3 (en remplacement réservoir de 100 m^3) à Chaumiane	-Poursuite programme renouvellement réseau par gainage -Travaux réhabilitation STEP St Lazare (suite étude en 2017)	Poursuite mise en séparatif (Thor, le Gand, les Plantiers)
2019-2020	-Sectorisation et suivi du rendement du réseau -Renouvellement du réseau (Centre Ville) et suppression branchements en plomb	-Poursuite renouvellement réseau (concomitant renouvellement réseau eau potable en Centre Ville)	Poursuite mise en séparatif (Thor, le Gand, les Plantiers
2020-2021		-Etude pour renforcement du poste de relevage des eaux usées (Chaumiane)	

LES ENJEUX PAYSAGERS ET





ENVIRONNEMENTAUX

